Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

CCAS
centre communal d'action sociale - ville d'Alès

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 22_03_22

Service : Finances
Tel : 0466542662
Réf :MR/JR/FC/Fc

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 24 JUIN 2022

Objet : Compte administratif 2021 - CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (C.C.A.S.)

PRESENTS : Madame VEYRET Michèle, Vice-Présidente, Mesdames BERARD Cécile, BOUTEILLER Lydie, CAYRIER Hélène, GUYOT Martine, MASSAL Chantal, VEAU VEYRET M.José, Madame VOIRIN Josiane, Messieurs BOSSEUR Alain, MASSON J.Régis MAZUC Bruno, REYNAUD Alain, SUAU J.Michel,
POUVOIR : Madame PEYRIC M.Christine (à Madame VEYRET Michèle),
EXCUSES : Monsieur Max ROUSTAN, Président, Madame CASTANET Danielle, Monsieur RIVENQ Christophe
Secrétaire de Séance : Madame RIOU Joëlle, Directrice du Centre Communal d'Action Sociale

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès,

Vu le Code général des collectivités territoriales;

Vu l'instruction comptable M14;

Vu le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice 2021;

Vu le compte de gestion dressé par le comptable;

Considérant, que les résultats comptables de l'exercice du compte administratif et du compte de gestion sont identiques**;**

APRES AVOIR DELIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE;

APPROUVE

Article 1 : Le compte administratif 2021 du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès, qui fait apparaître les résultats suivants :

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

LIBELLE	INVESTISSEMENT	FONCTIONNEMENT	TOTAL
RÉSULTATS 2020	63 219.80	423 885.89	487 105.69
RECETTES 2021	406 799.30	2 323 489.59	2 730 288.89
DÉPENSES 2021	430 168.39	2 237 196.42	2 667 364.81
RÉSULTATS 2021	39 850.71	510 179.06	550 029.77
REPORT DÉPENSES	21 345.00		21 345.00
REPORT RECETTES	0		0
RÉSULTAT NET 2021	18 505.71	510 179.06	528 684.77

Article 2 : Reconnaît la sincérité des restes à réaliser de la section d'investissement comme suit :

- En dépenses d'investissement : 21 345.00 €
- En recettes d'investissement : 0.00 €

Votants : 14
Pour : 13
Contre : 1
Abstention : 0

Centre Communal d'Action Sociale - Mairie d'Alès

Pour extrait certifié conforme
Le Président

Max ROUSTAN

"La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Président du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr . Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais, sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre du dispositif lié à l'épidémie de Covid-19 et à l'Etat d'Urgence Sanitaire et de l'application de l'ensemble de la réglementation subséquente."

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_23-DE

CCAS
centre communal d'action sociale - ville d'Alès

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 22_03_23

Service : Finances
Tel : 0466542662
Réf :MR/JR/FC/Fc

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 24 JUIN 2022

Objet : Compte administratif 2021 - CENTRE D'ACTION MEDICO-SOCIALE PRECOCE (C.A.M.S.P.)

PRESENTS : Madame VEYRET Michèle, Vice-Présidente, Mesdames BERARD Cécile, BOUTEILLER Lydie, CAYRIER Hélène, GUYOT Martine, MASSAL Chantal, VEAU VEYRET M.José, Madame VOIRIN Josiane, Messieurs BOSSEUR Alain, MASSON J.Régis MAZUC Bruno, REYNAUD Alain, SUAU J.Michel,
POUVOIR : Madame PEYRIC M.Christine (à Madame VEYRET Michèle),
EXCUSES : Monsieur Max ROUSTAN, Président, Madame CASTANET Danielle, Monsieur RIVENQ Christophe

Secrétaire de Séance : Madame RIOU Joëlle, Directrice du Centre Communal d'Action Sociale

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès,

Vu le Code de l'action sociale et des familles;

Vu le Code général des collectivités territoriales;

Vu le Décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003;

Vu l'instruction comptable M22;

Vu le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice 2021;

Vu le compte de gestion dressé par le comptable;

Considérant, que les résultats comptables de l'exercice du compte administratif et du compte de gestion sont identiques**;**

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÈDE AU VOTE.

APPROUVE

Article 1 : Le compte administratif 2021 du Service Centre d'Action Médico-social Précoce (C.A.M.S.P.), qui fait apparaître les résultats suivants :

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_23-DE

Section d'investissement

Résultat d'investissement antérieur reporté :	+	848 757.79 € (1)
Recettes d'investissement 2021	+	400 143.78 €
Dépenses d'investissement 2021	-	1 579 152.15 €
Résultat de l'exercice 2021	-	1 179 008.37 € (2)
Résultat d'investissement de clôture 2021 (1+2)	**-**	**330 250.58 €**

Section de fonctionnement

Résultat d'exploitation antérieur reporté	+	55 476.00 €(1)
Recettes de fonctionnement 2021	+	1 162 985.86 €
Dépenses de fonctionnement 2021	-	1 008 095.24 €
Résultat de l'exercice 2021	+	154 890.62 € (2)
Résultat d'exploitation de clôture 2021 (1+2)	**+**	**210 366.62 €**

Votants : 14
Pour : 14 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Centre Communal d'Action Sociale – Mairie d'Alès

Pour extrait certifié conforme
Le Président
Max ROUSTAN

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Centre Communal d'Action Sociale d'Alès, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La délibération ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.télérecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre de dispositions spécifiques à la crise liée à l'épidémie de Covid-19 notamment de la loi n°2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et de l'ensemble de la réglementation subséquente.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_24-DE

CCAS
centre communal d'action sociale - ville d'Alès

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 22_03_24

Service : Finances
Tel : 0466542662
Réf :MR/JR/FC/Fc

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 24 JUIN 2022

Objet : Compte administratif 2021 - RESIDENCE AUTONOMIE LES OLIVIERS

PRESENTS : Madame VEYRET Michèle, Vice-Présidente, Mesdames BERARD Cécile, BOUTEILLER Lydie, CAYRIER Hélène, GUYOT Martine, MASSAL Chantal, VEAU VEYRET M.José, Madame VOIRIN Josiane, Messieurs BOSSEUR Alain, MASSON J.Régis MAZUC Bruno, REYNAUD Alain, SUAU J.Michel,
POUVOIR : Madame PEYRIC M.Christine (à Madame VEYRET Michèle),
EXCUSES : Monsieur Max ROUSTAN, Président, Madame CASTANET Danielle, Monsieur RIVENQ Christophe

Secrétaire de Séance : Madame RIOU Joëlle, Directrice du Centre Communal d'Action Sociale

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès,

Vu le Code de l'action sociale et des familles;

Vu le Code général des collectivités territoriales;

Vu le Décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003;

Vu l'instruction comptable m22

Vu le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice 2021;

Vu le compte de gestion dressé par le comptable;

Considérant, que les résultats comptables de l'exercice du compte administratif et du compte de gestion sont identiques,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÈDE AU VOTE.

APPROUVE

Article 1 : Le compte administratif 2021 de la résidence autonomie les Oliviers, faisant apparaître les résultats suivants :

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_24-DE

Section d'investissement

Résultat d'investissement antérieur reporté :	+	174 602.77 € (1)
Recettes d'investissement 2021	+	25 719.87 €
Dépenses d'investissement 2021	-	20 770.86 €
Résultat de l'exercice 2021	+	4 949.01 € (2)
Résultat d'investissement de clôture 2021 (1+2)	**+**	**179 551.78 €**

Section de fonctionnement

Résultat d'exploitation antérieur reporté : *(Dont Service de Soins courants)*	+	83 895.22 € (1) *0.00 €*
Recettes de fonctionnement 2021 *(Dont Service de Soins courants)*	+	1 130 214.64 € *+ 201 817.74 €*
Dépenses de fonctionnement 2021 *(Dont service de soins courants)*	-	1 128 943.91 € *- 200 492.65 €*
Résultat de l'exercice 2021 *(Dont Service de Soins courants)*	+	1 270.73 € (2) *+ 1 325.09 €*
Résultat d'exploitation de clôture 2021 (1+2) *(Dont Service de Soins courants)*	**+**	**85 165.95 €** *+1 325.09 €*

Votants : 14
Pour : 14 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Centre Communal d'Action Sociale – Mairie d'Alès

Pour extrait certifié conforme
Le Président
Max ROUSTAN

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Centre Communal d'Action Sociale d'Alès, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La délibération ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.télérecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre de dispositions spécifiques à la crise liée à l'épidémie de Covid-19 notamment de la loi n°2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et de l'ensemble de la réglementation subséquente.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_25-DE

CCAS
centre communal d'action sociale - ville d'Alès

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 22_03_25

Service : Finances
Tel : 0466542662
Réf :MR/JR/FC/Fc

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 24 JUIN 2022

Objet : Compte administratif 2021 - SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE (S.S.I.A.D.)

PRESENTS : Madame VEYRET Michèle, Vice-Présidente, Mesdames BERARD Cécile, BOUTEILLER Lydie, CAYRIER Hélène, GUYOT Martine, MASSAL Chantal, VEAU VEYRET M.José, Madame VOIRIN Josiane, Messieurs BOSSEUR Alain, MASSON J.Régis MAZUC Bruno, REYNAUD Alain, SUAU J.Michel,
POUVOIR : Madame PEYRIC M.Christine (à Madame VEYRET Michèle),
EXCUSES : Monsieur Max ROUSTAN, Président, Madame CASTANET Danielle, Monsieur RIVENQ Christophe

Secrétaire de Séance : Madame RIOU Joëlle, Directrice du Centre Communal d'Action Sociale

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès,

Vu le Code de l'action sociale et des familles;

Vu le Code général des collectivités territoriales;

Vu le Décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003;

Vu l'instruction comptable M22;

Vu le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice 2021;

Vu le compte de gestion dressé par le comptable;

Considérant, que les résultats comptables de l'exercice du compte administratif et du compte de gestion sont identiques**;**

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÈDE AU VOTE,

APPROUVE

Article 1 : Le compte administratif 2021 du Service de Soins Infirmiers à domicile (S.S.I.A.D.), qui fait apparaître les résultats suivants :

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_25-DE

Section d'investissement

Résultat d'investissement antérieur reporté :	+	17 459.37 € (1)
Recettes d'investissement 2021	+	7 367.38 €
Dépenses d'investissement 2021	-	8 196.12 €
Résultat de l'exercice 2021	-	828.74 € (2)
Résultat d'investissement de clôture 2021 (1+2)	**+**	**16 630.63 €**

Section de fonctionnement

Résultat d'exploitation antérieur reporté	+	19 251.62 € (1)
Recettes de fonctionnement 2021	+	635 141.47 €
Dépenses de fonctionnement 2021	-	602 564.78 €
Résultat de l'exercice 2021	+	32 576.69 € (2)
Résultat d'exploitation de clôture 2021 (1+2)	**+**	**51 828.31 €**

Votants : 14
Pour : 14 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait certifié conforme
Le Président
Max ROUSTAN

Centre Communal d'Action Sociale – Mairie d'Alès

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Centre Communal d'Action Sociale d'Alès, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La délibération ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.télérecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre de dispositions spécifiques à la crise liée à l'épidémie de Covid-19 notamment de la loi n°2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et de l'ensemble de la réglementation subséquente.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_26-DE

CCAS
centre communal d'action sociale - ville d'Alès

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 22_03_26

Service : Finances
Tel : 0466542662
Réf :MR/JR/FC/Fc

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 24 JUIN 2022

Objet : Compte administratif 2021 - Service d'Aide à Domicile

PRESENTS : Madame VEYRET Michèle, Vice-Présidente, Mesdames BERARD Cécile, BOUTEILLER Lydie, CAYRIER Hélène, GUYOT Martine, MASSAL Chantal, VEAU VEYRET M.José, Madame VOIRIN Josiane, Messieurs BOSSEUR Alain, MASSON J.Régis MAZUC Bruno, REYNAUD Alain, SUAU J.Michel,
POUVOIR : Madame PEYRIC M.Christine (à Madame VEYRET Michèle),
EXCUSES : Monsieur Max ROUSTAN, Président, Madame CASTANET Danielle, Monsieur RIVENQ Christophe

Secrétaire de Séance : Madame RIOU Joëlle, Directrice du Centre Communal d'Action Sociale

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès,

Vu le Code de l'action sociale et des familles;

Vu le Code général des collectivités territoriales;

Vu le Décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003;

Vu l'instruction comptable M22

Vu le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice 2021;

Vu le compte de gestion dressé par le comptable;

Considérant, que les résultats comptables de l'exercice du compte administratif et du compte de gestion sont identiques;

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÈDE AU VOTE;

APPROUVE

Article 1 : Le compte administratif 2021 du Service d'Aide A Domicile, qui fait apparaître les résultats suivants :

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_26-DE

Section d'investissement

Résultat d'investissement antérieur reporté	+	8 063.63 € (1)
Recettes d'investissement 2021	+	8 432.44 €
Dépenses d'investissement 2021	-	1 188.00 €
Résultat de l'exercice 2021	+	7 244.44 € (2)
Résultat d'investissement de clôture 2021 (1+2)	**+**	**15 308.07 €**

Section de fonctionnement

Résultat d'exploitation antérieur reporté :	-	35 624.02 € (1)
Recettes de fonctionnement 2021	+	1 530 712.64 €
Dépenses de fonctionnement 2021	-	1 532 288.52 €
Résultat de l'exercice 2021	-	1 575.88 € (2)
Résultat d'exploitation de clôture 2021 (1+2)	**-**	**37 199.90 €**

Votants : 14
Pour : 14 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait certifié conforme
Le Président
Max ROUSTAN

Centre Communal d'Action Sociale – Mairie d'Alès

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Centre Communal d'Action Sociale d'Alès, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La délibération ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.télérecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre de dispositions spécifiques à la crise liée à l'épidémie de Covid-19 notamment de la loi n°2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et de l'ensemble de la réglementation subséquente.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_27-DE

CCAS
centre communal d'action sociale - ville d'Alès

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 22_03_27

Service : Finances
Tel : 0466542662
Réf :MR/JR/FC/Fc

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 24 JUIN 2022

Objet : Compte administratif 2021 - ACCUEIL DE JOUR LES PICHOLINES

PRESENTS : Madame VEYRET Michèle, Vice-Présidente, Mesdames BERARD Cécile, BOUTEILLER Lydie, CAYRIER Hélène, GUYOT Martine, MASSAL Chantal, VEAU VEYRET M.José, Madame VOIRIN Josiane, Messieurs BOSSEUR Alain, MASSON J.Régis MAZUC Bruno, REYNAUD Alain, SUAU J.Michel,
POUVOIR : Madame PEYRIC M.Christine (à Madame VEYRET Michèle),
EXCUSES : Monsieur Max ROUSTAN, Président, Madame CASTANET Danielle, Monsieur RIVENQ Christophe

Secrétaire de Séance : Madame RIOU Joëlle, Directrice du Centre Communal d'Action Sociale

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès,

Vu le Code de l'action sociale et des familles;

Vu le Code général des collectivités territoriales;

Vu le Décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003;

Vu l'instruction comptable M22;

Vu le budget primitif et les décisions modificatives de l'exercice 2021;

Vu le compte de gestion dressé par le comptable;

Considérant, que les résultats comptables de l'exercice du compte administratif et du compte de gestion sont identiques**,**

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÈDE AU VOTE

APPROUVE

Article 1 : Le compte administratif 2021 par section tarifaire, du service Accueil de jour – Les Picholines, qui fait apparaître les résultats suivants :

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_27-DE

- **Section d'investissement**

	Hébergement	Dépendance	Soins	Total
	Réalisé	Réalisé	Réalisé	Réalisé
DÉPENSES D'INVESTISSEMENT (a)	0.00	0,00	0,00	**0.00**
RECETTES D'INVESTISSEMENT (b)	576.23	0,00	0,00	**576.23**
RÉSULTAT COMPTABLE (b-a=c)	576.23	0,00	0,00	**576.23**
RÉSULTAT ANTÉRIEUR REPORTE (d)	7126.66	0,00	0,00	**7126.66**
RÉSULTAT D'INVESTISSEMENT (c+d)	7 702.89	0,00	0	**7 702.89**

- **Section de fonctionnement**

	Hébergement	Dépendance	Soins	Total
	Réalisé	Réalisé	Réalisé	Réalisé
TOTAL DES CHARGES (a)	5 648.95	6 167.30	74 571.17	**86 387.42**
TOTAL DES PRODUITS (b)	3 111.60	752.59	70 555.74	**74 419.93**
RÉSULTAT COMPTABLE (b-a=c)	- 2 537.35	- 5 414.71	- 4 015.43	**-11 967.49**
RÉSULTAT ANTÉRIEUR REPORTE (d)	0.00	0.00	4 578.84	**0.00**
RÉSULTAT A AFFECTER (c+d)	- 2 537.35	- 5 414.71	563.42	**- 7 388.64**

Votants : 14
Pour : 14 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Centre Communal d'Action Sociale – Mairie d'Alès

Pour extrait certifié conforme
Le Président
Max ROUSTAN

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Centre Communal d'Action Sociale d'Alès, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La délibération ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.télérecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre de dispositions spécifiques à la crise liée à l'épidémie de Covid-19 notamment de la loi n°2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et de l'ensemble de la réglementation subséquente.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_28-DE

CCAS
centre communal d'action sociale - ville d'Alès

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 22_03_28

Service : Finances
Tel : 0466542662
Réf :MR/JR/FC/Fc

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 24 JUIN 2022

Objet : Vote du Compte de gestion 2021 du C.C.A.S. et des budgets annexes

PRESENTS : Madame VEYRET Michèle, Vice-Présidente, Mesdames BERARD Cécile, BOUTEILLER Lydie, CAYRIER Hélène, GUYOT Martine, MASSAL Chantal, VEAU VEYRET M.José, Madame VOIRIN Josiane, Messieurs BOSSEUR Alain, MASSON J.Régis MAZUC Bruno, REYNAUD Alain, SUAU J.Michel,
POUVOIR : Madame PEYRIC M.Christine (*à Madame VEYRET Michèle*),
EXCUSES : Monsieur Max ROUSTAN, Président, Madame CASTANET Danielle, Monsieur RIVENQ Christophe

Secrétaire de Séance : Madame RIOU Joëlle, Directrice du Centre Communal d'Action Sociale

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Après s'être fait présenter le budget primitif, les décisions modificatives de l'exercice 2021, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux et titres de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion délivré par Monsieur le Trésorier Principal d'Alès,

Après avoir entendu et approuvé les Comptes Administratifs de l'exercice 2021 lors de la présente séance, statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier au 31 décembre 2021 y compris celles relatives à la journée complémentaire,statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2021 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires,

Considérant les Comptes de Gestion 2021 du Trésorier Principal transmis par les services de la Trésorerie Principale d'Alès,

Considérant que les résultats de l'exercice des comptes administratifs et des comptes de gestion 2021 sont identiques,

APRES AVOIR DELIBERE ET PROCEDE AU VOTE,

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_28-DE

APPROUVE

Les comptes de gestion 2021 du budget principal du C.C.A.S. et des budgets annexes (Résidence autonomie les Oliviers, Service d'Aide à Domicile, Accueil de jour les Picholines, Service de soins infirmiers à domicile et Centre d'Action Médico-Sociale Précoce.).

Votants : 14
Pour : 14 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait certifié conforme
Le Président
Max ROUSTAN

Centre Communal d'Action Sociale – Mairie d'Alès

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Centre Communal d'Action Sociale d'Alès, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La délibération ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.télérecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre de dispositions spécifiques à la crise liée à l'épidémie de Covid-19 notamment de la loi n°2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et de l'ensemble de la réglementation subséquente.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_29-DE

CCAS
centre communal d'action sociale - ville d'Alès

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 22_03_29

Service : Finances
Tel : 0466542662
Réf :MR/JR/FC/Fc

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 24 JUIN 2022

Objet : Affectation du résultat d'exploitation de l'exercice 2021 – budget principal Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès (C.C.A.S.)

PRESENTS : Madame VEYRET Michèle, Vice-Présidente, Mesdames BERARD Cécile, BOUTEILLER Lydie, CAYRIER Hélène, GUYOT Martine, MASSAL Chantal, VEAU VEYRET M.José, Madame VOIRIN Josiane, Messieurs BOSSEUR Alain, MASSON J.Régis MAZUC Bruno, REYNAUD Alain, SUAU J.Michel,
POUVOIR : Madame PEYRIC M.Christine (*à Madame VEYRET Michèle*),
EXCUSES : Monsieur Max ROUSTAN, Président, Madame CASTANET Danielle, Monsieur RIVENQ Christophe

Secrétaire de Séance : Madame RIOU Joëlle, Directrice du Centre Communal d'Action Sociale

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès,

Vu le Code général des collectivités territoriales;

Vu l'instruction comptable M14;

Vu le compte administratif adopté lors de la présente séance;

Vu le compte de gestion dressé par le comptable;

CONSIDERANT l'adoption du compte administratif **2021** relatif au budget principal Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès (C.C.A.S.) et ses résultats,

Vu le besoin en financement de la section d'investissement : + 18 505.71 €

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE, LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_29-DE

DECIDE

D'affecter le résultat d'exploitation comme suit :

- En excédent affecté à l'investissement (article 10682) pour 80 000.00 €.
- En excédent reporté à la section de fonctionnement (recette chapitre 002) soit 430 179.06 €.

Votants : 14
Pour : 14 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait certifié conforme
Le Président
Max ROUSTAN

Centre Communal d'Action Sociale – Mairie d'Alès

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Centre Communal d'Action Sociale d'Alès, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La délibération ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.télérecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre de dispositions spécifiques à la crise liée à l'épidémie de Covid-19 notamment de la loi n°2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et de l'ensemble de la réglementation subséquente.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_30-DE

CCAS
centre communal d'action sociale - ville d'Alès

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 22_03_30

Service : Finances
Tel : 0466542662
Réf :MR/JR/FC/Fc

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 24 JUIN 2022

Objet : Affectation du résultat d'exploitation de l'exercice 2021 - Service Centre d'Action Médico-Sociale Précoce (C.A.M.S.P.)

PRESENTS : Madame VEYRET Michèle, Vice-Présidente, Mesdames BERARD Cécile, BOUTEILLER Lydie, CAYRIER Hélène, GUYOT Martine, MASSAL Chantal, VEAU VEYRET M.José, Madame VOIRIN Josiane, Messieurs BOSSEUR Alain, MASSON J.Régis MAZUC Bruno, REYNAUD Alain, SUAU J.Michel,
POUVOIR : Madame PEYRIC M.Christine (*à Madame VEYRET Michèle*),
EXCUSES : Monsieur Max ROUSTAN, Président, Madame CASTANET Danielle, Monsieur RIVENQ Christophe

Secrétaire de Séance : Madame RIOU Joëlle, Directrice du Centre Communal d'Action Sociale

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès,

Vu le Code de l'action sociale et des familles;

Vu le Code général des collectivités territoriales;

Vu le Décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003;

Vu l'instruction comptable M22;

Vu le compte administratif adopté lors de la présente séance;

Vu le compte de gestion dressé par le comptable;

CONSIDERANT l'adoption du compte administratif **2021** relatif au budget autonome du Service Centre d'Action Médico-Social Précoce (C.A.M.S.P.)

Vu le résultat 2021 à affecter : + 210 366.62 €

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE, LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_30-DE

DECIDE

D'affecter le résultat 2021 (210 366.62 €), comme suit :

- Réserve de compensation des déficits (article 106868) pour 210 366.62 €

Votants : 14
Pour : 14 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait certifié conforme
Le Président
Max ROUSTAN

Centre Communal d'Action Sociale – Mairie d'Alès

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Centre Communal d'Action Sociale d'Alès, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La délibération ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.télérecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre de dispositions spécifiques à la crise liée à l'épidémie de Covid-19 notamment de la loi n°2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et de l'ensemble de la réglementation subséquente.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_31-DE

CCAS
centre communal d'action sociale - ville d'Alès

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 22_03_31

Service : Finances
Tel : 0466542662
Réf :MR/JR/FC/Fc

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 24 JUIN 2022

Objet : Affectation du résultat d'exploitation de l'exercice 2021 - Résidence Autonomie Les Oliviers

PRESENTS : Madame VEYRET Michèle, Vice-Présidente, Mesdames BERARD Cécile, BOUTEILLER Lydie, CAYRIER Hélène, GUYOT Martine, MASSAL Chantal, VEAU VEYRET M.José, Madame VOIRIN Josiane, Messieurs BOSSEUR Alain, MASSON J.Régis MAZUC Bruno, REYNAUD Alain, SUAU J.Michel,
POUVOIR : Madame PEYRIC M.Christine (*à Madame VEYRET Michèle*),
EXCUSES : Monsieur Max ROUSTAN, Président, Madame CASTANET Danielle, Monsieur RIVENQ Christophe

Secrétaire de Séance : Madame RIOU Joëlle, Directrice du Centre Communal d'Action Sociale

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès,

Vu le Code de l'action sociale et des familles;

Vu le Code général des collectivités territoriales;

Vu le Décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003;

Vu l'instruction comptable M22;

Vu le compte administratif adopté lors de la présente séance;

Vu le compte de gestion dressé par le comptable;

CONSIDERANT l'adoption du compte administratif **2021** relatif au budget de la résidence autonomie les Oliviers et ses résultats.

Vu le résultat 2021 à affecter : + 85 165.95 €

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE, LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_31-DE

DECIDE

D'affecter le résultat 2021 (+ 85 165.95 €), en réduction des charges d'exploitation de l'exercice N+2 (2023) – article 1108 « Report à nouveau créditeur »

Votants : 14
Pour : 14 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait certifié conforme
Le Président
Max ROUSTAN

Centre Communal d'Action Sociale – Mairie d'Alès

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Centre Communal d'Action Sociale d'Alès, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La délibération ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.télérecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre de dispositions spécifiques à la crise liée à l'épidémie de Covid-19 notamment de la loi n°2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et de l'ensemble de la réglementation subséquente.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_32-DE

CCAS
centre communal d'action sociale - ville d'Alès

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 22_03_32

Service : Finances
Tel : 0466542662
Réf :MR/JR/FC/Fc

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 24 JUIN 2022

Objet : Affectation du résultat d'exploitation de l'exercice 2021 - Service de Soins Infirmiers A Domicile (S.S.I.A.D.)

PRESENTS : Madame VEYRET Michèle, Vice-Présidente, Mesdames BERARD Cécile, BOUTEILLER Lydie, CAYRIER Hélène, GUYOT Martine, MASSAL Chantal, VEAU VEYRET M.José, Madame VOIRIN Josiane, Messieurs BOSSEUR Alain, MASSON J.Régis MAZUC Bruno, REYNAUD Alain, SUAU J.Michel,
POUVOIR : Madame PEYRIC M.Christine (*à Madame VEYRET Michèle*),
EXCUSES : Monsieur Max ROUSTAN, Président, Madame CASTANET Danielle, Monsieur RIVENQ Christophe

Secrétaire de Séance : Madame RIOU Joëlle, Directrice du Centre Communal d'Action Sociale

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès,

Vu le Code de l'action sociale et des familles;

Vu le Code général des collectivités territoriales;

Vu le Décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003;

Vu l'instruction comptable M22;

Vu le compte administratif adopté lors de la présente séance;

Vu le compte de gestion dressé par le comptable;

CONSIDERANT l'adoption du compte administratif **2021** relatif au budget autonome Service de Soins Infirmiers à domicile (S.S.I.A.D.) et ses résultats.

Vu le résultat 2021 à affecter : + 51 828.31 €

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÈDE AU VOTE, LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_32-DE

DECIDE

D'affecter le résultat 2021 (+ 51 828.31 €), comme suit :

- Réserve de compensation des déficits (article 106868) pour 51 828.31 €

Votants : 14
Pour : 14 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait certifié conforme
Le Président
Max ROUSTAN

Centre Communal d'Action Sociale – Mairie d'Alès

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Centre Communal d'Action Sociale d'Alès, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La délibération ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.télérecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre de dispositions spécifiques à la crise liée à l'épidémie de Covid-19 notamment de la loi n°2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et de l'ensemble de la réglementation subséquente.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 24/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_33-DE

CCAS
centre communal d'action sociale - ville d'Alès

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 22_03_33

Service : Finances
Tel : 0466542662
Réf :MR/JR/FC/Fc

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 24 JUIN 2022

Objet : Affectation du résultat d'exploitation de l'exercice 2021 - Service Aide A Domicile

PRESENTS : Madame VEYRET Michèle, Vice-Présidente, Mesdames BERARD Cécile, BOUTEILLER Lydie, CAYRIER Hélène, GUYOT Martine, MASSAL Chantal, VEAU VEYRET M.José, Madame VOIRIN Josiane, Messieurs BOSSEUR Alain, MASSON J.Régis MAZUC Bruno, REYNAUD Alain, SUAU J.Michel,
POUVOIR : Madame PEYRIC M.Christine (*à Madame VEYRET Michèle*),
EXCUSES : Monsieur Max ROUSTAN, Président, Madame CASTANET Danielle, Monsieur RIVENQ Christophe

Secrétaire de Séance : Madame RIOU Joëlle, Directrice du Centre Communal d'Action Sociale

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès,

Vu le Code de l'action sociale et des familles;

Vu le Code général des collectivités territoriales;

Vu le Décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003;

Vu l'instruction comptable M22;

Vu le compte administratif adopté lors de la présente séance;

Vu le compte de gestion dressé par le comptable;

CONSIDÉRANT l'adoption du compte administratif **2021** relatif au budget autonome du Service Aide à Domicile et ses résultats.

Vu le résultat 2021 à affecter : - 37 199.90 €

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE, LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 24/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_33-DE

DÉCIDE

D'affecter le résultat 2021 (- 37 199.90 €), comme suit :

- Report à nouveau déficitaire N+2 (article 1198) pour 37 199.90 €

Votants : 14
Pour : 14 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait certifié conforme
Le Président
Max ROUSTAN

Centre Communal d'Action Sociale – Mairie d'Alès

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Centre Communal d'Action Sociale d'Alès, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La délibération ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.télérecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre de dispositions spécifiques à la crise liée à l'épidémie de Covid-19 notamment de la loi n°2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et de l'ensemble de la réglementation subséquente.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_34-DE

CCAS
centre communal d'action sociale - ville d'Alès

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 22_03_34

Service : Finances
Tel : 0466542662
Réf :MR/JR/FC/Fc

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 24 JUIN 2022

Objet : Affectation du résultat d'exploitation de l'exercice 2021 - Accueil de jour les Picholines.

PRESENTS : Madame VEYRET Michèle, Vice-Présidente, Mesdames BERARD Cécile, BOUTEILLER Lydie, CAYRIER Hélène, GUYOT Martine, MASSAL Chantal, VEAU VEYRET M.José, Madame VOIRIN Josiane, Messieurs BOSSEUR Alain, MASSON J.Régis MAZUC Bruno, REYNAUD Alain, SUAU J.Michel,
POUVOIR : Madame PEYRIC M.Christine (*à Madame VEYRET Michèle*),
EXCUSES : Monsieur Max ROUSTAN, Président, Madame CASTANET Danielle, Monsieur RIVENQ Christophe

Secrétaire de Séance : Madame RIOU Joëlle, Directrice du Centre Communal d'Action Sociale

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès,

Vu le Code de l'action sociale et des familles;

Vu le Code général des collectivités territoriales;

Vu le Décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003;

Vu l'instruction comptable M22;

Vu le compte administratif adopté lors de la présente séance;

Vu le compte de gestion dressé par le comptable;

CONSIDERANT l'adoption du compte administratif par section tarifaire **2021** relatif au budget autonome du Service Accueil de jour Les Picholines et ses résultats,

Vu les résultats d'exploitation 2021 par section tarifaire à affecter :

- Section tarifaire « hébergement » : - 2 537.35 €
- Section tarifaire « dépendance » : - 5 417.71 €
- Section tarifaire « soins » : + 563.42 €

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÈDE AU VOTE, LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_34-DE

DECIDE

D'affecter les résultats d'exploitation par section tarifaire de la manière ci-dessous et de les soumettre à l'approbation définitive des autorités de tarification.

AFFECTATIONS			Hébergement	Dépendance	Soins
			Proposé	Proposé	Proposé
Réserves	Reprise sur réserves de compensations des déficits	106868	- 2 537.35	- 5 417.71	
Reprises	Report à nouveau au budget N+2	1108			563.42

Votants : 14
Pour : 14 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait certifié conforme
Le Président
Max ROUSTAN

Centre Communal d'Action Sociale – Mairie d'Alès

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Centre Communal d'Action Sociale d'Alès, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La délibération ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.télérecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre de dispositions spécifiques à la crise liée à l'épidémie de Covid-19 notamment de la loi n°2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et de l'ensemble de la réglementation subséquente.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_35-DE

CCAS
centre communal d'action sociale - ville d'Alès

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 22_03_35

Service : Finances
Tel : 0466542662
Réf :MR/JR/FC/Fc

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 24 JUIN 2022

Objet : Décisions modificatives aux budgets primitifs – Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès (C.C.A.S.) et ses budgets annexes

PRESENTS : Madame VEYRET Michèle, Vice-Présidente, Mesdames BERARD Cécile, BOUTEILLER Lydie, CAYRIER Hélène, GUYOT Martine, MASSAL Chantal, VEAU VEYRET M.José, Madame VOIRIN Josiane, Messieurs BOSSEUR Alain, MASSON J.Régis MAZUC Bruno, REYNAUD Alain, SUAU J.Michel,
POUVOIR : Madame PEYRIC M.Christine (*à Madame VEYRET Michèle*),
EXCUSES : Monsieur Max ROUSTAN, Président, Madame CASTANET Danielle, Monsieur RIVENQ Christophe

Secrétaire de Séance : Madame RIOU Joëlle, Directrice du Centre Communal d'Action Sociale

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès,

Vu le Code général des collectivités territoriales;

Vu le Code de l'action sociale et des familles;

Vu les instructions comptables M14 et M22 ;

Vu les budgets primitifs de l'exercice 2022;

Vu les comptes administratifs 2021 et leurs résultats;

Vu les affectations de résultats 2021,

Considérant le besoin de reprendre aux budgets, les résultats (fonctionnement et investissement) 2021 du C.C.A.S budget principal, les résultats d'investissement 2021 des budgets sociaux et médico-sociaux et d'assurer à la fois, l'équilibre budgétaire après l'intégration des restes à réaliser N-1 et le fonctionnement des services, il est nécessaire de voter les crédits annexés ci-après, qui se présentent comme suit,

APRES AVOIR DELIBERE ET PROCEDE AU VOTE,

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_35-DE

DECIDE

De voter les décisions modificatives des budgets, C.C.A.S Principal, Maintien à domicile, Résidence autonomie les oliviers, Accueil de jour les Picholines, CAMSP et SSIAD. Se répartissant comme suit :

BUDGETS/SERVICES	FONCTIONNEMENT	DEPENSES INVESTISSEMENT	RECETTES INVESTISSEMENT
CCAS PRINCIPAL	0.00	0.00	0.00
MAINTIEN A DOMICILE	0.00	15 308.07	15 308.07
RESIDENCE LES OLIVIERS	/	128 211.78	179 551.78
ACCUEIL DE JOUR LES PICHOLINES	/	7 702.89	7 702.89
C.A.M.S.P.	/	210 250.58	195 706.58
S.S.I.A.D.	/	15 630.63	16 630.63

Votants : 14
Pour : 14 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Centre Communal d'Action Sociale – Mairie d'Alès

Pour extrait certifié conforme
Le Président
Max ROUSTAN

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Centre Communal d'Action Sociale d'Alès, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La délibération ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.télérecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre de dispositions spécifiques à la crise liée à l'épidémie de Covid-19 notamment de la loi n°2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et de l'ensemble de la réglementation subséquente.

DECISION MODIFICATIVE

BUDGET : CCAS PRINCIPAL — **FONCTIONNEMENT 1**

IMPUTATION	SERVICE	LIBELLE	DEPENSE	RECETTE	OBSERVATION
002/002		Résultat d'exploitation reporté		430 179,06	
74/7478		Participations autres organismes		-430 179,06	
TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT			**0,00**	**0,00**	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_35-DE

DECISION MODIFICATIVE

BUDGET : CCAS PRINCIPAL — **INVESTISSEMENT 1**

IMPUTATION	SERVICE	LIBELLE	DEPENSE	RECETTE	OBSERVATION
001/001		Résultat d'investissement reporté		39 850,71	Résultat d'investissement 2020
13/1318		Autres subventions		-38 605,71	
16/165		Dépôts et cautionnements reçus		-1 245,00	
TOTAL SECTION D'INVESTISSEMENT			**0,00**	**0,00**	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_35-DE

DECISION MODIFICATIVE

BUDGET : AIDE A DOMICILE — **FONCTIONNEMENT 1**

IMPUTATION	SERVICE	LIBELLE	DEPENSE	RECETTE	OBSERVATION
002/002		Résultat d'exploitation reporté	-94 206,14		Réforme du résultat d'exploitation 2020
012/62118		Autres personnel intérimaire	7 000,00		Crédits complémentaires
012/64111		Rémunération principale	50 000,00		Crédits complémentaires
012/64131		Rémunération principale pers NT	30 000,00		Crédits complémentaires
012/64513		Cotisations aux caisses de retraites	7 000,00		Crédits complémentaires
016/6718		Autres charges exceptionnelles	206,14		Crédits complémentaires
TOTAL SECTION DE FONCTIONNEMENT			**0,00**	**0,00**	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_35-DE

DECISION MODIFICATIVE

BUDGET : AIDE A DOMICILE — **INVESTISSEMENT 1**

IMPUTATION	SERVICE	LIBELLE	DEPENSE	RECETTE	OBSERVATION
001/001		Résultat d'investissement reporté		15 308,07	Résultat d'investissement 2021
003/003		Excedent previsionnel d'investissement	15 308,07		Excedent prévisionnel
TOTAL SECTION D'INVESTISSEMENT			**15 308,07**	**15 308,07**	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_35-DE

DECISION MODIFICATIVE

BUDGET : RESIDENCE AUTONOMIE OLIVIERS — INVESTISSEMENT 1

IMPUTATION	SERVICE	LIBELLE	DEPENSE	RECETTE	OBSERVATION
001/001		Résultat d'investissement reporté		179 551,78	Report à nouveau d'investissement
21/2145		Constructions sur sol d'autrui	45 000		Aménagements locaux services
21/2184		Mobilier	10 000		Equipement service
21/2188		Autres immobilisations corporelles	5 000		Equipement service
003/003		Excedent previsionnel d'investissement	68 211,78		Excedent previsionnel
TOTAL SECTION D'INVESTISSEMENT			**128 211,78**	**179 551,78**	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_35-DE

DECISION MODIFICATIVE

BUDGET : ACCUEIL DE JOUR — INVESTISSEMENT 1

IMPUTATION	LIBELLE	DEPENSE	RECETTE	OBSERVATION
001/001	Résultat d'investissement reporté		7 702,89	Report à nouveau d'investissement
20/205	Immobilisations incorporelles	1 500,00		Equipement service
21/2184	Mobilier	3 000,00		Equipement service
003/003	excedent prévisionnel d'investissement	3 202,89		Excedent prévisionnel
TOTAL SECTION D'INVESTISSEMENT		**7 702,89**	**7 702,89**	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_35-DE

DECISION MODIFICATIVE

BUDGET : C.A.M.S.P. **INVESTISSEMENT 1**

IMPUTATION	SERVICE	LIBELLE	DEPENSE	RECETTE	OBSERVATION
001/001		Résultat d'investissement reporté	330 250,58		Report à nouveau d'investissement
20/2031		concessions, brevets, droits similaires	-10 000,00		Nouveau camsp
21/2181		Installations générales agenc…	-10 000,00		Nouveau camsp
23/2313		Constructions	-100 000,00		Nouveau camsp
13/13188		Autres subventions		195 707	
TOTAL SECTION D'INVESTISSEMENT			**210 250,58**	**195 706,58**	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_35-DE

DECISION MODIFICATIVE

BUDGET : SOINS INFIRMIERS A DOMICILE — INVESTISSEMENT 1

IMPUTATION	SERVICE	LIBELLE	DEPENSE	RECETTE	OBSERVATION
001/001		Résultat d'investissement reporté		16 630,63	Résultat d'investissement antérieur
20/205		Concessions brevets droits similaires	1 000,00		Equipement service
21/2182		Materiel de transport	5 000,00		Equipement service
21/2183		Materiel de bureau et informatique	2 000,00		Equipement service
21/2184		Mobilier	2 000,00		
003/003		Excedent prévisionnel d'investissement	5 630,63		
TOTAL SECTION D'INVESTISSEMENT			**15 630,63**	**16 630,63**	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_35-DE

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_36-DE

CCAS
centre communal d'action sociale - ville d'Alès

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 22_03_36

Service : *Administration*
Tel : 04 66 56 10 98
Réf :MR/JR/MA/ma

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 24 JUIN 2022

Objet : Subventions aux associations

PRESENTS : Madame VEYRET Michèle, Vice-Présidente, Mesdames BERARD Cécile, BOUTEILLER Lydie, CAYRIER Hélène, GUYOT Martine, MASSAL Chantal, VEAU VEYRET M.José, Madame VOIRIN Josiane, Messieurs BOSSEUR Alain, MASSON J.Régis MAZUC Bruno, REYNAUD Alain, SUAU J.Michel,
POUVOIR : Madame PEYRIC M.Christine (*à Madame VEYRET Michèle*),
EXCUSES : Monsieur Max ROUSTAN, Président, Madame CASTANET Danielle, Monsieur RIVENQ Christophe

Secrétaire de Séance : Madame RIOU Joëlle, Directrice du Centre Communal d'Action Sociale

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU les demandes formulées par les associations caritatives, humanitaires ou à vocation sociales,

APRES AVOIR DELIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

DÉCIDE

De verser aux associations suivantes, une subvention de fonctionnement sur le crédit ouvert à l'article 6574, du budget primitif du Centre Communal d'Action Sociale pour 2022 :

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_36-DE

CONCOURS AUX ASSOCIATIONS		
NOM DE L'ASSOCIATION BENEFICIAIRE	**NATURE DE LA PRESTATION**	**MONTANT DE LA SUBVENTION ATTRIBUEE EN €**
Amis sans Frontières	Subvention (article 6574 fonct. 02)	**800**
La Clède (Domiciliations)	Subvention (article 6574 fonct. 02)	**12000**
Œuvre de la Miséricorde	Subvention (article 6574 fonct. 02)	**500**
		13300

Votants : 14
Pour : 12
Contre : 0
Abstention : 2

Pour extrait certifié conforme
Le Président
Max ROUSTAN

Centre Communal d'Action Sociale – Mairie d'Alès

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Centre Communal d'Action Sociale d'Alès, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La délibération ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.télérecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre de dispositions spécifiques à la crise liée à l'épidémie de Covid-19 notamment de la loi n°2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et de l'ensemble de la réglementation subséquente.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_37-DE

CCAS
centre communal d'action sociale - ville d'Alès

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 22_03_37

Service : *Suivi subventions*
Tel : 04 66 56 10 98
Réf :MR/JR/LTP/GR

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 24 JUIN 2022

Objet : Autorisation à solliciter des subventions de fonctionnement des domiciles regroupés – « LES SANTOLINES» - Année 2022

PRESENTS : Madame VEYRET Michèle, Vice-Présidente, Mesdames BERARD Cécile, BOUTEILLER Lydie, CAYRIER Hélène, GUYOT Martine, MASSAL Chantal, VEAU VEYRET M.José, Madame VOIRIN Josiane, Messieurs BOSSEUR Alain, MASSON J.Régis MAZUC Bruno, REYNAUD Alain, SUAU J.Michel,
POUVOIR : Madame PEYRIC M.Christine (*à Madame VEYRET Michèle*),
EXCUSES : Monsieur Max ROUSTAN, Président, Madame CASTANET Danielle, Monsieur RIVENQ Christophe

Secrétaire de Séance : Madame RIOU Joëlle, Directrice du Centre Communal d'Action Sociale

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles,

Considérant que le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès a créé les domiciles regroupés «Les Santolines », dont les services incluent l'intervention d'une animatrice de vie sociale,

Considérant la nécessité de solliciter des financements auprès de l'État et de ses établissements publics ainsi que des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, en vue d'assurer le bon fonctionnement des domiciles regroupés « Les Santolines »,

Considérant que la présence de la présence de l'animatrice de vie sociale contribue à prévenir la perte d'autonomie, et est incontournable pour le bon fonctionnement de la résidence et le bien-être de ses locataires,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

DÉCIDE

ARTICLE 1 :

De solliciter, pour l'année 2022, des subventions auprès de l'État et de ses établissements publics ainsi que des collectivités territoriales et de leurs établissements publics en vue d'assurer le bon fonctionnement des domiciles regroupés « Les Santolines ».

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_37-DE

ARTICLE 2 :

D'autoriser Monsieur le Président ou, en cas d'absence ou d'empêchement, Madame la Vice-présidente, à communiquer et à signer tous les documents, actes, conventions et éventuels avenants permettant l'attribution au CCAS de la Ville d'Alès des subventions susmentionnées.

Votants : 14
Pour : 14 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait certifié conforme
Le Président
Max ROUSTAN

Centre Communal d'Action Sociale – Mairie d'Alès

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Centre Communal d'Action Sociale d'Alès, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La délibération ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.télérecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre de dispositions spécifiques à la crise liée à l'épidémie de Covid-19 notamment de la loi n°2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et de l'ensemble de la réglementation subséquente.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_38-DE

CCAS
centre communal d'action sociale - ville d'Alès

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 22_03_38

Service : *Suivi subventions*
Tel : 04 66 56 10 98
Réf :MR/JR/LTP/GR

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 24 JUIN 2022

Objet : Autorisation à solliciter des subventions de fonctionnement des domiciles regroupés – « Résidence de Silhol » - Année 2022

PRESENTS : Madame VEYRET Michèle, Vice-Présidente, Mesdames BERARD Cécile, BOUTEILLER Lydie, CAYRIER Hélène, GUYOT Martine, MASSAL Chantal, VEAU VEYRET M.José, Madame VOIRIN Josiane, Messieurs BOSSEUR Alain, MASSON J.Régis MAZUC Bruno, REYNAUD Alain, SUAU J.Michel,
POUVOIR : Madame PEYRIC M.Christine (*à Madame VEYRET Michèle*),
EXCUSES : Monsieur Max ROUSTAN, Président, Madame CASTANET Danielle, Monsieur RIVENQ Christophe

Secrétaire de Séance : Madame RIOU Joëlle, Directrice du Centre Communal d'Action Sociale

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Famille et de l'Aide Sociale,

Considérant que le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès a créé les domiciles regroupés « Résidence de Silhol », dont les services incluent l'intervention d'une animatrice de vie sociale,

Considérant la nécessité de solliciter des financements auprès de l'État et de ses établissements publics ainsi que des collectivités territoriales et de ses établissements publics, en vue d'assurer le bon fonctionnement des domiciles regroupés « Résidence de Silhol »,

Considérant que la présence de cette animatrice, contribue à prévenir la perte d'autonomie, et est incontournable pour le bon fonctionnement de la résidence et le bien-être de ses locataires,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_38-DE

DÉCIDE

ARTICLE 1 :

De solliciter, pour l'année 2022, des subventions auprès de l'Etat et de ses établissements publics ainsi que des collectivités territoriales et de leurs établissements publics en vue d'assurer le bon fonctionnement des domiciles regroupés « Résidence de Silhol ».

ARTICLE 2 :

D'autoriser Monsieur le Président ou, en cas d'absence ou d'empêchement, Madame la Vice-présidente, à communiquer et à signer tous les documents, actes, conventions et éventuels avenants permettant l'attribution au CCAS de la Ville d'Alès des subventions susmentionnées.

Votants : 14
Pour : 14 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait certifié conforme
Le Président
Max ROUSTAN

Centre Communal d'Action Sociale - Mairie d'Alès

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Centre Communal d'Action Sociale d'Alès, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La délibération ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.télérecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre de dispositions spécifiques à la crise liée à l'épidémie de Covid-19 notamment de la loi n°2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et de l'ensemble de la réglementation subséquente.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_39-AU

CCAS
centre communal d'action sociale - ville d'Alès

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 22_03_39

Service : *Suivi subventions*
Tel : 04 66 56 10 98
Réf :MR/JR/LTP/GR

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 24 JUIN 2022

Objet : Autorisation à solliciter des subventions de fonctionnement des domiciles regroupés – « LES SANTOLINES» - Année 2023

PRESENTS : Madame VEYRET Michèle, Vice-Présidente, Mesdames BERARD Cécile, BOUTEILLER Lydie, CAYRIER Hélène, GUYOT Martine, MASSAL Chantal, VEAU VEYRET M.José, Madame VOIRIN Josiane, Messieurs BOSSEUR Alain, MASSON J.Régis MAZUC Bruno, REYNAUD Alain, SUAU J.Michel,
POUVOIR : Madame PEYRIC M.Christine (*à Madame VEYRET Michèle*),
EXCUSES : Monsieur Max ROUSTAN, Président, Madame CASTANET Danielle, Monsieur RIVENQ Christophe

Secrétaire de Séance : Madame RIOU Joëlle, Directrice du Centre Communal d'Action Sociale

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles,

Considérant que le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès a créé les domiciles regroupés «Les Santolines », dont les services incluent l'intervention d'une animatrice de vie sociale,

Considérant la nécessité de solliciter des financements auprès de l'État et de ses établissements publics ainsi que des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, en vue d'assurer le bon fonctionnement des domiciles regroupés « Les Santolines »,

Considérant que la présence de la présence de l'animatrice de vie sociale contribue à prévenir la perte d'autonomie, et est incontournable pour le bon fonctionnement de la résidence et le bien-être de ses locataires,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_39-AU

DÉCIDE

ARTICLE 1 :

De solliciter, pour l'année 2023, des subventions auprès de l'État et de ses établissements publics ainsi que des collectivités territoriales et de leurs établissements publics en vue d'assurer le bon fonctionnement des domiciles regroupés « Les Santolines ».

ARTICLE 2 :

D'autoriser Monsieur le Président ou, en cas d'absence ou d'empêchement, Madame la Vice-présidente, à communiquer et à signer tous les documents, actes, conventions et éventuels avenants permettant l'attribution au CCAS de la Ville d'Alès des subventions susmentionnées.

Votants : 14
Pour : 14 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait certifié conforme
Le Président
Max ROUSTAN

Centre Communal d'Action Sociale – Mairie d'Alès

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Centre Communal d'Action Sociale d'Alès, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La délibération ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.télérecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre de dispositions spécifiques à la crise liée à l'épidémie de Covid-19 notamment de la loi n°2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et de l'ensemble de la réglementation subséquente.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_40-DE

CCAS
centre communal d'action sociale - ville d'Alès

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 22_03_40

Service : *Suivi subventions*
Tel : 04 66 56 10 98
Réf :MR/JR/LTP/GR

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 24 JUIN 2022

Objet : Autorisation à solliciter des subventions de fonctionnement des domiciles regroupés – « Résidence de Silhol » - Année 2023

PRESENTS : Madame VEYRET Michèle, Vice-Présidente, Mesdames BERARD Cécile, BOUTEILLER Lydie, CAYRIER Hélène, GUYOT Martine, MASSAL Chantal, VEAU VEYRET M.José, Madame VOIRIN Josiane, Messieurs BOSSEUR Alain, MASSON J.Régis MAZUC Bruno, REYNAUD Alain, SUAU J.Michel,
POUVOIR : Madame PEYRIC M.Christine (*à Madame VEYRET Michèle*),
EXCUSES : Monsieur Max ROUSTAN, Président, Madame CASTANET Danielle, Monsieur RIVENQ Christophe

Secrétaire de Séance : Madame RIOU Joëlle, Directrice du Centre Communal d'Action Sociale

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Famille et de l'Aide Sociale,

Considérant que le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès a créé les domiciles regroupés « Résidence de Silhol », dont les services incluent l'intervention d'une animatrice de vie sociale,

Considérant la nécessité de solliciter des financements auprès de l'État et de ses établissements publics ainsi que des collectivités territoriales et de ses établissements publics, en vue d'assurer le bon fonctionnement des domiciles regroupés « Résidence de Silhol »,

Considérant que la présence de cette animatrice, contribue à prévenir la perte d'autonomie, et est incontournable pour le bon fonctionnement de la résidence et le bien-être de ses locataires,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_40-DE

DÉCIDE

ARTICLE 1 :

De solliciter, pour l'année 2023, des subventions auprès de l'Etat et de ses établissements publics ainsi que des collectivités territoriales et de leurs établissements publics en vue d'assurer le bon fonctionnement des domiciles regroupés « Résidence de Silhol ».

ARTICLE 2 :

D'autoriser Monsieur le Président ou, en cas d'absence ou d'empêchement, Madame la Vice-présidente, à communiquer et à signer tous les documents, actes, conventions et éventuels avenants permettant l'attribution au CCAS de la Ville d'Alès des subventions susmentionnées.

Votants : 14
Pour : 14 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait certifié conforme
Le Président
Max ROUSTAN

Centre Communal d'Action Sociale – Mairie d'Alès

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Centre Communal d'Action Sociale d'Alès, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La délibération ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.télérecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre de dispositions spécifiques à la crise liée à l'épidémie de Covid-19 notamment de la loi n°2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et de l'ensemble de la réglementation subséquente.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_41-DE

CCAS
centre communal d'action sociale - ville d'Alès

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 22_03_41

Service : *Suivi subventions*
Tel : 04 66 56 10 98
Réf :MR/JR/LTP/GR

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 24 JUIN 2022

Objet : Autorisation à solliciter des subventions de fonctionnement des domiciles regroupés – « DOLCE VITA» - Année 2023

PRESENTS : Madame VEYRET Michèle, Vice-Présidente, Mesdames BERARD Cécile, BOUTEILLER Lydie, CAYRIER Hélène, GUYOT Martine, MASSAL Chantal, VEAU VEYRET M.José, Madame VOIRIN Josiane, Messieurs BOSSEUR Alain, MASSON J.Régis MAZUC Bruno, REYNAUD Alain, SUAU J.Michel,
POUVOIR : Madame PEYRIC M.Christine (*à Madame VEYRET Michèle*),
EXCUSES : Monsieur Max ROUSTAN, Président, Madame CASTANET Danielle, Monsieur RIVENQ Christophe

Secrétaire de Séance : Madame RIOU Joëlle, Directrice du Centre Communal d'Action Sociale

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles,

Considérant que le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès a créé les domiciles regroupés «Dolce Vita », dont les services incluent l'intervention d'une animatrice de vie sociale,

Considérant la nécessité de solliciter des financements auprès de l'État et de ses établissements publics ainsi que des collectivités territoriales et de ses établissements publics, en vue d'assurer le bon fonctionnement des domiciles regroupés « Dolce Vita »,

Considérant que la présence de cette animatrice contribue à prévenir la perte d'autonomie, et est incontournable pour le bon fonctionnement de la résidence et le bien-être de ses locataires,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_41-DE

DÉCIDE

ARTICLE 1 :

De solliciter, pour l'année 2023, des subventions auprès de l'État et de ses établissements publics ainsi que des collectivités territoriales et de leurs établissements publics en vue d'assurer le bon fonctionnement des domiciles regroupés « Dolce Vita ».

ARTICLE 2 :

D'autoriser Monsieur le Président ou, en cas d'absence ou d'empêchement, Madame la Vice-présidente, à communiquer et à signer tous les documents, actes, conventions et éventuels avenants permettant l'attribution au CCAS de la Ville d'Alès des subventions susmentionnées.

Votants : 14
Pour : 14 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait certifié conforme
Le Président
Max ROUSTAN

Centre Communal d'Action Sociale – Mairie d'Alès

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Centre Communal d'Action Sociale d'Alès, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La délibération ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.télérecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre de dispositions spécifiques à la crise liée à l'épidémie de Covid-19 notamment de la loi n°2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et de l'ensemble de la réglementation subséquente.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_42-DE

CCAS
centre communal d'action sociale - ville d'Alès

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 22_03_42

Service : *Administration*
Tel : 04 66 56 10 98
Réf :MR/JR/LC/MA

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 24 JUIN 2022

Objet : Convention de répartition des charges- Locaux DOLCE VITA - sis place des Martyrs de la Résistance -30100 ALES – Autorisation de signature

PRESENTS : Madame VEYRET Michèle, Vice-Présidente, Mesdames BERARD Cécile, BOUTEILLER Lydie, CAYRIER Hélène, GUYOT Martine, MASSAL Chantal, VEAU VEYRET M.José, Madame VOIRIN Josiane, Messieurs BOSSEUR Alain, MASSON J.Régis MAZUC Bruno, REYNAUD Alain, SUAU J.Michel,
POUVOIR : Madame PEYRIC M.Christine (*à Madame VEYRET Michèle*),
EXCUSES : Monsieur Max ROUSTAN, Président, Madame CASTANET Danielle, Monsieur RIVENQ Christophe

Secrétaire de Séance : Madame RIOU Joëlle, Directrice du Centre Communal d'Action Sociale

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Famille et de l'Aide Sociale,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu la délibération n°18_01_03 du conseil d'administration du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès en date du 15 février 2018 portant approbation préalable du contrat de Concession de travaux relative à la réalisation d'une opération immobilière concernant une résidence seniors et l'achèvement des aménagements de la place des Martyrs de la résistance / Complexe urbain – Ville d'Alès lot volume 10000 et autorisation de signature.

Vu la délibération n°20_02_08 du conseil d'administration du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès en date du 18 juin 2020 portant élection de Madame Michèle VEYRET, Vice-Présidente,

Vu la délibération n°21_02_16 du conseil d'administration du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès en date du 14 avril 2021 portant Acquisition de locaux à usage de bureaux sis place des Martyrs de la Résistance -30100 ALES auprès de la SCI MARRON PROMOTION,

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_42-DE

Vu la délibération n°21_04_60 du conseil d'administration du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès en date du 14 avril 2021 portant autorisation de signature de la Convention de Location Longue Durée (CLLD) d'emplacements de stationnement liée à l'acquisition de locaux à usage de bureaux sis place des Martyrs de la Résistance -30100 ALES,

Considérant qu'un contrat de concession est intervenu entre la Commune et la Société MARRON PROMOTION, aux termes duquel ladite Société s'engage à édifier un ensemble immobilier comprenant une résidence senior et une opération privée, étant précisé que la résidence senior constitue un bien de retour pour la Commune dont elle deviendra propriétaire à sa réception,

Considérant qu'à cet effet, un état descriptif de division, un règlement de copropriété et une notice descriptive de copropriété ont été dressés et publiés par l'acquéreur,

Considérant que parallèlement le lot créé pour la résidence seniors, propriété de la Commune a été grevé de droits réels au profit de la Société MARRON PROMOTION en application des conditions fixées au Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et ce pour la durée du contrat de concession, étant précisé ici, que ledit lot « résidence seniors » demeurant une dépendance du domaine public, ne peut être inclus à la copropriété qui n'intègre que les volumes privés de l'opération,

Considérant que le CCAS a également été substitué à la Commune d'Alès en qualité de Concédant au Contrat de Concession intervenu avec la Société MARRON PROMOTION par l'effet d'un avenant de substitution en date du 3 janvier 2020,

Considérant que le règlement de copropriété a ainsi été établi pour la partie privée de l'opération par acte du 6 Juillet 2020, il a alors été convenu que «*SECTION II- CHARGES SPECIALES, 2°REPARTITION Compte tenu de l'affectation des lots de volume 16 000 et 19 000 destinés à la création d'une résidence séniors et donc Etablissement public, il sera établi un compte particulier des charges ci-dessus définies par convention à intervenir entre la présente copropriété représentée par son syndic et l'établissement public (Résidence Sénior) propriétaire des lots de volume 16 000 et 19 000, dans la proportion que détiendra chacun des lots de volumes concernés dans ces éléments communs, dès la livraison du bâtiment.* »,

Considérant que ladite convention portera répartition des charges de l'immeuble sur les postes suivants :
-l'entretien de la Ventilation Mécanique Contrôlée (VMC) de l'immeuble DOLCE VITA,;
-la consommation électrique de l'ascenseur de l'immeuble DOLCE VITA;
-la couverture assurantielle globale de l'immeuble DOLCE VITA,;
-la consommation d'électricité et d'eau froide du bâtiment et des communs;
-au budget prévisionnel ;
-aux honoraires de gestion et d'administration de l'immeuble,

Considérant que le calcul desdites charges sera établi en fonction des tantièmes détenus par le CCAS, à savoir correspondants aux volumes 16 000 et 19 000, et par application de clefs de répartition qui demeureront annexées à la convention,

AUTORISE

ARTICLE 1 :
Monsieur Max ROUSTAN, Président du Centre Communal d'Action Sociale à signer une convention de répartition des charges, telle qu'annexée à la présente délibération, aux conditions susmentionnées à intervenir avec Les copropriétaires de l'immeuble dit « Dolce Vita », représentés par leur Syndic, CENTURY 21 IMPACT IMMOBILIER, sis à ALES (30100), 18 avenue du Général de Gaulle, pris en la personne de Monsieur Jean-Rémi POUILHE, habilité aux fins des présentes par décision de l'assemblée générale en date du 23 mars 2021, ainsi que tous actes en résultant ou tous avenants.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_42-DE

ARTICLE 2: Ladite convention entrera en vigueur à compter de sa signature par les Parties pour une durée de deux ans à compter de sa signature.

Votants : 14
Pour : 14 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait certifié conforme
Le Président
Max ROUSTAN

Centre Communal d'Action Sociale – Mairie d'Alès

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Centre Communal d'Action Sociale d'Alès, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La délibération ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.télérecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre de dispositions spécifiques à la crise liée à l'épidémie de Covid-19 notamment de la loi n°2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et de l'ensemble de la réglementation subséquente.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_43-DE

CCAS
centre communal d'action sociale - ville d'Alès

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 22_03_43

Service : *Administration*
Tel : 04 66 56 10 98
Réf :MR/JR/LC/MA

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 24 JUIN 2022

Objet : Contrat d'administration du volume 20 000 – Locaux DOLCE VITA sis place des Martyrs de la Résistance - 30100 ALES – Autorisation de signature

PRESENTS : Madame VEYRET Michèle, Vice-Présidente, Mesdames BERARD Cécile, BOUTEILLER Lydie, CAYRIER Hélène, GUYOT Martine, MASSAL Chantal, VEAU VEYRET M.José, Madame VOIRIN Josiane, Messieurs BOSSEUR Alain, MASSON J.Régis MAZUC Bruno, REYNAUD Alain, SUAU J.Michel,
POUVOIR : Madame PEYRIC M.Christine (*à Madame VEYRET Michèle*),
EXCUSES : Monsieur Max ROUSTAN, Président, Madame CASTANET Danielle, Monsieur RIVENQ Christophe

Secrétaire de Séance : Madame RIOU Joëlle, Directrice du Centre Communal d'Action Sociale

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Famille et de l'Aide Sociale,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu la délibération n°20_02_08 du conseil d'administration du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès en date du 18 juin 2020 portant élection de Madame Michèle VEYRET, Vice-Présidente,

Vu la délibération n°21_02_16 du conseil d'administration du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès en date du 14 avril 2021 portant Acquisition de locaux à usage de bureaux sis place des Martyrs de la Résistance -30100 ALES auprès de la SCI MARRON PROMOTION, locaux, présents sur un ensemble immobilier construit sur les parcelles cadastrées section BM N°117, 119, 350 à 352 et CB n° 1288 situés en rez de chaussée de l'ensemble immobilier et qui en constituent le lot N°4 pour une surface utile d'environ 133.10 m²,

Considérant que dans le cadre de la réalisation de l'ensemble immobilier dit « Dolce Vita », un état descriptif de division, un règlement de copropriété et une notice descriptive de

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_43-DE

copropriété ont été dressés et publiés par l'acquéreur par Maitre Christine Champeyrache Serrano sous le nom « DOLCE VITA »,

Considérant que le volume initialement désigné sous le numéro 15 000 portant sur les locaux commerciaux de l'ensemble immobilier, situés au rez-de-chaussée, a fait l'objet d'une scission aboutissant à la création des volumes 20 000 et 21 000,

Considérant que par délibération n°21_02_16, le CCAS a acquis des locaux à usage de bureaux au sein de cet ensemble immobilier et correspondants au volume 20 000,

Considérant que les volumes 20 000 et 21 000 ont vocation à être incorporés au régime de la copropriété dès la modification subséquente du règlement de copropriété susmentionné,

Considérant que dans l'attente de cette modification, ledit règlement prévoyant la gestion et l'administration de ce volume par un syndic de copropriété bénévole ou professionnel, et afin de pouvoir incorporer le volume 20 000 dans le cadre de la répartition des charges communes existantes avec le volume 17000, il convient pour le CCAS de signer un contrat d'administration,

Considérant que ledit contrat d'administration, prévoit notamment une prise d'effet à compter du 6 mai 2022 pour une durée de deux ans et porte sur la répartition de la prise en charge de frais liés à la gestion des équipements communs de l'ensemble immobilier, à savoir :

- Souscription d'un contrat d'assurance commun
- Souscription d'un contrat d'entretien VMC
- Souscription de tout contrat nécessaire à la bonne gestion des volumes 17 000 et 20 000
- Appels de provisions pour charges courantes adressés par trimestre d'avance
- Tenue de la comptabilité pour l'administration des dépenses communes aux volumes 20 000 et 17 000
- Paiement des factures courantes et répartition des dépenses entre chaque membre,

Considérant que l'intégralité des stipulations contractuelles figurent au projet de contrat tel que demeuré en annexe de la présente délibération,

AUTORISE

ARTICLE 1 :

Monsieur Max ROUSTAN, Président du Centre Communal d'Action Sociale à signer un contrat d'administration, tel qu'annexé à la présente délibération, aux conditions susmentionnées à intervenir avec la société SAS IMPACT IMMOBILIER désignée en qualité de syndic par l'assemblée générale en date du 23 mars 2021, ayant son siège 18 Avenue du Général de Gaulle à ALES (30100), représentée par Monsieur Jean Rémi POUILHE en qualité de Président, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de NIMES, sous le numéro 393261615, sis à ALES (30100), 18 avenue du Général de Gaulle, ainsi que tous actes en résultant ou tous avenants.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_43-DE

ARTICLE 2:

Ledit contrat entrera en vigueur à compter de sa signature par les Parties pour une prise d'effet au 6 mai 2022 et pour une durée de deux ans.

Votants : 14
Pour : 14 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait certifié conforme
Le Président
Max ROUSTAN

Centre Communal d'Action Sociale – Mairie d'Alès

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Centre Communal d'Action Sociale d'Alès, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La délibération ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.télérecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre de dispositions spécifiques à la crise liée à l'épidémie de Covid-19 notamment de la loi n°2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et de l'ensemble de la réglementation subséquente.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_44-DE

CCAS
centre communal d'action sociale - ville d'Alès

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 22_03_44

Service : CAMSP
Tel : 0466561098
Réf : MR/JR/ MA

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 24 JUIN 2022

Objet : Adoption du règlement intérieur de l'espace Balnéothérapie du Centre d'Action Médico-Sociale Précoce d'Alès

PRESENTS : Madame VEYRET Michèle, Vice-Présidente, Mesdames BERARD Cécile, BOUTEILLER Lydie, CAYRIER Hélène, GUYOT Martine, MASSAL Chantal, VEAU VEYRET M.José, Madame VOIRIN Josiane, Messieurs BOSSEUR Alain, MASSON J.Régis MAZUC Bruno, REYNAUD Alain, SUAU J.Michel,
POUVOIR : Madame PEYRIC M.Christine (*à Madame VEYRET Michèle*),
EXCUSES : Monsieur Max ROUSTAN, Président, Madame CASTANET Danielle, Monsieur RIVENQ Christophe

Secrétaire de Séance : Madame RIOU Joëlle, Directrice du Centre Communal d'Action Sociale

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles,

Vu le Code de la Santé Publique,

Vu le Code du Sport et notamment l'annexe III-8,

Vu l'avis du Comité Technique en date du 14 juin 2022,

Considérant l'ouverture de nouveaux locaux du Centre d'Action Médico-Sociale Précoce (CAMSP) au 11 rue Jules Renard à Alès,

Considérant que ces locaux comportent un bassin de balnéothérapie, qualifié de piscine d'établissement médico-social réservée à l'usage du personnel et des personnes prises en charge par l'établissement,

Considérant que le bon fonctionnement de cet équipement dans le cadre du service public mis en place nécessite que tous les utilisateurs suivent des règles communes,

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_44-DE

Considérant ainsi qu'il est nécessaire d'adopter un règlement pour le fonctionnement du service public utilisant cet équipement,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

DÉCIDE

D'adopter le règlement intérieur annexé à compter de l'entrée en vigueur de la présente délibération.

Votants : 14
Pour : 14 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait certifié conforme
Le Président
Max ROUSTAN



La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Centre Communal d'Action Sociale d'Alès, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La délibération ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.télérecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre de dispositions spécifiques à la crise liée à l'épidémie de Covid-19 notamment de la loi n°2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et de l'ensemble de la réglementation subséquente.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_44-DE

Le présent règlement a pour objet de fixer les conditions d'accès et d'utilisation de la salle de balnéothérapie du Centre d'Action Médico-Sociale Précoce (CAMSP) du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de la ville d'Alès situé au sein des locaux au CAMSP au 11 rue Jules Renard à Alès.

Pour l'application des dispositions du règlement, on entendra par :
« bénéficiaire » : toute personne recevant des soins réalisés dans le bassin de balnéothérapie
« professionnel » : membre du personnel ou intervenant extérieur, travaillant dans le secteur médical ou médico-social, disposant des diplômes reconnus et pouvant dispenser des soins. Il dirige, encadre et réalise la séance de soins.
« utilisateur » : tout professionnel, bénéficiaire ou personne accompagnant un bénéficiaire

Il sera accessible au sein des locaux et son contenu sera abordé avec les différents utilisateurs. Les professionnels devront le connaître, le respecter et le faire appliquer.

Les locaux seront utilisés conformément à leur destination, dans le strict respect des règles applicables, et plus particulièrement des consignes de sécurité incendie et du présent règlement.

Article 1 : Présentation de l'équipement

Le bassin de balnéothérapie est qualifié de piscine d'établissement médico-social réservée à l'usage du personnel et des personnes prises en charge par l'établissement. Il a vocation à permettre des soins spécifiques réalisés dans des bains et n'est aucunement une destination de loisir.
L'accès au bassin de la balnéothérapie se fait donc uniquement sur prescription médicale.

L'accès à la salle de balnéothérapie du CAMSP s'effectue par un espace spécifique comprenant notamment les équipements accessoires tels que les douches, casiers, etc.

Article 2 : Accès, encadrement et accompagnement

Le public, les visiteurs et les accompagnateurs ne fréquentent que les locaux et les aires qui leur sont réservés.
Le bassin de balnéothérapie n'est accessible qu'aux bénéficiaires, leurs accompagnateurs et aux professionnels.
L'espace d'accès comportant les douches, casiers etc. est accessible aux mêmes personnes ainsi qu'aux accompagnateurs assistant les bénéficiaires à leur préparation de début ou de fin de séance, pour la douche, l'habillage, etc.
Lorsque de potentiels bénéficiaires ou professionnels, ou des représentants des autorités sanitaires, visitent le CAMSP, les locaux de balnéothérapie sont accessibles dans le respect des dispositions du présent règlement et en dehors de toute période d'utilisation.
Les professionnels et, plus largement, les agents publics en charge du fonctionnement du CAMSP ont accès aux locaux en tant que besoin, en réduisant au maximum les conséquences sur les séances.

Le nombre maximal de personnes autorisées à pénétrer dans l'eau est de 6 personnes (adultes et enfants compris).

Pour les enfants pris en charge par le personnel du CAMSP

Il faut IMPÉRATIVEMENT :

- **Séance individuelle** :
  - En présence d'un professionnel pour un enfant dans l'eau : un parent, ou un adulte représentant les parents, présent au bord ou dans l'eau.
    Si aucun parent, ou adulte représentant les parents, ne peut assister à la séance individuelle, celle-ci sera automatiquement annulée.

  - En présence de deux professionnels : il n'est pas nécessaire qu'un parent soit présent.

- **Séances de groupe** : 2 professionnels par groupe de maximum 4 enfants dans l'eau.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_44-DE

Pour les autres utilisateurs et bénéficiaires

Les taux d'encadrement et d'accompagnement sont fixés par le directeur du CAMSP en fonction des soins et des bénéficiaires prévus.

Article 3 : Sécurité

➔ **La porte vitrée d'entrée de la balnéothérapie doit rester fermée à clé, à tout moment.**

Pour éviter toute intrusion intempestive :

- Lorsque le bassin de balnéothérapie est occupé, laisser la clé sur la porte à l'extérieur et refermer de l'intérieur.
- Quand le bassin n'est pas utilisé, la porte d'accès au bassin de balnéothérapie est fermée par le professionnel.

Il est interdit :
× De pénétrer dans le bassin hors la présence d'un professionnel.
× De plonger dans le bassin et de courir autour du bassin.

En cas de problème nécessitant une aide d'urgence, une sonnette est prévue à cet effet. Tous les utilisateurs doivent en être informés de sorte à pouvoir en faire usage le plus rapidement possible si nécessaire.
Une utilisation abusive par un utilisateur amènera à ce que l'accès à la balnéothérapie ne lui soit plus permis.

L'utilisateur prendra ses dispositions contre les vols et déprédations éventuels dont pourraient faire l'objet ses effets personnels, il pourra avoir recours aux casiers situés avant la salle du bassin de balnéothérapie.

Article 4 : Hygiène

- L'accès au bassin est interdit à toute personne non-vêtue d'un maillot de bain strictement réservé à l'usage de la baignade. Les shorts, paréos, maillots jupes, combinaisons ou tout autre vêtement sont interdits. Il est demandé que le maillot de bain soit mis sur place. Si le maillot couche est nécessaire, il est fourni par les parents.
- Le change des adultes est possible dans la cabine de douche.
- Les adultes doivent emmener leur propre serviette et produits d'hygiène.
- L'usage des douches est obligatoire avant de pénétrer dans l'eau et recommandé à la sortie.

L'accès au bassin est interdit à toute personne souffrant d'une maladie contagieuse, ou d'une lésion cutanée suspecte sans certificat de non-contagion.

- La circulation dans, ou autour du bassin, se fera obligatoirement pieds nus.
- Il est interdit d'introduire tout animal de quelque sorte qu'il soit dans les locaux.
- Il est interdit d'accéder dans l'espace de la balnéothérapie avec poussettes ou fauteuils roulants.
- Il est interdit de manger, mâcher du chewing-gum, cracher, fumer ou vapoter dans les locaux.
- Tout déchet (reste de nourriture, couches, papier, pansement, bouteille…) sera mis dans les poubelles prévues à cet effet.

La survenue d'une situation exceptionnelle de nature à rendre le bassin de balnéothérapie inutilisable (présence de matières fécales ou vomissures) entraînera l'évacuation immédiate de tous les utilisateurs du bassin.

Article 5 : Organisation des séances – programme d'utilisation de l'équipement

L'utilisateur laissera propres la piscine, ses abords, les vestiaires et les douches.

L'organisation et le déroulé de la séance relèvent du professionnel

Le matériel utilisé durant les séances doit être convenablement rangé et ce, afin de faciliter l'entretien et le nettoyage du bassin de balnéothérapie.

Dans le cadre d'une utilisation efficace de l'équipement, chaque utilisateur veillera à un strict respect des

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_44-DE

créneaux horaires qui lui auront été impartis, afin notamment de ne pas porter préjudice à l'utilisateur suivant.

Les professionnels, les bénéficiaires et leurs accompagnants veilleront à être ponctuels afin de permettre la meilleure organisation de tous.

Un affichage du planning des professionnels sera mis en place.

Si, pour quelque raison que ce soit une séance ne peut se dérouler, tous les utilisateurs concernés par cette séance doivent en être informés le plus rapidement possible.

La survenue d'une situation exceptionnelle ou une contre-indication relative à la qualité (en cas de paramètres physico-chimiques irréguliers) impose l'arrêt de la séance en cours et l'annulation des séances suivantes jusqu'à ce que la salle de balnéothérapie soit de nouveau opérationnelle.
Les séances annulées feront l'objet d'une reprogrammation ultérieure en fonction des disponibilités.

Article 6 : Maintenance, contrôle

La maintenance des équipements est réalisée selon les dispositions prévues par le code de la santé publique.
Le protocole pour les analyses est affiché dans la balnéothérapie.

Lorsqu'une situation exceptionnelle ou une contre-indication relative à la qualité entraîne l'interdiction d'accès de la piscine, cette interdiction est affichée sur la porte d'accès.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_45-DE

CCAS
centre communal d'action sociale - ville d'Alès

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 22_03_45

Service : Solidarité Insertion
Tel : 04 66 56 23 25
Réf : MR/JR/LTP/ GR

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 24 JUIN 2022

Objet : Inhumation des indigents – Prise en charge des frais

PRESENTS : Madame VEYRET Michèle, Vice-Présidente, Mesdames BERARD Cécile, BOUTEILLER Lydie, CAYRIER Hélène, GUYOT Martine, MASSAL Chantal, VEAU VEYRET M.José, Madame VOIRIN Josiane, Messieurs BOSSEUR Alain, MASSON J.Régis MAZUC Bruno, REYNAUD Alain, SUAU J.Michel,
POUVOIR : Madame PEYRIC M.Christine (*à Madame VEYRET Michèle*),
EXCUSES : Monsieur Max ROUSTAN, Président, Madame CASTANET Danielle, Monsieur RIVENQ Christophe

Secrétaire de Séance : Madame RIOU Joëlle, Directrice du Centre Communal d'Action Sociale

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès,

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment son article L123-5,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n°03.02.29 en date du 27 juin 2003 relative à l'inhumation des indigents,

Considérant que le Centre Communal d'Action Sociale peut intervenir auprès des publics en difficulté par des prestations remboursables ou non remboursables.

Considérant que, par la délibération susvisée, le CCAS a mis en place un dispositif pour la prise en charge des frais d'inhumation ou de crémation des indigents,

Considérant qu'il convient de revaloriser le montant pris en charge,

ABROGE

La délibération n°03.02.29 en date du 27 juin 2003 relative à l'inhumation des indigents,

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_45-DE

DECIDE

Que, lorsque l'état d'indigence absolue d'un défunt sera dûment constaté par les services du CCAS, il sera procédé à la prise en charge des frais d'inhumation ou de crémation sur la base du prix plafonné à 300 euros.

La dépense sera prélevée à l'article 6561 famille 83 04 du budget autonome 2022 et des exercices suivants.

Votants : 14
Pour : 14 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait certifié conforme
Le Président
Max ROUSTAN

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Centre Communal d'Action Sociale d'Alès, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La délibération ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.télérecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre de dispositions spécifiques à la crise liée à l'épidémie de Covid-19 notamment de la loi n°2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et de l'ensemble de la réglementation subséquente.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_46-DE

CCAS
centre communal d'action sociale - ville d'Alès

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 22_03_46

Service : Solidarite Insertion
Tel : 04 66 54 23 22
Réf : **MR/JR/LTP/CS**

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 24 JUIN 2022

Objet : Aide municipale aux sports – Année 2022-2023

PRESENTS : Madame VEYRET Michèle, Vice-Présidente, Mesdames BERARD Cécile, BOUTEILLER Lydie, CAYRIER Hélène, GUYOT Martine, MASSAL Chantal, VEAU VEYRET M.José, Madame VOIRIN Josiane, Messieurs BOSSEUR Alain, MASSON J.Régis MAZUC Bruno, REYNAUD Alain, SUAU J.Michel,
POUVOIR : Madame PEYRIC M.Christine (*à Madame VEYRET Michèle*),
EXCUSES : Monsieur Max ROUSTAN, Président, Madame CASTANET Danielle, Monsieur RIVENQ Christophe

Secrétaire de Séance : Madame RIOU Joëlle, Directrice du Centre Communal d'Action Sociale

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles,

Vu le Code du Sport,

Vu la délibération n°20_02_09 en date du 18 juin 2020 portant délégation de pouvoirs au Président en vertu des dispositions de l'article R123-21 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

Considérant que le CCAS, compétent pour animer une action générale de prévention et de développement social dans la commune, peut intervenir au moyen de prestations en espèces ou en nature,

Considérant qu'il revient au Conseil d'Administration de créer les prestations sociales et de déléguer, en tant que besoin, le pouvoir d'attribution au Président,

Considérant que les différentes aides sociales ont été inscrites au budget,

Considérant que pour favoriser la pratique sportive chez les enfants issus de familles alésiennes bénéficiant de faibles revenus, il y a lieu de mettre à nouveau en place le dispositif d'aide municipale aux sports pour l'année sportive 2022-2023,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_46-DE

DECIDE

ARTICLE 1 :

De reconduire le dispositif d'aides aux sports pour la saison sportive 2022-2023.

Un bon, prenant la forme d'une attestation de prise en charge, d'un montant forfaitaire de 60€ (soixante euros) sera attribué par le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès pour chaque enfant concerné par le dispositif.

L'attestation de prise en charge sera délivrée au représentant légal de l'enfant. Il appartiendra à ce représentant légal de remettre le bon à l'association sportive choisie.

En cas d'acceptation, les associations sportives partenaires du CCAS de la Ville d'Alès procéderont immédiatement, sur présentation de l'attestation, à une diminution de 60€ du coût de l'inscription (licence) de l'enfant.

Les représentants légaux de chaque enfant concerné par l'aide devront faire valoir le bon avant le 31 décembre 2022.

Les associations sportives présenteront régulièrement au CCAS de la Ville d'Alès un état de prise en charge ainsi qu'une facture correspondante.

Les représentants légaux de l'enfant pourront solliciter le CCAS de la Ville d'Alès en vue d'obtenir le nom des associations sportives partenaires dans le cadre de l'aide aux sports 2022-2023.

ARTICLE 2 :

L'aide sera accordée, en cas de satisfaction de l'ensemble des critères suivants :

- l'enfant doit être âgé de 5 à 18 ans au jour de la demande,
- l'un des représentants légaux de l'enfant doit résider sur le territoire de la Ville d'Alès,
- le quotient familial des représentants légaux doit être inférieur à 300€ (trois cent euros),
- l'enfant a été inscrit à une association sportive
- l'association sportive doit être affiliée à une fédération sportive agréée ou doit avoir obtenu l'agrément sport de la part du Préfet
- la demande d'attribution d'un bon devra être valablement déposée par l'un des représentants légaux de l'enfant auprès du CCAS de la Ville d'Alès avant le 15 novembre 2022.

Une seule aide sera délivrée par enfant sur l'année sportive 2022-2023. Aucun versement numéraire ne sera effectué au bénéfice du ou des représentants légaux par le CCAS de la Ville d'Alès.

Les services du CCAS apprécieront la situation du demandeur au regard du dispositif ainsi créé, sur présentation des justificatifs de ressources, de résidence, d'état civil et d'inscription à l'association.

La commission des aides facultatives pourra examiner les demandes dont les quotients familiaux sont supérieurs au seuil précédemment indiqué. Elle pourra aussi vérifier que les demandes sont correctement instruites.

ARTICLE 3 :

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_46-DE

D'établir le calcul du quotient familial de la façon suivante :

QF : Revenu familial (sauf allocations liées au logement) / Nombre de parts

1 enfant : 1 part

1 parent : 1 part

1 parent isolé : 1,5 part

ARTICLE 4 :

D'autoriser monsieur Le Président à signer tout document relatif au dispositif de l'aide municipale aux sports et notamment toute convention de partenariat relative à la mise en place d'un mécanisme de bons avec une association sportive.

Votants : 14
Pour : 14 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait certifié conforme
Le Président
Max ROUSTAN

Centre Communal d'Action Sociale – Mairie d'Alès

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Centre Communal d'Action Sociale d'Alès, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La délibération ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.télérecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre de dispositions spécifiques à la crise liée à l'épidémie de Covid-19 notamment de la loi n°2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et de l'ensemble de la réglementation subséquente.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_47-DE

CCAS
centre communal d'action sociale - ville d'Alès

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 22_03_47

Service : Solidarite Insertion
Tel : 04 66 54 23 22
Réf : **MR/JR/LTP/CS**

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 24 JUIN 2022

Objet : Aides sociales scolaires – Année 2022-2023

PRESENTS : Madame VEYRET Michèle, Vice-Présidente, Mesdames BERARD Cécile, BOUTEILLER Lydie, CAYRIER Hélène, GUYOT Martine, MASSAL Chantal, VEAU VEYRET M.José, Madame VOIRIN Josiane, Messieurs BOSSEUR Alain, MASSON J.Régis MAZUC Bruno, REYNAUD Alain, SUAU J.Michel,
POUVOIR : Madame PEYRIC M.Christine (*à Madame VEYRET Michèle*),
EXCUSES : Monsieur Max ROUSTAN, Président, Madame CASTANET Danielle, Monsieur RIVENQ Christophe

Secrétaire de Séance : Madame RIOU Joëlle, Directrice du Centre Communal d'Action Sociale

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles,

Vu la délibération n°20_02_09 en date du 18 juin 2020 portant délégation de pouvoirs au Président en vertu des dispositions de l'article R123-21 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

Considérant que le CCAS, compétent pour animer une action générale de prévention et de développement social dans la commune, peut intervenir au moyen de prestations en espèces ou en nature,

Considérant qu'il revient au Conseil d'Administration de créer les prestations sociales et de déléguer, en tant que besoin, le pouvoir d'attribution au Président,

Considérant que les différentes aides sociales ont été inscrites au budget,

Considérant que l'aide sociale scolaire a pour objectif de favoriser le premier contact des enfants avec l'école maternelle,

Considérant la nécessité de reconduire pour l'année scolaire 2022-2023 la prise en charge par le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès des aides sociales scolaires,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_47-DE

DECIDE

ARTICLE 1 :

De reconduire le dispositif d'aides sociales à la rentrée scolaire 2022-2023.

Un bon d'un montant forfaitaire de 60€ (soixante euros) sera attribué par le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès pour chaque enfant concerné par le dispositif.

Le ou les représentants légaux de chaque enfant concerné par l'aide devront faire valoir le bon avant le 31 décembre 2022, dans l'un des commerces partenaires du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès.

La liste des commerces partenaires sera remise par le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès aux demandeurs, à date d'attribution du bon.

ARTICLE 2 :

Que l'attribution de l'aide sociale scolaire par le CCAS est conditionnée à la satisfaction de l'ensemble des critères suivants :

- l'enfant doit être âgé de moins de 6 ans au jour de la demande,
- l'enfant doit être inscrit dans une école maternelle,
- l'un des représentants légaux de l'enfant doit résider sur le territoire de la Ville d'Alès,
- le quotient familial des représentants légaux doit être inférieur à 300€ (trois cent euros),
- la demande d'attribution devra être valablement déposée par l'un des représentants légaux de l'enfant auprès du CCAS de la Ville d'Alès avant le 30 septembre 2022.

Une seule aide sera accordée par enfant.

Les services du CCAS instruiront la demande sur présentation des justificatifs de ressources, de résidence et d'état civil.

La commission des aides facultatives pourra examiner les demandes dont les quotients familiaux sont supérieurs au seuil précédemment indiqué. Elle pourra aussi vérifier que les demandes sont correctement instruites.

ARTICLE 3 :

D'établir le calcul du quotient familial de la façon suivante :

$$\text{QF} : \quad \frac{\text{Revenu familial (sauf allocations liées au logement)}}{\text{Nombre de parts}}$$

1 enfant : 1 part
1 parent : 1 part
1 parent isolé : 1,5 part

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_47-DE

ARTICLE 4 :

D'autoriser monsieur Le Président à signer tout document relatif au dispositif des aides sociales scolaire et notamment toute convention de partenariat relative à la mise en place d'un mécanisme de bons avec un commerce.

Votants : 14
Pour : 14 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Centre Communal d'Action Sociale – Mairie d'Alès

Pour extrait certifié conforme
Le Président
Max ROUSTAN

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Centre Communal d'Action Sociale d'Alès, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La délibération ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.télérecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre de dispositions spécifiques à la crise liée à l'épidémie de Covid-19 notamment de la loi n°2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et de l'ensemble de la réglementation subséquente.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_48-DE

CCAS
centre communal d'action sociale - ville d'Alès

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 22_03_48

Service : Solidarite Insertion
Tel : 04 66 54 23 22
Réf : **MR/JR/LTP/CS/EJ**

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 24 JUIN 2022

Objet : Aide sociale pour la restauration scolaire – Année 2022-2023

PRESENTS : Madame VEYRET Michèle, Vice-Présidente, Mesdames BERARD Cécile, BOUTEILLER Lydie, CAYRIER Hélène, GUYOT Martine, MASSAL Chantal, VEAU VEYRET M.José, Madame VOIRIN Josiane, Messieurs BOSSEUR Alain, MASSON J.Régis MAZUC Bruno, REYNAUD Alain, SUAU J.Michel,
POUVOIR : Madame PEYRIC M.Christine (*à Madame VEYRET Michèle*),
EXCUSES : Monsieur Max ROUSTAN, Président, Madame CASTANET Danielle, Monsieur RIVENQ Christophe

Secrétaire de Séance : Madame RIOU Joëlle, Directrice du Centre Communal d'Action Sociale

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles,

Considérant la nécessité de reconduire pour l'année scolaire 2022 - 2023 l'aide à la restauration scolaire accordée par le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès aux familles à revenus modestes dont les enfants sont scolarisés dans les écoles maternelles et primaires,

Considérant que pour une grande efficacité, il est d'usage pour le CCAS depuis plusieurs années de verser directement aux gestionnaires privés et publics des cantines scolaires le montant de sa participation pour les familles attributaires de l'aide à la restauration scolaire, les gestionnaires de cantines limitant ainsi leur recouvrement auprès des familles concernées à la part du tarif de la cantine non prise en charge au titre de cette aide sociale ;

Considérant que ce versement du CCAS de la Ville d'Alès s'effectue sur la base d'un état des listes des élèves et des repas consommés dans les cantines des écoles publiques ou privées ;

Considérant dès lors que, pour l'année scolaire 2022 – 2023, il y a lieu pour le CCAS de la Ville d'Alès de conclure diverses conventions permettant de mettre en place le système de versement de l'aide à la restauration scolaire susdécrit, tant pour les cantines scolaires publiques que pour celles gérées par des organismes de gestion de l'enseignement catholique ayant fait part de leur souhait de s'inscrire dans cette dynamique d'aide sociale,

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_48-DE

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

DECIDE

ARTICLE 1 :

Il est crée un dispositif d'aides sociales à la restauration scolaire pour l'année scolaire 2022-2023. L'aide sociale pour la restauration scolaire sera accordée à compter de la date de dépôt du dossier complet et selon les modalités suivantes :

⇨ Quelle que soit la cantine fréquentée par l'enfant (établissement primaire et maternelle, public ou privé) ;
⇨ La subvention sera versée directement au profit de la famille à l'établissement fréquenté ;
⇨Le prix du repas est le même pour les maternelles et les primaires, sur la base du tarif voté par Alès Agglomération : **soit 4,15 €.**
⇨ L'aide est calculée en fonction des ressources de la famille selon un mode de calcul du quotient familial :

$$\textbf{QF} = \frac{\text{Revenus (sauf allocations liées au logement)}}{\text{Nombre de parts}}$$

1 enfant = 1 part ;
1 parent = 1 part ;
1 parent isolé = 1,5 part.

⇨ Tous les enfants domiciliés sur la Ville d'ALES, quelle que soit la date d'installation de la famille, pourront bénéficier de l'aide sociale pour la restauration scolaire, à l'exception des familles dont le parent a opté pour le choix du complément de libre choix d'activité ou de la prestation partagée d'éducation de l'enfant.

⇨ Les enfants des familles qui utilisent l'aire de stationnement réservée aux gens du voyage pourront bénéficier de l'aide sociale à hauteur de **2,85 €**, portant le prix du repas de ces familles à **1,30 €** pendant la durée de leur séjour.

⇨ Les enfants des familles hébergées au sein du CADA et de l'HUDA pourront bénéficier de l'aide sociale pour la restauration scolaire à hauteur de **3,15 €** portant le prix du repas de ces familles à **1 €**.

⇨Les reste à charge par chaque enfant bénéficiaire ne pourra être inférieur à 1€.

Il est proposé d'adopter le barème de l'aide sociale pour la restauration scolaire comme le prévoit le tableau ci-dessous.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_48-DE

Quotient Familial	Subvention par repas versée au profit de la famille en €	Coût pour la famille en €
- 160 €	3,15	1,00
De 161 € à 230 €	2,85	1,30
De 231 € à 290 €	2,55	1,60
De 291 € à 350 €	2,25	1,90

Par ailleurs, la Commission des aides facultatives pourra examiner les demandes dont les quotients familiaux sont supérieurs en raison du décret 98/1070 du 27/11/98 relatif aux cumuls de certains minimas sociaux avec des revenus d'activités.

ARTICLE 2 :

Monsieur le Président du CCAS de la Ville d'Alès est autorisé à signer tous les actes, documents et autres conventions de partenariat assurant la mise en place de l'aide à la restauration scolaire 2022-2023 dans les écoles privées gérées par des associations et autres organismes, selon les modalités particulières exposées ci-dessus.

ARTICLE 3 :

Madame la Vice-Présidente du CCAS est autorisée à signer tous les actes, documents et autres conventions de partenariat assurant la mise en place de l'aide à la restauration scolaire 2022-2023 dans les écoles publiques, selon les modalités particulières exposées ci-dessus.

Votants : 14
Pour : 14 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Centre Communal d'Action Sociale – Mairie d'Alès

Pour extrait certifié conforme
Le Président
Max ROUSTAN

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Centre Communal d'Action Sociale d'Alès, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La délibération ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.télérecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre de dispositions spécifiques à la crise liée à l'épidémie de Covid-19 notamment de la loi n°2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et de l'ensemble de la réglementation subséquente.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_49-DE

CCAS
centre communal d'action sociale - ville d'Alès

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 22_03_49

Service : SPASAD SSIAD Accueil de jour
Tel : 06.70.94.97.25
Réf : MR/JR/FC

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 24 JUIN 2022

Objet : Partenariat avec Adène Hospitalisation à domicile

PRESENTS : Madame VEYRET Michèle, Vice-Présidente, Mesdames BERARD Cécile, BOUTEILLER Lydie, CAYRIER Hélène, GUYOT Martine, MASSAL Chantal, VEAU VEYRET M.José, Madame VOIRIN Josiane, Messieurs BOSSEUR Alain, MASSON J.Régis MAZUC Bruno, REYNAUD Alain, SUAU J.Michel,
POUVOIR : Madame PEYRIC M.Christine (*à Madame VEYRET Michèle*),
EXCUSES : Monsieur Max ROUSTAN, Président, Madame CASTANET Danielle, Monsieur RIVENQ Christophe

Secrétaire de Séance : Madame RIOU Joëlle, Directrice du Centre Communal d'Action Sociale

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès,

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Santé Publique et notamment son article D6124-205,

Vu le décret n°2022-102 du 31 janvier 2022 relatif aux conditions techniques de fonctionnement de l'activité d'hospitalisation à domicile,

Vu l'instruction N° DGOS/R4/DGCS/3A/2018/136 du 4 juin 2018 relative à l'articulation entre les SSIAD-SPASAD et les établissements d'HAD pour assurer la prise en charge continue du patient à son domicile,

Considérant qu'un établissement d'Hospitalisation À Domicile (HAD) a pour mission de prendre en charge, à leur domicile, des patients qui nécessitent des soins complexes, continus et coordonnés, médicaux et paramédicaux, formalisés dans le projet personnalisé de soins du patient,

Considérant que la Ville d'Alès est comprise dans l'aire géographique d'intervention d'Adène Hospitalisation à Domicile et accueille un des établissements de ce dernier,

Considérant qu'un Service de Soins Infirmiers A Domicile (SSIAD) comme celui du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de la Ville d'Alès assure des prestations de soins

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_49-DE

infirmiers sous la forme de soins techniques ou de soins de base et relationnels afin de contribuer au maintien à domicile des personnes et faciliter les sorties d'hospitalisation,

Considérant que ces deux services ou établissements peuvent être amenés à prendre en charge conjointement ou successivement les mêmes patients,

Considérant que le décret susvisé a modifié les dispositions réglementaires applicables aux établissements titulaires d'une autorisation d'activité de soins d'hospitalisation à domicile,

Considérant que l'article D6124-205 du Code de la Santé Publique prévoit qu'un titulaire d'une autorisation d'activité de soins d'hospitalisation à domicile et un service de soins infirmiers à domicile doivent conclure une convention pour intervenir conjointement auprès des mêmes patients,

Considérant que, au vu de son intérêt pour chaque partie, il convient que ce partenariat soit réalisé à titre gracieux,

Considérant dès lors qu'il y a lieu, à cet effet, de formaliser ce partenariat par voie de convention,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

DÉCIDE

ARTICLE 1 :

De conclure un partenariat gracieux avec Adène Hospitalisation à Domicile pour faciliter l'action du Service de Soins Infirmiers à Domicile du CCAS auprès des patients communs et pour améliorer leur prise en charge.

ARTICLE 2 :

Que les modalités de ce partenariat seront détaillées par voie de convention.
Cette dernière formalisera les règles de fonctionnement et d'organisation du partenariat et abordera notamment les publics concernés, l'organisation du relais, l'organisation des interventions conjointes et la répartition des soins.
La convention entrera en vigueur à compter de sa signature et produira des effets pour une durée de trois ans.

ARTICLE 3 :

D'autoriser Monsieur le Président du CCAS de la Ville d'Alès à signer la convention, d'éventuels avenants et tout autre document ou acte en cours ou à venir concernant le partenariat avec Adène Hospitalisation à Domicile.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_49-DE

Madame la Vice-Présidente du Conseil d'Administration du CCAS pourra être autorisée, en cas d'absence ou d'empêchement et sur habilitation expresse du Président du CCAS de la Ville d'Alès, à signer les documents, actes, convention et autre avenant susmentionnés.

Votants : 14
Pour : 14 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait certifié conforme
Le Président
Max ROUSTAN

Centre Communal d'Action Sociale – Mairie d'Alès

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Centre Communal d'Action Sociale d'Alès, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La délibération ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.télérecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre de dispositions spécifiques à la crise liée à l'épidémie de Covid-19 notamment de la loi n°2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et de l'ensemble de la réglementation subséquente.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_50-DE

CCAS
centre communal d'action sociale - ville d'Alès

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 22_03_50

Service : SPASAD SSIAD Accueil de jour
Tel : 06.70.94.97.25
Réf : MR/JR/FC

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 24 JUIN 2022

Objet : Partenariat avec le Centre Hospitalier Alès Cévennes dans le cadre des soins palliatifs

PRESENTS : Madame VEYRET Michèle, Vice-Présidente, Mesdames BERARD Cécile, BOUTEILLER Lydie, CAYRIER Hélène, GUYOT Martine, MASSAL Chantal, VEAU VEYRET M.José, Madame VOIRIN Josiane, Messieurs BOSSEUR Alain, MASSON J.Régis MAZUC Bruno, REYNAUD Alain, SUAU J.Michel,
POUVOIR : Madame PEYRIC M.Christine (*à Madame VEYRET Michèle*),
EXCUSES : Monsieur Max ROUSTAN, Président, Madame CASTANET Danielle, Monsieur RIVENQ Christophe

Secrétaire de Séance : Madame RIOU Joëlle, Directrice du Centre Communal d'Action Sociale

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès,

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Santé Publique et notamment son article L1110-10,

Vu la circulaire n°DHOS/O2/2008/99 du 25 mars 2008 relative à l'organisation des soins palliatifs,

Considérant que les soins palliatifs sont, selon le Code de la Santé Publique, des soins actifs et continues pratiqués par une équipe pluridisciplinaire en institution ou à domicile, visant à soulager la douleur, à apaiser la souffrance psychique, à sauvegarder la dignité de la personne malade et à soutenir son entourage,

Considérant que certains patients pris en charge par le Service Soins Infirmiers à Domicile (SSIAD) du CCAS de la Ville d'Alès, pour l'hygiène générale, les soins infirmiers et les concours nécessaires à l'accomplissement des actes essentiels de la vie, sont amenés à voir leur état de santé se dégrader,

Considérant que l'Equipe Mobile Soins de Support Soins Palliatifs (EMSP) du Centre Hospitalier permet à des patients nécessitant des soins complexes, continus et coordonnés, médicaux et paramédicaux de bénéficier d'une prise en charge continue de qualité et d'éviter, chaque fois que possible, des transferts vers un établissement de santé,

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_50-DE

Considérant que ces deux services ou établissements peuvent être amenés à prendre en charge conjointement ou successivement les mêmes patients,

Considérant qu'il y a lieu de chercher à organiser les activités complémentaires du SSIAD du CCAS et de l'EMSP du Centre Hospitalier par le biais d'un partenariat,

Considérant que cette coopération dans l'intérêt des patients se déroulera à titre gracieux,

Considérant dès lors qu'il y a lieu, à cet effet, de formaliser ce partenariat par voie de convention,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

DÉCIDE

ARTICLE 1 :

De conclure un partenariat gracieux avec le Centre Hospitalier Alès Cévennes pour faciliter les interactions du Service de Soins Infirmiers à Domicile du CCAS avec l'Équipe Mobile Soins de Support Soins Palliatifs et pour améliorer la prise en charge des patients communs et de leur entourage.

ARTICLE 2 :

Que les modalités de ce partenariat seront détaillées par voie de convention.
Cette dernière formalisera les règles de fonctionnement et d'organisation du partenariat et abordera notamment les missions de chaque partie, les engagements respectifs, les modalités de l'intervention de l'EMSP du Centre Hospitalier et le caractère gracieux du partenariat.
Ce partenariat prendra place pour une durée d'un an à compter de la signature de la convention et pourra être renouvelé trois fois pour une durée maximale de quatre ans.

ARTICLE 3 :

D'autoriser Monsieur le Président du CCAS de la Ville d'Alès à signer la convention, d'éventuels avenants et tout autre document ou acte en cours ou à venir concernant le partenariat avec le Centre Hospitalier Alès Cévennes.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_50-DE

Madame la Vice-Présidente du Conseil d'Administration du CCAS pourra être autorisée, en cas d'absence ou d'empêchement et sur habilitation expresse du Président du CCAS de la Ville d'Alès, à signer les documents, actes, convention et autre avenant ci-dessus mentionnés.

Votants : 14
Pour : 14 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Centre Communal d'Action Sociale – Mairie d'Alès

Pour extrait certifié conforme

Le Président
Max ROUSTAN

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Centre Communal d'Action Sociale d'Alès, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La délibération ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.télérecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre de dispositions spécifiques à la crise liée à l'épidémie de Covid-19 notamment de la loi n°2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et de l'ensemble de la réglementation subséquente.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_51-DE

CCAS
centre communal d'action sociale - ville d'Alès

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 22_03_51

Service : Pilotage et stratégie RH
Réf : MR/IS/BG/CG
Tél : 04 66 56 11 33

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 24 JUIN 2022

Objet : Approbation de la Convention de prestation de services RH à titre onéreux entre le CCAS de la Ville d'Alès et la Communauté Alès Agglomération pour l'année 2022 – Autorisation de signature au Président

PRESENTS : Madame VEYRET Michèle, Vice-Présidente, Mesdames BERARD Cécile, BOUTEILLER Lydie, CAYRIER Hélène, GUYOT Martine, MASSAL Chantal, VEAU VEYRET M.José, Madame VOIRIN Josiane, Messieurs BOSSEUR Alain, MASSON J.Régis MAZUC Bruno, REYNAUD Alain, SUAU J.Michel,
POUVOIR : Madame PEYRIC M.Christine (*à Madame VEYRET Michèle*),
EXCUSES : Monsieur Max ROUSTAN, Président, Madame CASTANET Danielle, Monsieur RIVENQ Christophe

Secrétaire de Séance : Madame RIOU Joëlle, Directrice du Centre Communal d'Action Sociale

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L5111-1 et L5111-1-1,

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
Considérant que le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès n'a pas de services suffisamment structurés pour assurer certaines missions en matière de ressources humaines,

Considérant que la Communauté Alès Agglomération assure des prestations dans ce domaine,

Considérant qu'il est intéressant pour le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès de bénéficier d'une prestation de ce type,

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_51-DE

Considérant que la Communauté Alès Agglomération a accepté d'assurer une prestation de services dans le domaine des ressources humaines pour le compte du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès,

Considérant qu'il convient de matérialiser cela par voie de convention de prestation de services conclue entre le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès et la Communauté Alès Agglomération,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

DÉCIDE

- D'approuver le principe de l'établissement d'une convention entre le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès et la Communauté Alès Agglomération, relative à la réalisation d'une prestation de services de gestion des ressources humaines par la Communauté Alès Agglomération pour le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès pour l'année 2022.

- Cette convention définira les modalités de cette prestation de services de gestion des ressources humaines.

- La prestation de services fournie par la Communauté Alès Agglomération sera rémunérée par le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès. Un titre de recette à l'encontre du CCAS sera établi au vu de l'état des sommes dues correspondant au montant forfaitaire fixé par la convention de prestation de services, soit 60 000 euros.
Le montant de la dépense sera imputé sur les crédits prévus à cet effet au chapitre 012, compte 64305.

- Monsieur le Président du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès est autorisé à signer la convention en tant que représentant du CCAS, ainsi que tout éventuel avenant et document nécessaire à l'exécution de cette dernière.

Votants : 14
Pour : 14 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Pour extrait certifié conforme

Centre Communal d'Action Sociale – Mairie d'Alès

Le Président
Max ROUSTAN

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Centre Communal d'Action Sociale d'Alès, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La délibération ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.télérecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre de dispositions spécifiques à la crise liée à l'épidémie de Covid-19 notamment de la loi n°2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et de l'ensemble de la réglementation subséquente.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_52-DE

CCAS
centre communal d'action sociale - ville d'Alès

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 22_03_52

Service : DRH/EDC
Réf : MR/IS/BG/FP
Tél. : 04.66.56.42.40

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 24 JUIN 2022

Objet : Créations de postes modifiant le tableau des effectifs

PRESENTS : Madame VEYRET Michèle, Vice-Présidente, Mesdames BERARD Cécile, BOUTEILLER Lydie, CAYRIER Hélène, GUYOT Martine, MASSAL Chantal, VEAU VEYRET M.José, Madame VOIRIN Josiane, Messieurs BOSSEUR Alain, MASSON J.Régis MAZUC Bruno, REYNAUD Alain, SUAU J.Michel,
POUVOIR : Madame PEYRIC M.Christine (*à Madame VEYRET Michèle*),
EXCUSES : Monsieur Max ROUSTAN, Président, Madame CASTANET Danielle, Monsieur RIVENQ Christophe

Secrétaire de Séance : Madame RIOU Joëlle, Directrice du Centre Communal d'Action Sociale

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès,

Vu le Code Général de la fonction publique,

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles,

Vu le tableau des effectifs,

Considérant qu'il convient de disposer de postes budgétaires suffisant dans le cadre de la mise en œuvre des promotions et des recrutements sur l''exercice 2022,

Considérant qu'il appartient à l'organe délibérant de la collectivité, sur proposition de l'autorité territoriale, de créer les postes nécessaires au fonctionnement des services,

APRÈS AVOIR DÉLIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

DÉCIDE

- La création des postes suivants au tableau des effectifs du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès :

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_52-DE

Cat.	Grade	Nombre de postes à créer	Temps de travail	Date de création
A	Attaché Hors Classe	1	35h00	25/06/22
A	Attaché territorial	2	35h00	25/06/22
B	Rédacteur	1	35h00	25/06/22
B	Technicien territorial	1	35h00	25/06/22
C	Agent de Maîtrise	2	35h00	25/06/22

- ces postes ont vocation à être occupés par des fonctionnaires,

- en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, ces postes pourront être pourvus par la voie contractuelle et notamment sur le fondement des articles L332-8 et L332-14 du Code Général de la Fonction Publique,

- le montant de la dépense sera imputé sur les crédits prévus à cet effet au chapitre 012,

AUTORISE

Monsieur le Président à prendre toutes les mesures utiles à sa mise en œuvre.

Votants : 14
Pour : 14 - Unanimité
Contre : 0
Abstention : 0

Centre Communal d'Action Sociale – Ville d'Alès

Pour extrait certifié conforme

Le Président
Max ROUSTAN

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Centre Communal d'Action Sociale d'Alès, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La délibération ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.télérecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre de dispositions spécifiques à la crise liée à l'épidémie de Covid-19 notamment de la loi n°2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et de l'ensemble de la réglementation subséquente.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_53-DE

CCAS
centre communal d'action sociale - ville d'Alès

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 22_03_53

Service : Pilotage et stratégie RH
Réf : MR/IS/BG/CG
Tél : 04 66 56 10 36

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 24 JUIN 2022

Objet : Mise en œuvre de l'indemnité de fonctions, de sujétions et de l'expertise (IFSE) et du Complément Indemnitaire Annuel (CIA) tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP)

PRESENTS : Madame VEYRET Michèle, Vice-Présidente, Mesdames BERARD Cécile, BOUTEILLER Lydie, CAYRIER Hélène, GUYOT Martine, MASSAL Chantal, VEAU VEYRET M.José, Madame VOIRIN Josiane, Messieurs BOSSEUR Alain, MASSON J.Régis MAZUC Bruno, REYNAUD Alain, SUAU J.Michel,
POUVOIR : Madame PEYRIC M.Christine (*à Madame VEYRET Michèle*),
EXCUSES : Monsieur Max ROUSTAN, Président, Madame CASTANET Danielle, Monsieur RIVENQ Christophe

Secrétaire de Séance : Madame RIOU Joëlle, Directrice du Centre Communal d'Action Sociale

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du 1er alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984,

Vu le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de L'État,

Vu le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Vu la circulaire du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Vu l'avis du comité technique en date du 14 juin 2022,

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_53-DE

Considérant qu'il appartient à l'assemblée délibérante de fixer la nature, les plafonds et les conditions d'attribution des indemnités, il est proposé à l'assemblée délibérante d'instituer comme suit la mise en œuvre du RIFSEEP.

APRÈS AVOIR DELIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

DÉCIDE

Article 1 : D'abroger toutes les délibérations antérieures relatives au régime indemnitaire à l'exclusion des délibérations sur :

- les Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires (IHTS),
- les indemnités pour travail normal de nuit, pour travail le dimanche et/ou les jours fériés,
- les indemnités horaires pour travail dominical régulier,
- l'indemnité forfaitaire pour travail les dimanches et jours fériés des personnels de la filière sanitaire et sociale,
- les indemnités d'astreintes, de permanence, d'intervention,
- les primes dites « de fin d'année » ou encore « 13ème mois » si instituées avant le 27/01/84. Ces primes seront versées uniquement aux :
  - ✓ agents appartenant à la filière Sécurité,
  - ✓ agents appartenant du cadre d'emploi des professeurs et assistants d'enseignement artistique de la filière culturelle,
  - ✓ agents bénéficiant du 13ème mois au titre des avantages acquis.

Le RIFSEEP se substitue aux primes suivantes :

- l'indemnité d'administration et de technicité (IAT),
- l'indemnité d'exercice de mission des préfectures (IEMP),
- l'indemnité forfaitaire représentative de sujétions et de travaux supplémentaires des conseillers et assistants socio-éducatifs,
- la prime de fonction et de résultat (PFR),
- l'indemnité de fonctions et de résultats,
- l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS),
- la prime de service et de rendement (PSR),
- la prime de rendement,
- l'indemnité spécifique de service (ISS),
- …

Article 2 : De mettre en application les dispositions relatives au régime indemnitaire à compter du 1er septembre 2022, selon les modalités suivantes :

- Contexte général

Le nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) mis en place pour la fonction publique de L'État est transposable à la fonction publique territoriale.

Le décret 2014-513 du 20 mai 2014 instaurant le RIFSEEP prévoit deux volets :

1) L'indemnité de Fonction, de Sujétions, et d'Expertise (IFSE) qui valorise la nature des fonctions (part plancher) et leur expérience professionnelle (part individuelle).

2) Le complément Indemnitaire annuel (CIA), pour valoriser l'engagement professionnel et la manière de servir.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_53-DE

- Champ d'application et bénéficiaires

Pour les agents concernés, le RIFSEEP remplace dès septembre 2022 l'ensemble des composantes du régime indemnitaire versé.
Sont éligibles au RIFSEEP les agents titulaires et stagiaires de tous les cadres d'emploi, à l'exception :

- De l'ensemble des cadres d'emplois pour la filière sécurité,
- Du cadre d'emploi des professeurs et assistants d'enseignement artistique de la filière culturelle.

Les contractuels peuvent bénéficier d'une part individuelle d'IFSE, leur rémunération étant basée sur la rémunération moyenne des fonctionnaires occupant le même type d'emploi, et leur expérience professionnelle. Par ailleurs, il sera également tenu compte des potentielles difficultés de recrutement sur certains postes, et notamment dans la filière médico-sociale, avec une analyse des rémunérations versées dans les secteurs concurrentiels.

- La composition du RIFSEEP

A) L'indemnité de Fonction, de Sujétions, et d'Expertise (IFSE)

Composition et groupe de fonction

L'IFSE valorise l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale du nouveau régime indemnitaire.
Cette indemnité repose :
- sur une part fixe, liée aux fonctions exercées, et déterminée par groupes de fonction. Cette part est liée au poste de l'agent.
- sur une part individuelle liée à la prise en compte de l'expérience professionnelle.

La GPEC (Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences) a été mise en oeuvre au sein d'Alès Agglomération, elle a permis de définir un référentiel des métiers et des emplois.
Ainsi chaque poste de travail appartient à un emploi et un métier.
Pour mettre en œuvre l'IFSE au sein de l'Établissement Public, les emplois ont été classés selon les critères suivants : technicité, expertise, qualification nécessaire, encadrement, coordination ou encore pilotage.
Ce classement permet d'associer les emplois dans un groupe de fonction et de fixer pour chaque groupe un montant plancher. Les plafonds sont quant à eux les plafonds réglementaires fixés par cadre d'emplois.

Modalités de versement de l'IFSE

L'IFSE est versée mensuellement.

Dispositions générales
Les montants individuels pourront être modulés par arrêté de l'autorité territoriale dans les limites et conditions fixées par les textes applicables à la fonction publique d'Etat ou selon les critères fixés par l'assemblée délibérante.

Les agents admis à exercer leurs fonctions à temps partiel (y compris le temps partiel thérapeutique), les agents occupant un emploi à temps non complet ainsi que les agents quittant ou étant recrutés au CCAS de la Ville d'Alès en cours d'année sont admis au bénéfice des primes et indemnités instituées au prorata de leur temps de travail.
Concernant le temps partiel thérapeutique, l'établissement public se réserve le droit de réexaminer l'attribution de l'IFSE après analyse des différentes situations.

Concernant les indisponibilités physiques et conformément au décret n°2010-997 du 26 août 2010, l'IFSE sera maintenu dans les mêmes conditions que le traitement, durant les congés suivants :

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_53-DE

- congés annuels,
- maladie ordinaire,
- congés d'invalidité temporaire imputable au service (CITIS),
- congés de maternité, de paternité et d'adoption.

Il sera suspendu en cas congé de longue maladie, de longue durée ou de grave maladie, sans rétroactivité à compter de la date de reconnaissance.

Pour les agents en PPR (période préparatoire au reclassement), l'IFSE de l'emploi actuel est maintenu jusqu'à la nouvelle affectation.

Détermination de la part fixe de l'IFSE

Une classification des emplois a été opérée afin de déterminer les montants de la part fixe.
La part fixe est réexaminée en cas de changement de fonction.

Deux échelles de cotation ont été déterminées :

- 1 pour les encadrants
- 1 pour les agents

Pour les postes avec une dimension d'encadrement, et pour tenir compte de la réalité de notre organisation, la classification ne tient pas compte des catégories hiérarchiques des encadrants, mais

- du niveau d'encadrement par rapport aux organigrammes de la collectivité
- du nombre d'agents encadrés, directement ou indirectement
- de la technicité particulière de certains emplois (sur la base du décret relatif à la NBI)

Les encadrants sont ainsi classés en *9 catégories :*

Groupe fonction	Niveau d'encadrement	Montant mensuel plancher
M1	DG / DGA	**600 €**
M2	Directeurs	**500 €**
M3	Responsable de département avec nbre point > ou = à 40	**460 €**
M4	- Responsable de département avec 20 ou 30 points - Responsable de service avec nbre point > ou = à 40	**420 €**
M5	- Responsable de service = 30 points - Responsable de secteur avec nbre point > ou = à 40	**360 €**
M6	- Responsable de service = 20 points - Responsable de secteur = 30 points	**320 €**
M7	- Responsable de service = 10 points - Responsable de secteur = 20 points	**280 €**
M8	- Responsable de secteur = 10 points - Responsable d'unité = 20 points	**210 €**
M9	- Responsable d'unité = 10 points	**180 €**

Les agents sont classés selon la catégorie hiérarchique prépondérante de chaque emploi, et les niveaux au sein de chaque groupe de fonction dépendent du degré de technicité requis.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_53-DE

Groupe de fonction	Missions exercées	Montant mensuel plancher
A1	Forte expertise / transversalité	**400 €**
A2	Spécialisation technique	**310 €**
B1	Expertise / transversalité	**270 €**
B2	Expertise	**180 €**
C1	Technicité / Sujétions particulières	**130 €**
C2	Exécution	**60 €**

Détermination de la part individuelle de l'IFSE

A la mise en place du dispositif, la part individuelle permet de maintenir le montant mensuel dont bénéficiait l'agent en application des dispositions antérieures, lorsque ce montant se trouve diminué suite à la mise en place de l'IFSE.

Cette part individuelle fait l'objet d'un réexamen à minima tous les 4 ans.
Cette part peut être revue à la hausse ou à la baisse selon la nature des évolutions subies.

Sont pris en compte pour la révision de ce montant :

- l'évolution des missions exercées (évolution du périmètre du poste, des missions confiées…),

- les évolutions techniques et/ou réglementaires du poste ayant entrainé un effort d'adaptation particulier

Les plafonds sont les plafonds déterminés pour la fonction publique D'État selon le cadre d'emploi d'appartenance de l'agent

Modulations individuelles de l'IFSE

En sus de la part individuelle de l'IFSE, certains agents peuvent bénéficier d'une modulation spécifique

- Formateurs internes : Forfait 50€ par journée de formation dispensée

La mention de formateur interne sera portée sur l'arrêté d'attribution RIFSEEP. Cette modulation est versée en fin de mois au vu d'un état justificatif des formations réellement dispensées, fourni par le secteur formation et/ou l'école des cadres

- Modulation « Sujétions particulières ». Certains emplois ont des contraintes particulières, selon le service où ils sont exercés. Il est donc prévu de pouvoir verser une modulation spécifique dont le montant sera fixé par arrêté individuel. Lorsque l'agent change de mission ou de service, il perd automatiquement le bénéficie de cette modulation liée à la fonction.

B) Le Complément Indemnitaire Annuel (CIA)

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_53-DE

Dispositions générales

Le CIA se substitue pour les agents éligibles à la Prime de Fin d'Année. Celle-ci est maintenue pour les cadres d'emplois non éligibles au RIFSEEP et pour certains agents qui bénéficiaient du 13ème mois au titre des avantages acquis avant les fusions. Pour ces agents, l'Établissement Public leur propose de choisir entre le versement du CIA ou le maintien du 13ème mois. Le 13ème mois ne peut pas être cumulé avec le CIA.

Les bénéficiaires du CIA sont :

- les agents titulaires
- les agents stagiaires
- les agents contractuels, qui bénéficiaient préalablement de la PFA

Le CIA est versé en fonction de l'engagement professionnel et de la manière de servir. Il est donc tenu compte des critères suivants :

- L'engagement professionnel de l'agent :
  - ✓ Proratisé sur le temps de présence effectif sur la période de référence (temps partiel, période de recrutement…)
  - ✓ Participation active aux objectifs collectifs du service
  - ✓ Atteinte des objectifs individuels
- La manière de servir appréciée au travers des entretiens professionnels, ou à défaut de l'avis des responsables de service

Versement et montant du CIA

Le CIA est versé annuellement, au mois de novembre, pour une période de référence établie d'octobre de l'année N-1 à septembre de l'année N.

Il est plafonné à 1100 € pour tous les agents.

Votants : 14
Pour : 13
Contre : 0
Abstention : 1

Pour extrait certifié conforme

Le Président
Max ROUSTAN

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Centre Communal d'Action Sociale d'Alès, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La délibération ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.télérecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre de dispositions spécifiques à la crise liée à l'épidémie de Covid-19 notamment de la loi n°2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et de l'ensemble de la réglementation subséquente.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_54-DE

CCAS
centre communal d'action sociale - ville d'Alès

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 22_03_54

Service : Pilotage et stratégie RH
Réf : MR/IS/BG/CG
Tél : 04 66 56 10 36

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 24 JUIN 2022

Objet : Temps de travail

PRESENTS : Madame VEYRET Michèle, Vice-Présidente, Mesdames BERARD Cécile, BOUTEILLER Lydie, CAYRIER Hélène, GUYOT Martine, MASSAL Chantal, VEAU VEYRET M.José, Madame VOIRIN Josiane, Messieurs BOSSEUR Alain, MASSON J.Régis MAZUC Bruno, REYNAUD Alain, SUAU J.Michel,
POUVOIR : Madame PEYRIC M.Christine (*à Madame VEYRET Michèle*),
EXCUSES : Monsieur Max ROUSTAN, Président, Madame CASTANET Danielle, Monsieur RIVENQ Christophe

Secrétaire de Séance : Madame RIOU Joëlle, Directrice du Centre Communal d'Action Sociale

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 modifiée relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées instituant une journée de solidarité ;

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, notamment son article 47 ;

Vu le décret n° 88-168 du 15 février 1988 pris pour l'application des dispositions du deuxième alinéa du 1° de l'article 57 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985 modifié relatif aux congés annuels ;

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_54-DE

Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 modifié relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 modifié pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;

Considérant l'avis du comité technique en date du 14 juin 2022 ;

Considérant que la loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique prévoit la suppression des régimes dérogatoires aux 35 heures maintenus dans certains établissements et collectivités territoriaux et un retour obligatoire aux 1607 heures ;

Considérant que les dispositions réglementaires interdisent l'attribution de jours de repos « extra-légaux » (congés, journées spécifiques telles que jours du maire ou du président)

Considérant que les Autorisations spéciales d'absences sont également soumises à la même analyse réglementaire, et qu'il ne peut être accordé de jours au-delà de ce que prévoit la réglementation ;

Considérant la nécessité de se conformer à la réglementation sur le temps de travail ;

APRÈS AVOIR DELIBÉRÉ ET PROCÉDÉ AU VOTE,

DÉCIDE

Article 1 : D'abroger toutes les délibérations antérieures relatives au temps de travail.

Article 2 : Contexte

L'article 47 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique abroge les régimes dérogatoires à la durée légale de travail obligeant les collectivités territoriales dont le temps de travail est inférieur à 1607 heures à se mettre en conformité avec la législation.
Les collectivités disposent d'un délai d'un à compter du renouvellement de leur assemblée pour prendre une nouvelle délibération définissant les règles applicables aux agents.
La définition, la durée et l'aménagement du temps de travail des agents territoriaux sont fixés par l'organe délibérant, après avis du comité technique. Par ailleurs, le travail est organisé selon des périodes de référence appelées cycles de travail.
Les horaires de travail sont définis à l'intérieur du cycle, qui peut varier entre le cycle hebdomadaire et le cycle annuel.
Le décompte du temps de travail effectif s'effectue sur l'année, la durée annuelle de travail ne pouvant excéder 1 607 heures, sans préjudice des heures supplémentaires susceptibles d'être accomplies.
Ce principe d'annualisation garantit une égalité de traitement en ce qui concerne le temps de travail global sur 12 mois, tout en permettant des modes d'organisation de ce temps différents selon la spécificité des missions exercées.

Les collectivités peuvent définir librement les modalités concrètes d'accomplissement du temps de travail dès lors que la durée annuelle de travail et les prescriptions minimales suivantes prévues par la réglementation sont respectées :

- Temps de travail

Le temps de travail est fixé à 1607h pour l'ensemble des agents à temps complet, calculé de la manière suivante :

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_54-DE

Jours dans l'année		365 jours
Repos hebdomadaires	-	104
Jours fériés (moyenne)	-	8
Jours de congés	-	25
Jours travaillés par an	=	228
Nombre d'heures travaillées par an	228 x 7 = 1596 h arrondies à 1600 h	
Journée de solidarité	+	7 h
Total d'heures travaillées par an	=	1607 heures (229 jours travaillés)

Pour les agents à temps non complet ou à temps partiel, la durée de travail est proratisée en fonction de la quotité du temps de travail.

Les garanties minimales :

Période de travail	***Garantie minimale***
Durée maximale de travail effectif	
Durée maximale quotidienne	10h
Durée maximale hebdomadaire	48h maximum 44h en moyenne sur une période quelconque de 12 semaines consécutives
Amplitude maximale de la journée de travail	12h
Durée minimale de repos	
Repos minimum journalier	11h
Repos minimum hebdomadaire	35h comprenant en principe le dimanche
Pause	20 minutes pour une période de 6h de travail effectif
Pause méridienne	45 minutes minimum
Travail de nuit	Période comprise entre 22h et 5h

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_54-DE

Article 3 : D'adopter un règlement du temps de travail fixant toutes les règles de gestion applicables de la même manière dans tous les services (cf : Annexe).

Votants : 14
Pour : 13
Contre : 1
Abstention : 0

Pour extrait certifié conforme

Centre Communal d'Action Sociale – Mairie d'Alès

Le Président
Max ROUSTAN

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du Centre Communal d'Action Sociale d'Alès, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La délibération ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R. 421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.télérecours.fr. Les conditions d'exercice de recours, notamment en termes de délais sont susceptibles d'être modifiées dans le cadre de dispositions spécifiques à la crise liée à l'épidémie de Covid-19 notamment de la loi n°2020-546 du 11 mai 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire et de l'ensemble de la réglementation subséquente.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE D'ALES

Poste Comptable d'Alès

M14

COMPTE ADMINISTRATIF

Voté par nature

Année 2021

C.C.A.S. Mairie d'Alès Place de l'Hôtel de ville 30103 Alès Cedex

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

SOMMAIRE

pages	
	I Informations générales (5)
P 4	A - Informations statistiques, fiscales et financières
P 5	B - Modalités de vote du budget
	II Présentation générale du budget
P 6 - 7	A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser
P 8	A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres
P 9 - 10	A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres
P 11	B1 - Balance générale du budget - Dépenses
P 12	B2 - Balance générale du budget - Recettes
	III Vote du budget
P 13 - 14	A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses
P 15	A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes
P 16	B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses
P 17 - 18	B2 - Section d'investissement - Détail des recettes
	B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles

	IV - Annexes (6)	**Jointes**	**Sans objet**
	A - Eléments du bilan		
P 19 - 48	A1 - Présentation croisée par fonction (1)	x	
P 49	A2.1 - Etat de la dette -Détail des crédits de trésorerie	x	
P 50 - 51	A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	x	
P 52	A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	x	
P 53	A2.4 - Etat de la dette -Typologie de la répartition de l'encours	x	
P 54 - 55	A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	x	
P 56	A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement	x	
P 57	A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N	x	
P58	A2.8 - Etat de la dette - Dettes pour financer l'emprunt d'un autre organisme	x	
P 59	A2.9 - Etat de la dette -Autres dettes	x	
P 60 - 61	A3 - Méthode utilisée pour les amortissements	x	
S.O	A4 - Etat des provisions		x
S.O	A5 - Etalement des provisions		x
P 62	A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	x	
P 63	A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	x	
S.O	A7.1.1 - Etat des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonct. (2)		x
S.O	A7.1.2 - Etat des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Invest. (2)		x
S.O	A7.2.1 - Etat des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3)		x
S.O	A7.2.2 - Etat des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3)		x
S.O	A7.3.1 - Etat de la répartition de la TEOM - Fonc. (4)		x
S.O	A7.3.2 - Etat de la répartition de la TEOM - Invest. (4)		x
P 64	A8 - Etat des charges transférées	x	
P 64	A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers	x	
P 65	A10.1 - Variation des patrimoines (article R.2313-3 du CGCT) - Entrées	x	
P 65	A10.2 - Variation des patrimoines (article R.2313-3 du CGCT) - Sorties	x	
P 66	A10.3 - Opérations liées aux cessions	x	
S.O	A10.4 - Variation des patrimoines (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées		x
S.O	A10.5 - Variation des patrimoines (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties		x
P 67	A11 - Etat des travaux en régie	X	
P 68	A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale	X	
	B - Engagements hors bilan		
P 69	B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement	x	
P 70	B1.2 Calcul du ratio d'endettement	x	
P 71	B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail	x	
P 71	B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé	x	
P 71	B1.5 - Etat des autres engagements donnés	x	
P 71	B1.6 - Etat des engagements reçus	x	
P 72	B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions	x	
S.O	B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents		x
S.O	B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents		x
S.O	B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale		x
	C - Autres éléments d'informations		
P 73 - 74	C1.1 - Etat du personnel	x	
P 75	C1.2 - Actions de formation des élus	x	
P 76	C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier	x	
P 77	C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhèrent la commune ou l'établissement	x	
P 77	C3.2 - Liste des établissements publics créés	x	
P 77	C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	x	
P 77	C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	x	
P 78 - 80	C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	x	
P 81	C3.6 - Identification des flux croisés	x	
	D - Décisions en matière des taux de contributions directes - Arrêté et signatures		
S.O	D1 - Décisions en matière de taux de contributions directes		X
	D2 - Arrêté et signatures	x	

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Elle n'a cependant pas à être produite par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.
(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).
(3) Cf article R. 2313-3 du CGCT.
(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

300021910082	CCAS	ALES	CA 2021

I - INFORMATIONS GENERALES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE)	41 412,00
Nombre de résidences secondaires (article R 2313-1 *in fine*)	684,00
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère	
.....	
.....	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitant de la strate
Fiscal	Financier		

	Informations financières - ratios (2)	Valeurs communales	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	53,22%	
2	Produit des impositions directes/population		
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	56,11%	
4	Dépenses d'équipement brut/population	10,39%	
5	Encours de dette/population	49,51%	
6	DGF/population		
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	62,91%	
8	Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal (2)		
8 bis	Coefficient de mobilisation du potentiel fiscal élargi (2) (4)		
9	Dépenses de fonct. et remb. de la dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	96,61%	
10	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	14,17%	
11	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	88,20%	

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financiers définis à l'article L 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercie N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus. Les ratios 7 à 11 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf articles L 2313-1, L2313-2, R 2313-1, R2313-2 et R 5211-15 du CGCT).
Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R 2313-7, R 5211-15 et R 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

(4) Le CMPF élargi est applicable aux communes appartenant à un EPCI à fiscalité propre.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

I - INFORMATIONS GENERALES	
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

POUR MEMOIRE (1)

I - L' Assemblée délibérante a voté le présent budget :
- **au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement (2),**
- **au niveau du chapitre pour la section d'investissement (2).**
- avec ou **sans** les chapitres "opérations d'équipement" de l'état III B 3 (3),
- ~~avec~~ ou **sans** vote formel sur chacun des chapitres (4).

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II - En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense "opération d'équipement".

III - Les provisions sont : (5)

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recettes de la section d'investissement)

- budgétaires (délibération n° .....du .....).

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget
(2) A compléter par "du chapitre" ou "de l'article".
(3) Indiquer "avec" ou "sans" les chapitres opérations d'équipement.
(4) Indiquer "avec" ou "sans" vote formel.
(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recettes de la section d'investissement)
- budgétaires (délibération n° .....du .....).

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGE
VUE D'ENSEMBLE

A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	2 237 196,42	G	2 323 489,59
	Section d'investissement	B	430 168,39	H	406 799,30
			+		+
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	0,00 (si déficit)	I	423 885,89 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	0,00 (si déficit)	J	63 219,80 (si excédent)
			=		=
	TOTAL (réalisations + reports)	= A+B+C+D	2 667 364,81	= G+H+I+J	3 217 394,58
RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	21 345,00	L	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	21 345,00	= K+L	0,00
RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	2 237 196,42	= G+I+K	2 747 375,48
	Section d'investissement	= B+D+F	451 513,39	= H+J+L	470 019,10
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	2 688 709,81	= G+H+I+J+K+L	3 217 394,58

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées		Titres restant à émettre	
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		E	0,00	K	0,00
011	Charges à caractère général		0,00		
012	Charges de personnel, frais assimilés		0,00		
014	Atténuations de produits		0,00		
65	Autres charges de gestion courante		0,00		
656	Frais de fonctionnement des groupes d'él		0,00		
66	Charges financières		0,00		
67	Charges exceptionnelles		0,00		
70	Produits services, domaine et ventes div				0,00
73	Impôts et taxes				0,00
74	Dotations et participations				0,00
75	Autres produits de gestion courante				0,00
013	Atténuations de charges				0,00
76	Produits financiers				0,00
77	Produits exceptionnels				0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F	21 345,00	L	0,00
010	Stocks (4)		0,00		0,00
024	Produits des cessions d'immo.				0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00		0,00
13	Subventions d'investissement		0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00		0,00
18	Compte de liaison : affectat° BA (6)		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles		7 000,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées		0,00		0,00

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Restes à réaliser
21	Immobilisations corporelles	14 345,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	734 140,00	543 714,80	60 659,18	0,00	129 766,02
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 518 000,00	1 272 524,89	113 788,89	0,00	131 686,22
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	268 760,00	103 691,64	21 586,50	0,00	143 481,86
656	Frais de fonctionnement des groupes d'él	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**2 520 900,00**	**1 919 931,33**	**196 034,57**	**0,00**	**404 934,10**
66	Charges financières	88 000,00	79 901,85	6 903,98	0,00	1 194,17
67	Charges exceptionnelles	3 000,00	1 022,67	0,00	0,00	1 977,33
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
022	Dépenses imprévues	50 800,00				
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**2 662 700,00**	**2 000 855,85**	**202 938,55**	**0,00**	**458 905,60**
023	*Virement à la section d'investissement (2)*	*125 000,00*				
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*36 000,00*	*33 402,02*			*2 597,98*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (2)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***161 000,00***	***33 402,02***			***127 597,98***
TOTAL		**2 823 700,00**	**2 034 257,87**	**202 938,55**	**0,00**	**586 503,58**
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		(3) **0,00**				

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	90 119,11	35 336,03	0,00	0,00	54 783,08
70	Produits services, domaine et ventes div	68 500,00	34 407,00	0,00	0,00	34 093,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	1 842 400,00	1 860 412,90	0,00	0,00	-18 012,90
75	Autres produits de gestion courante	388 000,00	374 791,46	0,00	0,00	13 208,54
Total des recettes de gestion courante		**2 389 019,11**	**2 304 947,39**	**0,00**	**0,00**	**84 071,72**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	10 795,00	18 542,20	0,00	0,00	-7 747,20
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**2 399 814,11**	**2 323 489,59**	**0,00**	**0,00**	**76 324,52**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*0,00*	0,00			0,00
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (2)*	*0,00*	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL		**2 399 814,11**	**2 323 489,59**	**0,00**	**0,00**	**76 324,52**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		(3) **423 885,89**				

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	15 000,00	5 790,00	7 000,00	2 210,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	475 700,00	323 542,44	14 345,00	137 812,56
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**490 700,00**	**329 332,44**	**21 345,00**	**140 022,56**
10	Dotations, fonds divers et réserves	60 000,00	60 000,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	55 000,00	40 835,95	0,00	14 164,05
18	Compte de liaison : affectat° BA (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		**115 000,00**	**100 835,95**	**0,00**	**14 164,05**
45...	**Total des opé. pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**605 700,00**	**430 168,39**	**21 345,00**	**154 186,61**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (1)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (1)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***0,00***	***0,00***		***0,00***
TOTAL		**605 700,00**	**430 168,39**	**21 345,00**	**154 186,61**
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		(2) **0,00**			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	6 480,20	4 476,34	0,00	2 003,86
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	360 000,00	360 000,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	15 000,00	8 920,94	0,00	6 079,06
18	Compte de liaison : affectat° BA	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immo.	0,00		0,00	
Total des recettes financières		**381 480,20**	**373 397,28**	**0,00**	**8 082,92**
45...	**Total des opé. pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**381 480,20**	**373 397,28**	**0,00**	**8 082,92**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (1)*	*125 000,00*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (1)*	*36 000,00*	*33 402,02*		*2 597,98*
041	*Opérations patrimoniales (1)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***161 000,00***	***33 402,02***		***127 597,98***
TOTAL		**542 480,20**	**406 799,30**	**0,00**	**135 680,90**

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Crédits annulés
	Pour information **R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1**	(2) **63 219,80**		

(1) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC…) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGE
BALANCE GENERALE DU BUDGET

1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	604 373,98		604 373,98
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 386 313,78		1 386 313,78
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	125 278,14		125 278,14
656	Frais de fonctionnement des groupes d'él (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	86 805,83	*0,00*	86 805,83
67	Charges exceptionnelles	1 022,67	*0,00*	1 022,67
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	*33 402,02*	33 402,02
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**2 203 794,40**	***33 402,02***	**2 237 196,42**
	Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1			**0,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	60 000,00	*0,00*	60 000,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	40 835,95	*0,00*	40 835,95
18	Compte de liaison : affectat° BA	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
19	*Neutral. et régul. d'opérations (5)*		*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	5 790,00	*0,00*	5 790,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	323 542,44	*0,00*	323 542,44
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement –Total	**430 168,39**	***0,00***	**430 168,39**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1			**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
BALANCE GENERALE DU BUDGET

B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	35 336,03		35 336,03
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	*0,00*
70	Produits services, domaine et ventes div	34 407,00		34 407,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	*0,00*
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes	0,00		0,00
74	Dotations et participations	1 860 412,90		1 860 412,90
75	Autres produits de gestion courante	374 791,46	*0,00*	374 791,46
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	18 542,20	*0,00*	18 542,20
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	*0,00*
	Recettes de fonctionnement – Total	**2 323 489,59**	***0,00***	**2 323 489,59**
	Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1			**423 885,89**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	4 476,34	0,00	4 476,34
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	360 000,00		360 000,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	8 920,94	0,00	8 920,94
18	Compte de liaison : affectat° BA	(8) 0,00		0,00
19	*Neutral. et régul. d'opérations*		*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*30 205,02*	*30 205,02*
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	*0,00*
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	*0,00*
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*3 197,00*	*3 197,00*
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	*0,00*
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	*0,00*
3…	Stocks	0,00	0,00	0,00
	Recettes d'investissement – Total	**373 397,28**	**33 402,02**	**406 799,30**
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1			**63 219,80**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général**	**734 140,00**	**543 714,80**	**60 659,18**	**0,00**	**129 766,02**
60611	Eau et assainissement	6 000,00	8 916,47	684,75	0,00	-3 601,22
60612	Energie - Electricité	18 500,00	2 870,12	5 335,39	0,00	10 294,49
60622	Carburants	1 740,00	852,77	0,00	0,00	887,23
60623	Alimentation	18 100,00	17 648,37	3 195,45	0,00	-2 743,82
60628	Autres fournitures non stockées	23 700,00	8 983,39	374,41	0,00	14 342,20
60631	Fournitures d'entretien	2 000,00	1 086,71	0,00	0,00	913,29
60632	Fournitures de petit équipement	35 900,00	7 609,32	2 053,48	0,00	26 237,20
6064	Fournitures administratives	5 500,00	2 693,73	2 495,58	0,00	310,69
611	Contrats de prestations de services	7 900,00	9 418,00	1 592,00	0,00	-3 110,00
6132	Locations immobilières	278 100,00	261 942,93	13 750,81	0,00	2 406,26
6135	Locations mobilières	6 500,00	1 061,60	0,00	0,00	5 438,40
614	Charges locatives et de copropriété	1 500,00	1 958,06	0,00	0,00	-458,06
61521	Entretien terrains	1 000,00	0,01	0,00	0,00	999,99
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0,00	7 754,10	0,00	0,00	-7 754,10
61551	Entretien matériel roulant	500,00	1 401,27	0,00	0,00	-901,27
61558	Entretien autres biens mobiliers	500,00	213,00	0,00	0,00	287,00
6156	Maintenance	9 500,00	14 875,05	2 690,16	0,00	-8 065,21
6161	Multirisques	5 200,00	4 475,84	0,00	0,00	724,16
6168	Autres primes d'assurance	12 000,00	9 418,80	0,00	0,00	2 581,20
6182	Documentation générale et technique	800,00	419,80	0,00	0,00	380,20
6184	Versements à des organismes de formation	7 300,00	1 403,59	1 815,00	0,00	4 081,41
6188	Autres frais divers	21 100,00	2 986,10	2 036,43	0,00	16 077,47
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	1 083,55	0,00	0,00	-1 083,55
6226	Honoraires	0,00	0,00	720,00	0,00	-720,00
6231	Annonces et insertions	500,00	-668,73	668,73	0,00	500,00
6232	Fêtes et cérémonies	38 600,00	16 243,54	860,80	0,00	21 495,66
6236	Catalogues et imprimés	4 200,00	2 361,12	0,00	0,00	1 838,88
6237	Publications	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00
6238	Divers	4 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
6247	Transports collectifs	14 800,00	2 168,72	1 822,92	0,00	10 808,36
6251	Voyages et déplacements	600,00	0,00	0,00	0,00	600,00
6256	Missions	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
6257	Réceptions	57 600,00	53 629,60	0,00	0,00	3 970,40
6261	Frais d'affranchissement	7 600,00	7 362,46	0,00	0,00	237,54
6262	Frais de télécommunications	14 900,00	10 194,31	286,64	0,00	4 419,05
6281	Concours divers (cotisations)	3 300,00	4 532,58	583,66	0,00	-1 816,24
6282	Frais de gardiennage	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	54 900,00	50 018,40	11 010,80	0,00	-6 129,20
6288	Autres services extérieurs	55 300,00	18 813,16	8 272,98	0,00	28 213,86
63512	Taxes foncières	9 300,00	9 285,00	0,00	0,00	15,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	3 600,00	702,06	409,19	0,00	2 488,75
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**1 518 000,00**	**1 272 524,89**	**113 788,89**	**0,00**	**131 686,22**
6331	Versement mobilité	10 514,00	9 659,54	0,00	0,00	854,46
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	4 206,00	3 864,29	0,00	0,00	341,71
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	7 571,00	6 956,36	0,00	0,00	614,64
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	2 524,00	2 326,59	0,00	0,00	197,41
64111	Rémunération principale titulaires	733 441,00	641 084,25	0,00	0,00	92 356,75
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	29 270,00	26 402,37	0,00	0,00	2 867,63
64118	Autres indemnités titulaires	153 496,00	149 024,29	0,00	0,00	4 471,71
64131	Rémunérations non tit.	83 105,00	102 585,42	0,00	0,00	-19 480,42
64136	Indemnités préavis licenciement non tit.	0,00	521,28	0,00	0,00	-521,28
64138	Autres indemnités non tit.	13 993,00	15 685,47	0,00	0,00	-1 692,47
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	142 168,00	135 627,00	0,00	0,00	6 541,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	250 001,00	214 421,86	0,00	0,00	35 579,14
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	3 829,00	4 777,97	0,00	0,00	-948,97
6455	Cotisations pour assurance du personnel	10 000,00	6 196,28	0,00	0,00	3 803,72
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	3 682,00	0,00	2 654,00	0,00	1 028,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	3 200,00	3 059,36	0,00	0,00	140,64
6475	Médecine du travail, pharmacie	4 000,00	-111,50	300,00	0,00	3 811,50
6478	Autres charges sociales diverses	3 000,00	444,06	0,00	0,00	2 555,94
6488	Autres charges	60 000,00	-50 000,00	110 834,89	0,00	-834,89
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**268 760,00**	**103 691,64**	**21 586,50**	**0,00**	**143 481,86**
6561	Secours d'urgence	20 000,00	5 852,00	0,00	0,00	14 148,00
6562	Aides	70 000,00	22 765,50	8 136,50	0,00	39 098,00
6568	Autres secours	8 000,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			
			Mandats émis	Charges rattachées	réaliser au 31/12	annulés
6574	Subv. fonct. Assoc., personnes privées	70 760,00	27 300,00	5 750,00	0,00	37 710,00
658	Charges diverses de gestion courante	100 000,00	47 774,14	7 700,00	0,00	44 525,86
656	**Frais de fonctionnement des groupes d'él**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)		**2 520 900,00**	**1 919 931,33**	**196 034,57**	**0,00**	**404 934,10**
66	**Charges financières (b)**	**88 000,00**	**79 901,85**	**6 903,98**	**0,00**	**1 194,17**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	88 000,00	86 937,84	0,00	0,00	1 062,16
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	-7 035,99	6 903,98	0,00	132,01
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**3 000,00**	**1 022,67**	**0,00**	**0,00**	**1 977,33**
673	Titres annulés (exercices antérieurs)	0,00	1 022,67	0,00	0,00	-1 022,67
678	Autres charges exceptionnelles	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (e)**	**50 800,00**				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e		**2 662 700,00**	**2 000 855,85**	**202 938,55**	**0,00**	**458 905,60**
023	***Virement à la section d'investissement***	***125 000,00***	***0,00***			***125 000,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)***	***36 000,00***	***33 402,02***			***2 597,98***
6811	*Dot. amort. Immos incorporelles et corpo*	*32 800,00*	*30 205,02*			*2 594,98*
6812	*Dot. amort. et prov. Charges à répartir*	*3 200,00*	*3 197,00*			*3,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***161 000,00***	***33 402,02***			***127 597,98***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (7)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***161 000,00***	***33 402,02***			***127 597,98***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**2 823 700,00**	**2 034 257,87**	**202 938,55**	**0,00**	**586 503,58**
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

Montant des ICNE de l'exercice	6 903,98
Montant des ICNE de l'exercice N-1	7 035,99
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-132,01

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(5) Dont 675 et 676.

(6)Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges**	**90 119,11**	**35 336,03**	**0,00**	**0,00**	**54 783,08**
6419	Remboursements rémunérations personnel	90 119,11	25 892,72	0,00	0,00	64 226,39
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	0,00	9 443,31	0,00	0,00	-9 443,31
70	**Produits services, domaine et ventes div**	***68 500,00***	***34 407,00***	***0,00***	***0,00***	***34 093,00***
7038	Autres redevances et recettes domaine	*3 000,00*	*4 919,00*	*0,00*	*0,00*	*-1 919,00*
7088	Autres produits d'activités annexes	*65 500,00*	*29 488,00*	*0,00*	*0,00*	*36 012,00*
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**1 842 400,00**	**1 860 412,90**	**0,00**	**0,00**	**-18 012,90**
74718	Autres participations Etat	34 400,00	29 922,74	0,00	0,00	4 477,26
7473	Participat° Départements	88 000,00	101 667,16	0,00	0,00	-13 667,16
7474	Participat° Communes	1 720 000,00	1 720 000,00	0,00	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	8 823,00	0,00	0,00	-8 823,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**388 000,00**	**374 791,46**	**0,00**	**0,00**	**13 208,54**
752	Revenus des immeubles	216 000,00	238 409,11	0,00	0,00	-22 409,11
758	Produits divers de gestion courante	172 000,00	136 382,35	0,00	0,00	35 617,65
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		**2 389 019,11**	**2 304 947,39**	**0,00**	**0,00**	**84 071,72**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**10 795,00**	**18 542,20**	**0,00**	**0,00**	**-7 747,20**
7718	Autres produits except. opérat° gestion	10 795,00	18 256,20	0,00	0,00	-7 461,20
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	286,00	0,00	0,00	-286,00
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		**2 399 814,11**	**2 323 489,59**	**0,00**	**0,00**	**76 324,52**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (6)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		**2 399 814,11**	**2 323 489,59**	**0,00**	**0,00**	**76 324,52**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**423 885,89**				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	15 000,00	5 790,00	7 000,00	2 210,00
205	Licences, logiciels, droits similaires	15 000,00	5 790,00	7 000,00	2 210,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf opérations)	475 700,00	323 542,44	14 345,00	137 812,56
2131	Bâtiments publics	310 000,00	250 915,55	0,00	59 084,45
2181	Installat° générales, agencements	32 995,00	5 359,20	0,00	27 635,80
2183	Matériel de bureau et informatique	25 000,00	7 519,70	12 000,00	5 480,30
2184	Mobilier	52 272,00	46 155,06	2 345,00	3 771,94
2188	Autres immobilisations corporelles	55 433,00	13 592,93	0,00	41 840,07
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	490 700,00	329 332,44	21 345,00	140 022,56
10	Dotations, fonds divers et réserves	60 000,00	60 000,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	60 000,00	60 000,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	55 000,00	40 835,95	0,00	14 164,05
1641	Emprunts en euros	40 000,00	39 204,14	0,00	795,86
165	Dépôts et cautionnements reçus	15 000,00	1 631,81	0,00	13 368,19
18	Compte de liaison : affectat° BA	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	Total des dépenses financières	115 000,00	100 835,95	0,00	14 164,05
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DEPENSES REELLES	605 700,00	430 168,39	21 345,00	154 186,61
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	Reprises sur autofinancement antérieur (5)	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	Charges transférées (6)	*0,00*	*0,00*		*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	605 700,00	430 168,39	21 345,00	154 186,61
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	0,00			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, *DI 040=RF 042.*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041.*

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

III – VOTE DU BUDGET

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	366 480,20	364 476,34	0,00	2 003,86
10222	FCTVA	6 480,20	4 476,34	0,00	2 003,86
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	360 000,00	360 000,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	15 000,00	8 920,94	0,00	6 079,06
18	Compte de liaison : affectat° BA	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immo.	0,00		0,00	
	Total des recettes financières	381 480,20	373 397,28	0,00	8 082,92
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES RECETTES REELLES	381 480,20	373 397,28	0,00	8 082,92
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*125 000,00*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)*	*36 000,00*	*33 402,02*		*2 597,98*
28172	*Aménagements de terrains (m. à dispo)*	*3 000,00*	*613,00*		*2 387,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*8 000,00*	*8 720,11*		*-720,11*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*8 000,00*	*9 229,40*		*-1 229,40*
28184	*Mobilier*	*6 000,00*	*7 437,93*		*-1 437,93*
28188	*Autres immo. corporelles*	*7 800,00*	*4 204,58*		*3 595,42*
4812	*Frais d'acquisition des immobilisations*	*3 200,00*	*3 197,00*		*3,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	*161 000,00*	*33 402,02*		*127 597,98*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	*161 000,00*	*33 402,02*		*127 597,98*
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	542 480,20	406 799,30	0,00	135 680,90
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	63 219,80			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *RI 040 = DF 042*.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041*.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

III – VOTE DU BUDGET

DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT

BJ

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

IV – ANNEXES

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1)

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux	5 Interventions sociales	6 Famille	TOTAL
INVESTISSEMENT					
REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)					
Dépenses réelles	39 999	356 402	17 643	16 125	430 168
- Equipements municipaux (2)		296 402	17 406	15 525	329 332
- Equip. non municipaux (c/204) (3)		0	0	0	0
- Opérations financières	39 999				39 999
Dépenses d'ordre	0				0
Solde d'exécution reporté de N-1	0				0
Total dépenses	**39 999**	**356 402**	**17 643**	**16 125**	**430 168**
Total recettes	**398 722**	**63 220**	**478**	**7 600**	**470 019**
Solde d'investissement	**358 723**	**-293 182**	**-17 165**	**-8 525**	**39 851**
RESTES A REALISER au 31/12/N					
Total RAR dépenses	**0**	**19 910**	**0**	**1 435**	**21 345**
Total RAR recettes	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
SOLDE RAR investissement	**0**	**-19 910**	**0**	**-1 435**	**-21 345**
FONCTIONNEMENT					
REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)					
Total dépenses	**120 758**	**944 590**	**701 307**	**470 541**	**2 237 196**
Total recettes	**0**	**2 170 125**	**473 469**	**103 781**	**2 747 375**
Solde de fonctionnement	**-120 758**	**1 225 535**	**-227 838**	**-366 760**	**510 179**
RESTES A REALISER au 31/12/N					
Total RAR dépenses	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total RAR recettes	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
SOLDE RAR fonctionnement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10. Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

IV – ANNEXES

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE — A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux	5 Interventions sociales	6 Famille	TOTAL
	INVESTISSEMENT					
	DEPENSES					
Total dépenses d'investissement		**39 999**	**376 312**	**17 643**	**17 560**	**451 513**
Dépenses réelles		39 999	376 312	17 643	17 560	451 513
010	Stocks	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	60 000	0	0	60 000
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0	60 000	0	0	60 000
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0
16	Emprunts et dettes assimilées	39 999	0	237	600	40 836
1641	Emprunts en euros	39 204	0	0	0	39 204
165	Dépôts et cautionnements reçus	794	0	237	600	1 632
18	Compte de liaison : affectat° BA	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	7 510	5 280	0	12 790
205	Licences, logiciels, droits similaires	0	7 510	5 280	0	12 790
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	308 802	12 126	16 960	337 887
2131	Bâtiments publics	0	250 916	0	0	250 916
2181	Installat° générales, agencements	0	0	0	5 359	5 359
2183	Matériel de bureau et informatique	0	17 438	1 130	952	19 520
2184	Mobilier	0	39 794	0	8 707	48 500
2188	Autres immobilisations corporelles	0	655	10 995	1 943	13 593
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0
Opérations d'équipement		0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
041	*Opérations patrimoniales*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
001 Solde d'exécution reporté de N-1		0	0	0	0	0
	RECETTES					
Total recettes d'investissement		**398 722**	**63 220**	**478**	**7 600**	**470 019**
Recettes réelles		365 320	0	478	7 600	373 397
010	Stocks	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	364 476	0	0	0	364 476
10222	FCTVA	4 476	0	0	0	4 476
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	360 000	0	0	0	360 000
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0
16	Emprunts et dettes assimilées	843	0	478	7 600	8 921
165	Dépôts et cautionnements reçus	843	0	478	7 600	8 921
18	Compte de liaison : affectat° BA	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		*33 402*	*0*	*0*	*0*	*33 402*

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux	Interv sociales		
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*33 402*	*0*	*0*	*0*	*33 402*
28172	*Aménagements de terrains (m. à dispo)*	*613*	*0*	*0*	*0*	*613*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*8 720*	*0*	*0*	*0*	*8 720*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*9 229*	*0*	*0*	*0*	*9 229*
28184	*Mobilier*	*7 438*	*0*	*0*	*0*	*7 438*
28188	*Autres immo. corporelles*	*4 205*	*0*	*0*	*0*	*4 205*
4812	*Frais d'acquisition des immobilisations*	*3 197*	*0*	*0*	*0*	*3 197*
041	*Opérations patrimoniales*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
001 Solde d'exécution reporté de N-1		0	63 220	0	0	63 220

FONCTIONNEMENT

DEPENSES

Total dépenses de fonctionnement		**120 758**	**944 590**	**701 307**	**470 541**	**2 237 196**
Dépenses réelles		87 356	944 590	701 307	470 541	2 203 794
011	Charges à caractère général	551	62 999	247 930	292 894	604 374
60611	Eau et assainissement	0	0	1 385	8 216	9 601
60612	Energie - Electricité	0	2 580	1 093	4 532	8 206
60622	Carburants	0	853	0	0	853
60623	Alimentation	0	772	2 832	17 240	20 844
60628	Autres fournitures non stockées	0	4 153	1 985	3 221	9 358
60631	Fournitures d'entretien	0	-500	0	1 587	1 087
60632	Fournitures de petit équipement	0	1 526	1 844	6 293	9 663
6064	Fournitures administratives	0	3 008	1 872	309	5 189
611	Contrats de prestations de services	0	4 740	2 860	3 410	11 010
6132	Locations immobilières	0	0	171 721	103 972	275 694
6135	Locations mobilières	0	0	0	1 062	1 062
614	Charges locatives et de copropriété	0	1 958	0	0	1 958
61521	Entretien terrains	0	0	0	0	0
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0	6 603	815	336	7 754
61551	Entretien matériel roulant	0	1 401	0	0	1 401
61558	Entretien autres biens mobiliers	0	48	0	165	213
6156	Maintenance	551	4 077	12 900	37	17 565
6161	Multirisques	0	4 476	0	0	4 476
6168	Autres primes d'assurance	0	9 419	0	0	9 419
6182	Documentation générale et technique	0	365	55	0	420
6184	Versements à des organismes de formation	0	1 404	1 500	315	3 219
6188	Autres frais divers	0	600	5 491	-1 069	5 023
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0	1 040	0	44	1 084
6226	Honoraires	0	0	720	0	720
6231	Annonces et insertions	0	-331	0	331	0
6232	Fêtes et cérémonies	0	1 244	214	15 647	17 104
6236	Catalogues et imprimés	0	167	542	1 653	2 361
6247	Transports collectifs	0	0	0	3 992	3 992
6257	Réceptions	0	70	0	53 560	53 630
6261	Frais d'affranchissement	0	1 161	1 592	4 610	7 362
6262	Frais de télécommunications	0	388	9 174	919	10 481
6281	Concours divers (cotisations)	0	5 116	0	0	5 116
6283	Frais de nettoyage des locaux	0	3 679	22 289	35 062	61 029
6288	Autres services extérieurs	0	0	746	26 340	27 086
63512	Taxes foncières	0	2 985	6 300	0	9 285
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0	0	0	1 111	1 111
012	Charges de personnel, frais assimilés	0	848 538	360 129	177 647	1 386 314
6331	Versement mobilité	0	5 617	2 769	1 273	9 660
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0	2 247	1 108	509	3 864
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0	4 045	1 994	917	6 956
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	0	1 353	665	310	2 327
64111	Rémunération principale titulaires	0	406 187	139 481	95 416	641 084
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0	15 838	6 653	3 912	26 402
64118	Autres indemnités titulaires	0	102 500	30 437	16 087	149 024
64131	Rémunérations non tit.	0	28 392	69 321	4 872	102 585
64136	Indemnités préavis licenciement non tit.	0	0	0	521	521

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux	Interv sociales		
64138	Autres indemnités non tit.	0	6 795	8 466	425	15 685
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0	73 446	45 846	16 335	135 627
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0	134 234	49 115	31 073	214 422
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0	1 392	3 150	235	4 778
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0	6 196	0	0	6 196
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	0	2 654	0	0	2 654
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0	1 528	1 124	408	3 059
6475	Médecine du travail, pharmacie	0	-183	0	372	189
6478	Autres charges sociales diverses	0	0	0	444	444
6488	Autres charges	0	56 297	0	4 538	60 835
014	Atténuations de produits	0	0	0	0	0
65	Autres charges de gestion courante	0	33 052	92 226	0	125 278
6561	Secours d'urgence	0	0	5 852	0	5 852
6562	Aides	0	0	30 902	0	30 902
6574	Subv. fonct. Assoc., personnes privées	0	33 050	0	0	33 050
658	Charges diverses de gestion courante	0	2	55 472	0	55 474
656	Frais de fonctionnement des groupes d'él	0	0	0	0	0
66	Charges financières	86 806	0	0	0	86 806
66111	Intérêts réglés à l'échéance	86 938	0	0	0	86 938
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-132	0	0	0	-132
67	Charges exceptionnelles	0	0	1 023	0	1 023
673	Titres annulés (exercices antérieurs)	0	0	1 023	0	1 023
68	Dot. aux amortissements et provisions	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*33 402*	*0*	*0*	*0*	*33 402*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*33 402*	*0*	*0*	*0*	*33 402*
6811	*Dot. amort. Immos incorporelles et corpo*	*30 205*	*0*	*0*	*0*	*30 205*
6812	*Dot. amort. et prov. Charges à répartir*	*3 197*	*0*	*0*	*0*	*3 197*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
002 Déficit de fonctionnement reporté		0	0	0	0	0

RECETTES						
Total recettes de fonctionnement		**0**	**2 170 125**	**473 469**	**103 781**	**2 747 375**
Recettes réelles		0	1 746 239	473 469	103 781	2 323 490
013	Atténuations de charges	0	1 572	0	33 764	35 336
6419	Remboursements rémunérations personnel	0	1 572	0	24 321	25 893
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	0	0	0	9 443	9 443
70	Produits services, domaine et ventes div	0	0	0	34 407	34 407
7038	Autres redevances et recettes domaine	0	0	0	4 919	4 919
7088	Autres produits d'activités annexes	0	0	0	29 488	29 488
73	Impôts et taxes	0	0	0	0	0
74	Dotations et participations	0	1 721 010	131 603	7 800	1 860 413
74718	Autres participations Etat	0	1 010	28 913	0	29 923
7473	Participat° Départements	0	0	93 867	7 800	101 667
7474	Participat° Communes	0	1 720 000	0	0	1 720 000
7478	Participat° Autres organismes	0	0	8 823	0	8 823
75	Autres produits de gestion courante	0	5 401	341 580	27 810	374 791
752	Revenus des immeubles	0	5 400	205 199	27 810	238 409
758	Produits divers de gestion courante	0	1	136 381	0	136 382
76	Produits financiers	0	0	0	0	0
77	Produits exceptionnels	0	18 256	286	0	18 542
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0	18 256	0	0	18 256
7788	Produits exceptionnels divers	0	0	286	0	286
78	Reprise sur amortissements et provisions	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
002 Excédent de fonctionnement reporté		0	423 886	0	0	423 886

(1)Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 0 – Services généraux

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale du C.C.A.S.	Total
DEPENSES		**120 758,44**	**944 589,77**	**1 065 348,21**
Réalisations		**120 758,44**	**944 589,77**	**1 065 348,21**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**550,59**	**62 999,33**	**63 549,92**
60612	Energie - Electricité	0,00	2 580,33	2 580,33
60622	Carburants	0,00	852,77	852,77
60623	Alimentation	0,00	772,05	772,05
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	4 152,54	4 152,54
60631	Fournitures d'entretien	0,00	-500,00	-500,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	1 525,83	1 525,83
6064	Fournitures administratives	0,00	3 008,29	3 008,29
611	Contrats de prestations de services	0,00	4 740,00	4 740,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	1 958,06	1 958,06
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0,00	6 602,90	6 602,90
61551	Entretien matériel roulant	0,00	1 401,27	1 401,27
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	48,00	48,00
6156	Maintenance	550,59	4 077,40	4 627,99
6161	Multirisques	0,00	4 475,84	4 475,84
6168	Autres primes d'assurance	0,00	9 418,80	9 418,80
6182	Documentation générale et technique	0,00	364,80	364,80
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	1 403,59	1 403,59
6188	Autres frais divers	0,00	600,00	600,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	1 039,63	1 039,63
6231	Annonces et insertions	0,00	-331,27	-3
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	1 243,50	1 2
6236	Catalogues et imprimés	0,00	166,56	1
6257	Réceptions	0,00	69,60	
6261	Frais d'affranchissement	0,00	1 160,84	1 1
6262	Frais de télécommunications	0,00	387,96	3
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	5 116,24	5 1
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	3 678,80	3 6
63512	Taxes foncières	0,00	2 985,00	2 9
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**848 538,40**	**848 5**
6331	Versement mobilité	0,00	5 617,10	5 6
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	2 247,35	2 2
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	4 045,14	4 0
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	0,00	1 352,51	1 3
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	406 187,48	406 1
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	15 837,55	15 8

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale du C.C.A.S.	Total
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	102 500,02	102 500,02
64131	Rémunérations non tit.	0,00	28 392,34	28 392,34
64138	Autres indemnités non tit.	0,00	6 795,05	6 795,05
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	73 445,96	73 445,96
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	134 233,87	134 233,87
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	1 392,34	1 392,34
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	6 196,28	6 196,28
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	0,00	2 654,00	2 654,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	1 528,10	1 528,10
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	-183,50	-183,50
6488	Autres charges	0,00	56 296,81	56 296,81
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**33 402,02**	**0,00**	**33 402,02**
6811	Dot. amort. Immos incorporelles et corpo	30 205,02	0,00	30 205,02
6812	Dot. amort. et prov. Charges à répartir	3 197,00	0,00	3 197,00
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**33 052,04**	**33 052,04**
6574	Subv. fonct. Assoc., personnes privées	0,00	33 050,00	33 050,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	2,04	2,04
656	**Frais de fonctionnement des groupes d'él**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**86 805,83**	**0,00**	**86 805,83**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	86 937,84	0,00	86 937,84
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	-132,01	0,00	-132,01
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**0,00**	**2 170 125,00**	**2 170 125,00**
	Réalisations	**0,00**	**2 170 125,00**	**2 170 125,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**423 885,89**	**423 885,89**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**1 571,89**	**1 571,89**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	1 571,89	1 571,89
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits services, domaine et ventes div**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**1 721 009,74**	**1 721**
74718	Autres participations Etat	0,00	1 009,74	1
7474	Participat° Communes	0,00	1 720 000,00	1 720
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**5 401,28**	**5**
752	Revenus des immeubles	0,00	5 400,00	5
758	Produits divers de gestion courante	0,00	1,28	
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**18 256,20**	**18**
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	18 256,20	18
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale du C.C.A.S.	Total
SOLDE (3)		-120 758,44	1 225 535,23	1 104 776,79

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 5 – Interventions sociales

(2)	Libellé	Sous-fonction 52				Total
		521 Services pour handicapés et inadaptés	522 Actions pour l'enfance et l'adolescence	523 Actions pour les personnes en difficulté	524 Autres services	
DEPENSES		**54 740,96**	**6 300,00**	**637 433,25**	**2 833,00**	**701 307,21**
Réalisations		54 740,96	6 300,00	637 433,25	2 833,00	701 307,21
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**54 740,96**	**6 300,00**	**185 078,37**	**1 810,33**	**247 929,66**
60611	Eau et assainissement	87,89	0,00	1 297,51	0,00	1 385,40
60612	Energie - Electricité	1 057,98	0,00	518,42	-483,39	1 093,01
60623	Alimentation	929,70	0,00	1 901,94	0,00	2 831,64
60628	Autres fournitures non stockées	319,05	0,00	1 665,58	0,00	1 984,63
60632	Fournitures de petit équipement	220,93	0,00	1 622,88	0,00	1 843,81
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	1 872,34	0,00	1 872,34
611	Contrats de prestations de services	2 860,00	0,00	0,00	0,00	2 860,00
6132	Locations immobilières	43 973,62	0,00	126 246,13	1 501,56	171 721,31
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,01	0,00	0,01
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0,00	0,00	815,20	0,00	815,20
6156	Maintenance	0,00	0,00	12 899,95	0,00	12 899,95
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	55,00	0,00	55,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	1 500,00	0,00	1
6188	Autres frais divers	132,00	0,00	5 359,33	0,00	5
6226	Honoraires	0,00	0,00	720,00	0,00	
6232	Fêtes et cérémonies	53,40	0,00	160,20	0,00	
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	541,68	0,00	
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	1 591,76	0,00	1
6262	Frais de télécommunications	962,39	0,00	7 419,64	792,16	9
6283	Frais de nettoyage des locaux	3 948,00	0,00	18 340,80	0,00	22
6288	Autres services extérieurs	196,00	0,00	550,00	0,00	
63512	Taxes foncières	0,00	6 300,00	0,00	0,00	6
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**360 128,78**	**0,00**	**360**
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	2 768,99	0,00	2
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	1 107,64	0,00	1
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	1 993,86	0,00	1
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	0,00	0,00	664,54	0,00	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

(2)	Libellé	Sous-fonction 52				Total
		521 Services pour handicapés et inadaptés	522 Actions pour l'enfance et l'adolescence	523 Actions pour les personnes en difficulté	524 Autres services	
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	139 481,05	0,00	139 481,05
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	6 653,14	0,00	6 653,14
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	30 437,48	0,00	30 437,48
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	69 321,11	0,00	69 321,11
64138	Autres indemnités non tit.	0,00	0,00	8 465,57	0,00	8 465,57
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	45 846,08	0,00	45 846,08
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	49 115,25	0,00	49 115,25
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	3 150,42	0,00	3 150,42
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	1 123,65	0,00	1 123,65
014	**Atténuations de produits**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	**Autres charges de gestion courante**	0,00	0,00	92 226,10	0,00	92 226,10
6561	Secours d'urgence	0,00	0,00	5 852,00	0,00	5 852,00
6562	Aides	0,00	0,00	30 902,00	0,00	30 902,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	55 472,10	0,00	55 472,10
656	**Frais de fonctionnement des groupes d'él**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	**Charges financières**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles**	0,00	0,00	0,00	1 022,67	1 022,67
673	Titres annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	1 022,67	1 022,67
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		70 993,21	136 381,07	266 095,06	0,00	473 469,34
Réalisations		70 993,21	136 381,07	266 095,06	0,00	473 469,34
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	**Atténuations de charges**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	**Produits services, domaine et ventes div**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	**Dotations et participations**	15 000,00	0,00	116 603,16	0,00	131 6
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	28 913,00	0,00	28 9
7473	Participat° Départements	15 000,00	0,00	78 867,16	0,00	93 8
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	8 823,00	0,00	8 8
75	**Autres produits de gestion courante**	55 993,21	136 381,07	149 205,90	0,00	341 5
752	Revenus des immeubles	55 993,21	0,00	149 205,90	0,00	205 1
758	Produits divers de gestion courante	0,00	136 381,07	0,00	0,00	136 3
76	**Produits financiers**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

(2)	Libellé	Sous-fonction 52				Total
		521 Services pour handicapés et inadaptés	522 Actions pour l'enfance et l'adolescence	523 Actions pour les personnes en difficulté	524 Autres services	
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	286,00	0,00	286,00
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	0,00	286,00	0,00	286,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		16 252,25	130 081,07	-371 338,19	-2 833,00	-227 837,87

(2)	Libellé	Sous-fonction 521				Sous-fonction 522			
		5210 Services Communs	5211 Etablissements	5212 Services (de maintien à domicile)	5213 Autres	5220 Services communs	5221 Etablissements	5222 Services	5223 Autres
DEPENSES		0,00	0,00	54 740,96	0,00	0,00	6 300,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	54 740,96	0,00	0,00	6 300,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	54 740,96	0,00	0,00	6 300,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	87,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	1 057,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	929,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	319,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	220,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	2 860,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	43 973,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	132,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	53,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	962,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	3 948,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	196,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 300,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
656	Frais de fonctionnement des groupes d'él	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
RECETTES		0,00	0,00	70 993,21	0,00	136 381,07	0,00	0,00	
Réalisations		0,00	0,00	70 993,21	0,00	136 381,07	0,00	0,00	
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

(2)	Libellé	Sous-fonction 521				Sous-fonction 522			
		5210 Services Communs	5211 Etablissements	5212 Services (de maintien à domicile)	5213 Autres	5220 Services communs	5221 Etablissements	5222 Services	5223 Autres
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participat° Départements	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	55 993,21	0,00	136 381,07	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	55 993,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	136 381,07	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	0,00	0,00	16 252,25	0,00	136 381,07	-6 300,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 523							
		5230 Services communs	5231 Etablissements	5232 Services	5233 Logement social	5234 Aides aux personnes	5235 Aide sociale légale	5236 Actions d'insertion	5238 Autres
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	149 972,21	13 729,42	100 956,57	372 775,05	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	149 972,21	13 729,42	100 956,57	372 775,05	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	149 972,21	13 729,42	8 730,47	12 646,27	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	1 297,51	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	518,42	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	1 815,03	86,91	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	1 403,29	262,29	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	1 622,88	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	-98,09	0,00	1 481,91	488,52	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	118 146,13	8 100,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0,00	0,00	0,00	815,20	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	10 759,29	103,62	1 718,27	318,77	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	5 359,33	0,00	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	0,00	0,00	0,00	720,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	160,20	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	350,64	191,04	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	942,11	649,65	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	1 471,81	3 325,96	1 224,54	1 397,33	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	5 431,20	0,00	3 117,60	9 792,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	550,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

(2)	Libellé	Sous-fonction 523							
		5230 Services communs	5231 Etablissements	5232 Services	5233 Logement social	5234 Aides aux personnes	5235 Aide sociale légale	5236 Actions d'insertion	5238 Autres
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**360 128,78**	**0,00**
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 768,99	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 107,64	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 993,86	0,00
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	664,54	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	139 481,05	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 653,14	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 437,48	0,00
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	69 321,11	0,00
64138	Autres indemnités non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 465,57	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 846,08	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	49 115,25	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 150,42	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 123,65	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**92 226,10**	**0,00**	**0,00**
6561	Secours d'urgence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 852,00	0,00	0,00
6562	Aides	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 902,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 472,10	0,00	0,00
656	**Frais de fonctionnement des groupes d'él**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**173 028,90**	**0,00**	**56 130,49**	**36 935,67**	**0,00**
	Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**173 028,90**	**0,00**	**56 130,49**	**36 935,67**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits services, domaine et ventes div**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**23 823,00**	**0,00**	**55 844,49**	**36 935,67**	**0,00**
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 913,00	0,00	0,00
7473	Participat° Départements	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	26 931,49	36 935,67	0,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	0,00	8 823,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**149 205,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	149 205,90	0,00	0,00	0,00	0,00
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**286,00**	**0,00**	**0,00**
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	286,00	0,00	0,00
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

(2)	Libellé	Sous-fonction 523							
		5230 Services communs	5231 Etablissements	5232 Services	5233 Logement social	5234 Aides aux personnes	5235 Aide sociale légale	5236 Actions d'insertion	5238 Autres
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	23 056,69	-13 729,42	-44 826,08	-335 839,38	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 524		
		5240 Services communs	5241 Etablissements	5242 Services
DEPENSES		2 833,00	0,00	0,00
Réalisations		2 833,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	1 810,33	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	-483,39	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	1 501,56	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	792,16	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00
656	Frais de fonctionnement des groupes d'él	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	1 022,67	0,00	0,00
673	Titres annulés (exercices antérieurs)	1 022,67	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-2 833,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT

A1.1

FONCTION 6 – Famille

(2)	Libellé	61 Services en faveur des personnes âgées	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65	Total
DEPENSES		**470 541,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**470 541,00**
Réalisations		**470 541,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**470 541,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**292 894,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**292 894,40**
60611	Eau et assainissement	8 215,82	0,00	0,00	0,00	8 215,82
60612	Energie - Electricité	4 532,17	0,00	0,00	0,00	4 532,17
60623	Alimentation	17 240,13	0,00	0,00	0,00	17 240,13
60628	Autres fournitures non stockées	3 220,63	0,00	0,00	0,00	3 220,63
60631	Fournitures d'entretien	1 586,71	0,00	0,00	0,00	1 586,71
60632	Fournitures de petit équipement	6 293,16	0,00	0,00	0,00	6 293,16
6064	Fournitures administratives	308,68	0,00	0,00	0,00	308,68
611	Contrats de prestations de services	3 410,00	0,00	0,00	0,00	3 410,00
6132	Locations immobilières	103 972,43	0,00	0,00	0,00	103 972,43
6135	Locations mobilières	1 061,60	0,00	0,00	0,00	1 061,60
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	336,00	0,00	0,00	0,00	336,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	165,00	0,00	0,00	0,00	165,00
6156	Maintenance	37,27	0,00	0,00	0,00	37,27
6184	Versements à des organismes de formation	315,00	0,00	0,00	0,00	315,00
6188	Autres frais divers	-1 068,80	0,00	0,00	0,00	-1 068,80
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	43,92	0,00	0,00	0,00	43,92
6231	Annonces et insertions	331,27	0,00	0,00	0,00	331,27
6232	Fêtes et cérémonies	15 647,24	0,00	0,00	0,00	15 647,24
6236	Catalogues et imprimés	1 652,88	0,00	0,00	0,00	1 652,88
6247	Transports collectifs	3 991,64	0,00	0,00	0,00	3 991,64
6257	Réceptions	53 560,00	0,00	0,00	0,00	53 560,00
6261	Frais d'affranchissement	4 609,86	0,00	0,00	0,00	4 609,86
6262	Frais de télécommunications	918,80	0,00	0,00	0,00	918,80
6283	Frais de nettoyage des locaux	35 061,60	0,00	0,00	0,00	35 061,60
6288	Autres services extérieurs	26 340,14	0,00	0,00	0,00	26 340,14
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	1 111,25	0,00	0,00	0,00	1 111,25
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**177 646,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**177 646,60**
6331	Versement mobilité	1 273,45	0,00	0,00	0,00	1 273,45
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	509,30	0,00	0,00	0,00	509,30
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	917,36	0,00	0,00	0,00	917,36
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	309,54	0,00	0,00	0,00	309,54
64111	Rémunération principale titulaires	95 415,72	0,00	0,00	0,00	95 415,72
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	3 911,68	0,00	0,00	0,00	3 911,68
64118	Autres indemnités titulaires	16 086,79	0,00	0,00	0,00	16 086,79

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

(2)	Libellé	61 Services en faveur des personnes âgées	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65	Total
64131	Rémunérations non tit.	4 871,97	0,00	0,00	0,00	4 871,97
64136	Indemnités préavis licenciement non tit.	521,28	0,00	0,00	0,00	521,28
64138	Autres indemnités non tit.	424,85	0,00	0,00	0,00	424,85
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	16 334,96	0,00	0,00	0,00	16 334,96
6453	Cotisations aux caisses de retraites	31 072,74	0,00	0,00	0,00	31 072,74
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	235,21	0,00	0,00	0,00	235,21
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	407,61	0,00	0,00	0,00	407,61
6475	Médecine du travail, pharmacie	372,00	0,00	0,00	0,00	372,00
6478	Autres charges sociales diverses	444,06	0,00	0,00	0,00	444,06
6488	Autres charges	4 538,08	0,00	0,00	0,00	4 538,08
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
656	**Frais de fonctionnement des groupes d'él**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**103 781,14**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**103 781,14**
	Réalisations	**103 781,14**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**103 781,14**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**33 764,14**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**33 764,14**
6419	Remboursements rémunérations personnel	24 320,83	0,00	0,00	0,00	24 320,83
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	9 443,31	0,00	0,00	0,00	9 443,31
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits services, domaine et ventes div**	**34 407,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**34 407,00**
7038	Autres redevances et recettes domaine	4 919,00	0,00	0,00	0,00	4 919,00
7088	Autres produits d'activités annexes	29 488,00	0,00	0,00	0,00	29 488,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**7 800,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 800,00**
7473	Participat° Départements	7 800,00	0,00	0,00	0,00	7 800,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**27 810,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**27 810,00**
752	Revenus des immeubles	27 810,00	0,00	0,00	0,00	27 810,00
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (2)	**-366 759,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-366 759,86**

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

(2)	Libellé	Sous-fonction 61			
		610 Services communs	611 Etablissements	612 Services	613 Autres
DEPENSES		172 708,38	158 313,42	139 519,20	0,00
Réalisations		172 708,38	158 313,42	139 519,20	0,00
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	0,00	0,00	0,00	0,00
011	**Charges à caractère général**	43,92	158 313,42	134 537,06	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	1 990,09	6 225,73	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	4 532,17	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	1 909,55	15 330,58	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	1 087,54	2 133,09	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	1 586,71	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	4 024,47	2 268,69	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	306,28	2,40	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	3 410,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	103 972,43	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	561,60	500,00	0,00
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	0,00	336,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	165,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	37,27	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	315,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	-348,80	-720,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	43,92	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	331,27	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	320,40	15 326,84	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	1 652,88	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	3 991,64	0,00	0,00
6257	Réceptions	0,00	0,00	53 560,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	4 609,86	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	693,20	225,60	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	3 732,00	31 329,60	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	26 043,14	297,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	1 111,25	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	172 664,46	0,00	4 982,14	
6331	Versement mobilité	1 273,45	0,00	0,00	
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	509,30	0,00	0,00	
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	917,36	0,00	0,00	
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	309,54	0,00	0,00	
64111	Rémunération principale titulaires	95 415,72	0,00	0,00	
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	3 911,68	0,00	0,00	
64118	Autres indemnités titulaires	16 086,79	0,00	0,00	
64131	Rémunérations non tit.	4 871,97	0,00	0,00	
64136	Indemnités préavis licenciement non tit.	521,28	0,00	0,00	
64138	Autres indemnités non tit.	424,85	0,00	0,00	
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	16 334,96	0,00	0,00	
6453	Cotisations aux caisses de retraites	31 072,74	0,00	0,00	
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	235,21	0,00	0,00	
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	407,61	0,00	0,00	
6475	Médecine du travail, pharmacie	372,00	0,00	0,00	
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	444,06	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

(2)	Libellé	Sous-fonction 61			
		610 Services communs	611 Etablissements	612 Services	613 Autres
6488	Autres charges	0,00	0,00	4 538,08	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais de fonctionnement des groupes d'él	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	65 098,00	38 683,14	0,00
	Réalisations	0,00	65 098,00	38 683,14	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	33 764,14	0,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	24 320,83	0,00
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	0,00	0,00	9 443,31	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00	29 488,00	4 919,00	0,00
7038	Autres redevances et recettes domaine	0,00	0,00	4 919,00	0,00
7088	Autres produits d'activités annexes	0,00	29 488,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	7 800,00	0,00	0,00
7473	Participat° Départements	0,00	7 800,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	27 810,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	27 810,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	-172 708,38	-93 215,42	-100 836,06	

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établi public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au n plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 appa à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 0 – Services généraux

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale du C.C.A.S.	Total
DEPENSES (2)		**39 998,54**	**376 311,67**	**416 310,21**
Réalisations		**39 998,54**	**356 401,67**	**396 400,21**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**60 000,00**	**60 000,00**
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	60 000,00	60 000,00
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**39 998,54**	**0,00**	**39 998,54**
1641	Emprunts en euros	39 204,14	0,00	39 204,14
165	Dépôts et cautionnements reçus	794,40	0,00	794,40
18	**Compte de liaison : affectat° BA**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**510,00**	**510,00**
205	Licences, logiciels, droits similaires	0,00	510,00	510,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**295 891,67**	**295 891,67**
2131	Bâtiments publics	0,00	250 915,55	250 915,55
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	5 437,70	5 437,70
2184	Mobilier	0,00	38 883,52	38 8
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	654,90	6
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**19 910,00**	**19 9**
RECETTES (2)		**398 721,56**	**63 219,80**	**461 9**
Réalisations		**398 721,56**	**63 219,80**	**461 9**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**63 219,80**	**63 2**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale du C.C.A.S.	Total
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**33 402,02**	**0,00**	**33 402,02**
28172	Aménagements de terrains (m. à dispo)	613,00	0,00	613,00
28181	Installations générales, aménagt divers	8 720,11	0,00	8 720,11
28183	Matériel de bureau et informatique	9 229,40	0,00	9 229,40
28184	Mobilier	7 437,93	0,00	7 437,93
28188	Autres immo. corporelles	4 204,58	0,00	4 204,58
4812	Frais d'acquisition des immobilisations	3 197,00	0,00	3 197,00
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**364 476,34**	**0,00**	**364 476,34**
10222	FCTVA	4 476,34	0,00	4 476,34
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	360 000,00	0,00	360 000,00
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**843,20**	**0,00**	**843,20**
165	Dépôts et cautionnements reçus	843,20	0,00	843,20
18	**Compte de liaison : affectat° BA**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**358 723,02**	**-313 091,87**	**45 631,15**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 00 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 5 – Interventions sociales

(1)	Libellé	Sous-fonction 52				Total
		521 Services pour handicapés et inadaptés	522 Actions pour l'enfance et l'adolescence	523 Actions pour les personnes en difficulté	524 Autres services	
DEPENSES (2)		2 380,80	0,00	15 262,27	0,00	17 643,07
Réalisations		2 380,80	0,00	15 262,27	0,00	17 643,07
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	237,41	0,00	0,00	0,00	237,41
165	Dépôts et cautionnements reçus	237,41	0,00	0,00	0,00	237,41
18	Compte de liaison : affectat° BA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	5 280,00	0,00	5 280,00
205	Licences, logiciels, droits similaires	0,00	0,00	5 280,00	0,00	5 280,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	2 143,39	0,00	9 982,27	0,00	12 125,66
2183	Matériel de bureau et informatique	285,60	0,00	844,80	0,00	1 130,40
2188	Autres immobilisations corporelles	1 857,79	0,00	9 137,47	0,00	10 9
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	
RECETTES (2)		477,74	0,00	0,00	0,00	4
Réalisations		477,74	0,00	0,00	0,00	4
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 52				Total
		521 Services pour handicapés et inadaptés	522 Actions pour l'enfance et l'adolescence	523 Actions pour les personnes en difficulté	524 Autres services	
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	477,74	0,00	0,00	0,00	477,74
165	Dépôts et cautionnements reçus	477,74	0,00	0,00	0,00	477,74
18	Compte de liaison : affectat° BA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-1 903,06	0,00	-15 262,27	0,00	-17 165,33

(1)	Libellé	Sous-fonction 521				Sous-fonction 522			
		5210 Services Communs	5211 Etablissements	5212 Services (de maintien à domicile)	5213 Autres	5220 Services communs	5221 Etablissements	5222 Services	5223 Autres
DEPENSES (2)		0,00	0,00	2 380,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	2 380,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	237,41	0,00	0,00	0,00	0,00	
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	237,41	0,00	0,00	0,00	0,00	
18	Compte de liaison : affectat° BA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	2 143,39	0,00	0,00	0,00	0,00	
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	285,60	0,00	0,00	0,00	0,00	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 521				Sous-fonction 522			
		5210 Services Communs	5211 Etablissements	5212 Services (de maintien à domicile)	5213 Autres	5220 Services communs	5221 Etablissements	5222 Services	5223 Autres
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	1 857,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	477,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	477,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	477,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	477,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° BA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	-1 903,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 523							
		5230 Services communs	5231 Etablissements	5232 Services	5233 Logement social	5234 Aides aux personnes	5235 Aide sociale légale	5236 Actions d'insertion	5238 Autres
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	9 280,27	0,00	5 982,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	9 280,27	0,00	5 982,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 523							
		5230 Services communs	5231 Etablissements	5232 Services	5233 Logement social	5234 Aides aux personnes	5235 Aide sociale légale	5236 Actions d'insertion	5238 Autres
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° BA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 280,00	0,00	0,00
205	Licences, logiciels, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 280,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	9 280,27	0,00	702,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	142,80	0,00	702,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	9 137,47	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° BA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 523							
		5230 Services communs	5231 Etablissements	5232 Services	5233 Logement social	5234 Aides aux personnes	5235 Aide sociale légale	5236 Actions d'insertion	5238 Autres
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	-9 280,27	0,00	-5 982,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 524		
		5240 Services communs	5241 Etablissements	5242 Services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° BA	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 524		
		5240 Services communs	5241 Etablissements	5242 Services
18	Compte de liaison : affectat° BA	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	61 Services en faveur des personnes âgées	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Autres	Total
DEPENSES (2)		**17 560,11**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 560,11**
Réalisations		**16 125,11**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 125,11**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**600,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**600,00**
165	Dépôts et cautionnements reçus	600,00	0,00	0,00	0,00	600,00
18	**Compte de liaison : affectat° BA**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**15 525,11**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 525,11**
2181	Installat° générales, agencements	5 359,20	0,00	0,00	0,00	5 359,20
2183	Matériel de bureau et informatique	951,60	0,00	0,00	0,00	951,60
2184	Mobilier	7 271,54	0,00	0,00	0,00	7 271,54
2188	Autres immobilisations corporelles	1 942,77	0,00	0,00	0,00	1 942,77
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**1 435,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 4**
RECETTES (2)		**7 600,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 6**
Réalisations		**7 600,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 6**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

(1)	Libellé	61 Services en faveur des personnes âgées	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Autres	Total
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	7 600,00	0,00	0,00	0,00	7 600,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	7 600,00	0,00	0,00	0,00	7 600,00
18	Compte de liaison : affectat° BA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-9 960,11	0,00	0,00	0,00	-9 960,11

(1)	Libellé	Sous-fonction 61			
		610 Services communs	611 Etablissements	612 Services	613 Autres
DEPENSES (2)		0,00	16 258,11	1 302,00	0,00
Réalisations		0,00	14 823,11	1 302,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	600,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	600,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° BA	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	14 823,11	702,00	0,00
2181	Installat° générales, agencements	0,00	5 359,20	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	249,60	702,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	7 271,54	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	1 942,77	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

(1)	Libellé	Sous-fonction 61			
		610 Services communs	611 Etablissements	612 Services	613 Autres
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	1 435,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	6 700,00	900,00	0,00
Réalisations		0,00	6 700,00	900,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	6 700,00	900,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	6 700,00	900,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° BA	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-9 558,11	-402,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A2.1

A2.1 - DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

nature (pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	montant maximum autorisé au 01/01/2021	montants des tirages en 2021	montants des remboursements 2021		encours restant dû au 31/12/2021
				intérêts (3)	remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5192 Avances de trésorerie		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
51931 Lignes de trésorerie		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5194 Billets de trésorerie		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5198 Autres crédits de trésorerie		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
519 Crédits de trésorerie (Total)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Circulaire n°NOR/INT/B/89/00071/C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision du maire de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L.2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6611 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

A2.2 - REPARTITION PAR NATURE DE DETTES (hors 16449 et 166)

nature (pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	organisme prêteur ou chef de file	date de signature	date d'émission ou date de mobilisation (1)	date du premier remboursement	nominal (2)	type de taux d'intérêt (3)	index (4)	taux initial		devise	périodicité des remboursements (6)	profil d'amortissement (7)	possibilité de rembt anticipé o/n	catégorie d'emprunt (8)
								niveau de taux (5)	taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					0,00									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					2 300 000,00									
1641 Emprunts en euros (Total)					2 300 000,00									
2 / 00000102222	CRCA		10/09/2014	01/12/2014	2 300 000,00	F		4,18	4,24	EUR	S	P	N	
1643 Emprunts en devises (Total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (Total)(9)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					0,00									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					0,00									
1671 Avances consolidées du Trésor (Total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (Total)					0,00									
1675 Dettes pour M.E.T.P. et PPP (Total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (Total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (Total)					0,00									
168 Autres emprunts et dettes assimilés (Total)					0,00									
1681 Autres emprunts (Total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (Total)					0,00									
1687 Autres dettes (Total)					0,00									
TOTAL GENERAL					2 300 000,00									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la dernière mobilisation

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F :fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois, ...)

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres, à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine: Exemple A-1. Cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales.

So

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

A2.2 - REPARTITION PAR NATURE DE DETTES (hors 16449 et 166) (suite)

nature (pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	emprunts et dettes au 31/12/2021											icne de l'exercice
	couverture ? o/n (10)	montant couvert	catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	capital restant dû au 31/12/2021	durée résiduelle (en années)	taux d'intérêt			annuité de l'exercice			
						type de taux (12)	index (13)	niveau de taux d'intérêt au 31/12/2021 (14)	capital	charges d'intérêt (15)	intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**2 050 348,19**					**39 204,14**	**86 937,84**	**0,00**	**6 903,98**
1641 Emprunts en euros (Total)		0,00		2 050 348,19					39 204,14	86 937,84	0,00	6 903,98
2 / 00000102222	N	0,00		2 050 348,19	27,42	F		4,18	39 204,14	86 937,84	0,00	6 903,98
1643 Emprunts en devises (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (Total)(9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour M.E.T.P. et PPP (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Autres emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (Total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		**0,00**		**2 050 348,19**					**39 204,14**	**86 937,84**	**0,00**	**6 903,98**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (Cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

En cas de couverture partielle, indiquer plusieurs catégories d'emprunt (exemple : A-1 ; C-3).

(12) Type de taux d'intérêt après opération de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point

(13) Mentionner le ou les index en cours au 01/01/N après opération de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre de contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (hors A1)	A2.3

A2.3 - REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (hors A1)

emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (pour chaque ligne indiquer le n° de contrat)(1)	organisme prêteur ou chef de file	nominal (2)	capital restant dû au 31/12/2021 (3)	type d'indices (4)	durée du contrat	dates des périodes bonifiées	taux minimal (5)	taux maximal (6)	coût de sortie (7)	taux maximal après couverture éventuelle (8)	niveau de taux au 31/12/2021	intérêts payés au cours de l'exercice (10)	intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap), ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL A														0,00
Barrière simple B														
TOTAL B														0,00
Option d'échange C														
TOTAL C														0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé D														
TOTAL D														0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 E														
TOTAL E														0,00
Autres types de structures F														
TOTAL F														0,00
TOTAL GENERAL														0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventue

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : Indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/2021

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre de contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 778.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A2.4

A2.4 - TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

structures / indices sous-jacents	(1) indices en euros	(2) indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) ecarts d'indices zone euro	(4) indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) ecarts d'indices hors zone euro	(6) autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	1 produits	0 produits	0 produits	0 produits	0 produits	0 produits
	24,06 % de l'encours	0,00 % de l'encours	0,00 % de l'encours	0,00 % de l'encours	0,00 % de l'encours	0,00 % de l'encours
	950 408,82 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	0 produits	0 produits	0 produits	0 produits	0 produits	0 produits
	0,00 % de l'encours	0,00 % de l'encours	0,00 % de l'encours	0,00 % de l'encours	0,00 % de l'encours	0,00 % de l'encours
	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
(C) Option d'échange (swaption)	0 produits	0 produits	0 produits	0 produits	0 produits	0 produits
	0,00 % de l'encours	0,00 % de l'encours	0,00 % de l'encours	0,00 % de l'encours	0,00 % de l'encours	0,00 % de l'encours
	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
(D) Multiplicateur jusqu'à 3; multiplicateur jusqu'à 5 capé	0 produits	0 produits	0 produits	0 produits	0 produits	0 produits
	0,00 % de l'encours	0,00 % de l'encours	0,00 % de l'encours	0,00 % de l'encours	0,00 % de l'encours	0,00 % de l'encours
	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	0 produits	0 produits	0 produits	0 produits	0 produits	0
	0,00 % de l'encours	0,00 % de l'encours	0,00 % de l'encours	0,00 % de l'encours	0,00 % de l'encours	0,00 %
	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	
(F) Autres types de structure	0 produits	0 produits	0 produits	0 produits	0 produits	0
	0,00 % de l'encours	0,00 % de l'encours	0,00 % de l'encours	0,00 % de l'encours	0,00 % de l'encours	0,00 %
	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/2021 après opérations de couverture éventuelles.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)	A2.5

A2.5 - DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

instruments de couverture (pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	emprunt couvert			instrument de couverture								primes éventuelles	
	référence de l'emprunt couvert	capital restant dû au 31/12/2021	date de fin du contrat	organisme co-contractant	type de couverture (3)	nature de la couverture (change ou taux)	notionnel de l'instrument de couverture	date de début du contrat	date de fin du contrat	périodicité de règlement des intérêts (4)	montant des commissions diverses	primes payées pour l'achat d'option	primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total)(2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
TOTAL		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un SWAP, d'une option (CAP, FLOOR, TUNNEL, SWAPTION).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)	A2.5

A2.5 - DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

instruments de couverture (pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	effet de l'instrument de couverture								
	référence de l'emprunt couvert	taux payé		taux reçu (7)		charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		catégorie d'emprunt (8)	
		index (5)	niveau de taux (6)	index	niveau de taux	charges c/668	produits c/768	avant opération de couverture	après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total)(2)						0,00	0,00		
TOTAL						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un swap.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT OU REFINANCEMENT	A2.6

A2.6 - REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT OU REFINANCEMENT(1)

emprunts (2) (pour chaque ligne, indiquer le n° de contrat)	année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		date du refinancement	organisme prêteur ou chef de file	capital restant dû	capital réaménagé	durée résiduelle	périodicité des remboursements(6)	caractéristiques du taux			coût de sortie (10)		annuité de l'exercice		icne de l'exercice
	année	profil (5)							type de taux(7)	index(8)	niveau de taux(9)	type (11)	montant (12)	intérêts(13)	en capital	
Remboursement anticipé avec refinancement de dette																
Total des dépenses au c/166 Refinancement de dette (3)																
Total des recettes au c/166 Refinancement de dette (4)																

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.
(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.
(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.
(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.
(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres à préciser.
(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.
(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).
(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.
(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.
(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.
(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.
(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE 2021	A2.7

A2.7 - EMPRUNTS RENEGOCIES EN COURS DE L'ANNEE 2021 (1)

n° du contrat d'emprunt	date de souscription du contrat initial	date de renégociation	organisme prêteur	durée résiduelle en années		taux (2)						nominal		profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		capital restant dû au 31/12/2021	icne de l'exercice	annuité à payer dans l'exercice (s'il y a lieu)	
				contrat initial	contrat renégocié	contrat initial			contrat renégocié			contrat initial	contrat renégocié (5)	contrat initial	contrat renégocié			intérêts	capital
						type de taux (3)	index (4)	taux act.	type de taux (3)	index (4)	taux act.								
TOTAL GENERAL												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés, à la date de vote du budget, pour l'exercice N.

(2) Taux à la date de renégociation.

(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : EURIBOR 3 mois).

(5) Nominal à la date de renégociation.

(6) Faire figurer 2 lettres :

- Pour le profil d'amortissement indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement indiquer A : annuelle ; T :trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X : autre.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME	A2.8

A2.8 - DETTE POUR FINANCER L'EMPRUNT D'UN AUTRE ORGANISME(1)

repartition par preteur	dette en capital à l'origine (2)	dette en capital au 31/12/2021 de l'exercice	annuité à payer au cours de l'exercice	dont	
				intérêts(3)	capital
TOTAL					
Auprès des organismes de droit privé					
Auprès des organismes de droit public					
Dette provenant d'émissions obligataires (ex : émissions publiques ou privées)					

(1) Il s'agit des cas ou une collectivité ou un établissement public accepte de prendre en charge l'emprunt au profit d'un autre organisme sans qu'il y ait pour autant transfert du contrat

(2) La dette en capital à l'origine correspond à la part de dette prise en charge par la commune.

(3) Il s'agit des interêts dus au titre de contrat initial et comptabilisés au 66111 et des interêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

IV - ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN - ETAT DE LA DETTE AUTRES DETTES	A2.9

A2.9 AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	MONTANT INITIAL DE LA DETTE	DEPENSES DE L EXERCICE	DETTE RESTANTE
TOTAL			

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

	IV
ELEMENTS DU BILAN	
METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A3
ETAT DES PROVISIONS	A4
ETALEMENT DES PROVISIONS	A5

A3 - AMORTISSEMENTS - METHODES UTILISEES

PROCEDURE	CHOIX DU CONSEIL MUNICIPAL	Délibération du
AMORTISSEMENT	Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R 2321-1 du CGCT) : Durée : Biens ou catégories de biens amortis	VOIR SUPRA

A4 - ETAT DES PROVISIONS

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1)	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 31/12/N	Montant total des provisions constituées	Montant des reprises	SOLDE
PROVISIONS BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)						
Provisions pour litiges et contentieux Provisions pour pertes de change Provisions pour garanties d'emprunt Autres provisions pour risques Provisions pour grosses réparations						
Provisions pour dépréciation (2)						
- des immobilisations - des stocks - des comptes de tiers - des comptes financiers						
TOTAL PROVISIONS BUDGETAIRES						
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)						
Provisions pour litiges et contentieux Provisions pour pertes de change Provisions pour garanties d'emprunt Autres provisions pour risques Provisions pour grosses réparations						
Provisions pour dépréciation (2)						
- des immobilisations - des stocks - des comptes de tiers - des comptes financiers						
TOTAL PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES						
TOTAL GENERAL						

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.
(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provisions pour litiges et contentieux au titre du procès ...; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement ...)

A5 - ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

Nature de la provision	Objet	Montant total de la provision à constituer	Durée	Montant des provisions constituées au 31/12/N	Provision constituée au titre de l'exercice	Montant restant à provisionner

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent "Etat des provisions" qui font l'objet d'un étalement.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

IV ANNEXES – A3 METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

PROCEDURE	CHOIX DU CONSEILD'ADMINISTRATION		Délibération du
Amortissement linéaire	Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R 2321-1 du CGCT) : **762,00 €**		20 décembre 2010
Amortissement linéaire	***Categories de biens amortis :***	***Durée :***	
"	Licences, logiciels et progiciels <= à 5 000 €	2 ans	20 décembre 2010
"	Licences, logiciels et progiciels > à 5 000 €	5 ans	20 décembre 2010
"	Frais d'études de recherche et de développement	5 ans	20 décembre 2010
"	Réalisations de documents d'urbanisme	10 ans	20 décembre 2010
"	Matériels de transport (Voiture, 2 roues, minibus..)	5 ans	20 décembre 2010
"	Matériels de bureau, électriques et électroniques	5 ans	20 décembre 2010
"	Matériels informatiques	5 ans	20 décembre 2010
"	Mobilier	10 ans	20 décembre 2010
"	Installations & appareils de chauffage ou de climatisation légers	5 ans	20 décembre 2010
"	Installations & appareils de chauffage ou de climatisation durables	10 ans	20 décembre 2010
"	Installations & équipement matériel de détection (alarme, incendie..) légers	5 ans	20 décembre 2010
"	Installations & équipement matériel de détection (alarme, incendie..) durables	10 ans	20 décembre 2010
"	Équipements de cuisine légers	5 ans	20 décembre 2010
"	Équipements de cuisine durables	10 ans	20 décembre 2010
"	Équipements médical et de soins légers	5 ans	20 décembre 2010
"	Équipements médical et de soins durables	10 ans	20 décembre 2010
"	Autres Matériels d'activité classiques légers	5 ans	20 décembre 2010
"	Autres Matériels d'activité classiques durables	10 ans	20 décembre 2010
"	Coffres forts	30 ans	20 décembre 2010
"	Installations générales et agencements divers <= 15 000 €	10 ans	20 décembre 2010
"	Installations générales et agencements divers > 15 000 €	25 ans	20 décembre 2010
"	Bâtiments légers et abris	15 ans	20 décembre 2010
"	Biens meubles productifs de revenus	20 ans	20 décembre 2010
"	Subventions d'équipement versées à un organisme public	15 ans	20 décembre 2010
"	Subventions d'équipement versées à un organisme privé	5 ans	20 décembre 2010

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES

IV
A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**100 000,00**	I **99 204,14**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**40 000,00**	**39 204,14**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	40 000,00	39 204,14
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**60 000,00**	**60 000,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	60 000,00	60 000,00
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**99 204,14**	**21 345,00**	**0,00**	**120 549,14**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES

A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**167 480,20**	III	**37 878,36**
Ressources propres externes de l'année (a)		**6 480,20**		**4 476,34**
10222	FCTVA	6 480,20		4 476,34
10223	TLE	0,00		0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00		0,00
10228	Autres fonds	0,00		0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00		0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**161 000,00**		**33 402,02**
15...	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26...	*Participations et créances rattachées*			
27...	*Autres immobilisations financières*			
28...	*Amortissement des immobilisations*			
28172	*Aménagements de terrains (m. à dispo)*	*3 000,00*		*613,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*8 000,00*		*8 720,11*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*8 000,00*		*9 229,40*
28184	*Mobilier*	*6 000,00*		*7 437,93*
28188	*Autres immo. corporelles*	*7 800,00*		*4 204,58*
29...	*Prov. pour dépréciat° immobilisations*			
39...	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours*			
481...	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
4812	*Frais d'acquisition des immobilisations*	*3 200,00*		*3 197,00*
49...	*Prov. dépréc. comptes de tiers*			
59...	*Prov. dépréc. comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immo.	0,00		0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*125 000,00*		*0,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**37 878,36**	**0,00**	**63 219,80**	**360 000,00**	**461 098,16**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**120 549,14**
Ressources propres disponibles	IV	**461 098,16**
Solde	V = IV – II (3)	**340 549,02**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES CHARGES TRANSFEREES DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	 A8 A9

A8 - ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL							
2014	Frais	120 mois		31973,18	25 577,60	3197	3 198,58

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I-(II+III)

A9 - CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

Date de la délibération :

Intitulé de l'opération N° :

DEPENSES 0							RECETTES 0						
DEPENSES REELLES (nature des travaux)	Cumul des réalisations avant l'exercice	Crédits ouverts (BP+DM+ RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser N-1	Crédits à annuler	Cumul des réalisations	RECETTES REELLES	Cumul des réalisations avant l'exercice	Crédits ouverts (BP+DM+ RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser N-1	Crédits à annuler	Cumul des réalisations
							- Financement par le mandant et par d'autres tiers						
							Financement par le mandataire						
							Financ. par empr. à la charge du tiers (contrepartie D 2763)						

(1) Ouvrir un cadre par opération.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

A10.1 - ETAT DES ENTREEES D'IMMOBILISATION

Modalités d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisiition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisition à titre onéreux		329 332,45		
	Acquisition de locaux administratifs	250 915,55		0
	Pack de licences informatiques runtimes SE2	5 280,00		5
	Solution archivage electronique	510,00		1
	amenagement salle commune Dvita	5 359,20		10
	Acquisition tablettes informatiques	1 574,40		5
	Acquisition photocopieur	1 980,00		5
	Acquisition destructeur papier	479,30		1
	telephone samsung galaxy	36,00		1
	telephone samsung galaxy	70,80		1
	4 Ordinateurs PC fixe	2 808,00		5
	6 telephones samsung galaxy	571,20		1
	2 fauteuils ergonomiques	850,72		1
	cuisine dolce vita	45 304,34		10
	Sonorisations portables	570,00		1
	Defibrilateurs	2 995,80		5
	Stores residence silhol	8 987,57		10
	Petits electroménager residences	1 039,57		5
				5
Acquisition à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		329 332,45		

A10.2 - ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATION

Modalités de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amorts. Antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Acquisition à titre onéreux							
Acquisition à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Divers							
TOTAL GENERAL							

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

A10.3 - OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS

Pour mémoire		Crédits ouverts (BP + DM+RAR N-1)
Chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	
Produit des cessions		**Réalisations**
Compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	
Compte 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

IV-ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

ETAT DES TRAVAUX EN REGIE (1)

A11

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Dépenses Mandats émis	Recettes Titres émis
011	Charges à caractère général		
012	Charges de personnel et frais assimilés		
72	*Travaux en régie*		
	TOTAL GENERAL		

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la collectivité.

SECTION D'INVESTISSEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	Immobilisations incoporelles	
21	Immobilisations corporelles	
23	Immobilisations en cours	
	TOTAL GENERAL	

(1) Les immobilisations créées par les services techniques de la collectivité sont enregistrées au coût de leur production. Ce dernier correspond au coût d'acquisition des matières consommées augmenté des charges directes de production (matériel et outillage acquis ou loués, frais de (...) à l'exclusion des frais financiers et des frais d'administration générale.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement
(3) Les montants à renseigner correspondent aux mandats émis imputés au chapitre 040.

	Montant
Recettes 72 (I)	
Recettes rélles de fonctionnement	
Recettes 72/recettes réelles de fonctionnement	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

IV - ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN - EMPLOI DES CREDITS COMMUNAUTAIRES DANS LE CADRE DE LA SUBVENTION GLOBALE

FONDS EUROPEENS RECUS ET REVERSES PAR LA COLLECTIVITE GESTIONNAIRE
(reproduire l'annexe par fonds européen géré)

Libellé du fonds européen géré : .....

I - AU TITRE DES MESURES GEREES SOUS FORME DE SUBVENTIONS GLOBALES

RECETTES (fonds versés par l'Etat à la collectivité gestionnaire)

Objet	Article (1)	Montant
	TOTAL	

DEPENSES (aides communautaires versées directement auix bénéficiaires)

En cas de recouvrement de sommes indues, les faire apparaître en dépenses négatives

Titre de la mesure	Bénéficiaires (nom de l'entreprise, de l'association, de la collectivité gestionnaire*)	Libellé de l'opération	Article (1)	Montant
			Total des aides versées par la collectivité gestionnaire	

DEPENSES JUSTIFIEES PAR LES BENEFICIAIRES (2)

Titre de la mesure	Bénéficiaires (nom de l'entreprise, de l'association, de la collectivité gestionnaire**)	Libellé de l'opération	Emetteurs (3)	Date d'acquittement de la facture	Montant

II - AU TITRE DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE***

Montant des recettes		Dépenses d'assistance technique justifiées par l'organisme intermédiaire (2)				
Article (1)	Montant	Mesure	Libellé de l'opération	Emetteurs (3)	Date d'acquittement de la facture	Montant
TOTAL					TOTAL	

(1) A détailler conformément au plan de comptes
(2) Les informations sont extraites de PRESAGE
(3) Les justificatifs aux dépenses peuvent provenir de plusieurs émetteurs pour la même opération
(*) La collectivité gestionnaire peut être bénéficiaire des fonds lorsqu'elle est maître d'ouvrage
(**) Hors dépenses d'assistance technique
(***) Dans ce cas, la collectivité gestionnaire est bénéficiaire des fonds

IV - ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN - ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS
EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT

IV

B1.1

B1.1 - EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT 5art. L. 2313-1 6°, L5211-36 et L. 5711-1 du CGCT)

Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Désignation du bénéficiaire	Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des rembourse-ments (2)	Taux initial			Taux à la date du vote du budget ou taux moyen constaté sur l'année (6)			Nature de l'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
Année	Profil								Taux (3)	Index (4)	(5)Taux actuariel	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			en (8) intérêts	en capital
Taux généraux																		
Taux pour les emprunts contractés par des collectivités des EP (hors logements sociaux)																		
Taux pour les emprunts autes que ceux contractés par des lectivités ou des EP (hors logements sociaux)																		
Taux pour les emprunts contractés pour les opérations de ement aidés par l'état																		
Taux pour les autres emprunts des EP (hors logements sociaux)																		

Indiquer C pour amortissement annuel constant, P pour amortissement annuel progressif, F pour in fine, S pour semestriel, M pour mensuel , X pour autres à préciser.
Indiquer A pour annuelle, T pour trimestrielle et M pour mensuelle.
Indiquer taux fixe, préfixé ou post-fixé pour les taux variables.
Indiquer le type d'index (ex : EURIBOR 3 mois ...).
Taux annuel, tous frais compris.
Taux après opérations d'échange éventuelles. S'agissant du niveau du taux, indiquer, pour un taux variable, le niveau à la date de vote du budget pour l'état annexé au budget primitif, le taux constaté sur l'exercice pur l'état annexé au compte admini
Indiquer la nature de l'emprunt : taux fixe sur toute la durée (F), indexé sur toute la durée (I), avec des tranches (T) ou avec options (O).
Annuité due au titre du contrat initial et comptabilisée à l'article 6611 et annuité due au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilsée à l'article 668.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

B1.2 - CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT

Calcul du ratio de l'article L. 2252-2 du CGCT		Valeur en euros
tal des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice	A	
première annuités entières des nouvelles garanties de l	B	
+ Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	126 141,98
- Provisions pour garanties d'emprunt	D	
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**126 141,98**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**2 323 489,59**

garanties d'emprunts accordées au titre de l'exercic	**I/II**	**5,40 %**

(1) Hors opérations visées par l'article L.2252-2 du CGCT.
(2) Cf définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.
(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50% des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

IV - ANNEXES

ENGAGEMENTS HORS BILAN - ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS	
ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL	B1.3
ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE	B1.4
ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	B1.5
ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	B1.6

B1.3 - 8016 ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL

Exercice d'origine du contrat	Nature du bien ayant fait l'objet du contrat (1)	Montant de la redevance de l'exercice	Désignation du crédit bailleur	Durée Durée contrat	Montant des redevances restant à courir					
					N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant	Total (2)
	Mobilier Immobilier									
	Mobilier Immobilier									
	Mobilier Immobilier									

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.
(2) Total = (N+1, N+2,N+3, N+4) + restant cumul.

B1.4 - ETAT DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE

Libellé du contrat	Année de signature du contrat de PPP	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le contrat de PPP	Montant total prévu au titre du contrat de PPP	Montant de la rénumération du cocontractant	Durée du contrat de PPP	Date de fin du contrat de PPP

B1.5 - ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES (1)

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8017 Subventions à verser en annuités							
8018 Autres engagements donnés							
	Au profit d'organismes publics						
	Au profit d'organismes privés (1).....						
TOTAL							

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (article L.1611-3-2 du CGCT) : "l'organisme bénéficiaire" de la garantie est toute personne titulaire d'un "titre éligible" émis ou créé par l'Agence France Locale. La rubrique "Périodicité" n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède. La colonne "Dette en capital à l'origine" correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible. La colonne "Dette en caital 1/1/N" correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N. La colonne "Annuité à veser au cours de l'exercice" n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

B1.6 - ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
TOTAL							
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)							
2014	Credit bail immobilier ITEP Alès Cevennes	C.C.A.S. d'Alès	35	Semestrielle	4 798 897,49	3 468 904,45	126 141,98
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)							
8028 Autres engagements reçus							
	A l'exception de ceux reçus des entreprises.....						
	Engagements reçus des entreprises						

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

B1.7 - LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS (article L. 2313 du CGCT)

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestation en nature
Personne de droit privé		
Associations		
BULLES DE REVE	1 000,00	
L EMERAUDE	700,00	
LES COUPS DE POUCE DE BRUNO	1 700,00	
FNATH	1 200,00	
LA LIGUE CONTRE LE CANCER	1 000,00	
TRISOMIE 21	700,00	
UNAPEI	3 400,00	
AMIS SANS FRONTIERE	800,00	
LA CLEDE	12 000,00	
HANDIANE	800,00	
LE SOUFFLE CEVENOL	500,00	
APSOM	700,00	
ATOUTS FAIRE	1 400,00	
CROIX ROUGE	5 000,00	
ECOLE SANS FRONTIERE ALES CEV	500,00	
FIBRO ACTIONS	700,00	
France ALZHEIMER	500,00	
ASS FRANCAISE DES DIABETIQUES	750,00	
LES RESTOS DU CŒUR	2 000,00	
Entreprises		
Personnes physiques		
Autres		
Personne de droit public		
Etat		
Régions		
Départements		
Communes		
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC ...)		
Autres		
TOTAL GENERAL	**35 350,00**	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

C1-1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/2021

GRADE OU EMPLOIS (1)	CATEGORIE (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
FILIERE ADMINISTRATIVE (a)		**43**	**2**	**45**	**23**	**4**	**27**
Directeur Territorial	A	1	0	1	1	0	1
Attaché Pal	A	1	0	1	0	0	0
Attaché	A	2	0	2	1	0	1
Rédacteur Pal 1Cl	B	4	0	4	2	0	2
Rédacteur Pal 2Cl	B	1	0	1	1	0	1
Rédacteur	B	2	0	2	1	0	1
Adjoint Administratif Pal 1Cl	C	7	0	7	5	0	5
Adjoint Administratif Pal 2Cl	C	16	0	16	10	0	10
Adjoint Administratif	C	9	2	11	2	4	6
FILIERE TECHNIQUE (b)		**21**	**2**	**23**	**10**	**5**	**15**
Technicien Pal 2Cl	B	1	0	1	1	0	1
Technicien	B	1	0	1	0	0	0
Agent de Maîtrise Pal	C	1	0	1	0	0	0
Agent de Maîtrise	C	3	0	3	2	0	2
Adjoint Technique Pal 1Cl	C	2	0	2	1	0	1
Adjoint Technique Pal 2Cl	C	2	0	2	2	0	2
Adjoint Technique	C	11	2	13	4	5	9
FILIERE SOCIALE ©		**67**	**2**	**69**	**42**	**5**	**47**
Assistant Socio Éducatif Cl ex	A	1	0	1	1	0	1
Assistant Socio Éducatif	A	3	0	3	2	1	3
Éducateur jeunes enfants Cl ex	A	2	0	2	1	0	1
Éducateur jeunes enfants	A	3	0	3	1	1	2
Agent Social Pal 1Cl	C	6	1	7	7	0	7
Agent Social Pal 2Cl	C	21	0	21	17	0	17
Agent social	C	30	0	30	13	2	15
ATSEM Pal 2Cl	C	1	1	2	0	1	1
FILIERE MEDICO-SOCIALE (d)		**27**	**4**	**31**	**12**	**7**	**19**
Médecin Hcl	A	2	1	3	0	1	1
Psychologue Hcl	A	1	0	1	0	0	0
Psychologue ClN	A	1	1	2	0	2	2
Cadre de santé 1cl	A	1	0	1	1	0	1
Infirmier soins gx Hcl	A	3	0	3	2	0	2
Infirmier soins gx Cl sup	A	1	0	1	0	0	0
Infirmier soins gx ClN	A	6	0	6	1	3	4
Auxiliaire soins Pal 1Cl	C	5	2	7	7	0	7
Auxiliaire soins Pal 2Cl	C	7	0	7	1	1	2
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (e)		**8**	**3**	**11**	**3**	**3**	**6**
Mkiné Psymot Ortoph ClS	A	2	0	2	2	0	2
Mkiné Psymot Orthoph ClN	A	1	1	2	0	2	2
Ped Pod Erg Ort Man Cl S	B	0	1	1	1	0	1
Technicien Paramédical Cl Sup	B	0	1	1	0	0	0
Technicien Paramédical ClN	B	5	0	5	0	1	1
FILIERE ANIMATION (f)		**7**	**0**	**7**	**2**	**1**	**3**
Adjoint d'animation Pal 1Cl	C	2	0	2	2	0	2
Adjoint d'animation Pal 2Cl	C	2	0	2	0	0	0
Adjoint d'animation	C	3	0	3	0	1	1
TOTAL GENERAL (a+b+c+d+e+f+g+h+i+j)		**173**	**13**	**186**	**92**	**25**	**117**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR/INT/B/95/00102/C du 23 mars 1995

(2) Catégories : A, B ou C

(3) Emplois budgétaires crées par l'assemblée délibérante : les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année:
ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail* période d'activité dans l'année
Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail =100%) présent toute l'année correspond à 1ETPT, un agent à temps partiel, à 80% (quotité de travail =80%) présent toute l'année correspond à 0,8ETPT ; un agent à temps partiel, à 80% (quotité de travail =80%) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8*6/12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, "emplois spécifiques" régis par l'article 139 ter de la loi b°84-53 du 26 janvier 1984 etc.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

C1-1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/2021 (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/2022	CATEGORIE (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT		Nombre D'agents
			Indice	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)	
Agent occupant un emploi permanent							25
Adjoint Administratif	C	ADM	354		3-2	CDD	2
Adjoint Administratif	C	ADM	354		3-3 2°	CDD	2
Adjoint animation	C	ANIM	354		3-3 2°	CDD	1
Adjoint Technique	C	TECH	354		3-3 2°	CDD	3
Adjoint Technique	C	TECH	354		3-2	CDD	2
Assistant soc-educ	A	S	714		3 3 2°	CDD	1
Agent Social	C	S	354		3 3 2°	CDD	2
ATSEM Pal 2CI	C	S	356		3 3 2°	CDI	1
Educateur Jeunes Enfants	A	S	512		3 3 2°	CDD	1
Médecin Hcl	A	MS	1259		3 3 2°	CDD	1
Psychologue CIN	A	MS	712		3 3 2°	CDD	1
Psychologue CIN	A	MS	821		3-2	CDD	1
Infirmier soins gx CIN	A	MS	454		3-3 2°	CDD	3
Auxiliaire soins Pal 2CI	C	MS	356		3 3 2°	CDD	1
Mkiné Psymot Orthoph CIN	A	MT	444		3-3 2°	CDD	1
Tech param Clsup	B	MT	864			CDI	1
Techn param CIN	B	MT	389		3 3 2°	CDD	1
Agent occupant un emploi non permanent (7)							2
Contrat de projet					3 II	A/ autres	2
TOTAL GENERAL							27

(1) CATEGORIES : A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif
TECH : Technique
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain)
S : Social
MS : Médico-Social
MT : Médico-technique
SP : Sportif
CULT : Culturel
ANIM : Animation
PM : Police
OTR : Missions non rattachables à une filière

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle)

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée).
3-a : article 3, 1ème alinéa : accroissement emporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité....)
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieures à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n°2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recretements directs sur emplois fonctionnels
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés "A/autres" et feront l'obet d'une précision (ex : contrats aidés).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des article 3,110 et 110-1

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

IV - ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N (Année N)	C1.2

C1.2 - ACTIONS DE FORMATION DES ELUS AU 31/12/N (1)

ELUS BENEFICIAIRES DES ACTIONS DE FORMATION	ACTIONS DE FORMATION FINANCEES PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT

(1) Articles L. 2123-12 et L. 2123-14 du CGCT.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

IV - ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	C2

C2 - LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à .....(1). Toute personne a le droit de demander communication sur place et de prendre copie totale ou partielle à ses frais.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Désignation du service public (3)				
Détention d'un part du capital				
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000€ ou représentant plus de 50% du produit figurant au compte de résultat de l'organisme ...				
Autres				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicats etc... et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement;
(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).
(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressé ...).

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

IV - ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION	IV
LISTES DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	C3.1
LISTES DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES PAR LA COMMUNE	C3.2
LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN B.A.	C3.3
LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN B.A.	C3.4

C3.1 - LISTES DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT

DESIGNATION DES ORGANISMES	DATE D'ADHESION	MODE DE FINANCEMENT (1)	MONTANT DU FINANCEMENT (1)
Etablissements publics de coopération intercommunale			
Autre organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait pr TPZ, TPU, TPU + fiscalité traditionnelle ou sans fiscalité propre.

C3.2 - LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES (1)

Catégorie d'établissement	Intitulé/Objet de l'établissement	Date de création	N° et date délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui/non)
CCAS CE Régies personnalisées					

(1) ou créés par l'établissement public ou le groupement.

C3.3 - LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie d'établissement	Intitulé/Objet de l'établissement	Date de création	N° et date délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui/non)
Service social et médico-social					
	Centre d'Action médico social precoce (C.A.M.S.P.)	15 juin 1978	Délibération du 15 juin 1978	EPSMS	non
	Foyers Résidences	30 septembre 1970	Délibération du 30 septembre 1970	EPSMS	non
	Service de Soins Infirmiers a Domicile (SIAD)	18 Decembre 1981	Délibération du 18 Décembre 1981	EPSMS	non
	Service Aide A Domicile (SAAD)	30 septembre 2005	Délibération du 30 septembre 2005	EPSMS	non
	Service de Soins courants			EPSMS	non
	Service Accueil de jour "les picholines"	17 decembre 2009	Délibération du 17 décembre 2009	EPSMS	non

C3.4 - LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie d'établissement	Intitulé/Objet de l'établissement	Date de création	N° et date délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION
PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

C3.5

C3.5 – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	605 700,00	430 168,39	21 345,00	154 186,61
RECETTES	605 700,00	406 799,30	0,00	198 900,70
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	2 823 700,00	2 237 196,42	0,00	586 503,58
RECETTES	2 823 700,00	2 323 489,59	0,00	500 210,41

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

BUDGET : CAMSP2 / N°SIRET : 26300029100066

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	1 832 900,00	1 579 152,15	160 600,00	93 147,85
RECETTES	1 832 900,00	400 143,78	175 144,00	1 257 612,22
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	1 049 210,00	1 008 095,24	0,00	41 114,76
RECETTES	1 049 210,00	1 162 985,86	0,00	-113 775,86

BUDGET : SOINS INFIRMIERS2 / N°SIRET : 26300029100124

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	29 459,37	8 196,12	1 000,00	20 263,25
RECETTES	29 459,37	7 367,38	0,00	22 091,99
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	629 230,00	602 564,78	0,00	26 665,22
RECETTES	629 230,00	635 141,47	0,00	-5 911,47

BUDGET : FOYERS RESIDENCE2 / N°SIRET : 26300029100041

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	216 012,77	20 770,86	51 340,00	143 901,91
RECETTES	216 012,77	25 719,87	0,00	190 292,90
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	1 195 150,00	1 128 943,91	0,00	66 206,09
RECETTES	1 195 150,00	1 130 214,64	0,00	64 935,36

BUDGET : SERVICE D'AIDE A DOMICILE / N°SIRET : 26300029100090

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	18 293,63	1 188,00	0,00	17 105,63
RECETTES	18 293,63	8 432,44	0,00	9 861,19
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	1 596 325,00	1 532 288,52	0,00	64 036,48
RECETTES	1 596 325,00	1 530 712,64	0,00	65 612,36

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

BUDGET : ACCUEIL DE JOUR LES PICHOLINES / N°SIRET : 263 [illegible]				
SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	7 626,66	0,00	0,00	7 626,66
RECETTES	7 626,66	576,23	0,00	7 050,43
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	108 460,00	86 387,42	0,00	22 072,58
RECETTES	108 460,00	74 419,93	0,00	34 040,07

(1) Ne sont pas pris en compte les CCAS et caisses des écoles, régies personnalisées ...qui sont des personnes morales distinctes de la commune ou de l'établissement de rattachement juridique.

(2) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	2 709 992,43	2 039 475,52	234 285,00	436 231,91
RECETTES	2 709 992,43	849 039,00	175 144,00	1 685 809,43
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	7 402 075,00	6 595 476,29	0,00	806 598,71
RECETTES	7 402 075,00	6 856 964,13	0,00	545 110,87
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	10 112 067,43	8 634 951,81	234 285,00	1 242 830,62
TOTAL GENERAL DES RECETTES	10 112 067,43	7 706 003,13	175 144,00	2 230 920,30

(1) Y compris les rattachements.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION
PRESENTATION AGREGÉE ET CONSOLIDÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

C3.5

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (Cf. liste des principales opérations en annexe de la M14) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.
(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	2 709 992,43	2 039 475,52	234 285,00	436 231,91
RECETTES	2 709 992,43	849 039,00	175 144,00	1 685 809,43
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	7 402 075,00	6 595 476,29	0,00	806 598,71
RECETTES	7 402 075,00	6 856 964,13	0,00	545 110,87
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	10 112 067,43	8 634 951,81	234 285,00	1 242 830,62
TOTAL GENERAL DES RECETTES	10 112 067,43	7 706 003,13	175 144,00	2 230 920,30

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.
(2) Y compris les rattachements.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

C3.6 – IDENTIFICATION DES FLUX CROISES

1 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET LES COMMUNES (cf. liste des opérations en annexe de la M14)

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM dont RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00

2 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET DES COMMUNES (après la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM dont RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cet état doit être rempli uniquement par les groupements à fiscalité propre.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE D'ALES

ETAT DES RESTES A REALISER AU 31 DECEMBRE 2021

BUDGET C.C.A.S. d'Alès

DEPENSES

CHAPITRE 20		*7 000,00*
	205	7 000,00
CHAPITRE 21		*14 345,00*
	2183	12 000,00
	2184	2 345,00
TOTAL GENERAL		21 345,00

RECETTES

TOTAL GENERAL		0,00

Fait à Alès le : 5 Janvier 2022

Le Président du C.C.A.S

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE D'ALES

ETAT DES RESTES A REALISER AU 31 DECEMBRE 2022

BUDGET C.A.M.S.P

DEPENSES

CHAPITRE 20		*37 700,00*
	2031	37 700,00
CHAPITRE 21		*46 600,00*
	2181	39 500,00
	2183	0,00
	2184	5 000,00
	2188	2 100,00
CHAPITRE 23		*76 300,00*
	2313	76 300,00
TOTAL GENERAL		**160 600,00**

RECETTES

CHAPITRE 13		*175 144,00*
	13188	175 144,00
TOTAL GENERAL		**175 144,00**

BUDGET SSIAD

DEPENSES

CHAPITRE 20		*0,00*
	205	0,00
CHAPITRE 21		*1 000,00*
	2183	1 000,00
TOTAL GENERAL		**1 000,00**

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

BUDGET RESIDENCE AUTONOMIE LES OLIVIERS

DEPENSES

CHAPITRE 20		***0,00***
	205	0,00
CHAPITRE 21		***51 340,00***
	2145	30 000,00
	2181	15 000,00
	2184	1 340,00
	2188	5 000,00
TOTAL GENERAL		**51 340,00**

Fait à Alès le : 5 Janvier 2022

Le Président du C.C.A.S

Centre Communal d'Action Sociale – Mairie d'Alès

Centre d'Action Médico-social Précoce

Poste Comptable : Trésorerie ALES MUNICIPALE

COMPTE ADMINISTRATIF

M22

2021

Centre Communal d'Action Sociale d'Alès

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

ANNEXE 1 : CADRE NORMALISE DE PRESENTATION DU COMPTE ADMINISTRATIF D'UN ETABLISSEMENT ET SERVICE SOCIAL ET MEDICO-SOCIAL RELEVANT DU I DE L'ARTICLE L.312-1 DU CODE DE L'ACTION SOCIALE ET DES FAMILLES

2021

N° FINESS / Nom de l'établissement ou service :	300784725	CAMSP2	
Adresse :	11 rue Jules Renard	0	30100 - ALES
Nom du Directeur : *ou de la personne ayant qualité pour représenter l'établissement*	MAX ROUSTAN PRESIDENT		
Date de la dernière autorisation :	0		
Organisme gestionnaire :	CENTRE COMMUNAL D ACTION SOCIALE D ALES		
Téléphone :	0	**Fax :** 0	**Mél :** 0
Catégorie :	190 CAMSP		
Autorité en charge de la tarification :	ARS + CD30		
Compétence :	0		
Convention Collective majoritaire de travail :	FPT		
Capacité autorisée :	80		
Capacité installée :	0		
Date d'arrivée des documents :			

Elements du Budget exécutoire

Effectifs en nb d'ETP prévus au BE :	0
Déficit incorporé N-2 (chiffre positif) :	0
Exédent incorporé N-2 :	55476

Amplitude d'ouverture de l'ESMS sur l'année (en jours)

Prévu (BE) : 0 **Réalisé (CA) :** 0

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

2. ACTIVITE DE L'ETABLISSEMENT OU DU SERVICE

Activité réalisée

Nature	Nombre théorique au BP n	Nombre prévisionnel n	Nombre réalisé n	Taux d'occupation	Ecart	
					Nombre	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) =(3)/(1)	(5) = (3)-(2)	(6) = (5)/(2)
TOTAL en journées	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
FILE ACTIVE						**0**
ACTES						**0**
						0
						0
						0
						0

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

2. Accueil des plus de 20 ans au titre de l'art. L242-4 du CASF

Nombre de journées prévues et réalisées	TOTAL BP	Plus de 20 ans orientés ESAT	Plus de 20 ans orientés MAS	Plus de 20 ans orientés en FAM	Plus de 20 ans orientés Foyer	TOTAL Réel	Plus de 20 ans orientés ESAT	Plus de 20 ans orientés MAS	Plus de 20 ans orientés en FAM	Plus de 20 ans orientés Foyer
	(de 1 à 4)	(1)	(2)	(3)	(4)	(de 5 à 8)	(5)	(6)	(7)	(8)
TOTAL en journées	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
0	**0**	0	0	0	0	**0**	0	0	0	0
0	**0**	0	0	0	0	**0**	0	0	0	0
0	**0**	0	0	0	0	**0**	0	0	0	0
0	**0**	0	0	0	0	**0**	0	0	0	0
0	**0**	0	0	0	0	**0**	0	0	0	0
0	**0**	0	0	0	0	**0**	0	0	0	0

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

3. Tableaux récapitulatifs de l'exécution budgétaire

	Dépenses - Charges			Recettes - Produits		
Totaux	**Budget exécutoire n**	**Réel n**	**Ecart**	**Budget exécutoire n**	**Réel n**	**Ecart**
SECTION D'INVESTISSEMENT POUR L'ÉTABLISSEMENT						
CAMSP2						
Total (1)		1 579 152,15			400 143,78	
SECTION D'EXPLOITATION - BUDGET PRINCIPAL						
CAMSP2	1 049 210,00	1 008 095,24	- 41 114,76	993 734,00	1 162 985,86	169 251,86
Total (2)						
BUDGETS ANNEXES						
CAMSP2	-	-	-	-	-	-
Total (3)						
Reprise de résultat	-	-	-	55 476,00		- 55 476,00
(4)						
Total général (2 à 4)	1 049 210,00	1 008 095,24	- 41 114,76	1 049 210,00	1 162 985,86	113 775,86

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.1 Plan de financement : opérations d'investissement réalisées dans l'année

Nature de l'opération	Autorisé dans le cadre du plan de financement		Réalisé en N	
	Coût	Date de réalisation prévue	Coût	Date de réalisation
Honoraires (AMO - architectes)	89 692,45			
Travaux camsp	1 393 253,90			
mobilier de bureau	30 266,26			
mirroirs salles	2 782,01			
panneaux de signalisation	294,00			
materiel solution visio conf	1 836,00			
acquisition materiel informatique			3 808,80	26/02/2021
acquisition test sensori psychomot			202,02	26/02/2021
acquisition materiel educatif			323,10	26/02/2021
acquisition tapis volet			1 107,00	07/09/2021
acquisition imprimante			436,80	04/05/211
materiel balneotherapie			2 141,40	07/09/2021
divan d'examen			546,00	07/0/21
kits de parcours			143,60	01/10/2021
jeux d'eveil			15 971,17	01/10/2021
materiel specifiques			3 616,64	11/10/2021
TOTAL	**1 518 124,62**		**28 296,53**	

	Plan de financement (tranche annuelle réalisée)			
	Auto financement	Subvention	Emprunt	Autres (1)
Autorisé dans le cadre du plan	0,00	0,00	0,00	0,0
Réalisé	0,00	0,00	0,00	0,0
Ecart	0,00	0,00	0,00	0,0

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.2.1. Section d'investissement : emplois

		Budget initial	Crédits complémentaires ou virements	Total	Réel	Ecart	
						montant	en %
		(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5) = (4)-(3)	(6) = (5)/(3)
Réduction des fonds propres ou reprise sur apports							
10	Fonds associatifs, apports, dotations et réserves	-	55 476,00	55 476,00	-	- 55 476,00	-100,00%
1161	Amortissements comptables excédentaires différés	-	-	-	-	-	
13	Subventions d'investissement affectés à des biens non renouvelables	-	-	-	-	-	
Reprises							
14	Provisions réglementées (sauf compte 1412 : provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du BFR - dotation par financement de l'autorité de tarification)	-	-	-	-	-	
15	Provisions pour risques et charges	-	-	-	-	-	
Remboursement des dettes financières							
16	Emprunts et dettes assimilées	32 800,00	-	32 800,00	32 731,00	- 69,00	-0,21%
17	Dettes rattachées à des participations	-	-	-	-	-	
Compte de liaison investissement							
18	Comptes de liaison	-	-	-	-	-	
Acquisition d'éléments de l'actif immobilisé							
20	Immobilisations incorporelles	-	127 449,00	127 449,00	89 692,45	- 37 756,55	-29,62%
21	Immobilisations corporelles	10 000,00	103 489,00	113 489,00	63 474,80	- 50 014,20	-44,07%
22	Immobilisations reçues en affectation	-	-	-	-	-	
23	Immobilisations en cours	-	1 503 686,00	1 503 686,00	1 393 253,90	- 110 432,10	-7,34%
24	Immobilisations affectées, concédées, mises à disposition	-	-	-	-	-	
26	Participations et créances rattachées à des participations	-	-	-	-	-	
27	Autres immobilisations financières	-	-	-	-	-	
Autres							
28	Amortissements des immobilisations (reprises)	-	-	-	-	-	
29	Dépréciation des immobilisations (reprises)	-	-	-	-	-	
39	Dépréciation de stocks et en-cours	-	-	-	-	-	
481	Charges à répartir sur plusieurs exercices (augmentation)	-	-	-	-	-	
49	Dépréciation des comptes de tiers (reprises)	-	-	-	-	-	
59	Dépréciation des comptes financiers (reprises)	-	-	-	-	-	
	Total des emplois	**42 800,00**	**1 790 100,00**	**1 832 900,00**	**1 579 152,15**	**- 253 747,85**	**-13,84%**
001	Résultat d'investissement antérieur reporté (Déficit)	-	-	-	-	-	
004	Amortissements comptables excédentaires différés	-	-	-	-	-	
003	Excédent prévisionnel d'investissement	-	-	-	-	-	
	TOTAL GENERAL	**42 800,00**	**1 790 100,00**	**1 832 900,00**	**1 579 152,15**	**- 253 747,85**	**-13,84%**

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.2.1. Section d'investissement : tableau des emplois (1)

		Budget initial	DM ou virements de crédits	Total	Mandats émis (ESSMS publics) / Mouvements du compte (ESSMS privés)	Mandats en annulation (ESSMS publics)	Net (public)	Ecart	
								montant	en %
Réduction des fonds propres ou reprise sur apports		(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5)	(6) = (4)-(5)	(7) = (6)-(3)	(8) = (7)/(3)
102	Fonds, apports et dotations	-	55 476,00	55 476,00	-	-	-	- 55 476,00	-100,00%
103	Fonds associatifs avec droit de reprise (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	-	
105	Ecarts de réévaluation (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	-	
106	Réserves	-	-	-	-	-	-	-	
10	**TOTAL**	**-**	**55 476,00**	**55 476,00**	**-**	**-**	**-**	**- 55 476,00**	**-100,00%**
1161	Amortissements comptables excédentaires différés	-	-	-	-	-	-	-	
1161	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	
131	Subventions d'équipement transférables	-	-	-	-	-	-	-	
138	Autres subventions d'investissement (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	-	
139	Subventions d'investissement inscrites au compte de résultat	-	-	-	-	-	-	-	
13	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	
Reprises									
1411	Provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du I	-	-	-	-	-	-	-	
142	Provisions réglementées pour renouvellement des immobilisatio	-	-	-	-	-	-	-	
144	Provisions réglementées relatives aux autres éléments d'actif (é	-	-	-	-	-	-	-	
145	Amortissements dérogatoires	-	-	-	-	-	-	-	
146	Provision spéciale de réévaluation (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	-	
147	Plus-values réinvesties (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	-	
148	Autres provisions réglementées	-	-	-	-	-	-	-	
14861	dont réserves des plus values nettes d'actif immobilisé (éts prive	-	-	-	-	-	-	-	
14862	dont réserves des plus values nettes d'actif circulant (éts privés)	-	-	-	-	-	-	-	
14	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	
151	Provisions pour risques	-	-	-	-	-	-	-	
152	Provisions pour risques et charges sur emprunt (éts publics)	-	-	-	-	-	-	-	
153	Provisions pour pensions et obligations similaires (éts privés)	-	-	-	-	-	-	-	
155	Provisions pour impôts (éts privés)	-	-	-	-	-	-	-	
157	Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices	-	-	-	-	-	-	-	
158	Autres provisions pour charges	-	-	-	-	-	-	-	
15	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	

(*) Hors réserve de trésorerie et réserves de compensation

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.2.1. Section d'investissement : tableau des emplois (2)

		Budget initial	DM ou virements de crédits	Total	Mandats émis (ESSMS publics) / Mouvements du compte (ESSMS privés)	Mandats en annulation (ESSMS publics)	Net (public)	Ecart	
								montant	en %
Remboursement des dettes financières		(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5)	(6) = (4)-(5)	(7) = (6)-(3)	(8) = (7)/(3)
163	Emprunts obligataires (établissements publics)	-	-	-	-	-	-	-	
164	Emprunts auprès des établissements de crédit	32 800,00	-	32 800,00	32 731,00	-	32 731,00	- 69,00	-0,21%
165	Dépôts et cautionnements reçus	-	-	-	-	-	-	-	
166	Refinancement de la dette	-	-	-	-	-	-	-	
167	Emprunts et dettes assortis de conditions particulières	-	-	-	-	-	-	-	
168	Autres emprunts et dettes assimilées	-	-	-	-	-	-	-	
169	Primes de remboursements des obligations	-	-	-	-	-	-	-	
16	**TOTAL**	**32 800,00**	**-**	**32 800,00**	**32 731,00**	**-**	**32 731,00**	**- 69,00**	**-0,21%**
171	Dettes rattachées à des participations (groupe)	-	-	-	-	-	-	-	
174	Dettes rattachées à des participations (hors groupe)	-	-	-	-	-	-	-	
178	Dettes rattachées à des sociétés en participation	-	-	-	-	-	-	-	
17	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	
Compte de liaison investissement									
18	Comptes de liaison affectés à l'investissement (uniquement)	-	-	-	-	-	-	-	
18	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	
Fonds dédiés (établissements privés)									
194	Fonds dédiés sur subvention de fonctionnement	-	-	-	-	-	-	-	
195	Fonds dédiés sur dons manuels affectés	-	-	-	-	-	-	-	
197	Fonds dédiés sur legs et donations affectés	-	-	-	-	-	-	-	
19	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	
Acquisition d'éléments de l'actif immobilisé									
201	Frais d'établissement	-	-	-	-	-	-	-	
203	Frais d'étude, de recherche, de développement et frais d'insertion (établissements publics)	-	127 449,00	127 449,00	77 613,25	-	77 613,25	- 49 835,75	-39,1
205	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques et procédés,droits et valeurs similaires	-	-	-	12 079,20	-	12 079,20	12 079,20	
206	Droit au bail (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	-	
207	Fonds commercial (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	-	
208	Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	
20	**TOTAL**	**-**	**127 449,00**	**127 449,00**	**89 692,45**	**-**	**89 692,45**	**- 37 756,55**	**-29,6**

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.2.1. Section d'investissement : tableau des emplois (3)

		Budget initial	DM ou virements de crédits	Total	Mandats émis (ESSMS publics) / Mouvements du compte (ESSMS privés)	Mandats en annulation (ESSMS publics)	Net (public)	Ecart	
								montant	en %
Acquisition d'éléments de l'actif immobilisé (suite)		(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5)	(6) = (4)-(5)	(7) = (6)-(3)	(8) = (7)/(3)
211	Terrains	-	-	-	-	-	-	-	
212	Agencements et aménagements des terrains, plantations à dem	-	-	-	-	-	-	-	
213	Constructions sur sol propre	-	-	-	-	-	-	-	
214	Constructions sur sol d'autrui	-	-	-	-	-	-	-	
215	Installations, matériel et outillages techniques	-	-	-	-	-	-	-	
216	Collections, oeuvres d'art	-	-	-	-	-	-	-	
2181	Installations générales, agencements, aménagements divers	-	1 180,00	1 180,00	2 782,01	-	2 782,01	1 602,01	135,76%
2182	Matériel de transport	-	-	-	-	-	-	-	
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	-	4 250,00	4 250,00	6 081,60	-	6 081,60	1 831,60	43,10%
2184	Mobilier	10 000,00	97 144,00	107 144,00	33 882,90	-	33 882,90	- 73 261,10	-68,38%
2185	Cheptel	-	-	-	-	-	-	-	
2188	Autres immobilisations corporelles	-	915,00	915,00	20 728,29	-	20 728,29	19 813,29	2165,39%
21	**TOTAL**	**10 000,00**	**103 489,00**	**113 489,00**	**63 474,80**	**-**	**63 474,80**	**- 50 014,20**	**-44,07%**
221	Terrains	-	-	-	-	-	-	-	
222	Agencements et aménagements des terrains, plantations à dem	-	-	-	-	-	-	-	
223	Constructions sur sol propre	-	-	-	-	-	-	-	
224	Constructions sur sol d'autrui	-	-	-	-	-	-	-	
225	Installations techniques, matériel et outillage	-	-	-	-	-	-	-	
226	Collections, oeuvres d'art	-	-	-	-	-	-	-	
228	Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-	-	
229	Droits des propriétaires/Droits de l'affectant	-	-	-	-	-	-	-	
22	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	
2312	Terrains, agencements et aménagements des terrains en cours	-	-	-	-	-	-	-	
2313	Constructions en cours sur sol propre	-	1 503 686,00	1 503 686,00	1 393 253,90	-	1 393 253,90	- 110 432,10	-7,3
2314	Constructions en cours sur sol d'autrui	-	-	-	-	-	-	-	
2315	Installations, matériel et outillage techniques en cours	-	-	-	-	-	-	-	
2318	Autres immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-	-	-	-	
232	Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-	-	-	-	
235	Immobilisations en cours - Part investissement PPP (partenariat public privé)	-	-	-	-	-	-	-	
237	Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	
238	Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-	-	
23	**TOTAL**	**-**	**1 503 686,00**	**1 503 686,00**	**1 393 253,90**	**-**	**1 393 253,90**	**- 110 432,10**	**-7,3**
24	Immobilisations affectées, concédées ou mises à disposition (établissement public)	-	-	-	-	-	-	-	
24	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.2.1. Section d'investissement : tableau des emplois (4)

		Budget initial	DM ou virements de crédits	Total	Mandats émis (ESSMS publics) / Mouvements du compte (ESSMS privés)	Mandats en annulation (ESSMS publics)	Net (public)	Ecart	
								montant	en %
Remboursement des dettes financières		(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5)	(6) = (4)-(5)	(7) = (6)-(3)	(8) = (7)/(3)
26	Participations et créances rattachées à des participations	-	-	-	-	-	-	-	
26	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
271	Titres immobilisés (droit de propriété)	-	-	-	-	-	-	-	
272	Titres immobilisés (droit de créance)	-	-	-	-	-	-	-	
273	Comptes de placement (long terme)	-	-	-	-	-	-	-	
274	Prêts	-	-	-	-	-	-	-	
275	Dépôts et cautionnements versés	-	-	-	-	-	-	-	
2761	Créances diverses	-	-	-	-	-	-	-	
2768	Intérêts courus	-	-	-	-	-	-	-	
279	Versements restant à effectuer sur titres immobilisés non libérés (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	-	
27	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
Amortissements des immobilisations (reprises)									
280	Amortissements des immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	
2811	Amortissements des terrains de gissement	-	-	-	-	-	-	-	
2812	Amortissements des agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure	-	-	-	-	-	-	-	
2813	Amortissements des constructions sur sol propre	-	-	-	-	-	-	-	
2814	Amortissements des constructions sur sol d'autrui	-	-	-	-	-	-	-	
2815	Amortissements des installations, matériel et outillage technique	-	-	-	-	-	-	-	
2818	Amortissements des autres immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-	-	
282	Amortissements des immobilisations reçues en affectation (Etab	-	-	-	-	-	-	-	
28	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.2.1. Section d'investissement : tableau des emplois (5)

		Budget initial	DM ou virements de crédits	Total	Mandats émis (ESSMS publics) / Mouvements du compte (ESSMS privés)	Mandats en annulation (ESSMS publics)	Net (public)	Ecart	
								montant	en %
Autres - Dépréciation des immobilisations (reprises)		(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5)	(6) = (4)-(5)	(7) = (6)-(3)	(8) = (7)/(3)
290	Dépréciation des immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	
291	Dépréciation des immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-	-	
292	Dépréciation des immobilisations reçues en affectation (établisse	-	-	-	-	-	-	-	
293	Dépréciation des immobilisations en cours	-	-	-	-	-	-	-	
296	Dépréciation des participations et créances rattachées à des par	-	-	-	-	-	-	-	
297	Dépréciation des autres immobilisations financières	-	-	-	-	-	-	-	
29	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
39	**Dépréciation de stocks et en-cours**	-	-	-	-	-	-	-	
481	**Charges à répartir sur plusieurs exercices (augmentation)**	-	-	-	-	-	-	-	
49	**Dépréciation des comptes de tiers (reprises)**	-	-	-	-	-	-	-	
59	**Dépréciation des comptes financiers (reprises)**	-	-	-	-	-	-	-	
001	**Résultats d'investissement reporté (Déficit)**	-	-	-	-	-	-	-	
004	**Amortissements comptables excédentaires différés**	-	-	-	-	-	-	-	
003	**Excédent prévisionnel d'investissement**	-	-	-	-	-	-	-	
	TOTAL GENERAL	**42 800,00**	**1 790 100,00**	**1 832 900,00**	**1 579 152,15**	**-**	**1 579 152,15**	**- 253 747,85**	**-13,84**

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.2.2. Section d'investissement : ressources

		Budget initial	Crédits complémentaires ou virements	Total	Réel	Ecart	
						montant	en %
Augmentation des fonds propres		(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5) = (4)-(3)	(6) = (5)/(3)
10	Fonds associatifs, apports, dotations et réserves	330,00	408 143,00	408 473,00	332,59	- 408 140,41	-99,92%
1161	Amortissements comptables excédentaires différés	-	-	-	-	-	
13	Subventions d'investissement affectés à des biens non renouvelables	27 470,00	533 199,21	560 669,21	385 525,60	- 175 143,61	-31,24%
Dotations aux provisions							
14	Provisions réglementées (sauf compte 1412 : provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du BFR - dotation par financement de l'autorité de tarification)	-	-	-	-	-	
15	Provisions pour risques et charges	-	-	-	-	-	
Augmentation des dettes financières							
16	Emprunts et dettes assimilées	-	-	-	-	-	
17	Dettes rattachées à des participations	-	-	-	-	-	
Compte de liaison investissement							
18	Compte de liaison	-	-	-	-	-	
Immobilisations (sorties)							
20	Immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	
21	Immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	
22	Immobilisations reçues en affectation	-	-	-	-	-	
23	Immobilisations en cours	-	-	-	-	-	
24	Immobilisations affectées, concédées, mises à disposition	-	-	-	-	-	
26	Participations et créances rattachées à des participations	-	-	-	-	-	
27	Autres immobilisations financières	-	-	-	-	-	
Autres							
28	Amortissements des immobilisations (dotations)	15 000,00	-	15 000,00	14 285,59	- 714,41	-4,76%
29	Dépréciation des immobilisations (dotations)	-	-	-	-	-	
39	Dépréciation de stocks et en-cours	-	-	-	-	-	
481	Charges à répartir sur plusieurs exercices (diminution)	-	-	-	-	-	
49	Dépréciation des comptes de tiers (dotations)	-	-	-	-	-	
59	Dépréciation des comptes financiers (dotations)	-	-	-	-	-	
	Total des ressources	**42 800,00**	**941 342,21**	**984 142,21**	**400 143,78**	**- 583 998,43**	**-59,34%**
001	Résultat d'investissement antérieur reporté (Excédent)	-	848 757,79	848 757,79	-	- 848 757,79	-100,00%
004	Amortissements comptables excédentaires différés	-	-	-	-	-	
007	Déficit prévisionnel d'investissement	-	-	-	-	-	
	TOTAL GENERAL	**42 800,00**	**1 790 100,00**	**1 832 900,00**	**400 143,78**	**- 1 432 756,22**	**-78,17%**

4.2.2. Section d'investissement : tableau des ressources (1)

		Budget initial	DM ou virements de crédits	Total	Titres émis (ESSMS publics) / Mouvements du compte (ESSMS privés)	Titres en réduction (ESSMS publics)	Net (public)	Ecart	
								montant	en %
Augmentation des fonds propres		(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5)	(6) = (4)-(5)	(7) = (6)-(3)	(8) = (7)/(3)
102	Fonds, apports et dotations	330,00	408 143,00	408 473,00	332,59	-	332,59	-408 140,41	-99,92%
103	Fonds associatif avec droit de reprise (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	0,00	
105	Ecarts de réévaluation (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	0,00	
106	Réserves	-	-	-	-	-	-	0,00	
10	**TOTAL**	**330,00**	**408 143,00**	**408 473,00**	**332,59**	**-**	**332,59**	**- 408 140,41**	**-99,92%**
1161	Amortissements comptables excédentaires différés	-	-	-	-	-	-	0,00	
1161	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	
131	Subventions d'équipement tranférables	27 470,00	533 199,21	560 669,21	385 525,60	-	385 525,60	-175 143,61	-31,24%
138	Autres subventions d'investissement (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	0,00	
139	Subventions d'investissement inscrites au compte de résultat	-	-	-	-	-	-	0,00	
13	**TOTAL**	**27 470,00**	**533 199,21**	**560 669,21**	**385 525,60**	**-**	**385 525,60**	**- 175 143,61**	**-31,24%**
Provisions									
1411	Provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du BFR - Dotation par recours à l'emprunt	-	-	-	-	-	-	0,00	
142	Provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations	-	-	-	-	-	-	0,00	
144	Provisions réglementées relatives aux autres éléments d'actif (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	0,00	
145	Amortissements dérogatoires	-	-	-	-	-	-	0,00	
146	Provision spéciale de réévaluation (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	0,00	
147	Plus-values réinvesties (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	0,00	
148	Autres provisions réglementées	-	-	-	-	-	-	0,00	
14861	*dont réserves des plus values nettes d'actif immobilisé (éts prive*	-	-	-	-	-	-	0,00	
14862	*dont réserves des plus values nettes d'actif circulant (éts privés)*	-	-	-	-	-	-	0,00	
14	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	
151	Provisions pour risques	-	-	-	-	-	-	0,00	
152	Provisions pour risques et charges sur emprunt (établissements pu	-	-	-	-	-	-	0,00	
153	Provisions pour pensions et obligations similaires (établissements p	-	-	-	-	-	-	0,00	
155	Provisions pour impôts (éts privés)	-	-	-	-	-	-	0,00	
157	Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices	-	-	-	-	-	-	0,00	
158	Autres provisions pour charges	-	-	-	-	-	-	0,00	
15	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.2.2. Section d'investissement : tableau des ressources (2)

		Budget initial	DM ou virements de crédits	Total	Titres émis (ESSMS publics) / Mouvements du compte (ESSMS privés)	Titres en réduction (ESSMS publics)	Net (public)	Ecart	
								montant	en %
Augmentation des dettes financières		(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5)	(6) = (4)-(5)	(7) = (6)-(3)	(8) = (7)/(3)
163	Emprunts obligataires (établissements publics)	-	-	-	-	-	-	0,00	
164	Emprunts auprès des établissements de crédits	-	-	-	-	-	-	0,00	
165	Dépôts et cautionnements reçus	-	-	-	-	-	-	0,00	
166	Refinancement de la dette	-	-	-	-	-	-	0,00	
167	Emprunts et dettes assortis de conditions particulières	-	-	-	-	-	-	0,00	
168	Autres emprunts et dettes assimilées	-	-	-	-	-	-	0,00	
169	Primes de remboursements des obligations	-	-	-	-	-	-	0,00	
16	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
Dettes rattachées à des participations (établissements privés)									
171	Dettes rattachées à des participations (groupe)	-	-	-	-	-	-	0,00	
174	Dettes rattachées à des participations (hors groupe)	-	-	-	-	-	-	0,00	
178	Dettes rattachées à des sociétés en participation	-	-	-	-	-	-	0,00	
17	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
Comptes de liaison (en ressources)									
18	Comptes de liaison affectés à l'investissement (uniquement)	-	-	-	-	-	-	0,00	
18	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
Fonds dédiés (établissements privés)									
194	Fonds dédiés sur subvention de fonctionnement	-	-	-	-	-	-	0,00	
195	Fonds dédiés sur dons manuels affectés	-	-	-	-	-	-	0,00	
197	Fonds dédiés sur legs et donations affectés	-	-	-	-	-	-	0,00	
19	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
Immobilisations (sorties)									
201	Frais d'établissement	-	-	-	-	-	-	0,00	
203	Frais d'étude, de recherche, de développement et frais d'insertion	-	-	-	-	-	-	0,00	
205	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques et procédés, droits et valeurs similaires	-	-	-	-	-	-	0,00	
206	Droit au bail (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	0,00	
207	Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	0,00	
208	Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	0,00	
20	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.2.2. Section d'investissement : tableau des ressources (3)

	Immobilisations (sorties) – suite	Budget initial	DM ou virements de crédits	Total	Titres émis (ESSMS publics) / Mouvements du compte (ESSMS privés)	Titres en réduction (ESSMS publics)	Net (public)	Ecart	
								montant	en %
		(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5)	(6) = (4)-(5)	(7) = (6)-(3)	(8) = (7)/(3)
211	Terrains	-	-	-	-	-	-	0,00	
212	Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeur	-	-	-	-	-	-	0,00	
213	Constructions sur sol propre	-	-	-	-	-	-	0,00	
214	Constructions sur sol d'autrui	-	-	-	-	-	-	0,00	
215	Installations, matériel et outillage techniques	-	-	-	-	-	-	0,00	
216	Collections, oeuvres d'art	-	-	-	-	-	-	0,00	
2181	Installations générales, agencements, aménagements divers	-	-	-	-	-	-	0,00	
2182	Matériel de transport	-	-	-	-	-	-	0,00	
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	-	-	-	-	-	-	0,00	
2184	Mobilier	-	-	-	-	-	-	0,00	
2185	Cheptel	-	-	-	-	-	-	0,00	
2188	Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-	0,00	
21	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
221	Terrains	-	-	-	-	-	-	0,00	
222	Agencements et aménagements de terrains, plantations à demeure	-	-	-	-	-	-	0,00	
223	Constructions sur sol propre	-	-	-	-	-	-	0,00	
224	Constructions sur sol d'autrui	-	-	-	-	-	-	0,00	
225	Installations techniques, matériel et outillage	-	-	-	-	-	-	0,00	
226	Collections, oeuvres d'art	-	-	-	-	-	-	0,00	
228	Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-	0,00	
229	Droits des propriétaires/Droits de l'affectant	-	-	-	-	-	-	0,00	
22	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.2.2. Section d'investissement : tableau des ressources (4)

		Budget initial	DM ou virements de crédits	Total	Titres émis (ESSMS publics) / Mouvements du compte (ESSMS privés)	Titres en réduction (ESSMS publics)	Net (public)	Ecart	
								montant	en %
Immobilisations (sorties) – suite		(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5)	(6) = (4)-(5)	(7) = (6)-(3)	(8) = (7)/(3)
2312	Terrains, agencements et aménagements des terrains en cours	-	-	-	-	-	-	0,00	
2313	Constructions en cours sur sol propre	-	-	-	-	-	-	0,00	
2314	Constructions en cours sur sol d'autrui	-	-	-	-	-	-	0,00	
2315	Installations techniques, matériel et outillage	-	-	-	-	-	-	0,00	
2318	Autres immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-	-	-	0,00	
232	Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-	-	-	0,00	
235	Immobilisations en cours - Part investissement PPP (partenariat public privé)	-	-	-	-	-	-	0,00	
237	Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	0,00	
238	Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-	0,00	
23	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
24	Immobilisations affectées, concédées ou mises à disposition (établissement public)	-	-	-	-	-	-	0,00	
24	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
26	Participations et créances rattachées à des participations	-	-	-	-	-	-	0,00	
26	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
271	Titres immobilisés (droit de propriété)	-	-	-	-	-	-	0,00	
272	Titres immobilisés (droit de créance)	-	-	-	-	-	-	0,00	
273	Comptes de placement (long terme)	-	-	-	-	-	-	0,00	
274	Prêts	-	-	-	-	-	-	0,00	
275	Dépôts et cautionnements versés	-	-	-	-	-	-	0,00	
2761	Créances diverses	-	-	-	-	-	-	0,00	
2768	Intérêts courus	-	-	-	-	-	-	0,00	
279	Versements restant à éffectuer sur titres immobilisés non libérés (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	0,00	
27	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.2.2. Section d'investissement : tableau des ressources (5)

		Budget initial	DM ou virements de crédits	Total	Titres émis (ESSMS publics) / Mouvements du compte (ESSMS privés)	Titres en réduction (ESSMS publics)	Net (public)	Ecart	
								montant	en %
Amortissements des immobilisations (dotations)		(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5)	(6) = (4)-(5)	(7) = (6)-(3)	(8) = (7)/(3)
280	Amortissements des immobilisations incorporelles	-	-	-	50,00	-	50,00	50,00	
2811	Amortissements des terrains	-	-	-	-	-	-	0,00	
2812	Amortissements des agencements et des aménagements des terrains, plantations à demeure	-	-	-	-	-	-	0,00	
2813	Amortissements des construction sur sol propre	-	-	-	-	-	-	0,00	
2814	Amortissements des construction sur sol d'autrui	2 000,00	-	2 000,00	1 879,32	-	1 879,32	-120,68	-6,03%
2815	Amortissements des installations, matériel et outillage technique	-	-	-	-	-	-	0,00	
2818	Amortissements des autres immobilisations corporelles	13 000,00	-	13 000,00	12 356,27	-	12 356,27	-643,73	-4,95%
282	Amortissements des immobilisations reçues en affectation (Etablissements publics)	-	-	-	-	-	-	0,00	
28	**TOTAL**	**15 000,00**	**-**	**15 000,00**	**14 285,59**	**-**	**14 285,59**	**- 714,41**	**-4,76%**
Dépréciation des immobilisations (dotations)									
290	Dépréciation des immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	0,00	
291	Provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-	0,00	
292	Dépréciation des immobilisations reçues en affectation (établissements publics)	-	-	-	-	-	-	0,00	
293	Dépréciation des immobilisations en cours	-	-	-	-	-	-	0,00	
296	Dépréciation des participations et créances rattachées à des participations	-	-	-	-	-	-	0,00	
297	Dépréciation des autres immobilisations financières	-	-	-	-	-	-	0,00	
29	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	
39	**Dépréciation de stocks et en-cours**	-	-	-	-	-	-	0,00	
481	**Charges à répartir sur plusieurs exercices (diminution)**	-	-	-	-	-	-	0,00	
49	**Dépréciation des comptes de tiers (dotations)**	-	-	-	-	-	-	0,00	
59	**Dépréciation des comptes financiers (dotations)**	-	-	-	-	-	-	0,00	
001	**Résultats d'investissement reporté (Excédent)**	-	848 757,79	848 757,79	-	-	-	-848 757,79	-100,00%
004	**Amortissements comptables excédentaires différés**	-	-	-	-	-	-	0,00	
007	**Déficit d'investissement**	-	-	-	-	-	-	0,00	
	TOTAL GENERAL	**42 800,00**	**1 790 100,00**	**1 832 900,00**	**400 143,78**	**-**	**400 143,78**	**-1 432 756,22**	**-78,17%**

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.3.1. Tableau des amortissements

		Amortissements cumulés au 31 décembre n-1	Dotations de l'exercice	Diminutions résultant des sorties de l'exercice	Amortissements cumulés au 31 décembre n
		(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) - (3)
Amortissements des immobilisations incorporelles					
2801	Frais d'établissement	-	-	-	-
2803	Frais d'études, de recherche et de développement, et frais d'insertion	-	-	-	-
2805	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques et procédés, droits et valeurs similaires	452,61	50,00	-	502,61
2806	Droit au bail (établissements privés)	-	-	-	-
2807	Fonds commercial (établissements privés)	-	-	-	-
2808	Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Amortissements des immobilisations corporelles					
2811	Terrains	-	-	-	-
2812	Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure	-	-	-	-
2813	Constructions sur sol propre	-	-	-	-
2814	Constructions sur sol d'autrui	167 246,72	1 879,32	-	169 126,04
2815	Installations, matériel et outillage techniques	155 662,81	-	-	155 662,81
2818	Autres immobilisations corporelles	251 870,43	12 356,27	-	264 226,70
	dont : Matériel de transport	50 308,87			
	Matériel de bureau	38 389,80	2 251,88		
	Matériel informatique	68 627,97	3 041,40		
282	Amortissement des immobilisations reçues en affectation (établissements publics)	-	-	-	-
	Total général	**575 232,57**	**14 285,59**	**-**	**589 518,16**

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.3.2 Tableau des provisions, des dépréciations, des fonds dédiés et des réserves de compensation

		Montant au 31 décembre n-1	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant au 31 décembre n
		(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) - (3)
Réserves de compensation					
###	Des déficits d'exploitation	-	-	-	-
###	Des charges d'amortissement	-	-	-	-
Provisions réglementées					
141	Destinées à la couverture du besoin en fonds de roulement	-	-	-	-
142	Pour renouvellement des immobilisations	672 000,00	-	28 000,00	644 000,00
144	Provisions réglementées relatives aux autres éléments d'actif (établissements privés)	-	-	-	-
145	Amortissements dérogatoires	-	-	-	-
146	Provision spéciale de réévaluation (établissements privés)	-	-	-	-
147	Plus-values réinvesties (établissements privés)	-	-	-	-
148	Autres provisions réglementées	-	-	-	-
###	*dont réserves des plus values nettes d'actif immobilisé (établissements privés)*	-	-	-	-
###	*dont réserves des plus values nettes d'actif circulant (établissements privés)*	-	-	-	-
Provisions pour risques et charges					
151	Provisions pour risques	-	-	-	-
152	Provisions pour risques et charges sur emprunts (établissements publics)	-	-	-	-
153	Provisions pour pensions et obligations similaires (établissements privés)	-	-	-	-
155	Provisions pour impôts (établissements privés)	-	-	-	-
157	Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices	-	-	-	-
158	Autres provisions pour charges	-	-	-	-
Dépréciations					
29	Dépréciation des immobilisations	-	-	-	-
39	Dépréciation des stocks et encours	-	-	-	-
49	Dépréciation des comptes de tiers	-	-	-	-
59	Dépréciation des comptes financiers	-	-	-	-

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

Fonds dédiés

194	Sur subvention de fonctionnement	-	-	-	-
195	Sur dons manuels affectés	-	-	-	-
197	Sur legs et donations affectés	-	-	-	-
	Total général	**672 000,00**	**-**	**28 000,00**	**644 000,00**

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.3.3.1 Tableau des emprunts en cours

Organisme prêteur	Date de souscript°	Durée (années)	Taux %	Capital emprunté	Dette en fin d'exercice précédent		Remboursement du capital de l'année n	Montant des intérêts de l'année n
					Capital	Intérêt		
CRCA du Gard	28/05/2019	25	1,88%	10 150 000,00	982 877,18	240 627,74	32 731,00	18 645,30
Total				**10 150 000,00**	**982 877,18**	**240 627,74**	**32 731,00**	**18 6**

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

5.1.1 Charges de la section d'exploitation

GROUPE I : DEPENSES AFFERENTES A L'EXPLOITATION COURANTE		Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virements de crédits et DM	Total (2) + (3)	dont CNR	Dépenses réalisées n	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
								montant	en %	
		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)		(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (6) / (4)	
ACHATS										
601	Achats stockés de matières premières et de fournitures	-	-	-	-	-	-	-	-	
602	Achats stockés - autres approvisionnements	-	-	-	-	-	-	-	-	
603	Variation des stocks	-	-	-	-	-	-	-	-	
606	Achats non stockés de matières et fournitures	27 507,91	38 500,00	-	38 500,00	-	34 864,69	- 3 635,31	- 9,44	
607	Achats de marchandise	-	-	-	-	-	-	-	-	
709	Rabais, remises, ristournes accordés par l'établissement	-	-	-	-	-	-	-	-	
713	Variations des stocks, en cours de production, produits (en dépenses)	-	-	-	-	-	-	-	-	
SERVICES EXTERIEURS										
6111	Sous-traitance : prestations à caractère médical	-	-	-	-	-	-	-	-	
6112	Sous-traitance : prestations à caractère médico-social	165,00	5 000,00	-	5 000,00	-	-	- 5 000,00	- 100,00	
6118	Sous-traitance : autres prestations de service	-	-	-	-	-	-	-	-	
AUTRES SERVICES EXTERIEURS										
6241	Transports de biens	-	-	-	-	-	5 400,00	5 400,00	-	
6242	Transports d'usagers	-	-	-	-	-	-	-	-	
6247	Transports collectifs de personnel	-	-	-	-	-	-	-	-	
6248	Transports divers	-	-	-	-	-	-	-	-	
625	Déplacements, missions et réceptions	502,18	4 000,00	-	4 000,00	-	425,57	- 3 574,43	- 89,36	
626	Frais postaux et frais de télécommunications	4 155,42	3 000,00	-	3 000,00	-	5 267,38	2 267,38	75,58	
6281	Prestations de blanchissage à l'extérieur	-	-	-	-	-	-	-	-	
6282	Prestations d'alimentation à l'extérieur	-	-	-	-	-	-	-	-	
6283	Prestations de nettoyage à l'extérieur	12 270,00	19 500,00	-	19 500,00	-	21 964,20	2 464,20	12,64	
6284	Prestations d'informatique à l'extérieur	-	-	-	-	-	-	-	-	
6287	Remboursement de frais	-	-	-	-	-	-	-	-	
6288	Autres prestations	-	-	-	-	-	-	-	-	
	TOTAL GROUPE I	**44 600,51**	**70 000,00**	**0,00**	**70 000,00**	**0,00**	**67 921,84**	**-2 078,16**	**97,03**	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

GROUPE II : DEPENSES AFFERENTES AU PERSONNEL

		Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virements de crédits et DM	Total (2) + (3)	dont CNR	Dépenses réalisées n	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
								montant	en %	
		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)		(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (6) / (4)	
621	Personnel extérieur à l'établissement	109 028,07	155 000,00	-	155 000,00	-	135 562,98	- 19 437,02	- 12,54	
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	1 550,24	2 428,00	-	2 428,00	-	-	- 2 428,00	- 100,00	
631	Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impôts)	-	-	-	-	-	-	-	-	
633	Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (autres organismes)	11 171,31	13 805,00	-	13 805,00	-	12 692,63	- 1 112,37	- 8,06	
641	Rémunération du personnel non médical	443 495,65	511 096,00	- 10 000,00	501 096,00	-	474 598,38	- 26 497,62	- 5,29	
642	Rémunération du personnel médical	-	-	-	-	-	-	-	-	
643	Personnes handicapées	-	-	-	-	-	-	-	-	
645	Charges de sécurité sociale et de prévoyance	175 134,83	203 171,00	-	203 171,00	-	191 405,12	- 11 765,88	- 5,79	
646	Charges personnes handicapées	-	-	-	-	-	-	-	-	
647	Autres charges sociales	37,50	2 500,00	-	2 500,00	-	-	- 2 500,00	- 100,00	
648	Autres charges de personnel	87 890,69	13 000,00	-	13 000,00	-	47 287,20	34 287,20	263,75	
	TOTAL GROUPE II	**828 308,29**	**901 000,00**	**-10 000,00**	**891 000,00**	**0,00**	**861 546,31**	**-29 453,69**	**96,69**	
	dont Montant des provisionnements pour congés à payer		0,00	0,00	0,00		0,00	-	-	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

GROUPE III : DEPENSES AFFERENTES A LA STRUCTURE		Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virements de crédits et DM	Total (2) + (3)	dont CNR	Dépenses réalisées n	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
								montant	en %	
		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)		(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (6) / (4)	
612	Redevances de crédit bail	-	-	-	-	-	-	-	-	
6132	Locations immobilières	18 780,23	16 250,00	-	16 250,00	-	14 957,09	- 1 292,91	- 7,96	
6135	Locations mobilières	-	-	-	-	-	-	-	-	
614	Charges locatives et de co-propriété	-	-	-	-	-	-	-	-	
6152	Entretien et réparations sur biens immobiliers	-	-	-	-	-	-	-	-	
6155	Entretien et réparations sur biens mobiliers	1 022,00	1 800,00	-	1 800,00	-	716,66	- 1 083,34	- 60,19	
6156	Maintenance	988,03	2 000,00	-	2 000,00	-	716,92	- 1 283,08	- 64,15	
616	Primes d'assurances	24 218,14	3 310,00	-	3 310,00	-	2 391,50	- 918,50	- 27,75	
617	Etudes et recherches	2 283,00	-	-	-	-	-	-	-	
618	Divers	10 274,01	15 600,00	-	15 600,00	-	20 534,83	4 934,83	31,63	
623	Information, publications, relations publiques	417,72	500,00	-	500,00	-	-	- 500,00	- 100,00	
627	Services bancaires et assimilés	-	-	-	-	-	-	-	-	
635	Autres impôts taxes et versements assimilés (administration des impôts)	-	-	-	-	-	-	-	-	
637	Autres impôts taxes et versements assimilés (autres organismes)	-	-	-	-	-	2 400,00	2 400,00	-	
AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE										
651	Redevances pour concessions, brevets, licences, procédés, droits et valeurs similaires	-	-	-	-	-	-	-	-	
654	Pertes sur créances irrécouvrables	-	-	-	-	-	-	-	-	
655	Quote part résultat opération	-	-	-	-	-	-	-	-	
657	Subventions	5 054,00	5 500,00	-	5 500,00	-	-	- 5 500,00	- 100,00	
658	Charges diverses de gestion courante	-	-	-	-	-	-	-	-	
CHARGES FINANCIERES										
66	Charges financières	17 771,27	18 250,00	10 000,00	28 250,00	-	18 645,30	- 9 604,70	- 34,00	
CHARGES EXCEPTIONNELLES										
671	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	-	-	-	-	-	-	-	-	
673	Charges sur exercices antérieurs	-	-	-	-	-	3 979,20	3 979,20	-	
675	Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	-	-	-	-	-	-	-	-	
678	Autres charges exceptionnelles	-	-	-	-	-	-	-	-	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

	GROUPE III : DEPENSES AFFERENTES A LA STRUCTURE (suite)	Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virements de crédits et DM	Total (2) + (3)	dont CNR	Dépenses réalisées n	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
								montant	en %	
	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX DEPRECIATIONS, AUX PROVISIONS ET ENGAGEMENTS	(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)		(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (6) / (4)	
11	Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	15 911,18	15 000,00	-	15 000,00	-	14 285,59	- 714,41	- 4,76	
12	Dotations aux amortissements des charges d'exploitation à répartir	-	-	-	-	-	-	-	-	
15	Dotations aux provisions pour risques et charges d'exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	
16	Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	-	
17	Dépréciation des actifs circulants	-	-	-	-	-	-	-	-	
6	Dotations aux amortissements et aux provisions - charges financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
7	Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions : charges exceptionnelles	-	-	-	-	-	-	-	-	
71	*dont dotations aux amortissements exceptionnels des immobilisations*	-	-	-	-	-	-	-	-	
725	*dont dotations aux amortissements dérogatoires*	-	-	-	-	-	-	-	-	
741	*dont dotations aux provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du BFR*	-	-	-	-	-	-	-	-	
742	*dont dotations aux provisions règlementées pour renouvellement des immobilisations*	-	-	-	-	-	-	-	-	
7461	*dont dotations aux provisions réglementées : réserves des plus-values nettes d'actif immobilisé (établissements privés)*	-	-	-	-	-	-	-	-	
7462	*dont dotations aux provisions réglementées : réserves des plus-values nettes d'actif circulant (établissements privés)*	-	-	-	-	-	-	-	-	
748	*dont autres*	-	-	-	-	-	-	-	-	
76	*dont dotations aux provisions pour dépréciations exceptionnelles*	-	-	-	-	-	-	-	-	
9	Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions : charges exceptionnelles	-	-	-	-	-	-	-	-	
94	*dont dotations aux amortissements exceptionnels des immobilisations*	-	-	-	-	-	-	-	-	
95	*dont dotations aux amortissements dérogatoires*	-	-	-	-	-	-	-	-	
97	*dont dotations aux provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du BFR*	-	-	-	-	-	-	-	-	
	TOTAL GROUPE III	**96 719,58**	**78 210,00**	**10 000,00**	**88 210,00**	**0,00**	**78 627,09**	**-9 582,91**	**-10,86**	
	TOTAL GENERAL (GROUPE I + GROUPE II + GROUPE III)	**969 628,38**	**1 049 210,00**	**0,00**	**1 049 210,00**	**0,00**	**1 008 095,24**	**-41 114,76**	**-3,92**	
02	Déficit de la section d'exploitation reporté	-	-	-	-		-			
05	Amortissements comptables excédentaires différés	-	-	-	-		-			
	TOTAL DEPENSES D'EXPLOITATION	**969 628,38**	**1 049 210,00**	**0,00**	**1 049 210,00**	**0,00**	**1 008 095,24**	**-41 114,76**	**-3,92**	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

5.1.2 Produits de la section d'exploitation

GROUPE I : PRODUITS DE LA TARIFICATION ET ASSIMILES		Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virements de crédits et DM	Total (2) + (3)	Recettes réalisées n	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
							montant	en %	
		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (6) / (4)	
731	Produits à la charge de l'assurance maladie (hors EHPAD)	829 881,96	840 368,00	- 55 476,00	784 892,00	972 655,91	187 763,91	23,92	
731224	dont prise en charge au titre des dispositions de l'article L. 242-4 du CASF	-	-	-	-	-	-	-	
732	Produits à la charge de l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	
733	Produits à la charge du département (hors EHPAD)	200 165,05	208 842,00	-	208 842,00	189 593,40	- 19 248,60	- 9,22	
733222	dont prise en charge au titre des dispositions de l'article L. 242-4 du CASF	-	-	-	-	-	-	-	
734	Produits à la charge de l'usager (hors EHPAD)	-	-	-	-	-	-	-	
735	Produits des EHPAD - Secteur des personnes âgées	-	-	-	-	-	-	-	
7351	dont produits à la charge de l'assurance maladie	-	-	-	-	-	-	-	
7352	dont produits à la charge du département	-	-	-	-	-	-	-	
7353	dont produits à la charge de l'usager	-	-	-	-	-	-	-	
738	Produits à la charge d'autres financeurs	-	-	-	-	-	-	-	
	TOTAL GROUPE I	**1 030 047,01**	**1 049 210,00**	**-55 476,00**	**993 734,00**	**1 162 249,31**	**168 515,31**	**116,96**	

GROUPE II : AUTRES PRODUITS RELATIFS A L'EXPLOITATION		Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virements de crédits et DM	Total (2) + (3)	Recettes réalisées n	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
							montant	en %	
		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (6) / (4)	
70	Produits sauf 7082	-	-	-	-	-	-	-	
7082	Participations forfaitaires des usagers	-	-	-	-	-	-	-	
70821	dont forfaits journaliers	-	-	-	-	-	-	-	
70822	dont participations prévues au 4° alinéa de l'article L.242-4 du code de l'action sociale et des familles	-	-	-	-	-	-	-	
70823	dont participations aux frais de repas et de transport dans les ESAT	-	-	-	-	-	-	-	
70828	dont autres participations forfaitaires des usagers	-	-	-	-	-	-	-	
71	Production stockée	-	-	-	-	-	-	-	
72	Production immobilisée	-	-	-	-	-	-	-	
74	Subventions d'exploitation et participations	-	-	-	-	-	-	-	
75	Autres produits de gestion courante	-	-	-	-	-	-	-	
603	Variation des stocks (en recettes)	-	-	-	-	-	-	-	
609	Rabais, remises et ristournes obtenus sur achats	-	-	-	-	-	-	-	
619	Rabais, remises et ristournes obtenus sur services extérieurs	-	-	-	-	-	-	-	
629	Rabais, remises et ristournes obtenus sur autres services extérieurs	-	-	-	-	-	-	-	
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel non médical	957,00	-	-	-	736,55	736,55	-	
6429	Remboursements sur rémunérations du personnel médical	-	-	-	-	-	-	-	
6439	Remboursements sur rémunérations des personnes handicapées	-	-	-	-	-	-	-	
6459/69/79	Remboursements sur charges de sécurité sociale et de prévoyance et sur autres charges sociales	-	-	-	-	-	-	-	
6489	Fonds de compensation des cessations anticipées d'activité	-	-	-	-	-	-	-	
6611	Intérêts des emprunts et dettes (en recettes)	-	-	-	-	-	-	-	
	TOTAL GROUPE II	**957,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**736,55**	**736,55**	**0,00**	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

ROUPE III : PRODUITS FINANCIERS ET PRODUITS NON NCAISSABLES		Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virements de crédits et DM	Total (2) + (3)	Recettes réalisées n	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
							montant	en %	
		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (6) / (4)	
	Produits financiers	-	-	-	-	-	-	-	
RODUITS EXCEPTIONNELS									
1	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	104 243,87	-	-	-	-	-	-	
3	Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale (établissements publics)	-	-	-	-	-	-	-	
5	Produits de cessions d'éléments d'actif	-	-	-	-	-	-	-	
7	Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	-	-	-	-	-	-	-	
8	Autres produits exceptionnels	-	-	-	-	-	-	-	
JTRES PRODUITS									
1	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (à inscrire dans les produits d'exploitation)	-	-	-	-	-	-	-	
5	Reprises sur dépréciations et provisions (à inscrire dans les produits financiers)	-	-	-	-	-	-	-	
7	Reprises sur dépréciations et provisions (à inscrire dans les produits exceptionnels)	-	-	-	-	-	-	-	
725	dont reprises sur amortissements dérogatoires	-	-	-	-	-	-	-	
741	dont reprises sur provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du besoin en fonds de roulement	-	-	-	-	-	-	-	
742	dont reprises sur provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	
7461	dont reprises sur provisions réglementées : réserves des plus-values nettes d'actif immobilisé (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	-	
7462	dont reprises sur provisions réglementées : réserves des plus-values nettes d'actif circulant (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	-	
748	dont autres reprises (sur provisions réglementées)	-	-	-	-	-	-	-	
76	dont reprises sur dépréciations exceptionnelles	-	-	-	-	-	-	-	
9	Reprises des ressources non utilisées des exercices antérieurs (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	-	
	Transfert de charges	-	-	-	-	-	-	-	
1	dont transfert de charges d'exploitation	-	-	-	-	-	-	-	
5	dont transfert de charges financières	-	-	-	-	-	-	-	
7	dont transfert de charges exceptionnelles	-	-	-	-	-	-	-	
	TOTAL GROUPE III	**104 243,87**	**-**	**-**	**-**	**-**	**0,00**	**-**	
OTAL GENERAL (GROUPE I + GROUPE II + GROUPE III)		**1 135 247,88**	**1 049 210,00**	**- 55 476,00**	**993 734,00**	**1 162 985,86**	**169 251,86**	**17,03**	
2	Excédent de la section d'exploitation reporté	-	-	55 476,00	55 476,00				
5	Amortissements comptables excédentaires différés	-	-	-	-	-			
OTAL RECETTES D'EXPLOITATION		**1 135 247,88**	**1 049 210,00**	**-**	**1 049 210,00**	**1 162 985,86**	**113 775,86**	**10,84**	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

5.2.1. Tableau de répartition des charges

Tableau complémentaire

Numéro du compte	Libellé	Montant total du compte	Clé de répartition (nature)	Unité de répartition 1		Unité de répartition 2		Unité de répartition 3	
				<nom>		<nom>		<nom>	
				Montant	Pourcentage	Montant	Pourcentage	Montant	Pourcentage
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
Total		-		-		-		-	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

5.3.1. Tableau des effectifs

Catégorie	Nombre d'agents à temps plein	Temps partiel		Total		Nombre d'ETP au précédent compte administratif	Ecart
		Nombre d'agents	Nombre d'ETP	Nombre d'agents	Nombre d'ETP		
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2)	(5) = (1) + (3)	(6)	(7) = (5) - (6)
DIRECTION / ENCADREMENT	**1**	**0**	**0,00**	**1**	**1,00**	**1,00**	**0,00**
01 : Directeur				0	0,00		0,00
03 : Médecin directeur	1			1	1,00	1,00	0,00
04 : Directeur adjoint, attaché de direction., économe				0	0,00		0,00
09 : Educateur spécialisé - encadrement				0	0,00		0,00
10 : Educateur technique - encadrement				0	0,00		0,00
11 : Educateur technique spécialisé - encadrement				0	0,00		0,00
12 : Chef d'atelier				0	0,00		0,00
13 : Assistant de service social - encadrement				0	0,00		0,00
14 : Educateur de jeunes enfants - encadrement				0	0,00		0,00
15 : Conseiller en économie sociale - encadrement				0	0,00		0,00
16 : Chef de service éducatif				0	0,00		0,00
17 : Cadre infirmier - encadrement				0	0,00		0,00
18 : Cadre infirmier psychiatrique				0	0,00		0,00
19 : Autre cadre - pédagogique et social				0	0,00		0,00
20 : Autre cadre - paramédical				0	0,00		0,00
21 : Chef de service général/documentaire/informatique				0	0,00		0,00
ADMINISTRATION / GESTION	**3**	**0**	**0,00**	**3**	**3,00**	**3,00**	**0,00**
05 : Agent administratif et de bureau	3			3	3,00	3,00	0,00
06 : Autre personnel de direction/ gestion /administration				0	0,00		0,00
SERVICES GENERAUX	**1**	**0**	**0,00**	**1**	**1,00**	**1,00**	**0,00**
07 : Agent de service général	1			1	1,00	1,00	0,00
08 : Ouvrier professionnel				0	0,00		0,00
71 : Maîtresse de maison				0	0,00		0,00
72 : Veilleur de nuit				0	0,00		0,00
RESTAURATION				0	0,00		0,00
SOCIO-EDUCATIF	**2**	**4**	**2,27**	**6**	**4,27**	**4,54**	**-0,27**
22 : Educateur scolaire				0	0,00		0,00
23 : Instituteur spécialisé				0	0,00		0,00
24 : Instituteur				0	0,00		0,00
25 : Professeur des écoles				0	0,00		0,00
26 : Professeur agrégé				0	0,00		0,00
27 : Professeur enseignement général collège				0	0,00		0,00
28 : Professeur lycée professionnel				0	0,00		0,00
29 : Maître-auxiliaire				0	0,00		0,00
30 : Professeur/moniteur E.P.S.				0	0,00		0,00
31 : Professeur technique - enseignement professionnel				0	0,00		0,00
32 : Educateur technique spécialisé				0	0,00		0,00
33 : Educateur technique				0	0,00		0,00
34 : Moniteur d'atelier				0	0,00		0,00
35 : Educateur spécialisé	1	2	0,88	3	1,88	1,96	-0,08
36 : Moniteur éducateur				0	0,00		0,00
37 : Moniteur de jardin d'enfants				0	0,00		0,00
38 : Aide médico-psychologique				0	0,00		0,00
61A : Aide-soignant (sauf SSIAD)				0	0,00		0,00
39 : Educateur PJJ				0	0,00		0,00
40 : Assistant de service social				0	0,00		0,00
41 : Moniteur enseignement ménager				0	0,00		0,00
42 : Conseiller en économie sociale et familiale				0	0,00		0,00
43 : Assistante maternelle				0	0,00		0,00
44 : Personnel d'aide à domicile				0	0,00		0,00
45 : Travailleur familial				0	0,00		0,00
46 : Animateur social				0	0,00		0,00
47 : Autre personnel éducatif.	1	2	1,39	3	2,39	2,58	-0,19
64 : Att. form. éducateur spécialisé				0	0,00		0,00
65 : Att. form. moniteur éducateur				0	0,00		0,00
66 : Att. form. médico-psychologique				0	0,00		0,00
67 : Elève éducateur spécialisé				0	0,00		0,00
68 : Elève moniteur éducateur				0	0,00		0,00
69 : Elève aide médico-psychologique				0	0,00		0,00
MEDICAL	**0**	**1**	**0,57**	**1**	**0,57**	**0,00**	**0,57**
48 : Psychiatre				0	0,00		0,00
49 : Pédiatre				0	0,00		0,00
50 : Médecin rééducation fonctionnelle				0	0,00		0,00
51 : Autre spécialiste				0	0,00		0,00
52 : Médecin généraliste		1	0,57	1	0,57		0,57
PARAMEDICAL	**2**	**9**	**3,99**	**11**	**5,99**	**5,79**	**0,20**
53 : Psychologue		4	1,39	4	1,39	1,44	-0,05
54 : Infirmier D.E.				0	0,00		0,00
55 : Infirmier psychiatrique				0	0,00		0,00
56 : Masseur kinésithérapeute	1			1	1,00	1,00	0,00
57 : Ergothérapeute				0	0,00		0,00
58 : Orthophoniste				0	0,00	0,43	-0,43
59 : Orthoptiste				0	0,00		0,00
60 : Psychomotricien	1	5	2,60	6	3,60	2,92	0,68
62 : Auxiliaire de puériculture				0	0,00		0,00
63 : Autre - paramédical diplômé				0	0,00		0,00
70 : Puéricultrice				0	0,00		0,00
61B : Aide-soignant (pour SSIAD)				0	0,00		0,00
TOTAL	**9**	**14**	**6,83**	**23**	**15,83**	**15,33**	**0,50**

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

5.3.2. Tableau des rémunérations : en euros - Valorisation du tableau des effectifs

Catégorie	ETP	Budget exécutoire (1)	CA (2)	Ecart (3) = (2) - (1)
DIRECTION / ENCADREMENT	**1,00**	**155000,00**	**135562,98**	**-19 437,02**
01 : Directeur	0,00			0,00
03 : Médecin directeur	1,00	155000,00	135562,98	-19 437,02
04 : Directeur adjoint, attaché de direction., économe	0,00			0,00
09 : Educateur spécialisé - encadrement	0,00			0,00
10 : Educateur technique - encadrement	0,00			0,00
11 : Educateur technique spécialisé - encadrement	0,00			0,00
12 : Chef d'atelier	0,00			0,00
13 : Assistant de service social - encadrement	0,00			0,00
14 : Educateur de jeunes enfants - encadrement	0,00			0,00
15 : Conseiller en économie sociale - encadrement	0,00			0,00
16 : Chef de service éducatif	0,00			0,00
17 : Cadre infirmier - encadrement	0,00			0,00
18 : Cadre infirmier psychiatrique	0,00			0,00
19 : Autre cadre - pédagogique et social	0,00			0,00
20 : Autre cadre - paramédical	0,00			0,00
21 : Chef de service général/documentaire/informatique	0,00			0,00
ADMINISTRATION / GESTION	**3,00**	**108012,07**	**108012,07**	**0,00**
05 : Agent administratif et de bureau	3,00	108012,07	108012,07	0,00
06 : Autre personnel de direction/ gestion /administration	0,00			0,00
SERVICES GENERAUX	**1,00**	**0,00**	**33960,18**	**33 960,18**
07 : Agent de service général	1,00		33960,18	33 960,18
08 : Ouvrier professionnel	0,00			0,00
71 : Maîtresse de maison	0,00			0,00
72 : Veilleur de nuit	0,00			0,00
RESTAURATION	**0,00**			**0,00**
SOCIO-EDUCATIF	**4,27**	**0,00**	**181 308,98**	**181 308,98**
22 : Educateur scolaire	0,00			0,00
23 : Instituteur spécialisé	0,00			0,00
24 : Instituteur	0,00			0,00
25 : Professeur des écoles	0,00			0,00
26 : Professeur agrégé	0,00			0,00
27 : Professeur enseignement général collège	0,00			0,00
28 : Professeur lycée professionnel	0,00			0,00
29 : Maître-auxiliaire	0,00			0,00
30 : Professeur/moniteur E.P.S.	0,00			0,00
31 : Professeur technique - enseignement professionnel	0,00			0,00
32 : Educateur technique spécialisé	0,00			0,00
33 : Educateur technique	0,00			0,00
34 : Moniteur d'atelier	0,00			0,00
35 : Educateur spécialisé	1,88		96805,40	96 805,40
36 : Moniteur éducateur	0,00			0,00
37 : Moniteur de jardin d'enfants	0,00			0,00
38 : Aide médico-psychologique	0,00			0,00
61A : Aide-soignant (sauf SSIAD)	0,00			0,00
39 : Educateur PJJ	0,00			0,00
40 : Assistant de service social	0,00			0,00
41 : Moniteur enseignement ménager	0,00			0,00
42 : Conseiller en économie sociale et familiale	0,00			0,00
43 : Assistante maternelle	0,00			0,00
44 : Personnel d'aide à domicile	0,00			0,00
45 : Travailleur familial	0,00			0,00
46 : Animateur social	0,00			0,00
47 : Autre personnel éducatif.	2,39		84503,58	84 503,58
64 : Att. form. éducateur spécialisé	0,00			0,00
65 : Att. form. moniteur éducateur	0,00			0,00
66 : Att. form. médico-psychologique	0,00			0,00
67 : Elève éducateur spécialisé	0,00			0,00
68 : Elève moniteur éducateur	0,00			0,00
69 : Elève aide médico-psychologique	0,00			0,00
MEDICAL	**0,57**	**0,00**	**60134,54**	**60 134,54**
48 : Psychiatre	0,00			0,00
49 : Pédiatre	0,00			0,00
50 : Médecin rééducation fonctionnelle	0,00			0,00
51 : Autre spécialiste	0,00			0,00
52 : Médecin généraliste	0,57		60134,54	60 134,54
PARAMEDICAL	**5,99**	**0,00**	**293612,36**	**293 612,36**
53 : Psychologue	1,39		68609,00	68 609,00
54 : Infirmier D.E.	0,00			0,00
55 : Infirmier psychiatrique	0,00			0,00
56 : Masseur kinésithérapeute	1,00		52679,58	52 679,58
57 : Ergothérapeute	0,00			0,00
58 : Orthophoniste	0,00			0,00
59 : Orthoptiste	0,00			0,00
60 : Psychomotricien	3,60		172323,78	172 323,78
62 : Auxiliaire de puériculture	0,00			0,00
63 : Autre - paramédical diplômé	0,00			0,00
70 : Puéricultrice	0,00			0,00
61B : Aide-soignant (pour SSIAD)	0,00			0,00
TOTAL	**15,83**	**263012,07**	**812591,11**	**549 579,04**

5.3.3. Tableau des rémunérations : en euros - Autres rémunérations et avantages

Nature des rémunérations	Budget N	Réel N	Ecart N
	(1)	(2)	(3) = (2) - (1)
medecine du travail	2 500,00	-	- 2 500,00
supplemen familial	3 000,00	1 668,00	- 1 332,00
mutualisation direction	13 000,00	47 287,20	34 287,20
	-	-	-
	-	-	-
	-	-	-
	-	-	-
	-	-	-
	-	-	-
	-	-	-
	-	-	-
	-	-	-
	-	-	-

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

5.3.5 Tableau de calcul des appointements Valorisation en euros Valeur moyenne du point

Valeur du point utilisée :

Postes	Total annuel en points (a)	Total annuel de l'année précédente (b)	Ecart (a) - (b)	Valorisation en euros de (a)	Indemnités évaluées en pourcentage	Autres primes et indemnités en euros	Rémunération annuelle totale de l'année (c)	Rémunération annuelle de l'année précédente (d)	Ecart (c) - (d)
Educat Pal j enfant 1 Cl	-	519,00	- 519,00	-				3 878,97	- 3 878,97
Educateur j enfant ClEx	6 792,00	4 494,16	2 297,84	31 827,31		2 354,11	48 905,57	45 525,94	3 379,63
Technicien param ClSup	1 602,00	6 528,00	- 4 926,00	7 506,97		813,34	12 012,36	50 128,99	- 38 116,63
MKiné Psy Orth ClS (anc)	4 896,00	-	4 896,00	22 942,66		3 389,91	38 116,63	-	38 116,63
Techn. param ClN (anc)	2 848,00	1 506,95	1 341,05	13 345,73		200,45	18 177,16	10 097,38	8 079,78
Adjt adm Pal 2Cl	3 132,00	4 145,08	- 1 013,08	14 676,55		2 412,08	23 921,44	32 581,57	- 8 660,13
Adjt adm Pal 1Cl	1 080,00	-	1 080,00	5 060,88		1 681,34	9 162,87	-	9 162,87
Adjt tech Pal 2Cl	4 560,00	4 179,00	381,00	21 368,16		3 760,59	30 181,00	32 811,22	- 2 630,22
Educateur j enfant ClEx	5 660,00	5 201,60	458,40	26 522,76		3 672,32	44 536,28	43 622,37	913,91
ATSEM Pal 2Cl	1 670,00	2 269,00	- 599,00	7 825,62		456,72	12 863,92	16 805,70	- 3 941,78
Techn. param ClN (anc)	2 136,00	1 348,07	787,93	10 009,30		146,13	15 261,29	6 721,86	8 539,43
MKiné Psy Orth ClN (anc)	1 170,00	-	1 170,00	5 482,62		699,28	8 546,46	-	8 546,46
Technicien param ClN	1 602,00	6 408,00	- 4 806,00	7 506,97		1 699,86	12 970,08	52 679,58	- 39 709,50
MKiné Psy Orth ClS (anc)	4 806,00	-	4 806,00	22 520,92		5 940,64	39 709,50	-	39 709,50
Psychologue ClN	7 080,00	-	7 080,00	33 176,88		869,38	43 821,13	31 709,26	12 111,87
Psychologue ClN	3 365,00	4 463,94	- 1 098,94	15 768,39		274,13	12 526,31	17 813,58	- 5 287,27
Rédacteur Pal 2Cl	6 528,00	2 808,74	3 719,26	30 590,21		1 989,14	47 074,34	47 996,62	- 922,28
Agent social Pal 2Cl	4 560,00	6 528,00	- 1 968,00	21 368,16		2 752,45	33 960,18	34 325,66	- 365,48
Educat j enfant 2Cl	-	4 368,00	- 4 368,00	-				11 190,48	- 11 190,48
Adjt adm	3 984,00	1 590,19	2 393,81	18 669,02		1 383,20	27 853,42	27 660,17	193,25
Médecin HCl	-	3 916,45	- 3 916,45	-					-
Psychologue ClN	144,30	3 372,00	- 3 227,70	676,19		124,04	1 129,10	17 002,16	- 15 873,06
Technicien param ClN	-	2 157,87	- 2 157,87	-				6 561,24	- 6 561,24
Technicien param ClN	4 272,00	2 781,07	1 490,93	20 018,59		3 925,27	32 243,56	23 974,60	8 268,96
Technicien param ClN	-	3 109,06	- 3 109,06	-				34 111,11	- 34 111,11
Technicien param ClN	1 020,00	4 272,00	- 3 252,00	4 779,72		4905,03	10 042,14	28 104,59	- 18 062,45
	3 668,00	3 263,68	404,32	17 188,25		4732,34	31 713,14	-	31 713,14
Assist soc-ed 1 CL	4 840,00	-	4 840,00	22 680,24		6175,45	41 458,66	42 482,88	- 1 024,22
Médecin HCl	7 434,00	5 028,00	2 406,00	34 835,72		8021,15	60 134,54	-	60 134,54
MKiné Psy Orth ClN (anc)	924,30	-	924,30	4 331,27		43,26	6 211,04	-	6 211,04
Educateur Jeunes Enfants	440,00	-	440,00	2 061,84		303,84	3 363,55	-	3 363,55
Psychologue ClN	1 416,96	-	1 416,96	6 639,87		169,83	9 692,97	-	9 692,97
Total	**91 630,56**	**84 257,86**	**7 372,70**	**429 380,80**	**-**	**62 895,28**	**675 588,64**	**617 785,93**	**57 802,71**

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

des appointements **Nombre de points**

Postes	Date d'entrée		Coefficient de base ou	ancienneté		Points indiciaires	Primes ou indemnités en points	Total mensuel en points	Nombre de mois	Total annuel en points (a)	Total annuel de l'année précédente (b)	Ecart (a) - (b)	
	dans l'établissement	dans l'emploi		année	% ou échelon								
Educat Pal j enfant 1 Cl	17/09/1996	01/02/2019								0,00	519,00	-519,00	MUTATION 31/01/20
Educateur j enfant ClEx	17/05/2004	01/07/2014		01/08/2021	8	566		566	12	6 792,00	4 494,16	2 297,84	
Technicien param ClSup	03/09/1998	01/04/2013		01/02/2019	5	534		534	3	1 602,00	6 528,00	-4 926,00	
MKiné Psy Orth ClS (anc)	03/09/1998	01/10/2020		01/10/2020	5	544		544	9	4 896,00	0,00	4 896,00	
Techn. param ClN (anc)	24/08/2020	24/08/2020		24/08/2020	1	356		356	8	2 848,00	1 506,95	1 341,05	
Adjt adm Pal 2Cl	15/06/2010	01/01/2017		24/06/2020	4	338	10	348	9	3 132,00	4 145,08	-1 013,08	
Adjt adm Pal 1Cl	15/06/2010	01/10/2021		01/10/2021	1	350	10	360	3	1 080,00	0,00	1 080,00	
Adjt tech Pal 2Cl	01/10/1993	01/08/2020		31/08/2021	8	380		380	12	4 560,00	4 179,00	381,00	
Educateur j enfant ClEx	01/09/1991	01/11/2020		01/11/2020	8	566		566	10	5 660,00	5 201,60	458,40	
ATSEM Pal 2Cl	01/11/2004	01/07/2020		01/07/2020	1	334		334	5	1 670,00	2 269,00	-599,00	TNC 58%
Techn. param ClN (anc)	03/06/2020	03/06/2020		03/06/2020	1	356		356	6	2 136,00	1 348,07	787,93	
MKiné Psy Orth ClN (anc)	03/06/2020	01/09/2021		01/09/2021	1	390		390	3	1 170,00	0,00	1 170,00	
Technicien param ClN	28/08/2017	28/08/2017		29/03/2019	2	534		534	3	1 602,00	6 408,00	-4 806,00	
MKiné Psy Orth ClS (anc)	02/08/2017	01/10/2020		01/10/2020	P01	534		534	9	4 806,00	0,00	4 806,00	
Psychologue ClN	27/01/2020	27/01/2020		01/09/2020	9	590		590	12	7 080,00	4 463,94	2 616,06	
Psychologue ClN	18/02/2020	18/02/2020		18/02/2020	11	673		673	5	3 365,00	2 808,74	556,26	
Rédacteur Pal 2Cl	20/08/2018	20/08/2018		16/11/2019	13	534	10	544	12	6 528,00	6 528,00	0,00	
Agent social Pal 2Cl	01/11/2004	01/10/2018		17/08/2021	8	380		380	12	4 560,00	4 368,00	192,00	
Educat j enfant 2Cl	26/08/2019	26/08/2019									1 590,19	-1 590,19	DEMISSION 30/08/20
Adjt adm	21/11/2019	21/11/2019		21/11/2019	1	332		332	12	3 984,00	3 916,45	67,55	
Médecin HCl	01/10/2019	01/10/2019									3 372,00	-3 372,00	MISE A DISPO 01/04/20
Psychologue ClN	26/08/2019	26/08/2019		26/08/2019	1	390		390	0	144,30	2 157,87	-2 013,57	FIN 25/02/21
Technicien param ClN	01/10/2019	01/10/2019								0,00	2 781,07	-2 781,07	FIN 30/09/20
Technicien param ClN	04/11/2019	04/11/2019		04/11/2019	1	356		356	12	4 272,00	3 109,06	1 162,94	
Technicien param ClN	26/08/2019	26/08/2019								0,00	4 272,00	-4 272,00	FIN 31/12/20
Technicien param ClN	02/09/2019	02/09/2019		30/09/2020	4	510		510	2	1 020,00	3 263,68	-2 243,68	
Pé Po Er Or Man ClS(anc	02/09/2019	01/10/2020		30/09/2020	4	524		524	7	3 668,00	0,00	3 668,00	
Assist soc-educ	14/10/2019	01/01/2021		01/01/2021	5	440		440	11	4 840,00	5 028,00	-188,00	
Médecin HCl	18/01/2021	18/01/2021		18/01/2021	HB3	1062		1 062	7	7 434,00	0,00	7 434,00	
MKiné Psy Orth ClN (anc)	20/10/2021	20/10/2021		20/10/2021	1	390		390	2	924,30	0,00	924,30	
Educateur Jeunes Enfants	01/12/2021	01/12/2021		01/12/2021	5	440		440	1	440,00	0,00	440,00	
Psychologue ClN	01/07/2021	01/07/2021		01/07/2021	6	492		492	3	1 416,96	0,00	1 416,96	
Total						**12 895,00**	**30,00**	**12 925,00**	**190,62**	**91 630,56**	**84 257,86**	**7 372,70**	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

5.3.6. Tableau d'analyse du Glissement Vieillissement Technicité (G V T)

Postes	Total annuel en points (a)	Total annuel de l'année précédente (b)	Ecart (a) - (b) = (C)	Ecart en points Vieillessement ancienneté (V)	Ecart en points technicité (T)	Ecart en points glissement promotions (G 1)	Ecart en points glissement (G 2) à préciser	Ecart en points glissement (G 3) à préciser	Contrôle cohérence des écarts C = V+T+G1+G2+G3
Educat Pal j enfant 1 Cl	0,00	519,00	-519,00						
Educateur j enfant ClEx	6 792,00	4 494,16	2 297,84						
Technicien param ClSup	1 602,00	6 528,00	-4 926,00						
MKiné Psy Orth ClS (a	4 896,00	0,00	4 896,00						
Techn. param ClN (anc)	2 848,00	1 506,95	1 341,05						
Adjt adm Pal 2Cl	3 132,00	4 145,08	-1 013,08						
Adjt adm Pal 1Cl	1 080,00	0,00	1 080,00						
Adjt tech Pal 2Cl	4 560,00	4 179,00	381,00						
Educateur j enfant ClEx	5 660,00	5 201,60	458,40						
ATSEM Pal 2Cl	1 670,00	2 269,00	-599,00						
Techn. param ClN (anc)	2 136,00	1 348,07	787,93						
Kiné Psy Orth ClN (an	1 170,00	0,00	1 170,00						
Technicien param ClN	1 602,00	6 408,00	-4 806,00						
Kiné Psy Orth ClS (an	4 806,00	0,00	4 806,00						
Psychologue ClN	7 080,00	0,00	7 080,00						
Psychologue ClN	3 365,00	4 463,94	-1 098,94						
Rédacteur Pal 2Cl	6 528,00	2 808,74	3 719,26						
Agent social Pal 2Cl	4 560,00	6 528,00	-1 968,00						
Educat j enfant 2Cl	0,00	4 368,00	-4 368,00						
Adjt adm	3 984,00	1 590,19	2 393,81						
Médecin HCl	0,00	3 916,45	-3 916,45						
Psychologue ClN	144,30	3 372,00	-3 227,70						
Technicien param ClN	0,00	2 157,87	-2 157,87						
Technicien param ClN	4 272,00	2 781,07	1 490,93						
Technicien param ClN	0,00	3 109,06	-3 109,06						
Technicien param ClN	1 020,00	4 272,00	-3 252,00						
Techn. param ClSup (anc	3 668,00	3 263,68	404,32						
Assist soc-ed 1 CL	4 840,00	0,00	4 840,00						
Médecin HCl	7 434,00	5 028,00	2 406,00						
Kiné Psy Orth ClN (an	924,30	0,00	924,30						
ducateur Jeunes Enfan	440,00	0,00	440,00						
Psychologue ClN	1 416,96	0,00	1 416,96						
Total	**91 630,56**	**84 257,86**	**7 372,70**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

5.3.7. Tableau des indicateurs de personnel

	Réel N-1	Budget exécutoire N	Réel N	Ecart entre C et A	Ecart entre C et B
	(a)	(b)	(c)		
Nombre total annuel de points (points indiciaires + primes et indemnités)	84 257,86	-	-	- 84 257,86	-
Valeur moyenne du point	4,69	-	4,69	-	4,69
Taux de charges sociales	42,70	-	43,50	0,80	43,50
(1) Total des dépenses de personnel (621 + 631 + 633 + 64)	828 308,29	-	861 546,31	33 238,02	861 546,31
(2) Recettes atténuatives de personnel	957,00	-	736,55	- 220,45	736,55
(1)-(2) Total net	827 351,29	-	860 809,76	33 458,47	860 809,7

Ratio nombre de personnes promues sur nombre de personnes promouvables :

	année N-2	année N-1	année N
Nombre de personnes promouvables	0	0	0
Nombre de personnes promues	0	0	0
Ratio			

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

6.1. Détermination et affectation du résultat

		N° de compte	Compte	Proposé	Retenu par l'autorité de tarification
Résultat comptable de l'exercice (= classe 7 - classe 6)	**A**	120 ou 129	Excédent	154 890,62	
			Déficit	-	
Reprise des résultats des exercices antérieurs	**B**	11510 ou 110	Excédents affectés à la réduction des charges d'exploitation	-	
		1151 ou 111	Excédents affectés au financement des mesures d'exploitation	-	
		11519 ou 119	Réport à nouveau déficitaire	-	
Reprise sur la réserve de compensation des déficits	**C**	10686	Compensation des déficits d'exploitation	55 476,00	
Reprise sur les excédents affectés à la compensation des charges d'amortissement	**D**	10687	Compensation des charges d'amortissement	-	
Mouvements débiteurs ou créditeurs (- ou +) de l'exercice (comptes 116 = dépenses non-opposables aux tiers financeurs)	**E**	1161 : Amortissements comptables excédentaires différés		-	
		1162 : Dépenses pour congés payés		-	
		1163 : Autres droits acquis / salariés non provisionnés (application 3° article R314-45)		-	
		1168 : Autres dépenses non opposables aux tiers financeurs		-	
Résultat à affecter	**F=A+B+C+D+E**	Résultat administratif ou corrigé		210 366,62	

Affectation du résultat administratif

Réserves	1064	Excédents affectés à la réserve de plus-values nettes	-		
	10682	Excédents affectés à l'investissement	-		
	10683	Excédents affectés à l'investissement d'un CPOM			
	10685	Excédents affecté à la couverture du besoin en fonds de roulement (Réserve de trésorerie)	-		
	10686	Réserve de compensation	210 366,62		
	10687	Compensation des charges d'amortissement	-		
Report à nouveau	11510 ou 110	Excédents affectés à la réduction des charges d'exploitation	-		
	11511 ou 111	Excédents affectés au financement des mesures d'exploitation	-		
	11519 ou 119	Report à nouveau déficitaire	-		
Dépenses refusées en application de l'article R.314-52 du CAS (1)	114 (établissement public)	Report à nouveau déficitaire			

(1) dépenses abusives, dépenses relevant des articles R.314-26 du CASF, le cas échéant, le provisionnement des congés à payer

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

6.2. Tableau d'exportation des données synthétiques relatives à la gestion des enveloppes limitatives de crédits soumis à la validation et au contrôle de cohérence de l'autorité de tarification

REGION :

DEPARTEMENT :

Gestionnaire : CENTRE COMMUNAL D ACTION SOCIALE D ALES

Données afférentes au dernier budget exécutoire de l'exercice

N° FINESS	Dénomination de l'établissement et/ou de l'activité	Nombre de places autorisées et financées	Effectifs en nombre d'ETP prévus au budget exécutoire	Statut majoritaire du personnel (1)	DEPENSES D'EXPLOITATION (2)						Provisions figurant au CA proposé (2)	Dépenses autorisées pour l'exercice	Déficit incorporé N-2	Base de calcul des tarifs en charges	RECETTES D'EXPLOITATION (2)							Base total de calcul des tarifs	ACTIVITE						Nombre de mois de fonctionnement des I'ESMS (3)
					Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3	Dont crédits non reconductibles affectés par strucure							Groupe 1	Groupe 2		Groupe 3					Nombre de journées réalisé						
					Charges afférentes à l'exploitation courante	Charges afférentes au personnel	Charges afférentes à la structure	Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3					Produits de la tarification (poste 731)	Autres produits relatifs à l'exploitation	... dont forfaits journaliers (compte 70821)	Produits financiers et produits non encaissables	Somme des recettes atténuatives	Excédent incorporé N-2	Base de calcul des tarifs en produits		FILE ACTIVE	ACTES					
300784725	CAMSP2	80			70 000	891 000	88 210				0	1 049 210	0	1 049 210	993 734	0	0	0	0	55 476	55 476	993 734							
		80,00	0,0		70 000	891 000	88 210	0	0	0	0	1 049 210	0	1 049 210	993 734	0	0	0	0	55 476	55 476	993 734	0	0	0	0	0		

(1) choix à effectuer sur la liste déroulante : (1) FPH (titre IV), FPT (titre III), CCNT 1966, CCCRF, CCNT 1951, Autres
(2) provisions figurant au CA proposé : somme des comptes 6815, 686, 687, 68741, 68742, 68746, 68748
(3) pour les IME, le fonctionnement sur 12 mois inclut les congés d'été

cases grises à renseigner

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

6.3. Tableau d'exportation des données synthétiques relatives à la gestion des enveloppes limitatives de crédits soumis à la validation et au contrôle de cohérence de l'autorité de tarification

REGION :

DEPARTEMENT :

Gestionnaire : CENTRE COMMUNAL D ACTION SOCIALE D ALES

Données afférentes au compte administratif proposé de l'exercice

N° FINESS	Dénomination de l'établissement et/ou de l'activité	Nombre de places autorisées et financées	Effectifs en nombre d'ETP (réalisé)	Statut majoritaire du personnel (1)	DEPENSES D'EXPLOITATION (2)						Provisions figurant au CA proposé (2)	Dépenses autorisées pour l'exercice	Déficit incorporé N-2	Base de calcul des tarifs en charges	RECETTES D'EXPLOITATION (2)							Base total de calcul des tarifs	ACTIVITE						Nombre de mois de fonctionnement de l'ESMS (3)	Résultat d'exploitation à affecter
					Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3	Dont crédits non reconductibles affectés par strucure							Groupe 1	Groupe 2		Groupe 3					Nombre de journées réalisé							
					Charges afférentes à l'exploitation courante	Charges afférentes au personnel	Charges afférentes à la structure	Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3					Produits de la tarification (poste 731)	Autres produits relatifs à l'exploitation	... dont forfaits journaliers (compte 70821)	Produits financiers et produits non encaissables	Somme des recettes atténuatives	Excédent incorporé N-2	Base de calcul des tarifs en produits		FILE ACTIVE	ACTES						
300784725	CAMSP2	80	6,0		67 922	861 546	78 627				0	1 008 095	0	1 008 095	1 162 249	737	0	0	737	0	737	1 007 359								154 691
		80,00	6,0		67 922	861 546	78 627	0	0	0	0	1 008 095	0	1 008 095	1 162 249	737	0	0	737	0	737	1 007 359	0	0	0	0	0	0		

(1) choix à effectuer sur la liste déroulante : (1) FPH (titre IV), FPT (titre III), CCNT 1966, CCCRF, CCNT 1951, Autres

(2) provisions figurant au CA proposé : somme des comptes 6815, 686, 687, 68741, 68742, 68746, 68748

(3) pour les IME, le fonctionnement sur 12 mois inclut les congés d'été

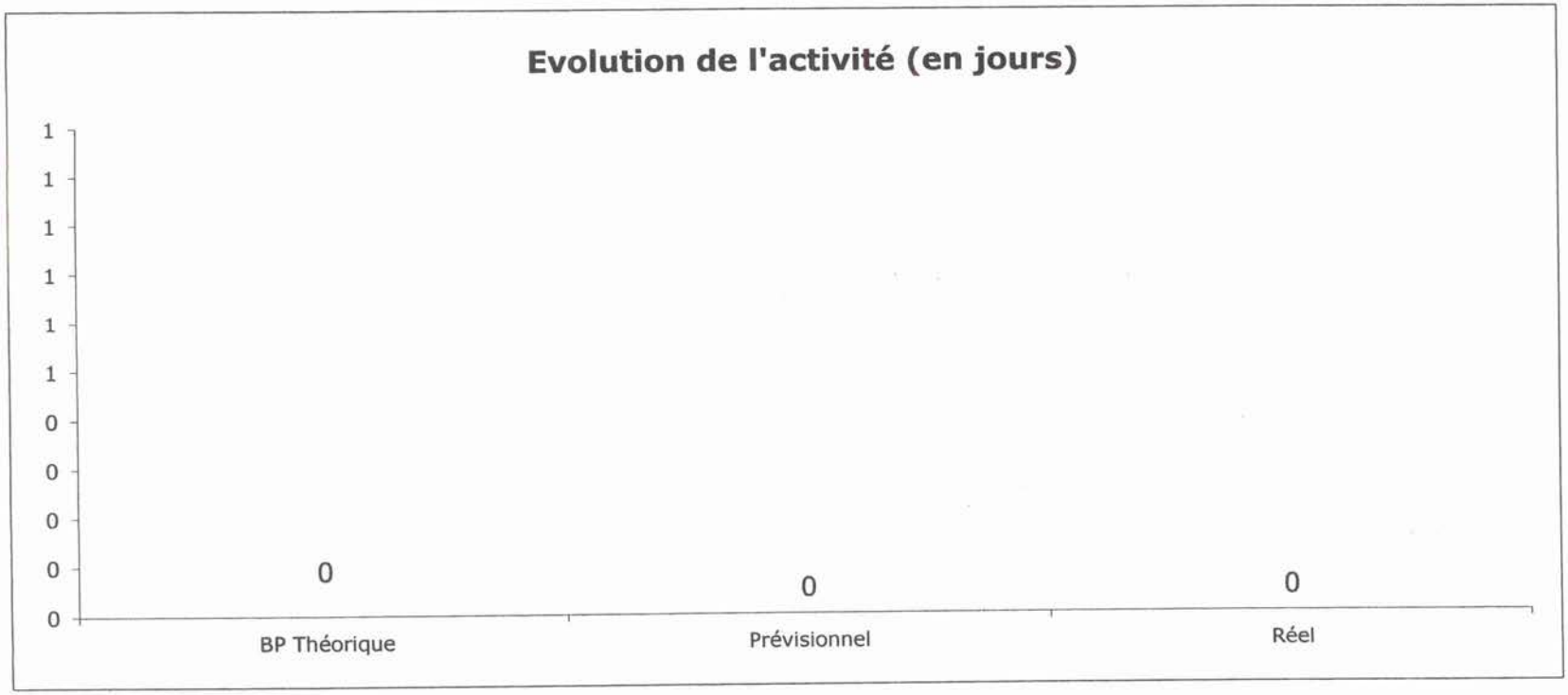
cases grises à renseigner

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

ACTIVITE PREVISIONNELLE

FILE ACTIVE

	BP Théorique	Prévisionnel	Réel
Total Journées			

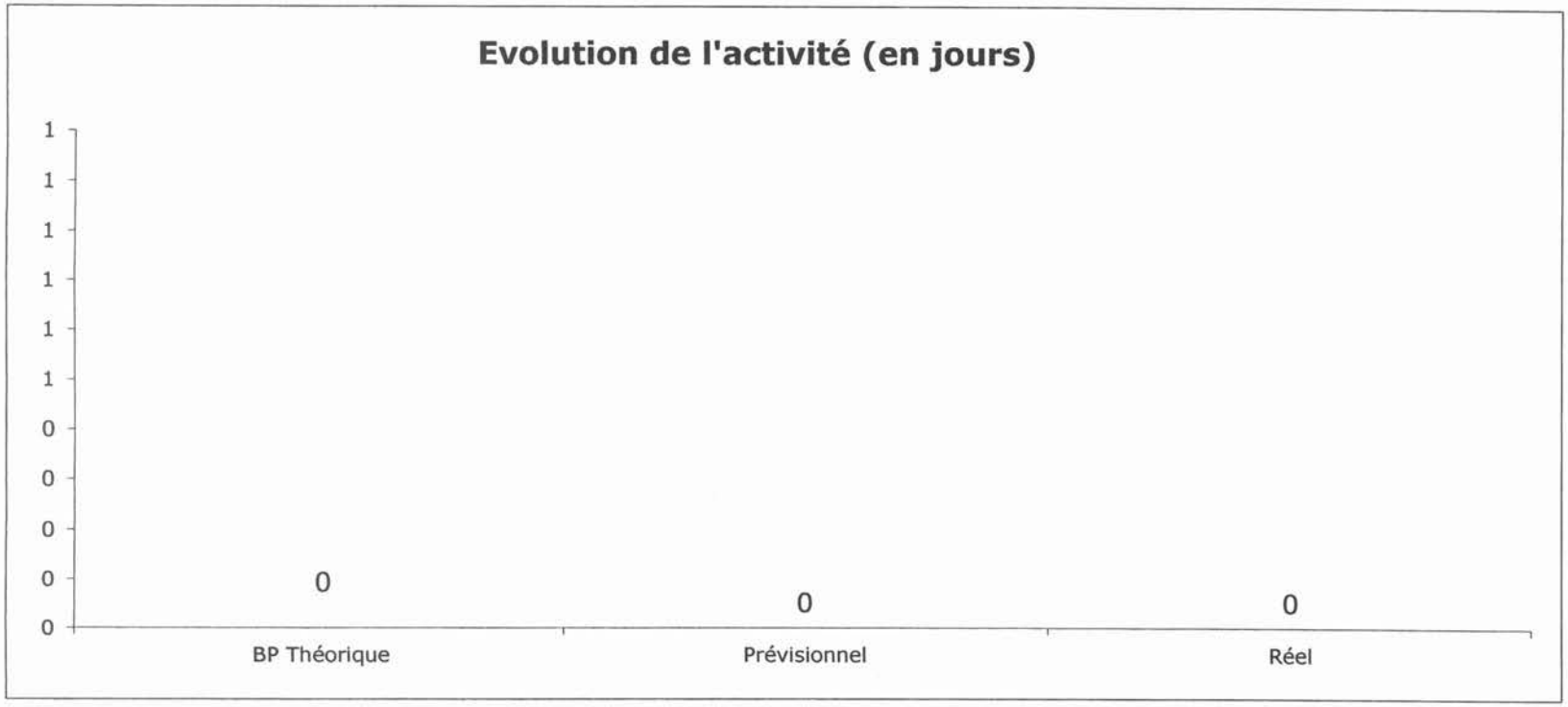


Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

ACTIVITE PREVISIONNELLE

ACTES

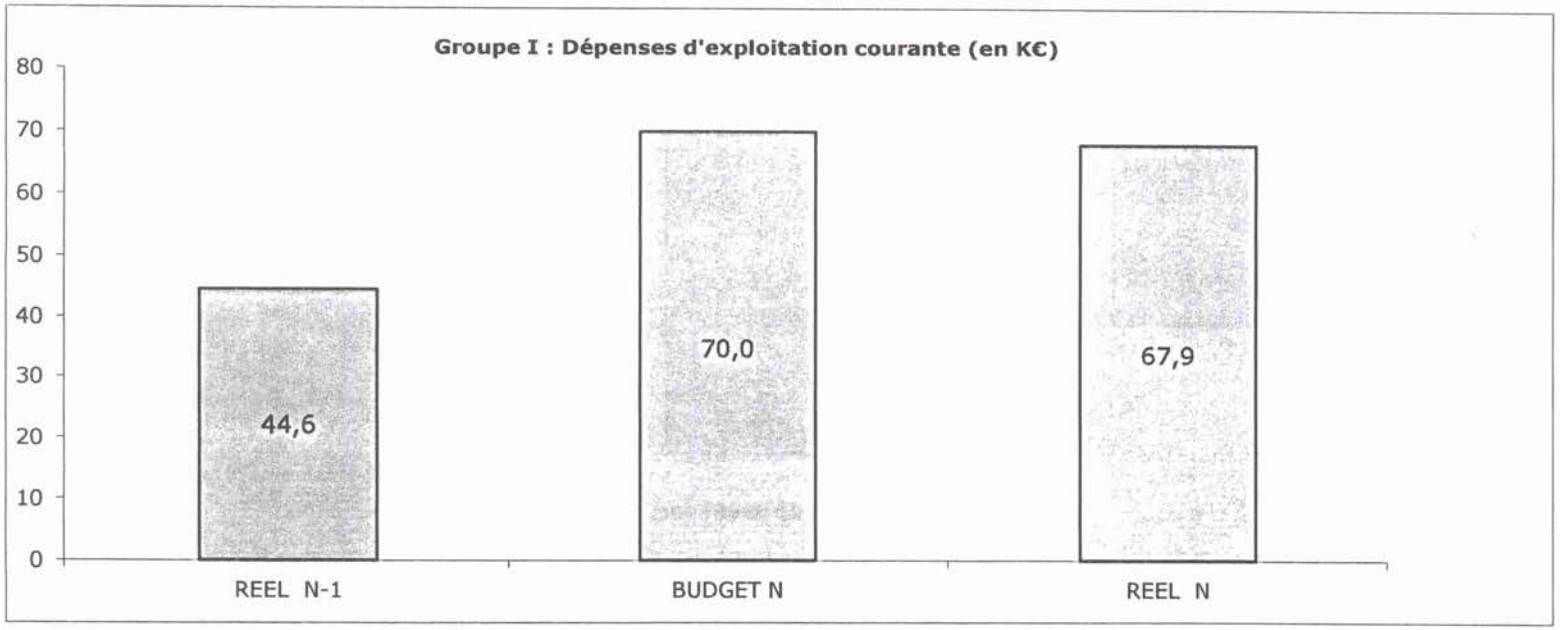
	BP Théorique	Prévisionnel	Réel
Total Journées			



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

DEPENSES D'EXPLOITATION (en K€)

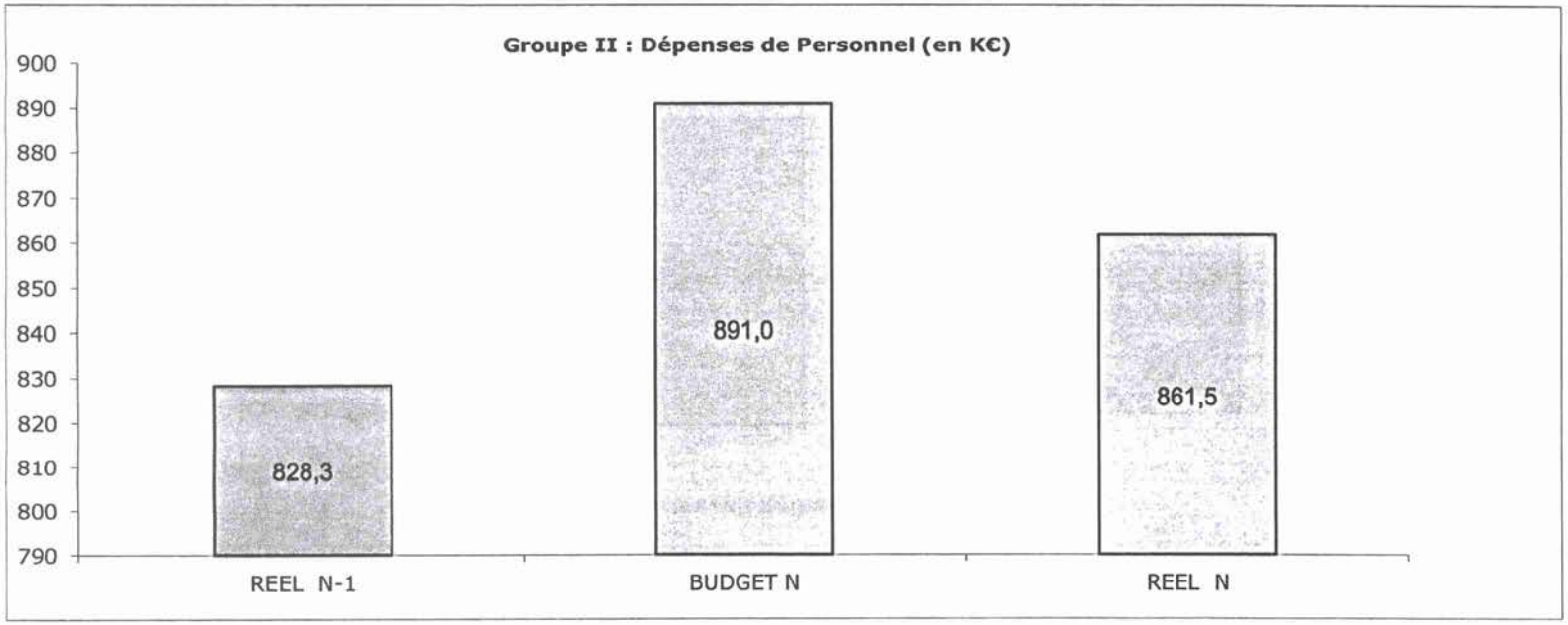
GROUPE I (en K€)	REEL N-1	BUDGET N	REEL N
Achats	27,5	38,5	34,9
Services extérieurs	0,2	5,0	0,0
Autres services extérieurs	16,9	26,5	33,1
Total	**44,6**	**70,0**	**67,9**



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

DEPENSES D'EXPLOITATION (en K€)

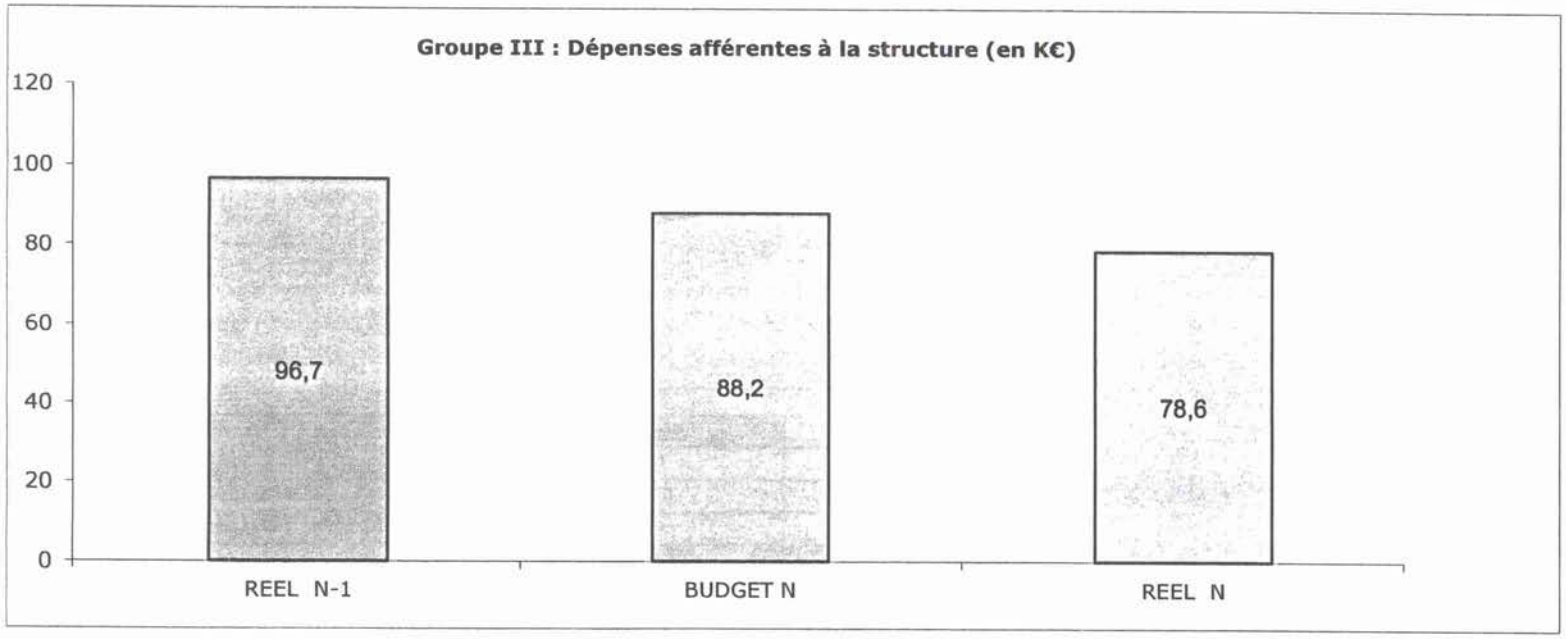
GROUPE II (en K€)	*REEL N-1*	*BUDGET N*	*REEL N*
Comptes 62	110,6	157,4	135,6
Comptes 63	11,2	13,8	12,7
Comptes 64	706,6	719,8	713,3
Total	**828,3**	**891,0**	**861,5**



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

DEPENSES D'EXPLOITATION (en K€)

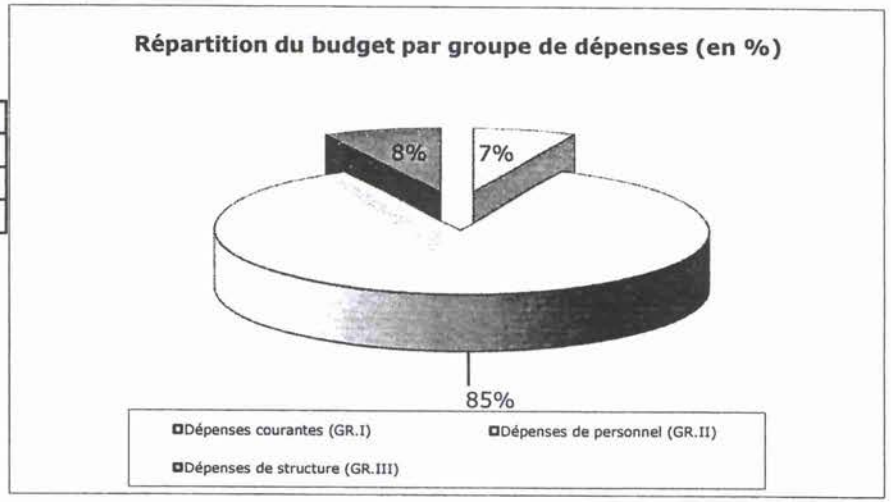
GOUPE III (en K€)	REEL N-1	BUDGET N	REEL N
Autres Comptes 61, 62 , 63	58,0	39,5	41,7
Autres Charges de gestion	5,1	5,5	0,0
Charges financières	17,8	28,3	18,6
Charges exceptionnelles	0,0	0,0	4,0
DAP	15,9	15,0	14,3
Total	**96,7**	**88,2**	**78,6**



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

DEPENSES D'EXPLOITATION (en K€)

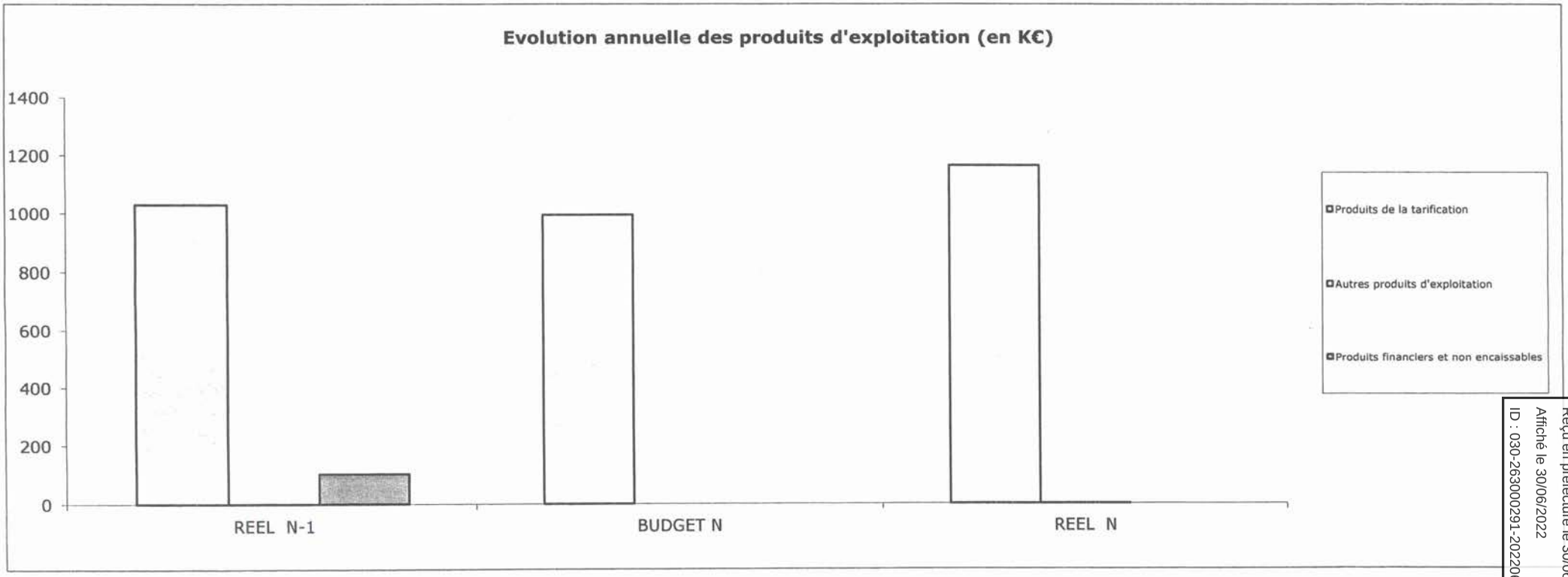
	REEL N	REPARTITION
Dépenses courantes (GR.I)	67,9	7%
Dépenses de personnel (GR.II)	861,5	85%
Dépenses de structure (GR.III)	78,6	8%
Total	**1008,1**	



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

PRODUITS D'EXPLOITATION (en K€)

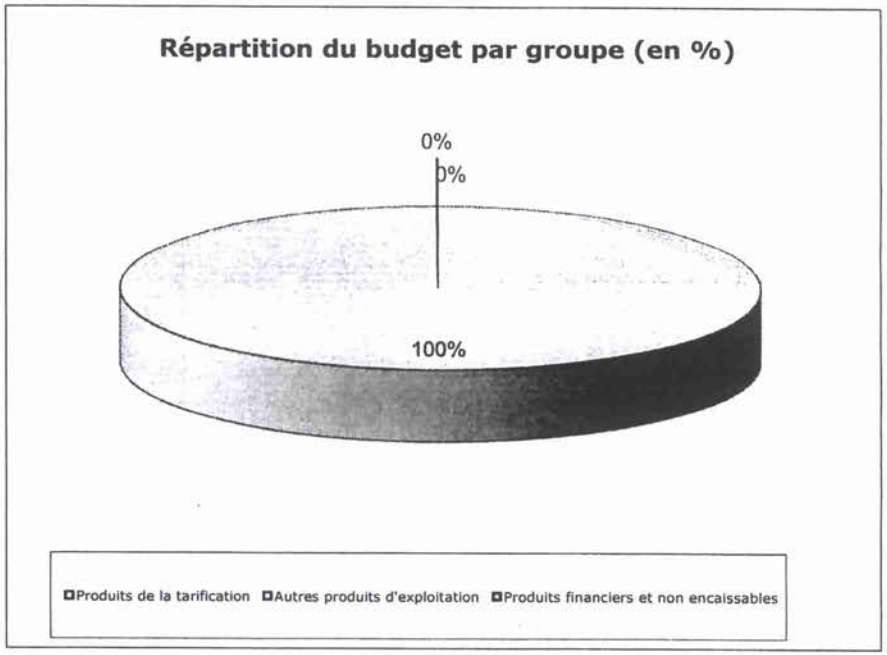
	REEL N-1	BUDGET N	REEL N
Produits de la tarification	1030,0	993,7	1162,2
Autres produits d'exploitation	1,0	0,0	0,7
Produits financiers et non encaissables	104,2	0,0	0,0
Total Produits d'exploitation (en K€)	**1135,2**	**993,7**	**1163,0**



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

PRODUITS D'EXPLOITATION (en K€)

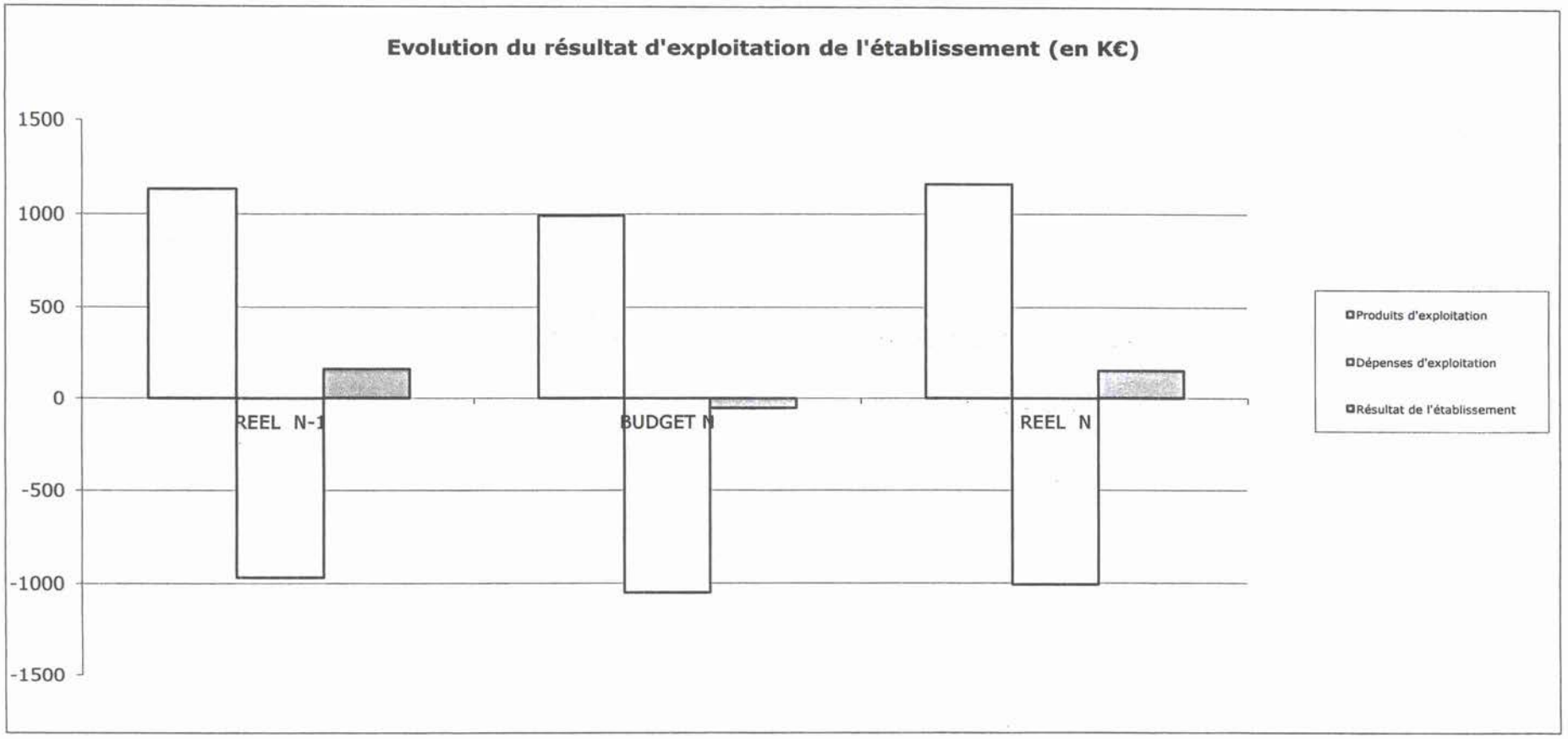
	REEL N	REPARTITION
Produits de la tarification	1162,2	100%
Autres produits d'exploitation	0,7	0%
Produits financiers et non encaissables	0,0	0%
Total	**1163,0**	



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

RESULTATS D'EXPLOITATION (en K€)

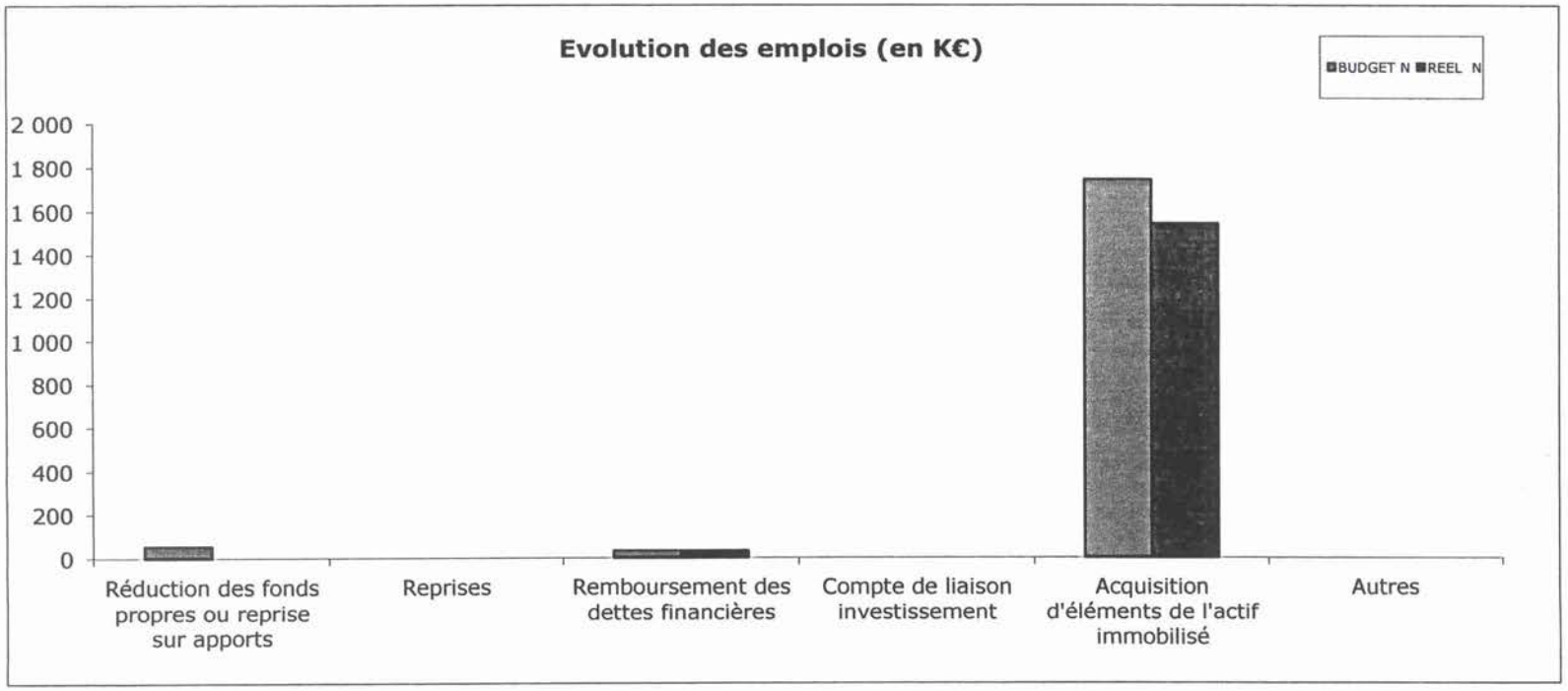
	REEL N-1	BUDGET N	REEL N
Produits d'exploitation	1135,2	993,7	1163,0
Dépenses d'exploitation	-969,6	-1049,2	-1008,1
Résultat de l'établissement	**165,6**	**-55,5**	**154,9**



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

INVESTISSEMENT / EMPLOIS (en K€)

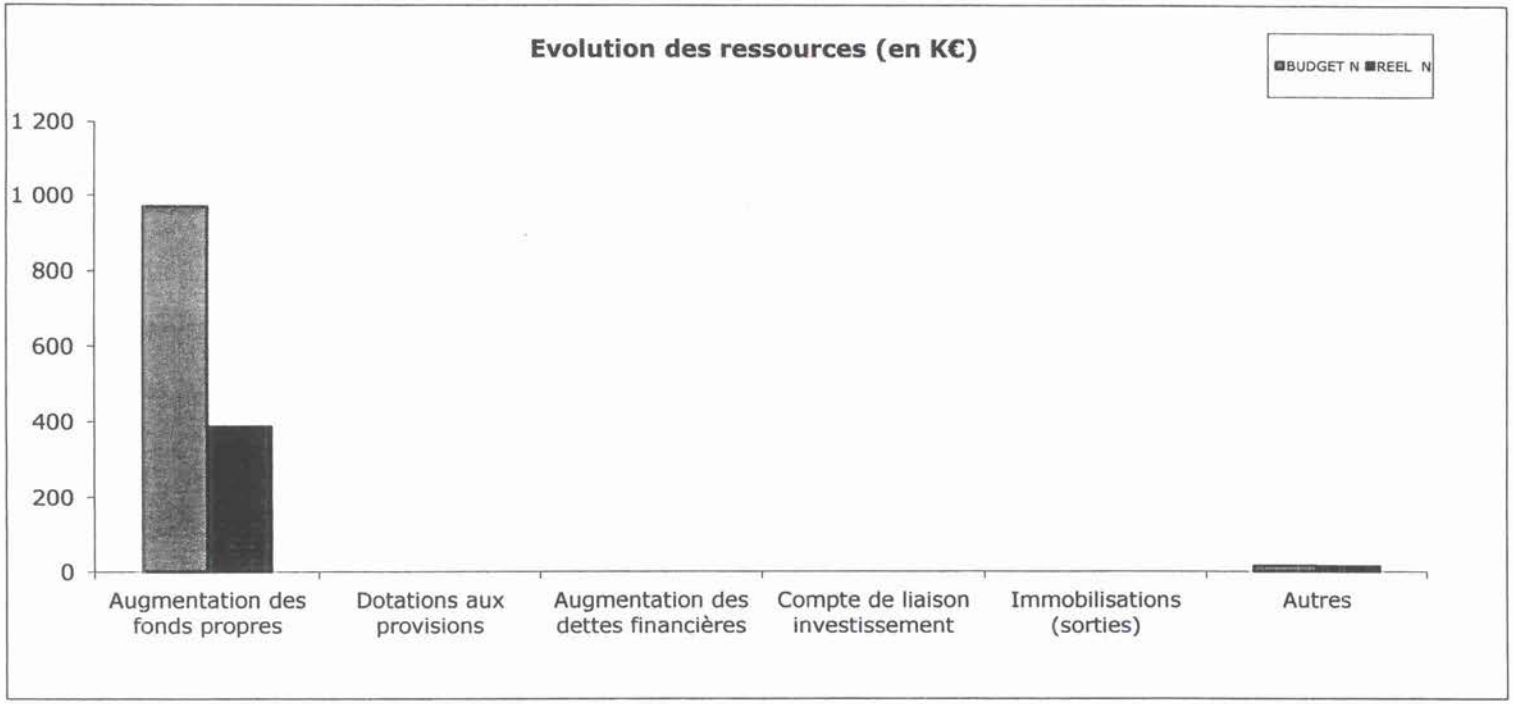
	BUDGET N	REEL N
Réduction des fonds propres ou reprise sur apports	55,5	0,0
Reprises	0,0	0,0
Remboursement des dettes financières	32,8	32,7
Compte de liaison investissement	0,0	0,0
Acquisition d'éléments de l'actif immobilisé	1 744,6	1 546,4
Autres	0,0	0,0
Total	**1 790,1**	**1 832,9**



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

INVESTISSEMENT / RESSOURCES (en K€)

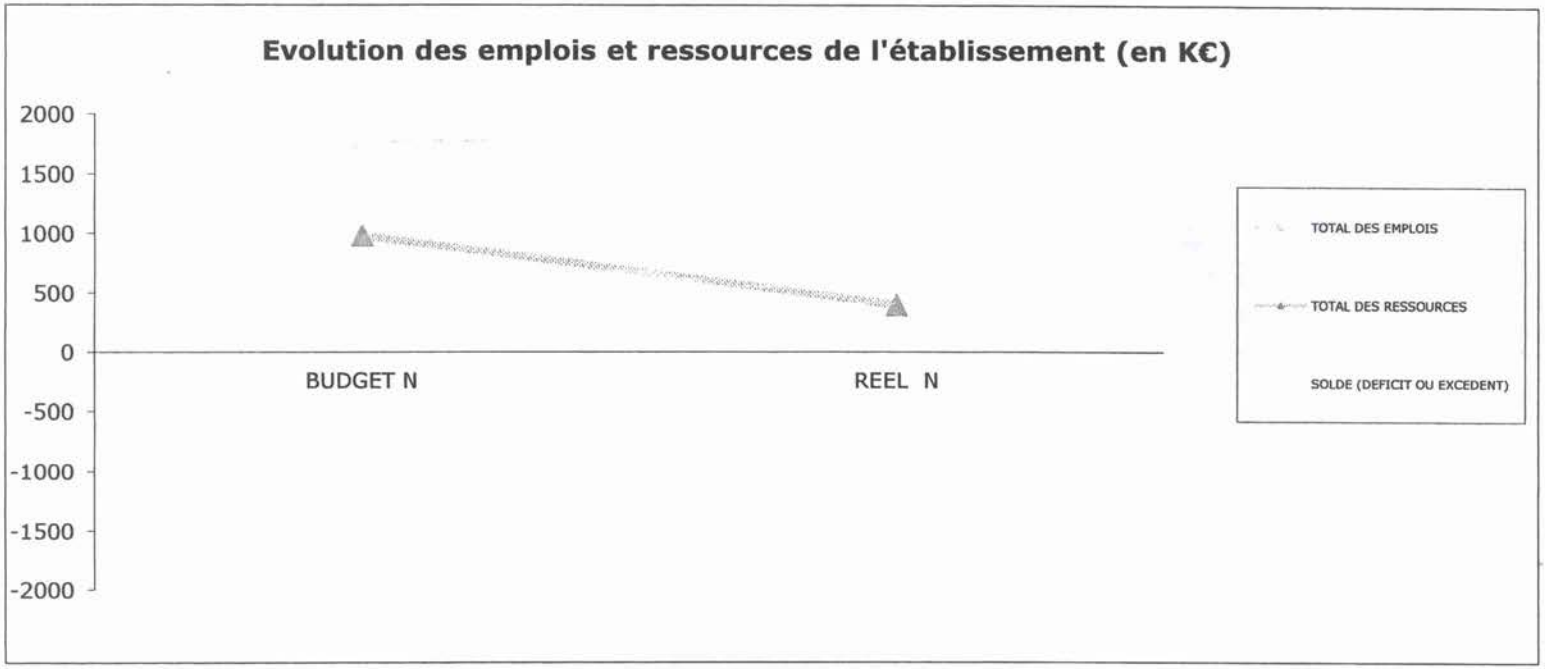
	BUDGET N	REEL N
Augmentation des fonds propres	969,1	385,9
Dotations aux provisions	0,0	0,0
Augmentation des dettes financières	0,0	0,0
Compte de liaison investissement	0,0	0,0
Immobilisations (sorties)	0,0	0,0
Autres	15,0	14,3
Total	**984,1**	**400,1**



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

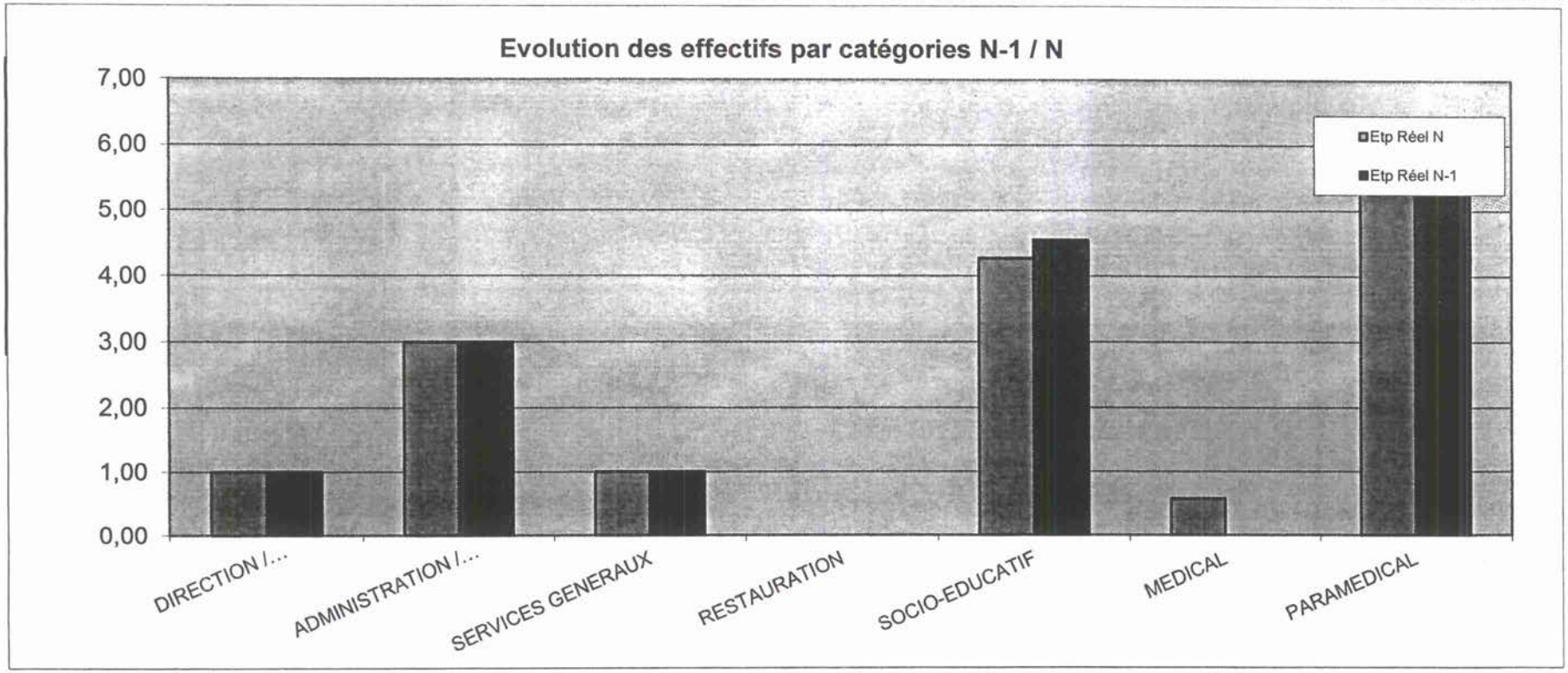
INVESTISSEMENT / EMPLOIS ET RESSOURCES (en K€)

	BUDGET N	*REEL N*
TOTAL DES EMPLOIS	1790,1	1832,9
TOTAL DES RESSOURCES	984,1	400,1
SOLDE (DEFICIT OU EXCEDENT)	-806,0	-1432,8



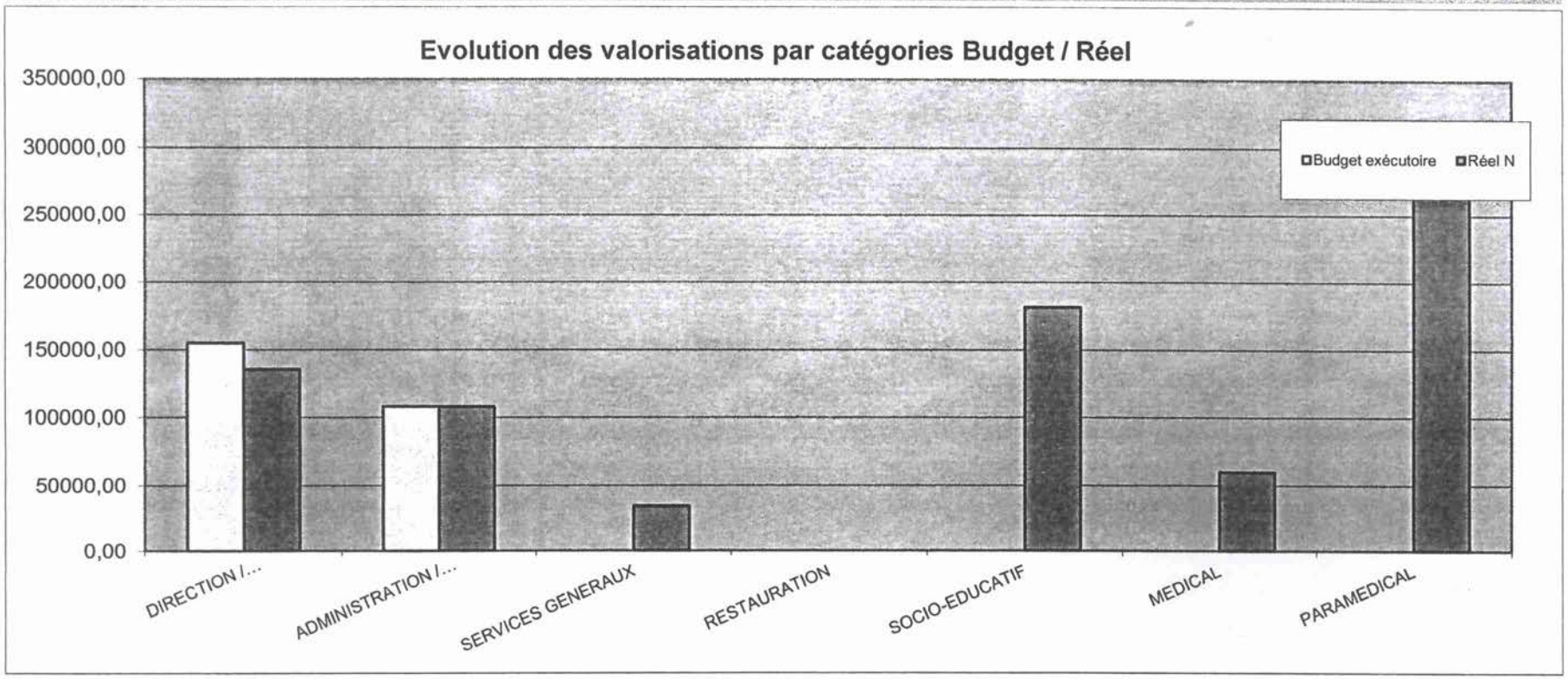
Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

Nombre d'effectifs par catégories



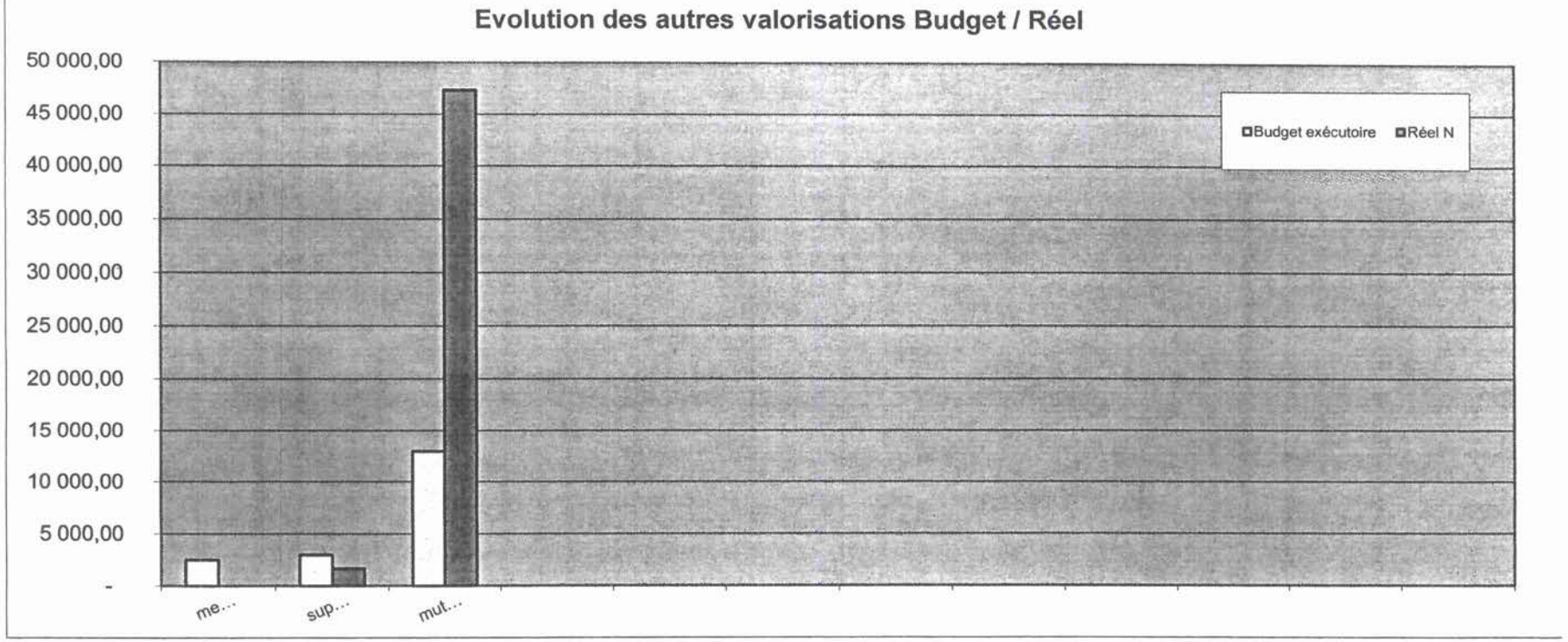
Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

Valorisation des effectifs par catégories



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

Autres rémunérations



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

CCAS

Centre Communal d'Action Sociale d'Alès

Résidence autonomie les oliviers

Poste Comptable : Trésorerie ALES MUNICIPALE

Compte Administratif

M22

2021

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

2. ACTIVITE DE L'ETABLISSEMENT OU DU SERVICE

Activité réalisée

Nature	Nombre théorique au BP n	Nombre prévisionnel n	Nombre réalisé n	Taux d'occupation	Ecart	
					Nombre	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) =(3)/(1)	(5) = (3)-(2)	(6) = (5)/(2)
TOTAL en journées	**75**	**75**	**56**	**1**	**-19**	**0**
places	75	75	56	**0,75**	-19	**0**
						0
						0
						0
						0
						0

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

2. Accueil des plus de 20 ans au titre de l'art. L242-4 du CASF

Nombre de journées prévues et réalisées	TOTAL BP	Plus de 20 ans orientés ESAT	Plus de 20 ans orientés MAS	Plus de 20 ans orientés en FAM	Plus de 20 ans orientés Foyer	TOTAL Réel	Plus de 20 ans orientés ESAT	Plus de 20 ans orientés MAS	Plus de 20 ans orientés en FAM	Plus de 20 ans orientés Foyer
	(de 1 à 4)	(1)	(2)	(3)	(4)	(de 5 à 8)	(5)	(6)	(7)	(8)
TOTAL en journées	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
0	**0**	0	0	0	0	**0**	0	0	0	0
0	**0**	0	0	0	0	**0**	0	0	0	0
0	**0**	0	0	0	0	**0**	0	0	0	0
0	**0**	0	0	0	0	**0**	0	0	0	0
0	**0**	0	0	0	0	**0**	0	0	0	0
0	**0**	0	0	0	0	**0**	0	0	0	0

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

ANNEXE 1 : CADRE NORMALISE DE PRESENTATION DU COMPTE ADMINISTRATIF D'UN ETABLISSEMENT ET SERVICE SOCIAL ET MEDICO-SOCIAL RELEVANT DU I DE L'ARTICLE L.312-1 DU CODE DE L'ACTION SOCIALE ET DES FAMILLES

2021

N° FINESS / Nom de l'établissement ou service :	300783727 RESIDENCE AUTONOMIE LES OLIVIERS
Adresse :	8 Av H Boucher 30100 ALE Maison des solidarités 30100 - ALES
Nom du Directeur : *ou de la personne ayant qualité pour représenter l'établissement*	MAX ROUSTAN PRESIDENT
Date de la dernière autorisation :	0
Organisme gestionnaire :	CENTRE COMMUNAL D ACTION SOCIALE D ALES
Téléphone :	04 66 52 80 00 **Fax :** 0 **Mél :** 0
Catégorie :	202 Logement foyer
Autorité en charge de la tarification :	0
Compétence :	0
Convention Collective majoritaire de travail :	FPT
Capacité autorisée :	75
Capacité installée :	0
Date d'arrivée des documents :	

Elements du Budget exécutoire

Effectifs en nb d'ETP prévus au BE :	0
Déficit incorporé N-2 (chiffre positif) :	0
Exédent incorporé N-2 :	83895,22

Amplitude d'ouverture de l'ESMS sur l'année (en jours)
Prévu (BE) : 0 **Réalisé (CA) :** 0

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

3. Tableaux récapitulatifs de l'exécution budgétaire

Totaux	Dépenses - Charges			Recettes - Produits		
	Budget exécutoire n	Réel n	Ecart	Budget exécutoire n	Réel n	Ecart
FOYERS RESIDENCE2	**SECTION D'INVESTISSEMENT POUR L'ÉTABLISSEMENT**					
Total (1)		20 770,86			25 719,87	
	SECTION D'EXPLOITATION - BUDGET PRINCIPAL					
FOYERS RESIDENCE2	1 195 150,00	1 128 943,91	- 66 206,09	1 111 254,78	1 130 214,64	18 959,86
Total (2)						
	BUDGETS ANNEXES					
FOYERS RESIDENCE2	-	-	-	-	-	-
Total (3)						
Reprise de résultat	-	-	-	83 895,22		- 83 895,22
(4)						
Total général (2 à 4)	1 195 150,00	1 128 943,91	- 66 206,09	1 195 150,00	1 130 214,64	- 64 935,36

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.1 Plan de financement : opérations d'investissement réalisées dans l'année

Nature de l'opération	Autorisé dans le cadre du plan de financement		Réalisé en N	
	Coût	Date de réalisation prévue	Coût	Date de réalisation
MATERIEL INFORMATIQUE			873,72	
TOTAL	**0,00**		**873,72**	

	Plan de financement (tranche annuelle réalisée)			
	Auto financement	Subvention	Emprunt	Autres (1
Autorisé dans le cadre du plan	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisé	0,00	0,00	0,00	0,00
Ecart	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.2.1. Section d'investissement : emplois

		Budget initial	Crédits complémentaires ou virements	Total	Réel	Ecart	
						montant	en %
Réduction des fonds propres ou reprise sur apports		(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5) = (4)-(3)	(6) = (5)/(3)
10	Fonds associatifs, apports, dotations et réserves	-	200,00	200,00	166,44	- 33,56	-16,78%
1161	Amortissements comptables excédentaires différés	-	-	-	-	-	
13	Subventions d'investissement affectés à des biens non renouvelables	4 910,00	-	4 910,00	4 905,24	- 4,76	-0,10%
Reprises							
14	Provisions réglementées (sauf compte 1412 : provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du BFR - dotation par financement de l'autorité de tarification)	-	-	-	-	-	
15	Provisions pour risques et charges	-	-	-	-	-	
Remboursement des dettes financières							
16	Emprunts et dettes assimilées	20 000,00	-	20 000,00	14 825,46	- 5 174,54	-25,87%
17	Dettes rattachées à des participations	-	-	-	-	-	
Compte de liaison investissement							
18	Comptes de liaison	-	-	-	-	-	
Acquisition d'éléments de l'actif immobilisé							
20	Immobilisations incorporelles	3 000,00	5 000,00	8 000,00	-	- 8 000,00	-100,00%
21	Immobilisations corporelles	13 500,00	70 000,00	83 500,00	873,72	- 82 626,28	-98,95%
22	Immobilisations reçues en affectation	-	-	-	-	-	
23	Immobilisations en cours	-	-	-	-	-	
24	Immobilisations affectées, concédées, mises à disposition	-	-	-	-	-	
26	Participations et créances rattachées à des participations	-	-	-	-	-	
27	Autres immobilisations financières	-	-	-	-	-	
Autres							
28	Amortissements des immobilisations (reprises)	-	-	-	-	-	
29	Dépréciation des immobilisations (reprises)	-	-	-	-	-	
39	Dépréciation de stocks et en-cours	-	-	-	-	-	
481	Charges à répartir sur plusieurs exercices (augmentation)	-	-	-	-	-	
49	Dépréciation des comptes de tiers (reprises)	-	-	-	-	-	
59	Dépréciation des comptes financiers (reprises)	-	-	-	-	-	
	Total des emplois	**41 410,00**	**75 200,00**	**116 610,00**	**20 770,86**	**- 95 839,14**	**-82,19%**
001	Résultat d'investissement antérieur reporté (Déficit)	-	-	-	-	-	
004	Amortissements comptables excédentaires différés	-	-	-	-	-	
003	Excédent prévisionnel d'investissement	-	99 402,77	99 402,77	-	- 99 402,77	-100,00%
	TOTAL GENERAL	**41 410,00**	**174 602,77**	**216 012,77**	**20 770,86**	**- 195 241,91**	**-90,38%**

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.2.1. Section d'investissement : tableau des emplois (1)

		Budget initial	DM ou virements de crédits	Total	Mandats émis (ESSMS publics) / Mouvements du compte (ESSMS privés)	Mandats en annulation (ESSMS publics)	Net (public)	Ecart	
								montant	en %
Réduction des fonds propres ou reprise sur apports		(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5)	(6) = (4)-(5)	(7) = (6)-(3)	(8) = (7)/(3)
102	Fonds, apports et dotations	-	200,00	200,00	166,44	-	166,44	- 33,56	-16,78%
103	Fonds associatifs avec droit de reprise (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	-	
105	Ecarts de réévaluation (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	-	
106	Réserves	-	-	-	-	-	-	-	
10	**TOTAL**	**-**	**200,00**	**200,00**	**166,44**	**-**	**166,44**	**- 33,56**	**-16,78%**
1161	Amortissements comptables excédentaires différés	-	-	-	-	-	-	-	
1161	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	
131	Subventions d'équipement transférables	-	-	-	-	-	-	-	
138	Autres subventions d'investissement (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	-	
139	Subventions d'investissement inscrites au compte de résultat	4 910,00	-	4 910,00	4 905,24	-	4 905,24	- 4,76	-0,10%
13	**TOTAL**	**4 910,00**	**-**	**4 910,00**	**4 905,24**	**-**	**4 905,24**	**- 4,76**	**-0,10%**
Reprises									
1411	Provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du	-	-	-	-	-	-	-	
142	Provisions réglementées pour renouvellement des immobilisatio	-	-	-	-	-	-	-	
144	Provisions réglementées relatives aux autres éléments d'actif (é	-	-	-	-	-	-	-	
145	Amortissements dérogatoires	-	-	-	-	-	-	-	
146	Provision spéciale de réévaluation (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	-	
147	Plus-values réinvesties (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	-	
148	Autres provisions réglementées	-	-	-	-	-	-	-	
14861	dont réserves des plus values nettes d'actif immobilisé (éts priv	-	-	-	-	-	-	-	
14862	dont réserves des plus values nettes d'actif circulant (éts privés)	-	-	-	-	-	-	-	
14	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	
151	Provisions pour risques	-	-	-	-	-	-	-	
152	Provisions pour risques et charges sur emprunt (éts publics)	-	-	-	-	-	-	-	
153	Provisions pour pensions et obligations similaires (éts privés)	-	-	-	-	-	-	-	
155	Provisions pour impôts (éts privés)	-	-	-	-	-	-	-	
157	Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices	-	-	-	-	-	-	-	
158	Autres provisions pour charges	-	-	-	-	-	-	-	
15	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	

(*) Hors réserve de trésorerie et réserves de compensation

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.2.1. Section d'investissement : tableau des emplois (2)

		Budget initial	DM ou virements de crédits	Total	Mandats émis (ESSMS publics) / Mouvements du compte (ESSMS privés)	Mandats en annulation (ESSMS publics)	Net (public)	Ecart	
								montant	en %
Remboursement des dettes financières		(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5)	(6) = (4)-(5)	(7) = (6)-(3)	(8) = (7)/(3)
163	Emprunts obligataires (établissements publics)	-	-	-	-	-	-	-	
164	Emprunts auprès des établissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	
165	Dépôts et cautionnements reçus	20 000,00	-	20 000,00	14 825,46	-	14 825,46	- 5 174,54	-25,87%
166	Refinancement de la dette	-	-	-	-	-	-	-	
167	Emprunts et dettes assortis de conditions particulières	-	-	-	-	-	-	-	
168	Autres emprunts et dettes assimilées	-	-	-	-	-	-	-	
169	Primes de remboursements des obligations	-	-	-	-	-	-	-	
16	**TOTAL**	**20 000,00**	**-**	**20 000,00**	**14 825,46**	**-**	**14 825,46**	**- 5 174,54**	**-25,87%**
171	Dettes rattachées à des participations (groupe)	-	-	-	-	-	-	-	
174	Dettes rattachées à des participations (hors groupe)	-	-	-	-	-	-	-	
178	Dettes rattachées à des sociétés en participation	-	-	-	-	-	-	-	
17	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	
Compte de liaison investissement									
18	Comptes de liaison affectés à l'investissement (uniquement)	-	-	-	-	-	-	-	
18	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	
Fonds dédiés (établissements privés)									
194	Fonds dédiés sur subvention de fonctionnement	-	-	-	-	-	-	-	
195	Fonds dédiés sur dons manuels affectés	-	-	-	-	-	-	-	
197	Fonds dédiés sur legs et donations affectés	-	-	-	-	-	-	-	
19	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	
Acquisition d'éléments de l'actif immobilisé									
201	Frais d'établissement	-	-	-	-	-	-	-	
203	Frais d'étude, de recherche, de développement et frais d'insertion (établissements publics)	-	-	-	-	-	-	-	
205	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques et procédés,droits et valeurs similaires	3 000,00	5 000,00	8 000,00	-	-	-	- 8 000,00	-100
206	Droit au bail (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	-	
207	Fonds commercial (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	-	
208	Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	
20	**TOTAL**	**3 000,00**	**5 000,00**	**8 000,00**	**-**	**-**	**-**	**- 8 000,00**	**-100**

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.2.1. Section d'investissement : tableau des emplois (3)

		Budget initial	DM ou virements de crédits	Total	Mandats émis (ESSMS publics) / Mouvements du compte (ESSMS privés)	Mandats en annulation (ESSMS publics)	Net (public)	Ecart	
								montant	en %
Acquisition d'éléments de l'actif immobilisé (suite)		(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5)	(6) = (4)-(5)	(7) = (6)-(3)	(8) = (7)/(3)
211	Terrains	-	-	-	-	-	-	-	
212	Agencements et aménagements des terrains, plantations à dem	-	-	-	-	-	-	-	
213	Constructions sur sol propre	-	-	-	-	-	-	-	
214	Constructions sur sol d'autrui	-	30 000,00	30 000,00	-	-	-	- 30 000,00	-100,00%
215	Installations, matériel et outillages techniques	-	10 000,00	10 000,00	-	-	-	- 10 000,00	-100,00%
216	Collections, oeuvres d'art	-	-	-	-	-	-	-	
2181	Installations générales, agencements, aménagements divers	-	15 000,00	15 000,00	-	-	-	- 15 000,00	-100,00%
2182	Matériel de transport	-	-	-	-	-	-	-	
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	-	-	-	873,72	-	873,72	873,72	
2184	Mobilier	-	10 000,00	10 000,00	-	-	-	- 10 000,00	-100,00%
2185	Cheptel	-	-	-	-	-	-	-	
2188	Autres immobilisations corporelles	13 500,00	5 000,00	18 500,00	-	-	-	- 18 500,00	-100,00%
21	**TOTAL**	**13 500,00**	**70 000,00**	**83 500,00**	**873,72**	**-**	**873,72**	**- 82 626,28**	**-98,95%**
221	Terrains	-	-	-	-	-	-	-	
222	Agencements et aménagements des terrains, plantations à dem	-	-	-	-	-	-	-	
223	Constructions sur sol propre	-	-	-	-	-	-	-	
224	Constructions sur sol d'autrui	-	-	-	-	-	-	-	
225	Installations techniques, matériel et outillage	-	-	-	-	-	-	-	
226	Collections, oeuvres d'art	-	-	-	-	-	-	-	
228	Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-	-	
229	Droits des propriétaires/Droits de l'affectant	-	-	-	-	-	-	-	
22	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	
2312	Terrains, agencements et aménagements des terrains en cours	-	-	-	-	-	-	-	
2313	Constructions en cours sur sol propre	-	-	-	-	-	-	-	
2314	Constructions en cours sur sol d'autrui	-	-	-	-	-	-	-	
2315	Installations, matériel et outillage techniques en cours	-	-	-	-	-	-	-	
2318	Autres immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-	-	-	-	
232	Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-	-	-	-	
235	Immobilisations en cours - Part investissement PPP (partenariat public privé)	-	-	-	-	-	-	-	
237	Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	
238	Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-	-	
23	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	
24	Immobilisations affectées, concédées ou mises à disposition (établissement public)	-	-	-	-	-	-	-	
24	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.2.1. Section d'investissement : tableau des emplois (4)

		Budget initial	DM ou virements de crédits	Total	Mandats émis (ESSMS publics) / Mouvements du compte (ESSMS privés)	Mandats en annulation (ESSMS publics)	Net (public)	Ecart	
								montant	en %
Remboursement des dettes financières		(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5)	(6) = (4)-(5)	(7) = (6)-(3)	(8) = (7)/(3)
26	Participations et créances rattachées à des participations	-	-	-	-	-	-	-	
26	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
271	Titres immobilisés (droit de propriété)	-	-	-	-	-	-	-	
272	Titres immobilisés (droit de créance)	-	-	-	-	-	-	-	
273	Comptes de placement (long terme)	-	-	-	-	-	-	-	
274	Prêts	-	-	-	-	-	-	-	
275	Dépôts et cautionnements versés	-	-	-	-	-	-	-	
2761	Créances diverses	-	-	-	-	-	-	-	
2768	Intérêts courus	-	-	-	-	-	-	-	
279	Versements restant à effectuer sur titres immobilisés non libérés (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	-	
27	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
Amortissements des immobilisations (reprises)									
280	Amortissements des immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	
2811	Amortissements des terrains de gissement	-	-	-	-	-	-	-	
2812	Amortissements des agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure	-	-	-	-	-	-	-	
2813	Amortissements des constructions sur sol propre	-	-	-	-	-	-	-	
2814	Amortissements des constructions sur sol d'autrui	-	-	-	-	-	-	-	
2815	Amortissements des installations, matériel et outillage technique	-	-	-	-	-	-	-	
2818	Amortissements des autres immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-	-	
282	Amortissements des immobilisations reçues en affectation (Etab	-	-	-	-	-	-	-	
28	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.2.1. Section d'investissement : tableau des emplois (5)

		Budget initial	DM ou virements de crédits	Total	Mandats émis (ESSMS publics) / Mouvements du compte (ESSMS privés)	Mandats en annulation (ESSMS publics)	Net (public)	Ecart	
								montant	en %
Autres - Dépréciation des immobilisations (reprises)		(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5)	(6) = (4)-(5)	(7) = (6)-(3)	(8) = (7)/(3)
290	Dépréciation des immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	
291	Dépréciation des immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-	-	
292	Dépréciation des immobilisations reçues en affectation (établisse	-	-	-	-	-	-	-	
293	Dépréciation des immobilisations en cours	-	-	-	-	-	-	-	
296	Dépréciation des participations et créances rattachées à des par	-	-	-	-	-	-	-	
297	Dépréciation des autres immobilisations financières	-	-	-	-	-	-	-	
29	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
39	**Dépréciation de stocks et en-cours**	-	-	-	-	-	-	-	
481	**Charges à répartir sur plusieurs exercices (augmentation)**	-	-	-	-	-	-	-	
49	**Dépréciation des comptes de tiers (reprises)**	-	-	-	-	-	-	-	
59	**Dépréciation des comptes financiers (reprises)**	-	-	-	-	-	-	-	
001	**Résultats d'investissement reporté (Déficit)**	-	-	-	-	-	-	-	
004	**Amortissements comptables excédentaires différés**	-	-	-	-	-	-	-	
003	**Excédent prévisionnel d'investissement**	-	99 402,77	99 402,77	-	-	-	- 99 402,77	-100,[illegible]
	TOTAL GENERAL	**41 410,00**	**174 602,77**	**216 012,77**	**20 770,86**	**-**	**20 770,86**	**- 195 241,91**	**-90,3[illegible]**

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.2.2. Section d'investissement : ressources

		Budget initial	Crédits complémentaires ou virements	Total	Réel	Ecart	
						montant	en %
Augmentation des fonds propres		(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5) = (4)-(3)	(6) = (5)/(3)
10	Fonds associatifs, apports, dotations et réserves	1 410,00	-	1 410,00	1 410,32	0,32	0,02%
1161	Amortissements comptables excédentaires différés	-	-	-	-	-	
13	Subventions d'investissement affectés à des biens non renouvelables	-	-	-	-	-	
Dotations aux provisions							
14	Provisions réglementées (sauf compte 1412 : provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du BFR - dotation par financement de l'autorité de tarification)	-	-	-	-	-	
15	Provisions pour risques et charges	-	-	-	-	-	
Augmentation des dettes financières							
16	Emprunts et dettes assimilées	20 000,00	-	20 000,00	8 541,19	- 11 458,81	-57,29%
17	Dettes rattachées à des participations	-	-	-	-	-	
Compte de liaison investissement							
18	Compte de liaison	-	-	-	-	-	
Immobilisations (sorties)							
20	Immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	
21	Immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	
22	Immobilisations reçues en affectation	-	-	-	-	-	
23	Immobilisations en cours	-	-	-	-	-	
24	Immobilisations affectées, concédées, mises à disposition	-	-	-	-	-	
26	Participations et créances rattachées à des participations	-	-	-	-	-	
27	Autres immobilisations financières	-	-	-	-	-	
Autres							
28	Amortissements des immobilisations (dotations)	20 000,00	-	20 000,00	15 768,36	- 4 231,64	-21,16%
29	Dépréciation des immobilisations (dotations)	-	-	-	-	-	
39	Dépréciation de stocks et en-cours	-	-	-	-	-	
481	Charges à répartir sur plusieurs exercices (diminution)	-	-	-	-	-	
49	Dépréciation des comptes de tiers (dotations)	-	-	-	-	-	
59	Dépréciation des comptes financiers (dotations)	-	-	-	-	-	
	Total des ressources	**41 410,00**	**-**	**41 410,00**	**25 719,87**	**- 15 690,13**	**-37,89%**
001	Résultat d'investissement antérieur reporté (Excédent)	-	174 602,77	174 602,77	-	- 174 602,77	-100,00%
004	Amortissements comptables excédentaires différés	-	-	-	-	-	
007	Déficit prévisionnel d'investissement	-	-	-	-	-	
	TOTAL GENERAL	**41 410,00**	**174 602,77**	**216 012,77**	**25 719,87**	**- 190 292,90**	**-88,09%**

4.2.2. Section d'investissement : tableau des ressources (1)

		Budget initial	DM ou virements de crédits	Total	Titres émis (ESSMS publics) / Mouvements du compte (ESSMS privés)	Titres en réduction (ESSMS publics)	Net (public)	Ecart	
								montant	en %
Augmentation des fonds propres		(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5)	(6) = (4)-(5)	(7) = (6)-(3)	(8) = (7)/(3)
102	Fonds, apports et dotations	1 410,00	-	1 410,00	1 410,32	-	1 410,32	0,32	0,02%
103	Fonds associatif avec droit de reprise (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	0,00	
105	Ecarts de réévaluation (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	0,00	
106	Réserves	-	-	-	-	-	-	0,00	
10	**TOTAL**	**1 410,00**	**-**	**1 410,00**	**1 410,32**	**-**	**1 410,32**	**0,32**	**0,02%**
1161	Amortissements comptables excédentaires différés	-	-	-	-	-	-	0,00	
1161	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	
131	Subventions d'équipement tranférables	-	-	-	-	-	-	0,00	
138	Autres subventions d'investissement (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	0,00	
139	Subventions d'investissement inscrites au compte de résultat	-	-	-	-	-	-	0,00	
13	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	
Provisions									
1411	Provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du BFR - Dotation par recours à l'emprunt	-	-	-	-	-	-	0,00	
142	Provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations	-	-	-	-	-	-	0,00	
144	Provisions réglementées relatives aux autres éléments d'actif (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	0,00	
145	Amortissements dérogatoires	-	-	-	-	-	-	0,00	
146	Provision spéciale de réévaluation (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	0,00	
147	Plus-values réinvesties (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	0,00	
148	Autres provisions réglementées	-	-	-	-	-	-	0,00	
14861	*dont réserves des plus values nettes d'actif immobilisé (éts prive*	-	-	-	-	-	-	0,00	
14862	*dont réserves des plus values nettes d'actif circulant (éts privés)*	-	-	-	-	-	-	0,00	
14	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	
151	Provisions pour risques	-	-	-	-	-	-	0,00	
152	Provisions pour risques et charges sur emprunt (établissements pu	-	-	-	-	-	-	0,00	
153	Provisions pour pensions et obligations similaires (établissements p	-	-	-	-	-	-	0,00	
155	Provisions pour impôts (éts privés)	-	-	-	-	-	-	0,00	
157	Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices	-	-	-	-	-	-	0,00	
158	Autres provisions pour charges	-	-	-	-	-	-	0,00	
15	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.2.2. Section d'investissement : tableau des ressources (2)

		Budget initial	DM ou virements de crédits	Total	Titres émis (ESSMS publics) / Mouvements du compte (ESSMS privés)	Titres en réduction (ESSMS publics)	Net (public)	Ecart	
								montant	en %
Augmentation des dettes financières		(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5)	(6) = (4)-(5)	(7) = (6)-(3)	(8) = (7)/(3)
163	Emprunts obligataires (établissements publics)	-	-	-	-	-	-	0,00	
164	Emprunts auprès des établissements de crédits	-	-	-	-	-	-	0,00	
165	Dépôts et cautionnements reçus	20 000,00	-	20 000,00	8 541,19	-	8 541,19	-11 458,81	-57,29%
166	Refinancement de la dette	-	-	-	-	-	-	0,00	
167	Emprunts et dettes assortis de conditions particulières	-	-	-	-	-	-	0,00	
168	Autres emprunts et dettes assimilées	-	-	-	-	-	-	0,00	
169	Primes de remboursements des obligations	-	-	-	-	-	-	0,00	
16	**TOTAL**	**20 000,00**	**-**	**20 000,00**	**8 541,19**	**-**	**8 541,19**	**- 11 458,81**	**-57,29%**
Dettes rattachées à des participations (établissements privés)									
171	Dettes rattachées à des participations (groupe)	-	-	-	-	-	-	0,00	
174	Dettes rattachées à des participations (hors groupe)	-	-	-	-	-	-	0,00	
178	Dettes rattachées à des sociétés en participation	-	-	-	-	-	-	0,00	
17	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	
Comptes de liaison (en ressources)									
18	Comptes de liaison affectés à l'investissement (uniquement)	-	-	-	-	-	-	0,00	
18	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	
Fonds dédiés (établissements privés)									
194	Fonds dédiés sur subvention de fonctionnement	-	-	-	-	-	-	0,00	
195	Fonds dédiés sur dons manuels affectés	-	-	-	-	-	-	0,00	
197	Fonds dédiés sur legs et donations affectés	-	-	-	-	-	-	0,00	
19	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	
Immobilisations (sorties)									
201	Frais d'établissement	-	-	-	-	-	-	0,00	
203	Frais d'étude, de recherche, de développement et frais d'insertion	-	-	-	-	-	-	0,00	
205	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques et procédés, droits et valeurs similaires	-	-	-	-	-	-	0,00	
206	Droit au bail (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	0,00	
207	Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	0,00	
208	Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	0,00	
20	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.2.2. Section d'investissement : tableau des ressources (3)

		Budget initial	DM ou virements de crédits	Total	Titres émis (ESSMS publics) / Mouvements du compte (ESSMS privés)	Titres en réduction (ESSMS publics)	Net (public)	Ecart	
								montant	en %
Immobilisations (sorties) – suite		(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5)	(6) = (4)-(5)	(7) = (6)-(3)	(8) = (7)/(3)
211	Terrains	-	-	-	-	-	-	0,00	
212	Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeur	-	-	-	-	-	-	0,00	
213	Constructions sur sol propre	-	-	-	-	-	-	0,00	
214	Constructions sur sol d'autrui	-	-	-	-	-	-	0,00	
215	Installations, matériel et outillage techniques	-	-	-	-	-	-	0,00	
216	Collections, oeuvres d'art	-	-	-	-	-	-	0,00	
2181	Installations générales, agencements, aménagements divers	-	-	-	-	-	-	0,00	
2182	Matériel de transport	-	-	-	-	-	-	0,00	
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	-	-	-	-	-	-	0,00	
2184	Mobilier	-	-	-	-	-	-	0,00	
2185	Cheptel	-	-	-	-	-	-	0,00	
2188	Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-	0,00	
21	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	
221	Terrains	-	-	-	-	-	-	0,00	
222	Agencements et aménagements de terrains, plantations à demeure	-	-	-	-	-	-	0,00	
223	Constructions sur sol propre	-	-	-	-	-	-	0,00	
224	Constructions sur sol d'autrui	-	-	-	-	-	-	0,00	
225	Installations techniques, matériel et outillage	-	-	-	-	-	-	0,00	
226	Collections, oeuvres d'art	-	-	-	-	-	-	0,00	
228	Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-	0,00	
229	Droits des propriétaires/Droits de l'affectant	-	-	-	-	-	-	0,00	
22	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.2.2. Section d'investissement : tableau des ressources (4)

		Budget initial	DM ou virements de crédits	Total	Titres émis (ESSMS publics) / Mouvements du compte (ESSMS privés)	Titres en réduction (ESSMS publics)	Net (public)	Ecart	
								montant	en %
Immobilisations (sorties) – suite		(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5)	(6) = (4)-(5)	(7) = (6)-(3)	(8) = (7)/(3)
2312	Terrains, agencements et aménagements des terrains en cours	-	-	-	-	-	-	0,00	
2313	Constructions en cours sur sol propre	-	-	-	-	-	-	0,00	
2314	Constructions en cours sur sol d'autrui	-	-	-	-	-	-	0,00	
2315	Installations techniques, matériel et outillage	-	-	-	-	-	-	0,00	
2318	Autres immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-	-	-	0,00	
232	Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-	-	-	0,00	
235	Immobilisations en cours - Part investissement PPP (partenariat public privé)	-	-	-	-	-	-	0,00	
237	Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	0,00	
238	Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-	0,00	
23	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
24	Immobilisations affectées, concédées ou mises à disposition (établissement public)	-	-	-	-	-	-	0,00	
24	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
26	Participations et créances rattachées à des participations	-	-	-	-	-	-	0,00	
26	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
271	Titres immobilisés (droit de propriété)	-	-	-	-	-	-	0,00	
272	Titres immobilisés (droit de créance)	-	-	-	-	-	-	0,00	
273	Comptes de placement (long terme)	-	-	-	-	-	-	0,00	
274	Prêts	-	-	-	-	-	-	0,00	
275	Dépôts et cautionnements versés	-	-	-	-	-	-	0,00	
2761	Créances diverses	-	-	-	-	-	-	0,00	
2768	Intérêts courus	-	-	-	-	-	-	0,00	
279	Versements restant à effectuer sur titres immobilisés non libérés (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	0,00	
27	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.2.2. Section d'investissement : tableau des ressources (5)

		Budget initial	DM ou virements de crédits	Total	Titres émis (ESSMS publics) / Mouvements du compte (ESSMS privés)	Titres en réduction (ESSMS publics)	Net (public)	Ecart	
								montant	en %
Amortissements des immobilisations (dotations)		(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5)	(6) = (4)-(5)	(7) = (6)-(3)	(8) = (7)/(3)
280	Amortissements des immobilisations incorporelles	1 000,00	-	1 000,00	877,07	-	877,07	-122,93	-12,29%
2811	Amortissements des terrains	-	-	-	-	-	-	0,00	
2812	Amortissements des agencements et des aménagements des terrains, plantations à demeure	-	-	-	-	-	-	0,00	
2813	Amortissements des construction sur sol propre	-	-	-	-	-	-	0,00	
2814	Amortissements des construction sur sol d'autrui	2 000,00	-	2 000,00	1 283,68	-	1 283,68	-716,32	-35,82%
2815	Amortissements des installations, matériel et outillage technique	3 500,00	-	3 500,00	2 785,33	-	2 785,33	-714,67	-20,42%
2818	Amortissements des autres immobilisations corporelles	13 500,00	-	13 500,00	10 822,28	-	10 822,28	-2 677,72	-19,83%
282	Amortissements des immobilisations reçues en affectation (Etablissements publics)	-	-	-	-	-	-	0,00	
28	**TOTAL**	**20 000,00**	**-**	**20 000,00**	**15 768,36**	**-**	**15 768,36**	**- 4 231,64**	**-21,16%**
Dépréciation des immobilisations (dotations)									
290	Dépréciation des immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	0,00	
291	Provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-	0,00	
292	Dépréciation des immobilisations reçues en affectation (établissements publics)	-	-	-	-	-	-	0,00	
293	Dépréciation des immobilisations en cours	-	-	-	-	-	-	0,00	
296	Dépréciation des participations et créances rattachées à des participations	-	-	-	-	-	-	0,00	
297	Dépréciation des autres immobilisations financières	-	-	-	-	-	-	0,00	
29	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	
39	**Dépréciation de stocks et en-cours**	-	-	-	-	-	-	0,00	
481	**Charges à répartir sur plusieurs exercices (diminution)**	-	-	-	-	-	-	0,00	
49	**Dépréciation des comptes de tiers (dotations)**	-	-	-	-	-	-	0,00	
59	**Dépréciation des comptes financiers (dotations)**	-	-	-	-	-	-	0,00	
001	**Résultats d'investissement reporté (Excédent)**	-	174 602,77	174 602,77	-	-	-	-174 602,77	-100,00%
004	**Amortissements comptables excédentaires différés**	-	-	-	-	-	-	0,00	
007	**Déficit d'investissement**	-	-	-	-	-	-	0,00	
	TOTAL GENERAL	**41 410,00**	**174 602,77**	**216 012,77**	**25 719,87**	**-**	**25 719,87**	**- 190 292,90**	**-88,09%**

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.3.1. Tableau des amortissements

		Amortissements cumulés au 31 décembre n-1	Dotations de l'exercice	Diminutions résultant des sorties de l'exercice	Amortissements cumulés au 31 décembre n
		(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) - (3)
Amortissements des immobilisations incorporelles					
2801	Frais d'établissement	-	-	-	-
2803	Frais d'études, de recherche et de développement, et frais d'insertion	-	-	-	-
2805	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques et procédés, droits et valeurs similaires	7 016,56	877,07	-	7 893,63
2806	Droit au bail (établissements privés)	-	-	-	-
2807	Fonds commercial (établissements privés)	-	-	-	-
2808	Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Amortissements des immobilisations corporelles					
2811	Terrains	-	-	-	-
2812	Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure	-	-	-	-
2813	Constructions sur sol propre	-	-	-	-
2814	Constructions sur sol d'autrui	43 313,62	1 283,68	-	44 597,30
2815	Installations, matériel et outillage techniques	24 428,24	2 785,33	-	27 213,57
2818	Autres immobilisations corporelles	291 288,40	10 822,28	-	302 110,68
	dont : Matériel de transport	*13 198,86*	-		
	Matériel de bureau	*112 007,60*	*4 085,41*		
	Matériel informatique	*31 835,28*	*216,00*		
282	Amortissement des immobilisations reçues en affectation (établissements publics)	-	-	-	
	Total général	**366 046,82**	**15 768,36**	**-**	**381 815,**

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.3.2 Tableau des provisions, des dépréciations, des fonds dédiés et des réserves de compensation

		Montant au 31 décembre n-1	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant au 31 décembre n
		(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) - (3)
Réserves de compensation					
###	Des déficits d'exploitation	-	-	-	-
###	Des charges d'amortissement	-	-	-	-
Provisions réglementées					
141	Destinées à la couverture du besoin en fonds de roulement	-	-	-	-
142	Pour renouvellement des immobilisations	-	-	-	-
144	Provisions réglementées relatives aux autres éléments d'actif (établissements privés)	-	-	-	-
145	Amortissements dérogatoires	-	-	-	-
146	Provision spéciale de réévaluation (établissements privés)	-	-	-	-
147	Plus-values réinvesties (établissements privés)	-	-	-	-
148	Autres provisions réglementées	-	-	-	-
###	*dont réserves des plus values nettes d'actif immobilisé (établissements privés)*	-	-	-	-
###	*dont réserves des plus values nettes d'actif circulant (établissements privés)*	-	-	-	-
Provisions pour risques et charges					
151	Provisions pour risques	-	-	-	-
152	Provisions pour risques et charges sur emprunts (établissements publics)	-	-	-	-
153	Provisions pour pensions et obligations similaires (établissements privés)	-	-	-	-
155	Provisions pour impôts (établissements privés)	-	-	-	-
157	Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices	-	-	-	-
158	Autres provisions pour charges	-	-	-	-
Dépréciations					
29	Dépréciation des immobilisations	-	-	-	-
39	Dépréciation des stocks et encours	-	-	-	-
49	Dépréciation des comptes de tiers	-	-	-	-
59	Dépréciation des comptes financiers	-	-	-	-

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.3.3.1 Tableau des emprunts en cours

Organisme prêteur	Date de souscript°	Durée (années)	Taux %	Capital emprunté	Dette en fin d'exercice précédent		Remboursement du capital de l'année n	Montant des intérêts de l'année n
					Capital	Intérêt		

5.1.1 Charges de la section d'exploitation

GROUPE I : DEPENSES AFFERENTES A L'EXPLOITATION COURANTE		Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virements de crédits et DM	Total (2) + (3)	dont CNR	Dépenses réalisées n	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
								montant	en %	
		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)		(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (6) / (4)	
ACHATS										
601	Achats stockés de matières premières et de fournitures	-	-	-	-	-	-	-	-	
602	Achats stockés - autres approvisionnements	-	-	-	-	-	-	-	-	
603	Variation des stocks	-	-	-	-	-	-	-	-	
606	Achats non stockés de matières et fournitures	85 899,12	91 500,00	-	91 500,00	-	89 562,35	- 1 937,65	- 2,12	
607	Achats de marchandise	-	-	-	-	-	-	-	-	
709	Rabais, remises, ristournes accordés par l'établissement	-	-	-	-	-	-	-	-	
713	Variations des stocks, en cours de production, produits (en dépenses)	-	-	-	-	-	-	-	-	
SERVICES EXTERIEURS										
6111	Sous-traitance : prestations à caractère médical	654,00	-	-	-	-	2 115,00	2 115,00	-	
6112	Sous-traitance : prestations à caractère médico-social	-	-	-	-	-	-	-	-	
6118	Sous-traitance : autres prestations de service	-	-	-	-	-	-	-	-	
AUTRES SERVICES EXTERIEURS										
6241	Transports de biens	-	-	-	-	-	-	-	-	
6242	Transports d'usagers	-	-	-	-	-	-	-	-	
6247	Transports collectifs de personnel	-	-	-	-	-	-	-	-	
6248	Transports divers	-	-	-	-	-	-	-	-	
625	Déplacements, missions et réceptions	-	600,00	-	600,00	-	18,25	- 581,75	- 96,96	
626	Frais postaux et frais de télécommunications	3 138,42	3 300,00	-	3 300,00	-	3 092,30	- 207,70	- 6,29	
6281	Prestations de blanchissage à l'extérieur	0,16	3 600,00	-	3 600,00	-	-	- 3 600,00	- 100,00	
6282	Prestations d'alimentation à l'extérieur	175 850,69	175 000,00	7 000,00	182 000,00	-	186 144,95	4 144,95	2,28	
6283	Prestations de nettoyage à l'extérieur	508,00	2 000,00	-	2 000,00	-	-	- 2 000,00	- 100,00	
6284	Prestations d'informatique à l'extérieur	-	-	-	-	-	-	-	-	
6287	Remboursement de frais	-	-	-	-	-	-	-	-	
6288	Autres prestations	283,58	500,00	-	500,00	-	1 109,33	609,33	121,87	
	TOTAL GROUPE I	**266 333,97**	**276 500,00**	**7 000,00**	**283 500,00**	**0,00**	**282 042,18**	**-1 457,82**	**99,49**	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

GROUPE II : DEPENSES AFFERENTES AU PERSONNEL		Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virements de crédits et DM	Total (2) + (3)	dont CNR	Dépenses réalisées n	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
								montant	en %	
		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)		(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (6) / (4)	
621	Personnel extérieur à l'établissement	-	-	-	-	-	1 050,17	1 050,17	-	
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	549,96	567,00	-	567,00	-	549,96	- 17,04	- 3,01	
631	Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impôts)	-	-	-	-	-	-	-	-	
633	Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (autres organismes)	9 371,57	9 940,00	-	9 940,00	-	10 886,61	946,61	9,52	
641	Rémunération du personnel non médical	388 003,94	383 215,00	40 000,00	423 215,00	-	407 939,18	- 15 275,82	- 3,61	
642	Rémunération du personnel médical	-	-	-	-	-	-	-	-	
643	Personnes handicapées	-	-	-	-	-	-	-	-	
645	Charges de sécurité sociale et de prévoyance	149 988,63	149 278,00	-	149 278,00	-	161 641,31	12 363,31	8,28	
646	Charges personnes handicapées	-	-	-	-	-	-	-	-	
647	Autres charges sociales	1 128,50	2 000,00	-	2 000,00	-	1 808,80	- 191,20	- 9,56	
648	Autres charges de personnel	23 308,02	25 000,00	-	25 000,00	-	11 428,73	- 13 571,27	- 54,29	
	TOTAL GROUPE II	**572 350,62**	**570 000,00**	**40 000,00**	**610 000,00**	**0,00**	**595 304,76**	**-14 695,24**	**97,59**	
	dont Montant des provisionnements pour congés à payer		0,00	0,00	0,00		0,00	-	-	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

GROUPE III : DEPENSES AFFERENTES A LA STRUCTURE

		Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virements de crédits et DM	Total (2) + (3)	dont CNR	Dépenses réalisées n	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
								montant	en %	
		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)		(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (6) / (4)	
612	Redevances de crédit bail	-	-	-	-	-	-	-	-	
6132	Locations immobilières	233 340,88	245 000,00	- 47 000,00	198 000,00	-	174 661,69	- 23 338,31	- 11,79	
6135	Locations mobilières	1 310,40	-	-	-	-	561,60	561,60	-	
614	Charges locatives et de co-propriété	-	-	-	-	-	-	-	-	
6152	Entretien et réparations sur biens immobiliers	6 911,72	10 000,00	-	10 000,00	-	5 458,09	- 4 541,91	- 45,42	
6155	Entretien et réparations sur biens mobiliers	18 473,80	10 000,00	-	10 000,00	-	16 132,36	6 132,36	61,32	
6156	Maintenance	23 432,16	50 150,00	-	50 150,00	-	24 791,89	- 25 358,11	- 50,56	
616	Primes d'assurances	2 923,26	3 500,00	-	3 500,00	-	2 842,33	- 657,67	- 18,79	
617	Etudes et recherches	2 283,00	-	-	-	-	-	-	-	
618	Divers	5 511,17	4 500,00	-	4 500,00	-	9 049,81	4 549,81	101,11	
623	Information, publications, relations publiques	399,00	500,00	-	500,00	-	-	- 500,00	- 100,00	
627	Services bancaires et assimilés	-	-	-	-	-	-	-	-	
635	Autres impôts taxes et versements assimilés (administration des impôts)	-	-	-	-	-	-	-	-	
637	Autres impôts taxes et versements assimilés (autres organismes)	-	-	-	-	-	-	-	-	
	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE									
651	Redevances pour concessions, brevets, licences, procédés, droits et valeurs similaires	-	-	-	-	-	-	-	-	
654	Pertes sur créances irrécouvrables	-	-	-	-	-	-	-	-	
655	Quote part résultat opération	-	-	-	-	-	-	-	-	
657	Subventions	4 282,00	4 500,00	-	4 500,00	-	-	- 4 500,00	- 100,00	
658	Charges diverses de gestion courante	-	-	-	-	-	-	-	-	
	CHARGES FINANCIERES									
66	Charges financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
	CHARGES EXCEPTIONNELLES									
671	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	-	-	-	-	-	-	-	-	
673	Charges sur exercices antérieurs	-	-	-	-	-	2 330,84	2 330,84	-	
675	Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	-	-	-	-	-	-	-	-	
678	Autres charges exceptionnelles	-	500,00	-	500,00	-	-	- 500,00	- 100,00	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

GROUPE III : DEPENSES AFFERENTES A LA STRUCTURE (suite)		Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virements de crédits et DM	Total (2) + (3)	dont CNR	Dépenses réalisées n	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
								montant	en %	
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX DEPRECIATIONS, AUX PROVISIONS ET ENGAGEMENTS		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)		(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (6) / (4)	
6811	Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	14 588,69	20 000,00	-	20 000,00	-	15 768,36	- 4 231,64	- 21,16	
6812	Dotations aux amortissements des charges d'exploitation à répartir	-	-	-	-	-	-	-	-	
6815	Dotations aux provisions pour risques et charges d'exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	
6816	Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	-	
6817	Dépréciation des actifs circulants	-	-	-	-	-	-	-	-	
686	Dotations aux amortissements et aux provisions - charges financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
687	Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions : charges exceptionnelles	-	-	-	-	-	-	-	-	
6871	*dont dotations aux amortissements exceptionnels des immobilisations*	-	-	-	-	-	-	-	-	
68725	*dont dotations aux amortissements dérogatoires*	-	-	-	-	-	-	-	-	
68741	*dont dotations aux provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du BFR*	-	-	-	-	-	-	-	-	
68742	*dont dotations aux provisions règlementées pour renouvellement des immobilisations*	-	-	-	-	-	-	-	-	
687461	*dont dotations aux provisions réglementées : réserves des plus-values nettes d'actif immobilisé (établissements privés)*	-	-	-	-	-	-	-	-	
687462	*dont dotations aux provisions réglementées : réserves des plus-values nettes d'actif circulant (établissements privés)*	-	-	-	-	-	-	-	-	
68748	*dont autres*	-	-	-	-	-	-	-	-	
6876	*dont dotations aux provisions pour dépréciations exceptionnelles*	-	-	-	-	-	-	-	-	
689	Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions : charges exceptionnelles	-	-	-	-	-	-	-	-	
6894	*dont dotations aux amortissements exceptionnels des immobilisations*	-	-	-	-	-	-	-	-	
6895	*dont dotations aux amortissements dérogatoires*	-	-	-	-	-	-	-	-	
6897	*dont dotations aux provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du BFR*	-	-	-	-	-	-	-	-	
	TOTAL GROUPE III	**313 456,08**	**348 650,00**	**-47 000,00**	**301 650,00**	**0,00**	**251 596,97**	**-50 053,03**	**-16,59**	
	TOTAL GENERAL (GROUPE I + GROUPE II + GROUPE III)	**1 152 140,67**	**1 195 150,00**	**0,00**	**1 195 150,00**	**0,00**	**1 128 943,91**	**-66 206,09**	**-5,54**	
002	Déficit de la section d'exploitation reporté	-	-	-	-		-			
005	Amortissements comptables excédentaires différés	-	-	-	-		-			
	TOTAL DEPENSES D'EXPLOITATION	**1 152 140,67**	**1 195 150,00**	**0,00**	**1 195 150,00**	**0,00**	**1 128 943,91**	**-66 206,09**	**-5,54**	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

5.1.2 Produits de la section d'exploitation

GROUPE I : PRODUITS DE LA TARIFICATION ET ASSIMILES

		Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virements de crédits et DM	Total (2) + (3)	Recettes réalisées n	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
							montant	en %	
		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (6) / (4)	
731	Produits à la charge de l'assurance maladie (hors EHPAD)	194 826,36	181 800,00	-	181 800,00	201 817,74	20 017,74	11,01	
731224	dont prise en charge au titre des dispositions de l'article L. 242-4 du CASF	-	-	-	-	-	-	-	
732	Produits à la charge de l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	
733	Produits à la charge du département (hors EHPAD)	-	-	-	-	-	-	-	
733222	dont prise en charge au titre des dispositions de l'article L. 242-4 du CASF	-	-	-	-	-	-	-	
734	Produits à la charge de l'usager (hors EHPAD)	-	-	-	-	-	-	-	
735	Produits des EHPAD - Secteur des personnes âgées	-	-	-	-	-	-	-	
7351	dont produits à la charge de l'assurance maladie	-	-	-	-	-	-	-	
7352	dont produits à la charge du département	-	-	-	-	-	-	-	
7353	dont produits à la charge de l'usager	-	-	-	-	-	-	-	
738	Produits à la charge d'autres financeurs	-	-	-	-	-	-	-	
	TOTAL GROUPE I	**194 826,36**	**181 800,00**	**0,00**	**181 800,00**	**201 817,74**	**20 017,74**	**111,01**	

GROUPE II : AUTRES PRODUITS RELATIFS A L'EXPLOITATION

		Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virements de crédits et DM	Total (2) + (3)	Recettes réalisées n	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
							montant	en %	
		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (6) / (4)	
70	Produits sauf 7082	876 128,97	890 000,00	-	890 000,00	856 114,00	- 33 886,00	- 3,81	
7082	Participations forfaitaires des usagers	-	-	-	-	-	-	-	
70821	dont forfaits journaliers	-	-	-	-	-	-	-	
70822	dont participations prévues au 4° alinéa de l'article L.242-4 du code de l'action sociale et des familles	-	-	-	-	-	-	-	
70823	dont participations aux frais de repas et de transport dans les ESAT	-	-	-	-	-	-	-	
70828	dont autres participations forfaitaires des usagers	-	-	-	-	-	-	-	
71	Production stockée	-	-	-	-	-	-	-	
72	Production immobilisée	-	-	-	-	-	-	-	
74	Subventions d'exploitation et participations	60 947,20	20 000,00	-	20 000,00	40 000,00	20 000,00	100,00	
75	Autres produits de gestion courante	16 788,00	6 000,00	-	6 000,00	18 911,28	12 911,28	215,19	
603	Variation des stocks (en recettes)	-	-	-	-	-	-	-	
609	Rabais, remises et ristournes obtenus sur achats	-	-	-	-	-	-	-	
619	Rabais, remises et ristournes obtenus sur services extérieurs	-	-	-	-	-	-	-	
629	Rabais, remises et ristournes obtenus sur autres services extérieurs	-	-	-	-	-	-	-	
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel non médical	16 823,69	8 544,78	-	8 544,78	5 469,60	- 3 075,18	- 35,99	
6429	Remboursements sur rémunérations du personnel médical	-	-	-	-	-	-	-	
6439	Remboursements sur rémunérations des personnes handicapées	-	-	-	-	-	-	-	
6459/69/79	Remboursements sur charges de sécurité sociale et de prévoyance et sur autres charges sociales	-	-	-	-	-	-	-	
6489	Fonds de compensation des cessations anticipées d'activité	-	-	-	-	-	-	-	
6611	Intérêts des emprunts et dettes (en recettes)	-	-	-	-	-	-	-	
	TOTAL GROUPE II	**970 687,86**	**924 544,78**	**0,00**	**924 544,78**	**920 494,88**	**-4 049,90**	**99,56**	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

GROUPE III : PRODUITS FINANCIERS ET PRODUITS NON ENCAISSABLES		Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virements de crédits et DM	Total (2) + (3)	Recettes réalisées n	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
							montant	en %	
		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (6) / (4)	
6	Produits financiers	-	-	-	-	-	-	-	
PRODUITS EXCEPTIONNELS									
71	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	5 260,60	-	-	-	2 996,78	2 996,78	-	
73	Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale (établissements publics)	-	-	-	-	-	-	-	
75	Produits de cessions d'éléments d'actif	-	-	-	-	-	-	-	
77	Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	4 900,00	4 910,00	-	4 910,00	4 905,24	- 4,76	- 0,10	
78	Autres produits exceptionnels	-	-	-	-	-	-	-	
AUTRES PRODUITS									
781	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (à inscrire dans les produits d'exploitation)	-	-	-	-	-	-	-	
786	Reprises sur dépréciations et provisions (à inscrire dans les produits financiers)	-	-	-	-	-	-	-	
787	Reprises sur dépréciations et provisions (à inscrire dans les produits exceptionnels)	-	-	-	-	-	-	-	
78725	dont reprises sur amortissements dérogatoires	-	-	-	-	-	-	-	
78741	dont reprises sur provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du besoin en fonds de roulement	-	-	-	-	-	-	-	
78742	dont reprises sur provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	
787461	dont reprises sur provisions réglementées : réserves des plus-values nettes d'actif immobilisé (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	-	
787462	dont reprises sur provisions réglementées : réserves des plus-values nettes d'actif circulant (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	-	
78748	dont autres reprises (sur provisions réglementées)	-	-	-	-	-	-	-	
7876	dont reprises sur dépréciations exceptionnelles	-	-	-	-	-	-	-	
789	Reprises des ressources non utilisées des exercices antérieurs (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	-	
79	Transfert de charges	-	-	-	-	-	-	-	
791	dont transfert de charges d'exploitation	-	-	-	-	-	-	-	
796	dont transfert de charges financières	-	-	-	-	-	-	-	
797	dont transfert de charges exceptionnelles	-	-	-	-	-	-	-	
	TOTAL GROUPE III	**10 160,60**	**4 910,00**	**-**	**4 910,00**	**7 902,02**	**2 992,02**	**60,94**	
	TOTAL GENERAL (GROUPE I + GROUPE II + GROUPE III)	**1 175 674,82**	**1 111 254,78**	**-**	**1 111 254,78**	**1 130 214,64**	**18 959,86**	**1,71**	
002	Excédent de la section d'exploitation reporté	55 060,39	83 895,22	-	83 895,22				
005	Amortissements comptables excédentaires différés	-	-	-	-	-			
	TOTAL RECETTES D'EXPLOITATION	**1 230 735,21**	**1 195 150,00**	**-**	**1 195 150,00**	**1 130 214,64**	**- 64 935,36**	**- 5,43**	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

5.2.1. Tableau de répartition des charges

Tableau complémentaire

Numéro du compte	Libellé	Montant total du compte	Clé de répartition (nature)	Unité de répartition 1		Unité de répartition 2		Unité de répartition 3	
				<nom>		<nom>		<nom>	
				Montant	Pourcentage	Montant	Pourcentage	Montant	Pourcentage
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
Total		-		-		-		-	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

5.3.1. Tableau des effectifs

Catégorie	Nombre d'agents à temps plein	Temps partiel		Total		Nombre d'ETP au précédent compte administratif	Ecart
		Nombre d'agents	Nombre d'ETP	Nombre d'agents	Nombre d'ETP		
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2)	(5) = (1) + (3)	(6)	(7) = (5) - (6)
DIRECTION / ENCADREMENT	1	0	0,00	1	1,00	0,47	0,53
01 : Directeur				0	0,00		0,00
03 : Médecin directeur				0	0,00		0,00
04 : Directeur adjoint, attaché de direction., économe				0	0,00		0,00
09 : Educateur spécialisé - encadrement				0	0,00		0,00
10 : Educateur technique - encadrement				0	0,00		0,00
11 : Educateur technique spécialisé - encadrement				0	0,00		0,00
12 : Chef d'atelier				0	0,00		0,00
13 : Assistant de service social - encadrement				0	0,00		0,00
14 : Educateur de jeunes enfants - encadrement				0	0,00		0,00
15 : Conseiller en économie sociale - encadrement				0	0,00		0,00
16 : Chef de service éducatif				0	0,00	0,47	-0,47
17 : Cadre infirmier - encadrement				0	0,00		0,00
18 : Cadre infirmier psychiatrique				0	0,00		0,00
19 : Autre cadre - pédagogique et social				1	1,00		1,00
20 : Autre cadre - paramédical	1			1	1,00		0,00
21 : Chef de service général/documentaire/informatique				0	0,00		
ADMINISTRATION / GESTION	1	0	0,00	1	1,00	1,00	0,00
05 : Agent administratif et de bureau	1			1	1,00	1,00	0,00
06 : Autre personnel de direction/ gestion /administration				0	0,00		0,00
SERVICES GENERAUX	7	10	5,29	17	12,29	7,38	4,91
07 : Agent de service général	4	10	5,29	14	9,29	7,38	1,91
08 : Ouvrier professionnel				0	0,00		0,00
71 : Maîtresse de maison				0	0,00		0,00
72 : Veilleur de nuit	3			3	3,00		3,00
RESTAURATION				0	0,00	3,00	-3,00
SOCIO-EDUCATIF	0	0	0,00	0	0,00	0,00	0,00
22 : Educateur scolaire				0	0,00		0,00
23 : Instituteur spécialisé				0	0,00		0,00
24 : Instituteur				0	0,00		0,00
25 : Professeur des écoles				0	0,00		0,00
26 : Professeur agrégé				0	0,00		0,00
27 : Professeur enseignement général collège				0	0,00		0,00
28 : Professeur lycée professionnel				0	0,00		0,00
29 : Maître-auxiliaire				0	0,00		0,00
30 : Professeur/moniteur E.P.S.				0	0,00		0,00
31 : Professeur technique - enseignement professionnel				0	0,00		0,00
32 : Educateur technique spécialisé				0	0,00		0,00
33 : Educateur technique				0	0,00		0,00
34 : Moniteur d'atelier				0	0,00		0,00
35 : Educateur spécialisé				0	0,00		0,00
36 : Moniteur éducateur				0	0,00		0,00
37 : Moniteur de jardin d'enfants				0	0,00		0,00
38 : Aide médico-psychologique				0	0,00		0,00
61A : Aide-soignant (sauf SSIAD)				0	0,00		0,00
39 : Educateur PJJ				0	0,00		0,00
40 : Assistant de service social				0	0,00		0,00
41 : Moniteur enseignement ménager				0	0,00		0,00
42 : Conseiller en économie sociale et familiale				0	0,00		0,00
43 : Assistante maternelle				0	0,00		0,00
44 : Personnel d'aide à domicile				0	0,00		0,00
45 : Travailleur familial				0	0,00		0,00
46 : Animateur social				0	0,00		0,00
47 : Autre personnel éducatif.				0	0,00		0,00
64 : Att. form. éducateur spécialisé				0	0,00		0,00
65 : Att. form. moniteur éducateur				0	0,00		0,00
66 : Att. form. médico-psychologique				0	0,00		0,00
67 : Elève éducateur spécialisé				0	0,00		0,00
68 : Elève moniteur éducateur				0	0,00		0,00
69 : Elève aide médico-psychologique				0	0,00		0,00
MEDICAL	0	0	0,00	0	0,00	0,00	0,00
48 : Psychiatre				0	0,00		0,00
49 : Pédiatre				0	0,00		0,00
50 : Médecin rééducation fonctionnelle				0	0,00		0,00
51 : Autre spécialiste				0	0,00		0,00
52 : Médecin généraliste	2	4	1,35	6	3,35	3,40	-0,05
PARAMEDICAL				0	0,00		0,00
53 : Psychologue				2	2,00	2,00	0,00
54 : Infirmier D.E.	2			0	0,00		0,00
55 : Infirmier psychiatrique				0	0,00		0,00
56 : Masseur kinésithérapeute				0	0,00		0,00
57 : Ergothérapeute				0	0,00		0,00
58 : Orthophoniste				0	0,00		0,00
59 : Orthoptiste				0	0,00		0,00
60 : Psychomotricien				0	0,00		0,00
62 : Auxiliaire de puériculture		4	1,35	4	1,35	1,40	-0,05
63 : Autre - paramédical diplômé				0	0,00		0,00
70 : Puéricultrice				0	0,00		0,00
61B : Aide-soignant (pour SSIAD)				0	0,00		0,00
TOTAL	11	14	6,64	25	17,64	15,25	2,39

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

5.3.2. Tableau des rémunérations : en euros - Valorisation du tableau des effectifs

Catégorie	ETP	Budget exécutoire (1)	CA (2)	Ecart (3) = (2) - (1)
DIRECTION / ENCADREMENT	**1,00**	**0,00**	**13953,66**	**13 953,66**
01 : Directeur	0,00			0,00
03 : Médecin directeur	0,00			0,00
04 : Directeur adjoint, attaché de direction., économe	0,00			0,00
09 : Educateur spécialisé - encadrement	0,00			0,00
10 : Educateur technique - encadrement	0,00			0,00
11 : Educateur technique spécialisé - encadrement	0,00			0,00
12 : Chef d'atelier	0,00			0,00
13 : Assistant de service social - encadrement	0,00			0,00
14 : Educateur de jeunes enfants - encadrement	0,00			0,00
15 : Conseiller en économie sociale - encadrement	0,00			0,00
16 : Chef de service éducatif	0,00			0,00
17 : Cadre infirmier - encadrement	0,00			0,00
18 : Cadre infirmier psychiatrique	0,00			0,00
19 : Autre cadre - pédagogique et social	0,00			0,00
20 : Autre cadre - paramédical	1,00		13953,66	13 953,66
21 : Chef de service général/documentaire/informatique	0,00			0,00
ADMINISTRATION / GESTION	**1,00**	**44087,00**	**48823,58**	**4 736,58**
05 : Agent administratif et de bureau	1,00	44087,00	48823,58	4 736,58
06 : Autre personnel de direction/ gestion /administration	0,00			0,00
SERVICES GENERAUX	**12,29**	**332338,00**	**372653,33**	**40 315,33**
07 : Agent de service général	9,29	240914,00	280078,96	39 164,96
08 : Ouvrier professionnel	0,00			0,00
71 : Maîtresse de maison	0,00			0,00
72 : Veilleur de nuit	3,00	91424,00	92574,37	1 150,37
RESTAURATION	**0,00**			**0,00**
SOCIO-EDUCATIF	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22 : Educateur scolaire	0,00			0,00
23 : Instituteur spécialisé	0,00			0,00
24 : Instituteur	0,00			0,00
25 : Professeur des écoles	0,00			0,00
26 : Professeur agrégé	0,00			0,00
27 : Professeur enseignement général collège	0,00			0,00
28 : Professeur lycée professionnel	0,00			0,00
29 : Maître-auxiliaire	0,00			0,00
30 : Professeur/moniteur E.P.S.	0,00			0,00
31 : Professeur technique - enseignement professionnel	0,00			0,00
32 : Educateur technique spécialisé	0,00			0,00
33 : Educateur technique	0,00			0,00
34 : Moniteur d'atelier	0,00			0,00
35 : Educateur spécialisé	0,00			0,00
36 : Moniteur éducateur	0,00			0,00
37 : Moniteur de jardin d'enfants	0,00			0,00
38 : Aide médico-psychologique	0,00			0,00
61A : Aide-soignant (sauf SSIAD)	0,00			0,00
39 : Educateur PJJ	0,00			0,00
40 : Assistant de service social	0,00			0,00
41 : Moniteur enseignement ménager	0,00			0,00
42 : Conseiller en économie sociale et familiale	0,00			0,00
43 : Assistante maternelle	0,00			0,00
44 : Personnel d'aide à domicile	0,00			0,00
45 : Travailleur familial	0,00			0,00
46 : Animateur social	0,00			0,00
47 : Autre personnel éducatif.	0,00			0,00
64 : Att. form. éducateur spécialisé	0,00			0,00
65 : Att. form. moniteur éducateur	0,00			0,00
66 : Att. form. médico-psychologique	0,00			0,00
67 : Elève éducateur spécialisé	0,00			0,00
68 : Elève moniteur éducateur	0,00			0,00
69 : Elève aide médico-psychologique	0,00			0,00
MEDICAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
48 : Psychiatre	0,00			0,00
49 : Pédiatre	0,00			0,00
50 : Médecin rééducation fonctionnelle	0,00			0,00
51 : Autre spécialiste	0,00			0,00
52 : Médecin généraliste	0,00			0,00
PARAMEDICAL	**3,35**	**153839,00**	**143324,67**	**-10 514,33**
53 : Psychologue	0,00			0,00
54 : Infirmier D.E.	2,00	94057,00	92621,78	-1 435,22
55 : Infirmier psychiatrique	0,00			0,00
56 : Masseur kinésithérapeute	0,00			0,00
57 : Ergothérapeute	0,00			0,00
58 : Orthophoniste	0,00			0,00
59 : Orthoptiste	0,00			0,00
60 : Psychomotricien	0,00			0,00
62 : Auxiliaire de puériculture	0,00			0,00
63 : Autre - paramédical diplômé	1,35	59782,00	50702,89	-9 079,11
70 : Puéricultrice	0,00			0,00
61B : Aide-soignant (pour SSIAD)	0,00			0,00
TOTAL	**17,64**	**530264,00**	**578755,24**	**48 491,24**

5.3.3. Tableau des rémunérations : en euros - Autres rémunérations et avantages

Nature des rémunérations	Budget N	Réel N	Ecart N
	(1)	(2)	(3) = (2) - (1)
medecine du travail	2 000,00	1 808,80	- 191,20
supplement familial	2 500,00	3 312,00	812,00
mutualisation directions	25 000,00	11 428,73	- 13 571,27
	-	-	-
	-	-	-
	-	-	-
	-	-	-
	-	-	-
	-	-	-
	-	-	-
	-	-	-
	-	-	-

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

5.3.4. Tableau de calcul des appointements - Nombre de points

Postes	ETP	Date d'entrée		Coefficient de base ou groupe	Ancienneté		Points indiciaires	Primes ou indemnités en points	Total mensuel en points	Nombre de mois	Total annuel en points (a)	Total de l'année précédente en points (b)	Ecart (a)-(b)
		dans l'établissement	dans l'emploi		année	% ou échelon							
Total							0	0	0	0	0	0	0
0		00/01/00	00/01/00	0	0,00	0

5.3.5. Tableau de calcul des appointements - Valorisation en euros - Valeur moyenne du point

Postes	ETP	Total annuel en points (a)	Total annuel de l'année précédente en points (b)	Ecart (a)-(b)	Valorisation en euros de (a)	Indemnités évaluées en %	Autres primes ou indemnités en euros	Rémunération annuelle totale (c)	Rémunération de l'année précédente (d)	Ecart (c)-(d)
Total		**0**	**0**	**0**	**0**	**#DIV/0!**	**0**	**0**	**0**	**0**
0		0	0	0	0		0	0	0	0

5.3.6. Tableau d'analyse du Glissement Vieillissement Technicité (G.V.T.)

Postes	ETP	Total annuel en points (a)	Total annuel de l'année précédente en points (b)	Ecart (a)-(b)=C	Ecart en points Vieillissement ancienneté (V)	Ecart en points Technicité (T)	Ecart en points Glissement promotions (G1)	Ecart en points Glissement durée de travail (G2)	Ecart en points Glissement positions (G3)	Contrôle de cohérence des écarts (C=V+T+G1+G2+G3)
Total		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
0		0	0	0	0	0	0	0	0	0

5.3.7. Tableau des indicateurs de personnel

	Réel N-1	Budget exécutoire N	Réel N	Ecart entre C et A	Ecart entre C et B
	(a)	(b)	(c)		
Nombre total annuel de points (points indiciaires + primes et indemnités)	-	-	-	-	-
Valeur moyenne du point	-	-	-	-	-
Taux de charges sociales	-	-	-	-	-
(1) Total des dépenses de personnel (621 + 631 + 633 + 64)	-	-	-	-	-
(2) Recettes atténuatives de personnel	-	-	-	-	-
(1)-(2) Total net	-	-	-	-	-

Ratio nombre de personnes promues sur nombre de personnes promouvables :

	année N-2	année N-1	année N
Nombre de personnes promouvables	0	0	0
Nombre de personnes promues	0	0	0
Ratio			

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

6.1. Détermination et affectation du résultat

		N° de compte	Compte	Proposé	Retenu par l'autorité de tarification
Résultat comptable de l'exercice (= classe 7 - classe 6)	**A**	120 ou 129	Excédent	1 270,73	
			Déficit	-	
Reprise des résultats des exercices antérieurs	**B**	11510 ou 110	Excédents affectés à la réduction des charges d'exploitation	83 895,22	
		1151 ou 111	Excédents affectés au financement des mesures d'exploitation	-	
		11519 ou 119	Réport à nouveau déficitaire	-	
Reprise sur la réserve de compensation des déficits	**C**	10686	Compensation des déficits d'exploitation	-	
Reprise sur les excédents affectés à la compensation des charges d'amortissement	**D**	10687	Compensation des charges d'amortissement	-	
Mouvements débiteurs ou créditeurs (- ou +) de l'exercice (comptes 116 = dépenses non-opposables aux tiers financeurs)	**E**	1161 : Amortissements comptables excédentaires différés		-	
		1162 : Dépenses pour congés payés		-	
		1163 : Autres droits acquis / salaries non provisionnes (application 3° article R314-45)		-	
		1168 : Autres dépenses non opposables aux tiers financeurs		-	
Résultat à affecter	**F=A+B+C+D+E**	Résultat administratif ou corrigé		85 165,95	

Affectation du résultat administratif

Réserves		1064	Excédents affectés à la réserve de plus-values nettes	-	
		10682	Excédents affectés à l'investissement	-	
		10683	Excédents affectés à l'investissement d'un CPOM		
		10685	Excédents affecté à la couverture du besoin en fonds de roulement (Réserve de trésorerie)	-	
		10686	Réserve de compensation	-	
		10687	Compensation des charges d'amortissement	-	
Report à nouveau		11510 ou 110	Excédents affectés à la réduction des charges d'exploitation	85 165,95	
		11511 ou 111	Excédents affectés au financement des mesures d'exploitation	-	
		11519 ou 119	Report à nouveau déficitaire	-	
Dépenses refusées en application de l'article R.314-52 du CAS (1)		114 (établissement public)	Report à nouveau déficitaire		

(1) dépenses abusives, dépenses relevant des articles R.314-26 du CASF, le cas échéant, le provisionnement des congés à payer

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

6.2. Tableau d'exportation des données synthétiques relatives à la gestion des enveloppes limitatives de crédits soumis à la validation et au contrôle de cohérence de l'autorité de tarification

REGION :

DEPARTEMENT :

Gestionnaire : CENTRE COMMUNAL D ACTION SOCIALE D AI ES

Données afférentes au dernier budget exécutoire de l'exercice

N° FINESS	Dénomination de l'établissement et/ou de l'activité	Nombre de places autorisées et financées	Effectifs en nombre d'ETP prévus au budget exécutoire	Statut majoritaire du personnel (1)	DEPENSES D'EXPLOITATION (2)						Provisions figurant au CA proposé (2)	Dépenses autorisées pour l'exercice	Déficit incorporé N-2	Base de calcul des tarifs en charges	RECETTES D'EXPLOITATION (2)							Base total de calcul des tarifs	ACTIVITE						Nombre de mois de fonctionnement de l'ESMS (3)
					Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3	Dont crédits non reconductibles affectés par strucure							Groupe 1	Groupe 2		Groupe 3					Nombre de journées réalisé						
					Charges afférentes à l'exploitation courante	Charges afférentes au personnel	Charges afférentes à la structure	Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3					Produits de la tarification (poste 731)	Autres produits relatifs à l'exploitation	... dont forfaits journaliers (compte 70821)	Produits financiers et produits non encaissables	Somme des recettes atténuatives	Excédent incorporé N-2	Base de calcul des tarifs en produits		places						
300783727	RESIDENCE AUTONOMIE LES OLIVIERS	75			283 500	610 000	301 650				0	1 195 150	0	1 195 150	181 800	924 545	0	4 910	929 455	83 895	1 013 350	181 800	75						
		75,00	0,0		283 500	610 000	301 650	0	0	0	0	1 195 150	0	1 195 150	181 800	924 545	0	4 910	929 455	83 895	1 013 350	181 800	75	0	0	0	0	0	0

(1) choix à effectuer sur la liste déroulante : (1) FPH (titre IV), FPT (titre III), CCNT 1966, CCCRF, CCNT 1951, Autres
(2) provisions figurant au CA proposé : somme des comptes 6815, 686, 687, 68741, 68742, 68746, 68748
(3) pour les IME, le fonctionnement sur 12 mois inclut les congés d'été

cases grises à renseigner

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

6.3. Tableau d'exportation des données synthétiques relatives à la gestion des enveloppes limitatives de crédits soumis à la validation et au contrôle de cohérence de l'autorité de tarification

REGION :

DEPARTEMENT :

Gestionnaire : CENTRE COMMUNAL D ACTION SOCIALE D ALES

Données afférentes au compte administratif proposé de l'exercice

N° FINESS	Dénomination de l'établissement et/ou de l'activité	Nombre de places autorisées et financées	Effectifs en nombre d'ETP (réalisé)	Statut majoritaire du personnel (1)	DEPENSES D'EXPLOITATION (2)						Provisions figurant au CA proposé (2)	Dépenses autorisées pour l'exercice	Déficit incorporé N-2	Base de calcul des tarifs en charges	RECETTES D'EXPLOITATION (2)						Base de calcul des tarifs	Base total de calcul des tarifs	ACTIVITE						Nombre de mois de fonctionnement de l'ESMS (3)	Résultat d'exploitation à affecter
					Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3	Dont crédits non reconductibles affectés par strucure							Groupe 1	Groupe 2		Groupe 3					Nombre de journées réalisé							
					Charges afférentes à l'exploitation courante	Charges afférentes au personnel	Charges afférentes à la structure	Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3					Produits de la tarification (poste 731)	Autres produits relatifs à l'exploitation	... dont forfaits journaliers (compte 70821)	Produits financiers et produits non encaissables	Somme des recettes atténuatives	Excédent incorporé N-2			places							
300783727	RESIDENCE AUTONOMIE LES OLIVIERS	75	0,0		282 042	595 305	251 597				0	1 128 944	0	1 128 944	201 818	920 495	0	7 902	928 397	0	928 397	200 547	56							1 271
		75,00	0,0		282 042	595 305	251 597	0	0	0	0	1 128 944	0	1 128 944	201 818	920 495	0	7 902	928 397	0	928 397	200 547	56	0	0	0	0	0	0	1 271

(1) choix à effectuer sur la liste déroulante : (1) FPH (titre IV), FPT (titre III), CCNT 1966, CCCRF, CCNT 1951, Autres

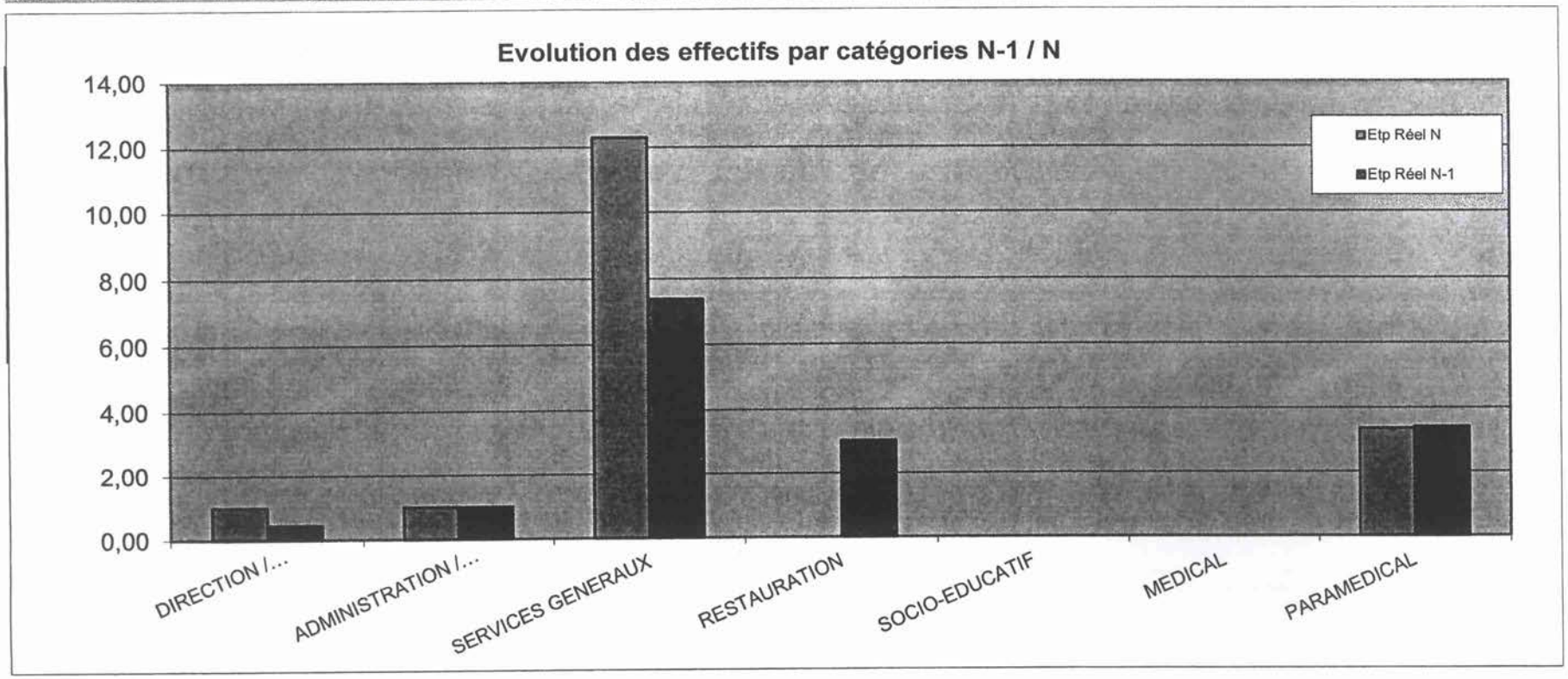
(2) provisions figurant au CA proposé : somme des comptes 6815, 686, 687, 68741, 68742, 68746, 68748

(3) pour les IME, le fonctionnement sur 12 mois inclut les congés d'été

Cases grises à renseigner

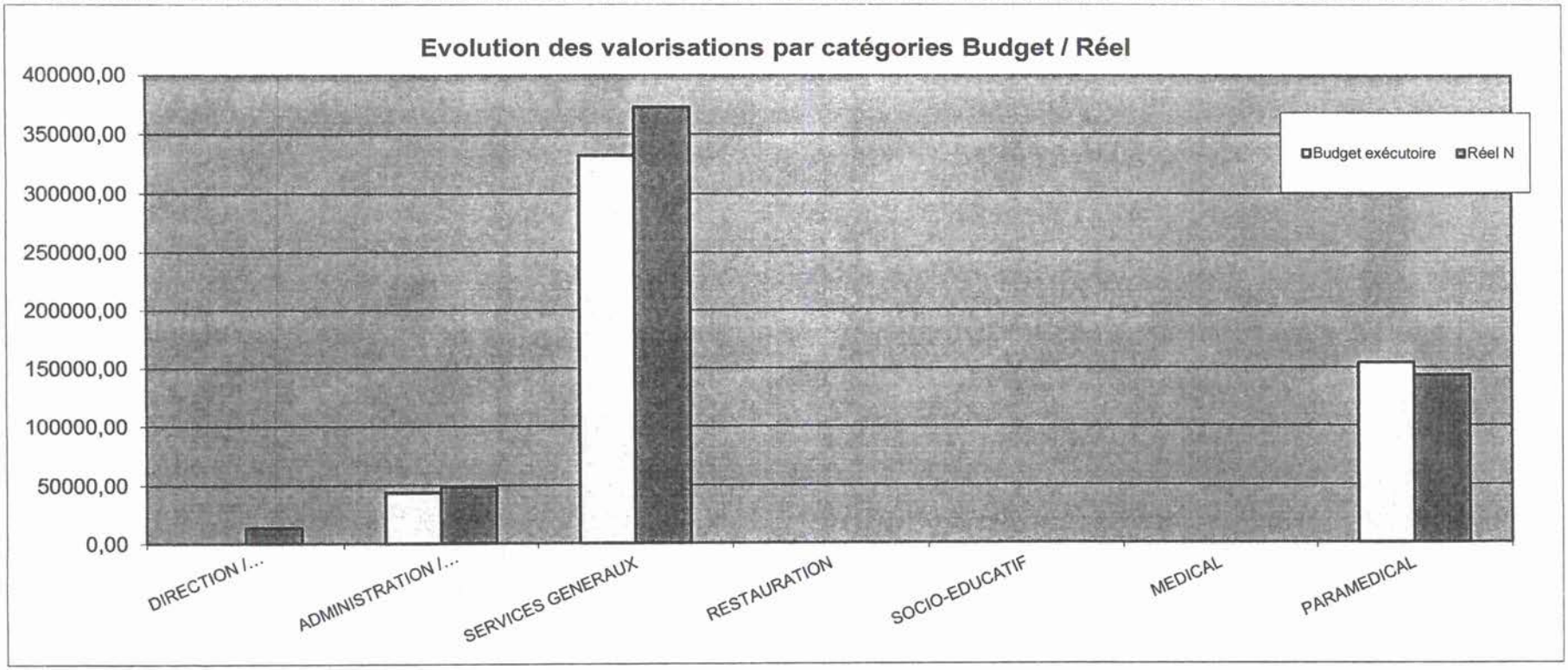
Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

Nombre d'effectifs par catégories



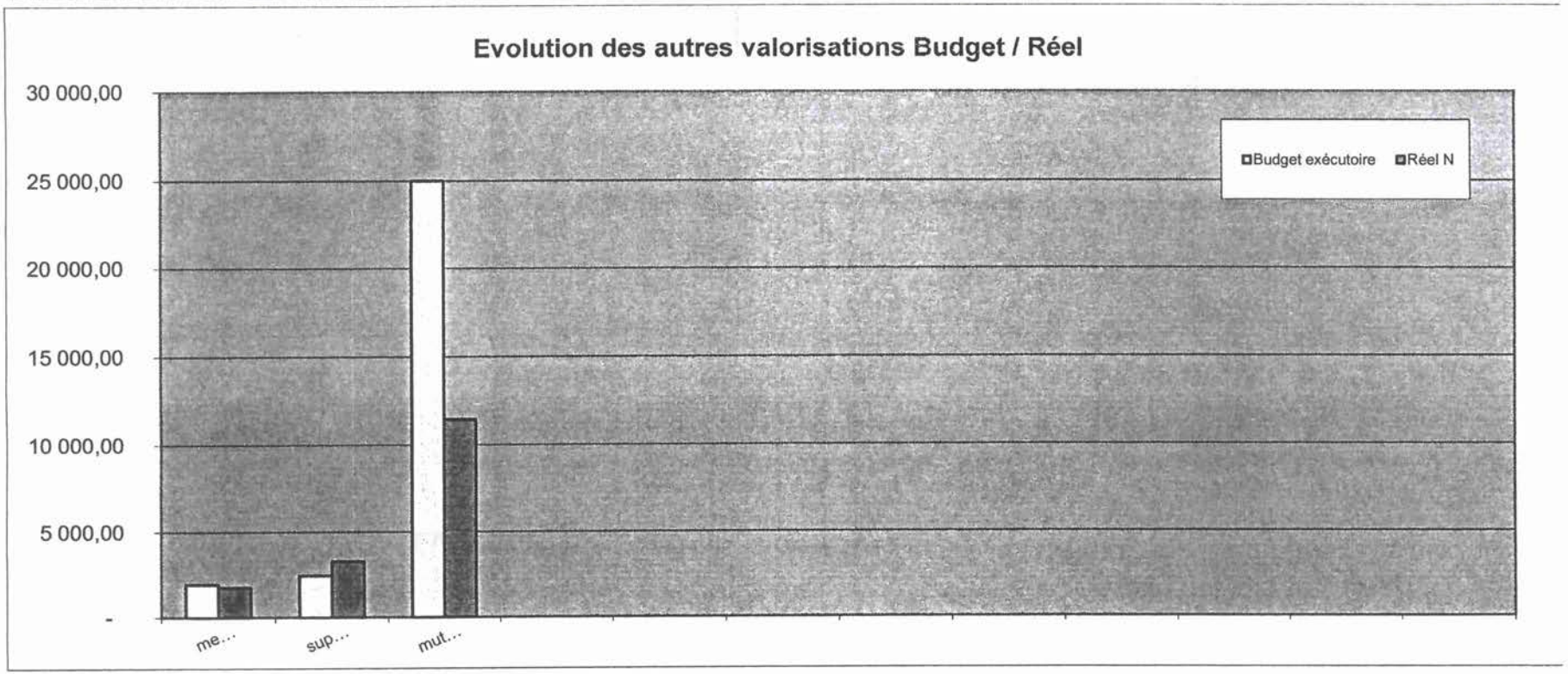
Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

Valorisation des effectifs par catégories



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

Autres rémunérations

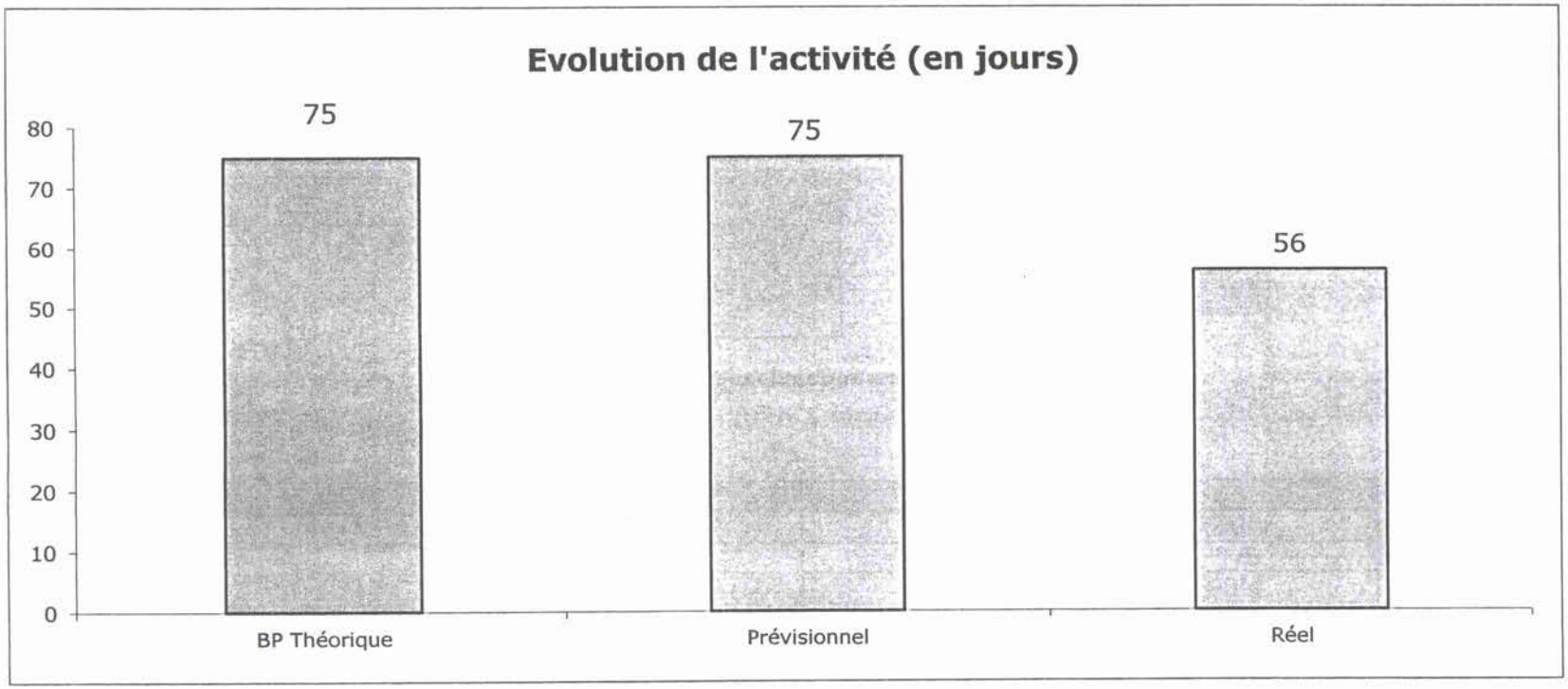


Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

ACTIVITE PREVISIONNELLE

places

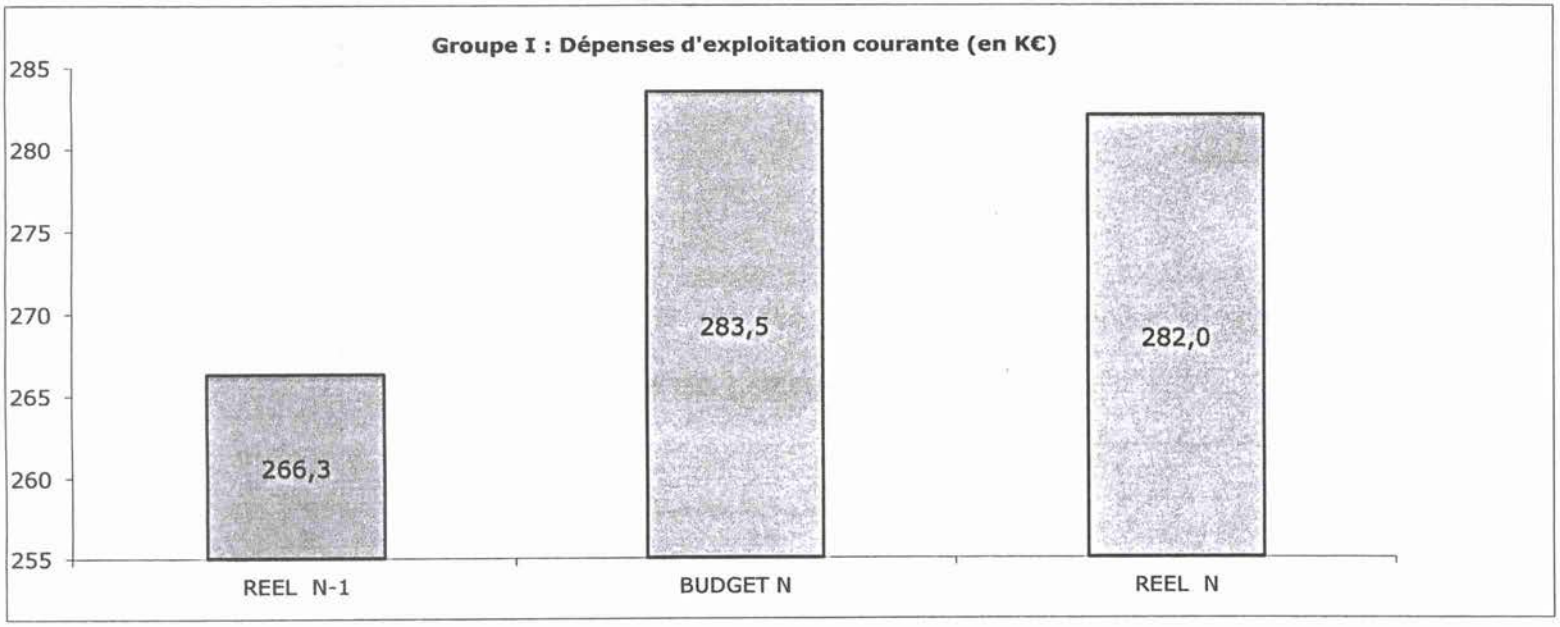
	BP Théorique	*Prévisionnel*	*Réel*
Total Journées	**75**	**75**	**56**



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

DEPENSES D'EXPLOITATION (en K€)

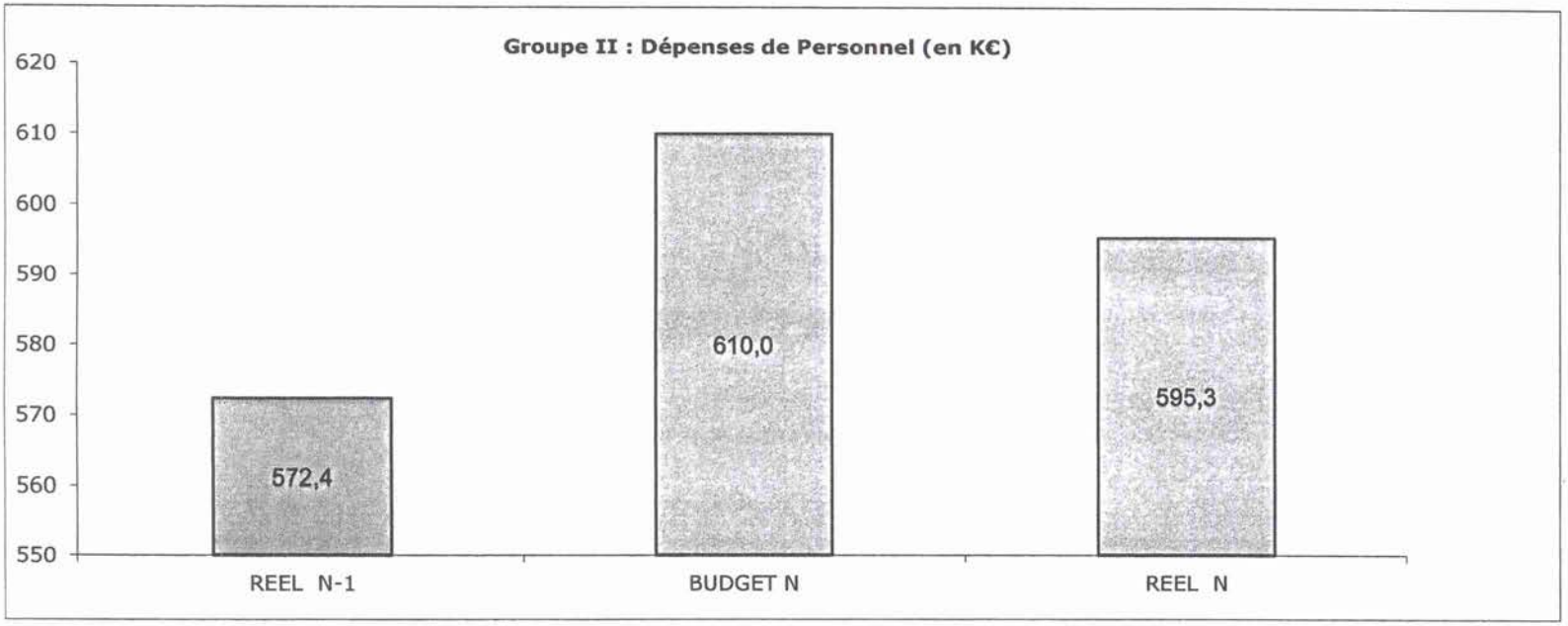
GROUPE I (en K€)	REEL N-1	BUDGET N	REEL N
Achats	85,9	91,5	89,6
Services extérieurs	0,7	0,0	2,1
Autres services extérieurs	179,8	192,0	190,4
Total	**266,3**	**283,5**	**282,0**



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

DEPENSES D'EXPLOITATION (en K€)

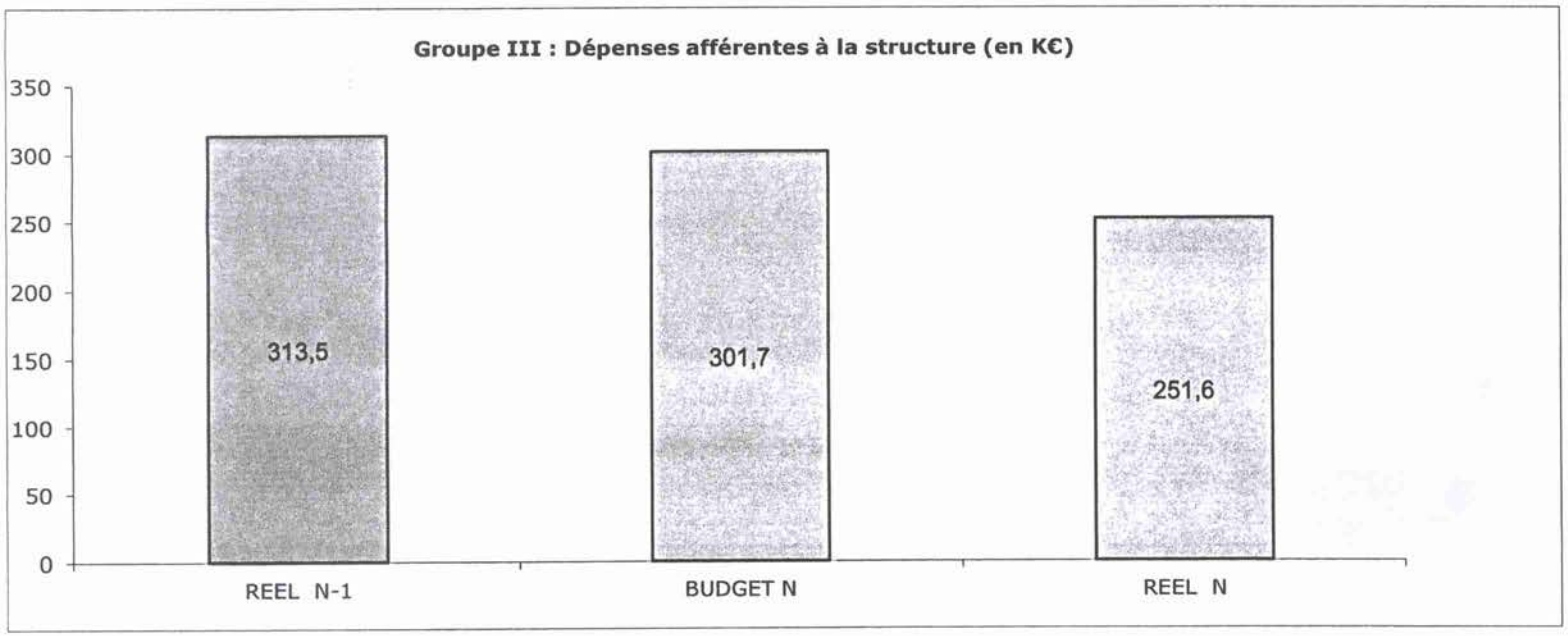
GROUPE II (en K€)	REEL N-1	BUDGET N	REEL N
Comptes 62	0,5	0,6	1,6
Comptes 63	9,4	9,9	10,9
Comptes 64	562,4	599,5	582,8
Total	**572,4**	**610,0**	**595,3**



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

DEPENSES D'EXPLOITATION (en K€)

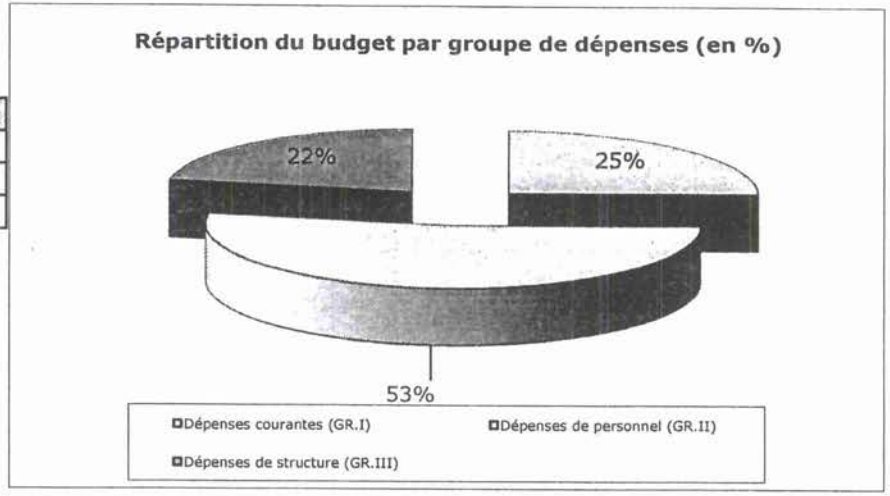
GOUPE III (en K€)	REEL N-1	BUDGET N	REEL N
Autres Comptes 61, 62 , 63	294,6	276,7	233,5
Autres Charges de gestion	4,3	4,5	0,0
Charges financières	0,0	0,0	0,0
Charges exceptionnelles	0,0	0,5	2,3
DAP	14,6	20,0	15,8
Total	**313,5**	**301,7**	**251,6**



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

DEPENSES D'EXPLOITATION (en K€)

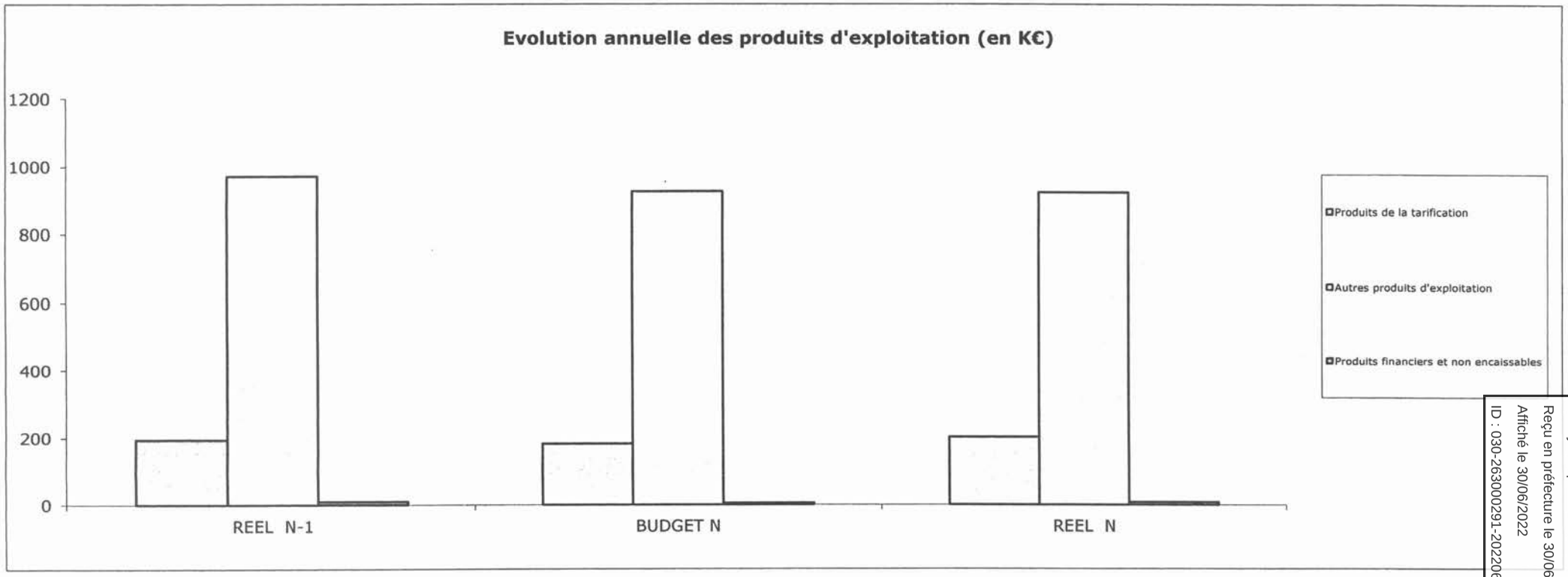
	REEL N	REPARTITION
Dépenses courantes (GR.I)	282,0	25%
Dépenses de personnel (GR.II)	595,3	53%
Dépenses de structure (GR.III)	251,6	22%
Total	**1128,9**	



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

PRODUITS D'EXPLOITATION (en K€)

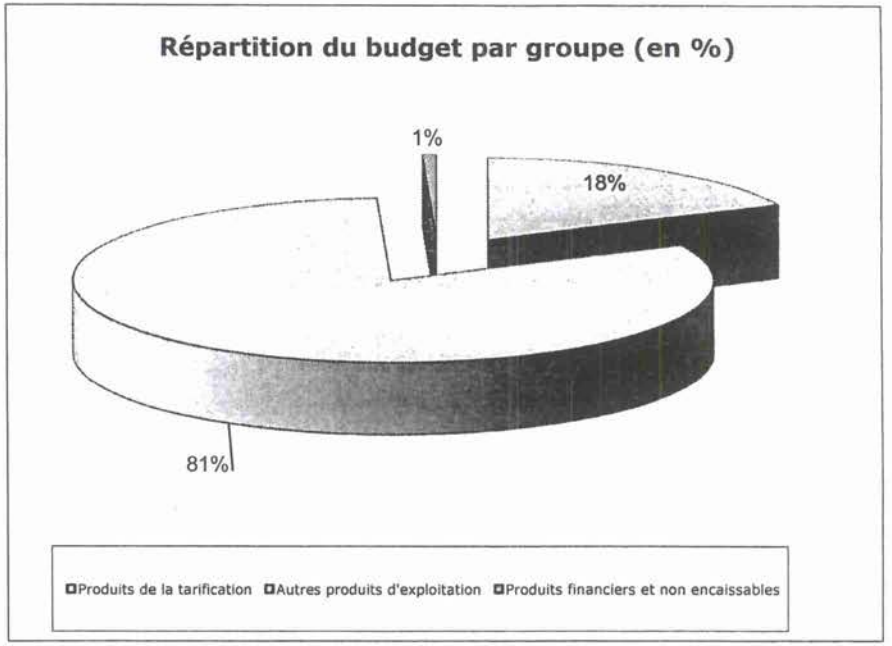
	REEL N-1	BUDGET N	REEL N
Produits de la tarification	194,8	181,8	201,8
Autres produits d'exploitation	970,7	924,5	920,5
Produits financiers et non encaissables	10,2	4,9	7,9
Total Produits d'exploitation (en K€)	**1175,7**	**1111,3**	**1130,2**



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

PRODUITS D'EXPLOITATION (en K€)

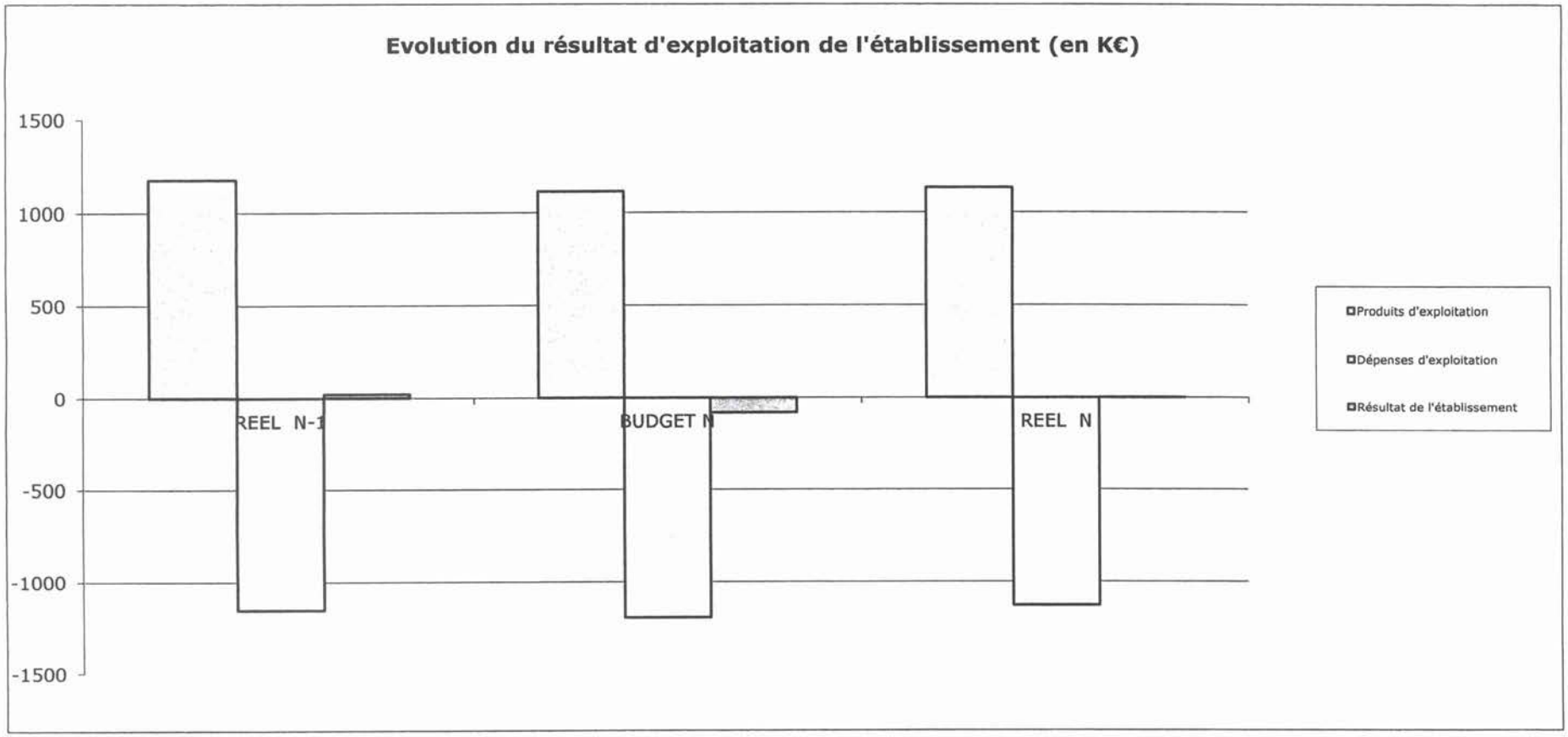
	REEL N	REPARTITION
Produits de la tarification	201,8	18%
Autres produits d'exploitation	920,5	81%
Produits financiers et non encaissables	7,9	1%
Total	**1130,2**	



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

RESULTATS D'EXPLOITATION (en K€)

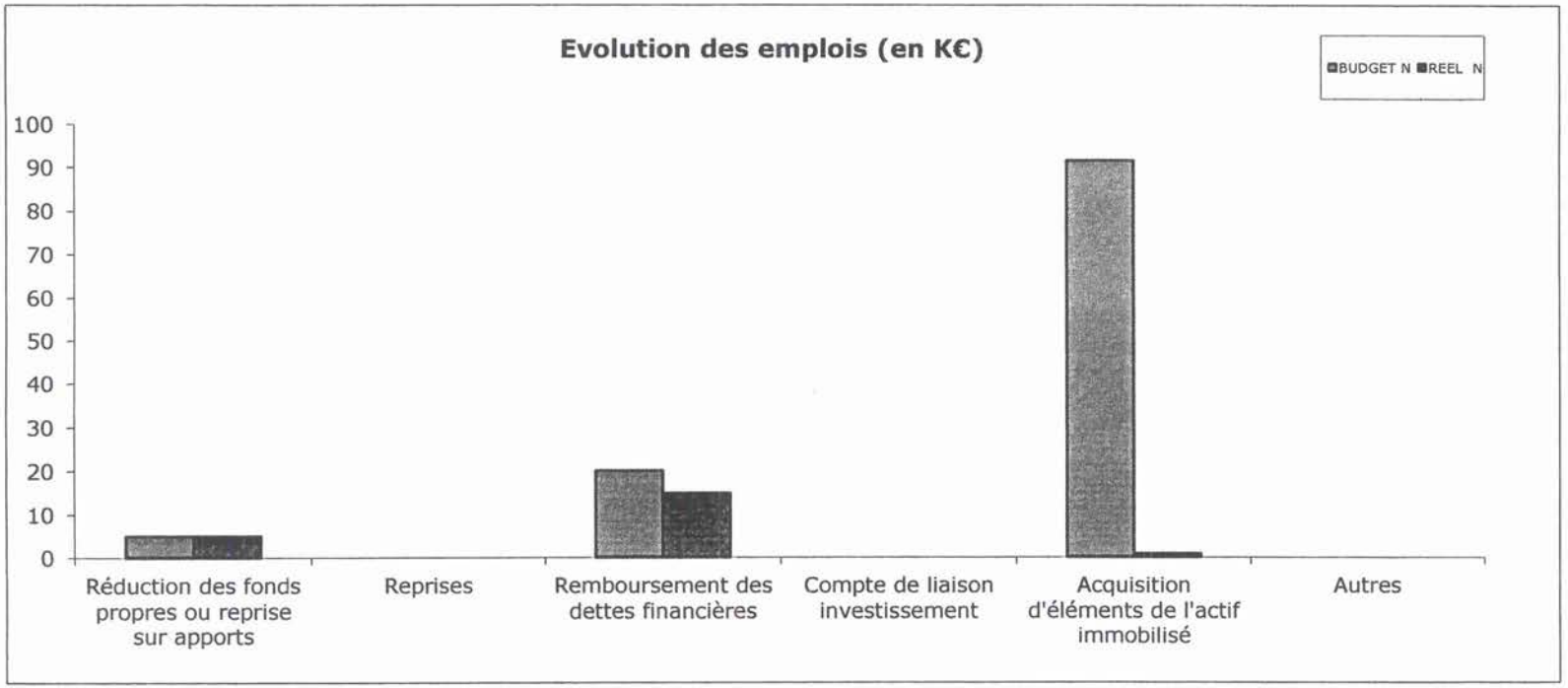
	REEL N-1	BUDGET N	REEL N
Produits d'exploitation	1175,7	1111,3	1130,2
Dépenses d'exploitation	-1152,1	-1195,2	-1128,9
Résultat de l'établissement	**23,5**	**-83,9**	**1,3**



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

INVESTISSEMENT / EMPLOIS (en K€)

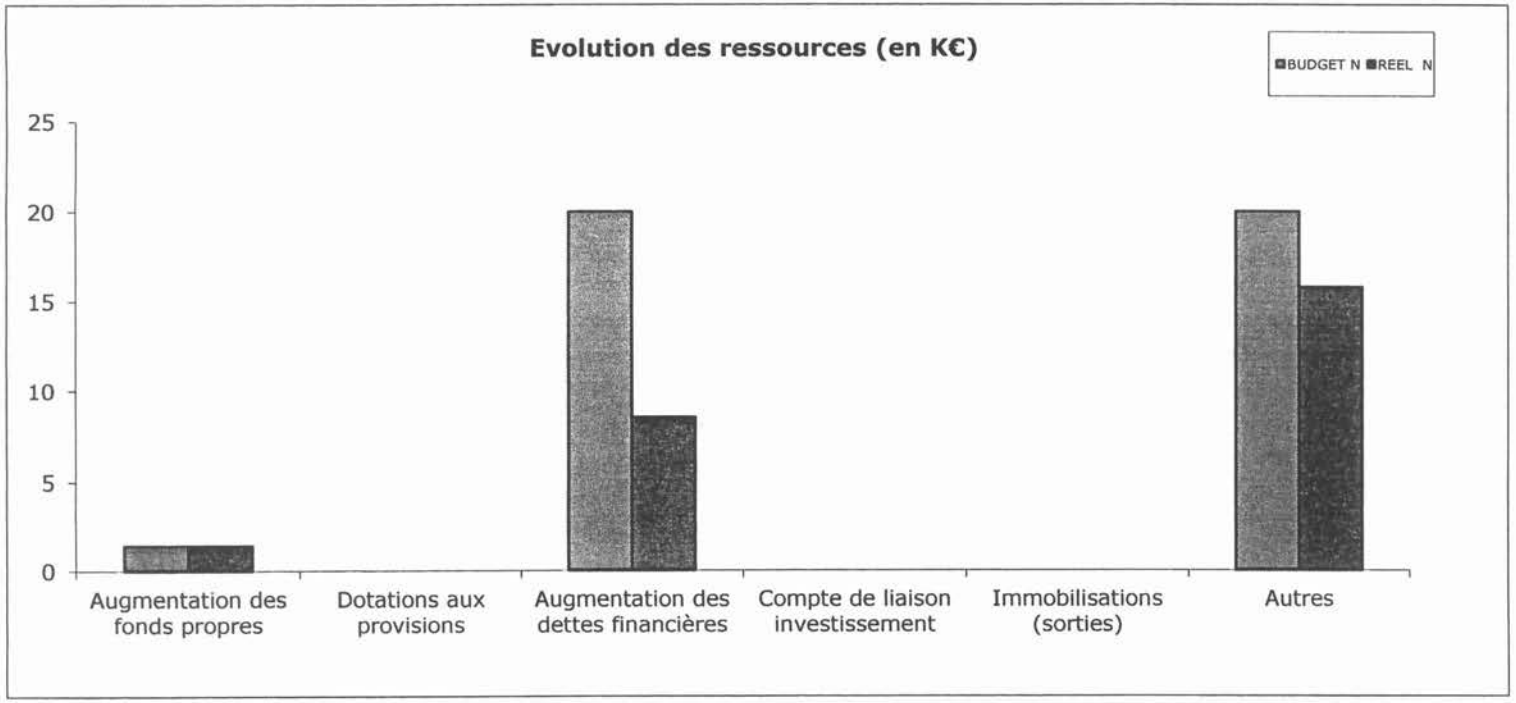
	BUDGET N	REEL N
Réduction des fonds propres ou reprise sur apports	5,1	5,1
Reprises	0,0	0,0
Remboursement des dettes financières	20,0	14,8
Compte de liaison investissement	0,0	0,0
Acquisition d'éléments de l'actif immobilisé	91,5	0,9
Autres	0,0	0,0
Total	**75,2**	**116,6**



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

INVESTISSEMENT / RESSOURCES (en K€)

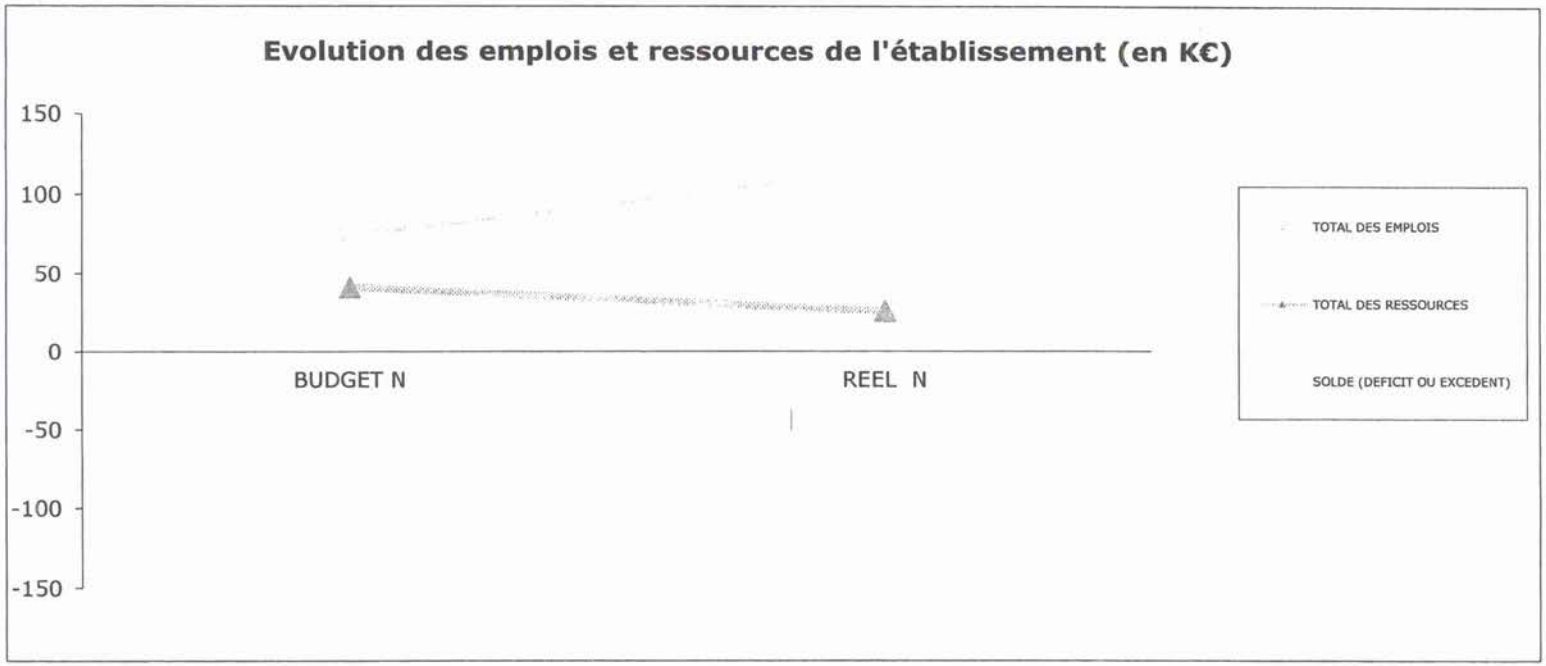
	BUDGET N	REEL N
Augmentation des fonds propres	1,4	1,4
Dotations aux provisions	0,0	0,0
Augmentation des dettes financières	20,0	8,5
Compte de liaison investissement	0,0	0,0
Immobilisations (sorties)	0,0	0,0
Autres	20,0	15,8
Total	**41,4**	**25,7**



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

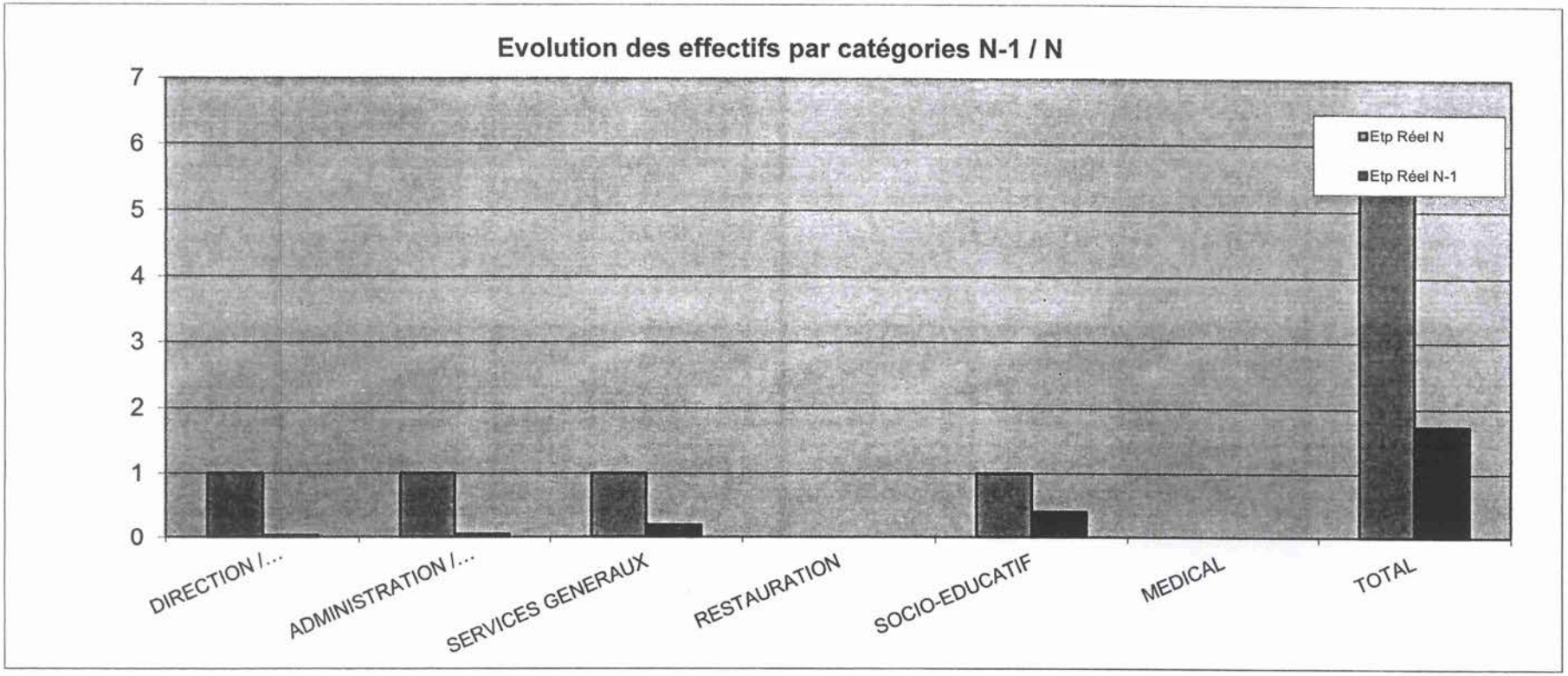
INVESTISSEMENT / EMPLOIS ET RESSOURCES (en K€)

	BUDGET N	REEL N
TOTAL DES EMPLOIS	75,2	116,6
TOTAL DES RESSOURCES	41,4	25,7
SOLDE (DEFICIT OU EXCEDENT)	-33,8	-90,9



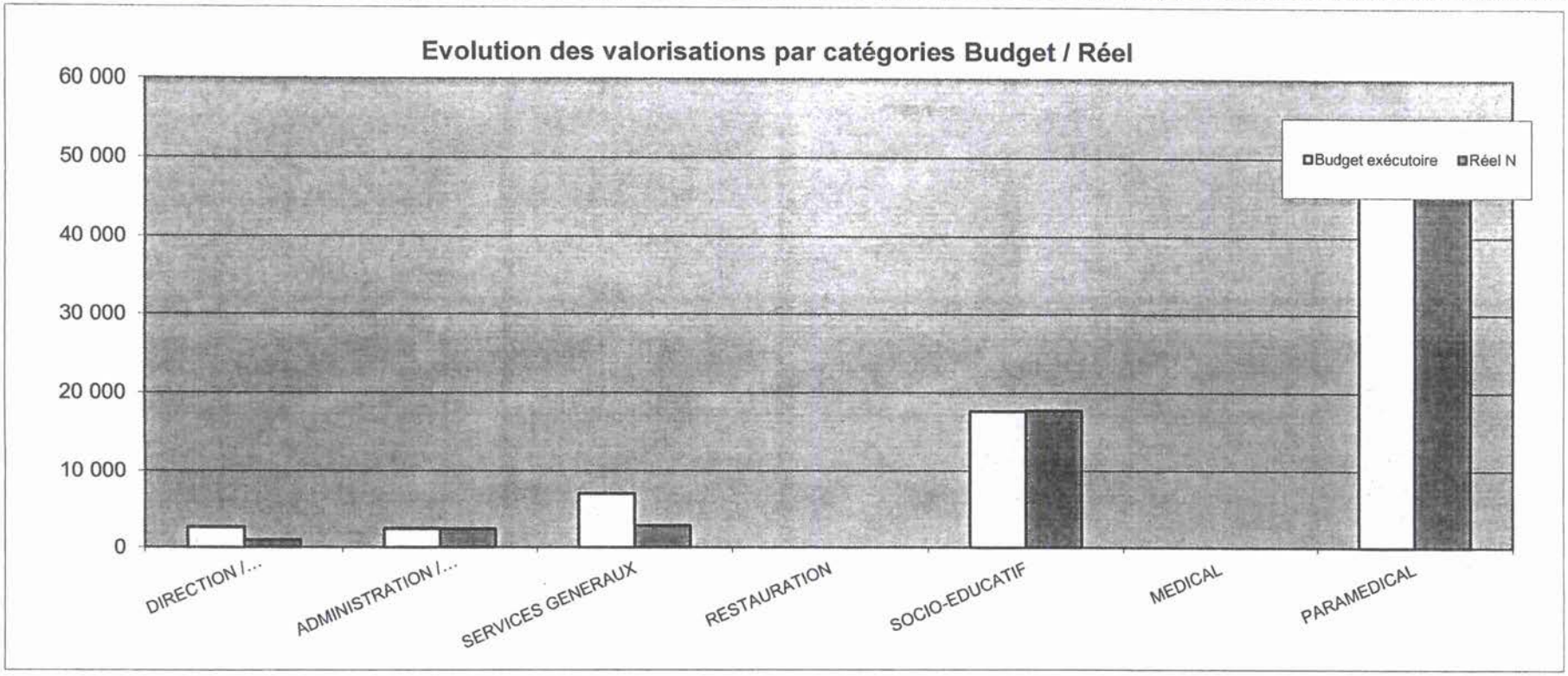
Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

Nombre d'effectifs par catégories



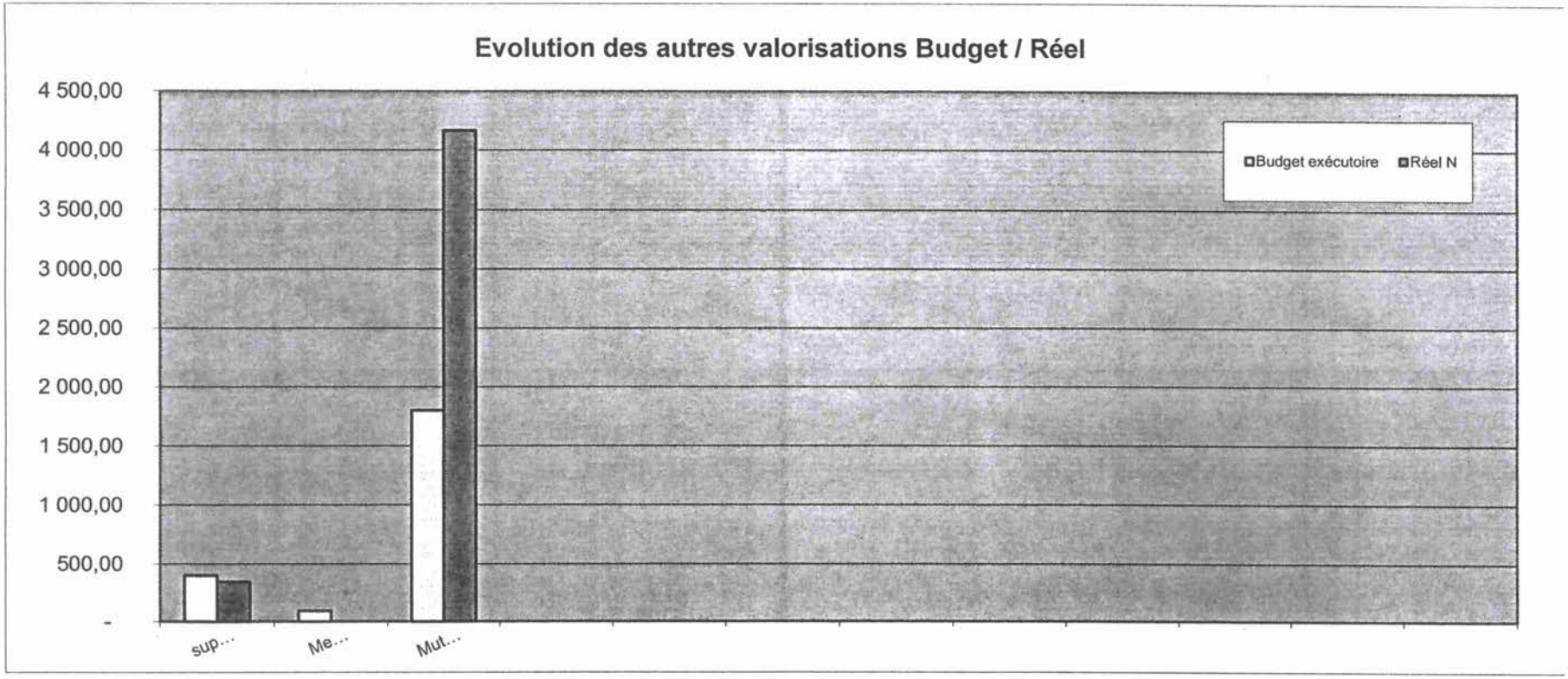
Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

Valorisation des effectifs par catégories



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

Autres rémunérations



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

SERVICE AIDE A DOMICILE
D ALES

Poste Comptable : Trésorerie ALES MUNICIPALE

COMPTE ADMINISTRATIF

M22

2021

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

ANNEXE 1 : CADRE NORMALISE DE PRESENTATION DU COMPTE ADMINISTRATIF D'UN ETABLISSEMENT ET SERVICE SOCIAL ET MEDICO-SOCIAL RELEVANT DU I DE L'ARTICLE L.312-1 DU CODE DE L'ACTION SOCIALE ET DES FAMILLES

2021

N° FINESS / Nom de l'établissement ou service :	**300785862 SERVICE D'AIDE A DOMICILE**
Adresse :	**22 Rue Michelet 30100 A Maison des solidarités 30100 - ALES**
Nom du Directeur : *ou de la personne ayant qualité pour représenter l'établissement*	**Max Roustan Président**
Date de la dernière autorisation :	**04/05/2021**
Organisme gestionnaire :	**CENTRE COMMUNAL D ACTION SOCIALE D ALES**
Téléphone :	**04 66 54 23 26 Fax : 0 Mél : 0**
Catégorie :	**450 Aide à domicile pers. âgées**
Autorité en charge de la tarification :	**DEPARTERMENT**
Compétence :	**0**
Convention Collective majoritaire de travail :	**FPT**
Capacité autorisée :	**90 000 HEURES**
Capacité installée :	**0**
Date d'arrivée des documents :	**26/03/2022**

Elements du Budget exécutoire

Effectifs en nb d'ETP prévus au BE :	**0**
Déficit incorporé N-2 (chiffre positif) :	**35624,02**
Exédent incorporé N-2 :	**0**

Amplitude d'ouverture de l'ESMS sur l'année (en jours)
Prévu (BE) : 0 **Réalisé (CA) : 0**

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

2. ACTIVITE DE L'ETABLISSEMENT OU DU SERVICE

Activité réalisée

Nature	Nombre théorique au BP n	Nombre prévisionnel n	Nombre réalisé n	Taux d'occupation	Ecart	
					Nombre	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) =(3)/(1)	(5) = (3)-(2)	(6) = (5)/(2)
TOTAL en journées	**69 000**	**69 000**	**67 298**	**1**	**-1 702**	**0**
HEURES	69 000	69 000	67 298	**0,98**	-1 702	**0**
						0
						0
						0
						0
						0

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

3. Tableaux récapitulatifs de l'exécution budgétaire

Totaux	Dépenses - Charges			Recettes - Produits		
	Budget exécutoire n	Réel n	Ecart	Budget exécutoire n	Réel n	Ecart
SERVICE D'AIDE A DOMICILE		**SECTION D'INVESTISSEMENT POUR L'ÉTABLISSEMENT**				
Total (1)		1 188,00			8 432,44	
		SECTION D'EXPLOITATION - BUDGET PRINCIPAL				
SERVICE D'AIDE A DOMICILE	1 560 700,98	1 532 288,52	- 28 412,46	1 596 325,00	1 530 712,64	- 65 612,36
Total (2)						
		BUDGETS ANNEXES				
SERVICE D'AIDE A DOMICILE	-	-	-	-	-	-
Total (3)						
Reprise de résultat	35 624,02			-	-	-
(4)						
Total général (2 à 4)	1 596 325,00	1 532 288,52	- 28 412,46	1 596 325,00	1 530 712,64	- 65 612,36

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.1 Plan de financement : opérations d'investissement réalisées dans l'année

Nature de l'opération	Autorisé dans le cadre du plan de financement		Réalisé en N	
	Coût	Date de réalisation prévue	Coût	Date de réalisation
ACQUISITION TELEPHONE PORTABLE			154,80	27/04/2021
ACQUISITION ORDINATEUR PORTABLE			1 033,20	13/10/2021
TOTAL	**0,00**		**1 188,00**	

	Plan de financement (tranche annuelle réalisée)			
	Auto financement	Subvention	Emprunt	Autres (1
Autorisé dans le cadre du plan	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisé	0,00	0,00	0,00	0,00
Ecart	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.2.1. Section d'investissement : emplois

		Budget initial	Crédits complémentaires ou virements	Total	Réel	Ecart	
						montant	en %
Réduction des fonds propres ou reprise sur apports		(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5) = (4)-(3)	(6) = (5)/(3)
10	Fonds associatifs, apports, dotations et réserves	-	-	-	-	-	
1161	Amortissements comptables excédentaires différés	-	-	-	-	-	
13	Subventions d'investissement affectés à des biens non renouvelables	-	-	-	-	-	
Reprises							
14	Provisions réglementées (sauf compte 1412 : provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du BFR - dotation par financement de l'autorité de tarification)	-	-	-	-	-	
15	Provisions pour risques et charges	-	-	-	-	-	
Remboursement des dettes financières							
16	Emprunts et dettes assimilées	-	-	-	-	-	
17	Dettes rattachées à des participations	-	-	-	-	-	
Compte de liaison investissement							
18	Comptes de liaison	-	-	-	-	-	
Acquisition d'éléments de l'actif immobilisé							
20	Immobilisations incorporelles	6 000,00	3 751,00	9 751,00	-	- 9 751,00	-100,00%
21	Immobilisations corporelles	4 230,00	4 312,63	8 542,63	1 188,00	- 7 354,63	-86,09%
22	Immobilisations reçues en affectation	-	-	-	-	-	
23	Immobilisations en cours	-	-	-	-	-	
24	Immobilisations affectées, concédées, mises à disposition	-	-	-	-	-	
26	Participations et créances rattachées à des participations	-	-	-	-	-	
27	Autres immobilisations financières	-	-	-	-	-	
Autres							
28	Amortissements des immobilisations (reprises)	-	-	-	-	-	
29	Dépréciation des immobilisations (reprises)	-	-	-	-	-	
39	Dépréciation de stocks et en-cours	-	-	-	-	-	
481	Charges à répartir sur plusieurs exercices (augmentation)	-	-	-	-	-	
49	Dépréciation des comptes de tiers (reprises)	-	-	-	-	-	
59	Dépréciation des comptes financiers (reprises)	-	-	-	-	-	
	Total des emplois	**10 230,00**	**8 063,63**	**18 293,63**	**1 188,00**	**- 17 105,63**	**-93,51%**
001	Résultat d'investissement antérieur reporté (Déficit)	-	-	-	-	-	
004	Amortissements comptables excédentaires différés	-	-	-	-	-	
003	Excédent prévisionnel d'investissement	-	-	-	-	-	
	TOTAL GENERAL	**10 230,00**	**8 063,63**	**18 293,63**	**1 188,00**	**- 17 105,63**	**-93,51%**

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.2.1. Section d'investissement : tableau des emplois (1)

		Budget initial	DM ou virements de crédits	Total	Mandats émis (ESSMS publics) / Mouvements du compte (ESSMS privés)	Mandats en annulation (ESSMS publics)	Net (public)	Ecart	
								montant	en %
Réduction des fonds propres ou reprise sur apports		(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5)	(6) = (4)-(5)	(7) = (6)-(3)	(8) = (7)/(3)
102	Fonds, apports et dotations	-	-	-	-	-	-	-	
103	Fonds associatifs avec droit de reprise (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	-	
105	Ecarts de réévaluation (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	-	
106	Réserves	-	-	-	-	-	-	-	
10	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
1161	Amortissements comptables excédentaires différés	-	-	-	-	-	-	-	
1161	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
131	Subventions d'équipement transférables	-	-	-	-	-	-	-	
138	Autres subventions d'investissement (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	-	
139	Subventions d'investissement inscrites au compte de résultat	-	-	-	-	-	-	-	
13	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
Reprises									
1411	Provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du I	-	-	-	-	-	-	-	
142	Provisions réglementées pour renouvellement des immobilisatior	-	-	-	-	-	-	-	
144	Provisions réglementées relatives aux autres éléments d'actif (é	-	-	-	-	-	-	-	
145	Amortissements dérogatoires	-	-	-	-	-	-	-	
146	Provision spéciale de réévaluation (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	-	
147	Plus-values réinvesties (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	-	
148	Autres provisions réglementées	-	-	-	-	-	-	-	
14861	dont réserves des plus values nettes d'actif immobilisé (éts prive	-	-	-	-	-	-	-	
14862	dont réserves des plus values nettes d'actif circulant (éts privés)	-	-	-	-	-	-	-	
14	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
151	Provisions pour risques	-	-	-	-	-	-	-	
152	Provisions pour risques et charges sur emprunt (éts publics)	-	-	-	-	-	-	-	
153	Provisions pour pensions et obligations similaires (éts privés)	-	-	-	-	-	-	-	
155	Provisions pour impôts (éts privés)	-	-	-	-	-	-	-	
157	Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices	-	-	-	-	-	-	-	
158	Autres provisions pour charges	-	-	-	-	-	-	-	
15	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	

(*) Hors réserve de trésorerie et réserves de compensation

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.2.1. Section d'investissement : tableau des emplois (2)

		Budget initial	DM ou virements de crédits	Total	Mandats émis (ESSMS publics) / Mouvements du compte (ESSMS privés)	Mandats en annulation (ESSMS publics)	Net (public)	Ecart	
								montant	en %
Remboursement des dettes financières		(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5)	(6) = (4)-(5)	(7) = (6)-(3)	(8) = (7)/(3)
163	Emprunts obligataires (établissements publics)	-	-	-	-	-	-	-	
164	Emprunts auprès des établissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	
165	Dépôts et cautionnements reçus	-	-	-	-	-	-	-	
166	Refinancement de la dette	-	-	-	-	-	-	-	
167	Emprunts et dettes assortis de conditions particulières	-	-	-	-	-	-	-	
168	Autres emprunts et dettes assimilées	-	-	-	-	-	-	-	
169	Primes de remboursements des obligations	-	-	-	-	-	-	-	
16	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
171	Dettes rattachées à des participations (groupe)	-	-	-	-	-	-	-	
174	Dettes rattachées à des participations (hors groupe)	-	-	-	-	-	-	-	
178	Dettes rattachées à des sociétés en participation	-	-	-	-	-	-	-	
17	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
Compte de liaison investissement									
18	Comptes de liaison affectés à l'investissement (uniquement)	-	-	-	-	-	-	-	
18	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
Fonds dédiés (établissements privés)									
194	Fonds dédiés sur subvention de fonctionnement	-	-	-	-	-	-	-	
195	Fonds dédiés sur dons manuels affectés	-	-	-	-	-	-	-	
197	Fonds dédiés sur legs et donations affectés	-	-	-	-	-	-	-	
19	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
Acquisition d'éléments de l'actif immobilisé									
201	Frais d'établissement	-	-	-	-	-	-	-	
203	Frais d'étude, de recherche, de développement et frais d'insertion (établissements publics)	-	-	-	-	-	-	-	
205	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques et procédés,droits et valeurs similaires	6 000,00	3 751,00	9 751,00	-	-	-	- 9 751,00	-100,[illegible]%
206	Droit au bail (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	-	
207	Fonds commercial (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	-	
208	Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	
20	**TOTAL**	**6 000,00**	**3 751,00**	**9 751,00**	-	-	-	- **9 751,00**	**-100,[illegible]%**

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.2.1. Section d'investissement : tableau des emplois (3)

		Budget initial	DM ou virements de crédits	Total	Mandats émis (ESSMS publics) / Mouvements du compte (ESSMS privés)	Mandats en annulation (ESSMS publics)	Net (public)	Ecart	
								montant	en %
Acquisition d'éléments de l'actif immobilisé (suite)		(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5)	(6) = (4)-(5)	(7) = (6)-(3)	(8) = (7)/(3)
211	Terrains	-	-	-	-	-	-	-	
212	Agencements et aménagements des terrains, plantations à dem	-	-	-	-	-	-	-	
213	Constructions sur sol propre	-	-	-	-	-	-	-	
214	Constructions sur sol d'autrui	-	-	-	-	-	-	-	
215	Installations, matériel et outillages techniques	-	-	-	-	-	-	-	
216	Collections, oeuvres d'art	-	-	-	-	-	-	-	
2181	Installations générales, agencements, aménagements divers	-	-	-	-	-	-	-	
2182	Matériel de transport	-	-	-	-	-	-	-	
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	4 230,00	2 500,00	6 730,00	1 188,00	-	1 188,00	- 5 542,00	-82,35%
2184	Mobilier	-	1 500,00	1 500,00	-	-	-	- 1 500,00	-100,00%
2185	Cheptel	-	-	-	-	-	-	-	
2188	Autres immobilisations corporelles	-	312,63	312,63	-	-	-	- 312,63	-100,00%
21	**TOTAL**	**4 230,00**	**4 312,63**	**8 542,63**	**1 188,00**	**-**	**1 188,00**	**- 7 354,63**	**-86,09%**
221	Terrains	-	-	-	-	-	-	-	
222	Agencements et aménagements des terrains, plantations à dem	-	-	-	-	-	-	-	
223	Constructions sur sol propre	-	-	-	-	-	-	-	
224	Constructions sur sol d'autrui	-	-	-	-	-	-	-	
225	Installations techniques, matériel et outillage	-	-	-	-	-	-	-	
226	Collections, oeuvres d'art	-	-	-	-	-	-	-	
228	Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-	-	
229	Droits des propriétaires/Droits de l'affectant	-	-	-	-	-	-	-	
22	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	
2312	Terrains, agencements et aménagements des terrains en cours	-	-	-	-	-	-	-	
2313	Constructions en cours sur sol propre	-	-	-	-	-	-	-	
2314	Constructions en cours sur sol d'autrui	-	-	-	-	-	-	-	
2315	Installations, matériel et outillage techniques en cours	-	-	-	-	-	-	-	
2318	Autres immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-	-	-	-	
232	Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-	-	-	-	
235	Immobilisations en cours - Part investissement PPP (partenariat public privé)	-	-	-	-	-	-	-	
237	Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	
238	Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-	-	
23	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	
24	Immobilisations affectées, concédées ou mises à disposition (établissement public)	-	-	-	-	-	-	-	
24	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.2.1. Section d'investissement : tableau des emplois (4)

		Budget initial	DM ou virements de crédits	Total	Mandats émis (ESSMS publics) / Mouvements du compte (ESSMS privés)	Mandats en annulation (ESSMS publics)	Net (public)	Ecart	
								montant	en %
Remboursement des dettes financières		(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5)	(6) = (4)-(5)	(7) = (6)-(3)	(8) = (7)/(3)
26	Participations et créances rattachées à des participations	-	-	-	-	-	-	-	
26	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
271	Titres immobilisés (droit de propriété)	-	-	-	-	-	-	-	
272	Titres immobilisés (droit de créance)	-	-	-	-	-	-	-	
273	Comptes de placement (long terme)	-	-	-	-	-	-	-	
274	Prêts	-	-	-	-	-	-	-	
275	Dépôts et cautionnements versés	-	-	-	-	-	-	-	
2761	Créances diverses	-	-	-	-	-	-	-	
2768	Intérêts courus	-	-	-	-	-	-	-	
279	Versements restant à effectuer sur titres immobilisés non libérés (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	-	
27	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
Amortissements des immobilisations (reprises)									
280	Amortissements des immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	
2811	Amortissements des terrains de gissement	-	-	-	-	-	-	-	
2812	Amortissements des agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure	-	-	-	-	-	-	-	
2813	Amortissements des constructions sur sol propre	-	-	-	-	-	-	-	
2814	Amortissements des constructions sur sol d'autrui	-	-	-	-	-	-	-	
2815	Amortissements des installations, matériel et outillage technique	-	-	-	-	-	-	-	
2818	Amortissements des autres immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-	-	
282	Amortissements des immobilisations reçues en affectation (Etab	-	-	-	-	-	-	-	
28	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.2.1. Section d'investissement : tableau des emplois (5)

		Budget initial	DM ou virements de crédits	Total	Mandats émis (ESSMS publics) / Mouvements du compte (ESSMS privés)	Mandats en annulation (ESSMS publics)	Net (public)	Ecart	
								montant	en %
Autres - Dépréciation des immobilisations (reprises)		(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5)	(6) = (4)-(5)	(7) = (6)-(3)	(8) = (7)/(3)
290	Dépréciation des immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	
291	Dépréciation des immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-	-	
292	Dépréciation des immobilisations reçues en affectation (établisse	-	-	-	-	-	-	-	
293	Dépréciation des immobilisations en cours	-	-	-	-	-	-	-	
296	Dépréciation des participations et créances rattachées à des par	-	-	-	-	-	-	-	
297	Dépréciation des autres immobilisations financières	-	-	-	-	-	-	-	
29	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
39	**Dépréciation de stocks et en-cours**	-	-	-	-	-	-	-	
481	**Charges à répartir sur plusieurs exercices (augmentation)**	-	-	-	-	-	-	-	
49	**Dépréciation des comptes de tiers (reprises)**	-	-	-	-	-	-	-	
59	**Dépréciation des comptes financiers (reprises)**	-	-	-	-	-	-	-	
001	**Résultats d'investissement reporté (Déficit)**	-	-	-	-	-	-	-	
004	**Amortissements comptables excédentaires différés**	-	-	-	-	-	-	-	
003	**Excédent prévisionnel d'investissement**	-	-	-	-	-	-	-	
	TOTAL GENERAL	**10 230,00**	**8 063,63**	**18 293,63**	**1 188,00**	**-**	**1 188,00**	**- 17 105,63**	**-93,5**

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.2.2. Section d'investissement : ressources

		Budget initial	Crédits complémentaires ou virements	Total	Réel	Ecart	
						montant	en %
Augmentation des fonds propres		(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5) = (4)-(3)	(6) = (5)/(3)
10	Fonds associatifs, apports, dotations et réserves	730,00	-	730,00	731,24	1,24	0,17%
1161	Amortissements comptables excédentaires différés	-	-	-	-	-	
13	Subventions d'investissement affectés à des biens non renouvelables	-	-	-	-	-	
Dotations aux provisions							
14	Provisions réglementées (sauf compte 1412 : provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du BFR - dotation par financement de l'autorité de tarification)	-	-	-	-	-	
15	Provisions pour risques et charges	-	-	-	-	-	
Augmentation des dettes financières							
16	Emprunts et dettes assimilées	-	-	-	-	-	
17	Dettes rattachées à des participations	-	-	-	-	-	
Compte de liaison investissement							
18	Compte de liaison	-	-	-	-	-	
Immobilisations (sorties)							
20	Immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	
21	Immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	
22	Immobilisations reçues en affectation	-	-	-	-	-	
23	Immobilisations en cours	-	-	-	-	-	
24	Immobilisations affectées, concédées, mises à disposition	-	-	-	-	-	
26	Participations et créances rattachées à des participations	-	-	-	-	-	
27	Autres immobilisations financières	-	-	-	-	-	
Autres							
28	Amortissements des immobilisations (dotations)	9 500,00	-	9 500,00	7 701,20	- 1 798,80	-18,93%
29	Dépréciation des immobilisations (dotations)	-	-	-	-	-	
39	Dépréciation de stocks et en-cours	-	-	-	-	-	
481	Charges à répartir sur plusieurs exercices (diminution)	-	-	-	-	-	
49	Dépréciation des comptes de tiers (dotations)	-	-	-	-	-	
59	Dépréciation des comptes financiers (dotations)	-	-	-	-	-	
	Total des ressources	**10 230,00**	**-**	**10 230,00**	**8 432,44**	**- 1 797,56**	**-17,57%**
001	Résultat d'investissement antérieur reporté (Excédent)	-	8 063,63	8 063,63	-	- 8 063,63	-100,00%
004	Amortissements comptables excédentaires différés	-	-	-	-	-	
007	Déficit prévisionnel d'investissement	-	-	-	-	-	
	TOTAL GENERAL	**10 230,00**	**8 063,63**	**18 293,63**	**8 432,44**	**- 9 861,19**	**-53,91%**

4.2.2. Section d'investissement : tableau des ressources (1)

		Budget initial	DM ou virements de crédits	Total	Titres émis (ESSMS publics) / Mouvements du compte (ESSMS privés)	Titres en réduction (ESSMS publics)	Net (public)	Ecart	
								montant	en %
Augmentation des fonds propres		(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5)	(6) = (4)-(5)	(7) = (6)-(3)	(8) = (7)/(3)
102	Fonds, apports et dotations	730,00	-	730,00	731,24	-	731,24	1,24	0,17%
103	Fonds associatif avec droit de reprise (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	0,00	
105	Ecarts de réévaluation (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	0,00	
106	Réserves	-	-	-	-	-	-	0,00	
10	**TOTAL**	**730,00**	**-**	**730,00**	**731,24**	**-**	**731,24**	**1,24**	**0,17%**
1161	Amortissements comptables excédentaires différés	-	-	-	-	-	-	0,00	
1161	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	
131	Subventions d'équipement tranférables	-	-	-	-	-	-	0,00	
138	Autres subventions d'investissement (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	0,00	
139	Subventions d'investissement inscrites au compte de résultat	-	-	-	-	-	-	0,00	
13	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	
Provisions									
1411	Provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du BFR - Dotation par recours à l'emprunt	-	-	-	-	-	-	0,00	
142	Provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations	-	-	-	-	-	-	0,00	
144	Provisions réglementées relatives aux autres éléments d'actif (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	0,00	
145	Amortissements dérogatoires	-	-	-	-	-	-	0,00	
146	Provision spéciale de réévaluation (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	0,00	
147	Plus-values réinvesties (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	0,00	
148	Autres provisions réglementées	-	-	-	-	-	-	0,00	
14861	*dont réserves des plus values nettes d'actif immobilisé (éts prive*	-	-	-	-	-	-	0,00	
14862	*dont réserves des plus values nettes d'actif circulant (éts privés)*	-	-	-	-	-	-	0,00	
14	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	
151	Provisions pour risques	-	-	-	-	-	-	0,00	
152	Provisions pour risques et charges sur emprunt (établissements pu	-	-	-	-	-	-	0,00	
153	Provisions pour pensions et obligations similaires (établissements p	-	-	-	-	-	-	0,00	
155	Provisions pour impôts (éts privés)	-	-	-	-	-	-	0,00	
157	Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices	-	-	-	-	-	-	0,00	
158	Autres provisions pour charges	-	-	-	-	-	-	0,00	
15	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.2.2. Section d'investissement : tableau des ressources (2)

		Budget initial	DM ou virements de crédits	Total	Titres émis (ESSMS publics) / Mouvements du compte (ESSMS privés)	Titres en réduction (ESSMS publics)	Net (public)	Ecart	
								montant	en %
Augmentation des dettes financières		(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5)	(6) = (4)-(5)	(7) = (6)-(3)	(8) = (7)/(3)
163	Emprunts obligataires (établissements publics)	-	-	-	-	-	-	0,00	
164	Emprunts auprès des établissements de crédits	-	-	-	-	-	-	0,00	
165	Dépôts et cautionnements reçus	-	-	-	-	-	-	0,00	
166	Refinancement de la dette	-	-	-	-	-	-	0,00	
167	Emprunts et dettes assortis de conditions particulières	-	-	-	-	-	-	0,00	
168	Autres emprunts et dettes assimilées	-	-	-	-	-	-	0,00	
169	Primes de remboursements des obligations	-	-	-	-	-	-	0,00	
16	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
Dettes rattachées à des participations (établissements privés)									
171	Dettes rattachées à des participations (groupe)	-	-	-	-	-	-	0,00	
174	Dettes rattachées à des participations (hors groupe)	-	-	-	-	-	-	0,00	
178	Dettes rattachées à des sociétés en participation	-	-	-	-	-	-	0,00	
17	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
Comptes de liaison (en ressources)									
18	Comptes de liaison affectés à l'investissement (uniquement)	-	-	-	-	-	-	0,00	
18	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
Fonds dédiés (établissements privés)									
194	Fonds dédiés sur subvention de fonctionnement	-	-	-	-	-	-	0,00	
195	Fonds dédiés sur dons manuels affectés	-	-	-	-	-	-	0,00	
197	Fonds dédiés sur legs et donations affectés	-	-	-	-	-	-	0,00	
19	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
Immobilisations (sorties)									
201	Frais d'établissement	-	-	-	-	-	-	0,00	
203	Frais d'étude, de recherche, de développement et frais d'insertion	-	-	-	-	-	-	0,00	
205	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques et procédés, droits et valeurs similaires	-	-	-	-	-	-	0,00	
206	Droit au bail (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	0,00	
207	Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	0,00	
208	Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	0,00	
20	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.2.2. Section d'investissement : tableau des ressources (3)

		Budget initial	DM ou virements de crédits	Total	Titres émis (ESSMS publics) / Mouvements du compte (ESSMS privés)	Titres en réduction (ESSMS publics)	Net (public)	Ecart	
								montant	en %
Immobilisations (sorties) – suite		(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5)	(6) = (4)-(5)	(7) = (6)-(3)	(8) = (7)/(3)
211	Terrains	-	-	-	-	-	-	0,00	
212	Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeur	-	-	-	-	-	-	0,00	
213	Constructions sur sol propre	-	-	-	-	-	-	0,00	
214	Constructions sur sol d'autrui	-	-	-	-	-	-	0,00	
215	Installations, matériel et outillage techniques	-	-	-	-	-	-	0,00	
216	Collections, oeuvres d'art	-	-	-	-	-	-	0,00	
2181	Installations générales, agencements, aménagements divers	-	-	-	-	-	-	0,00	
2182	Matériel de transport	-	-	-	-	-	-	0,00	
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	-	-	-	-	-	-	0,00	
2184	Mobilier	-	-	-	-	-	-	0,00	
2185	Cheptel	-	-	-	-	-	-	0,00	
2188	Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-	0,00	
21	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
221	Terrains	-	-	-	-	-	-	0,00	
222	Agencements et aménagements de terrains, plantations à demeure	-	-	-	-	-	-	0,00	
223	Constructions sur sol propre	-	-	-	-	-	-	0,00	
224	Constructions sur sol d'autrui	-	-	-	-	-	-	0,00	
225	Installations techniques, matériel et outillage	-	-	-	-	-	-	0,00	
226	Collections, oeuvres d'art	-	-	-	-	-	-	0,00	
228	Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-	0,00	
229	Droits des propriétaires/Droits de l'affectant	-	-	-	-	-	-	0,00	
22	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.2.2. Section d'investissement : tableau des ressources (4)

		Budget initial	DM ou virements de crédits	Total	Titres émis (ESSMS publics) / Mouvements du compte (ESSMS privés)	Titres en réduction (ESSMS publics)	Net (public)	Ecart	
								montant	en %
Immobilisations (sorties) – suite		(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5)	(6) = (4)-(5)	(7) = (6)-(3)	(8) = (7)/(3)
2312	Terrains, agencements et aménagements des terrains en cours	-	-	-	-	-	-	0,00	
2313	Constructions en cours sur sol propre	-	-	-	-	-	-	0,00	
2314	Constructions en cours sur sol d'autrui	-	-	-	-	-	-	0,00	
2315	Installations techniques, matériel et outillage	-	-	-	-	-	-	0,00	
2318	Autres immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-	-	-	0,00	
232	Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-	-	-	0,00	
235	Immobilisations en cours - Part investissement PPP (partenariat public privé)	-	-	-	-	-	-	0,00	
237	Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	0,00	
238	Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-	0,00	
23	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
24	Immobilisations affectées, concédées ou mises à disposition (établissement public)	-	-	-	-	-	-	0,00	
24	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
26	Participations et créances rattachées à des participations	-	-	-	-	-	-	0,00	
26	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
271	Titres immobilisés (droit de propriété)	-	-	-	-	-	-	0,00	
272	Titres immobilisés (droit de créance)	-	-	-	-	-	-	0,00	
273	Comptes de placement (long terme)	-	-	-	-	-	-	0,00	
274	Prêts	-	-	-	-	-	-	0,00	
275	Dépôts et cautionnements versés	-	-	-	-	-	-	0,00	
2761	Créances diverses	-	-	-	-	-	-	0,00	
2768	Intérêts courus	-	-	-	-	-	-	0,00	
279	Versements restant à effectuer sur titres immobilisés non libérés (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	0,00	
27	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.2.2. Section d'investissement : tableau des ressources (5)

		Budget initial	DM ou virements de crédits	Total	Titres émis (ESSMS publics) / Mouvements du compte (ESSMS privés)	Titres en réduction (ESSMS publics)	Net (public)	Ecart	
								montant	en %
Amortissements des immobilisations (dotations)		(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5)	(6) = (4)-(5)	(7) = (6)-(3)	(8) = (7)/(3)
280	Amortissements des immobilisations incorporelles	8 500,00	-	8 500,00	4 502,00	-	4 502,00	-3 998,00	-47,04%
2811	Amortissements des terrains	-	-	-	-	-	-	0,00	
2812	Amortissements des agencements et des aménagements des terrains, plantations à demeure	-	-	-	-	-	-	0,00	
2813	Amortissements des construction sur sol propre	-	-	-	-	-	-	0,00	
2814	Amortissements des construction sur sol d'autrui	-	-	-	-	-	-	0,00	
2815	Amortissements des installations, matériel et outillage technique	-	-	-	-	-	-	0,00	
2818	Amortissements des autres immobilisations corporelles	1 000,00	-	1 000,00	3 199,20	-	3 199,20	2 199,20	219,92%
282	Amortissements des immobilisations reçues en affectation (Etablissements publics)	-	-	-	-	-	-	0,00	
28	**TOTAL**	**9 500,00**	**-**	**9 500,00**	**7 701,20**	**-**	**7 701,20**	**- 1 798,80**	**-18,93%**
Dépréciation des immobilisations (dotations)									
290	Dépréciation des immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	0,00	
291	Provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-	0,00	
292	Dépréciation des immobilisations reçues en affectation (établissements publics)	-	-	-	-	-	-	0,00	
293	Dépréciation des immobilisations en cours	-	-	-	-	-	-	0,00	
296	Dépréciation des participations et créances rattachées à des participations	-	-	-	-	-	-	0,00	
297	Dépréciation des autres immobilisations financières	-	-	-	-	-	-	0,00	
29	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	
39	**Dépréciation de stocks et en-cours**	-	-	-	-	-	-	0,00	
481	**Charges à répartir sur plusieurs exercices (diminution)**	-	-	-	-	-	-	0,00	
49	**Dépréciation des comptes de tiers (dotations)**	-	-	-	-	-	-	0,00	
59	**Dépréciation des comptes financiers (dotations)**	-	-	-	-	-	-	0,00	
001	**Résultats d'investissement reporté (Excédent)**	-	8 063,63	8 063,63	-	-	-	-8 063,63	-100,00%
004	**Amortissements comptables excédentaires différés**	-	-	-	-	-	-	0,00	
007	**Déficit d'investissement**	-	-	-	-	-	-	0,00	
	TOTAL GENERAL	**10 230,00**	**8 063,63**	**18 293,63**	**8 432,44**	**-**	**8 432,44**	**- 9 861,19**	**-53,91%**

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.3.1. Tableau des amortissements

		Amortissements cumulés au 31 décembre n-1	Dotations de l'exercice	Diminutions résultant des sorties de l'exercice	Amortissements cumulés au 31 décembre n
		(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) - (3)
Amortissements des immobilisations incorporelles					
2801	Frais d'établissement	-	-	-	-
2803	Frais d'études, de recherche et de développement, et frais d'insertion	-	-	-	-
2805	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques et procédés, droits et valeurs similaires	9 712,29	4 502,00	-	14 214,29
2806	Droit au bail (établissements privés)	-	-	-	-
2807	Fonds commercial (établissements privés)	-	-	-	-
2808	Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Amortissements des immobilisations corporelles					
2811	Terrains	-	-	-	-
2812	Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure	-	-	-	-
2813	Constructions sur sol propre	-	-	-	-
2814	Constructions sur sol d'autrui	-	-	-	-
2815	Installations, matériel et outillage techniques	-	-	-	-
2818	Autres immobilisations corporelles	58 060,22	3 199,20	-	61 259,42
	dont : Matériel de transport				
	Matériel de bureau	*53 066,40*	*2 721,20*		
	Matériel informatique				
282	Amortissement des immobilisations reçues en affectation (établissements publics)	-	-	-	-
	Total général	**67 772,51**	**7 701,20**	**-**	**75 473,7**

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.3.2 Tableau des provisions, des dépréciations, des fonds dédiés et des réserves de compensation

		Montant au 31 décembre n-1	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant au 31 décembre n
		(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) - (3)
Réserves de compensation					
###	Des déficits d'exploitation	-	-	-	-
###	Des charges d'amortissement	-	-	-	-
Provisions réglementées					
141	Destinées à la couverture du besoin en fonds de roulement	-	-	-	-
142	Pour renouvellement des immobilisations	-	-	-	-
144	Provisions réglementées relatives aux autres éléments d'actif (établissements privés)	-	-	-	-
145	Amortissements dérogatoires	-	-	-	-
146	Provision spéciale de réévaluation (établissements privés)	-	-	-	-
147	Plus-values réinvesties (établissements privés)	-	-	-	-
148	Autres provisions réglementées	-	-	-	-
###	*dont réserves des plus values nettes d'actif immobilisé (établissements privés)*	-	-	-	-
###	*dont réserves des plus values nettes d'actif circulant (établissements privés)*	-	-	-	-
Provisions pour risques et charges					
151	Provisions pour risques	-	-	-	-
152	Provisions pour risques et charges sur emprunts (établissements publics)	-	-	-	-
153	Provisions pour pensions et obligations similaires (établissements privés)	-	-	-	-
155	Provisions pour impôts (établissements privés)	-	-	-	-
157	Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices	-	-	-	-
158	Autres provisions pour charges	-	-	-	-
Dépréciations					
29	Dépréciation des immobilisations	-	-	-	-
39	Dépréciation des stocks et encours	-	-	-	-
49	Dépréciation des comptes de tiers	-	-	-	-
59	Dépréciation des comptes financiers	-	-	-	-

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.3.3.1 Tableau des emprunts en cours

Organisme prêteur	Date de souscript°	Durée (années)	Taux %	Capital emprunté	Dette en fin d'exercice précédent		Remboursement du capital de l'année n	Montant des intérêts de l'année n
					Capital	Intérêt		
Total				**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

5.1.1 Charges de la section d'exploitation

GROUPE I : DEPENSES AFFERENTES A L'EXPLOITATION COURANTE		Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virements de crédits et DM	Total (2) + (3)	dont CNR	Dépenses réalisées n	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
								montant	en %	
		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)		(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (6) / (4)	
ACHATS										
601	Achats stockés de matières premières et de fournitures	-	-	-	-	-	-	-	-	
602	Achats stockés - autres approvisionnements	-	-	-	-	-	-	-	-	
603	Variation des stocks	-	-	-	-	-	-	-	-	
606	Achats non stockés de matières et fournitures	15 105,36	13 400,00	-	13 400,00	-	8 268,61	- 5 131,39	- 38,29	
607	Achats de marchandise	-	-	-	-	-	-	-	-	
709	Rabais, remises, ristournes accordés par l'établissement	-	-	-	-	-	-	-	-	
713	Variations des stocks, en cours de production, produits (en dépenses)	-	-	-	-	-	-	-	-	
SERVICES EXTERIEURS										
6111	Sous-traitance : prestations à caractère médical	-	-	-	-	-	-	-	-	
6112	Sous-traitance : prestations à caractère médico-social	-	-	-	-	-	-	-	-	
6118	Sous-traitance : autres prestations de service	-	-	-	-	-	-	-	-	
AUTRES SERVICES EXTERIEURS										
6241	Transports de biens	-	-	-	-	-	-	-	-	
6242	Transports d'usagers	-	-	-	-	-	-	-	-	
6247	Transports collectifs de personnel	-	-	-	-	-	-	-	-	
6248	Transports divers	-	-	-	-	-	-	-	-	
625	Déplacements, missions et réceptions	-	450,00	-	450,00	-	100,00	- 350,00	- 77,78	
626	Frais postaux et frais de télécommunications	2 165,61	1 700,00	3 000,00	4 700,00	-	6 526,49	1 826,49	38,86	
6281	Prestations de blanchissage à l'extérieur	-	-	-	-	-	-	-	-	
6282	Prestations d'alimentation à l'extérieur	-	-	-	-	-	-	-	-	
6283	Prestations de nettoyage à l'extérieur	4 197,60	4 700,00	-	4 700,00	-	5 626,08	926,08	19,70	
6284	Prestations d'informatique à l'extérieur	-	-	-	-	-	-	-	-	
6287	Remboursement de frais	-	-	-	-	-	-	-	-	
6288	Autres prestations	-	-	-	-	-	-	-	-	
	TOTAL GROUPE I	**21 468,57**	**20 250,00**	**3 000,00**	**23 250,00**	**0,00**	**20 521,18**	**-2 728,82**	**88,26**	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

GROUPE II : DEPENSES AFFERENTES AU PERSONNEL

		Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virements de crédits et DM	Total (2) + (3)	dont CNR	Dépenses réalisées n	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
								montant	en %	
		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)		(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (6) / (4)	
21	Personnel extérieur à l'établissement	24 244,94	10 000,00	-	10 000,00	-	23 232,85	13 232,85	132,33	
22	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	240,04	192,00	-	192,00	-	320,04	128,04	66,69	
31	Impots, taxes et versements assimiles sur remunerations (administration des impôts)	-	-	-	-	-	-	-	-	
33	Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (autres organismes)	29 733,81	30 253,00	-	30 253,00	-	31 627,16	1 374,16	4,54	
41	Rémunération du personnel non médical	1 254 892,47	1 163 480,00	40 000,00	1 203 480,00	-	1 231 289,75	27 809,75	2,31	
42	Rémunération du personnel médical	-	-	-	-	-	-	-	-	
43	Personnes handicapées	-	-	-	-	-	-	-	-	
45	Charges de sécurité sociale et de prévoyance	199 535,23	232 075,00	-	232 075,00	-	197 885,08	- 34 189,92	- 14,73	
46	Charges personnes handicapées	-	-	-	-	-	-	-	-	
47	Autres charges sociales	3 083,70	9 000,00	-	9 000,00	-	4 165,90	- 4 834,10	- 53,71	
48	Autres charges de personnel	-	15 000,00	-	15 000,00	-	-	- 15 000,00	- 100,00	
	TOTAL GROUPE II	**1 511 730,19**	**1 460 000,00**	**40 000,00**	**1 500 000,00**	**0,00**	**1 488 520,78**	**-11 479,22**	**99,23**	
	dont Montant des provisionnements pour congés à payer		0,00	0,00	0,00		0,00	-	-	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

GROUPE III : DEPENSES AFFERENTES A LA STRUCTURE		Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virements de crédits et DM	Total (2) + (3)	dont CNR	Dépenses réalisées n	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
								montant	en %	
		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)		(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (6) / (4)	
612	Redevances de crédit bail	-	-	-	-	-	-	-	-	
6132	Locations immobilières	5 400,00	5 400,00	-	5 400,00	-	5 400,00	-	-	
5135	Locations mobilières	-	-	-	-	-	-	-	-	
514	Charges locatives et de co-propriété	-	-	-	-	-	-	-	-	
6152	Entretien et réparations sur biens immobiliers	-	-	-	-	-	-	-	-	
6155	Entretien et réparations sur biens mobiliers	-	-	-	-	-	-	-	-	
6156	Maintenance	5 316,86	10 300,00	-	10 300,00	-	6 162,48	- 4 137,52	- 40,17	
616	Primes d'assurances	3 588,35	4 550,00	-	4 550,00	-	3 325,63	- 1 224,37	- 26,91	
617	Etudes et recherches	-	-	-	-	-	-	-	-	
618	Divers	870,00	1 400,00	-	1 400,00	-	600,00	- 800,00	- 57,14	
623	Information, publications, relations publiques	909,48	300,00	-	300,00	-	-	- 300,00	- 100,00	
627	Services bancaires et assimilés	-	300,00	-	300,00	-	-	- 300,00	- 100,00	
635	Autres impôts taxes et versements assimilés (administration des impôts)	-	-	-	-	-	-	-	-	
637	Autres impôts taxes et versements assimilés (autres organismes)	-	-	-	-	-	-	-	-	
AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE										
651	Redevances pour concessions, brevets, licences, procédés, droits et valeurs similaires	-	-	-	-	-	-	-	-	
654	Pertes sur créances irrécouvrables	-	1 000,00	-	1 000,00	-	-	- 1 000,00	- 100,00	
655	Quote part résultat opération	-	-	-	-	-	-	-	-	
657	Subventions	14 081,00	14 200,00	- 10 000,00	4 200,00	-	-	- 4 200,00	- 100,00	
658	Charges diverses de gestion courante	-	-	-	-	-	-	-	-	
CHARGES FINANCIERES										
66	Charges financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
CHARGES EXCEPTIONNELLES										
671	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	7 529,04	500,98	-	500,98	-	-	- 500,98	- 100,00	
673	Charges sur exercices antérieurs	-	-	-	-	-	57,25	57,25	-	
675	Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	-	-	-	-	-	-	-	-	
678	Autres charges exceptionnelles	505,50	-	-	-	-	-	-	-	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

	GROUPE III : DEPENSES AFFERENTES A LA TRUCTURE (suite)	Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virements de crédits et DM	Total (2) + (3)	dont CNR	Dépenses réalisées n	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
								montant	en %	
	OTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX DEPRECIATIONS, UX PROVISIONS ET ENGAGEMENTS	(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)		(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (6) / (4)	
11	Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	1 857,00	9 500,00	-	9 500,00	-	7 701,20	- 1 798,80	- 18,93	
12	Dotations aux amortissements des charges d'exploitation à répartir	-	-	-	-	-	-	-	-	
15	Dotations aux provisions pour risques et charges d'exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	
16	Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	-	
17	Dépréciation des actifs circulants	-	-	-	-	-	-	-	-	
6	Dotations aux amortissements et aux provisions - charges financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
7	Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions : charges exceptionnelles	-	-	-	-	-	-	-	-	
71	*dont dotations aux amortissements exceptionnels des immobilisations*	-	-	-	-	-	-	-	-	
725	*dont dotations aux amortissements dérogatoires*	-	-	-	-	-	-	-	-	
741	*dont dotations aux provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du BFR*	-	-	-	-	-	-	-	-	
742	*dont dotations aux provisions règlementées pour renouvellement des immobilisations*	-	-	-	-	-	-	-	-	
7461	*dont dotations aux provisions réglementées : réserves des plus-values nettes d'actif immobilisé (établissements privés)*	-	-	-	-	-	-	-	-	
7462	*dont dotations aux provisions réglementées : réserves des plus-values nettes d'actif circulant (établissements privés)*	-	-	-	-	-	-	-	-	
748	*dont autres*	-	-	-	-	-	-	-	-	
76	*dont dotations aux provisions pour dépréciations exceptionnelles*	-	-	-	-	-	-	-	-	
9	Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions : charges exceptionnelles	-	-	-	-	-	-	-	-	
94	*dont dotations aux amortissements exceptionnels des immobilisations*	-	-	-	-	-	-	-	-	
95	*dont dotations aux amortissements dérogatoires*	-	-	-	-	-	-	-	-	
97	*dont dotations aux provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du BFR*	-	-	-	-	-	-	-	-	
	TOTAL GROUPE III	**40 057,23**	**47 450,98**	**-10 000,00**	**37 450,98**	**0,00**	**23 246,56**	**-14 204,42**	**-37,93**	
	OTAL GENERAL (GROUPE I + GROUPE II + GROUPE III)	**1 573 255,99**	**1 527 700,98**	**33 000,00**	**1 560 700,98**	**0,00**	**1 532 288,52**	**-28 412,46**	**-1,82**	
02	Déficit de la section d'exploitation reporté	20 202,54	35 624,02	-	35 624,02					
05	Amortissements comptables excédentaires différés	-	-	-	-		-			
	OTAL DEPENSES D'EXPLOITATION	**1 593 458,53**	**1 563 325,00**	**33 000,00**	**1 596 325,00**	**0,00**	**1 532 288,52**	**-64 036,48**	**-4,01**	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

5.1.2 Produits de la section d'exploitation

GROUPE I : PRODUITS DE LA TARIFICATION ET ASSIMILES

		Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virements de crédits et DM	Total (2) + (3)	Recettes réalisées n	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
							montant	en %	
		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (6) / (4)	
731	Produits à la charge de l'assurance maladie (hors EHPAD)	-	-	-	-	-	-	-	
731224	dont prise en charge au titre des dispositions de l'article L. 242-4 du CASF	-	-	-	-	-	-	-	
732	Produits à la charge de l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	
733	Produits à la charge du département (hors EHPAD)	958 253,61	1 009 625,00	-	1 009 625,00	892 155,92	- 117 469,08	- 11,63	
733222	dont prise en charge au titre des dispositions de l'article L. 242-4 du CASF	-	-	-	-	-	-	-	
734	Produits à la charge de l'usager (hors EHPAD)	379 676,29	365 700,00	-	365 700,00	386 863,24	21 163,24	5,79	
735	Produits des EHPAD - Secteur des personnes âgées	-	-	-	-	-	-	-	
7351	dont produits à la charge de l'assurance maladie	-	-	-	-	-	-	-	
7352	dont produits à la charge du département	-	-	-	-	-	-	-	
7353	dont produits à la charge de l'usager	-	-	-	-	-	-	-	
738	Produits à la charge d'autres financeurs	144 359,00	183 000,00	-	183 000,00	175 177,92	- 7 822,08	- 4,27	
	TOTAL GROUPE I	**1 482 288,90**	**1 558 325,00**	**0,00**	**1 558 325,00**	**1 454 197,08**	**-104 127,92**	**93,32**	

GROUPE II : AUTRES PRODUITS RELATIFS A L'EXPLOITATION

		Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virements de crédits et DM	Total (2) + (3)	Recettes réalisées n	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
							montant	en %	
		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (6) / (4)	
70	Produits sauf 7082	-	-	-	-	-	-	-	
7082	Participations forfaitaires des usagers	-	-	-	-	-	-	-	
70821	dont forfaits journaliers	-	-	-	-	-	-	-	
70822	dont participations prévues au 4° alinéa de l'article L.242-4 du code de l'action sociale et des familles	-	-	-	-	-	-	-	
70823	dont participations aux frais de repas et de transport dans les ESAT	-	-	-	-	-	-	-	
70828	dont autres participations forfaitaires des usagers	-	-	-	-	-	-	-	
71	Production stockée	-	-	-	-	-	-	-	
72	Production immobilisée	-	-	-	-	-	-	-	
74	Subventions d'exploitation et participations	6 000,00	-	33 000,00	33 000,00	44 000,00	11 000,00	33,33	
75	Autres produits de gestion courante	-	-	-	-	-	-	-	
603	Variation des stocks (en recettes)	-	-	-	-	-	-	-	
609	Rabais, remises et ristournes obtenus sur achats	-	-	-	-	-	-	-	
619	Rabais, remises et ristournes obtenus sur services extérieurs	-	-	-	-	-	-	-	
629	Rabais, remises et ristournes obtenus sur autres services extérieurs	-	-	-	-	-	-	-	
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel non médical	10 271,14	5 000,00	-	5 000,00	30 010,56	25 010,56	500,21	
6429	Remboursements sur rémunérations du personnel médical	-	-	-	-	-	-	-	
6439	Remboursements sur rémunérations des personnes handicapées	-	-	-	-	-	-	-	
6459/69/79	Remboursements sur charges de sécurité sociale et de prévoyance et sur autres charges sociales	399,25	-	-	-	2 505,00	2 505,00	-	
6489	Fonds de compensation des cessations anticipées d'activité	-	-	-	-	-	-	-	
6611	Intérêts des emprunts et dettes (en recettes)	-	-	-	-	-	-	-	
	TOTAL GROUPE II	**16 670,39**	**5 000,00**	**33 000,00**	**38 000,00**	**76 515,56**	**38 515,56**	**201,36**	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

GROUPE III : PRODUITS FINANCIERS ET PRODUITS NON ENCAISSABLES		Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virements de crédits et DM	Total (2) + (3)	Recettes réalisées n	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
							montant	en %	
		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (6) / (4)	
76	Produits financiers	-	-	-	-	-	-	-	
PRODUITS EXCEPTIONNELS									
771	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	93,10	-	-	-	-	-	-	
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale (établissements publics)	-	-	-	-	-	-	-	
775	Produits de cessions d'éléments d'actif	-	-	-	-	-	-	-	
777	Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	-	-	-	-	-	-	-	
778	Autres produits exceptionnels	200,00	-	-	-	-	-	-	
AUTRES PRODUITS									
781	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (à inscrire dans les produits d'exploitation)	-	-	-	-	-	-	-	
786	Reprises sur dépréciations et provisions (à inscrire dans les produits financiers)	-	-	-	-	-	-	-	
787	Reprises sur dépréciations et provisions (à inscrire dans les produits exceptionnels)	-	-	-	-	-	-	-	
78725	dont reprises sur amortissements dérogatoires	-	-	-	-	-	-	-	
78741	dont reprises sur provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du besoin en fonds de roulement	-	-	-	-	-	-	-	
78742	dont reprises sur provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	
787461	dont reprises sur provisions réglementées : réserves des plus-values nettes d'actif immobilisé (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	-	
787462	dont reprises sur provisions réglementées : réserves des plus-values nettes d'actif circulant (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	-	
78748	dont autres reprises (sur provisions réglementées)	-	-	-	-	-	-	-	
7876	dont reprises sur dépréciations exceptionnelles	-	-	-	-	-	-	-	
789	Reprises des ressources non utilisées des exercices antérieurs (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	-	
79	Transfert de charges	-	-	-	-	-	-	-	
791	dont transfert de charges d'exploitation	-	-	-	-	-	-	-	
796	dont transfert de charges financières	-	-	-	-	-	-	-	
797	dont transfert de charges exceptionnelles	-	-	-	-	-	-	-	
	TOTAL GROUPE III	**293,10**	**-**	**-**	**-**	**-**	**0,00**	**-**	
TOTAL GENERAL (GROUPE I + GROUPE II + GROUPE III)		**1 499 252,39**	**1 563 325,00**	**33 000,00**	**1 596 325,00**	**1 530 712,64**	**- 65 612,36**	**- 4,11**	
002	Excédent de la section d'exploitation reporté	-	-	-	-	-			
005	Amortissements comptables excédentaires différés	-	-	-	-	-			
TOTAL RECETTES D'EXPLOITATION		**1 499 252,39**	**1 563 325,00**	**33 000,00**	**1 596 325,00**	**1 530 712,64**	**- 65 612,36**	**- 4,11**	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

5.2.1. Tableau de répartition des charges

Tableau complémentaire

Numéro du compte	Libellé	Montant total du compte	Clé de répartition (nature)	Unité de répartition 1		Unité de répartition 2		Unité de répartition 3	
				<nom>		<nom>		<nom>	
				Montant	Pourcentage	Montant	Pourcentage	Montant	Pourcentage
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
Total		-		-		-		-	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

5.3.1. Tableau des effectifs

Catégorie	Nombre d'agents à temps plein	Temps partiel		Total		Nombre d'ETP au précédent compte administratif	Ecart
		Nombre d'agents	Nombre d'ETP	Nombre d'agents	Nombre d'ETP		
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2)	(5) = (1) + (3)	(6)	(7) = (5) - (6)
DIRECTION / ENCADREMENT	**0**	**1**	**0,50**	**1**	**0,50**	**0,50**	**0,00**
01 : Directeur				0	0,00		0,00
03 : Médecin directeur				0	0,00		0,00
04 : Directeur adjoint, attaché de direction., économe				0	0,00		0,00
09 : Educateur spécialisé - encadrement				0	0,00		0,00
10 : Educateur technique - encadrement				0	0,00		0,00
11 : Educateur technique spécialisé - encadrement				0	0,00		0,00
12 : Chef d'atelier				0	0,00		0,00
13 : Assistant de service social - encadrement				0	0,00		0,00
14 : Educateur de jeunes enfants - encadrement				0	0,00		0,00
15 : Conseiller en économie sociale - encadrement				0	0,00		0,00
16 : Chef de service éducatif				0	0,00		0,00
17 : Cadre infirmier - encadrement				0	0,00		0,00
18 : Cadre infirmier psychiatrique				0	0,00		0,00
19 : Autre cadre - pédagogique et social				0	0,00		0,00
20 : Autre cadre - paramédical				0	0,00		0,00
21 : Chef de service général/documentaire/informatique		1	0,50	1	0,50	0,50	0,00
ADMINISTRATION / GESTION	**5**	**0**	**0,00**	**5**	**5,00**	**5,00**	**0,00**
05 : Agent administratif et de bureau	3			3	3,00	3,00	0,00
06 : Autre personnel de direction/ gestion /administration	2			2	2,00	2,00	0,00
SERVICES GENERAUX	**0**	**0**	**0,00**	**0**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
07 : Agent de service général				0	0,00		0,00
08 : Ouvrier professionnel				0	0,00		0,00
71 : Maîtresse de maison				0	0,00		0,00
72 : Veilleur de nuit				0	0,00		0,00
RESTAURATION				0	0,00		0,00
SOCIO-EDUCATIF	**34**	**47**	**17,04**	**81**	**51,04**	**49,00**	**2,04**
22 : Educateur scolaire				0	0,00		0,00
23 : Instituteur spécialisé				0	0,00		0,00
24 : Instituteur				0	0,00		0,00
25 : Professeur des écoles				0	0,00		0,00
26 : Professeur agrégé				0	0,00		0,00
27 : Professeur enseignement général collège				0	0,00		0,00
28 : Professeur lycée professionnel				0	0,00		0,00
29 : Maître-auxiliaire				0	0,00		0,00
30 : Professeur/moniteur E.P.S.				0	0,00		0,00
31 : Professeur technique - enseignement professionnel				0	0,00		0,00
32 : Educateur technique spécialisé				0	0,00		0,00
33 : Educateur technique				0	0,00		0,00
34 : Moniteur d'atelier				0	0,00		0,00
35 : Educateur spécialisé				0	0,00		0,00
36 : Moniteur éducateur				0	0,00		0,00
37 : Moniteur de jardin d'enfants				0	0,00		0,00
38 : Aide médico-psychologique				0	0,00		0,00
61A : Aide-soignant (sauf SSIAD)				0	0,00		0,00
39 : Educateur PJJ				0	0,00		0,00
40 : Assistant de service social				0	0,00		0,00
41 : Moniteur enseignement ménager				0	0,00		0,00
42 : Conseiller en économie sociale et familiale				0	0,00		0,00
43 : Assistante maternelle				0	0,00		0,00
44 : Personnel d'aide à domicile	34	47	17,04	81	51,04	49,00	2,04
45 : Travailleur familial				0	0,00		0,00
46 : Animateur social				0	0,00		0,00
47 : Autre personnel éducatif.				0	0,00		0,00
64 : Att. form. éducateur spécialisé				0	0,00		0,00
65 : Att. form. moniteur éducateur				0	0,00		0,00
66 : Att. form. médico-psychologique				0	0,00		0,00
67 : Elève éducateur spécialisé				0	0,00		0,00
68 : Elève moniteur éducateur				0	0,00		0,00
69 : Elève aide médico-psychologique				0	0,00		0,00
MEDICAL	**0**	**0**	**0,00**	**0**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
48 : Psychiatre				0	0,00		0,00
49 : Pédiatre				0	0,00		0,00
50 : Médecin rééducation fonctionnelle				0	0,00		0,00
51 : Autre spécialiste				0	0,00		0,00
52 : Médecin généraliste				0	0,00		0,00
PARAMEDICAL	**0**	**0**	**0,00**	**0**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
53 : Psychologue				0	0,00		0,00
54 : Infirmier D.E.				0	0,00		0,00
55 : Infirmier psychiatrique				0	0,00		0,00
56 : Masseur kinésithérapeute				0	0,00		0,00
57 : Ergothérapeute				0	0,00		0,00
58 : Orthophoniste				0	0,00		0,00
59 : Orthoptiste				0	0,00		0,00
60 : Psychomotricien				0	0,00		0,00
62 : Auxiliaire de puériculture				0	0,00		0,00
63 : Autre - paramédical diplômé				0	0,00		0,00
70 : Puéricultrice				0	0,00		0,00
61B : Aide-soignant (pour SSIAD)				0	0,00		0,00
TOTAL	**39**	**48**	**17,54**	**87**	**56,54**	**54,50**	**2,04**

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

5.3.2. Tableau des rémunérations : en euros - Valorisation du tableau des effectifs

Catégorie	ETP	Budget exécutoire (1)	CA (2)	Ecart (3) = (2) - (1)
DIRECTION / ENCADREMENT	**0,50**	**32000,00**	**0,00**	**-32 000,00**
01 : Directeur	0,00			0,00
03 : Médecin directeur	0,00			0,00
04 : Directeur adjoint, attaché de direction., économe	0,00			0,00
09 : Educateur spécialisé - encadrement	0,00			0,00
10 : Educateur technique - encadrement	0,00			0,00
11 : Educateur technique spécialisé - encadrement	0,00			0,00
12 : Chef d'atelier	0,00			0,00
13 : Assistant de service social - encadrement	0,00			0,00
14 : Educateur de jeunes enfants - encadrement	0,00			0,00
15 : Conseiller en économie sociale - encadrement	0,00			0,00
16 : Chef de service éducatif	0,00			0,00
17 : Cadre infirmier - encadrement	0,00			0,00
18 : Cadre infirmier psychiatrique	0,00			0,00
19 : Autre cadre - pédagogique et social	0,00			0,00
20 : Autre cadre - paramédical	0,00			0,00
21 : Chef de service général/documentaire/informatique	0,50	32000,00	0,00	-32 000,00
ADMINISTRATION / GESTION	**5,00**	**188090,00**	**190348,00**	**2 258,00**
05 : Agent administratif et de bureau	3,00	109101,00	112575,48	3 474,48
06 : Autre personnel de direction/ gestion /administration	2,00	78989,00	77772,52	-1 216,48
SERVICES GENERAUX	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
07 : Agent de service général	0,00			0,00
08 : Ouvrier professionnel	0,00			0,00
71 : Maîtresse de maison	0,00			0,00
72 : Veilleur de nuit	0,00			0,00
RESTAURATION	**0,00**			**0,00**
SOCIO-EDUCATIF	**51,04**	**1 256 410,00**	**1 267 079,03**	**10 669,03**
22 : Educateur scolaire	0,00			0,00
23 : Instituteur spécialisé	0,00			0,00
24 : Instituteur	0,00			0,00
25 : Professeur des écoles	0,00			0,00
26 : Professeur agrégé	0,00			0,00
27 : Professeur enseignement général collège	0,00			0,00
28 : Professeur lycée professionnel	0,00			0,00
29 : Maître-auxiliaire	0,00			0,00
30 : Professeur/moniteur E.P.S.	0,00			0,00
31 : Professeur technique - enseignement professionnel	0,00			0,00
32 : Educateur technique spécialisé	0,00			0,00
33 : Educateur technique	0,00			0,00
34 : Moniteur d'atelier	0,00			0,00
35 : Educateur spécialisé	0,00			0,00
36 : Moniteur éducateur	0,00			0,00
37 : Moniteur de jardin d'enfants	0,00			0,00
38 : Aide médico-psychologique	0,00			0,00
61A : Aide-soignant (sauf SSIAD)	0,00			0,00
39 : Educateur PJJ	0,00			0,00
40 : Assistant de service social	0,00			0,00
41 : Moniteur enseignement ménager	0,00			0,00
42 : Conseiller en économie sociale et familiale	0,00			0,00
43 : Assistante maternelle	0,00			0,00
44 : Personnel d'aide à domicile	51,04	1256410,00	1267079,03	10 669,03
45 : Travailleur familial	0,00			0,00
46 : Animateur social	0,00			0,00
47 : Autre personnel éducatif.	0,00			0,00
64 : Att. form. éducateur spécialisé	0,00			0,00
65 : Att. form. moniteur éducateur	0,00			0,00
66 : Att. form. médico-psychologique	0,00			0,00
67 : Elève éducateur spécialisé	0,00			0,00
68 : Elève moniteur éducateur	0,00			0,00
69 : Elève aide médico-psychologique	0,00			0,00
MEDICAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
48 : Psychiatre	0,00			0,00
49 : Pédiatre	0,00			0,00
50 : Médecin rééducation fonctionnelle	0,00			0,00
51 : Autre spécialiste	0,00			0,00
52 : Médecin généraliste	0,00			0,00
PARAMEDICAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
53 : Psychologue	0,00			0,00
54 : Infirmier D.E.	0,00			0,00
55 : Infirmier psychiatrique	0,00			0,00
56 : Masseur kinésithérapeute	0,00			0,00
57 : Ergothérapeute	0,00			0,00
58 : Orthophoniste	0,00			0,00
59 : Orthoptiste	0,00			0,00
60 : Psychomotricien	0,00			0,00
62 : Auxiliaire de puériculture	0,00			0,00
63 : Autre - paramédical diplômé	0,00			0,00
70 : Puéricultrice	0,00			0,00
61B : Aide-soignant (pour SSIAD)	0,00			0,00
TOTAL	**56,54**	**1476500,00**	**1457427,03**	**-19 072,97**

5.3.3. Tableau des rémunérations : en euros - Autres rémunérations et avantages

Nature des rémunérations	Budget N	Réel N	Ecart N
	(1)	(2)	(3) = (2) - (1)
medecine du travail	9 000,00	4 165,90	- 4 834,10
supplement familial	4 500,00	3 695,00	- 805,00
mission interim	10 000,00	23 232,85	13 232,85
	-	-	-
	-	-	-
	-	-	-
	-	-	-
	-	-	-
	-	-	-
	-	-	-
	-	-	-
	-	-	-

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

5.3.4. Tableau de calcul des appointements - Nombre de points

Postes	ETP	Date d'entrée		Coefficient de base ou groupe	Ancienneté		Points indiciaires	Primes ou indemnités en points	Total mensuel en points	Nombre de mois	Total annuel en points (a)	Total de l'année précédente en points (b)	Ecart (a)-(b)
		dans l'établissement	dans l'emploi		année	% ou échelon							
Total							0	0	0	0	0	0	0
0		00/01/00	00/01/00	0	0,00	0

Postes	ETP	Date d'entrée		Coefficient de base ou groupe	Ancienneté		Points indiciaires	Primes ou indemnités en points	Total mensuel en points	Nombre de mois	Total annuel en points (a)	Total de l'année précédente en points (b)	Ecart (a)-(b)
		dans l'établissement	dans l'emploi		année	% ou échelon							
0		00/01/00	00/01/00	0	0,00	0	0	0	0	0	0	0	0

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

5.3.5. Tableau de calcul des appointements - Valorisation en euros - Valeur moyenne du point

Postes	ETP	Total annuel en points (a)	Total annuel de l'année précédente en points (b)	Ecart (a)-(b)	Valorisation en euros de (a)	Indemnités évaluées en %	Autres primes ou indemnités en euros	Rémunération annuelle totale (c)	Rémunération de l'année précédente (d)	Ecart (c)-(d)
Total		**0**	**0**	**0**	**0**	**#DIV/0!**	**0**	**0**	**0**	**0**
0		0	0	0	0		0	0	0	0

Postes	ETP	Total annuel en points (a)	Total annuel de l'année précédente en points (b)	Ecart (a)-(b)	Valorisation en euros de (a)	Indemnités évaluées en %	Autres primes ou indemnités en euros	Rémunération annuelle totale (c)	Rémunération de l'année précédente (d)	Ecart (c)-(d)
0		0	0	0	0		0	0	0	0
0		0	0	0	0		0	0	0	0
0		0	0	0	0		0	0	0	0
0		0	0	0	0		0	0	0	0
0		0	0	0	0		0	0	0	0
0		0	0	0	0		0	0	0	0
0		0	0	0	0		0	0	0	0
0		0	0	0	0		0	0	0	0
0		0	0	0	0		0	0	0	0

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

5.3.6. Tableau d'analyse du Glissement Vieillissement Technicité (G.V.T.)

Postes	ETP	Total annuel en points (a)	Total annuel de l'année précédente en points (b)	Ecart (a)-(b)=C	Ecart en points Vieillissement ancienneté (V)	Ecart en points Technicité (T)	Ecart en points Glissement promotions (G1)	Ecart en points Glissement durée de travail (G2)	Ecart en points Glissement positions (G3)	Contrôle de cohérence des écarts (C=V+T+G1+G2+G3)
Total		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
0		0	0	0	0	0	0	0	0	0

Postes	ETP	Total annuel en points (a)	Total annuel de l'année précédente en points (b)	Ecart (a)-(b)=C	Ecart en points Vieillissement ancienneté (V)	Ecart en points Technicité (T)	Ecart en points Glissement promotions (G1)	Ecart en points Glissement durée de travail (G2)	Ecart en points Glissement positions (G3)	Contrôle de cohérence des écarts (C=V+T+G1+G2+G3)
0		0	0	0	0	0	0	0	0	0
0		0	0	0	0	0	0	0	0	0
0		0	0	0	0	0	0	0	0	0

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

5.3.7. Tableau des indicateurs de personnel

	Réel N-1	Budget exécutoire N	Réel N	Ecart entre C et A	Ecart entre C et B
	(a)	(b)	(c)		
Nombre total annuel de points (points indiciaires + primes et indemnités)	212 168,05	-	-	- 212 168,05	-
Valeur moyenne du point	4,68	-	-	- 4,68	-
Taux de charges sociales	31,70	-	32,20	0,50	32,20
(1) Total des dépenses de personnel (621 + 631 + 633 + 64)	1 511 730,19	-	1 488 520,78	- 23 209,41	1 488 520,78
(2) Recettes atténuatives de personnel	10 670,39	-	32 515,56	21 845,17	32 515,56
(1)-(2) Total net	1 501 059,80	-	1 456 005,22	- 45 054,58	1 456 005,22

Ratio nombre de personnes promues sur nombre de personnes promouvables :

	année N-2	année N-1	année N
Nombre de personnes promouvables	0	0	0
Nombre de personnes promues	0	0	0
Ratio			

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

6.1. Détermination et affectation du résultat

		N° de compte	Compte	Proposé	Retenu par l'autorité de tarification
Résultat comptable de l'exercice (= classe 7 - classe 6)	**A**	120 ou 129	Excédent	-	
			Déficit	1 575,88	
Reprise des résultats des exercices antérieurs	**B**	11510 ou 110	Excédents affectés à la réduction des charges d'exploitation	-	
		1151 ou 111	Excédents affectés au financement des mesures d'exploitation	-	
		11519 ou 119	Réport à nouveau déficitaire	35 624,02	
Reprise sur la réserve de compensation des déficits	**C**	10686	Compensation des déficits d'exploitation	-	
Reprise sur les excédents affectés à la compensation des charges d'amortissement	**D**	10687	Compensation des charges d'amortissement	-	
Mouvements débiteurs ou créditeurs (- ou +) de l'exercice (comptes 116 = dépenses non-opposables aux tiers financeurs)	**E**	1161 : Amortissements comptables excédentaires différés		-	
		1162 : Dépenses pour congés payés		-	
		1163 : Autres droits acquis / salaries non provisionnés (application 3° article R314-45)		-	
		1168 : Autres dépenses non opposables aux tiers financeurs		-	
Résultat à affecter	**F=A+B+C+D+E**	Résultat administratif ou corrigé		- 37 199,90	

Affectation du résultat administratif

Réserves	1064	Excédents affectés à la réserve de plus-values nettes	-		
	10682	Excédents affectés à l'investissement	-		
	10683	Excédents affectés à l'investissement d'un CPOM			
	10685	Excédents affecté à la couverture du besoin en fonds de roulement (Réserve de trésorerie)	-		
	10686	Réserve de compensation	-		
	10687	Compensation des charges d'amortissement	-		
Report à nouveau	11510 ou 110	Excédents affectés à la réduction des charges d'exploitation	-		
	11511 ou 111	Excédents affectés au financement des mesures d'exploitation	-		
	11519 ou 119	Report à nouveau déficitaire	37 199,90		
Dépenses refusées en application de l'article R.314-52 du CAS (1)	114 (établissement public)	Report à nouveau déficitaire			

(1) dépenses abusives, dépenses relevant des articles R.314-26 du CASF, le cas échéant, le provisionnement des congés à payer

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

6.2. Tableau d'exportation des données synthétiques relatives à la gestion des enveloppes limitatives de crédits soumis à la validation et au contrôle de cohérence de l'autorité de tarification

REGION :

DEPARTEMENT :

Gestionnaire : CENTRE

Données afférentes au dernier budget exécutoire de l'exercice

N° FINESS	Dénomination de l'établissement et/ou de l'activité	Nombre de places autorisées et financées	Effectifs en nombre d'ETP prévus au budget exécutoire	Statut majoritaire du personnel (1)	DEPENSES D'EXPLOITATION (2)						Provisions figurant au CA proposé (2)	Dépenses autorisées pour l'exercice	Déficit incorporé N-2	Base de calcul des tarifs en charges	RECETTES D'EXPLOITATION (2)						Base total de calcul des tarifs	ACTIVITE						Nombre de mois de fonctionnement de l'ESMS (3)
					Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3	Dont crédits non reconductibles affectés par strucure							Groupe 1	Groupe 2		Groupe 3				Nombre de journées réalisé						
					Charges afférentes à l'exploitation courante	Charges afférentes au personnel	Charges afférentes à la structure	Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3					Produits de la tarification (poste 731)	Autres produits relatifs à l'exploitation	*... dont forfaits journaliers (compte 70821)*	Produits financiers et produits non encaissables	Somme des recettes atténuatives	Excédent incorporé N-2	Base de calcul des tarifs en produits		HEURES					
300785862	SERVICE D'AIDE A DOMICILE	90 000 HEURES			23 250	1 500 000	37 451				0	1 560 701	35 624	1 596 325	1 558 325	38 000	*0*	0	38 000	0	38 000	1 558 325	69 000						
		-	0,0		23 250	1 500 000	37 451	0	0	0	0	1 560 701	35 624	1 596 325	1 558 325	38 000	0	0	38 000	0	38 000	1 558 325	69 000	0	0	0	0	0	0

(1) choix à effectuer sur la liste déroulante : (1) FPH (titre IV), FPT (titre III), CCNT 1966, CCCRF, CCNT 1951, Autres

(2) provisions figurant au CA proposé : somme des comptes 6815, 686, 687, 68741, 68742, 68746, 68748

(3) pour les IME, le fonctionnement sur 12 mois inclut les congés d'été

cases grises à renseigner

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

6.3. Tableau d'exportation des données synthétiques relatives à la gestion des enveloppes limitatives de crédits soumis à la validation et au contrôle de cohérence de l'autorité de tarification

REGION :

DEPARTEMENT :

Gestionnaire : CENTRE

Données afférentes au compte administratif proposé de l'exercice

N° FINESS	Dénomination de l'établissement et/ou de l'activité	Nombre de places autorisées et financées	Effectifs en nombre d'ETP (réalisé)	Statut majoritaire du personnel (1)	DEPENSES D'EXPLOITATION (2)						Provisions figurant au CA proposé (2)	Dépenses autorisées pour l'exercice	Déficit incorporé N-2	Base de calcul des tarifs en charges	RECETTES D'EXPLOITATION (2)							Base total de calcul des tarifs	ACTIVITE						Nombre de mois de fonctionnement de l'ESMS (3)	Résultat d'exploitation à affecter
					Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3	Dont crédits non reconductibles affectés par strucure							Groupe 1	Groupe 2		Groupe 3					Nombre de journées réalisé							
					Charges afférentes à l'exploitation courante	Charges afférentes au personnel	Charges afférentes à la structure	Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3					Produits de la tarification (poste 731)	Autres produits relatifs à l'exploitation	... dont forfaits journaliers (compte 70821)	Produits financiers et produits non encaissables	Somme des recettes atténuatives	Excédent incorporé N-2	Base de calcul des tarifs en produits		HEURES							
300785862	SERVICE D'AIDE A DOMICILE	90 000 HEURES	81,0		20 521	1 488 521	23 247				0	1 532 289	0	1 532 289	1 454 197	76 516	0	0	76 516	0	76 516	1 455 773	67 298							-1 576
		-	81,0		20 521	1 488 521	23 247	0	0	0	0	1 532 289	0	1 532 289	1 454 197	76 516	0	0	76 516	0	76 516	1 455 773	67 298	0	0	0	0	0	0	-1 576

(1) choix à effectuer sur la liste déroulante : (1) FPH (titre IV), FPT (titre III), CCNT 1966, CCCRF, CCNT 1951, Autres

(2) provisions figurant au CA proposé : somme des comptes 6815, 686, 687, 68741, 68742, 68746, 68748

(3) pour les IME, le fonctionnement sur 12 mois inclut les congés d'été

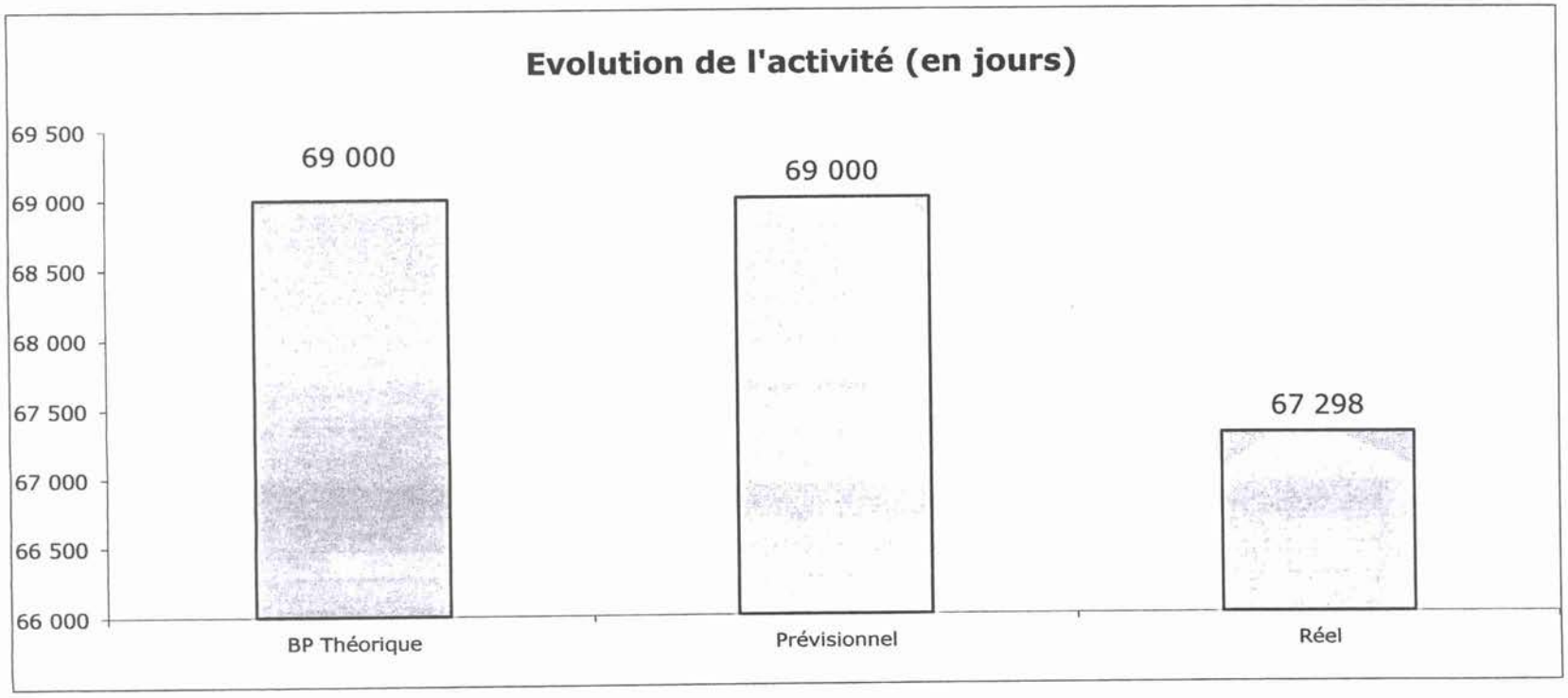
cases grises à renseigner

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

ACTIVITE PREVISIONNELLE

HEURES

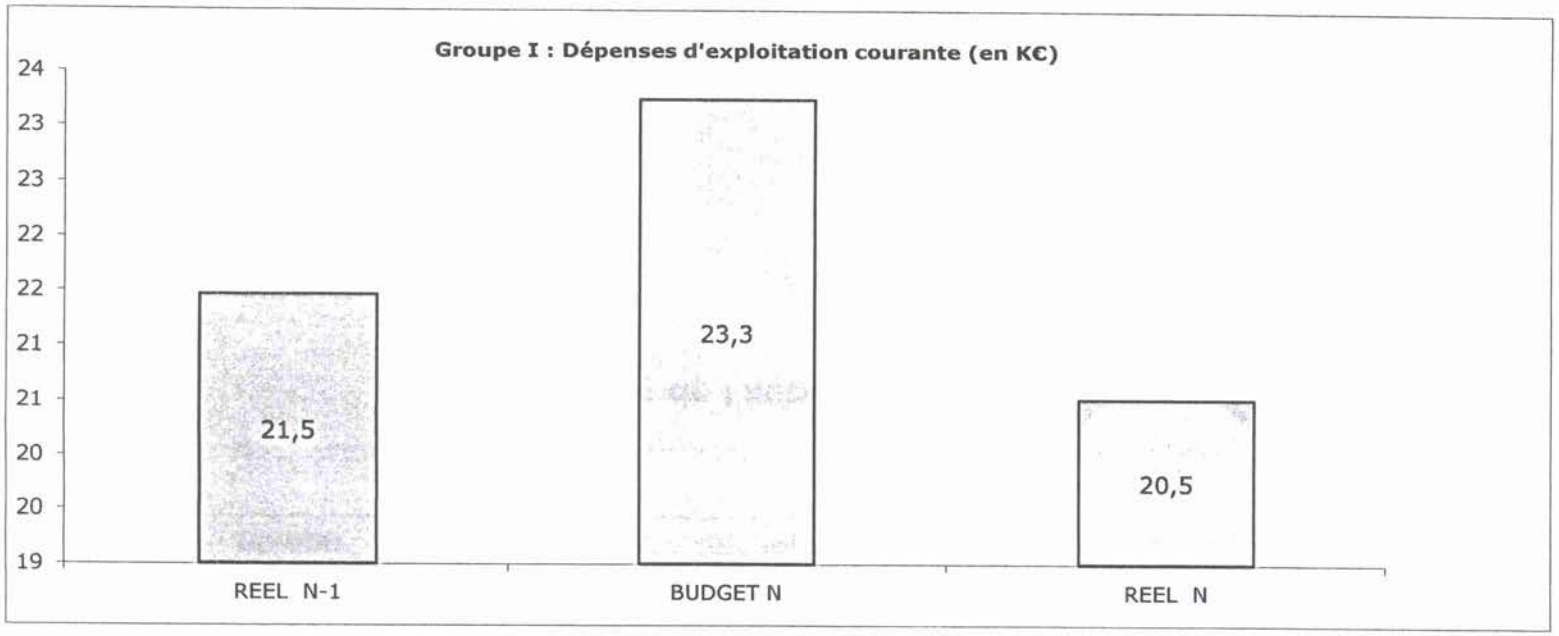
	BP Théorique	*Prévisionnel*	*Réel*
Total Journées	**69 000**	**69 000**	**67 298**



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

DEPENSES D'EXPLOITATION (en K€)

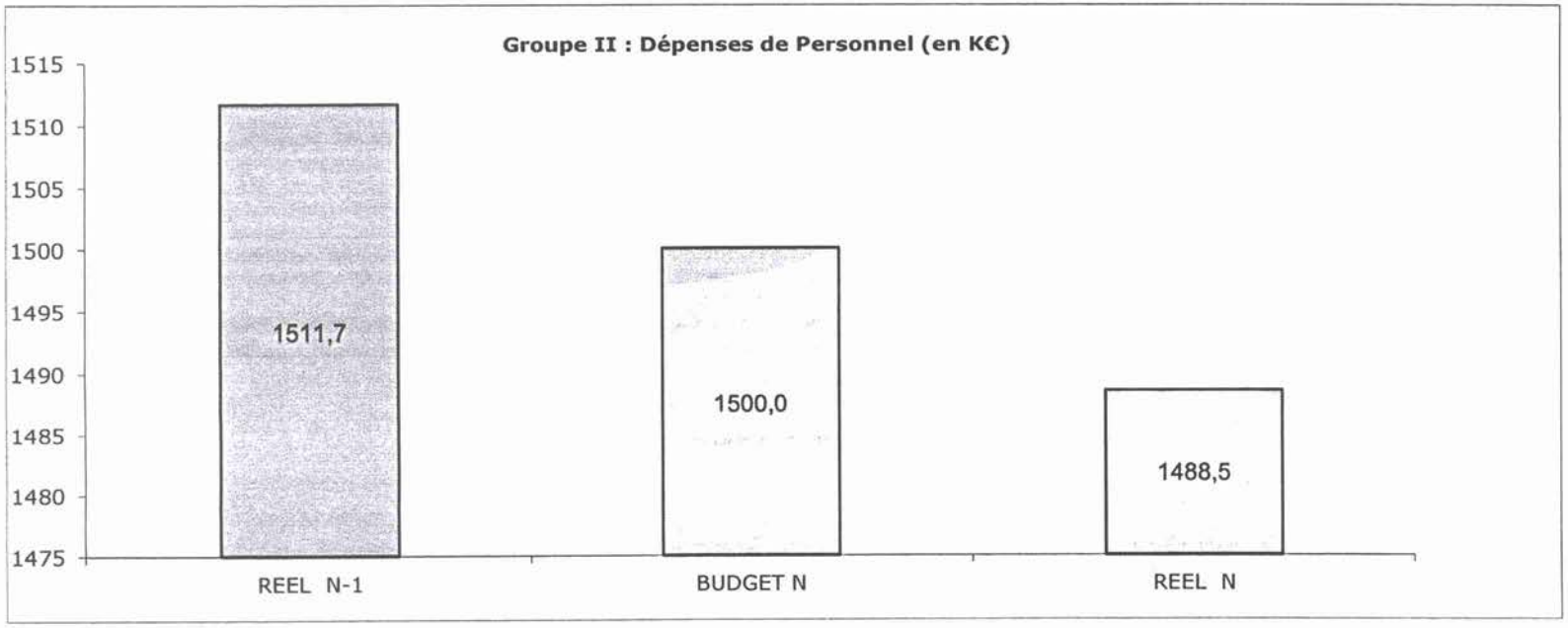
GROUPE I (en K€)	*REEL N-1*	*BUDGET N*	*REEL N*
Achats	15,1	13,4	8,3
Services extérieurs	0,0	0,0	0,0
Autres services extérieurs	6,4	9,9	12,3
Total	**21,5**	**23,3**	**20,5**



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

DEPENSES D'EXPLOITATION (en K€)

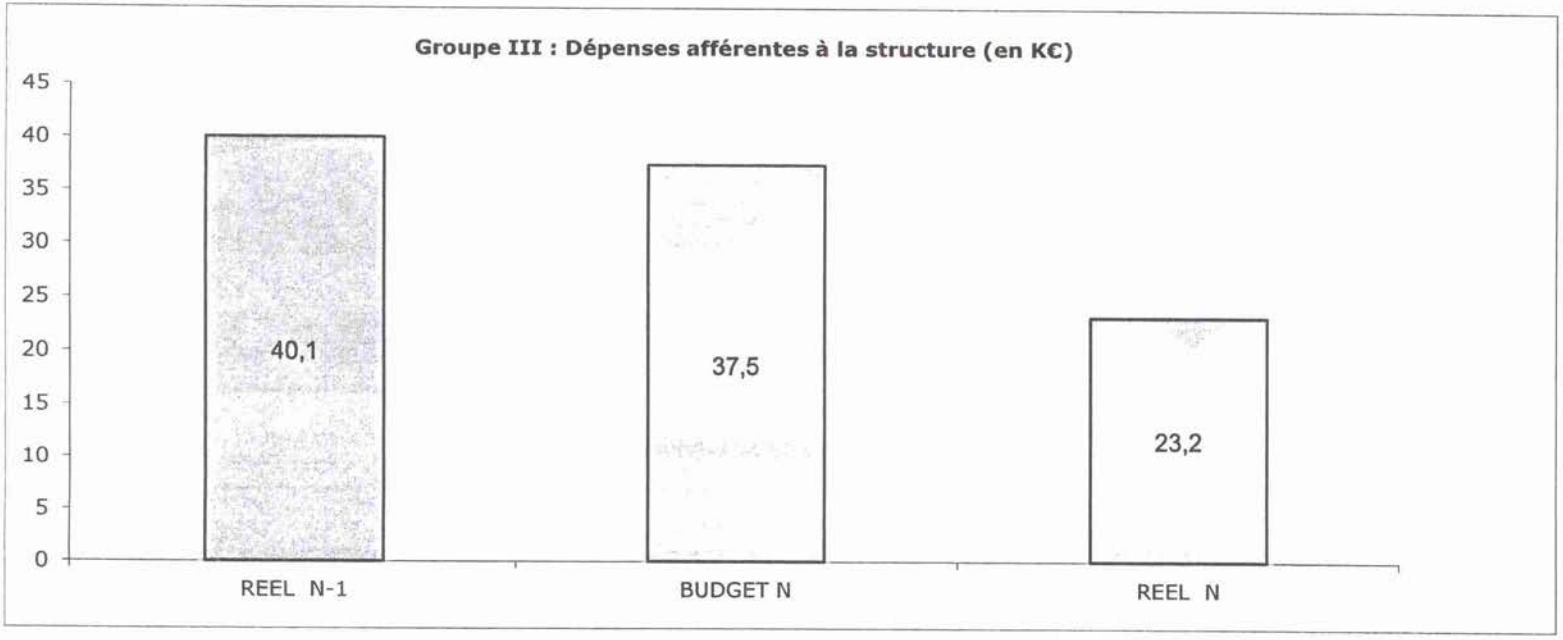
GROUPE II (en K€)	*REEL N-1*	*BUDGET N*	*REEL N*
Comptes 62	24,5	10,2	23,6
Comptes 63	29,7	30,3	31,6
Comptes 64	1457,5	1459,6	1433,3
Total	**1511,7**	**1500,0**	**1488,5**



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

DEPENSES D'EXPLOITATION (en K€)

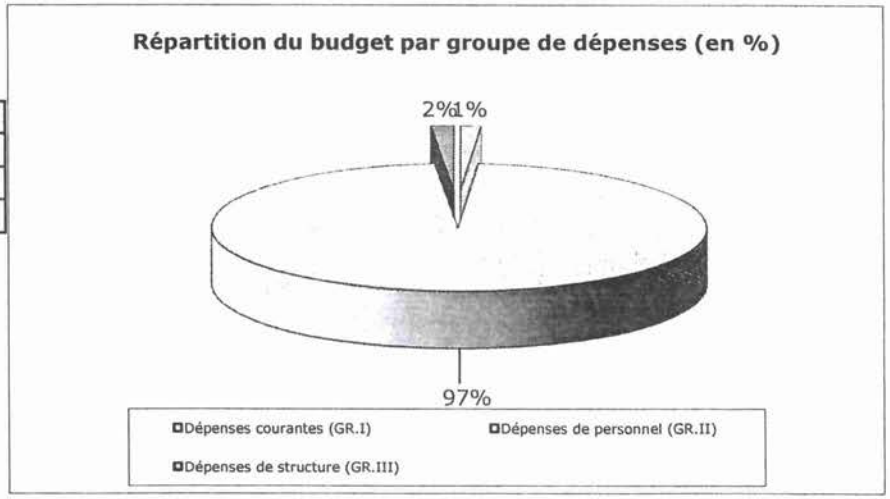
GOUPE III (en K€)	REEL N-1	BUDGET N	REEL N
Autres Comptes 61, 62 , 63	16,1	22,3	15,5
Autres Charges de gestion	14,1	5,2	0,0
Charges financières	0,0	0,0	0,0
Charges exceptionnelles	8,0	0,5	0,1
DAP	1,9	9,5	7,7
Total	**40,1**	**37,5**	**23,2**



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

DEPENSES D'EXPLOITATION (en K€)

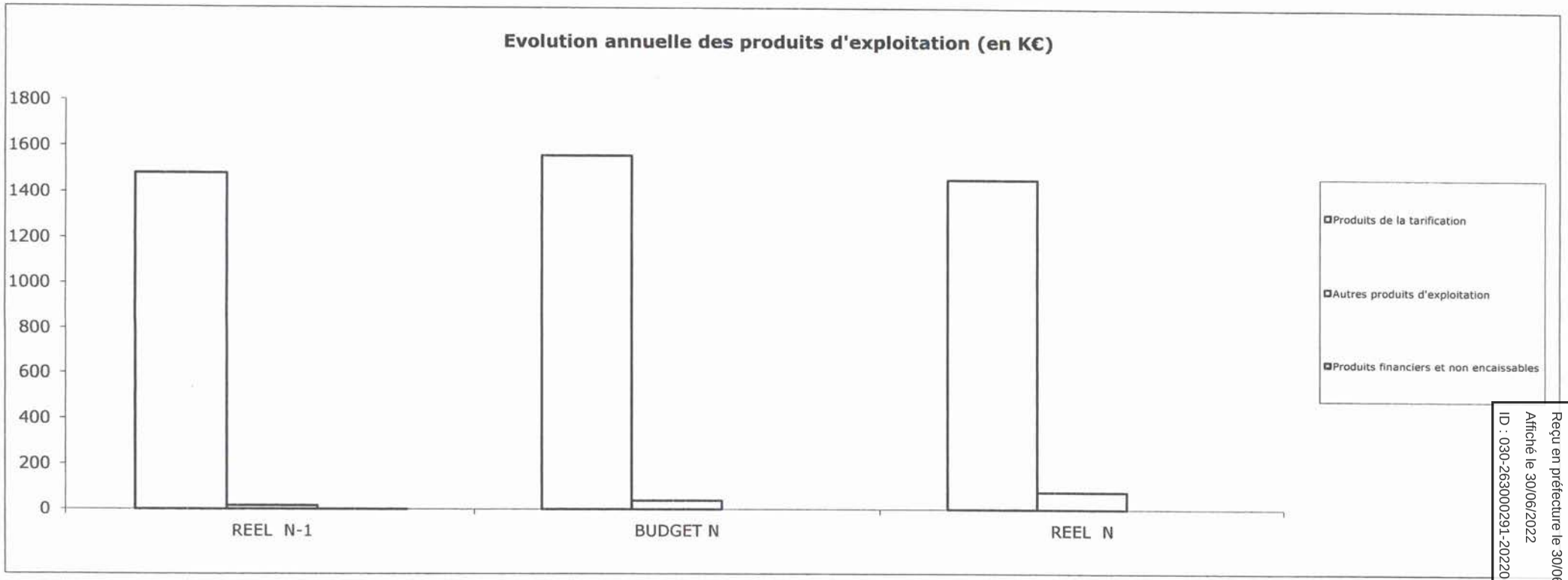
	REEL N	*REPARTITION*
Dépenses courantes (GR.I)	20,5	1%
Dépenses de personnel (GR.II)	1488,5	97%
Dépenses de structure (GR.III)	23,2	2%
Total	**1532,3**	



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

PRODUITS D'EXPLOITATION (en K€)

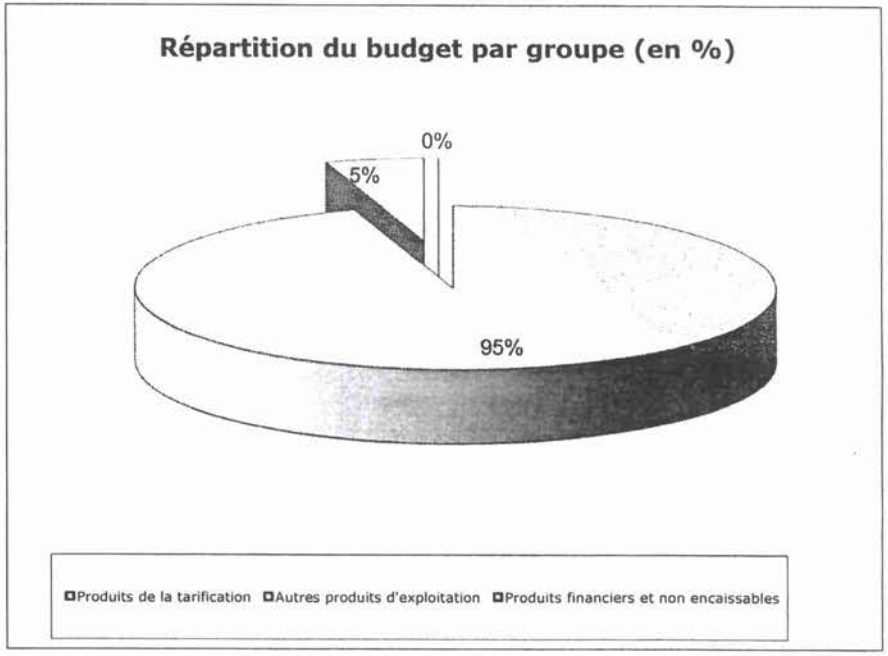
	REEL N-1	BUDGET N	REEL N
Produits de la tarification	1482,3	1558,3	1454,2
Autres produits d'exploitation	16,7	38,0	76,5
Produits financiers et non encaissables	0,3	0,0	0,0
Total Produits d'exploitation (en K€)	**1499,3**	**1596,3**	**1530,7**



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

PRODUITS D'EXPLOITATION (en K€)

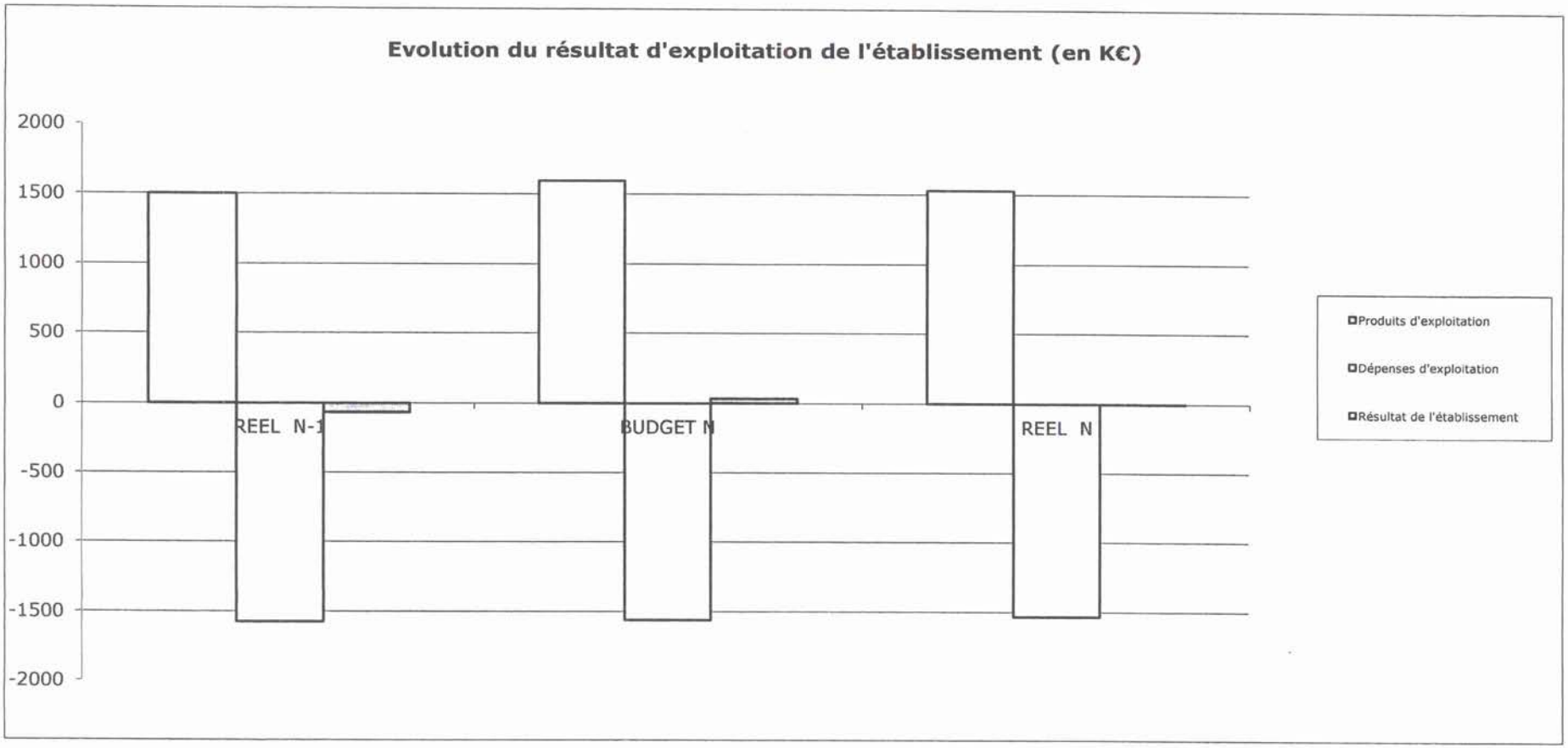
	REEL N	REPARTITION
Produits de la tarification	1454,2	95%
Autres produits d'exploitation	76,5	5%
Produits financiers et non encaissables	0,0	0%
Total	**1530,7**	



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

RESULTATS D'EXPLOITATION (en K€)

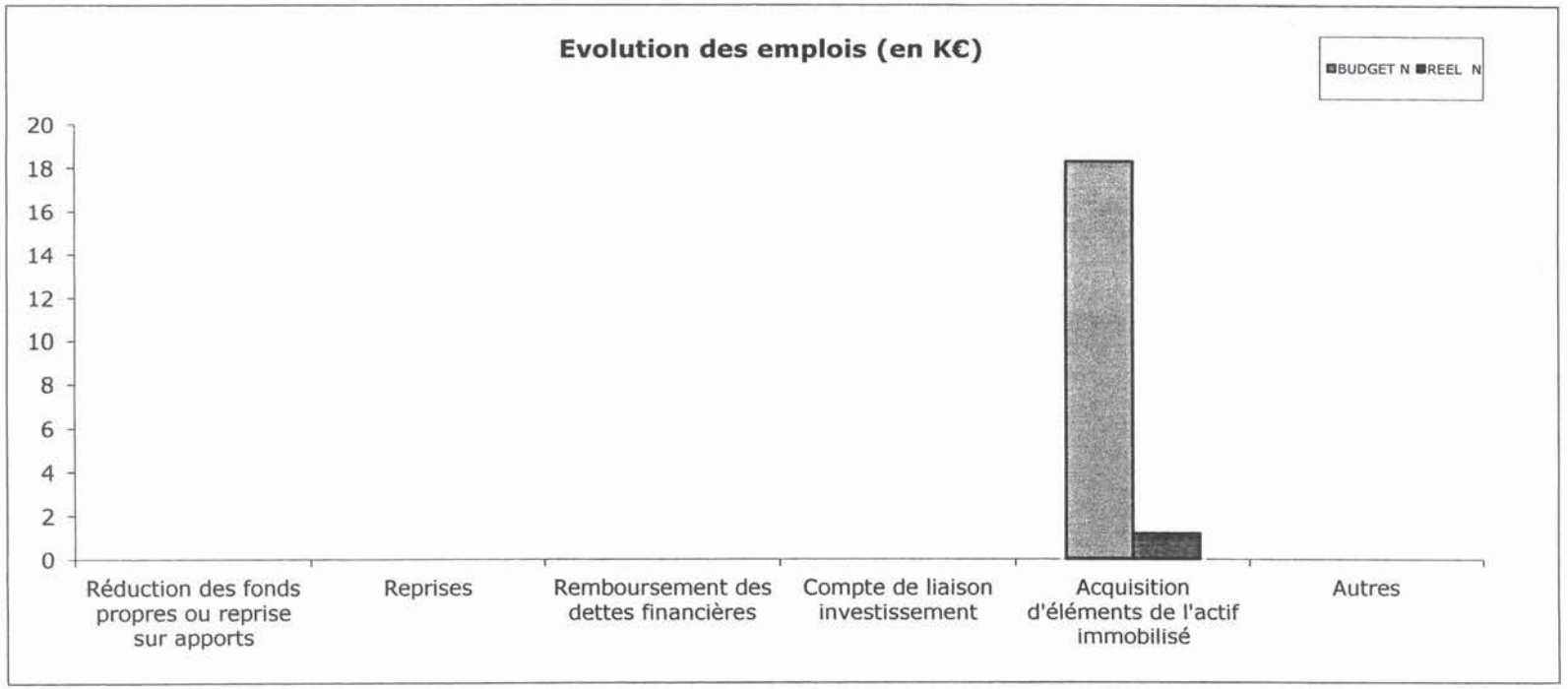
	REEL N-1	BUDGET N	REEL N
Produits d'exploitation	1499,3	1596,3	1530,7
Dépenses d'exploitation	-1573,3	-1560,7	-1532,3
Résultat de l'établissement	**-74,0**	**35,6**	**-1,6**



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

INVESTISSEMENT / EMPLOIS (en K€)

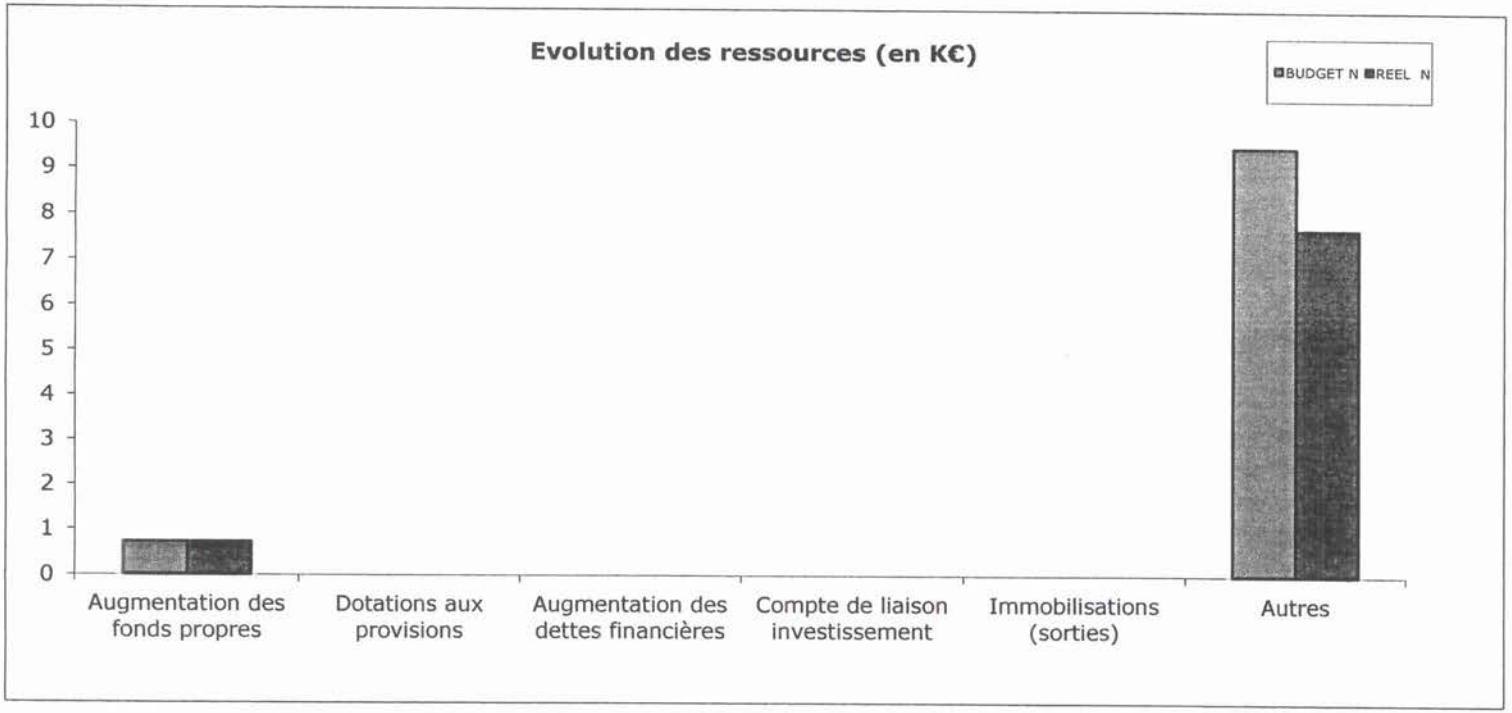
	BUDGET N	REEL N
Réduction des fonds propres ou reprise sur apports	0,0	0,0
Reprises	0,0	0,0
Remboursement des dettes financières	0,0	0,0
Compte de liaison investissement	0,0	0,0
Acquisition d'éléments de l'actif immobilisé	18,3	1,2
Autres	0,0	0,0
Total	**8,1**	**18,3**



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

INVESTISSEMENT / RESSOURCES (en K€)

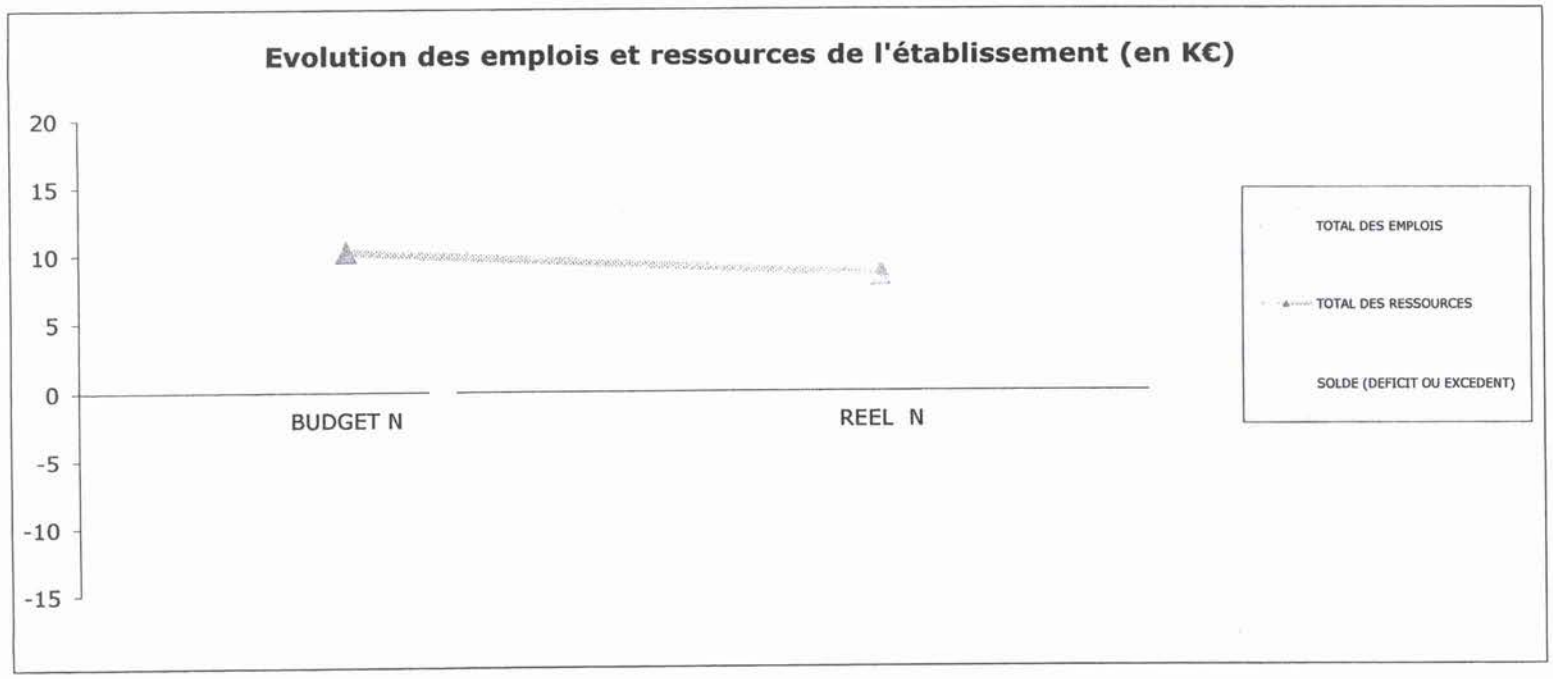
	BUDGET N	REEL N
Augmentation des fonds propres	0,7	0,7
Dotations aux provisions	0,0	0,0
Augmentation des dettes financières	0,0	0,0
Compte de liaison investissement	0,0	0,0
Immobilisations (sorties)	0,0	0,0
Autres	9,5	7,7
Total	**10,2**	**8,4**



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

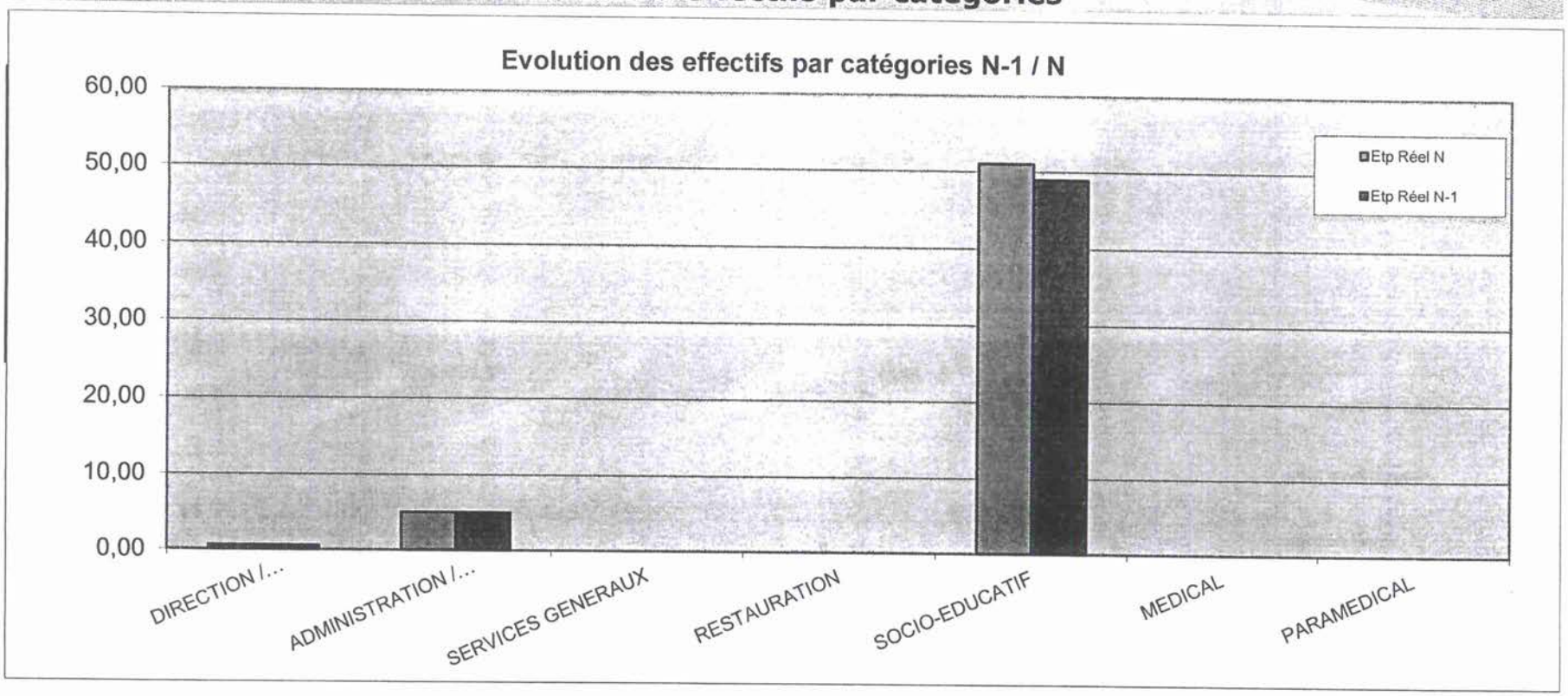
INVESTISSEMENT / EMPLOIS ET RESSOURCES (en K€)

	BUDGET N	REEL N
TOTAL DES EMPLOIS	8,1	18,3
TOTAL DES RESSOURCES	10,2	8,4
SOLDE (DEFICIT OU EXCEDENT)	2,2	-9,9



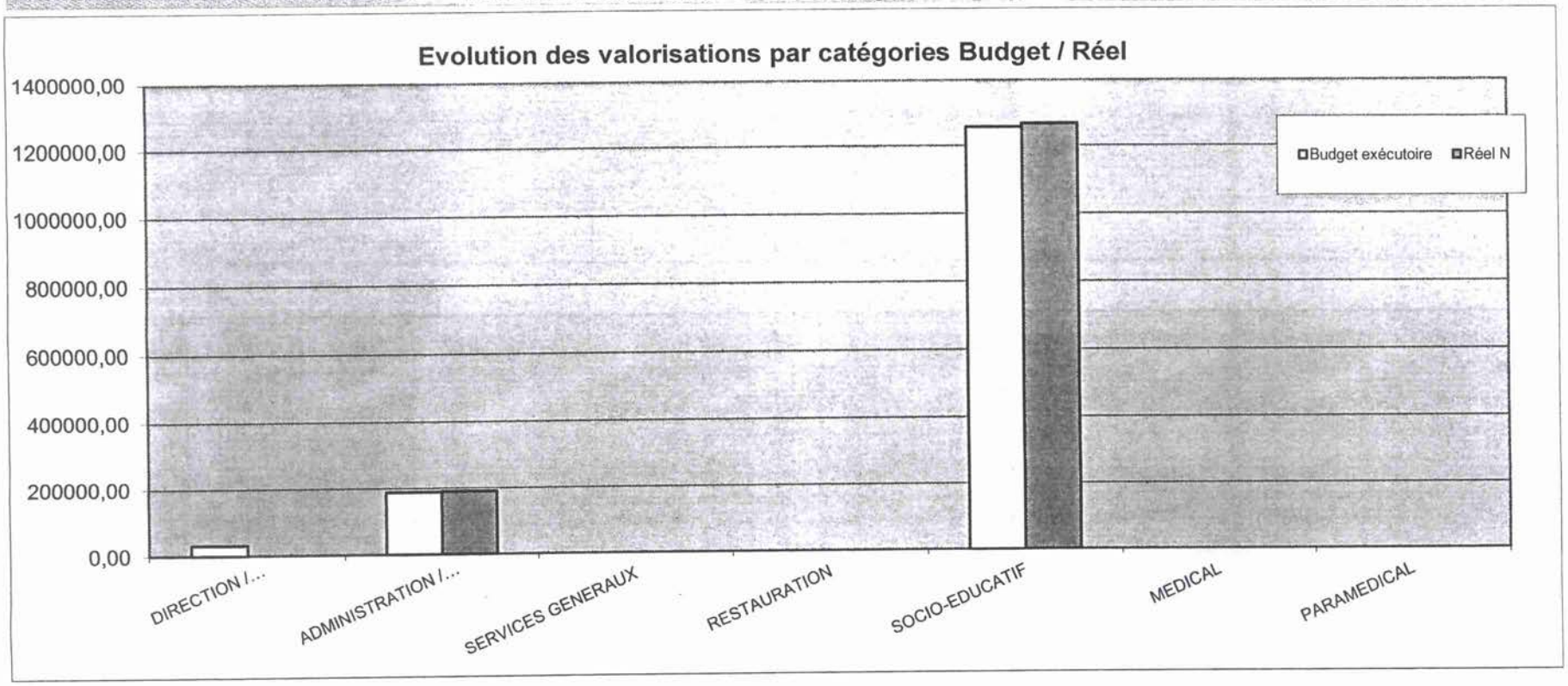
Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

Nombre d'effectifs par catégories



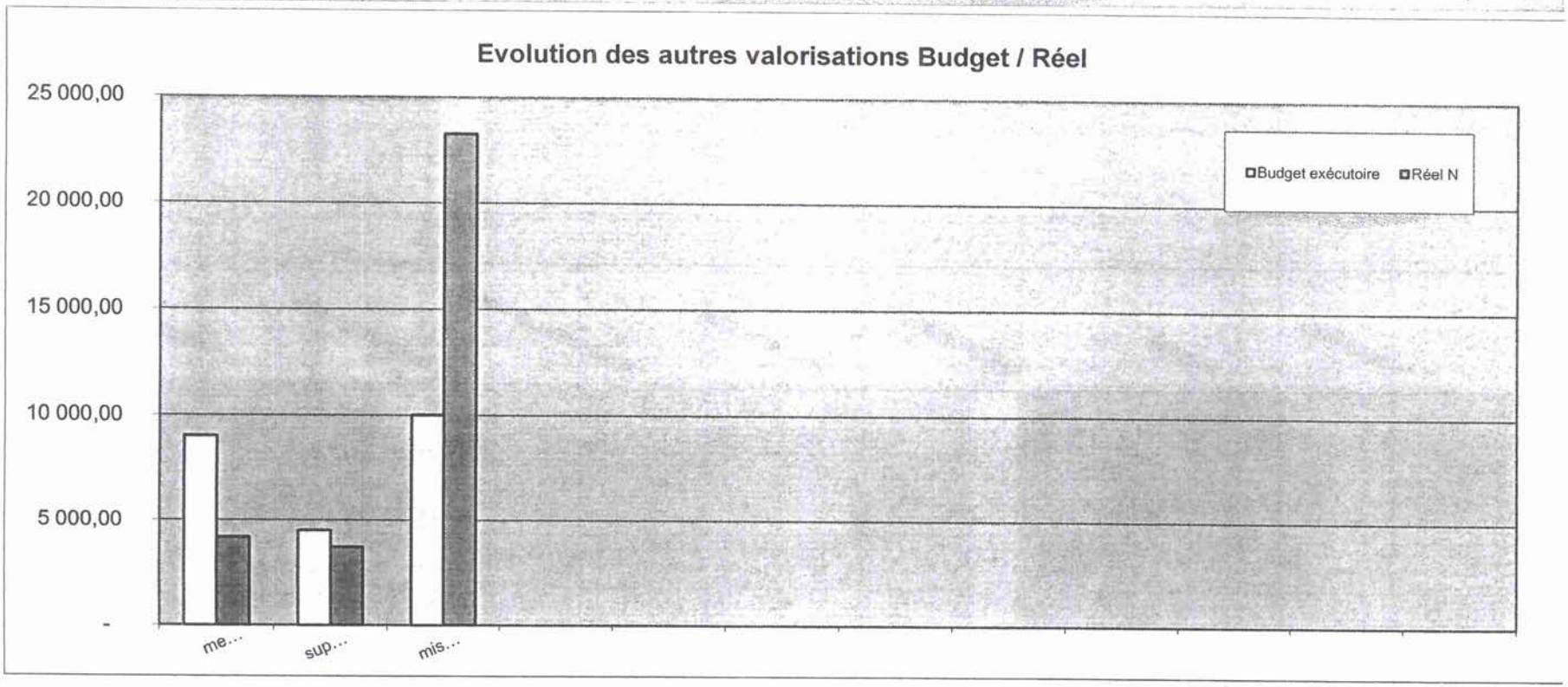
Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

Valorisation des effectifs par catégories



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

Autres rémunérations



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

CCAS

SERVICE DE SOINS INFIRMIERS A DOMICILE D ALES

Poste Comptable : Trésorerie ALES MUNICIPALE

COMPTE ADMINISTRATIF

M22

2021

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

ANNEXE 1 : CADRE NORMALISE DE PRESENTATION DU COMPTE ADMINISTRATIF D'UN ETABLISSEMENT ET SERVICE SOCIAL ET MEDICO-SOCIAL RELEVANT DU I DE L'ARTICLE L.312-1 DU CODE DE L'ACTION SOCIALE ET DES FAMILLES

2021

N° FINESS / Nom de l'établissement ou service :	**300784022** SOINS INFIRMIERS2
Adresse :	**Residence Autonomie Le** Maison des solidarités 30100 - ALES
Nom du Directeur : *ou de la personne ayant qualité pour représenter l'établissement*	**MAX ROUSTAN PRESIDENT**
Date de la dernière autorisation :	**0**
Organisme gestionnaire :	**CENTRE COMMUNAL D ACTION SOCIALE D ALES**
Téléphone :	**04 66 52 80 00** **Fax :** 0 **Mél :** 0
Catégorie :	**354A SSIAD pour personnes âgées**
Autorité en charge de la tarification :	**ARS**
Compétence :	**0**
Convention Collective majoritaire de travail :	**FPT**
Capacité autorisée :	**40 pa + 3 ph**
Capacité installée :	**0**
Date d'arrivée des documents :	

Elements du Budget exécutoire

Effectifs en nb d'ETP prévus au BE :	13,17
Déficit incorporé N-2 (chiffre positif) :	0
Exédent incorporé N-2 :	19251,62

Amplitude d'ouverture de l'ESMS sur l'année (en jours)
Prévu (BE) : 0 **Réalisé (CA) :** 0

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

2. ACTIVITE DE L'ETABLISSEMENT OU DU SERVICE

Activité réalisée

Nature	Nombre théorique au BP n	Nombre prévisionnel n	Nombre réalisé n	Taux d'occupation	Ecart	
					Nombre	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) =(3)/(1)	(5) = (3)-(2)	(6) = (5)/(2)
TOTAL en journées	**15 695**	**15 695**	**13 107**	**1**	**-2 588**	**0**
JOURNEES	15 695	15 695	13 107	**0,84**	-2 588	**0**
						0
						0
						0
						0
						0

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

2. Accueil des plus de 20 ans au titre de l'art. L242-4 du CASF

Nombre de journées prévues et réalisées	TOTAL BP	Plus de 20 ans orientés ESAT	Plus de 20 ans orientés MAS	Plus de 20 ans orientés en FAM	Plus de 20 ans orientés Foyer	TOTAL Réel	Plus de 20 ans orientés ESAT	Plus de 20 ans orientés MAS	Plus de 20 ans orientés en FAM	Plus de 20 ans orientés Foyer
	(de 1 à 4)	(1)	(2)	(3)	(4)	(de 5 à 8)	(5)	(6)	(7)	(8)
TOTAL en journées	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
0	**0**	0	0	0	0	**0**	0	0	0	0
0	**0**	0	0	0	0	**0**	0	0	0	0
0	**0**	0	0	0	0	**0**	0	0	0	0
0	**0**	0	0	0	0	**0**	0	0	0	0
0	**0**	0	0	0	0	**0**	0	0	0	0
0	**0**	0	0	0	0	**0**	0	0	0	0

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

3. Tableaux récapitulatifs de l'exécution budgétaire

Totaux	Dépenses - Charges			Recettes - Produits		
	Budget exécutoire n	Réel n	Ecart	Budget exécutoire n	Réel n	Ecart
SOINS INFIRMIERS2	**SECTION D'INVESTISSEMENT POUR L'ÉTABLISSEMENT**					
Total (1)		8 196,12			7 367,38	
	SECTION D'EXPLOITATION - BUDGET PRINCIPAL					
SOINS INFIRMIERS2	629 230,00	602 564,78	- 26 665,22	609 978,38	635 141,47	25 163,09
Total (2)						
	BUDGETS ANNEXES					
SOINS INFIRMIERS2	-	-	-	-	-	-
Total (3)						
Reprise de résultat	-	-	-	19 251,62		- 19 251,62
(4)						
Total général (2 à 4)	629 230,00	602 564,78	- 26 665,22	629 230,00	635 141,47	5 911,47

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.1 Plan de financement : opérations d'investissement réalisées dans l'année

Nature de l'opération	Autorisé dans le cadre du plan de financement		Réalisé en N	
	Coût	Date de réalisation prévue	Coût	Date de réalisation
LOGICIEL TELEGESTION			5 821,20	
TELEPHONES TELEGESTION			1 382,40	
MATERIEL INFORMATIQUE			873,72	
TELEPHONE PORTABLE DIRECTION			118,80	
TOTAL	**0,00**		**8 196,12**	

	Plan de financement (tranche annuelle réalisée)			
	Auto financement	Subvention	Emprunt	Autres (1
Autorisé dans le cadre du plan	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisé	0,00	0,00	0,00	0,00
Ecart	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.2.1. Section d'investissement : emplois

		Budget initial	Crédits complémentaires ou virements	Total	Réel	Ecart	
						montant	en %
	Réduction des fonds propres ou reprise sur apports	(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5) = (4)-(3)	(6) = (5)/(3)
10	Fonds associatifs, apports, dotations et réserves	-	-	-	-	-	
1161	Amortissements comptables excédentaires différés	-	-	-	-	-	
13	Subventions d'investissement affectés à des biens non renouvelables	-	-	-	-	-	
	Reprises						
14	Provisions réglementées (sauf compte 1412 : provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du BFR - dotation par financement de l'autorité de tarification)	-	-	-	-	-	
15	Provisions pour risques et charges	-	-	-	-	-	
	Remboursement des dettes financières						
16	Emprunts et dettes assimilées	-	-	-	-	-	
17	Dettes rattachées à des participations	-	-	-	-	-	
	Compte de liaison investissement						
18	Comptes de liaison	-	-	-	-	-	
	Acquisition d'éléments de l'actif immobilisé						
20	Immobilisations incorporelles	2 000,00	10 100,00	12 100,00	5 821,20	- 6 278,80	-51,89%
21	Immobilisations corporelles	10 000,00	7 359,37	17 359,37	2 374,92	- 14 984,45	-86,32%
22	Immobilisations reçues en affectation	-	-	-	-	-	
23	Immobilisations en cours	-	-	-	-	-	
24	Immobilisations affectées, concédées, mises à disposition	-	-	-	-	-	
26	Participations et créances rattachées à des participations	-	-	-	-	-	
27	Autres immobilisations financières	-	-	-	-	-	
	Autres						
28	Amortissements des immobilisations (reprises)	-	-	-	-	-	
29	Dépréciation des immobilisations (reprises)	-	-	-	-	-	
39	Dépréciation de stocks et en-cours	-	-	-	-	-	
481	Charges à répartir sur plusieurs exercices (augmentation)	-	-	-	-	-	
49	Dépréciation des comptes de tiers (reprises)	-	-	-	-	-	
59	Dépréciation des comptes financiers (reprises)	-	-	-	-	-	
	Total des emplois	**12 000,00**	**17 459,37**	**29 459,37**	**8 196,12**	**- 21 263,25**	**-72,18%**
001	Résultat d'investissement antérieur reporté (Déficit)	-	-	-	-	-	
004	Amortissements comptables excédentaires différés	-	-	-	-	-	
003	Excédent prévisionnel d'investissement	-	-	-	-	-	
	TOTAL GENERAL	**12 000,00**	**17 459,37**	**29 459,37**	**8 196,12**	**- 21 263,25**	**-72,18%**

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.2.1. Section d'investissement : tableau des emplois (1)

		Budget initial	DM ou virements de crédits	Total	Mandats émis (ESSMS publics) / Mouvements du compte (ESSMS privés)	Mandats en annulation (ESSMS publics)	Net (public)	Ecart	
								montant	en %
Réduction des fonds propres ou reprise sur apports		(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5)	(6) = (4)-(5)	(7) = (6)-(3)	(8) = (7)/(3)
102	Fonds, apports et dotations	-	-	-	-	-	-	-	
103	Fonds associatifs avec droit de reprise (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	-	
105	Ecarts de réévaluation (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	-	
106	Réserves	-	-	-	-	-	-	-	
10	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
1161	Amortissements comptables excédentaires différés	-	-	-	-	-	-	-	
1161	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
131	Subventions d'équipement transférables	-	-	-	-	-	-	-	
138	Autres subventions d'investissement (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	-	
139	Subventions d'investissement inscrites au compte de résultat	-	-	-	-	-	-	-	
13	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
Reprises									
1411	Provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du I	-	-	-	-	-	-	-	
142	Provisions réglementées pour renouvellement des immobilisatior	-	-	-	-	-	-	-	
144	Provisions réglementées relatives aux autres éléments d'actif (é	-	-	-	-	-	-	-	
145	Amortissements dérogatoires	-	-	-	-	-	-	-	
146	Provision spéciale de réévaluation (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	-	
147	Plus-values réinvesties (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	-	
148	Autres provisions réglementées	-	-	-	-	-	-	-	
14861	dont réserves des plus values nettes d'actif immobilisé (éts prive	-	-	-	-	-	-	-	
14862	dont réserves des plus values nettes d'actif circulant (éts privés)	-	-	-	-	-	-	-	
14	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
151	Provisions pour risques	-	-	-	-	-	-	-	
152	Provisions pour risques et charges sur emprunt (éts publics)	-	-	-	-	-	-	-	
153	Provisions pour pensions et obligations similaires (éts privés)	-	-	-	-	-	-	-	
155	Provisions pour impôts (éts privés)	-	-	-	-	-	-	-	
157	Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices	-	-	-	-	-	-	-	
158	Autres provisions pour charges	-	-	-	-	-	-	-	
15	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	

(*) Hors réserve de trésorerie et réserves de compensation

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.2.1. Section d'investissement : tableau des emplois (2)

		Budget initial	DM ou virements de crédits	Total	Mandats émis (ESSMS publics) / Mouvements du compte (ESSMS privés)	Mandats en annulation (ESSMS publics)	Net (public)	Ecart	
								montant	en %
Remboursement des dettes financières		(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5)	(6) = (4)-(5)	(7) = (6)-(3)	(8) = (7)/(3)
163	Emprunts obligataires (établissements publics)	-	-	-	-	-	-	-	
164	Emprunts auprès des établissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	
165	Dépôts et cautionnements reçus	-	-	-	-	-	-	-	
166	Refinancement de la dette	-	-	-	-	-	-	-	
167	Emprunts et dettes assortis de conditions particulières	-	-	-	-	-	-	-	
168	Autres emprunts et dettes assimilées	-	-	-	-	-	-	-	
169	Primes de remboursements des obligations	-	-	-	-	-	-	-	
16	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	
171	Dettes rattachées à des participations (groupe)	-	-	-	-	-	-	-	
174	Dettes rattachées à des participations (hors groupe)	-	-	-	-	-	-	-	
178	Dettes rattachées à des sociétés en participation	-	-	-	-	-	-	-	
17	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	
Compte de liaison investissement									
18	Comptes de liaison affectés à l'investissement (uniquement)	-	-	-	-	-	-	-	
18	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	
Fonds dédiés (établissements privés)									
194	Fonds dédiés sur subvention de fonctionnement	-	-	-	-	-	-	-	
195	Fonds dédiés sur dons manuels affectés	-	-	-	-	-	-	-	
197	Fonds dédiés sur legs et donations affectés	-	-	-	-	-	-	-	
19	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	
Acquisition d'éléments de l'actif immobilisé									
201	Frais d'établissement	-	-	-	-	-	-	-	
203	Frais d'étude, de recherche, de développement et frais d'insertion (établissements publics)	-	-	-	-	-	-	-	
205	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques et procédés,droits et valeurs similaires	2 000,00	10 100,00	12 100,00	5 821,20	-	5 821,20	- 6 278,80	-51,9%
206	Droit au bail (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	-	
207	Fonds commercial (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	-	
208	Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	
20	**TOTAL**	**2 000,00**	**10 100,00**	**12 100,00**	**5 821,20**	**-**	**5 821,20**	**- 6 278,80**	**-51,9%**

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.2.1. Section d'investissement : tableau des emplois (3)

		Budget initial	DM ou virements de crédits	Total	Mandats émis (ESSMS publics) / Mouvements du compte (ESSMS privés)	Mandats en annulation (ESSMS publics)	Net (public)	Ecart	
								montant	en %
Acquisition d'éléments de l'actif immobilisé (suite)		(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5)	(6) = (4)-(5)	(7) = (6)-(3)	(8) = (7)/(3)
211	Terrains	-	-	-	-	-	-	-	
212	Agencements et aménagements des terrains, plantations à dem	-	-	-	-	-	-	-	
213	Constructions sur sol propre	-	-	-	-	-	-	-	
214	Constructions sur sol d'autrui	-	-	-	-	-	-	-	
215	Installations, matériel et outillages techniques	-	-	-	-	-	-	-	
216	Collections, oeuvres d'art	-	-	-	-	-	-	-	
2181	Installations générales, agencements, aménagements divers	-	-	-	-	-	-	-	
2182	Matériel de transport	10 000,00	3 009,37	13 009,37	-	-	-	- 13 009,37	-100,00%
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	-	4 350,00	4 350,00	2 374,92	-	2 374,92	- 1 975,08	-45,40%
2184	Mobilier	-	-	-	-	-	-	-	
2185	Cheptel	-	-	-	-	-	-	-	
2188	Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-	-	
21	**TOTAL**	**10 000,00**	**7 359,37**	**17 359,37**	**2 374,92**	**-**	**2 374,92**	**- 14 984,45**	**-86,32%**
221	Terrains	-	-	-	-	-	-	-	
222	Agencements et aménagements des terrains, plantations à dem	-	-	-	-	-	-	-	
223	Constructions sur sol propre	-	-	-	-	-	-	-	
224	Constructions sur sol d'autrui	-	-	-	-	-	-	-	
225	Installations techniques, matériel et outillage	-	-	-	-	-	-	-	
226	Collections, oeuvres d'art	-	-	-	-	-	-	-	
228	Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-	-	
229	Droits des propriétaires/Droits de l'affectant	-	-	-	-	-	-	-	
22	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	
2312	Terrains, agencements et aménagements des terrains en cours	-	-	-	-	-	-	-	
2313	Constructions en cours sur sol propre	-	-	-	-	-	-	-	
2314	Constructions en cours sur sol d'autrui	-	-	-	-	-	-	-	
2315	Installations, matériel et outillage techniques en cours	-	-	-	-	-	-	-	
2318	Autres immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-	-	-	-	
232	Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-	-	-	-	
235	Immobilisations en cours - Part investissement PPP (partenariat public privé)	-	-	-	-	-	-	-	
237	Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	
238	Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-	-	
23	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	
24	Immobilisations affectées, concédées ou mises à disposition (établissement public)	-	-	-	-	-	-	-	
24	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.2.1. Section d'investissement : tableau des emplois (4)

		Budget initial	DM ou virements de crédits	Total	Mandats émis (ESSMS publics) / Mouvements du compte (ESSMS privés)	Mandats en annulation (ESSMS publics)	Net (public)	Ecart	
								montant	en %
Remboursement des dettes financières		(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5)	(6) = (4)-(5)	(7) = (6)-(3)	(8) = (7)/(3)
26	Participations et créances rattachées à des participations	-	-	-	-	-	-	-	
26	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
271	Titres immobilisés (droit de propriété)	-	-	-	-	-	-	-	
272	Titres immobilisés (droit de créance)	-	-	-	-	-	-	-	
273	Comptes de placement (long terme)	-	-	-	-	-	-	-	
274	Prêts	-	-	-	-	-	-	-	
275	Dépôts et cautionnements versés	-	-	-	-	-	-	-	
2761	Créances diverses	-	-	-	-	-	-	-	
2768	Intérêts courus	-	-	-	-	-	-	-	
279	Versements restant à effectuer sur titres immobilisés non libérés (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	-	
27	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
Amortissements des immobilisations (reprises)									
280	Amortissements des immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	
2811	Amortissements des terrains de gissement	-	-	-	-	-	-	-	
2812	Amortissements des agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure	-	-	-	-	-	-	-	
2813	Amortissements des constructions sur sol propre	-	-	-	-	-	-	-	
2814	Amortissements des constructions sur sol d'autrui	-	-	-	-	-	-	-	
2815	Amortissements des installations, matériel et outillage technique	-	-	-	-	-	-	-	
2818	Amortissements des autres immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-	-	
282	Amortissements des immobilisations reçues en affectation (Etab	-	-	-	-	-	-	-	
28	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.2.1. Section d'investissement : tableau des emplois (5)

		Budget initial	DM ou virements de crédits	Total	Mandats émis (ESSMS publics) / Mouvements du compte (ESSMS privés)	Mandats en annulation (ESSMS publics)	Net (public)	Ecart	
								montant	en %
Autres - Dépréciation des immobilisations (reprises)		(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5)	(6) = (4)-(5)	(7) = (6)-(3)	(8) = (7)/(3)
290	Dépréciation des immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	
291	Dépréciation des immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-	-	
292	Dépréciation des immobilisations reçues en affectation (établisse	-	-	-	-	-	-	-	
293	Dépréciation des immobilisations en cours	-	-	-	-	-	-	-	
296	Dépréciation des participations et créances rattachées à des par	-	-	-	-	-	-	-	
297	Dépréciation des autres immobilisations financières	-	-	-	-	-	-	-	
29	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	
39	**Dépréciation de stocks et en-cours**	-	-	-	-	-	-	-	
481	**Charges à répartir sur plusieurs exercices (augmentation)**	-	-	-	-	-	-	-	
49	**Dépréciation des comptes de tiers (reprises)**	-	-	-	-	-	-	-	
59	**Dépréciation des comptes financiers (reprises)**	-	-	-	-	-	-	-	
001	**Résultats d'investissement reporté (Déficit)**	-	-	-	-	-	-	-	
004	**Amortissements comptables excédentaires différés**	-	-	-	-	-	-	-	
003	**Excédent prévisionnel d'investissement**	-	-	-	-	-	-	-	
	TOTAL GENERAL	**12 000,00**	**17 459,37**	**29 459,37**	**8 196,12**	**-**	**8 196,12**	**- 21 263,25**	**-72,**

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.2.2. Section d'investissement : ressources

		Budget initial	Crédits complémentaires ou virements	Total	Réel	Ecart	
						montant	en %
Augmentation des fonds propres		(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5) = (4)-(3)	(6) = (5)/(3)
10	Fonds associatifs, apports, dotations et réserves	2 000,00	-	2 000,00	2 062,38	62,38	3,12%
1161	Amortissements comptables excédentaires différés	-	-	-	-	-	
13	Subventions d'investissement affectés à des biens non renouvelables	-	-	-	-	-	
Dotations aux provisions							
14	Provisions réglementées (sauf compte 1412 : provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du BFR - dotation par financement de l'autorité de tarification)	-	-	-	-	-	
15	Provisions pour risques et charges	-	-	-	-	-	
Augmentation des dettes financières							
16	Emprunts et dettes assimilées	-	-	-	-	-	
17	Dettes rattachées à des participations	-	-	-	-	-	
Compte de liaison investissement							
18	Compte de liaison	-	-	-	-	-	
Immobilisations (sorties)							
20	Immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	
21	Immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	
22	Immobilisations reçues en affectation	-	-	-	-	-	
23	Immobilisations en cours	-	-	-	-	-	
24	Immobilisations affectées, concédées, mises à disposition	-	-	-	-	-	
26	Participations et créances rattachées à des participations	-	-	-	-	-	
27	Autres immobilisations financières	-	-	-	-	-	
Autres							
28	Amortissements des immobilisations (dotations)	10 000,00	-	10 000,00	5 305,00	- 4 695,00	-46,95%
29	Dépréciation des immobilisations (dotations)	-	-	-	-	-	
39	Dépréciation de stocks et en-cours	-	-	-	-	-	
481	Charges à répartir sur plusieurs exercices (diminution)	-	-	-	-	-	
49	Dépréciation des comptes de tiers (dotations)	-	-	-	-	-	
59	Dépréciation des comptes financiers (dotations)	-	-	-	-	-	
	Total des ressources	**12 000,00**	**-**	**12 000,00**	**7 367,38**	**- 4 632,62**	**-38,61%**
001	Résultat d'investissement antérieur reporté (Excédent)	-	17 459,37	17 459,37	-	- 17 459,37	-100,00%
004	Amortissements comptables excédentaires différés	-	-	-	-	-	
007	Déficit prévisionnel d'investissement	-	-	-	-	-	
	TOTAL GENERAL	**12 000,00**	**17 459,37**	**29 459,37**	**7 367,38**	**- 22 091,99**	**-74,99%**

4.2.2. Section d'investissement : tableau des ressources (1)

		Budget initial	DM ou virements de crédits	Total	Titres émis (ESSMS publics) / Mouvements du compte (ESSMS privés)	Titres en réduction (ESSMS publics)	Net (public)	Ecart	
								montant	en %
Augmentation des fonds propres		(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5)	(6) = (4)-(5)	(7) = (6)-(3)	(8) = (7)/(3)
102	Fonds, apports et dotations	2 000,00	-	2 000,00	2 062,38	-	2 062,38	62,38	3,12%
103	Fonds associatif avec droit de reprise (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	0,00	
105	Ecarts de réévaluation (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	0,00	
106	Réserves	-	-	-	-	-	-	0,00	
10	**TOTAL**	**2 000,00**	**-**	**2 000,00**	**2 062,38**	**-**	**2 062,38**	**62,38**	**3,12%**
1161	Amortissements comptables excédentaires différés	-	-	-	-	-	-	0,00	
1161	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	
131	Subventions d'équipement tranférables	-	-	-	-	-	-	0,00	
138	Autres subventions d'investissement (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	0,00	
139	Subventions d'investissement inscrites au compte de résultat	-	-	-	-	-	-	0,00	
13	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	
Provisions									
1411	Provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du BFR - Dotation par recours à l'emprunt	-	-	-	-	-	-	0,00	
142	Provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations	-	-	-	-	-	-	0,00	
144	Provisions réglementées relatives aux autres éléments d'actif (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	0,00	
145	Amortissements dérogatoires	-	-	-	-	-	-	0,00	
146	Provision spéciale de réévaluation (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	0,00	
147	Plus-values réinvesties (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	0,00	
148	Autres provisions réglementées	-	-	-	-	-	-	0,00	
14861	*dont réserves des plus values nettes d'actif immobilisé (éts prive*	-	-	-	-	-	-	0,00	
14862	*dont réserves des plus values nettes d'actif circulant (éts privés)*	-	-	-	-	-	-	0,00	
14	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	
151	Provisions pour risques	-	-	-	-	-	-	0,00	
152	Provisions pour risques et charges sur emprunt (établissements pu	-	-	-	-	-	-	0,00	
153	Provisions pour pensions et obligations similaires (établissements p	-	-	-	-	-	-	0,00	
155	Provisions pour impôts (éts privés)	-	-	-	-	-	-	0,00	
157	Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices	-	-	-	-	-	-	0,00	
158	Autres provisions pour charges	-	-	-	-	-	-	0,00	
15	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.2.2. Section d'investissement : tableau des ressources (2)

		Budget initial	DM ou virements de crédits	Total	Titres émis (ESSMS publics) / Mouvements du compte (ESSMS privés)	Titres en réduction (ESSMS publics)	Net (public)	Ecart	
								montant	en %
Augmentation des dettes financières		(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5)	(6) = (4)-(5)	(7) = (6)-(3)	(8) = (7)/(3)
163	Emprunts obligataires (établissements publics)	-	-	-	-	-	-	0,00	
164	Emprunts auprès des établissements de crédits	-	-	-	-	-	-	0,00	
165	Dépôts et cautionnements reçus	-	-	-	-	-	-	0,00	
166	Refinancement de la dette	-	-	-	-	-	-	0,00	
167	Emprunts et dettes assortis de conditions particulières	-	-	-	-	-	-	0,00	
168	Autres emprunts et dettes assimilées	-	-	-	-	-	-	0,00	
169	Primes de remboursements des obligations	-	-	-	-	-	-	0,00	
16	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
Dettes rattachées à des participations (établissements privés)									
171	Dettes rattachées à des participations (groupe)	-	-	-	-	-	-	0,00	
174	Dettes rattachées à des participations (hors groupe)	-	-	-	-	-	-	0,00	
178	Dettes rattachées à des sociétés en participation	-	-	-	-	-	-	0,00	
17	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
Comptes de liaison (en ressources)									
18	Comptes de liaison affectés à l'investissement (uniquement)	-	-	-	-	-	-	0,00	
18	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
Fonds dédiés (établissements privés)									
194	Fonds dédiés sur subvention de fonctionnement	-	-	-	-	-	-	0,00	
195	Fonds dédiés sur dons manuels affectés	-	-	-	-	-	-	0,00	
197	Fonds dédiés sur legs et donations affectés	-	-	-	-	-	-	0,00	
19	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
Immobilisations (sorties)									
201	Frais d'établissement	-	-	-	-	-	-	0,00	
203	Frais d'étude, de recherche, de développement et frais d'insertion	-	-	-	-	-	-	0,00	
205	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques et procédés, droits et valeurs similaires	-	-	-	-	-	-	0,00	
206	Droit au bail (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	0,00	
207	Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	0,00	
208	Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	0,00	
20	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.2.2. Section d'investissement : tableau des ressources (3)

		Budget initial	DM ou virements de crédits	Total	Titres émis (ESSMS publics) / Mouvements du compte (ESSMS privés)	Titres en réduction (ESSMS publics)	Net (public)	Ecart	
								montant	en %
Immobilisations (sorties) – suite		(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5)	(6) = (4)-(5)	(7) = (6)-(3)	(8) = (7)/(3)
211	Terrains	-	-	-	-	-	-	0,00	
212	Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeur	-	-	-	-	-	-	0,00	
213	Constructions sur sol propre	-	-	-	-	-	-	0,00	
214	Constructions sur sol d'autrui	-	-	-	-	-	-	0,00	
215	Installations, matériel et outillage techniques	-	-	-	-	-	-	0,00	
216	Collections, oeuvres d'art	-	-	-	-	-	-	0,00	
2181	Installations générales, agencements, aménagements divers	-	-	-	-	-	-	0,00	
2182	Matériel de transport	-	-	-	-	-	-	0,00	
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	-	-	-	-	-	-	0,00	
2184	Mobilier	-	-	-	-	-	-	0,00	
2185	Cheptel	-	-	-	-	-	-	0,00	
2188	Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-	0,00	
21	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
221	Terrains	-	-	-	-	-	-	0,00	
222	Agencements et aménagements de terrains, plantations à demeure	-	-	-	-	-	-	0,00	
223	Constructions sur sol propre	-	-	-	-	-	-	0,00	
224	Constructions sur sol d'autrui	-	-	-	-	-	-	0,00	
225	Installations techniques, matériel et outillage	-	-	-	-	-	-	0,00	
226	Collections, oeuvres d'art	-	-	-	-	-	-	0,00	
228	Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-	0,00	
229	Droits des propriétaires/Droits de l'affectant	-	-	-	-	-	-	0,00	
22	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.2.2. Section d'investissement : tableau des ressources (4)

		Budget initial	DM ou virements de crédits	Total	Titres émis (ESSMS publics) / Mouvements du compte (ESSMS privés)	Titres en réduction (ESSMS publics)	Net (public)	Ecart	
								montant	en %
Immobilisations (sorties) – suite		(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5)	(6) = (4)-(5)	(7) = (6)-(3)	(8) = (7)/(3)
2312	Terrains, agencements et aménagements des terrains en cours	-	-	-	-	-	-	0,00	
2313	Constructions en cours sur sol propre	-	-	-	-	-	-	0,00	
2314	Constructions en cours sur sol d'autrui	-	-	-	-	-	-	0,00	
2315	Installations techniques, matériel et outillage	-	-	-	-	-	-	0,00	
2318	Autres immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-	-	-	0,00	
232	Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-	-	-	0,00	
235	Immobilisations en cours - Part investissement PPP (partenariat public privé)	-	-	-	-	-	-	0,00	
237	Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	0,00	
238	Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-	0,00	
23	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
24	Immobilisations affectées, concédées ou mises à disposition (établissement public)	-	-	-	-	-	-	0,00	
24	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
26	Participations et créances rattachées à des participations	-	-	-	-	-	-	0,00	
26	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
271	Titres immobilisés (droit de propriété)	-	-	-	-	-	-	0,00	
272	Titres immobilisés (droit de créance)	-	-	-	-	-	-	0,00	
273	Comptes de placement (long terme)	-	-	-	-	-	-	0,00	
274	Prêts	-	-	-	-	-	-	0,00	
275	Dépôts et cautionnements versés	-	-	-	-	-	-	0,00	
2761	Créances diverses	-	-	-	-	-	-	0,00	
2768	Intérêts courus	-	-	-	-	-	-	0,00	
279	Versements restant à éffectuer sur titres immobilisés non libérés (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	0,00	
27	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.2.2. Section d'investissement : tableau des ressources (5)

		Budget initial	DM ou virements de crédits	Total	Titres émis (ESSMS publics) / Mouvements du compte (ESSMS privés)	Titres en réduction (ESSMS publics)	Net (public)	Ecart	
								montant	en %
Amortissements des immobilisations (dotations)		(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5)	(6) = (4)-(5)	(7) = (6)-(3)	(8) = (7)/(3)
280	Amortissements des immobilisations incorporelles	4 375,00	-	4 375,00	-	-	-	-4 375,00	-100,00%
2811	Amortissements des terrains	-	-	-	-	-	-	0,00	
2812	Amortissements des agencements et des aménagements des terrains, plantations à demeure	-	-	-	-	-	-	0,00	
2813	Amortissements des construction sur sol propre	-	-	-	-	-	-	0,00	
2814	Amortissements des construction sur sol d'autrui	-	-	-	-	-	-	0,00	
2815	Amortissements des installations, matériel et outillage technique	-	-	-	-	-	-	0,00	
2818	Amortissements des autres immobilisations corporelles	5 625,00	-	5 625,00	5 305,00	-	5 305,00	-320,00	-5,69%
282	Amortissements des immobilisations reçues en affectation (Etablissements publics)	-	-	-	-	-	-	0,00	
28	**TOTAL**	**10 000,00**	**-**	**10 000,00**	**5 305,00**	**-**	**5 305,00**	**- 4 695,00**	**-46,95%**
Dépréciation des immobilisations (dotations)									
290	Dépréciation des immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	0,00	
291	Provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-	0,00	
292	Dépréciation des immobilisations reçues en affectation (établissements publics)	-	-	-	-	-	-	0,00	
293	Dépréciation des immobilisations en cours	-	-	-	-	-	-	0,00	
296	Dépréciation des participations et créances rattachées à des participations	-	-	-	-	-	-	0,00	
297	Dépréciation des autres immobilisations financières	-	-	-	-	-	-	0,00	
29	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	
39	**Dépréciation de stocks et en-cours**	-	-	-	-	-	-	0,00	
481	**Charges à répartir sur plusieurs exercices (diminution)**	-	-	-	-	-	-	0,00	
49	**Dépréciation des comptes de tiers (dotations)**	-	-	-	-	-	-	0,00	
59	**Dépréciation des comptes financiers (dotations)**	-	-	-	-	-	-	0,00	
001	**Résultats d'investissement reporté (Excédent)**	-	17 459,37	17 459,37	-	-	-	-17 459,37	-100,00%
004	**Amortissements comptables excédentaires différés**	-	-	-	-	-	-	0,00	
007	**Déficit d'investissement**	-	-	-	-	-	-	0,00	
	TOTAL GENERAL	**12 000,00**	**17 459,37**	**29 459,37**	**7 367,38**	**-**	**7 367,38**	**- 22 091,99**	**-74,99%**

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.3.1. Tableau des amortissements

		Amortissements cumulés au 31 décembre n-1	Dotations de l'exercice	Diminutions résultant des sorties de l'exercice	Amortissements cumulés au 31 décembre n
		(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) - (3)
Amortissements des immobilisations incorporelles					
2801	Frais d'établissement	-	-	-	-
2803	Frais d'études, de recherche et de développement, et frais d'insertion	-	-	-	-
2805	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques et procédés, droits et valeurs similaires	3 977,11	-	-	3 977,11
2806	Droit au bail (établissements privés)	-	-	-	-
2807	Fonds commercial (établissements privés)	-	-	-	-
2808	Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Amortissements des immobilisations corporelles					
2811	Terrains	-	-	-	-
2812	Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure	-	-	-	-
2813	Constructions sur sol propre	-	-	-	-
2814	Constructions sur sol d'autrui	-	-	-	-
2815	Installations, matériel et outillage techniques	-	-	-	-
2818	Autres immobilisations corporelles	90 232,91	5 060,40	-	95 293,31
	dont : Matériel de transport	*66 200,59*	*3 740,00*		*69 940,59*
	Matériel de bureau	*5 342,95*	*146,60*		*5 489,55*
	Matériel informatique	*18 509,38*	*1 174,40*		*19 683,78*
282	Amortissement des immobilisations reçues en affectation (établissements publics)	-	-	-	
	Total général	**94 210,02**	**5 060,40**	**-**	**99 270,**

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.3.2 Tableau des provisions, des dépréciations, des fonds dédiés et des réserves de compensation

		Montant au 31 décembre n-1	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant au 31 décembre n
		(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) - (3)
Réserves de compensation					
###	Des déficits d'exploitation	-	-	-	-
###	Des charges d'amortissement	-	-	-	-
Provisions réglementées					
141	Destinées à la couverture du besoin en fonds de roulement	-	-	-	-
142	Pour renouvellement des immobilisations	-	-	-	-
144	Provisions réglementées relatives aux autres éléments d'actif (établissements privés)	-	-	-	-
145	Amortissements dérogatoires	-	-	-	-
146	Provision spéciale de réévaluation (établissements privés)	-	-	-	-
147	Plus-values réinvesties (établissements privés)	-	-	-	-
148	Autres provisions réglementées	-	-	-	-
###	*dont réserves des plus values nettes d'actif immobilisé (établissements privés)*	-	-	-	-
###	*dont réserves des plus values nettes d'actif circulant (établissements privés)*	-	-	-	-
Provisions pour risques et charges					
151	Provisions pour risques	-	-	-	-
152	Provisions pour risques et charges sur emprunts (établissements publics)	-	-	-	-
153	Provisions pour pensions et obligations similaires (établissements privés)	-	-	-	-
155	Provisions pour impôts (établissements privés)	-	-	-	-
157	Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices	-	-	-	-
158	Autres provisions pour charges	-	-	-	-
Dépréciations					
29	Dépréciation des immobilisations	-	-	-	-
39	Dépréciation des stocks et encours	-	-	-	-
49	Dépréciation des comptes de tiers	-	-	-	-
59	Dépréciation des comptes financiers	-	-	-	-

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.3.3.1 Tableau des emprunts en cours

Organisme prêteur	Date de souscript°	Durée (années)	Taux %	Capital emprunté	Dette en fin d'exercice précédent		Remboursement du capital de l'année n	Montant des intérêts de l'année n
					Capital	Intérêt		

5.1.1 Charges de la section d'exploitation

GROUPE I : DEPENSES AFFERENTES A L'EXPLOITATION COURANTE		Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virements de crédits et DM	Total (2) + (3)	dont CNR	Dépenses réalisées n	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
								montant	en %	
		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)		(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (6) / (4)	
ACHATS										
601	Achats stockés de matières premières et de fournitures	-	-	-	-	-	-	-	-	
602	Achats stockés - autres approvisionnements	-	-	-	-	-	-	-	-	
603	Variation des stocks	-	-	-	-	-	-	-	-	
606	Achats non stockés de matières et fournitures	17 732,61	16 400,00	10 000,00	26 400,00	-	20 251,18	- 6 148,82	- 23,29	
607	Achats de marchandise	-	-	-	-	-	-	-	-	
709	Rabais, remises, ristournes accordés par l'établissement	-	-	-	-	-	-	-	-	
713	Variations des stocks, en cours de production, produits (en dépenses)	-	-	-	-	-	-	-	-	
SERVICES EXTERIEURS										
6111	Sous-traitance : prestations à caractère médical	455,00	300,00	-	300,00	-	2 752,00	2 452,00	817,33	
6112	Sous-traitance : prestations à caractère médico-social	-	-	-	-	-	-	-	-	
6118	Sous-traitance : autres prestations de service	-	-	-	-	-	-	-	-	
AUTRES SERVICES EXTERIEURS										
6241	Transports de biens	-	-	-	-	-	-	-	-	
6242	Transports d'usagers	-	-	-	-	-	-	-	-	
6247	Transports collectifs de personnel	-	-	-	-	-	-	-	-	
6248	Transports divers	-	-	-	-	-	-	-	-	
625	Déplacements, missions et réceptions	-	400,00	-	400,00	-	15,25	- 384,75	- 96,19	
626	Frais postaux et frais de télécommunications	1 452,25	2 100,00	-	2 100,00	-	2 047,58	- 52,42	- 2,50	
6281	Prestations de blanchissage à l'extérieur	3 290,33	3 800,00	-	3 800,00	-	4 041,13	241,13	6,35	
6282	Prestations d'alimentation à l'extérieur	-	-	-	-	-	-	-	-	
6283	Prestations de nettoyage à l'extérieur	-	-	-	-	-	-	-	-	
6284	Prestations d'informatique à l'extérieur	-	-	-	-	-	-	-	-	
6287	Remboursement de frais	-	-	-	-	-	-	-	-	
6288	Autres prestations	7 751,25	7 000,00	-	7 000,00	-	1 029,45	- 5 970,55	- 85,29	
	TOTAL GROUPE I	**30 681,44**	**30 000,00**	**10 000,00**	**40 000,00**	**0,00**	**30 136,59**	**-9 863,41**	**-75,34**	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

GROUPE II : DEPENSES AFFERENTES AU PERSONNEL		Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virements de crédits et DM	Total (2) + (3)	dont CNR	Dépenses réalisées n	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
								montant	en %	
		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)		(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (6) / (4)	
621	Personnel extérieur à l'établissement	-	-	-	-	-	-	-	-	
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	-	-	-	-	-	-	-	-	
631	Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impôts)	-	-	-	-	-	-	-	-	
633	Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (autres organismes)	8 976,76	9 840,00	-	9 840,00	-	8 779,46	- 1 060,54	- 10,78	
641	Rémunération du personnel non médical	383 571,73	380 659,00	-	380 659,00	-	360 335,11	- 20 323,89	- 5,34	
642	Rémunération du personnel médical	-	-	-	-	-	-	-	-	
643	Personnes handicapées	-	-	-	-	-	-	-	-	
645	Charges de sécurité sociale et de prévoyance	141 918,60	147 501,00	-	147 501,00	-	134 159,79	- 13 341,21	- 9,04	
646	Charges personnes handicapées	-	-	-	-	-	-	-	-	
647	Autres charges sociales	774,90	2 000,00	-	2 000,00	-	1 870,40	- 129,60	- 6,48	
648	Autres charges de personnel	11 596,06	10 000,00	-	10 000,00	-	34 540,64	24 540,64	245,41	
	TOTAL GROUPE II	**546 838,05**	**550 000,00**	**0,00**	**550 000,00**	**0,00**	**539 685,40**	**-10 314,60**	**98,12**	
	dont Montant des provisionnements pour congés à payer		0,00	0,00	0,00		0,00	-	-	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

GROUPE III : DEPENSES AFFERENTES A LA STRUCTURE

		Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virements de crédits et DM	Total (2) + (3)	dont CNR	Dépenses réalisées n	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
								montant	en %	
		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)		(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (6) / (4)	
612	Redevances de crédit bail	-	-	-	-	-	-	-	-	
6132	Locations immobilières	6 610,64	6 800,00	-	6 800,00	-	12 784,96	5 984,96	88,01	
6135	Locations mobilières	-	-	-	-	-	-	-	-	
614	Charges locatives et de co-propriété	-	-	-	-	-	-	-	-	
6152	Entretien et réparations sur biens immobiliers	-	-	-	-	-	-	-	-	
6155	Entretien et réparations sur biens mobiliers	15 598,81	5 500,00	-	5 500,00	-	5 642,12	142,12	2,58	
6156	Maintenance	1 545,54	1 500,00	-	1 500,00	-	1 554,60	54,60	3,64	
616	Primes d'assurances	4 897,68	5 330,00	-	5 330,00	-	3 867,40	- 1 462,60	- 27,44	
617	Etudes et recherches	-	-	-	-	-	-	-	-	
618	Divers	815,35	5 500,00	-	5 500,00	-	3 588,71	- 1 911,29	- 34,75	
623	Information, publications, relations publiques	-	300,00	-	300,00	-	-	- 300,00	- 100,00	
627	Services bancaires et assimilés	-	-	-	-	-	-	-	-	
635	Autres impôts taxes et versements assimilés (administration des impôts)	-	-	-	-	-	-	-	-	
637	Autres impôts taxes et versements assimilés (autres organismes)	-	-	-	-	-	-	-	-	
	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE									
651	Redevances pour concessions, brevets, licences, procédés, droits et valeurs similaires	-	-	-	-	-	-	-	-	
654	Pertes sur créances irrécouvrables	-	-	-	-	-	-	-	-	
655	Quote part résultat opération	-	-	-	-	-	-	-	-	
657	Subventions	4 238,00	4 300,00	-	4 300,00	-	-	- 4 300,00	- 100,00	
658	Charges diverses de gestion courante	-	-	-	-	-	-	-	-	
	CHARGES FINANCIERES									
66	Charges financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
	CHARGES EXCEPTIONNELLES									
671	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	-	-	-	-	-	-	-	-	
673	Charges sur exercices antérieurs	-	-	-	-	-	-	-	-	
675	Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	-	-	-	-	-	-	-	-	
678	Autres charges exceptionnelles	-	-	-	-	-	-	-	-	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

GROUPE III : DEPENSES AFFERENTES A LA STRUCTURE (suite)

DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX DEPRECIATIONS, AUX PROVISIONS ET ENGAGEMENTS

		Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virements de crédits et DM	Total (2) + (3)	dont CNR	Dépenses réalisées n	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
								montant	en %	
		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)		(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (6) / (4)	
6811	Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	9 482,36	10 000,00	-	10 000,00	-	5 305,00	- 4 695,00	- 46,95	
6812	Dotations aux amortissements des charges d'exploitation à répartir	-	-	-	-	-	-	-	-	
6815	Dotations aux provisions pour risques et charges d'exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	
6816	Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	-	
6817	Dépréciation des actifs circulants	-	-	-	-	-	-	-	-	
686	Dotations aux amortissements et aux provisions - charges financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
687	Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions : charges exceptionnelles	-	-	-	-	-	-	-	-	
6871	*dont dotations aux amortissements exceptionnels des immobilisations*	-	-	-	-	-	-	-	-	
68725	*dont dotations aux amortissements dérogatoires*	-	-	-	-	-	-	-	-	
68741	*dont dotations aux provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du BFR*	-	-	-	-	-	-	-	-	
68742	*dont dotations aux provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations*	-	-	-	-	-	-	-	-	
687461	*dont dotations aux provisions réglementées : réserves des plus-values nettes d'actif immobilisé (établissements privés)*	-	-	-	-	-	-	-	-	
687462	*dont dotations aux provisions réglementées : réserves des plus-values nettes d'actif circulant (établissements privés)*	-	-	-	-	-	-	-	-	
68748	*dont autres*	-	-	-	-	-	-	-	-	
6876	*dont dotations aux provisions pour dépréciations exceptionnelles*	-	-	-	-	-	-	-	-	
689	Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions : charges exceptionnelles	-	-	-	-	-	-	-	-	
6894	*dont dotations aux amortissements exceptionnels des immobilisations*	-	-	-	-	-	-	-	-	
6895	*dont dotations aux amortissements dérogatoires*	-	-	-	-	-	-	-	-	
6897	*dont dotations aux provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du BFR*	-	-	-	-	-	-	-	-	
	TOTAL GROUPE III	**43 188,38**	**39 230,00**	**0,00**	**39 230,00**	**0,00**	**32 742,79**	**-6 487,21**	**-16,54**	
	TOTAL GENERAL (GROUPE I + GROUPE II + GROUPE III)	**620 707,87**	**619 230,00**	**10 000,00**	**629 230,00**	**0,00**	**602 564,78**	**-26 665,22**	**-4,24**	
002	Déficit de la section d'exploitation reporté	-	-	-	-		-			
005	Amortissements comptables excédentaires différés	-	-	-	-		-			
	TOTAL DEPENSES D'EXPLOITATION	**620 707,87**	**619 230,00**	**10 000,00**	**629 230,00**	**0,00**	**602 564,78**	**-26 665,22**	**-4,24**	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

5.1.2 Produits de la section d'exploitation

GROUPE I : PRODUITS DE LA TARIFICATION ET ASSIMILES

		Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virements de crédits et DM	Total (2) + (3)	Recettes réalisées n	Ecart montant	Ecart en %	Retenu par l'autorité de tarification
		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (6) / (4)	
731	Produits à la charge de l'assurance maladie (hors EHPAD)	649 017,53	594 500,00	-	594 500,00	621 147,85	26 647,85	4,48	
731224	dont prise en charge au titre des dispositions de l'article L. 242-4 du CASF	-	-	-	-	-	-	-	
732	Produits à la charge de l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	
733	Produits à la charge du département (hors EHPAD)	-	-	-	-	-	-	-	
733222	dont prise en charge au titre des dispositions de l'article L. 242-4 du CASF	-	-	-	-	-	-	-	
734	Produits à la charge de l'usager (hors EHPAD)	-	-	-	-	-	-	-	
735	Produits des EHPAD - Secteur des personnes âgées	-	-	-	-	-	-	-	
7351	dont produits à la charge de l'assurance maladie	-	-	-	-	-	-	-	
7352	dont produits à la charge du département	-	-	-	-	-	-	-	
7353	dont produits à la charge de l'usager	-	-	-	-	-	-	-	
738	Produits à la charge d'autres financeurs	-	-	-	-	-	-	-	
	TOTAL GROUPE I	**649 017,53**	**594 500,00**	**0,00**	**594 500,00**	**621 147,85**	**26 647,85**	**104,48**	

GROUPE II : AUTRES PRODUITS RELATIFS A L'EXPLOITATION

		Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virements de crédits et DM	Total (2) + (3)	Recettes réalisées n	Ecart montant	Ecart en %	Retenu par l'autorité de tarification
		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (6) / (4)	
70	Produits sauf 7082	-	-	-	-	-	-	-	
7082	Participations forfaitaires des usagers	-	-	-	-	-	-	-	
70821	dont forfaits journaliers	-	-	-	-	-	-	-	
70822	dont participations prévues au 4° alinéa de l'article L.242-4 du code de l'action sociale et des familles	-	-	-	-	-	-	-	
70823	dont participations aux frais de repas et de transport dans les ESAT	-	-	-	-	-	-	-	
70828	dont autres participations forfaitaires des usagers	-	-	-	-	-	-	-	
71	Production stockée	-	-	-	-	-	-	-	
72	Production immobilisée	-	-	-	-	-	-	-	
74	Subventions d'exploitation et participations	2 817,00	-	-	-	-	-	-	
75	Autres produits de gestion courante	-	-	-	-	-	-	-	
603	Variation des stocks (en recettes)	-	-	-	-	-	-	-	
609	Rabais, remises et ristournes obtenus sur achats	-	-	-	-	-	-	-	
619	Rabais, remises et ristournes obtenus sur services extérieurs	-	-	-	-	-	-	-	
629	Rabais, remises et ristournes obtenus sur autres services extérieurs	-	-	-	-	-	-	-	
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel non médical	12 832,40	24 730,00	- 9 251,62	15 478,38	12 607,51	- 2 870,87	- 18,55	
6429	Remboursements sur rémunérations du personnel médical	-	-	-	-	-	-	-	
6439	Remboursements sur rémunérations des personnes handicapées	-	-	-	-	-	-	-	
6459/69/79	Remboursements sur charges de sécurité sociale et de prévoyance et sur autres charges sociales	-	-	-	-	-	-	-	
6489	Fonds de compensation des cessations anticipées d'activité	-	-	-	-	-	-	-	
6611	Intérêts des emprunts et dettes (en recettes)	-	-	-	-	-	-	-	
	TOTAL GROUPE II	**15 649,40**	**24 730,00**	**-9 251,62**	**15 478,38**	**12 607,51**	**-2 870,87**	**81,45**	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

GROUPE III : PRODUITS FINANCIERS ET PRODUITS NON ENCAISSABLES		Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virements de crédits et DM	Total (2) + (3)	Recettes réalisées n	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
							montant	en %	
		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (6) / (4)	
76	Produits financiers	-	-	-	-	-	-	-	
PRODUITS EXCEPTIONNELS									
771	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	-	-	-	-	1 386,11	1 386,11	-	
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale (établissements publics)	-	-	-	-	-	-	-	
775	Produits de cessions d'éléments d'actif	-	-	-	-	-	-	-	
777	Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	-	-	-	-	-	-	-	
778	Autres produits exceptionnels	-	-	-	-	-	-	-	
AUTRES PRODUITS									
781	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (à inscrire dans les produits d'exploitation)	-	-	-	-	-	-	-	
786	Reprises sur dépréciations et provisions (à inscrire dans les produits financiers)	-	-	-	-	-	-	-	
787	Reprises sur dépréciations et provisions (à inscrire dans les produits exceptionnels)	-	-	-	-	-	-	-	
78725	dont reprises sur amortissements dérogatoires	-	-	-	-	-	-	-	
78741	dont reprises sur provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du besoin en fonds de roulement	-	-	-	-	-	-	-	
78742	dont reprises sur provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	
787461	dont reprises sur provisions réglementées : réserves des plus-values nettes d'actif immobilisé (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	-	
787462	dont reprises sur provisions réglementées : réserves des plus-values nettes d'actif circulant (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	-	
78748	dont autres reprises (sur provisions réglementées)	-	-	-	-	-	-	-	
7876	dont reprises sur dépréciations exceptionnelles	-	-	-	-	-	-	-	
789	Reprises des ressources non utilisées des exercices antérieurs (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	-	
79	Transfert de charges	-	-	-	-	-	-	-	
791	dont transfert de charges d'exploitation	-	-	-	-	-	-	-	
796	dont transfert de charges financières	-	-	-	-	-	-	-	
797	dont transfert de charges exceptionnelles	-	-	-	-	-	-	-	
	TOTAL GROUPE III	**-**	**-**	**-**	**-**	**1 386,11**	**1 386,11**	**-**	
	TOTAL GENERAL (GROUPE I + GROUPE II + GROUPE III)	**664 666,93**	**619 230,00**	**- 9 251,62**	**609 978,38**	**635 141,47**	**25 163,09**	**4,13**	
002	Excédent de la section d'exploitation reporté	-	-	19 251,62	19 251,62				
005	Amortissements comptables excédentaires différés	-	-	-	-	-			
	TOTAL RECETTES D'EXPLOITATION	**664 666,93**	**619 230,00**	**10 000,00**	**629 230,00**	**635 141,47**	**5 911,47**	**0,94**	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

5.2.1. Tableau de répartition des charges

Tableau complémentaire

Numéro du compte	Libellé	Montant total du compte	Clé de répartition (nature)	Unité de répartition 1		Unité de répartition 2		Unité de répartition 3	
				<nom>		<nom>		<nom>	
				Montant	Pourcentage	Montant	Pourcentage	Montant	Pourcentage
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
		-							
Total		-		-		-		-	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

5.3.1. Tableau des effectifs

Catégorie	Nombre d'agents à temps plein	Temps partiel		Total		Nombre d'ETP au précédent compte administratif	Ecart
		Nombre d'agents	Nombre d'ETP	Nombre d'agents	Nombre d'ETP		
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2)	(5) = (1) + (3)	(6)	(7) = (5) - (6)
DIRECTION / ENCADREMENT	**0**	**2**	**1,03**	**2**	**1,03**	**1,00**	**0,03**
01 : Directeur				0	0,00		0,00
03 : Médecin directeur				0	0,00		0,00
04 : Directeur adjoint, attaché de direction., économe				0	0,00		0,00
09 : Educateur spécialisé - encadrement				0	0,00		0,00
10 : Educateur technique - encadrement				0	0,00		0,00
11 : Educateur technique spécialisé - encadrement				0	0,00		0,00
12 : Chef d'atelier				0	0,00		0,00
13 : Assistant de service social - encadrement				0	0,00		0,00
14 : Educateur de jeunes enfants - encadrement				0	0,00		0,00
15 : Conseiller en économie sociale - encadrement				0	0,00		0,00
16 : Chef de service éducatif				0	0,00		0,00
17 : Cadre infirmier - encadrement		2	1,03	2	1,03	1,00	0,03
18 : Cadre infirmier psychiatrique				0	0,00		0,00
19 : Autre cadre - pédagogique et social				0	0,00		0,00
20 : Autre cadre - paramédical				0	0,00		0,00
21 : Chef de service général/documentaire/informatique				0	0,00		0,00
ADMINISTRATION / GESTION	**1**	**0**	**0,00**	**1**	**1,00**	**1,00**	**0,00**
05 : Agent administratif et de bureau	1			1	1,00	1,00	0,00
06 : Autre personnel de direction/ gestion /administration				0	0,00		0,00
SERVICES GENERAUX	**0**	**0**	**0,00**	**0**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
07 : Agent de service général				0	0,00		0,00
08 : Ouvrier professionnel				0	0,00		0,00
71 : Maîtresse de maison				0	0,00		0,00
72 : Veilleur de nuit				0	0,00		0,00
RESTAURATION				0	0,00		0,00
SOCIO-EDUCATIF	**0**	**0**	**0,00**	**0**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22 : Educateur scolaire				0	0,00		0,00
23 : Instituteur spécialisé				0	0,00		0,00
24 : Instituteur				0	0,00		0,00
25 : Professeur des écoles				0	0,00		0,00
26 : Professeur agrégé				0	0,00		0,00
27 : Professeur enseignement général collège				0	0,00		0,00
28 : Professeur lycée professionnel				0	0,00		0,00
29 : Maître-auxillaire				0	0,00		0,00
30 : Professeur/moniteur E.P.S.				0	0,00		0,00
31 : Professeur technique - enseignement professionnel				0	0,00		0,00
32 : Educateur technique spécialisé				0	0,00		0,00
33 : Educateur technique				0	0,00		0,00
34 : Moniteur d'atelier				0	0,00		0,00
35 : Educateur spécialisé				0	0,00		0,00
36 : Moniteur éducateur				0	0,00		0,00
37 : Moniteur de jardin d'enfants				0	0,00		0,00
38 : Aide médico-psychologique				0	0,00		0,00
61A : Aide-soignant (sauf SSIAD)				0	0,00		0,00
39 : Educateur PJJ				0	0,00		0,00
40 : Assistant de service social				0	0,00		0,00
41 : Moniteur enseignement ménager				0	0,00		0,00
42 : Conseiller en économie sociale et familiale				0	0,00		0,00
43 : Assistante maternelle				0	0,00		0,00
44 : Personnel d'aide à domicile				0	0,00		0,00
45 : Travailleur familial				0	0,00		0,00
46 : Animateur social				0	0,00		0,00
47 : Autre personnel éducatif.				0	0,00		0,00
64 : Att. form. éducateur spécialisé				0	0,00		0,00
65 : Att. form. moniteur éducateur				0	0,00		0,00
66 : Att. form. médico-psychologique				0	0,00		0,00
67 : Elève éducateur spécialisé				0	0,00		0,00
68 : Elève moniteur éducateur				0	0,00		0,00
69 : Elève aide médico-psychologique				0	0,00		0,00
MEDICAL	**0**	**0**	**0,00**	**0**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
48 : Psychiatre				0	0,00		0,00
49 : Pédiatre				0	0,00		0,00
50 : Médecin rééducation fonctionnelle				0	0,00		0,00
51 : Autre spécialiste				0	0,00		0,00
52 : Médecin généraliste				0	0,00		0,00
PARAMEDICAL	**5**	**15**	**5,90**	**20**	**10,90**	**11,58**	**-0,68**
53 : Psychologue				0	0,00		0,00
54 : Infirmier D.E.	1	6	2,76	7	3,76	3,88	-0,12
55 : Infirmier psychiatrique				0	0,00		0,00
56 : Masseur kinésithérapeute				0	0,00		0,00
57 : Ergothérapeute				0	0,00		0,00
58 : Orthophoniste				0	0,00		0,00
59 : Orthoptiste				0	0,00		0,00
60 : Psychomotricien				0	0,00		0,00
62 : Auxiliaire de puériculture				0	0,00		0,00
63 : Autre - paramédical diplômé				0	0,00		0,00
70 : Puéricultrice				0	0,00		0,00
61B : Aide-soignant (pour SSIAD)	4	9	3,14	13	7,14	7,70	-0,56
TOTAL	**6**	**17**	**6,93**	**23**	**12,93**	**13,58**	**-0,65**

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

5.3.2. Tableau des rémunérations : en euros - Valorisation du tableau des effectifs

Catégorie	ETP	Budget exécutoire (1)	CA (2)	Ecart (3) = (2) - (1)
DIRECTION / ENCADREMENT	**1,03**	**78494,00**	**68279,08**	**-10 214,92**
01 : Directeur	0,00			0,00
03 : Médecin directeur	0,00			0,00
04 : Directeur adjoint, attaché de direction., économe	0,00			0,00
09 : Educateur spécialisé - encadrement	0,00			0,00
10 : Educateur technique - encadrement	0,00			0,00
11 : Educateur technique spécialisé - encadrement	0,00			0,00
12 : Chef d'atelier	0,00			0,00
13 : Assistant de service social - encadrement	0,00			0,00
14 : Educateur de jeunes enfants - encadrement	0,00			0,00
15 : Conseiller en économie sociale - encadrement	0,00			0,00
16 : Chef de service éducatif	0,00			0,00
17 : Cadre infirmier - encadrement	1,03	78494,00	68279,08	-10 214,92
18 : Cadre infirmier psychiatrique	0,00			0,00
19 : Autre cadre - pédagogique et social	0,00			0,00
20 : Autre cadre - paramédical	0,00			0,00
21 : Chef de service général/documentaire/informatique	0,00			0,00
ADMINISTRATION / GESTION	**1,00**	**27652,00**	**33431,81**	**5 779,81**
05 : Agent administratif et de bureau	1,00	27652,00	33431,81	5 779,81
06 : Autre personnel de direction/ gestion /administration	0,00			0,00
SERVICES GENERAUX	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
07 : Agent de service général	0,00			0,00
08 : Ouvrier professionnel	0,00			0,00
71 : Maîtresse de maison	0,00			0,00
72 : Veilleur de nuit	0,00			0,00
RESTAURATION	**0,00**			**0,00**
SOCIO-EDUCATIF	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22 : Educateur scolaire	0,00			0,00
23 : Instituteur spécialisé	0,00			0,00
24 : Instituteur	0,00			0,00
25 : Professeur des écoles	0,00			0,00
26 : Professeur agrégé	0,00			0,00
27 : Professeur enseignement général collège	0,00			0,00
28 : Professeur lycée professionnel	0,00			0,00
29 : Maître-auxiliaire	0,00			0,00
30 : Professeur/moniteur E.P.S.	0,00			0,00
31 : Professeur technique - enseignement professionnel	0,00			0,00
32 : Educateur technique spécialisé	0,00			0,00
33 : Educateur technique	0,00			0,00
34 : Moniteur d'atelier	0,00			0,00
35 : Educateur spécialisé	0,00			0,00
36 : Moniteur éducateur	0,00			0,00
37 : Moniteur de jardin d'enfants	0,00			0,00
38 : Aide médico-psychologique	0,00			0,00
61A : Aide-soignant (sauf SSIAD)	0,00			0,00
39 : Educateur PJJ	0,00			0,00
40 : Assistant de service social	0,00			0,00
41 : Moniteur enseignement ménager	0,00			0,00
42 : Conseiller en économie sociale et familiale	0,00			0,00
43 : Assistante maternelle	0,00			0,00
44 : Personnel d'aide à domicile	0,00			0,00
45 : Travailleur familial	0,00			0,00
46 : Animateur social	0,00			0,00
47 : Autre personnel éducatif.	0,00			0,00
64 : Att. form. éducateur spécialisé	0,00			0,00
65 : Att. form. moniteur éducateur	0,00			0,00
66 : Att. form. médico-psychologique	0,00			0,00
67 : Elève éducateur spécialisé	0,00			0,00
68 : Elève moniteur éducateur	0,00			0,00
69 : Elève aide médico-psychologique	0,00			0,00
MEDICAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
48 : Psychiatre	0,00			0,00
49 : Pédiatre	0,00			0,00
50 : Médecin rééducation fonctionnelle	0,00			0,00
51 : Autre spécialiste	0,00			0,00
52 : Médecin généraliste	0,00			0,00
PARAMEDICAL	**10,90**	**429354,00**	**399248,47**	**-30 105,53**
53 : Psychologue	0,00			0,00
54 : Infirmier D.E.	3,76	140616,38	136319,81	-4 296,57
55 : Infirmier psychiatrique	0,00			0,00
56 : Masseur kinésithérapeute	0,00			0,00
57 : Ergothérapeute	0,00			0,00
58 : Orthophoniste	0,00			0,00
59 : Orthoptiste	0,00			0,00
60 : Psychomotricien	0,00			0,00
62 : Auxiliaire de puériculture	0,00			0,00
63 : Autre - paramédical diplômé	0,00			0,00
70 : Puéricultrice	0,00			0,00
61B : Aide-soignant (pour SSIAD)	7,14	288737,62	262928,66	-25 808,96
TOTAL	**12,93**	**535500,00**	**500959,36**	**-34 540,64**

5.3.3. Tableau des rémunérations : en euros - Autres rémunérations et avantages

Nature des rémunérations	Budget N	Réel N	Ecart N
	(1)	(2)	(3) = (2) - (1)
	-	-	-
MEDECINE DU TRAVAIL	2 000,00	1 870,40	- 129,60
SUPPLEMENT FAMILIAL	2 500,00	2 315,00	- 185,00
MUTUALISATION SERVICES	10 000,00	34 540,64	24 540,64
	-	-	-
	-	-	-
	-	-	-
	-	-	-
	-	-	-
	-	-	-
	-	-	-
	-	-	-

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

5.3.4. Tableau de calcul des appointements - Nombre de points

Postes	ETP	Date d'entrée		Coefficient de base ou groupe	Ancienneté		Points indiciaires	Primes ou indemnités en points	Total mensuel en points	Nombre de mois	Total annuel en points (a)	Total de l'année précédente en points (b)	Ecart (a)-(b)
		dans l'établissement	dans l'emploi		année	% ou échelon							
Total							**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
0		00/01/00	00/01/00	0	0,00	0	0	0	0	0	0	0	0

Postes	ETP	Date d'entrée		Coefficient de base ou groupe	Ancienneté		Points indiciaires	Primes ou indemnités en points	Total mensuel en points	Nombre de mois	Total annuel en points (a)	Total de l'année précédente en points (b)	Ecart (a)-(b)
		dans l'établissement	dans l'emploi		année	% ou échelon							
0		00/01/00	00/01/00	0	0,00	0	0	0	0	0	0	0	0

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

5.3.5. Tableau de calcul des appointements - Valorisation en euros - Valeur moyenne du point

Postes	ETP	Total annuel en points (a)	Total annuel de l'année précédente en points (b)	Ecart (a)-(b)	Valorisation en euros de (a)	Indemnités évaluées en %	Autres primes ou indemnités en euros	Rémunération annuelle totale (c)	Rémunération de l'année précédente (d)	Ecart (c)-(d)
Total		**0**	**0**	**0**	**0**	**#DIV/0!**	**0**	**0**	**0**	**0**
0		0	0	0	0		0	0	0	0
0		0	0	0	0		0	0	0	0
0		0	0	0	0		0	0	0	0
0		0	0	0	0		0	0	0	0
0		0	0	0	0		0	0	0	0
0		0	0	0	0		0	0	0	0
0		0	0	0	0		0	0	0	0
0		0	0	0	0		0	0	0	0
0		0	0	0	0		0	0	0	0
0		0	0	0	0		0	0	0	0
0		0	0	0	0		0	0	0	0
0		0	0	0	0		0	0	0	0
0		0	0	0	0		0	0	0	0
0		0	0	0	0		0	0	0	0
0		0	0	0	0		0	0	0	0
0		0	0	0	0		0	0	0	0
0		0	0	0	0		0	0	0	0
0		0	0	0	0		0	0	0	0
0		0	0	0	0		0	0	0	0
0		0	0	0	0		0	0	0	0
0		0	0	0	0		0	0	0	0
0		0	0	0	0		0	0	0	0
0		0	0	0	0		0	0	0	0
0		0	0	0	0		0	0	0	0
0		0	0	0	0		0	0	0	0
0		0	0	0	0		0	0	0	0

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

Postes	ETP	Total annuel en points (a)	Total annuel de l'année précédente en points (b)	Ecart (a)-(b)	Valorisation en euros de (a)	Indemnités évaluées en %	Autres primes ou indemnités en euros	Rémunération annuelle totale (c)	Rémunération de l'année précédente (d)	Ecart (c)-(d)
0		0	0	0	0		0	0	0	0
0		0	0	0	0		0	0	0	0
0		0	0	0	0		0	0	0	0
0		0	0	0	0		0	0	0	0
0		0	0	0	0		0	0	0	0
0		0	0	0	0		0	0	0	0
0		0	0	0	0		0	0	0	0
0		0	0	0	0		0	0	0	0
0		0	0	0	0		0	0	0	0

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

5.3.6. Tableau d'analyse du Glissement Vieillissement Technicité (G.V.T.)

Postes	ETP	Total annuel en points (a)	Total annuel de l'année précédente en points (b)	Ecart (a)-(b)=C	Ecart en points Vieillissement ancienneté (V)	Ecart en points Technicité (T)	Ecart en points Glissement promotions (G1)	Ecart en points Glissement durée de travail (G2)	Ecart en points Glissement positions (G3)	Contrôle de cohérence des écarts (C=V+T+G1+G2+G3)
Total		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
0		0	0	0	0	0	0	0	0	0

Postes	ETP	Total annuel en points (a)	Total annuel de l'année précédente en points (b)	Ecart (a)-(b)=C	Ecart en points Vieillissement ancienneté (V)	Ecart en points Technicité (T)	Ecart en points Glissement promotions (G1)	Ecart en points Glissement durée de travail (G2)	Ecart en points Glissement positions (G3)	Contrôle de cohérence des écarts (C=V+T+G1+G2+G3)
0		0	0	0	0	0	0	0	0	0
0		0	0	0	0	0	0	0	0	0
0		0	0	0	0	0	0	0	0	0

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

5.3.7. Tableau des indicateurs de personnel

	Réel N-1	Budget exécutoire N	Réel N	Ecart entre C et A	Ecart entre C et B
	(a)	(b)	(c)		
Nombre total annuel de points (points indiciaires + primes et indemnités)	64 512,04	-	-	- 64 512,04	-
Valeur moyenne du point	4,69	-	-	- 4,69	-
Taux de charges sociales	41,30	-	41,70	0,40	41,70
(1) Total des dépenses de personnel (621 + 631 + 633 + 64)	546 838,05	-	539 685,40	- 7 152,65	539 685,40
(2) Recettes atténuatives de personnel	-	-	-	-	-
(1)-(2) Total net	546 838,05	-	539 685,40	- 7 152,65	539 685,40

Ratio nombre de personnes promues sur nombre de personnes promouvables :

	année N-2	année N-1	année N
Nombre de personnes promouvables	0	0	0
Nombre de personnes promues	0	0	0
Ratio			

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

6.1. Détermination et affectation du résultat

		N° de compte	Compte	Proposé	Retenu par l'autorité de tarification
Résultat comptable de l'exercice (= classe 7 - classe 6)	**A**	120 ou 129	Excédent	32 576,69	
			Déficit	-	
Reprise des résultats des exercices antérieurs	**B**	11510 ou 110	Excédents affectés à la réduction des charges d'exploitation	19 251,62	
		1151 ou 111	Excédents affectés au financement des mesures d'exploitation	-	
		11519 ou 119	Réport à nouveau déficitaire	-	
Reprise sur la réserve de compensation des déficits	**C**	10686	Compensation des déficits d'exploitation	-	
Reprise sur les excédents affectés à la compensation des charges d'amortissement	**D**	10687	Compensation des charges d'amortissement	-	
Mouvements débiteurs ou créditeurs (- ou +) de l'exercice (comptes 116 = dépenses non-opposables aux tiers financeurs)	**E**	1161 : Amortissements comptables excédentaires différés		-	
		1162 : Dépenses pour congés payés		-	
		1163 : Autres droits acquis / salaries non provisionnes (application 3e article R314-45)		-	
		1168 : Autres dépenses non opposables aux tiers financeurs		-	
Résultat à affecter	**F=A+B+C+D+E**	Résultat administratif ou corrigé		51 828,31	

Affectation du résultat administratif

Réserves	1064	Excédents affectés à la réserve de plus-values nettes	-	
	10682	Excédents affectés à l'investissement	-	
	10683	Excédents affectés à l'investissement d'un CPOM		
	10685	Excédents affecté à la couverture du besoin en fonds de roulement (Réserve de trésorerie)	-	
	10686	Réserve de compensation	51 828,31	
	10687	Compensation des charges d'amortissement	-	
Report à nouveau	11510 ou 110	Excédents affectés à la réduction des charges d'exploitation	-	
	11511 ou 111	Excédents affectés au financement des mesures d'exploitation	-	
	11519 ou 119	Report à nouveau déficitaire	-	
Dépenses refusées en application de l'article R.314-52 du CAS (1)	114 (établissement public)	Report à nouveau déficitaire		

(1) dépenses abusives, dépenses relevant des articles R.314-26 du CASF, le cas échéant, le provisionnement des congés à payer

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

6.2. Tableau d'exportation des données synthétiques relatives à la gestion des enveloppes limitatives de crédits soumis à la validation et au contrôle de cohérence de l'autorité de tarification

REGION :

DEPARTEMENT :

Gestionnaire : CENTRE

Données afférentes au dernier budget exécutoire de l'exercice

N° FINESS	Dénomination de l'établissement et/ou de l'activité	Nombre de places autorisées et financées	Effectifs en nombre d'ETP prévus au budget exécutoire	Statut majoritaire du personnel (1)	DEPENSES D'EXPLOITATION (2)						Provisions figurant au CA proposé (2)	Dépenses autorisées pour l'exercice	Déficit incorporé N-2	Base de calcul des tarifs en charges	RECETTES D'EXPLOITATION (2)							Base total de calcul des tarifs	ACTIVITE						Nombre de mois de fonctionnement de l'ESMS (3)
					Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3	Dont crédits non reconductibles affectés par strucure							Groupe 1	Groupe 2		Groupe 3					Nombre de journées réalisé						
					Charges afférentes à l'exploitation courante	Charges afférentes au personnel	Charges afférentes à la structure	Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3					Produits de la tarification (poste 731)	Autres produits relatifs à l'exploitation	... dont forfaits journaliers (compte 70821)	Produits financiers et produits non encaissables	Somme des recettes atténuatives	Excédent incorporé N-2	Base de calcul des tarifs en produits		JOURNEES	0					
300784022	SOINS INFIRMIERS2	40 pa + 3 ph			40 000	550 000	39 230				0	629 230	0	629 230	594 500	15 478	0	0	15 478	19 252	34 730	594 500	15 695	0					
		-	0,0		40 000	550 000	39 230	0	0	0	0	629 230	0	629 230	594 500	15 478	0	0	15 478	19 252	34 730	594 500	15 695	0	0	0	0	0	0

(1) choix à effectuer sur la liste déroulante : (1) FPH (titre IV), FPT (titre III), CCNT 1966, CCCRF, CCNT 1951, Autres

(2) provisions figurant au CA proposé : somme des comptes 6815, 686, 687, 68741, 68742, 68746, 68748

(3) pour les IME, le fonctionnement sur 12 mois inclut les congés d'été

cases grises à renseigner :

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

6.3. Tableau d'exportation des données synthétiques relatives à la gestion des enveloppes limitatives de crédits soumis à la validation et au contrôle de cohérence de l'autorité de tarification

REGION :

DEPARTEMENT :

Gestionnaire : CENTRE

Données afférentes au compte administratif proposé de l'exercice

N° FINESS	Dénomination de l'établissement et/ou de l'activité	Nombre de places autorisées et financées	Effectifs en nombre d'ETP (réalisé)	Statut majoritaire du personnel (1)	DEPENSES D'EXPLOITATION (2)						Provisions figurant au CA proposé (2)	Dépenses autorisées pour l'exercice	Déficit incorporé N-2	Base de calcul des tarifs en charges	RECETTES D'EXPLOITATION (2)							Base total de calcul des tarifs	ACTIVITE						Nombre de mois de fonctionnement de l'ESMS (3)	Résultat d'exploitation à affecter
					Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3	Dont crédits non reconductibles affectés par strucure							Groupe 1	Groupe 2		Groupe 3					Nombre de journées réalisé							
					Charges afférentes à l'exploitation courante	Charges afférentes au personnel	Charges afférentes à la structure	Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3					Produits de la tarification (poste 731)	Autres produits relatifs à l'exploitation	... dont forfaits journaliers (compte 70821)	Produits financiers et produits non encaissables	Somme des recettes atténuatives	Excédent incorporé N-2	Base de calcul des tarifs en produits		JOURNEES	0						
300784022	SOINS INFIRMIERS2	40 pa + 3 ph	0,0		30 137	539 685	32 743				0	602 565	0	602 565	621 148	12 608	0	1 386	13 994	0	13 994	588 571	13 107	0						32 577
		-	0,0		30 137	539 685	32 743	0	0	0	0	602 565	0	602 565	621 148	12 608	0	1 386	13 994	0	13 994	588 571	13 107	0	0	0	0	0	0	32 577

(1) choix à effectuer sur la liste déroulante : (1) FPH (titre IV), FPT (titre III), CCNT 1966, CCCRF, CCNT 1951, Autres

(2) provisions figurant au CA proposé : somme des comptes 6815, 686, 687, 68741, 68742, 68746, 68748

(3) pour les IME, le fonctionnement sur 12 mois inclut les congés d'été

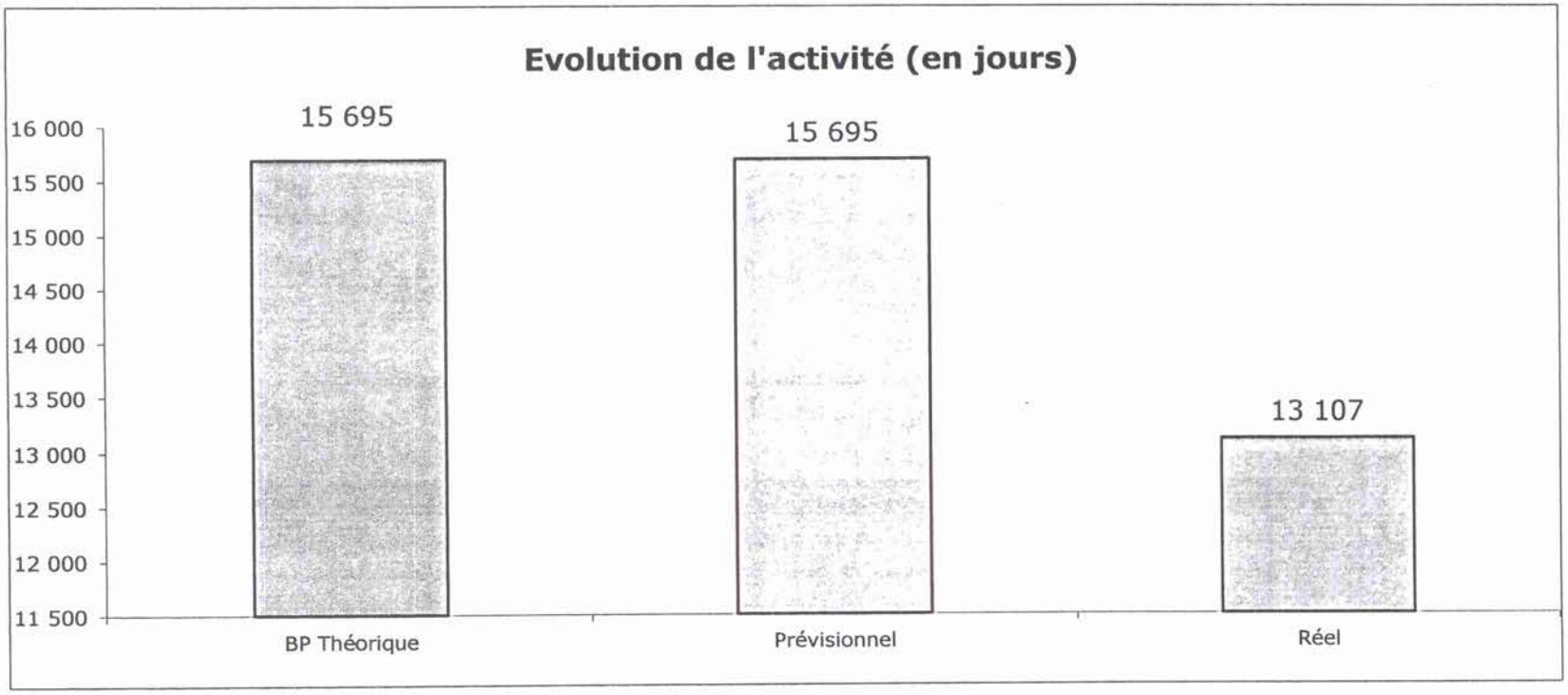
cases grises à renseigner

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

ACTIVITE PREVISIONNELLE

JOURNEES

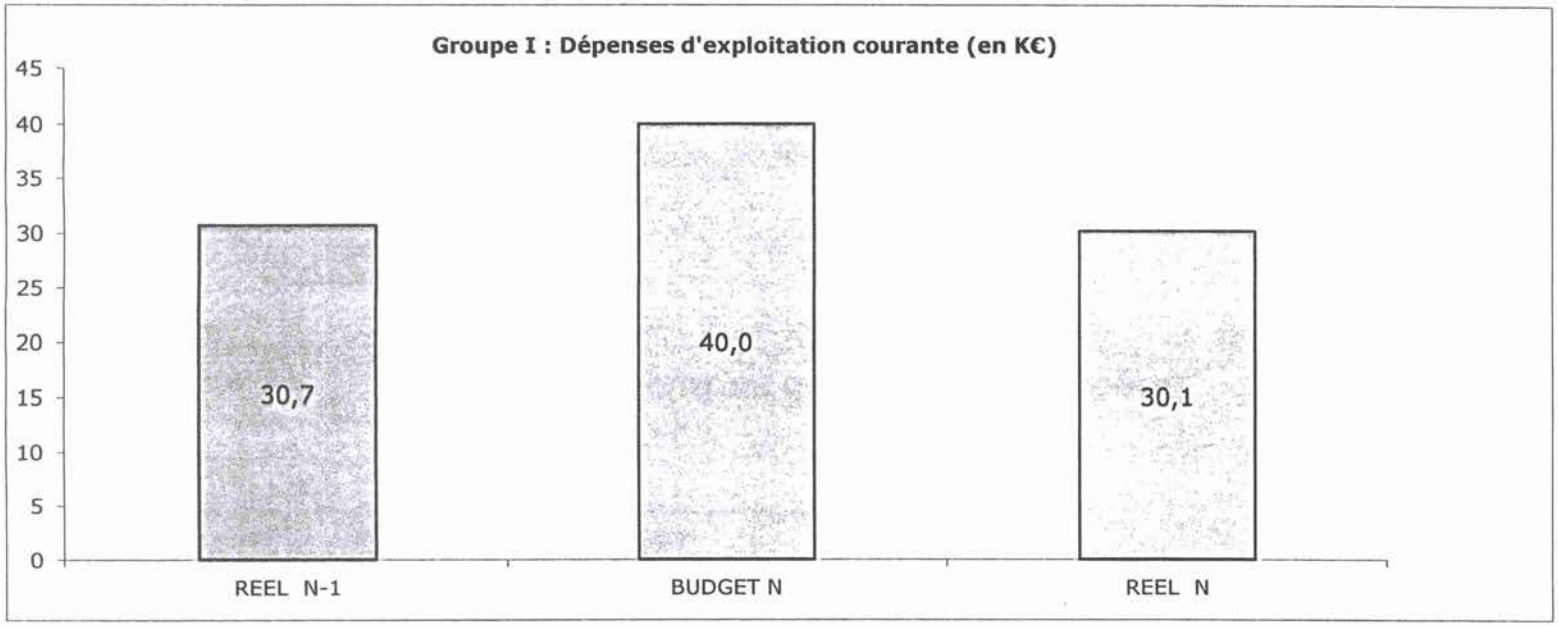
	BP Théorique	*Prévisionnel*	*Réel*
Total Journées	**15 695**	**15 695**	**13 107**



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

DEPENSES D'EXPLOITATION (en K€)

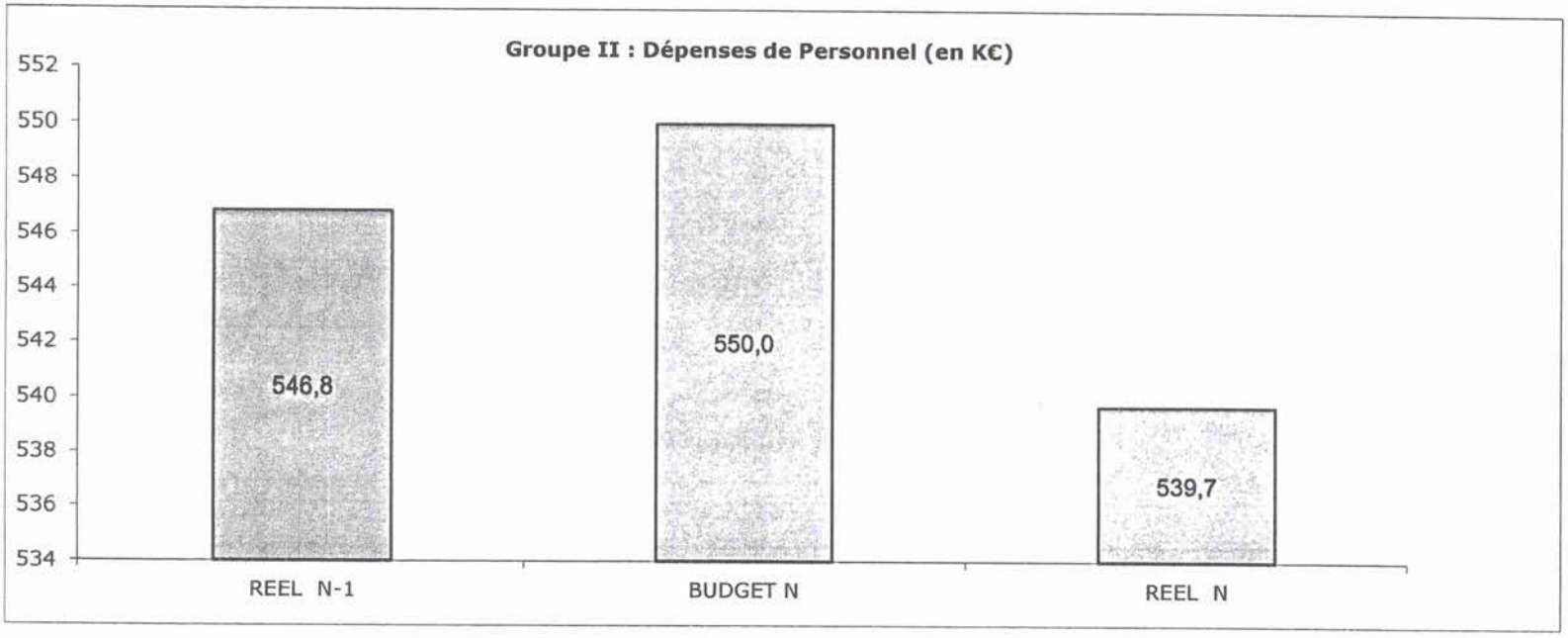
GROUPE I (en K€)	REEL N-1	BUDGET N	REEL N
Achats	17,7	26,4	20,3
Services extérieurs	0,5	0,3	2,8
Autres services extérieurs	12,5	13,3	7,1
Total	**30,7**	**40,0**	**30,1**



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

DEPENSES D'EXPLOITATION (en K€)

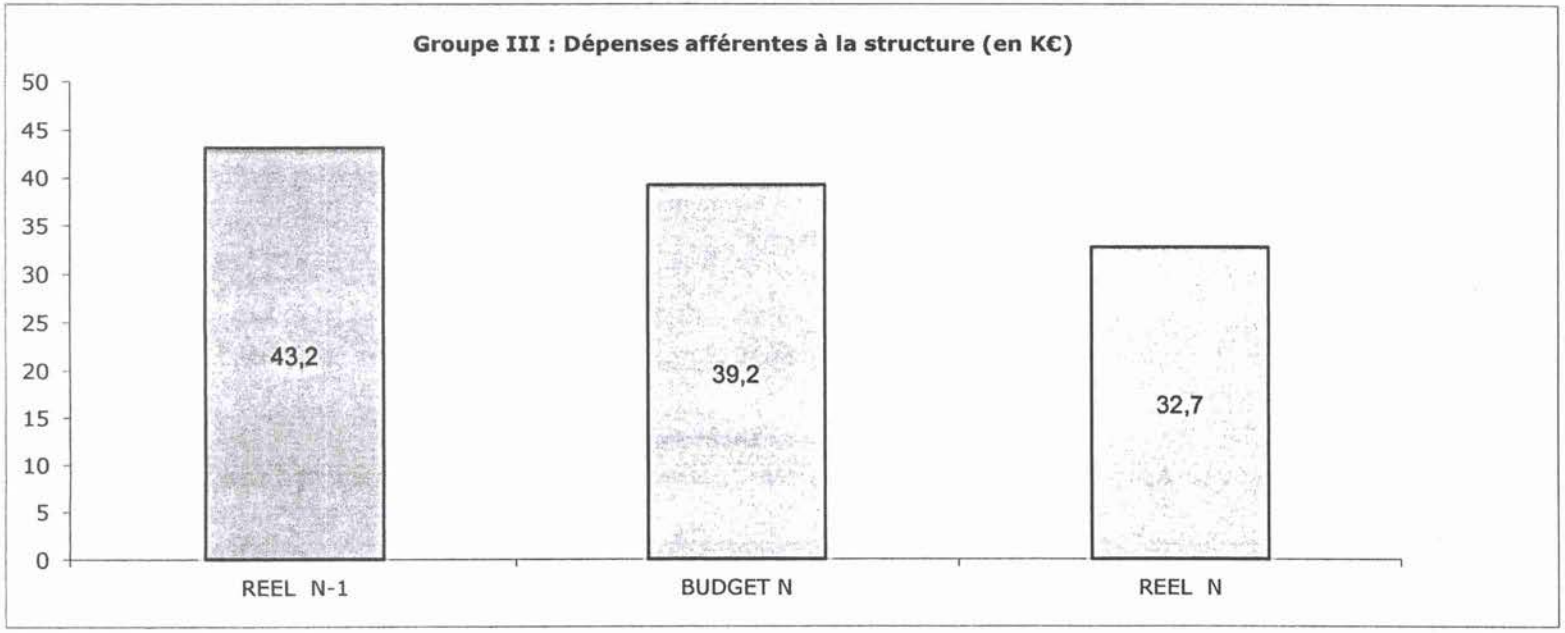
GROUPE II (en K€)	REEL N-1	BUDGET N	REEL N
Comptes 62	0,0	0,0	0,0
Comptes 63	9,0	9,8	8,8
Comptes 64	537,9	540,2	530,9
Total	**546,8**	**550,0**	**539,7**



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

DEPENSES D'EXPLOITATION (en K€)

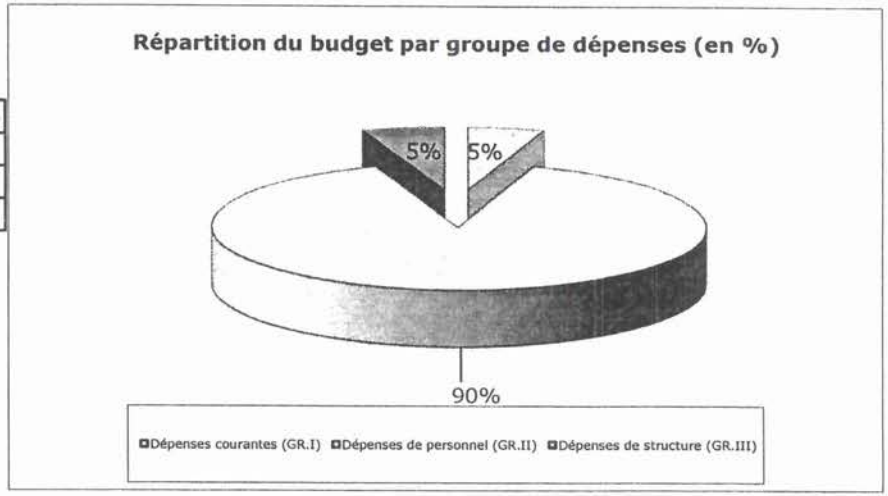
GOUPE III (en K€)	*REEL N-1*	*BUDGET N*	*REEL N*
Autres Comptes 61, 62 , 63	29,5	24,9	27,4
Autres Charges de gestion	4,2	4,3	0,0
Charges financières	0,0	0,0	0,0
Charges exceptionnelles	0,0	0,0	0,0
DAP	9,5	10,0	5,3
Total	**43,2**	**39,2**	**32,7**



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

DEPENSES D'EXPLOITATION (en K€)

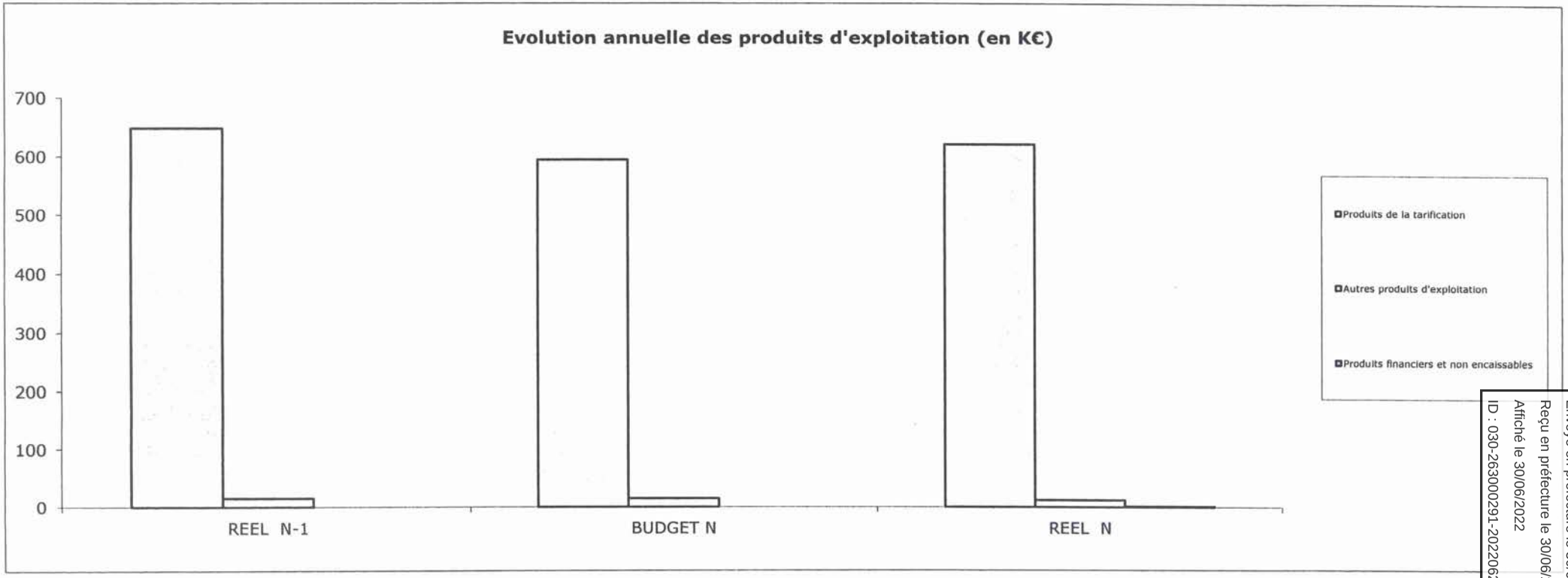
	REEL N	REPARTITION
Dépenses courantes (GR.I)	30,1	5%
Dépenses de personnel (GR.II)	539,7	90%
Dépenses de structure (GR.III)	32,7	5%
Total	**602,6**	



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

PRODUITS D'EXPLOITATION (en K€)

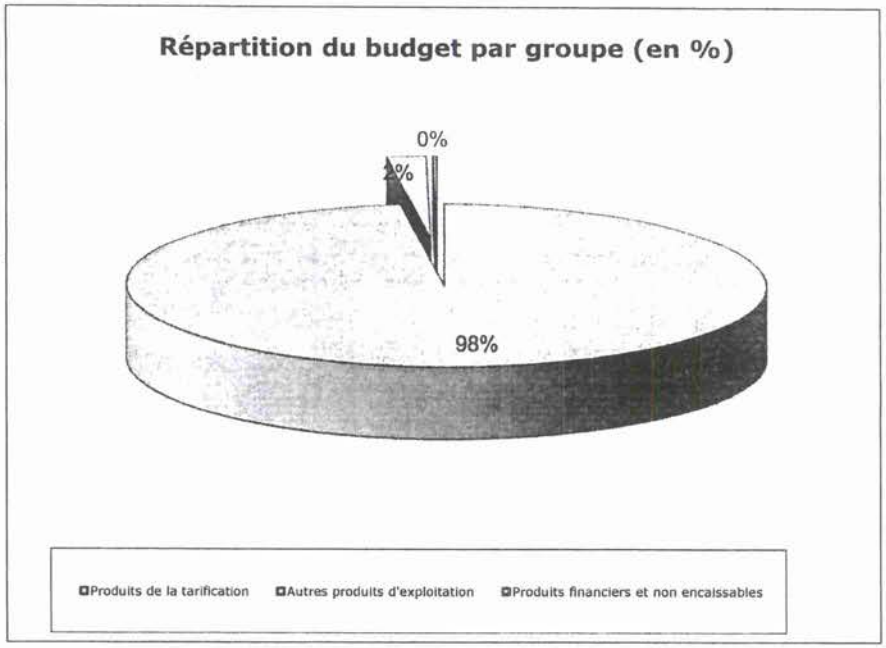
	REEL N-1	*BUDGET N*	*REEL N*
Produits de la tarification	649,0	594,5	621,1
Autres produits d'exploitation	15,6	15,5	12,6
Produits financiers et non encaissables	0,0	0,0	1,4
Total Produits d'exploitation (en K€)	**664,7**	**610,0**	**635,1**



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

PRODUITS D'EXPLOITATION (en K€)

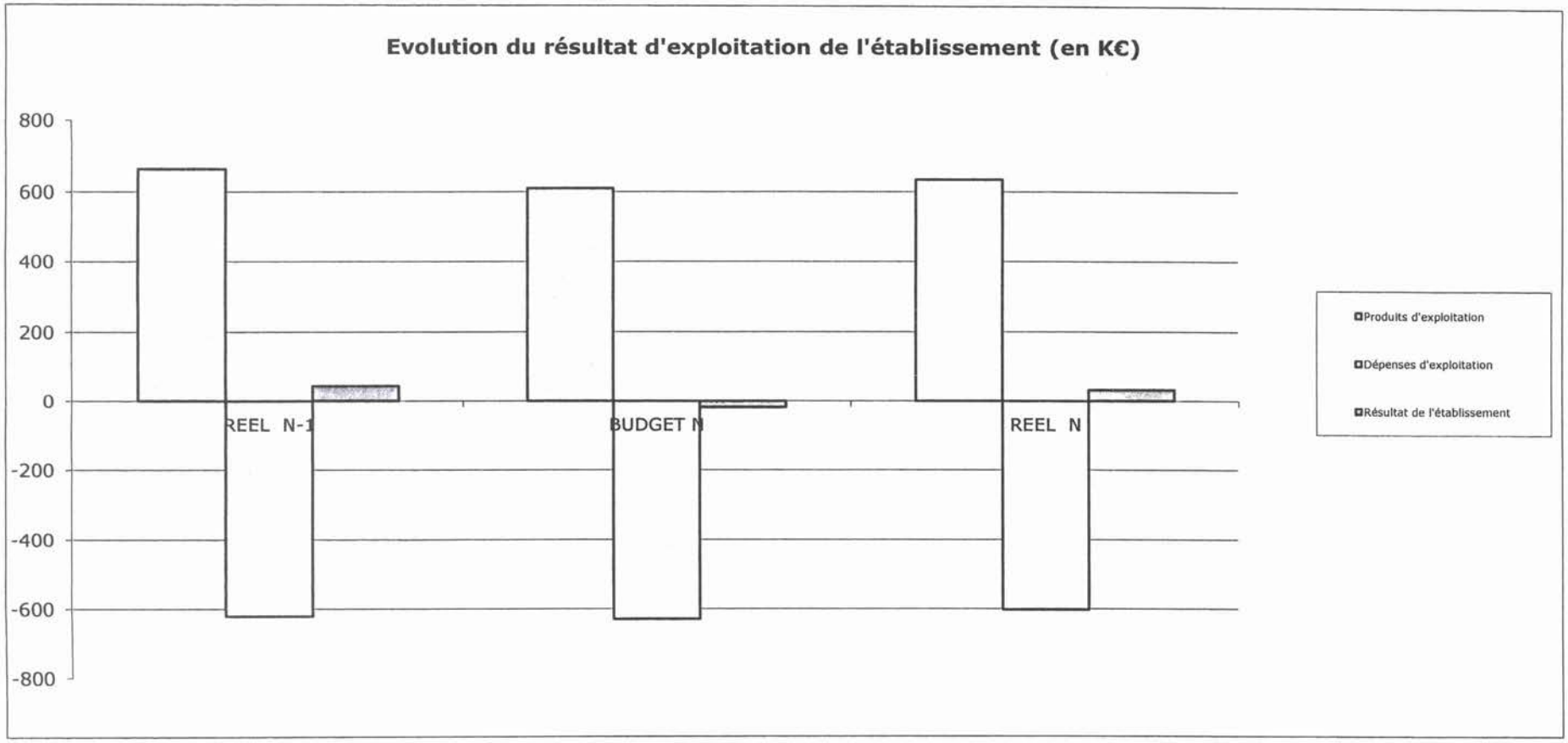
	REEL N	REPARTITION
Produits de la tarification	621,1	98%
Autres produits d'exploitation	12,6	2%
Produits financiers et non encaissables	1,4	0%
Total	**635,1**	



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

RESULTATS D'EXPLOITATION (en K€)

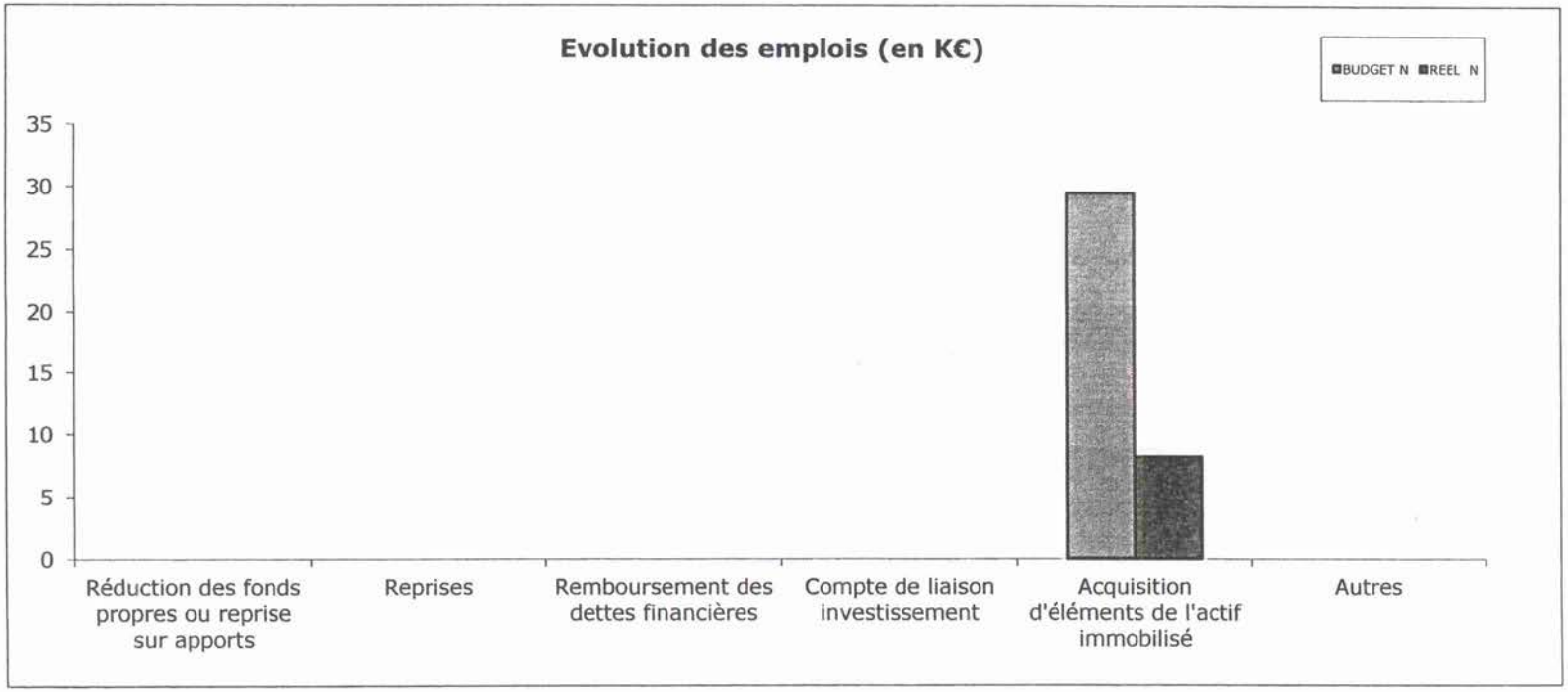
	REEL N-1	BUDGET N	REEL N
Produits d'exploitation	664,7	610,0	635,1
Dépenses d'exploitation	-620,7	-629,2	-602,6
Résultat de l'établissement	**44,0**	**-19,3**	**32,6**



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

INVESTISSEMENT / EMPLOIS (en K€)

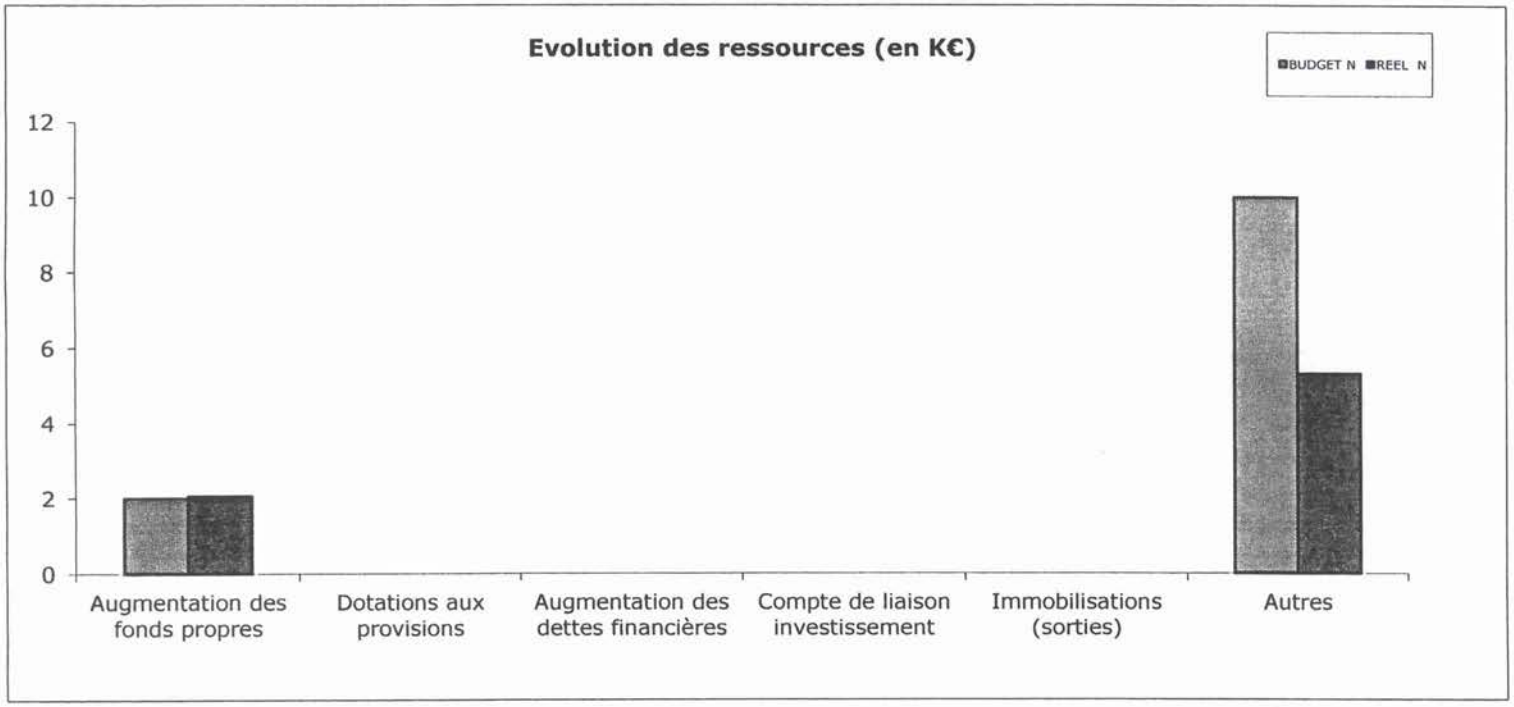
	BUDGET N	REEL N
Réduction des fonds propres ou reprise sur apports	0,0	0,0
Reprises	0,0	0,0
Remboursement des dettes financières	0,0	0,0
Compte de liaison investissement	0,0	0,0
Acquisition d'éléments de l'actif immobilisé	29,5	8,2
Autres	0,0	0,0
Total	**17,5**	**29,5**



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

INVESTISSEMENT / RESSOURCES (en K€)

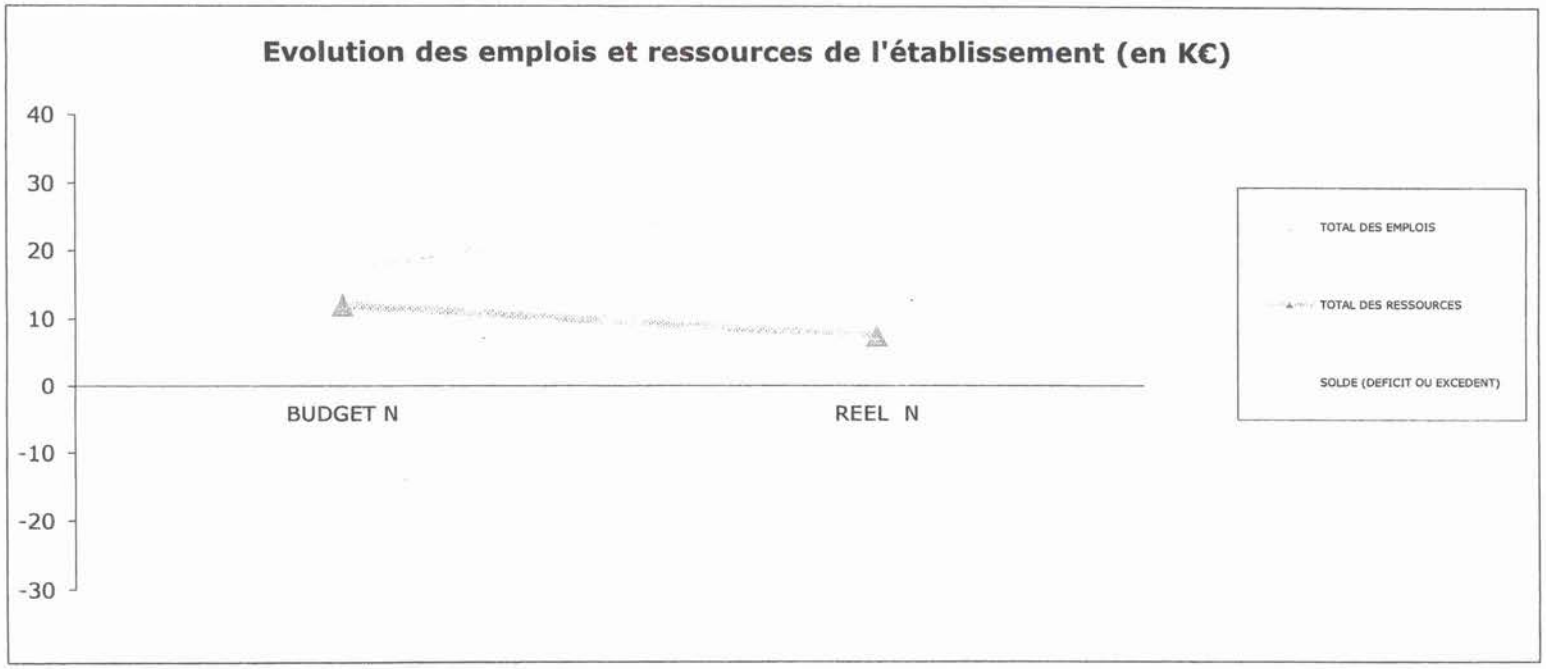
	BUDGET N	REEL N
Augmentation des fonds propres	2,0	2,1
Dotations aux provisions	0,0	0,0
Augmentation des dettes financières	0,0	0,0
Compte de liaison investissement	0,0	0,0
Immobilisations (sorties)	0,0	0,0
Autres	10,0	5,3
Total	**12,0**	**7,4**



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

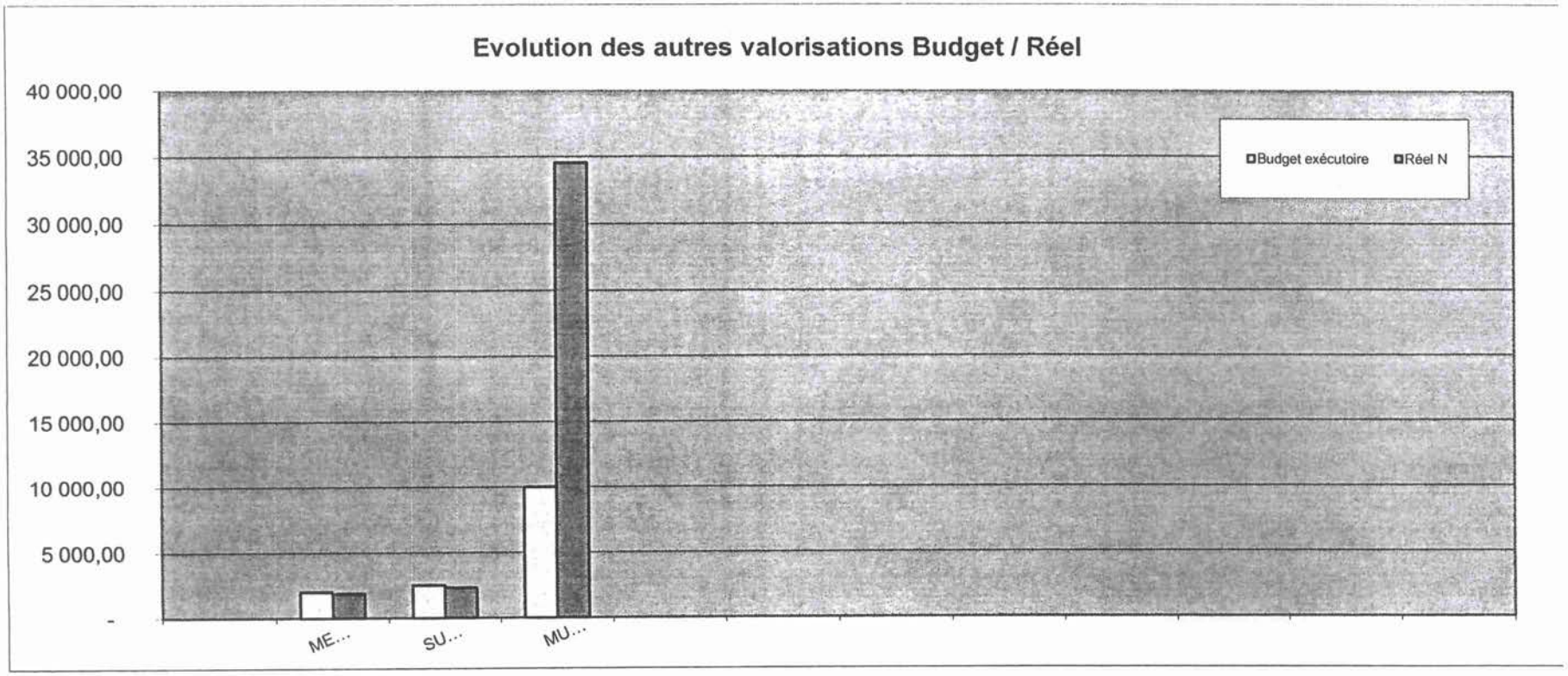
INVESTISSEMENT / EMPLOIS ET RESSOURCES (en K€)

	BUDGET N	*REEL N*
TOTAL DES EMPLOIS	17,5	29,5
TOTAL DES RESSOURCES	12,0	7,4
SOLDE (DEFICIT OU EXCEDENT)	-5,5	-22,1



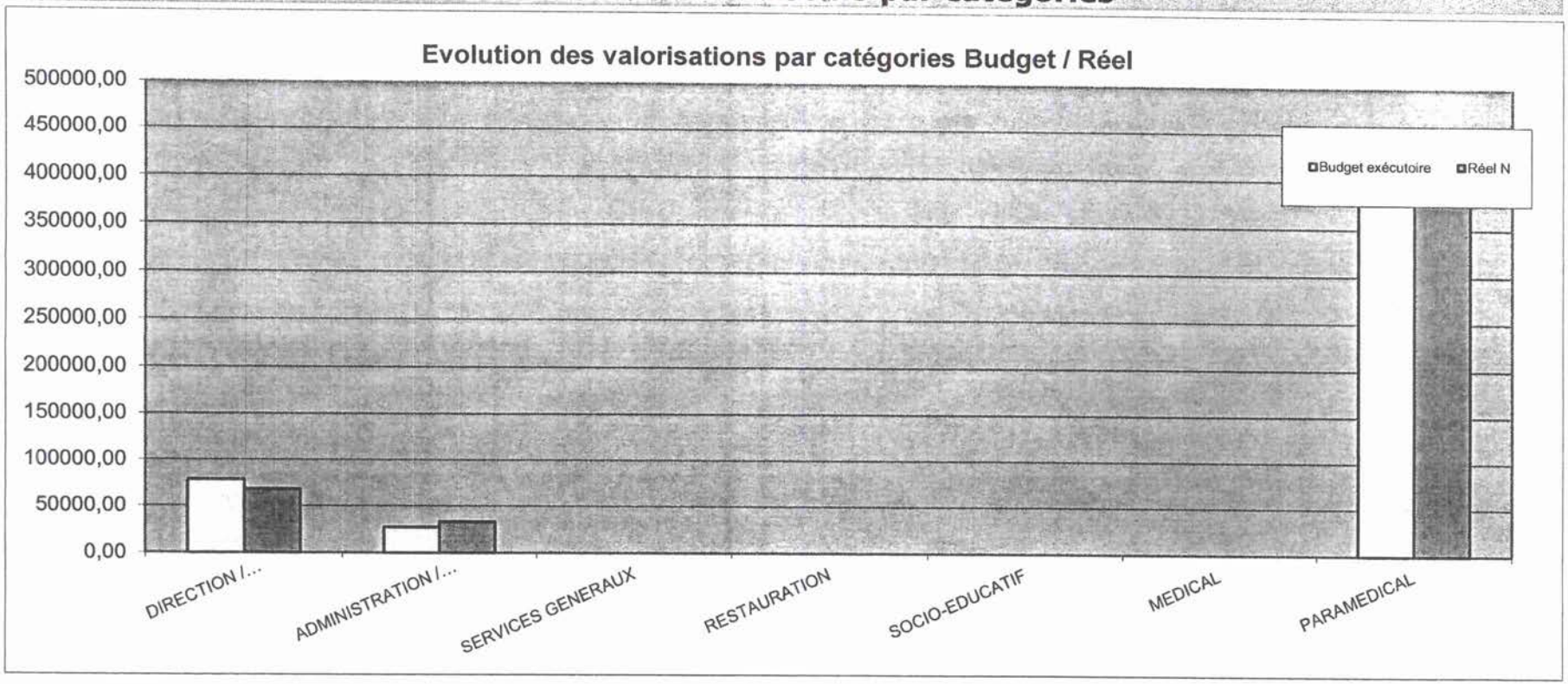
Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

Autres rémunérations



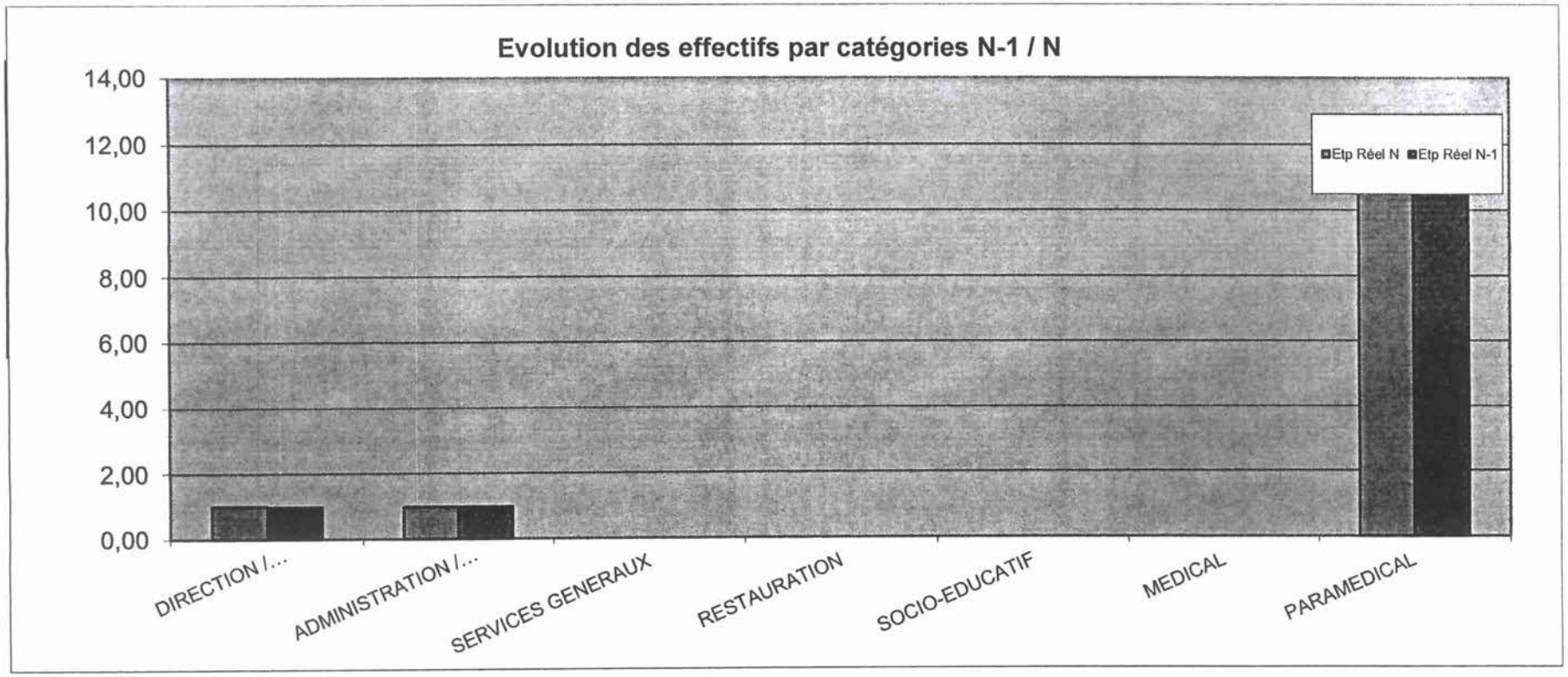
Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

Valorisation des effectifs par catégories



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

Nombre d'effectifs par catégories



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

CCAS

SERVICE ACCUEIL DE JOUR LES PICHOLINES

Poste Comptable : Trésorerie ALES MUNICIPALE

COMPTE ADMINISTRATIF

M22

2021

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

ANNEXE 1 : CADRE NORMALISE DE PRESENTATION DU COMPTE ADMINISTRATIF D'UN ETABLISSEMENT ET SERVICE SOCIAL ET MEDICO-SOCIAL RELEVANT DU I DE L'ARTICLE L.312-1 DU CODE DE L'ACTION SOCIALE ET DES FAMILLES

2021

N° FINESS / Nom de l'établissement ou service : 300012663 ACCUEIL DE JOUR LES PICHOLINES

Adresse : 8 avenue H BOUCHER 30100 ALES

Nom du Directeur : MAX ROUSTAN PRESIDENT DU CCAS D ALES
ou de la personne ayant qualité pour représenter l'établissement

Date de la dernière autorisation : 0

Organisme gestionnaire : CENTRE COMMUNAL D ACTION SOCIALE D ALES

Téléphone : 04 66 86 35 10 **Fax :** 0 **Mél :** 0

Catégorie : 207 AJ AUTONOME

Autorité en charge de la tarification : ARS + DEPARTEMENT

Compétence : 0

Convention Collective majoritaire de travail : FPT

Capacité autorisée : 6

Capacité installée : 6

Date d'arrivée des documents :

Elements du Budget exécutoire

Effectifs en nb d'ETP prévus au BE :	1,63
Déficit incorporé N-2 (chiffre positif) :	0
Exédent incorporé N-2 :	4578,84

Amplitude d'ouverture de l'ESMS sur l'année (en jours)
Prévu (BE) : 1290 **Réalisé (CA) :** 169

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

2. ACTIVITE DE L'ETABLISSEMENT OU DU SERVICE

Activité réalisée

Nature	Nombre théorique au BP n	Nombre prévisionnel n	Nombre réalisé n	Taux d'occupation	Ecart	
					Nombre	Pourcentage
	(1)	(2)	(3)	(4) =(3)/(1)	(5) = (3)-(2)	(6) = (5)/(2)
TOTAL en journées	**1 290**	**1 290**	**169**	**13,10**	**-1 121**	**-87%**
journées	1 290	1 290	169	13	-1 121	-0,87

EHPAD

Situation constatée au plus tard le 30 septembre

GROUPES ISO RESSOURCES	30/09 n-3	30/09 n-2	30/09 n-1	30/09 n
Nombre de résidents GIR I	0	0	0	0
Nombre de résidents GIR II	**1**	**3**	**5**	**1**
Nombre de résidents GIR III	**6**	**5**	**4**	**2**
Nombre de résidents GIR IV	**6**	**2**	**4**	**4**
Nombre de résidents GIR V	**1**	**0**	**2**	**0**
Nombre de résidents GIR VI	**2**	**3**	**4**	**2**

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

3. Tableaux récapitulatifs de l'exécution budgétaire

Totaux	Dépenses - Charges			Recettes - Produits		
	Budget exécutoire n	Réel n	Ecart	Budget exécutoire n	Réel n	Ecart
ACCUEIL DE JOUR LES PICHOLINES						
SECTION D'INVESTISSEMENT POUR L'ÉTABLISSEMENT						
Total (1)		-			576,23	
SECTION D'EXPLOITATION - BUDGET PRINCIPAL						
ACCUEIL DE JOUR LES PICHOLINES	108 460,00	86 387,42	- 22 072,58	103 881,16	73 289,38	- 30 591,78
Total (2)						
BUDGETS ANNEXES						
ACCUEIL DE JOUR LES PICHOLINES	-	-	-	-	-	-
Total (3)						
Reprise de résultat	-	-	-	4 578,84	-	- 4 578,84
(4)						
Total général (2 à 4)	108 460,00	86 387,42	- 22 072,58	108 460,00	74 419,93	- 35 170,62

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.1 Plan de financement : opérations d'investissement réalisées dans l'année

Nature de l'opération	Autorisé dans le cadre du plan de financement		Réalisé en N	
	Coût	Date de réalisation prévue	Coût	Date de réalisation
TOTAL	0,00		0,00	

	Plan de financement (tranche annuelle réalisée)			
	Auto financement	Subvention	Emprunt	Autres (1)
Autorisé dans le cadre du plan	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisé	0,00	0,00	0,00	0,00
Ecart	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.2.1. Section d'investissement : emplois

		Budget initial	Crédits complémentaires ou virements	Total	Réel	Ecart	
						montant	en %
	Réduction des fonds propres ou reprises sur apports	(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5) = (4)-(3)	(6) = (5)/(3)
10	Fonds associatifs, apports, dotations et réserves	-	-	-	-	-	
1161	Amortissements comptables excédentaires différés	-	-	-	-	-	
13	Subventions d'investissement affectées à des biens non renouvelables	-	-	-	-	-	
	Reprises						
14	Provisions réglementées (sauf compte 1412 : provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du BFR - dotation par financement de l'autorité de tarification)	-	-	-	-	-	
15	Provisions pour risques et charges	-	-	-	-	-	
	Remboursement des dettes financières						
16	Emprunts et dettes assimilées	-	-	-	-	-	
17	Dettes rattachées à des participations						
	Compte de liaison investissement						
18	Comptes de liaison	-	-	-	-	-	
	Acquisition d'éléments de l'actif immobilisé						
20	Immobilisations incorporelles	-	1 500,00	1 500,00	-	- 1 500,00	-100,00%
21	Immobilisations corporelles	500,00	3 000,00	3 500,00	-	- 3 500,00	-100,00%
22	Immobilisations reçues en affectation	-	-	-	-	-	
23	Immobilisations en cours	-	-	-	-	-	
24	Immobilisations affectées, concédées, mises à disposition	-	-	-	-	-	
26	Participations et créances rattachées à des participations	-	-	-	-	-	
27	Autres immobilisations financières	-	-	-	-	-	
	Autres						
28	Amortissements des immobilisations (reprises)	-	-	-	-	-	
29	Dépréciation des immobilisations (reprises)	-	-	-	-	-	
39	Dépréciation de stocks et en-cours	-	-	-	-	-	
481	Charges à répartir sur plusieurs exercices (augmentation)	-	-	-	-	-	
49	Dépréciation des comptes de tiers (reprises)	-	-	-	-	-	
59	Dépréciation des comptes financiers (reprises)	-	-	-	-	-	
	Total des emplois	**500,00**	**4 500,00**	**5 000,00**	**-**	**- 5 000,00**	**-100,00%**
001	Résultat d'investissement antérieur reporté (Déficit)	-	-	-	-	-	
004	Amortissements comptables excédentaires différés	-	-	-	-	-	
003	Excédent prévisionnel d'investissement	-	2 626,66	2 626,66	-	- 2 626,66	-100,00%
	TOTAL GENERAL	**500,00**	**7 126,66**	**7 626,66**	**-**	**- 7 626,66**	**-100,00%**

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.2.1. Section d'investissement : tableau des emplois (1)

		Budget initial	DM ou virements de crédits	Total	Mandats émis (ESSMS publics) / Mouvements du compte (ESSMS privés)	Mandats en annulation (ESSMS publics)	Net (public)	Ecart	
								montant	en %
Réduction des fonds propres ou reprises sur apports		(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5)	(6) = (4)-(5)	(7) = (6)-(3)	(8) = (7)/(3)
102	Fonds, apports et dotations	-	-	-	-	-	-	-	
103	Fonds associatifs avec droit de reprise (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	-	
105	Ecarts de réévaluation (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	-	
106	Réserves	-	-	-	-	-	-	-	
10	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
1161	Amortissements comptables excédentaires différés	-	-	-	-	-	-	-	
1161	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
131	Subventions d'équipement transférables	-	-	-	-	-	-	-	
138	Autres subventions d'investissement (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	-	
139	Subventions d'investissement inscrites au compte de résultat	-	-	-	-	-	-	-	
13	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
Reprises									
1411	Provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du BFR - Dotation par recours à l'emprunt	-	-	-	-	-	-	-	
142	Provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations	-	-	-	-	-	-	-	
144	Provisions réglementées relatives aux autres éléments d'actif (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	-	
145	Amortissements dérogatoires	-	-	-	-	-	-	-	
146	Provision spéciale de réévaluation (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	-	
147	Plus-values réinvesties (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	-	
148	Autres provisions réglementées	-	-	-	-	-	-	-	
14861	*dont réserves des plus values nettes d'actif immobilisé (éts privés)*	-	-	-	-	-	-	-	
14862	*dont réserves des plus values nettes d'actif circulant (éts privés)*	-	-	-	-	-	-	-	
14	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
151	Provisions pour risques	-	-	-	-	-	-	-	
152	Provisions pour risques et charges sur emprunts (éts publics)	-	-	-	-	-	-	-	
153	Provisions pour pensions et obligations similaires (éts privés)	-	-	-	-	-	-	-	
155	Provisions pour impôts (éts privés)	-	-	-	-	-	-	-	
157	Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices	-	-	-	-	-	-	-	
158	Autres provisions pour charges	-	-	-	-	-	-	-	
15	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	

(*) Hors réserve de trésorerie et réserves de compensation

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.2.1. Section d'investissement : tableau des emplois (2)

		Budget initial	DM ou virements de crédits	Total	Mandats émis (ESSMS publics) / Mouvements du compte (ESSMS privés)	Mandats en annulation (ESSMS publics)	Net (public)	Ecart	
								montant	en %
Remboursement des dettes financières		(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5)	(6) = (4)-(5)	(7) = (6)-(3)	(8) = (7)/(3)
163	Emprunts obligataires (établissements publics)	-	-	-	-	-	-	-	
164	Emprunts auprès des établissements de crédit	-	-	-	-	-	-	-	
165	Dépôts et cautionnements reçus	-	-	-	-	-	-	-	
166	Refinancement de la dette	-	-	-	-	-	-	-	
167	Emprunts et dettes assortis de conditions particulières	-	-	-	-	-	-	-	
168	Autres emprunts et dettes assimilées	-	-	-	-	-	-	-	
169	Primes de remboursements des obligations	-	-	-	-	-	-	-	
16	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
Dettes rattachées à des participations (établissements privés)									
171	Dettes rattachées à des participations (groupe)	-	-	-	-	-	-	-	
174	Dettes rattachées à des participations (hors groupe)	-	-	-	-	-	-	-	
178	Dettes rattachées à des sociétés en participation	-	-	-	-	-	-	-	
17	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
Compte de liaison investissement									
18	Comptes de liaison affectés à l'investissement (uniquement)	-	-	-	-	-	-	-	
18	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
Fonds dédiés (établissements privés)									
194	Fonds dédiés sur subvention de fonctionnement	-	-	-	-	-	-	-	
195	Fonds dédiés sur dons manuels affectés	-	-	-	-	-	-	-	
197	Fonds dédiés sur legs et donations affectés	-	-	-	-	-	-	-	
19	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
Acquisition d'éléments de l'actif immobilisé									
201	Frais d'établissement	-	-	-	-	-	-	-	
203	Frais d'étude, de recherche, de développement et frais d'insertion	-	-	-	-	-	-	-	
205	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques et procédés,droits et valeurs similaires	-	1 500,00	1 500,00	-	-	-	- 1 500,00	-100,00%
206	Droit au bail (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	-	
207	Fonds commercial (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	-	
208	Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	
20	**TOTAL**	-	**1 500,00**	**1 500,00**	-	-	-	- **1 500,00**	**-100,00%**

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.2.1. Section d'investissement : tableau des emplois (3)

		Budget initial	DM ou virements de crédits	Total	Mandats émis (ESSMS publics) / Mouvements du compte (ESSMS privés)	Mandats en annulation (ESSMS publics)	Net (public)	Ecart	
								montant	en %
Acquisition d'éléments de l'actif immobilisé (suite)		(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5)	(6) = (4)-(5)	(7) = (6)-(3)	(8) = (7)/(3)
211	Terrains	-	-	-	-	-	-	-	
212	Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure	-	-	-	-	-	-	-	
213	Constructions sur sol propre	-	-	-	-	-	-	-	
214	Constructions sur sol d'autrui	-	-	-	-	-	-	-	
215	Installations techniques, matériel et outillage	-	-	-	-	-	-	-	
216	Collections, oeuvres d'art	-	-	-	-	-	-	-	
2181	Installations générales, agencements, aménagements divers	-	-	-	-	-	-	-	
2182	Matériel de transport	-	-	-	-	-	-	-	
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	-	-	-	-	-	-	-	
2184	Mobilier	-	3 000,00	3 000,00	-	-	-	- 3 000,00	-100,00%
2185	Cheptel	-	-	-	-	-	-	-	
2188	Autres immobilisations corporelles	500,00	-	500,00	-	-	-	- 500,00	-100,00%
21	**TOTAL**	**500,00**	**3 000,00**	**3 500,00**	**-**	**-**	**-**	**- 3 500,00**	**-100,00%**
221	Terrains	-	-	-	-	-	-	-	
222	Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure	-	-	-	-	-	-	-	
223	Constructions sur sol propre	-	-	-	-	-	-	-	
224	Constructions sur sol d'autrui	-	-	-	-	-	-	-	
225	Installations, matériel et outillages techniques	-	-	-	-	-	-	-	
226	Collections, oeuvres d'art	-	-	-	-	-	-	-	
228	Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-	-	
229	Droits des propriétaires / Droits de l'affectant	-	-	-	-	-	-	-	
22	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	
2312	Terrains, agencements et aménagements des terrains en cours	-	-	-	-	-	-	-	
2313	Constructions en cours sur sol propre	-	-	-	-	-	-	-	
2314	Constructions en cours sur sol d'autrui	-	-	-	-	-	-	-	
2315	Installations, matériel et outillage techniques en cours	-	-	-	-	-	-	-	
2318	Autres immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-	-	-	-	
232	Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-	-	-	-	
235	Immobilisations en cours - Part investissement PPP (partenariat public privé)	-	-	-	-	-	-	-	
237	Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	
238	Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-	-	
23	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	
24	Immobilisations affectées, concédées ou mises à disposition (établissements publics)	-	-	-	-	-	-	-	
24	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.2.1. Section d'investissement : tableau des emplois (4)

		Budget initial	DM ou virements de crédits	Total	Mandats émis (ESSMS publics) / Mouvements du compte (ESSMS privés)	Mandats en annulation (ESSMS publics)	Net (public)	Ecart	
								montant	en %
Remboursement des dettes financières		(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5)	(6) = (4)-(5)	(7) = (6)-(3)	(8) = (7)/(3)
26	Participations et créances rattachées à des participations	-	-	-	-	-	-	-	
26	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
271	Titres immobilisés (droit de propriété)	-	-	-	-	-	-	-	
272	Titres immobilisés (droit de créance)	-	-	-	-	-	-	-	
273	Comptes de placement (long terme)	-	-	-	-	-	-	-	
274	Prêts	-	-	-	-	-	-	-	
275	Dépôts et cautionnements versés	-	-	-	-	-	-	-	
2761	Créances diverses	-	-	-	-	-	-	-	
2768	Intérêts courus	-	-	-	-	-	-	-	
279	Versements restant à effectuer sur titres immobilisés non libérés (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	-	
27	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
Autres - Amortissements des immobilisations (reprises)									
280	Amortissements des immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	
2811	Amortissements des terrains de gisement	-	-	-	-	-	-	-	
2812	Amortissements des agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure	-	-	-	-	-	-	-	
2813	Amortissements des constructions sur sol propre	-	-	-	-	-	-	-	
2814	Amortissements des constructions sur sol d'autrui	-	-	-	-	-	-	-	
2815	Amortissements des installations, matériel et outillage techniques	-	-	-	-	-	-	-	
2818	Amortissements des autres immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-	-	
282	Amortissements des immobilisations reçues en affectation (Etablissements publics)	-	-	-	-	-	-	-	
28	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.2.1. Section d'investissement : tableau des emplois (4)

		Budget initial	DM ou virements de crédits	Total	Mandats émis (ESSMS publics) / Mouvements du compte (ESSMS privés)	Mandats en annulation (ESSMS publics)	Net (public)	Ecart	
								montant	en %
Autres - Dépréciation des immobilisations (reprises)		(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5)	(6) = (4)-(5)	(7) = (6)-(3)	(8) = (7)/(3)
290	Dépréciation des immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	
291	Dépréciation des immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-	-	
292	Dépréciation des immobilisations reçues en affectation (établissements publics)	-	-	-	-	-	-	-	
293	Dépréciation des immobilisations en cours	-	-	-	-	-	-	-	
296	Dépréciation des participations et créances rattachées à des participations	-	-	-	-	-	-	-	
297	Dépréciation des autres immobilisations financières	-	-	-	-	-	-	-	
29	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
39	**Dépréciation de stocks et en-cours**	-	-	-	-	-	-	-	
481	**Charges à répartir sur plusieurs exercices (augmentation)**	-	-	-	-	-	-	-	
49	**Dépréciation des comptes de tiers (reprises)**	-	-	-	-	-	-	-	
59	**Dépréciation des comptes financiers (reprises)**	-	-	-	-	-	-	-	
001	**Résultats d'investissement reporté (Déficit)**	-	-	-	-	-	-	-	
004	**Amortissements comptables excédentaires différés**	-	-	-	-	-	-	-	
003	**Excédent prévisionnel d'investissement**	-	2 626,66	2 626,66	-	-	-	- 2 626,66	-100,00%
	TOTAL GENERAL	**500,00**	**7 126,66**	**7 626,66**	**-**	**-**	**-**	**- 7 626,66**	**-100,00%**

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.2.2. Section d'investissement : ressources

		Budget initial	Crédits complémentaires ou virements	Total	Réel	Ecart	
						montant	en %
	Augmentation des fonds propres	(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5) = (4)-(3)	(6) = (5)/(3)
10	Fonds associatifs, apports, dotations et réserves	-	-	-	169,49	169,49	
1161	Amortissements comptables excédentaires différés	-	-	-	-	-	
13	Subventions d'investissement affectés à des biens non renouvelables	-	-	-	-	-	
	Dotations aux provisions						
14	Provisions réglementées (sauf compte 1412 : provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du BFR - dotation par financement de l'autorité de tarification)	-	-	-	-	-	
15	Provisions pour risques et charges	-	-	-	-	-	
	Augmentation des dettes financières						
16	Emprunts et dettes assimilées	-	-	-	-	-	
17	Dettes rattachées à des participations	-	-	-	-	-	
	Compte de liaison investissement						
18	Compte de liaison	-	-	-	-	-	
	Immobilisations (sorties)						
20	Immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	
21	Immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	
22	Immobilisations reçues en affectation	-	-	-	-	-	
23	Immobilisations en cours	-	-	-	-	-	
24	Immobilisations affectées, concédées, mises à disposition	-	-	-	-	-	
26	Participations et créances rattachées à des participations	-	-	-	-	-	
27	Autres immobilisations financières	-	-	-	-	-	
	Autres						
28	Amortissements des immobilisations (dotations)	500,00	-	500,00	406,74	- 93,26	-18,6
29	Dépréciation des immobilisations (dotations)	-	-	-	-	-	
39	Dépréciation de stocks et en-cours	-	-	-	-	-	
481	Charges à répartir sur plusieurs exercices (diminution)	-	-	-	-	-	
49	Dépréciation des comptes de tiers (dotations)	-	-	-	-	-	
59	Dépréciation des comptes financiers (dotations)	-	-	-	-	-	
	Total des ressources	**500,00**	**-**	**500,00**	**576,23**	**76,23**	**15,25**
001	Résultat d'investissement antérieur reporté (Excédent)	-	7 126,66	7 126,66	-	- 7 126,66	-100,0
004	Amortissements comptables excédentaires différés	-	-	-	-	-	
007	Déficit prévisionnel d'investissement	-	-	-	-	-	
	TOTAL GENERAL	**500,00**	**7 126,66**	**7 626,66**	**576,23**	**- 7 050,43**	**-92,44**

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.2.2. Section d'investissement : tableau des ressources (1)

		Budget initial	DM ou virements de crédits	Total	Titres émis (ESSMS publics) / Mouvements du compte (ESSMS privés)	Titres en réduction (ESSMS publics)	Net (public)	Ecart	
								montant	en %
Augmentation des fonds propres		(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5)	(6) = (4)-(5)	(7) = (6)-(3)	(8) = (7)/(3)
102	Fonds, apports et dotations	-	-	-	169,49	-	169,49	169,49	
103	Fonds associatifs avec droit de reprise (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	0,00	
105	Ecarts de réévaluation (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	0,00	
106	Réserves (*)	-	-	-	-	-	-	0,00	
10	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**169,49**	**-**	**169,49**	**169,49**	
1161	Amortissements comptables excédentaires différés	-	-	-	-	-	-	0,00	
1161	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	
131	Subventions d'investissement transférables	-	-	-	-	-	-	0,00	
138	Autres subventions d'investissement (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	0,00	
139	Subventions d'investissement inscrites au compte de résultat	-	-	-	-	-	-	0,00	
13	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	
Dotations									
1411	Provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du BFR - Dotation par recours à l'emprunt	-	-	-	-	-	-	0,00	
142	Provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations	-	-	-	-	-	-	0,00	
144	Provisions réglementées relatives aux autres éléments d'actif (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	0,00	
145	Amortissements dérogatoires	-	-	-	-	-	-	0,00	
146	Provision spéciale de réévaluation (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	0,00	
147	Plus-values réinvesties (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	0,00	
148	Autres provisions réglementées	-	-	-	-	-	-	0,00	
14861	*dont réserves des plus values nettes d'actif immobilisé (éts prive*	-	-	-	-	-	-	0,00	
14862	*dont réserves des plus values nettes d'actif circulant (éts privés)*	-	-	-	-	-	-	0,00	
14	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	
151	Provisions pour risques	-	-	-	-	-	-	0,00	
152	Provisions pour risques et charges sur emprunt (éts publics)	-	-	-	-	-	-	0,00	
153	Provisions pour pensions et obligations similaires (éts privés)	-	-	-	-	-	-	0,00	
155	Provisions pour impôts (éts privés)	-	-	-	-	-	-	0,00	
157	Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices	-	-	-	-	-	-	0,00	
158	Autres provisions pour charges	-	-	-	-	-	-	0,00	
15	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.2.2. Section d'investissement : tableau des ressources (2)

		Budget initial	DM ou virements de crédits	Total	Titres émis (ESSMS publics) / Mouvements du compte (ESSMS privés)	Titres en réduction (ESSMS publics)	Net (public)	Ecart	
								montant	en %
Augmentation des dettes financières		(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5)	(6) = (4)-(5)	(7) = (6)-(3)	(8) = (7)/(3)
163	Emprunts obligatoires	-	-	-	-	-	-	0,00	
164	Emprunts auprès des établissements de crédits	-	-	-	-	-	-	0,00	
165	Dépôts et cautionnements reçus	-	-	-	-	-	-	0,00	
166	Refinancement de la dette	-	-	-	-	-	-	0,00	
167	Emprunts et dettes assortis de conditions particulières	-	-	-	-	-	-	0,00	
168	Autres emprunts et dettes assimilées	-	-	-	-	-	-	0,00	
169	Primes de remboursements des obligations	-	-	-	-	-	-	0,00	
16	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
171	Dettes rattachées à des participations (groupe)	-	-	-	-	-	-	0,00	
174	Dettes rattachées à des participations (hors groupe)	-	-	-	-	-	-	0,00	
178	Dettes rattachées à des sociétés en participation	-	-	-	-	-	-	0,00	
17	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
Compte de liaison investissement									
18	Comptes de liaison	-	-	-	-	-	-	0,00	
18	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
Fonds dédiés (établissements privés)									
194	Fonds dédiés sur subvention de fonctionnement	-	-	-	-	-	-	0,00	
195	Fonds dédiés sur dons manuels affectés	-	-	-	-	-	-	0,00	
197	Fonds dédiés sur legs et donations affectés	-	-	-	-	-	-	0,00	
19	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
Immobilisations (sorties)									
201	Frais d'établissement	-	-	-	-	-	-	0,00	
203	Frais d'étude, de recherche, de développement et frais d'insertion	-	-	-	-	-	-	0,00	
205	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques et procédés, droits et valeurs similaires	-	-	-	-	-	-	0,00	
206	Droit au bail (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	0,00	
207	Fonds commercial (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	0,00	
208	Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	0,00	
20	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.2.2. Section d'investissement : tableau des ressources (3)

		Budget initial	DM ou virements de crédits	Total	Titres émis (ESSMS publics) / Mouvements du compte (ESSMS privés)	Titres en réduction (ESSMS publics)	Net (public)	Ecart	
								montant	en %
Immobilisations (sorties - suite)		(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5)	(6) = (4)-(5)	(7) = (6)-(3)	(8) = (7)/(3)
211	Terrains	-	-	-	-	-	-	0,00	
212	Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeur	-	-	-	-	-	-	0,00	
213	Constructions sur sol propre	-	-	-	-	-	-	0,00	
214	Constructions sur sol d'autrui	-	-	-	-	-	-	0,00	
215	Installations, matériel et outillage techniques	-	-	-	-	-	-	0,00	
216	Collections, oeuvres d'art	-	-	-	-	-	-	0,00	
2181	Installations générales, agencements, aménagements divers	-	-	-	-	-	-	0,00	
2182	Matériel de transport	-	-	-	-	-	-	0,00	
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	-	-	-	-	-	-	0,00	
2184	Mobilier	-	-	-	-	-	-	0,00	
2185	Cheptel	-	-	-	-	-	-	0,00	
2188	Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-	0,00	
21	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
221	Terrains	-	-	-	-	-	-	0,00	
222	Agencements et aménagements de terrains, plantations à demeure	-	-	-	-	-	-	0,00	
223	Constructions sur sol propre	-	-	-	-	-	-	0,00	
224	Constructions sur sol d'autrui	-	-	-	-	-	-	0,00	
225	Installations techniques, matériel et outillage	-	-	-	-	-	-	0,00	
226	Collections, œuvres d'art	-	-	-	-	-	-	0,00	
228	Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-	0,00	
229	Droits des propriétaires / Droits de l'affectant	-	-	-	-	-	-	0,00	
22	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.2.2.4 Section d'investissement : tableau des ressources (4)

		Budget initial	DM ou virements de crédits	Total	Titres émis (ESSMS publics) / Mouvements du compte (ESSMS privés)	Titres en réduction (ESSMS publics)	Net (public)	Ecart	
								montant	en %
Immobilisations (sorties - suite)		(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5)	(6) = (4)-(5)	(7) = (6)-(3)	(8) = (7)/(3)
2312	Terrains, agencements et aménagements des terrains en cours	-	-	-	-	-	-	0,00	
2313	Constructions en cours sur sol propre	-	-	-	-	-	-	0,00	
2314	Constructions en cours sur sol d'autrui	-	-	-	-	-	-	0,00	
2315	Installations techniques, matériel et outillage	-	-	-	-	-	-	0,00	
2318	Autres immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-	-	-	0,00	
232	Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-	-	-	0,00	
235	Immobilisations en cours - Part investissement PPP (partenariat public privé)	-	-	-	-	-	-	0,00	
237	Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	0,00	
238	Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-	0,00	
23	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
24	Immobilisations affectées, concédées ou mises à disposition (établissement public)	-	-	-	-	-	-	0,00	
24	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
26	Participations et créances rattachées à des participations	-	-	-	-	-	-	0,00	
26	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	
271	Titres immobilisés (droit de propriété)	-	-	-	-	-	-	0,00	
272	Titres immobilisés (droit de créance)	-	-	-	-	-	-	0,00	
273	Comptes de placement (long terme)	-	-	-	-	-	-	0,00	
274	Prêts	-	-	-	-	-	-	0,00	
275	Dépôts et cautionnements versés	-	-	-	-	-	-	0,00	
2761	Créances diverses	-	-	-	-	-	-	0,00	
2768	Intérêts courus	-	-	-	-	-	-	0,00	
279	Versements restant à effectuer sur titres immobilisés non libérés (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	0,00	
27	**TOTAL**	-	-	-	-	-	-	-	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.2.2. Section d'investissement : tableau des ressources (5)

		Budget initial	DM ou virements de crédits	Total	Titres émis (ESSMS publics) / Mouvements du compte (ESSMS privés)	Titres en réduction (ESSMS publics)	Net (public)	Ecart	
								montant	en %
Autres - Amortissements des immobilisations (dotations)		(1)	(2)	(3) = (1)+(2)	(4)	(5)	(6) = (4)-(5)	(7) = (6)-(3)	(8) = (7)/(3)
280	Amortissements des immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	0,00	
2811	Amortissements des terrains de gisement	-	-	-	-	-	-	0,00	
2812	Amortissements des agencements et des aménagements des terrains, plantations à demeure	-	-	-	-	-	-	0,00	
2813	Amortissements des construction sur sol propre	-	-	-	-	-	-	0,00	
2814	Amortissements des construction sur sol d'autrui	-	-	-	-	-	-	0,00	
2815	Amortissements des installations, matériel et outillage technique	-	-	-	-	-	-	0,00	
2818	Amortissements des autres immobilisations corporelles	500,00	-	500,00	406,74	-	406,74	-93,26	-18,65%
282	Amortissement des immobilisations reçues en affectation (établissements publics)	-	-	-	-	-	-	0,00	
28	**TOTAL**	**500,00**	**-**	**500,00**	**406,74**	**-**	**406,74**	**- 93,26**	**-18,65%**
Autres - Dépréciation des immobilisations (dotations)									
290	Dépréciation des immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	0,00	
291	Dépréciation des immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-	0,00	
292	Dépréciation des immobilisations reçues en affectation (établissements publics)	-	-	-	-	-	-	0,00	
293	Dépréciation des immobilisations en cours	-	-	-	-	-	-	0,00	
296	Dépréciation des participations et créances rattachées à des participations	-	-	-	-	-	-	0,00	
297	Dépréciation des autres immobilisations financières	-	-	-	-	-	-	0,00	
29	**TOTAL**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	
39	**Dépréciation de stocks et en-cours**	-	-	-	-	-	-	0,00	
481	**Charges à répartir sur plusieurs exercices (diminution)**	-	-	-	-	-	-	0,00	
49	**Dépréciation des comptes de tiers (dotations)**	-	-	-	-	-	-	0,00	
59	**Dépréciation des comptes financiers (dotations)**	-	-	-	-	-	-	0,00	
001	**Résultats d'investissement reporté (Excédent)**	-	7 126,66	7 126,66	-	-	-	-7 126,66	-100,00%
004	**Amortissements comptables excédentaires différés**	-	-	-	-	-	-	0,00	
007	**Déficit prévisionnel d'investissement**	-	-	-	-	-	-	0,00	
	TOTAL GENERAL	**500,00**	**7 126,66**	**7 626,66**	**576,23**	**-**	**576,23**	**- 7 050,43**	**-92,44%**

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.3.1. Tableau des amortissements

		Amortissements cumulés au 31 décembre n-1	Dotations de l'exercice	Diminutions résultant des sorties de l'exercice	Amortissements cumulés au 31 décembre n
		(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) - (3)
Amortissements des immobilisations incorporelles					
2801	Frais d'établissement	-	-	-	-
2803	Frais d'études, de recherche et de développement, et frais d'insertion	-	-	-	-
2805	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques et procédés, droits et valeurs similaires	-	-	-	-
2806	Droit au bail (établissements privés)	-	-	-	-
2807	Fonds commercial (établissements privés)	-	-	-	-
2808	Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Amortissements des immobilisations corporelles					
2811	Terrains	-	-	-	-
2812	Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure	-	-	-	-
2813	Constructions sur sol propre	-	-	-	-
2814	Constructions sur sol d'autrui	-	-	-	-
2815	Installations, matériel et outillage techniques	-	-	-	-
2818	Autres immobilisations corporelles	10 238,02	406,70	-	10 644,7
	dont : Matériel de transport				-
	Matériel de bureau	*8 176,07*	*200,74*		*8 376,8*
	Matériel informatique				-
282	Amortissement des immobilisations reçues en affectation (établissements publics)	-	-	-	-
	Total général	**10 238,02**	**406,70**	**-**	**10 644,72**

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.3.2 Tableau des provisions, des dépréciations, des fonds dédiés et des réserves de compensation

		Montant au 31 décembre n-1	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant au 31 décembre n
		(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2) - (3)
Réserves de compensation					
###	Des déficits d'exploitation	-	-	-	-
###	Des charges d'amortissement	-	-	-	-
Provisions réglementées					
141	Destinées à la couverture du besoin en fonds de roulement	-	-	-	-
142	Pour renouvellement des immobilisations	-	-	-	-
144	Provisions réglementées relatives aux autres éléments d'actif (établissements privés)	-	-	-	-
145	Amortissements dérogatoires	-	-	-	-
146	Provision spéciale de réévaluation (établissements privés)	-	-	-	-
147	Plus-values réinvesties (établissements privés)	-	-	-	-
148	Autres provisions réglementées	-	-	-	-
###	*dont réserves des plus values nettes d'actif immobilisé (établissements privés)*	-	-	-	-
###	*dont réserves des plus values nettes d'actif circulant (établissements privés)*	-	-	-	-
Provisions					
151	Provisions pour risques	-	-	-	-
152	Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices	-	-	-	-
153	Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices	-	-	-	-
155	Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices	-	-	-	-
157	Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices	-	-	-	-
158	Autres provisions pour charges	-	-	-	-
Dépréciations					
29	Dépréciation des immobilisations	-	-	-	-
39	Dépréciation des stocks et encours	-	-	-	-
49	Dépréciation des comptes de tiers	-	-	-	-
59	Dépréciation des comptes financiers	-	-	-	-
Fonds dédiés (établissements privés uniquement)					
194	Sur subvention de fonctionnement	-	-	-	-
195	Sur dons manuels affectés	-	-	-	-
197	Sur legs et donations affectés	-	-	-	-
	Total général	-	-	-	-

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

4.3.3.1. Tableau des emprunts en cours

Organisme prêteur	Date de souscript°	Durée (années)	Taux %	Capital emprunté	Dette en fin d'exercice précédent		Remboursement du capital de l'année n	Montant des intérêts de l'année n
					Capital	Intérêt		
Total				**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

5.1.1 Charges de la section d'exploitation

GROUPE I : DEPENSES AFFERENTES A L'EXPLOITATION COURANTE		Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virements de crédits et DM	Total (2) + (3)	dont CNR	Dépenses réalisées n	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
								montant	en %	
		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)		(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (5) / (4)	
ACHATS										
601	Achats stockés de matières premières et de fournitures	-	-	-	-	-	-	-	-	
602	Achats stockés - autres approvisionnements	-	-	-	-	-	-	-	-	
603	Variation des stocks	-	-	-	-	-	-	-	-	
606	Achats non stockés de matières et fournitures	774,01	2 000,00	-	2 000,00	-	875,78	- 1 124,22	43,79	
607	Achats de marchandise	-	-	-	-	-	-	-	-	
709	Rabais, remises, ristournes accordés par l'établissement	-	-	-	-	-	-	-	-	
713	Variations des stocks, en cours de production, produits (en dépenses)	-	-	-	-	-	-	-	-	
SERVICES EXTERIEURS										
6111	Sous-traitance : prestations à caractère médical	-	-	-	-	-	-	-	-	
6112	Sous-traitance : prestations à caractère médico-social	-	-	-	-	-	-	-	-	
6118	Sous-traitance : autres prestations de service	-	-	-	-	-	-	-	-	
AUTRES SERVICES EXTERIEURS										
6241	Transports de biens	-	-	-	-	-	-	-	-	
6242	Transports d'usagers	5 613,94	12 000,00	-	12 000,00	-	1 073,99	- 10 926,01	8,95	
6247	Transports collectifs de personnel	-	-	-	-	-	-	-	-	
6248	Transports divers	-	-	-	-	-	-	-	-	
625	Déplacements, missions et réceptions	-	100,00	-	100,00	-	-	- 100,00	-	
626	Frais postaux et frais de télécommunications	375,11	400,00	-	400,00	-	574,29	174,29	143,57	
6281	Prestations de blanchissage à l'extérieur	-	-	-	-	-	-	-	-	
6282	Prestations d'alimentation à l'extérieur	4 153,85	9 000,00	-	9 000,00	-	1 043,08	- 7 956,92	11,59	
6283	Prestations de nettoyage à l'extérieur	-	-	-	-	-	-	-	-	
6284	Prestations d'informatique à l'extérieur	-	-	-	-	-	-	-	-	
6287	Remboursement de frais	-	-	-	-	-	-	-	-	
6288	Autres prestations	-	-	-	-	-	-	-	-	
	TOTAL GROUPE I	**10 916,91**	**23 500,00**	**0,00**	**23 500,00**	**0,00**	**3 567,14**	**-19 932,86**	**15,18**	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

GROUPE II : DEPENSES AFFERENTES AU PERSONNEL		Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virements de crédits et DM	Total (2) + (3)	dont CNR	Dépenses réalisées n	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
								montant	en %	
		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)		(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (5) / (4)	
621	Personnel extérieur à l'établissement	-	-	-	-	-	-	-	-	
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	120,00	120,00	-	120,00	-	120,00	-	100,00	
631	Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impôts)	-	-	-	-	-	-	-	-	
633	Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (autres organismes)	783,87	950,00	-	950,00	-	1 183,25	233,25	124,55	
641	Rémunération du personnel non médical	34 765,44	32 800,00	-	32 800,00	-	49 249,82	16 449,82	150,15	
642	Rémunération du personnel médical	-	-	-	-	-	-	-	-	
643	Personnes handicapées	-	-	-	-	-	-	-	-	
645	Charges de sécurité sociale et de prévoyance	13 574,27	13 480,00	-	13 480,00	-	19 199,64	5 719,64	142,43	
646	Charges personnes handicapées	-	-	-	-	-	-	-	-	
647	Autres charges sociales	-	90,00	-	90,00	-	90,00	-	100,00	
648	Autres charges de personnel	19 431,67	30 560,00	-	30 560,00	-	7 322,80	- 23 237,20	23,96	
	TOTAL GROUPE II	**68 675,25**	**78 000,00**	**0,00**	**78 000,00**	**0,00**	**77 165,51**	**-834,49**	**98,93**	
	dont Montant des provisionnements pour congés à payer		0,00	0,00	0,00		0,00	-	-	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

GROUPE III : DEPENSES AFFERENTES A LA STRUCTURE		Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virements de crédits et DM	Total (2) + (3)	dont CNR	Dépenses réalisées n	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
								montant	en %	
		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)		(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (5) / (4)	
612	Redevances de crédit bail	-	-	-	-	-	-	-	-	
6132	Locations immobilières	5 004,00	5 010,00	-	5 010,00	-	5 004,00	- 6,00	99,88	
6135	Locations mobilières	-	-	-	-	-	-	-	-	
614	Charges locatives et de co-propriété	-	-	-	-	-	-	-	-	
6152	Entretien et réparations sur biens immobiliers	-	-	-	-	-	-	-	-	
6155	Entretien et réparations sur biens mobiliers	-	-	-	-	-	-	-	-	
6156	Maintenance	-	-	-	-	-	-	-	-	
616	Primes d'assurances	253,56	350,00	-	350,00	-	244,03	- 105,97	69,72	
617	Etudes et recherches	-	-	-	-	-	-	-	-	
618	Divers	-	500,00	-	500,00	-	-	- 500,00	-	
623	Information, publications, relations publiques	-	200,00	-	200,00	-	-	- 200,00	-	
627	Services bancaires et assimilés	-	-	-	-	-	-	-	-	
635	Autres impôts taxes et versements assimilés (administration des impôts)	-	-	-	-	-	-	-	-	
637	Autres impôts taxes et versements assimilés (autres organismes)	-	-	-	-	-	-	-	-	
AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE										
651	Redevances pour concessions, brevets, licences, procédés, droits et valeurs similaires	-	-	-	-	-	-	-	-	
654	Pertes sur créances irrécouvrables	-	-	-	-	-	-	-	-	
655	Quote part résultat opération	-	-	-	-	-	-	-	-	
657	Subventions	304,00	400,00	-	400,00	-	-	- 400,00	-	
658	Charges diverses de gestion courante	-	-	-	-	-	-	-	-	
CHARGES FINANCIERES										
66	Charges financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
CHARGES EXCEPTIONNELLES										
671	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	-	-	-	-	-	-	-	-	
673	Charges sur exercices antérieurs	-	-	-	-	-	-	-	-	
675	Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	-	-	-	-	-	-	-	-	
678	Autres charges exceptionnelles	-	-	-	-	-	-	-	-	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

GROUPE III : DEPENSES AFFERENTES A LA STRUCTURE		Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virements de crédits et DM	Total (2) + (3)	dont CNR	Dépenses réalisées n	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
								montant	en %	
OTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX DEPRECIATIONS, UX PROVISIONS ET ENGAGEMENTS		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)		(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (5) / (4)	
11	Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	1 018,88	500,00	-	500,00	-	406,74	- 93,26	81,35	
12	Dotations aux amortissements des charges d'exploitation à répartir	-	-	-	-	-	-	-	-	
15	Dotations aux provisions pour risques et charges d'exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	
16	Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	-	
17	Dépréciation des actifs circulants	-	-	-	-	-	-	-	-	
6	Dotations aux amortissements et aux provisions - charges financières	-	-	-	-	-	-	-	-	
7	Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions : charges exceptionnelles	-	-	-	-	-	-	-	-	
71	*dont dotations aux amortissements exceptionnels des immobilisations*	-	-	-	-	-	-	-	-	
1725	*dont dotations aux amortissements dérogatoires*	-	-	-	-	-	-	-	-	
1741	*dont dotations aux provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du BFR*	-	-	-	-	-	-	-	-	
1742	*dont dotations aux provisions règlementées pour renouvellement des immobilisations*	-	-	-	-	-	-	-	-	
37461	*dont dotations aux provisions réglementées : réserves des plus-values nettes d'actif immobilisé (établissements privés)*	-	-	-	-	-	-	-	-	
37462	*dont dotations aux provisions réglementées : réserves des plus-values nettes d'actif circulant (établissements privés)*	-	-	-	-	-	-	-	-	
3748	*dont autres*	-	-	-	-	-	-	-	-	
376	*dont dotations aux provisions pour dépréciations exceptionnelles*	-	-	-	-	-	-	-	-	
9	Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions : charges exceptionnelles	-	-	-	-	-	-	-	-	
394	*dont dotations aux amortissements exceptionnels des immobilisations*	-	-	-	-	-	-	-	-	
395	*dont dotations aux amortissements dérogatoires*	-	-	-	-	-	-	-	-	
397	*dont dotations aux provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du BFR*	-	-	-	-	-	-	-	-	
	TOTAL GROUPE III	**6 580,44**	**6 960,00**	**0,00**	**6 960,00**	**0,00**	**5 654,77**	**-1 305,23**	**81,25**	
	OTAL GENERAL (GROUPE I + GROUPE II + GROUPE III)	**86 172,60**	**108 460,00**	**0,00**	**108 460,00**	**0,00**	**86 387,42**	**-22 072,58**	**79,65**	
02	Déficit de la section d'exploitation reporté	-	-	-	-		-			
05	Amortissements comptables excédentaires différés	-	-	-	-		-			
	OTAL DEPENSES D'EXPLOITATION	**86 172,60**	**108 460,00**	**0,00**	**108 460,00**	**0,00**	**86 387,42**	**-22 072,58**	**79,65**	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

5.1.1 Charges de la section d'exploitation Section Hébergement

Section d'imputation : HEBERGEMENT GROUPE I : DEPENSES AFFERENTES A L'EXPLOITATION COURANTE		Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virements de crédits et DM	Total (2) + (3)	Dépenses réalisées n	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
							montant	en %	
		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (5) / (4)	
ACHATS									
601	Achats stockés de matières premières et de fournitures	-	-	-	-	-	-	-	
602	Achats stockés - autres approvisionnements	-	-	-	-	-	-	-	
603	Variation des stocks	-	-	-	-	-	-	-	
606	Achats non stockés de matières et fournitures	278,75	1 450,00	-	1 450,00	379,28	- 1 070,72	26,16	
607	Achats de marchandise	-	-	-	-	-	-	-	
709	Rabais, remises, ristournes accordés par l'établissement	-	-	-	-	-	-	-	
713	Variations des stocks, en cours de production, produits (en dépenses)	-	-	-	-	-	-	-	
SERVICES EXTERIEURS									
6111	Sous-traitance : prestations à caractère médical	-	-	-	-	-	-	-	
6112	Sous-traitance : prestations à caractère médico-social	-	-	-	-	-	-	-	
6118	Sous-traitance : autres prestations de service	-	-	-	-	-	-	-	
AUTRES SERVICES EXTERIEURS									
6241	Transports de biens	-	-	-	-	-	-	-	
6242	Transports d'usagers	-	-	-	-	-	-	-	
6247	Transports collectifs de personnel	-	-	-	-	-	-	-	
6248	Transports divers	-	-	-	-	-	-	-	
625	Déplacements, missions et réceptions	-	100,00	-	100,00	-	- 100,00	-	
626	Frais postaux et frais de télécommunications	375,11	400,00	-	400,00	574,29	174,29	143,57	
6281	Prestations de blanchissage à l'extérieur	-	-	-	-	-	-	-	
6282	Prestations d'alimentation à l'extérieur	4 153,85	9 000,00	-	9 000,00	1 043,08	- 7 956,92	11,59	
6283	Prestations de nettoyage à l'extérieur	-	-	-	-	-	-	-	
6284	Prestations d'informatique à l'extérieur	-	-	-	-	-	-	-	
6287	Remboursement de frais	-	-	-	-	-	-	-	
6288	Autres prestations	-	-	-	-	-	-	-	
	TOTAL GROUPE I	**4 807,71**	**10 950,00**	**0,00**	**10 950,00**	**1 996,65**	**-8 953,35**	**18,23**	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

GROUPE II : DEPENSES AFFERENTES AU PERSONNEL		Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virements de crédits et DM	Total (2) + (3)	Dépenses réalisées n	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
							montant	en %	
		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (5) / (4)	
621	Personnel extérieur à l'établissement	-	-	-	-	-	-	-	
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	9,00	-	-	-	-	-	-	
631	Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impôts)	-	-	-	-	-	-	-	
633	Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (autres organismes)	58,76	-	-	-	-	-	-	
641	Rémunération du personnel non médical	2 606,20	-	-	-	-	-	-	
642	Rémunération du personnel médical	-	-	-	-	-	-	-	
643	Personnes handicapées	-	-	-	-	-	-	-	
645	Charges de sécurité sociale et de prévoyance	1 017,59	-	-	-	-	-	-	
646	Charges personnes handicapées	-	-	-	-	-	-	-	
647	Autres charges sociales	-	-	-	-	-	-	-	
648	Autres charges de personnel	1 456,70	13 143,00	-	13 143,00	3 001,53	- 10 141,47	22,84	
	TOTAL GROUPE II	**5 148,25**	**13 143,00**	**0,00**	**13 143,00**	**3 001,53**	**-10 141,47**	**22,84**	
	dont Montant des provisionnements pour congés à payer								

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

GROUPE III : DEPENSES AFFERENTES A LA STRUCTURE		Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virements de crédits et DM	Total (2) + (3)	Dépenses réalisées n	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
							montant	en %	
		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (5) / (4)	
512	Redevances de crédit bail	-	-	-	-	-	-	-	
5132	Locations immobilières	5 004,00	5 010,00	-	5 010,00	-	- 5 010,00	-	
5135	Locations mobilières	-	-	-	-	-	-	-	
514	Charges locatives et de co-propriété	-	-	-	-	-	-	-	
5152	Entretien et réparations sur biens immobiliers	-	-	-	-	-	-	-	
5155	Entretien et réparations sur biens mobiliers	-	-	-	-	-	-	-	
5156	Maintenance	-	-	-	-	-	-	-	
516	Primes d'assurances	253,56	350,00	-	350,00	244,03	- 105,97	69,72	
517	Etudes et recherches	-	-	-	-	-	-	-	
518	Divers	-	100,00	-	100,00	-	- 100,00	-	
523	Information, publications, relations publiques	-	200,00	-	200,00	-	- 200,00	-	
527	Services bancaires et assimilés	-	-	-	-	-	-	-	
535	Autres impôts taxes et versements assimilés (administration des impôts)	-	-	-	-	-	-	-	
537	Autres impôts taxes et versements assimilés (autres organismes)	-	-	-	-	-	-	-	
AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE									
651	Redevances pour concessions, brevets, licences, procédés, droits et valeurs similaires	-	-	-	-	-	-	-	
654	Pertes sur créances irrécouvrables	-	-	-	-	-	-	-	
655	Quote part résultat opération	-	-	-	-	-	-	-	
657	Subventions	-	-	-	-	-	-	-	
658	Charges diverses de gestion courante	-	-	-	-	-	-	-	
CHARGES FINANCIERES									
66	Charges financières	-	-	-	-	-	-	-	
CHARGES EXCEPTIONNELLES									
671	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	-	-	-	-	-	-	-	
673	Charges sur exercices antérieurs	-	-	-	-	-	-	-	
675	Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	-	-	-	-	-	-	-	
678	Autres charges exceptionnelles	-	-	-	-	-	-	-	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

GROUPE III : DEPENSES AFFERENTES A LA STRUCTURE		Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virements de crédits et DM	Total (2) + (3)	Dépenses réalisées n	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
							montant	en %	
		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (5) / (4)	
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX PROVISIONS ET AUX ENGAGEMENTS									
6811	Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	1 018,88	500,00	-	500,00	406,74	- 93,26	81,35	
6812	Dotations aux amortissements des charges d'exploitation à répartir	-	-	-	-	-	-	-	
6815	Dotations aux provisions pour risques et charges d'exploitation	-	-	-	-	-	-	-	
6816	Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	
6817	Dépréciation des actifs circulants	-	-	-	-	-	-	-	
686	Dotations aux amortissements et aux provisions - charges financières	-	-	-	-	-	-	-	
687	Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions : charges exceptionne	-	-	-	-	-	-	-	
6871	*dont dotations aux amortissements exceptionnels des immobilisations*	-	-	-	-	-	-	-	
6872	*dont dotations aux amortissements dérogatoires*	-	-	-	-	-	-	-	
68741	*dont dotations aux provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du BFR*	-	-	-	-	-	-	-	
68742	*dont dotations aux provisions règlementées pour renouvellement des immobilisatic*	-	-	-	-	-	-	-	
687461	*dont dotations aux provisions réglementées : réserves des plus-values nettes d'actif immobilisé (établissements privés)*	-	-	-	-	-	-	-	
687462	*dont dotations aux provisions réglementées : réserves des plus-values nettes d'actif circulant (établissements privés)*	-	-	-	-	-	-	-	
68748	*dont autres*	-	-	-	-	-	-	-	
6876	*dont dotations aux provisions pour dépréciations exceptionnelles*	-	-	-	-	-	-	-	
689	Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions : charges exceptionne	-	-	-	-	-	-	-	
6894	*dont dotations aux amortissements exceptionnels des immobilisations*	-	-	-	-	-	-	-	
6895	*dont dotations aux amortissements dérogatoires*	-	-	-	-	-	-	-	
6897	*dont dotations aux provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du BFR*	-	-	-	-	-	-	-	
TOTAL GROUPE III		**6 276,44**	**6 160,00**	**-**	**6 160,00**	**650,77**	**- 5 509,23**	**10,56**	
TOTAL GENERAL (GROUPE I + GROUPE II + GROUPE III)		**16 232,40**	**30 253,00**	**-**	**30 253,00**	**5 648,95**	**- 24 604,05**	**18,67**	
002	Déficit de la section d'exploitation reporté	-	-	-	-	-			
005	Amortissements comptables excédentaires différés	-	-	-	-	-			
TOTAL DEPENSES D'EXPLOITATION - HEBERGEMENT		**16 232,40**	**30 253,00**	**-**	**30 253,00**	**5 648,95**	**- 24 604,05**	**18,67**	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

5.1.1 Charges de la section d'exploitation Section Dépendance

Section d'imputation : DEPENDANCE		Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virements de crédits et DM	Total (2) + (3)	Dépenses réalisées n	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
GROUPE I : DEPENSES AFFERENTES A L'EXPLOITATION COURANTE							montant	en %	
		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (5) / (4)	
ACHATS									
601	Achats stockés de matières premières et de fournitures	-	-	-	-	-	-	-	
602	Achats stockés - autres approvisionnements	-	-	-	-	-	-	-	
603	Variation des stocks	-	-	-	-	-	-	-	
606	Achats non stockés de matières et fournitures	-	150,00	-	150,00	-	- 150,00	-	
607	Achats de marchandise	-	-	-	-	-	-	-	
709	Rabais, remises, ristournes accordés par l'établissement	-	-	-	-	-	-	-	
713	Variations des stocks, en cours de production, produits (en dépenses)	-	-	-	-	-	-	-	
SERVICES EXTERIEURS									
6111	Sous-traitance : prestations à caractère médical	-	-	-	-	-	-	-	
6112	Sous-traitance : prestations à caractère médico-social	-	-	-	-	-	-	-	
6118	Sous-traitance : autres prestations de service	-	-	-	-	-	-	-	
AUTRES SERVICES EXTERIEURS									
6241	Transports de biens	-	-	-	-	-	-	-	
6242	Transports d'usagers	-	-	-	-	-	-	-	
6247	Transports collectifs de personnel	-	-	-	-	-	-	-	
6248	Transports divers	-	-	-	-	-	-	-	
625	Déplacements, missions et réceptions	-	-	-	-	-	-	-	
626	Frais postaux et frais de télécommunications	-	-	-	-	-	-	-	
6281	Prestations de blanchissage à l'extérieur	-	-	-	-	-	-	-	
6282	Prestations d'alimentation à l'extérieur	-	-	-	-	-	-	-	
6283	Prestations de nettoyage à l'extérieur	-	-	-	-	-	-	-	
6284	Prestations d'informatique à l'extérieur	-	-	-	-	-	-	-	
6287	Remboursement de frais	-	-	-	-	-	-	-	
6288	Autres prestations	-	-	-	-	-	-	-	
	TOTAL GROUPE I	**0,00**	**150,00**	**0,00**	**150,00**	**0,00**	**-150,00**	**0,00**	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

GROUPE II : DEPENSES AFFERENTES AU PERSONNEL		Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virements de crédits et DM	Total (2) + (3)	Dépenses réalisées n	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
							montant	en %	
		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (5) / (4)	
21	Personnel extérieur à l'établissement	-	-	-	-	-	-	-	
22	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	-	-	-	-	-	-	-	
31	Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impôts)	-	-	-	-	-	-	-	
33	Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (autres organismes)	-	-	-	-	-	-	-	
41	Rémunération du personnel non médical	-	-	-	-	-	-	-	
42	Rémunération du personnel médical	-	-	-	-	-	-	-	
43	Personnes handicapées	-	-	-	-	-	-	-	
45	Charges de sécurité sociale et de prévoyance	-	-	-	-	-	-	-	
46	Charges personnes handicapées	-	-	-	-	-	-	-	
47	Autres charges sociales	-	-	-	-	-	-	-	
48	Autres charges de personnel	3 748,22	6 513,00	-	6 513,00	6 167,30	- 345,70	94,69	
	TOTAL GROUPE II	**3 748,22**	**6 513,00**	**0,00**	**6 513,00**	**6 167,30**	**-345,70**	**94,69**	
	dont Montant des provisionnements pour congés à payer								

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

GROUPE III : DEPENSES AFFERENTES A LA STRUCTURE

		Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virements de crédits et DM	Total (2) + (3)	Dépenses réalisées n	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
							montant	en %	
		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (5) / (4)	
612	Redevances de crédit bail	-	-	-	-	-	-	-	
6132	Locations immobilières	-	-	-	-	-	-	-	
6135	Locations mobilières	-	-	-	-	-	-	-	
614	Charges locatives et de co-propriété	-	-	-	-	-	-	-	
6152	Entretien et réparations sur biens immobiliers	-	-	-	-	-	-	-	
6155	Entretien et réparations sur biens mobiliers	-	-	-	-	-	-	-	
6156	Maintenance	-	-	-	-	-	-	-	
616	Primes d'assurances	-	-	-	-	-	-	-	
617	Etudes et recherches	-	-	-	-	-	-	-	
618	Divers	-	-	-	-	-	-	-	
623	Information, publications, relations publiques	-	-	-	-	-	-	-	
627	Services bancaires et assimilés	-	-	-	-	-	-	-	
635	Autres impôts taxes et versements assimilés (administration des impôts)	-	-	-	-	-	-	-	
637	Autres impôts taxes et versements assimilés (autres organismes)	-	-	-	-	-	-	-	
	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE								
651	Redevances pour concessions, brevets, licences, procédés, droits et valeurs similaires	-	-	-	-	-	-	-	
654	Pertes sur créances irrécouvrables	-	-	-	-	-	-	-	
655	Quote part résultat opération	-	-	-	-	-	-	-	
657	Subventions	-	-	-	-	-	-	-	
658	Charges diverses de gestion courante	-	-	-	-	-	-	-	
	CHARGES FINANCIERES								
66	Charges financières	-	-	-	-	-	-	-	
	CHARGES EXCEPTIONNELLES								
671	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	-	-	-	-	-	-	-	
673	Charges sur exercices antérieurs	-	-	-	-	-	-	-	
675	Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	-	-	-	-	-	-	-	
678	Autres charges exceptionnelles	-	-	-	-	-	-	-	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

GROUPE III : DEPENSES AFFERENTES A LA STRUCTURE		Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virements de crédits et DM	Total (2) + (3)	Dépenses réalisées n	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
							montant	en %	
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX PROVISIONS ET AUX ENGAGEMENTS		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (5) / (4)	
6811	Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	-	-	-	-	-	-	-	
6812	Dotations aux amortissements des charges d'exploitation à répartir	-	-	-	-	-	-	-	
6815	Dotations aux provisions pour risques et charges d'exploitation	-	-	-	-	-	-	-	
6816	Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	
6817	Dépréciation des actifs circulants	-	-	-	-	-	-	-	
686	Dotations aux amortissements et aux provisions - charges financières	-	-	-	-	-	-	-	
687	Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions : charges exceptionnell	-	-	-	-	-	-	-	
6871	*dont dotations aux amortissements exceptionnels des immobilisations*	-	-	-	-	-	-	-	
68725	*dont dotations aux amortissements dérogatoires*	-	-	-	-	-	-	-	
68741	*dont dotations aux provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du BFR*	-	-	-	-	-	-	-	
68742	*dont dotations aux provisions règlementées pour renouvellement des immobilisation*	-	-	-	-	-	-	-	
687461	*dont dotations aux provisions réglementées : réserves des plus-values nettes d'actif immobilisé (établissements privés)*	-	-	-	-	-	-	-	
687462	*dont dotations aux provisions réglementées : réserves des plus-values nettes d'actif circulant (établissements privés)*	-	-	-	-	-	-	-	
68748	*dont autres*	-	-	-	-	-	-	-	
6876	*dont dotations aux provisions pour dépréciations exceptionnelles*	-	-	-	-	-	-	-	
689	Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions : charges exceptionnell	-	-	-	-	-	-	-	
6894	*dont dotations aux amortissements exceptionnels des immobilisations*	-	-	-	-	-	-	-	
6895	*dont dotations aux amortissements dérogatoires*	-	-	-	-	-	-	-	
6897	*dont dotations aux provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du BFR*	-	-	-	-	-	-	-	
	TOTAL GROUPE III	-	-	-	-	-	-	-	
	TOTAL GENERAL (GROUPE I + GROUPE II + GROUPE III)	3 748,22	6 663,00	-	6 663,00	6 167,30	- 495,70	92,56	
002	Déficit de la section d'exploitation reporté	-	-	-	-	-			
005	Amortissements comptables excédentaires différés	-	-	-	-	-			
	TOTAL DEPENSES D'EXPLOITATION - DEPENDANCE	3 748,22	6 663,00	-	6 663,00	6 167,30	- 495,70	92,56	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

5.1.1 Charges de la section d'exploitation Section Soins

Section d'imputation : SOINS		Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virements de crédits et DM	Total (2) + (3)	Dépenses réalisées n	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
GROUPE I : DEPENSES AFFERENTES A L'EXPLOITATION COU							montant	en %	
ACHATS		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (5) / (4)	
601	Achats stockés de matières premières et de fournitures	-	-	-	-	-	-	-	
602	Achats stockés - autres approvisionnements	-	-	-	-	-	-	-	
603	Variation des stocks	-	-	-	-	-	-	-	
606	Achats non stockés de matières et fournitures	495,26	400,00	-	400,00	496,50	96,50	124,13	
607	Achats de marchandise	-	-	-	-	-	-	-	
709	Rabais, remises, ristournes accordés par l'établissement	-	-	-	-	-	-	-	
713	Variations des stocks, en cours de production, produits (en dépenses)	-	-	-	-	-	-	-	
SERVICES EXTERIEURS									
6111	Sous-traitance : prestations à caractère médical	-	-	-	-	-	-	-	
6112	Sous-traitance : prestations à caractère médico-social	-	-	-	-	-	-	-	
6118	Sous-traitance : autres prestations de service	-	-	-	-	-	-	-	
AUTRES SERVICES EXTERIEURS									
6241	Transports de biens	-	-	-	-	-	-	-	
6242	Transports d'usagers	5 613,94	12 000,00	-	12 000,00	1 073,99	- 10 926,01	8,95	
6247	Transports collectifs de personnel	-	-	-	-	-	-	-	
6248	Transports divers	-	-	-	-	-	-	-	
625	Déplacements, missions et réceptions	-	-	-	-	-	-	-	
626	Frais postaux et frais de télécommunications	-	-	-	-	-	-	-	
6281	Prestations de blanchissage à l'extérieur	-	-	-	-	-	-	-	
6282	Prestations d'alimentation à l'extérieur	-	-	-	-	-	-	-	
6283	Prestations de nettoyage à l'extérieur	-	-	-	-	-	-	-	
6284	Prestations d'informatique à l'extérieur	-	-	-	-	-	-	-	
6287	Remboursement de frais	-	-	-	-	-	-	-	
6288	Autres prestations	-	-	-	-	-	-	-	
	TOTAL GROUPE I	**6 109,20**	**12 400,00**	**0,00**	**12 400,00**	**1 570,49**	**-10 829,51**	**12,67**	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

GROUPE II : DEPENSES AFFERENTES AU PERSONNEL		Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virements de crédits et DM	Total (2) + (3)	Dépenses réalisées n	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
							montant	en %	
		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (5) / (4)	
621	Personnel extérieur à l'établissement	-	-	-	-	-	-	-	
622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	104,45	-	-	-	-	-	-	
631	Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impôts)	-	-	-	-	-	-	-	
633	Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (autres organismes)	682,33	-	-	-	-	-	-	
641	Rémunération du personnel non médical	30 261,78	-	-	-	-	-	-	
642	Rémunération du personnel médical	-	-	-	-	-	-	-	
643	Personnes handicapées	-	-	-	-	-	-	-	
645	Charges de sécurité sociale et de prévoyance	11 815,81	-	-	-	-	-	-	
646	Charges personnes handicapées	-	-	-	-	-	-	-	
647	Autres charges sociales	-	-	-	-	-	-	-	
648	Autres charges de personnel	16 914,41	58 344,00	-	58 344,00	67 996,67	9 652,67	116,54	
	TOTAL GROUPE II	**59 778,78**	**58 344,00**	**0,00**	**58 344,00**	**67 996,67**	**9 652,67**	**116,54**	
	dont Montant des provisionnements pour congés à payer								

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

GROUPE III : DEPENSES AFFERENTES A LA STRUCTURE		Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virements de crédits et DM	Total (2) + (3)	Dépenses réalisées n	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
							montant	en %	
		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (5) / (4)	
612	Redevances de crédit bail	-	-	-	-	-	-	-	
6132	Locations immobilières	-	-	-	-	5 004,00	5 004,00	-	
6135	Locations mobilières	-	-	-	-	-	-	-	
614	Charges locatives et de co-propriété	-	-	-	-	-	-	-	
6152	Entretien et réparations sur biens immobiliers	-	-	-	-	-	-	-	
6155	Entretien et réparations sur biens mobiliers	-	-	-	-	-	-	-	
6156	Maintenance	-	-	-	-	-	-	-	
616	Primes d'assurances	-	-	-	-	-	-	-	
617	Etudes et recherches	-	-	-	-	-	-	-	
618	Divers	-	-	-	-	-	-	-	
623	Information, publications, relations publiques	-	400,00	-	400,00	-	- 400,00	-	
627	Services bancaires et assimilés	-	-	-	-	-	-	-	
635	Autres impôts taxes et versements assimilés (administration des impôts)	-	-	-	-	-	-	-	
637	Autres impôts taxes et versements assimilés (autres organismes)	-	-	-	-	-	-	-	
AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE									
651	Redevances pour concessions, brevets, licences, procédés, droits et valeurs similaires	-	-	-	-	-	-	-	
654	Pertes sur créances irrécouvrables	-	-	-	-	-	-	-	
655	Quote part résultat opération	-	-	-	-	-	-	-	
657	Subventions	304,00	400,00	-	400,00	-	- 400,00	-	
658	Charges diverses de gestion courante	-	-	-	-	-	-	-	
CHARGES FINANCIERES									
66	Charges financières	-	-	-	-	-	-	-	
CHARGES EXCEPTIONNELLES									
671	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	-	-	-	-	-	-	-	
673	Charges sur exercices antérieurs	-	-	-	-	-	-	-	
675	Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	-	-	-	-	-	-	-	
678	Autres charges exceptionnelles	-	-	-	-	-	-	-	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

	GROUPE III : DEPENSES AFFERENTES A LA STRUCTURE	Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virements de crédits et DM	Total (2) + (3)	Dépenses réalisées n	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
							montant	en %	
	OTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX PROVISIONS T AUX ENGAGEMENTS	(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (5) / (4)	
11	Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	-	-	-	-	-	-	-	
12	Dotations aux amortissements des charges d'exploitation à répartir	-	-	-	-	-	-	-	
15	Dotations aux provisions pour risques et charges d'exploitation	-	-	-	-	-	-	-	
16	Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	
17	Dépréciation des actifs circulants	-	-	-	-	-	-	-	
6	Dotations aux amortissements et aux provisions - charges financières	-	-	-	-	-	-	-	
7	Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions : charges exceptionne	-	-	-	-	-	-	-	
71	*dont dotations aux amortissements exceptionnels des immobilisations*	-	-	-	-	-	-	-	
3725	*dont dotations aux amortissements dérogatoires*	-	-	-	-	-	-	-	
3741	*dont dotations aux provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du BFR*	-	-	-	-	-	-	-	
3742	*dont dotations aux provisions règlementées pour renouvellement des immobilisatic*	-	-	-	-	-	-	-	
37461	*dont dotations aux provisions réglementées : réserves des plus-values nettes d'actif immobilisé (établissements privés)*	-	-	-	-	-	-	-	
37462	*dont dotations aux provisions réglementées : réserves des plus-values nettes d'actif circulant (établissements privés)*	-	-	-	-	-	-	-	
3748	*dont autres*	-	-	-	-	-	-	-	
376	*dont dotations aux provisions pour dépréciations exceptionnelles*	-	-	-	-	-	-	-	
9	Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions : charges exceptionne	-	-	-	-	-	-	-	
394	*dont dotations aux amortissements exceptionnels des immobilisations*	-	-	-	-	-	-	-	
395	*dont dotations aux amortissements dérogatoires*	-	-	-	-	-	-	-	
397	*dont dotations aux provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du BFR*	-	-	-	-	-	-	-	
	TOTAL GROUPE III	**304,00**	**800,00**	**-**	**800,00**	**5 004,00**	**4 204,00**	**625,50**	
	OTAL GENERAL (GROUPE I + GROUPE II + GROUPE III)	**66 191,98**	**71 544,00**	**-**	**71 544,00**	**74 571,16**	**3 027,16**	**104,23**	
02	Déficit de la section d'exploitation reporté	-	-	-	-	-			
05	Amortissements comptables excédentaires différés	-	-	-	-	-			
	OTAL DEPENSES D'EXPLOITATION - SOINS	**66 191,98**	**71 544,00**	**-**	**71 544,00**	**74 571,16**	**3 027,16**	**104,23**	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

5.1.2 Produits de la section d'exploitation

GROUPE I : PRODUITS DE LA TARIFICATION ET ASSIMILES		Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virements de crédits et DM	Total (2) + (3)	Recettes réalisées n	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
							montant	en %	
		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (5) / (4)	
731	Produits à la charge de l'assurance maladie (hors EHPAD)	68 187,90	71 545,00	-	71 545,00	70 555,74	- 989,26	98,62	
731224	*dont prise en charge au titre des dispositions de l'article L. 242-4 du CASF*	-	-	-	-	-	-	-	
732	Produits à la charge de l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	
733	Produits à la charge du département (hors EHPAD)	-	-	-	-	-	-	-	
733222	*dont prise en charge au titre des dispositions de l'article L. 242-4 du CASF*	-	-	-	-	-	-	-	
734	Produits à la charge de l'usager (hors EHPAD)	20 584,08	36 915,00	- 4 578,84	32 336,16	3 864,19	- 28 471,97	11,95	
735	Produits des EHPAD - Secteur des personnes âgées	-	-	-	-	-	-	-	
7351	*dont produits à la charge de l'assurance maladie*	-	-	-	-	-	-	-	
7352	*dont produits à la charge du département*	-	-	-	-	-	-	-	
7353	*dont produits à la charge de l'usager*	-	-	-	-	-	-	-	
738	Produits à la charge d'autres financeurs	-	-	-	-	-	-	-	
	TOTAL GROUPE I	**88 771,98**	**108 460,00**	**-4 578,84**	**103 881,16**	**74 419,93**	**-29 461,23**	**71,64**	

GROUPE II : AUTRES PRODUITS RELATIFS A L'EXPLOITATION		Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virements de crédits et DM	Total (2) + (3)	Recettes réalisées n	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
							montant	en %	
		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (5) / (4)	
70	Produits sauf 7082	-	-	-	-	-	-	-	
7082	Participations forfaitaires des usagers	-	-	-	-	-	-	-	
70821	*dont forfaits journaliers*	-	-	-	-	-	-	-	
70822	*dont participations prévues au 4° alinéa de l'article L.242-4 du code de l'action sociale et des familles*	-	-	-	-	-	-	-	
70823	*dont participations aux frais de repas et de transport dans les ESAT*	-	-	-	-	-	-	-	
70828	*dont autres participations forfaitaires des usagers*	-	-	-	-	-	-	-	
71	Production stockée	-	-	-	-	-	-	-	
72	Production immobilisée	-	-	-	-	-	-	-	
74	Subventions d'exploitation et participations	434,00	-	-	-	-	-	-	
75	Autres produits de gestion courante	-	-	-	-	-	-	-	
603	Variation des stocks (en recettes)	-	-	-	-	-	-	-	
609	Rabais, remises et ristournes obtenus sur achats	-	-	-	-	-	-	-	
619	Rabais, remises et ristournes obtenus sur services extérieurs	-	-	-	-	-	-	-	
629	Rabais, remises et ristournes obtenus sur autres services extérieurs	-	-	-	-	-	-	-	
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel non médical	-	-	-	-	-	-	-	
6429	Remboursements sur rémunérations du personnel médical	-	-	-	-	-	-	-	
6439	Remboursements sur rémunérations des personnes handicapées	-	-	-	-	-	-	-	
6459/69/79	Remboursements sur charges de sécurité sociale et de prévoyance et sur autres charges sociales	-	-	-	-	-	-	-	
6489	Fonds de compensation des cessations anticipées d'activité	-	-	-	-	-	-	-	
6611	Intérêts des emprunts et dettes (en recettes)	-	-	-	-	-	-	-	
	TOTAL GROUPE II	**434,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

GROUPE III : PRODUITS FINANCIERS ET PRODUITS NON ENCAISSABLES		Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virements de crédits et DM	Total (2) + (3)	Recettes réalisées n	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
							montant	en %	
		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (5) / (4)	
6	Produits financiers	-	-	-	-	-	-	-	
PRODUITS EXCEPTIONNELS									
71	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	-	-	-	-	-	-	-	
73	Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale (établissements publics)	-	-	-	-	-	-	-	
75	Produits de cessions d'éléments d'actif	-	-	-	-	-	-	-	
77	Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	-	-	-	-	-	-	-	
78	Autres produits exceptionnels	-	-	-	-	-	-	-	
AUTRES PRODUITS									
781	Reprises sur amortissements , dépréciations et provisions (produits d'exploitation)	-	-	-	-	-	-	-	
786	Reprises sur dépréciations et provisions (à inscrire dans les produits financiers)	-	-	-	-	-	-	-	
787	Reprises sur dépréciations et provisions (à inscrire dans les produits exceptionnels)	-	-	-	-	-	-	-	
78725	*dont reprises sur amortissements dérogatoires*	-	-	-	-	-	-	-	
78741	*dont reprises sur provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du besoin en fonds de roulement*	-	-	-	-	-	-	-	
78742	*dont reprises sur provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations*	-	-	-	-	-	-	-	
787461	*dont reprises sur provisions réglementées : réserves des plus-values nettes d'actif immobilisé (établissements privés)*	-	-	-	-	-	-	-	
787462	*dont reprises sur provisions réglementées : réserves des plus-values nettes d'actif circulant (établissements privés)*	-	-	-	-	-	-	-	
78748	*dont autres reprises (sur provisions réglementées)*	-	-	-	-	-	-	-	
7876	*dont reprises sur dépréciations exceptionnelles*	-	-	-	-	-	-	-	
789	Reprises des ressources non utilisées des exercices antérieurs (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	-	
79	Transfert de charges	-	-	-	-	-	-	-	
791	*dont transfert de charges d'exploitation*	-	-	-	-	-	-	-	
796	*dont transfert de charges financières*	-	-	-	-	-	-	-	
797	*dont transfert de charges exceptionnelles*	-	-	-	-	-	-	-	
	TOTAL GROUPE III	-	-	-	-	-	0,00	-	
	TOTAL GENERAL (GROUPE I + GROUPE II + GROUPE III)	89 205,98	108 460,00	- 4 578,84	103 881,16	74 419,93	- 29 461,23	71,64	
002	Excédent de la section d'exploitation reporté	-	-	4 578,84	4 578,84				
005	Amortissements comptables excédentaires différés	-	-	-	-	-			
	TOTAL RECETTES D'EXPLOITATION	89 205,98	108 460,00	-	108 460,00	74 419,93	- 34 040,07	68,62	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

5.1.2 Produits de la section d'exploitation Section Hébergement

Section d'imputation : HEBERGEMENT

GROUPE I : PRODUITS DE LA TARIFICATION ET ASSIMILES

		Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virements de crédits et DM	Total (2) + (3)	Recettes réalisées n	Ecart montant	Ecart en %	Retenu par l'autorité de tarification
		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (5) / (4)	
731	Produits à la charge de l'assurance maladie (hors EHPAD)	-	-	-	-	-	-	-	
731224	*dont prise en charge au titre des dispositions de l'article L. 242-4 du CASF*	-	-	-	-	-	-	-	
732	Produits à la charge de l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	
733	Produits à la charge du département (hors EHPAD)	-	-	-	-	-	-	-	
733222	*dont prise en charge au titre des dispositions de l'article L. 242-4 du CASF*	-	-	-	-	-	-	-	
734	Produits à la charge de l'usager (hors EHPAD)	15 877,85	30 253,00	- 4 579,84	25 673,16	3 111,60	- 22 561,56	12,12	
735	Produits des EHPAD - Secteur des personnes âgées	-	-	-	-	-	-	-	
7351	*dont produits à la charge de l'assurance maladie*	-	-	-	-	-	-	-	
7352	*dont produits à la charge du département*	-	-	-	-	-	-	-	
7353	*dont produits à la charge de l'usager*	-	-	-	-	-	-	-	
738	Produits à la charge d'autres financeurs	-	-	-	-	-	-	-	
	TOTAL GROUPE I	**15 877,85**	**30 253,00**	**-4 579,84**	**25 673,16**	**3 111,60**	**-22 561,56**	**12,12**	

GROUPE II : AUTRES PRODUITS RELATIFS A L'EXPLOITATION

		Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virements de crédits et DM	Total (2) + (3)	Recettes réalisées n	Ecart montant	Ecart en %	Retenu par l'autorité de tarification
		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (5) / (4)	
70	Produits sauf 7082	-	-	-	-	-	-	-	
7082	Participations forfaitaires des usagers	-	-	-	-	-	-	-	
70821	*dont forfaits journaliers*	-	-	-	-	-	-	-	
70822	*dont participations prévues au 4° alinéa de l'article L.242-4 du code de l'action sociale et des familles*	-	-	-	-	-	-	-	
70823	*dont participations aux frais de repas et de transport dans les ESAT*	-	-	-	-	-	-	-	
70828	*dont autres participations forfaitaires des usagers*	-	-	-	-	-	-	-	
71	Production stockée	-	-	-	-	-	-	-	
72	Production immobilisée	-	-	-	-	-	-	-	
74	Subventions d'exploitation et participations	434,00	-	-	-	-	-	-	
75	Autres produits de gestion courante	-	-	-	-	-	-	-	
603	Variation des stocks (en recettes)	-	-	-	-	-	-	-	
609	Rabais, remises et ristournes obtenus sur achats	-	-	-	-	-	-	-	
619	Rabais, remises et ristournes obtenus sur services extérieurs	-	-	-	-	-	-	-	
629	Rabais, remises et ristournes obtenus sur autres services extérieurs	-	-	-	-	-	-	-	
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel non médical	-	-	-	-	-	-	-	
6429	Remboursements sur rémunérations du personnel médical	-	-	-	-	-	-	-	
6439	Remboursements sur rémunérations des personnes handicapées	-	-	-	-	-	-	-	
6459/69/79	Remboursements sur charges de sécurité sociale et de prévoyance et sur autres charges sociales	-	-	-	-	-	-	-	
6489	Fonds de compensation des cessations anticipées d'activité	-	-	-	-	-	-	-	
6611	Intérêts des emprunts et dettes (en recettes)	-	-	-	-	-	-	-	
	TOTAL GROUPE II	**434,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

ROUPE III : PRODUITS FINANCIERS ET PRODUITS NON NCAISSABLES		Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virements de crédits et DM	Total (2) + (3)	Recettes réalisées n	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
							montant	en %	
		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (5) / (4)	
	Produits financiers	-	-	-	-	-	-	-	
RODUITS EXCEPTIONNELS									
1	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	-	-	-	-	-	-	-	
3	Produits sur exercices antérieurs	-	-	-	-	-	-	-	
5	Produits de cessions d'éléments d'actif	-	-	-	-	-	-	-	
7	Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	-	-	-	-	-	-	-	
8	Autres produits exceptionnels	-	-	-	-	-	-	-	
UTRES PRODUITS									
1	Reprises sur amortissements , dépréciations et provisions (produits d'exploitation)	-	-	-	-	-	-	-	
6	Reprises sur dépréciations et provisions (à inscrire dans les produits financiers)	-	-	-	-	-	-	-	
7	Reprises sur dépréciations et provisions (à inscrire dans les produits exceptionnels)	-	-	-	-	-	-	-	
725	*dont reprises sur amortissements dérogatoires*	-	-	-	-	-	-	-	
741	*dont reprises sur provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du besoin en fonds de roulement*	-	-	-	-	-	-	-	
742	*dont reprises sur provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations*	-	-	-	-	-	-	-	
7461	*dont reprises sur provisions réglementées : réserves des plus-values nettes d'actif immobilisé (établissements privés)*	-	-	-	-	-	-	-	
7462	*dont reprises sur provisions réglementées : réserves des plus-values nettes d'actif circulant (établissements privés)*	-	-	-	-	-	-	-	
748	*dont autres reprises (sur provisions réglementées)*	-	-	-	-	-	-	-	
76	*dont reprises sur dépréciations exceptionnelles*	-	-	-	-	-	-	-	
9	Reprises des ressources non utilisées des exercices antérieurs (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	-	
	Transfert de charges	-	-	-	-	-	-	-	
1	*dont transfert de charges d'exploitation*	-	-	-	-	-	-	-	
6	*dont transfert de charges financières*	-	-	-	-	-	-	-	
7	*dont transfert de charges exceptionnelles*	-	-	-	-	-	-	-	
	TOTAL GROUPE III	-	-	-	-	-	0,00	-	
OTAL GENERAL (GROUPE I + GROUPE II + GROUPE III)		16 311,85	30 253,00	- 4 579,84	25 673,16	3 111,60	- 22 561,56	12,12	
2	Excédent de la section d'exploitation reporté	-	-	-	-	-			
5	Amortissements comptables excédentaires différés	-	-	-	-	-			
OTAL RECETTES EXPLOITATION HEBERGEMENT		16 311,85	30 253,00	- 4 579,84	25 673,16	3 111,60	- 22 561,56	12,12	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

5.1.2 Produits de la section d'exploitation Section Dépendance

Section d'Imputation : DEPENDANCE

GROUPE I : PRODUITS DE LA TARIFICATION ET ASSIMILES		Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virements de crédits et DM	Total (2) + (3)	Recettes réalisées n	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
							montant	en %	
		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (5) / (4)	
731	Produits à la charge de l'assurance maladie (hors EHPAD)	-	-	-	-	-	-	-	
731224	*dont prise en charge au titre des dispositions de l'article L. 242-4 du CASF*	-	-	-	-	-	-	-	
732	Produits à la charge de l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	
733	Produits à la charge du département (hors EHPAD)	-	-	-	-	-	-	-	
733222	*dont prise en charge au titre des dispositions de l'article L. 242-4 du CASF*	-	-	-	-	-	-	-	
734	Produits à la charge de l'usager (hors EHPAD)	4 706,23	6 663,00	-	6 663,00	752,59	- 5 910,41	11,30	
735	Produits des EHPAD - Secteur des personnes âgées	-	-	-	-	-	-	-	
7351	*dont produits à la charge de l'assurance maladie*	-	-	-	-	-	-	-	
7352	*dont produits à la charge du département*	-	-	-	-	-	-	-	
7353	*dont produits à la charge de l'usager*	-	-	-	-	-	-	-	
738	Produits à la charge d'autres financeurs	-	-	-	-	-	-	-	
	TOTAL GROUPE I	**4 706,23**	**6 663,00**	**0,00**	**6 663,00**	**752,59**	**-5 910,41**	**11,30**	

GROUPE II : AUTRES PRODUITS RELATIFS A L'EXPLOITATION		Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virements de crédits et DM	Total (2) + (3)	Recettes réalisées n	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
							montant	en %	
		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (5) / (4)	
70	Produits sauf 7082	-	-	-	-	-	-	-	
7082	Participations forfaitaires des usagers	-	-	-	-	-	-	-	
70821	*dont forfaits journaliers*	-	-	-	-	-	-	-	
70822	*dont participations prévues au 4° alinéa de l'article L.242-4 du code de l'action sociale et des familles*	-	-	-	-	-	-	-	
70823	*dont participations aux frais de repas et de transport dans les ESAT*	-	-	-	-	-	-	-	
70828	*dont autres participations forfaitaires des usagers*	-	-	-	-	-	-	-	
71	Production stockée	-	-	-	-	-	-	-	
72	Production immobilisée	-	-	-	-	-	-	-	
74	Subventions d'exploitation et participations	-	-	-	-	-	-	-	
75	Autres produits de gestion courante	-	-	-	-	-	-	-	
603	Variation des stocks (en recettes)	-	-	-	-	-	-	-	
609	Rabais, remises et ristournes obtenus sur achats	-	-	-	-	-	-	-	
619	Rabais, remises et ristournes obtenus sur services extérieurs	-	-	-	-	-	-	-	
629	Rabais, remises et ristournes obtenus sur autres services extérieurs	-	-	-	-	-	-	-	
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel non médical	-	-	-	-	-	-	-	
6429	Remboursements sur rémunérations du personnel médical	-	-	-	-	-	-	-	
6439	Remboursements sur rémunérations des personnes handicapées	-	-	-	-	-	-	-	
6459/69/79	Remboursements sur charges de sécurité sociale et de prévoyance et sur autres charges sociales	-	-	-	-	-	-	-	
6489	Fonds de compensation des cessations anticipées d'activité	-	-	-	-	-	-	-	
6611	Intérêts des emprunts et dettes (en recettes)	-	-	-	-	-	-	-	
	TOTAL GROUPE II	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

ROUPE III : PRODUITS FINANCIERS ET PRODUITS NON NCAISSABLES		Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virements de crédits et DM	Total (2) + (3)	Recettes réalisées n	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
							montant	en %	
		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (5) / (4)	
	Produits financiers	-	-	-	-	-	-	-	
RODUITS EXCEPTIONNELS									
1	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	-	-	-	-	-	-	-	
3	Produits sur exercices antérieurs	-	-	-	-	-	-	-	
5	Produits de cessions d'éléments d'actif	-	-	-	-	-	-	-	
7	Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	-	-	-	-	-	-	-	
8	Autres produits exceptionnels	-	-	-	-	-	-	-	
UTRES PRODUITS									
1	Reprises sur amortissements , dépréciations et provisions (produits d'exploitation)	-	-	-	-	-	-	-	
6	Reprises sur dépréciations et provisions (à inscrire dans les produits financiers)	-	-	-	-	-	-	-	
7	Reprises sur dépréciations et provisions (à inscrire dans les produits exceptionnels)	-	-	-	-	-	-	-	
725	*dont reprises sur amortissements dérogatoires*	-	-	-	-	-	-	-	
741	*dont reprises sur provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du besoin en fonds de roulement*	-	-	-	-	-	-	-	
742	*dont reprises sur provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations*	-	-	-	-	-	-	-	
7461	*dont reprises sur provisions réglementées : réserves des plus-values nettes d'actif immobilisé (établissements privés)*	-	-	-	-	-	-	-	
7462	*dont reprises sur provisions réglementées : réserves des plus-values nettes d'actif circulant (établissements privés)*	-	-	-	-	-	-	-	
748	*dont autres reprises (sur provisions réglementées)*	-	-	-	-	-	-	-	
76	*dont reprises sur dépréciations exceptionnelles*	-	-	-	-	-	-	-	
9	Reprises des ressources non utilisées des exercices antérieurs (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	-	
	Transfert de charges	-	-	-	-	-	-	-	
1	*dont transfert de charges d'exploitation*	-	-	-	-	-	-	-	
6	*dont transfert de charges financières*	-	-	-	-	-	-	-	
7	*dont transfert de charges exceptionnelles*	-	-	-	-	-	-	-	
	TOTAL GROUPE III	-	-	-	-	-	-	-	
OTAL GENERAL (GROUPE I + GROUPE II + GROUPE III)		4 706,23	6 663,00	-	6 663,00	752,59	- 5 910,41	11,30	
02	Excédent de la section d'exploitation reporté	-	-	-	-	-			
05	Amortissements comptables excédentaires différés	-	-	-	-	-			
OTAL RECETTES EXPLOITATION DEPENDANCE		4 706,23	6 663,00	-	6 663,00	752,59	- 5 910,41	11,30	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

5.1.2 Produits de la section d'exploitation Section Soins

Section d'imputation : SOINS

GROUPE I : PRODUITS DE LA TARIFICATION ET ASSIMILES

		Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virements de crédits et DM	Total (2) + (3)	Recettes réalisées n	Ecart montant	Ecart en %	Retenu par l'autorité de tarification
		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (5) / (4)	
731	Produits à la charge de l'assurance maladie (hors EHPAD)	68 187,90	71 545,00	-	71 545,00	70 555,74	- 989,26	98,62	
731224	*dont prise en charge au titre des dispositions de l'article L. 242-4 du CASF*	-	-	-	-	-	-	-	
732	Produits à la charge de l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	
733	Produits à la charge du département (hors EHPAD)	-	-	-	-	-	-	-	
733222	*dont prise en charge au titre des dispositions de l'article L. 242-4 du CASF*	-	-	-	-	-	-	-	
734	Produits à la charge de l'usager (hors EHPAD)	-	-	-	-	-	-	-	
735	Produits des EHPAD - Secteur des personnes âgées	-	-	-	-	-	-	-	
7351	*dont produits à la charge de l'assurance maladie*	-	-	-	-	-	-	-	
7352	*dont produits à la charge du département*	-	-	-	-	-	-	-	
7353	*dont produits à la charge de l'usager*	-	-	-	-	-	-	-	
738	Produits à la charge d'autres financeurs	-	-	-	-	-	-	-	
	TOTAL GROUPE I	**68 187,90**	**71 545,00**	**0,00**	**71 545,00**	**70 555,74**	**-989,26**	**98,62**	

GROUPE II : AUTRES PRODUITS RELATIFS A L'EXPLOITATION

		Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virements de crédits et DM	Total (2) + (3)	Recettes réalisées n	Ecart montant	Ecart en %	Retenu par l'autorité de tarification
		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (5) / (4)	
70	Produits sauf 7082	-	-	-	-	-	-	-	
7082	Participations forfaitaires des usagers	-	-	-	-	-	-	-	
70821	*dont forfaits journaliers*	-	-	-	-	-	-	-	
70822	*dont participations prévues au 4° alinéa de l'article L.242-4 du code de l'action sociale et des familles*	-	-	-	-	-	-	-	
70823	*dont participations aux frais de repas et de transport dans les ESAT*	-	-	-	-	-	-	-	
70828	*dont autres participations forfaitaires des usagers*	-	-	-	-	-	-	-	
71	Production stockée	-	-	-	-	-	-	-	
72	Production immobilisée	-	-	-	-	-	-	-	
74	Subventions d'exploitation et participations	-	-	-	-	-	-	-	
75	Autres produits de gestion courante	-	-	-	-	-	-	-	
603	Variation des stocks (en recettes)	-	-	-	-	-	-	-	
609	Rabais, remises et ristournes obtenus sur achats	-	-	-	-	-	-	-	
619	Rabais, remises et ristournes obtenus sur services extérieurs	-	-	-	-	-	-	-	
629	Rabais, remises et ristournes obtenus sur autres services extérieurs	-	-	-	-	-	-	-	
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel non médical	-	-	-	-	-	-	-	
6429	Remboursements sur rémunérations du personnel médical	-	-	-	-	-	-	-	
6439	Remboursements sur rémunérations des personnes handicapées	-	-	-	-	-	-	-	
6459/69/79	Remboursements sur charges de sécurité sociale et de prévoyance et sur autres charges sociales	-	-	-	-	-	-	-	
6489	Fonds de compensation des cessations anticipées d'activité	-	-	-	-	-	-	-	
6611	Intérêts des emprunts et dettes (en recettes)	-	-	-	-	-	-	-	
	TOTAL GROUPE II	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

GROUPE III : PRODUITS FINANCIERS ET PRODUITS NON ENCAISSABLES		Réel accepté n-1	Budget exécutoire n	Virements de crédits et DM	Total (2) + (3)	Recettes réalisées n	Ecart		Retenu par l'autorité de tarification
							montant	en %	
		(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (5) - (4)	(7) = (5) / (4)	
6	Produits financiers	-	-	-	-	-	-	-	
PRODUITS EXCEPTIONNELS									
71	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	-	-	-	-	-	-	-	
73	Produits sur exercices antérieurs	-	-	-	-	-	-	-	
75	Produits de cessions d'éléments d'actif	-	-	-	-	-	-	-	
77	Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	-	-	-	-	-	-	-	
78	Autres produits exceptionnels	-	-	-	-	-	-	-	
AUTRES PRODUITS									
81	Reprises sur amortissements , dépréciations et provisions (produits d'exploitation)	-	-	-	-	-	-	-	
86	Reprises sur dépréciations et provisions (à inscrire dans les produits financiers)	-	-	-	-	-	-	-	
87	Reprises sur dépréciations et provisions (à inscrire dans les produits exceptionnels)	-	-	-	-	-	-	-	
8725	*dont reprises sur amortissements dérogatoires*	-	-	-	-	-	-	-	
8741	*dont reprises sur provisions réglementées destinées à renforcer la couverture du besoin en fonds de roulement*	-	-	-	-	-	-	-	
8742	*dont reprises sur provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations*	-	-	-	-	-	-	-	
87461	*dont reprises sur provisions réglementées : réserves des plus-values nettes d'actif immobilisé (établissements privés)*	-	-	-	-	-	-	-	
87462	*dont reprises sur provisions réglementées : réserves des plus-values nettes d'actif circulant (établissements privés)*	-	-	-	-	-	-	-	
8748	*dont autres reprises (sur provisions réglementées)*	-	-	-	-	-	-	-	
876	*dont reprises sur dépréciations exceptionnelles*	-	-	-	-	-	-	-	
89	Reprises des ressources non utilisées des exercices antérieurs (établissements privés)	-	-	-	-	-	-	-	
9	Transfert de charges	-	-	-	-	-	-	-	
91	*dont transfert de charges d'exploitation*	-	-	-	-	-	-	-	
96	*dont transfert de charges financières*	-	-	-	-	-	-	-	
97	*dont transfert de charges exceptionnelles*	-	-	-	-	-	-	-	
	TOTAL GROUPE III	-	-	-	-	-	0,00	-	
	TOTAL GENERAL (GROUPE I + GROUPE II + GROUPE III)	68 187,90	71 545,00	-	71 545,00	70 555,74	- 989,26	98,62	
002	Excédent de la section d'exploitation reporté	-	-	4 578,84	4 578,84	-			
005	Amortissements comptables excédentaires différés	-	-	-	-	-			
	TOTAL RECETTES EXPLOITATION SOINS	68 187,90	71 545,00	4 578,84	76 123,84	70 555,74	- 5 568,10	92,69	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

5.3.1. Tableau des effectifs

Catégorie	Nombre d'agents à temps plein	Temps partiel		Total		Nombre d'ETP au précédent compte administratif	Ecart
		Nombre d'agents	Nombre d'ETP	Nombre d'agents	Nombre d'ETP		
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) + (2)	(5) = (1) + (3)	(6)	(7) = (5) - (6)
DIRECTION / ENCADREMENT	**0**	**1**	**0,03**	**1**	**0,03**	**0,03**	**0,00**
01 : Directeur				0	0,00		0,00
03 : Médecin directeur				0	0,00		0,00
04 : Directeur adjoint, attaché de direction., économe				0	0,00		0,00
09 : Educateur spécialisé - encadrement				0	0,00		0,00
10 : Educateur technique - encadrement				0	0,00		0,00
11 : Educateur technique spécialisé - encadrement				0	0,00		0,00
12 : Chef d'atelier				0	0,00		0,00
13 : Assistant de service social - encadrement				0	0,00		0,00
14 : Educateur de jeunes enfants - encadrement				0	0,00		0,00
15 : Conseiller en économie sociale - encadrement				0	0,00		0,00
16 : Chef de service éducatif				0	0,00		0,00
17 : Cadre infirmier - encadrement		1	0,03	1	0,03	0,03	0,00
18 : Cadre infirmier psychiatrique				0	0,00		0,00
19 : Autre cadre - pédagogique et social				0	0,00		0,00
20 : Autre cadre - paramédical				0	0,00		0,00
21 : Chef de service général/documentaire/informatique				0	0,00		0,00
ADMINISTRATION / GESTION	**0**	**1**	**0,05**	**1**	**0,05**	**0,10**	**-0,05**
05 : Agent administratif et de bureau		1	0,05	1	0,05	0,10	-0,05
06 : Autre personnel de direction/ gestion /administration				0	0,00		0,00
SERVICES GENERAUX	**0**	**1**	**0,20**	**1**	**0,20**	**0,20**	**0,00**
07 : Agent de service général		1	0,20	1	0,20	0,20	0,00
08 : Ouvrier professionnel				0	0,00		0,00
71 : Maîtresse de maison				0	0,00		0,00
72 : Veilleur de nuit				0	0,00		0,00
RESTAURATION				0	0,00		0,00
SOCIO-EDUCATIF	**0**	**1**	**0,40**	**1**	**0,40**	**0**	**0,00**
22 : Educateur scolaire				0	0,00		0,00
23 : Instituteur spécialisé				0	0,00		0,00
24 : Instituteur				0	0,00		0,00
25 : Professeur des écoles				0	0,00		0,00
26 : Professeur agrégé				0	0,00		0,00
27 : Professeur enseignement général collège				0	0,00		0,00
28 : Professeur lycée professionnel				0	0,00		0,00
29 : Maître-auxiliaire				0	0,00		0,00
30 : Professeur/moniteur E.P.S.				0	0,00		0,00
31 : Professeur technique - enseignement professionnel				0	0,00		0,00
32 : Educateur technique spécialisé				0	0,00		0,00
33 : Educateur technique				0	0,00		0,00
34 : Moniteur d'atelier				0	0,00		0,00
35 : Educateur spécialisé				0	0,00		0,00
36 : Moniteur éducateur				0	0,00		0,00
37 : Moniteur de jardin d'enfants				0	0,00		0,00
38 : Aide médico-psychologique				0	0,00		0,00
61A : Aide-soignant (sauf SSIAD)				0	0,00		0,00
39 : Educateur PJJ				0	0,00		0,00
40 : Assistant de service social				0	0,00		0,00
41 : Moniteur enseignement ménager				0	0,00		0,00
42 : Conseiller en économie sociale et familiale				0	0,00		0,00
43 : Assistante maternelle				0	0,00		0,00
44 : Personnel d'aide à domicile				0	0,00		0,00
45 : Travailleur familial				0	0,00		0,00
46 : Animateur social		1	0,40	1	0,40	0,40	0,00
47 : Autre personnel éducatif.				0	0,00		0,00
64 : Att. form. éducateur spécialisé				0	0,00		0,00
65 : Att. form. moniteur éducateur				0	0,00		0,00
66 : Att. form. médico-psychologique				0	0,00		0,00
67 : Elève éducateur spécialisé				0	0,00		0,00
68 : Elève moniteur éducateur				0	0,00		0,00
69 : Elève aide médico-psychologique				0	0,00		0,00
MEDICAL	**0**	**0**	**0,00**	**0**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
48 : Psychiatre				0	0,00		0,00
49 : Pédiatre				0	0,00		0,00
50 : Médecin rééducation fonctionnelle				0	0,00		0,00
51 : Autre spécialiste				0	0,00		0,00
52 : Médecin généraliste				0	0,00		0,00
PARAMEDICAL	**0**	**2**	**1,05**	**2**	**1,05**	**0,95**	**0,10**
53 : Psychologue				0	0,00		0,00
54 : Infirmier D.E.		1	0,95	1	0,95	0,95	0,00
55 : Infirmier psychiatrique				0	0,00		0,00
56 : Masseur kinésithérapeute				0	0,00		0,00
57 : Ergothérapeute				0	0,00		0,00
58 : Orthophoniste				0	0,00		0,00
59 : Orthoptiste				0	0,00		0,00
60 : Psychomotricien				0	0,00		0,00
62 : Auxiliaire de puériculture				0	0,00		0,00
63 : Autre - paramédical diplômé				0	0,00		0,00
70 : Puéricultrice				0	0,00		0,00
61B : Aide-soignant (pour SSIAD)		1	0,10	1	0,10		0,10
TOTAL	**0**	**6**	**1,73**	**6**	**1,73**	**1,68**	**0,05**

5.3.2. Tableau des rémunérations : en euros - Valorisation du tableau des effectifs

Catégorie	ETP	Budget exécutoire (1)	CA (2)	Ecart (3) = (2) - (1)
DIRECTION / ENCADREMENT	**0,03**	**2636,83**	**1024,19**	**-1 611,64**
01 : Directeur	0,00			0,00
03 : Médecin directeur	0,00			0,00
04 : Directeur adjoint, attaché de direction., économe	0,00			0,00
09 : Educateur spécialisé - encadrement	0,00			0,00
10 : Educateur technique - encadrement	0,00			0,00
11 : Educateur technique spécialisé - encadrement	0,00			0,00
12 : Chef d'atelier	0,00			0,00
13 : Assistant de service social - encadrement	0,00			0,00
14 : Educateur de jeunes enfants - encadrement	0,00			0,00
15 : Conseiller en économie sociale - encadrement	0,00			0,00
16 : Chef de service éducatif	0,00			0,00
17 : Cadre infirmier - encadrement	0,03	2635,83	1024,19	-1 611,64
18 : Cadre infirmier psychiatrique	0,00			0,00
19 : Autre cadre - pédagogique et social	0,00			0,00
20 : Autre cadre - paramédical	0,00			0,00
21 : Chef de service général/documentaire/informatique	0,00			0,00
ADMINISTRATION / GESTION	**0,05**	**2436,81**	**2425,67**	**-11,14**
05 : Agent administratif et de bureau	0,05	2436,81	2425,67	-11,14
06 : Autre personnel de direction/ gestion /administration	0,00			0,00
SERVICES GENERAUX	**0,20**	**7028,78**	**2824,78**	**-4 204,00**
07 : Agent de service général	0,20	7028,78	2824,78	-4 204,00
08 : Ouvrier professionnel	0,00			0,00
71 : Maîtresse de maison	0,00			0,00
72 : Veilleur de nuit	0,00			0,00
RESTAURATION	**0,00**			**0,00**
SOCIO-EDUCATIF	**0,40**	**17 630,23**	**17 732,89**	**102,66**
22 : Educateur scolaire	0,00			0,00
23 : Instituteur spécialisé	0,00			0,00
24 : Instituteur	0,00			0,00
25 : Professeur des écoles	0,00			0,00
26 : Professeur agrégé	0,00			0,00
27 : Professeur enseignement général collège	0,00			0,00
28 : Professeur lycée professionnel	0,00			0,00
29 : Maître-auxiliaire	0,00			0,00
30 : Professeur/moniteur E.P.S.	0,00			0,00
31 : Professeur technique - enseignement professionnel	0,00			0,00
32 : Educateur technique spécialisé	0,00			0,00
33 : Educateur technique	0,00			0,00
34 : Moniteur d'atelier	0,00			0,00
35 : Educateur spécialisé	0,00			0,00
36 : Moniteur éducateur	0,00			0,00
37 : Moniteur de jardin d'enfants	0,00			0,00
38 : Aide médico-psychologique	0,00			0,00
61A : Aide-soignant (sauf SSIAD)	0,00			0,00
39 : Educateur PJJ	0,00			0,00
40 : Assistant de service social	0,00			0,00
41 : Moniteur enseignement ménager	0,00			0,00
42 : Conseiller en économie sociale et familiale	0,00			0,00
43 : Assistante maternelle	0,00			0,00
44 : Personnel d'aide à domicile	0,00			0,00
45 : Travailleur familial	0,00			0,00
46 : Animateur social	0,40	17630,23	17732,89	102,66
47 : Autre personnel éducatif.	0,00			0,00
64 : Att. form. éducateur spécialisé	0,00			0,00
65 : Att. form. moniteur éducateur	0,00			0,00
66 : Att. form. médico-psychologique	0,00			0,00
67 : Elève éducateur spécialisé	0,00			0,00
68 : Elève moniteur éducateur	0,00			0,00
69 : Elève aide médico-psychologique	0,00			0,00
MEDICAL	**0,05**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
48 : Psychiatre	0,00			0,00
49 : Pédiatre	0,00			0,00
50 : Médecin rééducation fonctionnelle	0,00			0,00
51 : Autre spécialiste	0,00			0,00
52 : Médecin généraliste	0,00			0,00
PARAMEDICAL	**1,05**	**45978,35**	**48664,00**	**2 685,65**
53 : Psychologue	0,00			0,00
54 : Infirmier D.E.	0,95	45978,35	46087,69	109,34
55 : Infirmier psychiatrique	0,00			0,00
56 : Masseur kinésithérapeute	0,00			0,00
57 : Ergothérapeute	0,00			0,00
58 : Orthophoniste	0,00			0,00
59 : Orthoptiste	0,00			0,00
60 : Psychomotricien	0,00			0,00
62 : Auxiliaire de puériculture	0,00			0,00
63 : Autre - paramédical diplômé	0,00			0,00
70 : Puéricultrice	0,00			0,00
61B : Aide-soignant (pour SSIAD)	0,10		2557,11	2 557,11
TOTAL	**1,73**	**75710,00**	**72653,33**	**-3 057,67**

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

5.3.3. Tableau des rémunérations : en euros - Autres rémunérations et avantages

Nature des rémunérations	Budget N	Réel N	Ecart N
	(1)	(2)	(3) = (2) - (1)
supplement familial	400,00	347,00	- 53,00
Medecine du travail	90,00	-	- 90,00
Mutualisation direction	1 800,00	4 166,28	2 366,28
	-	-	-
	-	-	-
	-	-	-
	-	-	-
	-	-	-
	-	-	-
	-	-	-
	-	-	-
	-	-	-

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

5.3.4. Tableau de calcul des appointements - Nombre de points

Postes	ETP	Date d'entrée		Coefficient de base ou groupe	Ancienneté		Points indiciaires	Primes ou indemnités en points	Total mensuel en points	Nombre de mois	Total annuel en points (a)	Total de l'année précédente en points (b)	Ecart (a)-(b)
		dans l'établissement	dans l'emploi		année	% ou échelon							
Total							**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
0		00/01/00	00/01/00	0	0,00	0	0	0	0	0	0	0	0

5.3.5. Tableau de calcul des appointements - Valorisation en euros - Valeur moyenne du point

Postes	ETP	Total annuel en points (a)	Total annuel de l'année précédente en points	Ecart (a)-(b)	Valorisation en euros de (a)	Indemnités évaluées en %	Autres primes ou indemnités en euros	Rémunération annuelle totale (c)	Rémunération de l'année précédente (d)	Ecart (c)-(d)
Total		**0**	**0**	**0**	**0**	**#DIV/0!**	**0**	**0**	**0**	**0**
0		0	0	0	0		0	0	0	0

5.3.6. Tableau d'analyse du Glissement Vieillissement Technicité (G.V.T.)

Postes	ETP	Total annuel en points (a)	Total annuel de l'année précédente en points (b)	Ecart (a)-(b)=C	Ecart en points Vieillissement ancienneté (V)	Ecart en points Technicité (T)	Ecart en points Glissement promotions (G1)	Ecart en points Glissement durée de travail (G2)	Ecart en points Glissement positions (G3)	Contrôle de cohérence des écarts (C=V+T+G1+G2+G3)
Total		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
0		0	0	0	0	0	0	0	0	0

5.3.7. Tableau des indicateurs de personnel

	Réel N-1 (a)	Budget exécutoire N (b)	Réel N (c)	Ecart entre C et A	Ecart entre C et B
Nombre total annuel de points (points indiciaires + primes et indemnités)	5 976,00	-	-	- 5 976,00	-
Valeur moyenne du point	4,69	-	-	- 4,69	-
Taux de charges sociales	41,00	-	42,70	1,70	42,70
(1) Total des dépenses de personnel (621 + 631 + 633 + 64)	68 675,25	-	77 165,51	8 490,26	77 165,51
(2) Recettes atténuatives de personnel	-	-	-	-	-
(1)-(2) Total net	68 675,25	-	77 165,51	8 490,26	77 165,5

Ratio nombre de personnes promues sur nombre de personnes promouvables :

	année N-2	année N-1	année N
Nombre de personnes promouvables	0	0	0
Nombre de personnes promues	0	0	0
Ratio			

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

6.1. Détermination et affectation du résultat - Section Hébergement des EHPAD

		N° de compte	Compte	Proposé	Retenu par l'autorité de tarification
Résultat comptable de l'exercice (= classe 6 - classe 7)	A	120 ou 129 (1) ou 12 (2)	Excédent	0,00	
			Déficit	2 537,35	
Reprise des résultats des exercices antérieurs	B	11510 (1) ou 110	Excédents affectés à la réduction des charges d'exploitation	-	
		1151 (1) ou 111	Excédents affectés au financement des mesures d'exploitation	-	
		11519 (1) ou 119	Réport à nouveau déficitaire	-	
Reprise sur la réserve de compensation des déficits	C	10686 (3)	Compensation des déficits d'exploitation	2 537,35	
Reprise sur les excédents affectés à la compensation des charges d'amortissement	D	10687	Compensation des charges d'amortissement	-	
Mouvements débiteurs ou créditeurs (- ou +) de l'exercice (comptes 116 = dépenses non-opposables aux tiers financeurs)	E	1161 : Amortissements comptables excédentaires différés		-	
		1162 (1) : Dépenses pour congés payés			
		1163 (4) : Autres droits acquis / salariés non provisionnés (application 3° article R314-45)		-	
		1168 (1) : Autres dépenses non opposables aux tiers financeurs			
Résultat à affecter	F=A+B+C+D+E	Résultat administratif ou corrigé		0,00	

Affectation du résultat administratif

Réserves	1064 (2)	Excédents affectés à la réserve de plus-values nettes	-	
	10682	Excédents affectés à l'investissement	-	
	10683 (1)	Excédents affectés à l'investissement d'un CPOM		
	10685	Excédents affecté à la couverture du besoin en fonds de roulement (Réserve de trésorerie)	-	
	10686	Réserve de compensation		
	10687	Compensation des charges d'amortissement	-	
Report à nouveau	11510 (1) ou 110	Excédents affectés à la réduction des charges d'exploitation	-	
	11511 (1) ou 111	Excédents affectés au financement des mesures d'exploitation	-	
	11519 (1) ou 119	Report à nouveau déficitaire	-	
Dépenses refusées en application de l'article R.314-52 du CAS (1)	114 ou 119 (5)	Report à nouveau déficitaire		

(1) ESSMS privés uniquement
(3) Après reprise sur le compte 10687 et mouvements de l'exercice au compte 116 ci-après
(4) Et provisions pour congés à payer et charges sociales et fiscales afférentes relevant de l'article R.314-26 du CASF(9°) pour les ESSMS publics.
(5) Compte 114 pour les ESSMS publics. Compte 114 dans les ESSMS privés, dans l'attente de la décision du juge de la tarification, puis 119 (en gestion non contrôlée) après décision du juge de la tarification ou en cas de non saisine du juge de la tarification.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

6.1. Détermination et affectation du résultat - Section Dépendance des EHPAD

		N° de compte	Compte	Proposé	Retenu par l'autorité de tarification
Résultat comptable de l'exercice (= classe 6 - classe 7)	**A**	120 ou 129 (1) ou 12 (2)	Excédent	0,00	
			Déficit	5 417,71	
Reprise des résultats des exercices antérieurs	**B**	11510 (1) ou 110	Excédents affectés à la réduction des charges d'exploitation	-	
		1151 (1) ou 111	Excédents affectés au financement des mesures d'exploitation	-	
		11519 (1) ou 119	Réport à nouveau déficitaire	-	
Reprise sur la réserve de compensation des déficits	**C**	10686 (3)	Compensation des déficits d'exploitation	5 417,71	
Reprise sur les excédents affectés à la compensation des charges d'amortissement	**D**	10687	Compensation des charges d'amortissement	-	
Mouvements débiteurs ou créditeurs (- ou +) de l'exercice (comptes 116 = dépenses non-opposables aux tiers financeurs)	**E**	1161 : Amortissements comptables excédentaires différés		-	
		1162 (1) : Dépenses pour congés payés			
		1163 (4) : Autres droits acquis / salariés non provisionnés (application 3° article R314-45)		-	
		1168 (1) : Autres dépenses non opposables aux tiers financeurs			
Résultat à affecter	**F=A+B+C+D+E**	Résultat administratif ou corrigé		0,00	

Affectation du résultat administratif

Réserves	1064 (2)	Excédents affectés à la réserve de plus-values nettes		-	
	10682	Excédents affectés à l'investissement		-	
	10683 (1)	Excédents affectés à l'investissement d'un CPOM			
	10685	Excédents affecté à la couverture du besoin en fonds de roulement (Réserve de trésorerie)		-	
	10686	Réserve de compensation			
	10687	Compensation des charges d'amortissement		-	
Report à nouveau	11510 (1) ou 110	Excédents affectés à la réduction des charges d'exploitation		-	
	11511 (1) ou 111	Excédents affectés au financement des mesures d'exploitation		-	
	11519 (1) ou 119	Report à nouveau déficitaire		-	
Dépenses refusées en application de l'article R.314-52 du CAS (1)	114 ou 119 (5)	Report à nouveau déficitaire			

(1) ESSMS privés uniquement
(3) Après reprise sur le compte 10687 et mouvements de l'exercice au compte 116 ci-après
(4) Et provisions pour congés à payer et charges sociales et fiscales afférentes relevant de l'article R.314-26 du CASF(9°) pour les ESSMS publics.
(5) Compte 114 pour les ESSMS publics. Compte 114 dans les ESSMS privés, dans l'attente de la décision du juge de la tarification, puis 119 (en gestion non contrôlée) après décision du juge de la tarification ou en cas de non saisine du juge de la tarification.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

6.1. Détermination et affectation du résultat - Section Soins des EHPAD

		N° de compte	Compte	Proposé	Retenu par l'autorité de tarification
Résultat comptable de l'exercice (= classe 6 - classe 7)	A	120 ou 129 (1) ou 12 (2)	Excédent		
			Déficit	4 015,42	
Reprise des résultats des exercices antérieurs	B	11510 (1) ou 110	Excédents affectés à la réduction des charges d'exploitation	4 578,84	
		1151 (1) ou 111	Excédents affectés au financement des mesures d'exploitation	-	
		11519 (1) ou 119	Report à nouveau déficitaire	-	
Reprise sur la réserve de compensation des déficits	C	10686 (3)	Compensation des déficits d'exploitation	-	
Reprise sur les excédents affectés à la compensation des charges d'amortissement	D	10687	Compensation des charges d'amortissement	-	
Mouvements débiteurs ou créditeurs (- ou +) de l'exercice (comptes 116 = dépenses non-opposables aux tiers financeurs)	E	1161 : Amortissements comptables excédentaires différés		-	
		1162 (1) : Dépenses pour congés payés			
		1163 (4) : Autres droits acquis / salariés non provisionnés (application 3° article R314-45)		-	
		1168 (1) : Autres dépenses non opposables aux tiers financeurs			
Résultat à affecter	F=A+B+C+D+E	Résultat administratif ou corrigé		563,42	

Affectation du résultat administratif

Réserves	1064 (2)	Excédents affectés à la réserve de plus-values nettes	-	
	10682	Excédents affectés à l'investissement	-	
	10683 (1)	Excédents affectés à l'investissement d'un CPOM		
	10685	Excédents affecté à la couverture du besoin en fonds de roulement (Réserve de trésorerie)	-	
	10686	Réserve de compensation	-	
	10687	Compensation des charges d'amortissement	-	
Report à nouveau	11510 (1) ou 110	Excédents affectés à la réduction des charges d'exploitation	563,42	
	11511 (1) ou 111	Excédents affectés au financement des mesures d'exploitation	-	
	11519 (1) ou 119	Report à nouveau déficitaire	-	
Dépenses refusées en application de l'article R.314-52 du CAS (1)	114 ou 119 (5)	Report à nouveau déficitaire		

(1) ESSMS privés uniquement
(3) Après reprise sur le compte 10687 et mouvements de l'exercice au compte 116 ci-après
(4) Et provisions pour congés à payer et charges sociales et fiscales afférentes relevant de l'article R.314-26 du CASF(9°) pour les ESSMS publics.
(5) Compte 114 pour les ESSMS publics. Compte 114 dans les ESSMS privés, dans l'attente de la décision du juge de la tarification, puis 119 (en gestion non contrôlée) après décision du juge de la tarification ou en cas de non saisine du juge de la tarification.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

6.2. Tableau d'exportation des données synthétiques relatives à la gestion des enveloppes limitatives de crédits soumis à la validation et au contrôle de cohérence de l'autorité de tarification

REGION :

DEPARTEMENT :

Gestionnaire : CENTRE COMMUNAL D ACTION SOCIALE D AI ES

Données afférentes au dernier budget exécutoire de l'exercice

N° FINESS	Dénomination de l'établissement et/ou de l'activité	Nombre de places autorisées et financées	Effectifs en nombre d'ETP prévus au budget exécutoire	Statut majoritaire du personnel (1)	DEPENSES D'EXPLOITATION (2)						Provisions figurant au CA proposé (2)	Dépenses autorisées pour l'exercice	Déficit incorporé N-2	Base de calcul des tarifs en charges	RECETTES D'EXPLOITATION (2)							Base total de calcul des tarifs	ACTIVITE						Nombre de mois de fonctionnement de l'ESMS (3)
					Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3	Dont crédits non reconductibles affectés par strucure							Groupe 1	Groupe 2		Groupe 3					Nombre de journées réalisé						
					Charges afférentes à l'exploitation courante	Charges afférentes au personnel	Charges afférentes à la structure	Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3					Produits de la tarification (poste 731)	Autres produits relatifs à l'exploitation	... dont forfaits journaliers (compte 70821)	Produits financiers et produits non encaissables	Somme des recettes atténuatives	Excédent incorporé N-2	Base de calcul des tarifs en produits		journées						
300012663	ACCUEIL DE JOUR LES PICHOLINES	6			23 500	78 000	6 960				0	108 460	0	108 460	103 881	0	0	0	0	4 579	4 579	103 881	1 290						
		6,00	0,0		23 500	78 000	6 960	0	0	0	0	108 460	0	108 460	103 881	0	0	0	0	4 579	4 579	103 881	1 290	0	0	0	0	0	0

(1) choix à effectuer sur la liste déroulante : (1) FPH (titre IV), FPT (titre III), CCNT 1966, CCCRF, CCNT 1951, Autres

(2) provisions figurant au CA proposé : somme des comptes 6815, 686, 687, 68741, 68742, 68746, 68748

(3) pour les IME, le fonctionnement sur 12 mois inclut les congés d'été

Cases grises à renseigner

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

6.3. Tableau d'exportation des données synthétiques relatives à la gestion des enveloppes limitatives de crédits soumis à la validation et au contrôle de cohérence de l'autorité de tarification

REGION :

DEPARTEMENT :

Gestionnaire : CENTRE COMMUNAL D ACTION SOCIALE D AI ES

Données afférentes au compte administratif proposé de l'exercice

N° FINESS	Dénomination de l'établissement et/ou de l'activité	Nombre de places autorisées et financées	Effectifs en nombre d'ETP (réalisé)	Statut majoritaire du personnel (1)	DEPENSES D'EXPLOITATION (2)						Provisions figurant au CA proposé (2)	Dépenses autorisées pour l'exercice	Déficit incorporé N-2	Base de calcul des tarifs en charges	RECETTES D'EXPLOITATION (2)						Base de calcul des tarifs en produits	Base total de calcul des tarifs	ACTIVITE						Nombre de mois de fonctionnement de l'ESMS (3)	Résultat d'exploitation à affecter
					Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3	Dont crédits non reconductibles affectés par strucure							Groupe 1	Groupe 2		Groupe 3					Nombre de journées réalisé							
					Charges afférentes à l'exploitation courante	Charges afférentes au personnel	Charges afférentes à la structure	Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3					Produits de la tarification (poste 731)	Autres produits relatifs à l'exploitation	... dont forfaits journaliers (compte 70821)	Produits financiers et produits non encaissables	Somme des recettes atténuatives	Excédent incorporé N-2			Journées							
300012663	ACCUEIL DE JOUR LES PICHOLINES	6	1,0		3 567	77 166	5 655				0	86 387	0	86 387	74 420	0	0	0	0	0	0	86 387	169							-11 967
		6,00	1,0		3 567	77 166	5 655	0	0	0	0	86 387	0	86 387	74 420	0	0	0	0	0	0	86 387	169	0	0	0	0	0	0	

(1) choix à effectuer sur la liste déroulante : (1) FPH (titre IV), FPT (titre III), CCNT 1966, CCCRF, CCNT 1951, Autres

(2) provisions figurant au CA proposé : somme des comptes 6815, 686, 687, 68741, 68742, 68746, 68748

(3) pour les IME, le fonctionnement sur 12 mois inclut les congés d'été

Cases grises à renseigner

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

Détermination et affectation du résultat d'un EHPAD - annexe V du décret n°99-316

N° de compte	INTITULE DES COMPTES	Sections d'imputation									TOTAL		
		Hébergement			Dépendance			Soins					
		exécutoire	réalisé	retenu	exécutoire	réalisé	retenu	exécutoire	réalisé	retenu	exécutoire	réalisé	retenu
1-602	Achats stockés de matières, fournitures, approvisionnements (sauf c/6011 : M21 et c/602. ci-dessous)	0,00	0,00								0,00	0,00	
021	Produits pharmaceutiques et produits à usage médical							0,00	0,00		0,00	0,00	
0222	Produits d'entretien	0,00	0,00		0,00	0,00					0,00	0,00	
0226	Fournitures hôtelières (sauf 602261 "Couches, alèses et produits absorbants")	0,00	0,00		0,00	0,00					0,00	0,00	
02261	Couches, alèses et produits absorbants				0,00	0,00					0,00	0,00	
023	Alimentation	0,00	0,00								0,00	0,00	
03	Variation des stocks (sauf 60321 et 603226)	0,00	0,00								0,00	0,00	
0321	Produits pharmaceutiques et produits à usage médical							0,00	0,00		0,00	0,00	
03222	Produits d'entretien	0,00	0,00		0,00	0,00					0,00	0,00	
03226	Fournitures hôtelières	0,00	0,00		0,00	0,00					0,00	0,00	
032261	Couches, alèses et produits absorbants							0,00	0,00		0,00	0,00	
0323	Alimentation	0,00	0,00								0,00	0,00	
06-607	Achats non stockés de matières et fournitures (sauf 606 et 607 ci-dessous)	0,00	379,28								0,00	379,28	
0622	Produits d'entretien	0,00	0,00		0,00	0,00					0,00	0,00	
0626	Fournitures hôtelières sauf 606261 "couches, alèses et produits absorbants"	0,00	0,00		0,00	0,00					0,00	0,00	
06261	Couches, alèses et produits absorbants				0,00	0,00					0,00	0,00	
063	Alimentation	0,00	0,00								0,00	0,00	
066	Fournitures médicales							0,00	496,50		0,00	496,50	
1	Services extérieurs (sauf 6111, 61121, 61551, 61562 et 61681)	0,00	0,00								0,00	0,00	
111	Sous-traitance à caractère médical							0,00	5 004,00		0,00	5 004,00	
1121	Ergothérapie							0,00	0,00		0,00	0,00	
1551	Entretien et réparation sur biens mobiliers : matériel et outillage médicaux							0,00	0,00		0,00	0,00	
1562	Maintenance du matériel médical							0,00	0,00		0,00	0,00	
168	Primes d'assurance - Autres risques	0,00	244,03		0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	244,03	
2	Autres services extérieurs (sauf 621, 62113, 6223, 6281 et 6283)	0,00	574,29								0,00	574,29	
621	Personnel extérieur à l'établissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00	
62113	Personnel intérimaire : personnel médical et para-médical							0,00	0,00		0,00	0,00	
6223	Médecins							0,00	0,00		0,00	0,00	
62421	Transports d'usagers - accueil de jour en EHPAD							0,00	1 073,99		0,00	1 073,99	
6281	Blanchissage à l'extérieur	0,00	0,00		0,00	0,00					0,00	0,00	
6283	Nettoyage à l'extérieur	0,00	1 043,08		0,00	0,00					0,00	1 043,08	
631-633-64	Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (administration des impôts)	0,00	3 001,53		0,00	6 167,30		0,00	67 996,68		0,00	77 165,51	
635-637	Autres impôts, taxes et versements assimilés (administration des impôts)	0,00	0,00								0,00	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00								0,00	0,00	
66	Charges financières	0,00	0,00								0,00	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00	
68	Dotation aux amortissements et aux provisions (H)	0,00	406,74								0,00	406,74	
68	Dotation aux amortissements et aux provisions (D)				0,00	0,00					0,00	0,00	
68	Dotation aux amortissements et aux provisions (S)							0,00	0,00		0,00	0,00	
709	Rabais, remises, ristournes	0,00	0,00								0,00	0,00	
713	Variation des stocks	0,00	0,00								0,00	0,00	
	Charges brutes = A	**0,00**	**5 648,95**		**0,00**	**6 167,30**		**0,00**	**74 571,17**		**0,00**	**86 387,42**	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

Détermination et affectation du résultat d'un EHPAD - annexe V du décret n°99-316

N° de compte	INTITULE DES COMPTES	Sections d'imputation									TOTAL		
		Hébergement			Dépendance			Soins					
		exécutoire	réalisé	retenu	exécutoire	réalisé	retenu	exécutoire	réalisé	retenu	exécutoire	réalisé	retenu
	Produits autres que ceux relatifs à la tarification = B1	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00	
	Produits de la tarification = C	25 673,16	3 111,60		6 663,00	752,59		71 545,00	70 555,74		103 881,16	74 419,93	
	Nombre de points GIR dans l'établissement au 30 septembre = D											5 560	
	Valeur nette du point GIR "Dépendance" = (A-B1) / D = E					1,11							
	Quote part des charges nettes relatives aux AS et AMP imputée sur la section tarifaire "soins" = F								0,00				
	Valeur nette du point GIR "Aides soignantes et AMP" = F / D								0,00				
	Nombre de journées réalisées = G	0,00	169,00		0,00	169,00		0,00	169,00				
	Tarif net journalier soins hors aides soignantes et AMP = [A-(B+E)] / G								441,24				
	Coût place hébergement hors dépenses de structure	0,00	0,00										
	Résultats de l'exercice : (B+C)-A = H		-2 537,35			-5 414,71			-4 015,43			-11 967,49	
	Reprise des résultats des exercices antérieurs : I	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	4 578,84		0,00	4 578,84	
	Résultat à affecter = H + I		-2 537,35			-5 414,71			563,41			-7 388,65	
	Résultat affecté au compte 1064 : réserves des plues values nettes		0,00			0,00			0,00			0,00	
	Résultat affecté au compte 10682 : excédent affecté à l'investissement		0,00			0,00			0,00			0,00	
	Résultat affecté au compte 10685 : excédent affecté à la réserve de trésorerie		0,00			0,00			0,00			0,00	
	Résultat affecté au compte 10686 : excédent affecté à la réserve de compensation des déficits d'exploitation		0,00			0,00			0,00			0,00	
	Résultat affecté au compte 10687 : excédent affecté à la réserve de compensation des charges d'amortissement		0,00			0,00			0,00			0,00	
	Résultat affecté au compte 110 : excédent affecté à la réduction des charges d'exploitation		0,00			0,00			0,00			0,00	
	Résultat affecté au compte 111 : excédent affecté au financement de mesures d'exploitation		0,00			0,00			0,00			0,00	
	Résultat affecté au compte 119 : report à nouveau déficitaire (signe -)		0,00			0,00			0,00			0,00	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

Production du nombre de points GIR et nombre de journées

	Cotation GIR	Valorisation en points GIR de la cotation GIR permettant le calcul du GMP (article 7 du décret N°99-316) et servant de base au calcul de la valeur nette du point GIR "AS et AMP" (1)	Points GIR pour la valorisation des actions de prévention de la dépendance (2)	Valorisation en points GIR de la cotation GIR servant de base au calcul des tarifs dépendance et soins (annexe II du décret) (3)	Nombre de PAD de l'EHPAD (4)	Total points GIR budgétés (1) * (4)	Total points GIR budgétés (3) * (4)	% production en points GIR	Nombre de journées prévisionnelles dépendance et soins (5)	Taux d'activité en % (6)/(4) * 365j	Nombre de journées réalisées dépendance et soins (6)
GIR1	1	1000	120	1040	0	-	-	-	0	-	0
GIR2	0,84	840	120	1040	1	840	1040	18,71%	0	5,21%	19
GIR3	0,66	660	120	660	2	1320	1320	23,74%	0	5,21%	38
GIR4	0,42	420	120	660	4	1680	2640	47,48%	0	5,07%	74
GIR5	0,25	250	120	280	0	-	-	-	0	-	0
GIR6	0,07	70	120	280	2	140	560	10,07%	0	5,21%	38
				TOTAL	**9**	**3980**	**5560**	**100,00%**	**-**		**169**
				Résidents de - 60 ans	**0**						

GIR MOYEN PONDERE (G.M.P.) pour l'année

3980 points GIR / 9 PAD

442,22

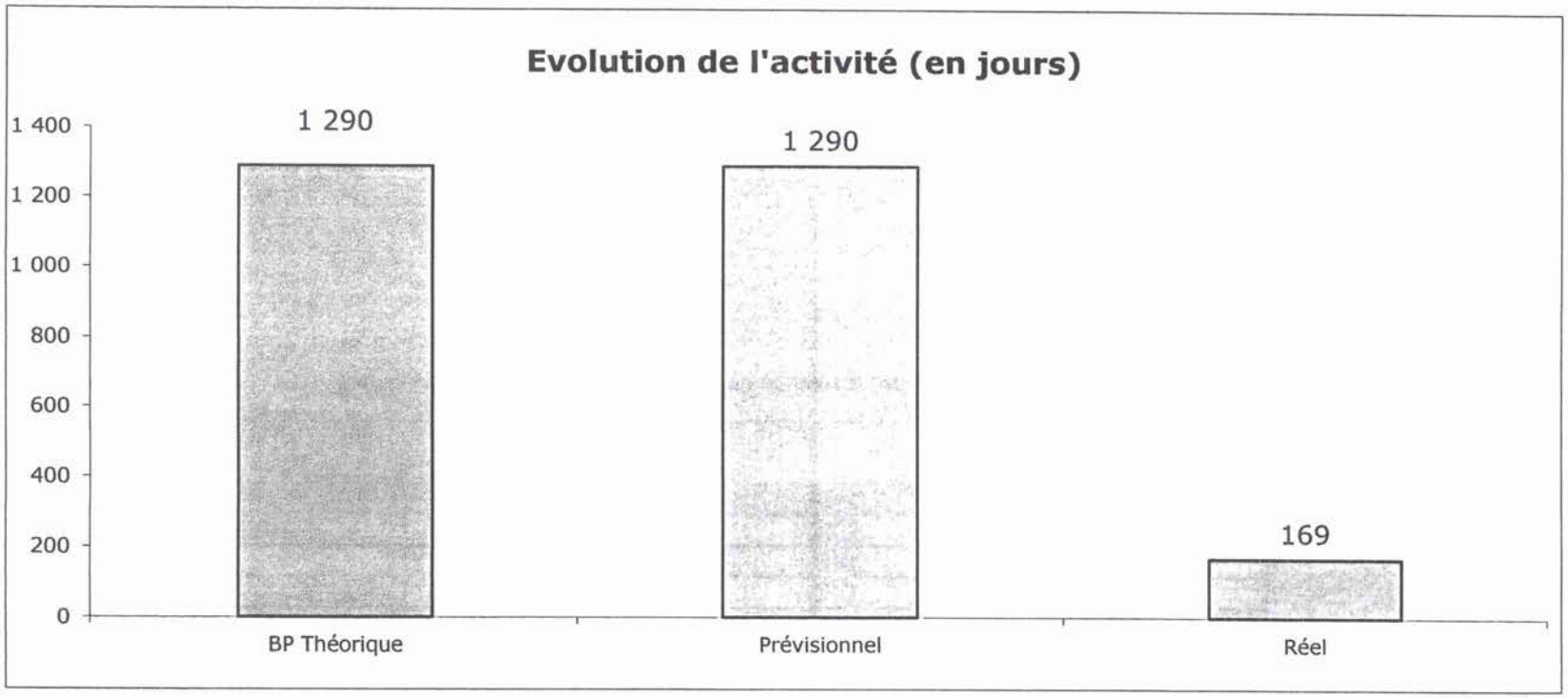
	Nbr journées prev	Taux activité	Nbr journées réalisé
	hébergement	hébergement	héberge
Personnes agées dependantes	**0**	**0,00%**	**0**
Résidents de - 60 ans	**0**	**-**	**0**
Total	**0**		**0**

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

ACTIVITE PREVISIONNELLE

journées

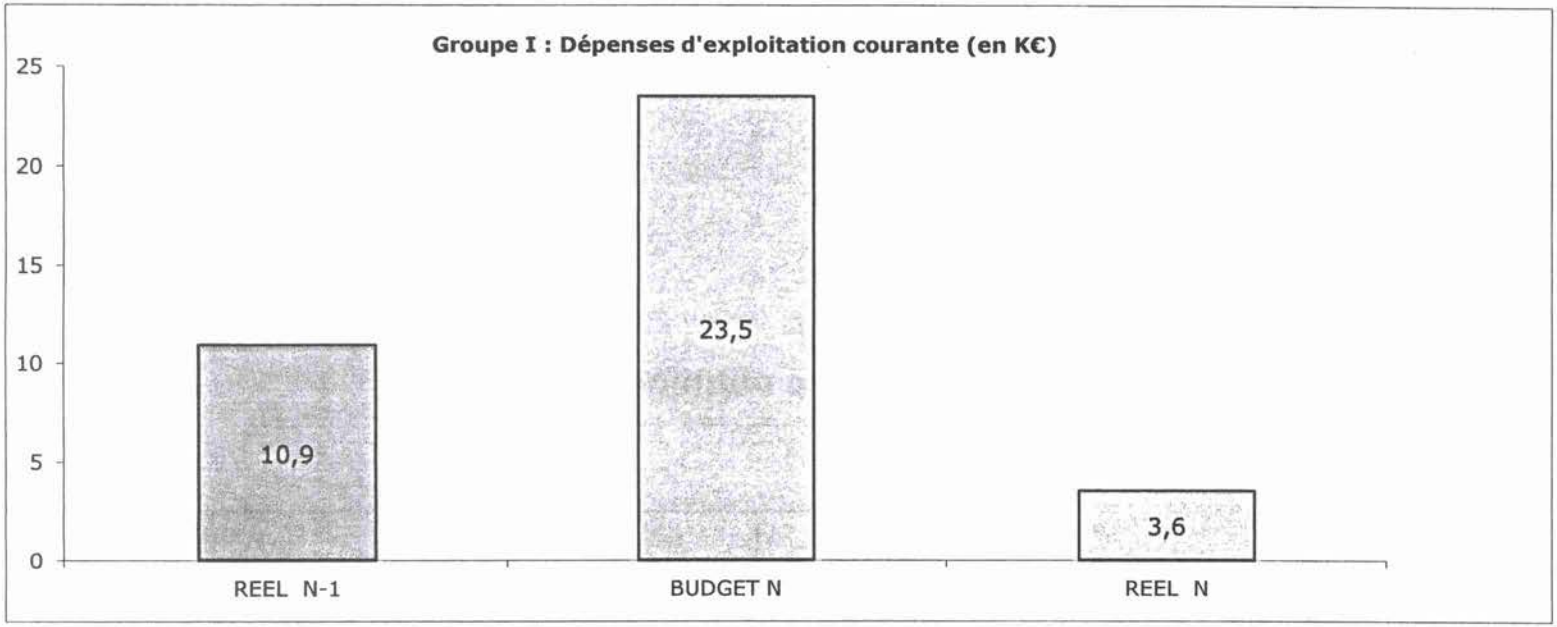
	BP Théorique	*Prévisionnel*	*Réel*
Total Journées	**1 290**	**1 290**	**169**



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

DEPENSES D'EXPLOITATION (en K€)

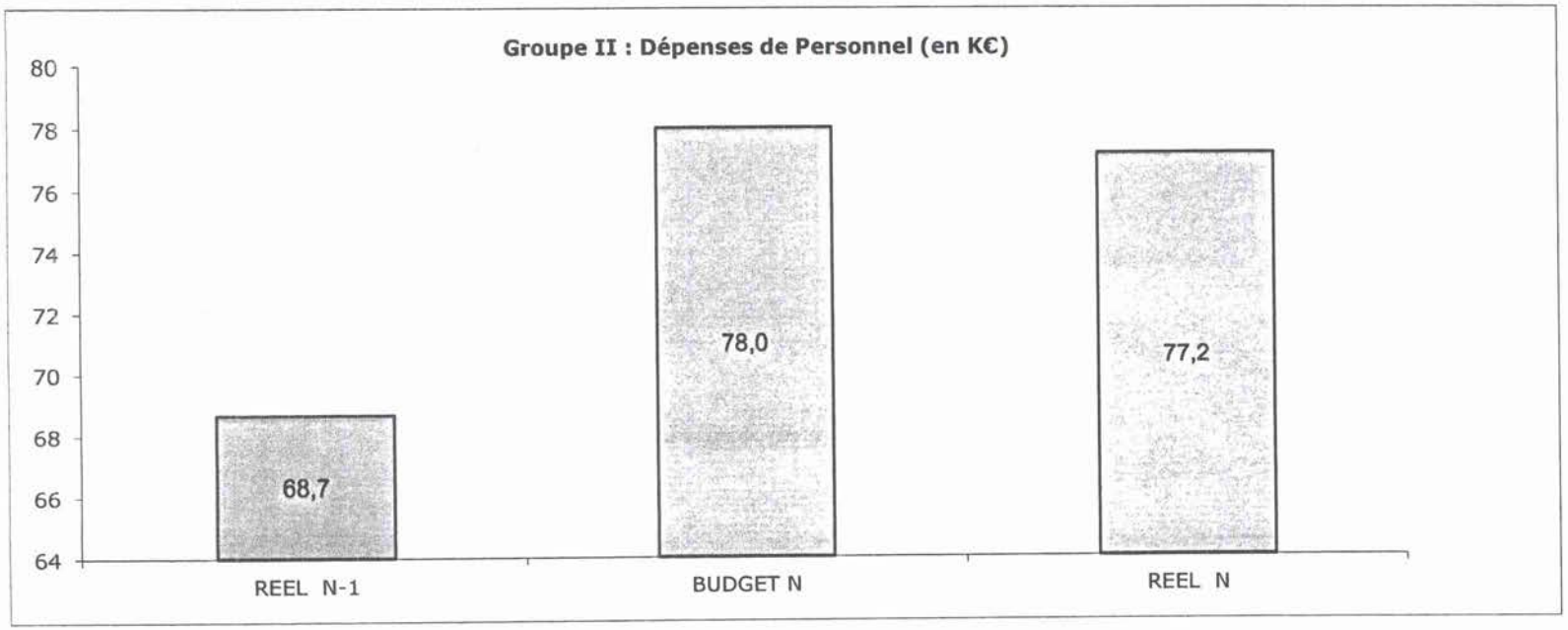
GROUPE I (en K€)	*REEL N-1*	*BUDGET N*	*REEL N*
Achats	0,8	2,0	0,9
Services extérieurs	0,0	0,0	0,0
Autres services extérieurs	10,1	21,5	2,7
Total	**10,9**	**23,5**	**3,6**



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

DEPENSES D'EXPLOITATION (en K€)

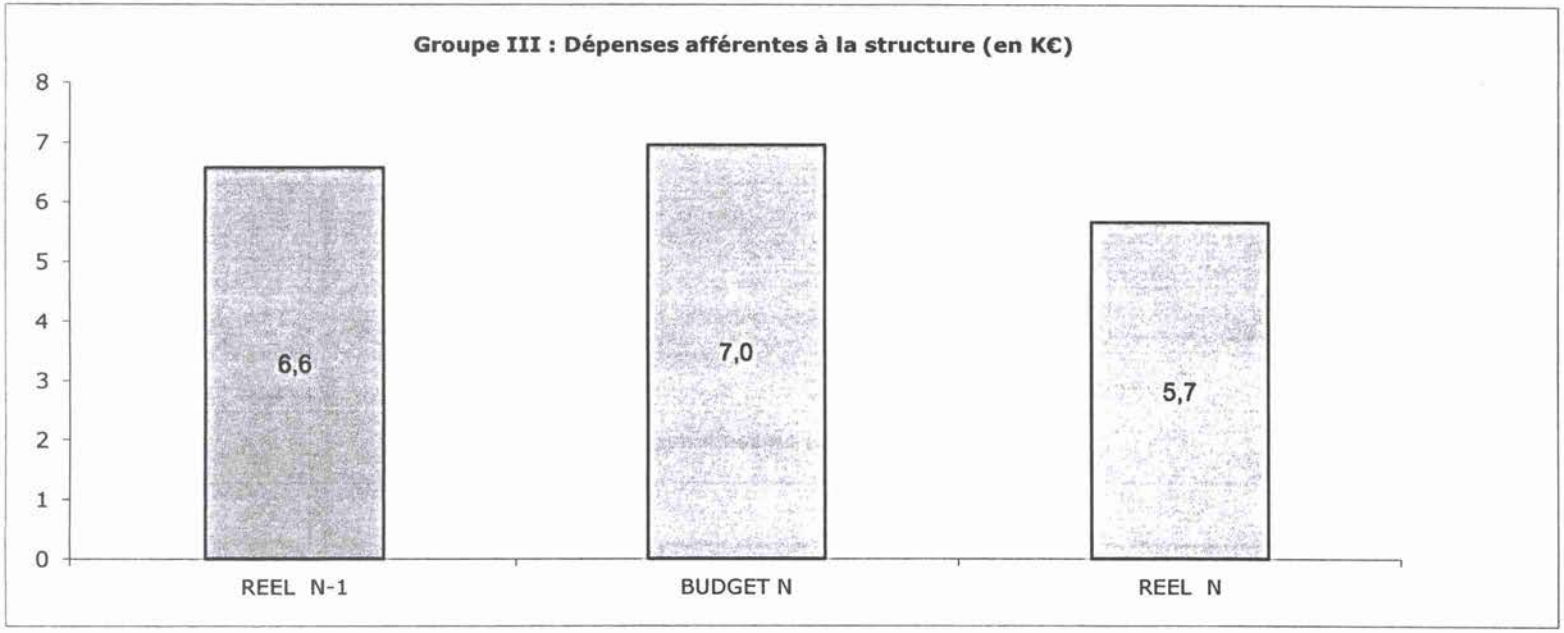
GROUPE II (en K€)	*REEL N-1*	*BUDGET N*	*REEL N*
Comptes 62	0,1	0,1	0,1
Comptes 63	0,8	1,0	1,2
Comptes 64	67,8	76,9	75,9
Total	**68,7**	**78,0**	**77,2**



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

DEPENSES D'EXPLOITATION (en K€)

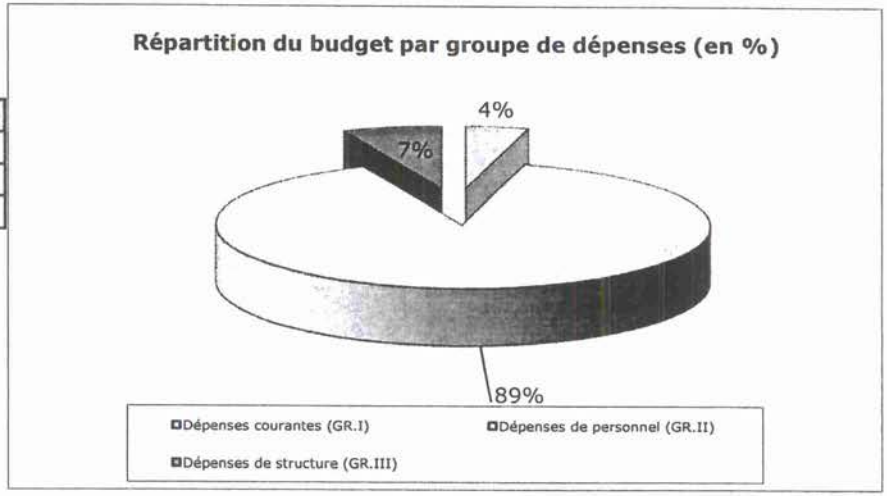
GOUPE III (en K€)	REEL N-1	BUDGET N	REEL N
Autres Comptes 61, 62 , 63	5,3	6,1	5,2
Autres Charges de gestion	0,3	0,4	0,0
Charges financières	0,0	0,0	0,0
Charges exceptionnelles	0,0	0,0	0,0
DAP	1,0	0,5	0,4
Total	**6,6**	**7,0**	**5,7**



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

DEPENSES D'EXPLOITATION (en K€)

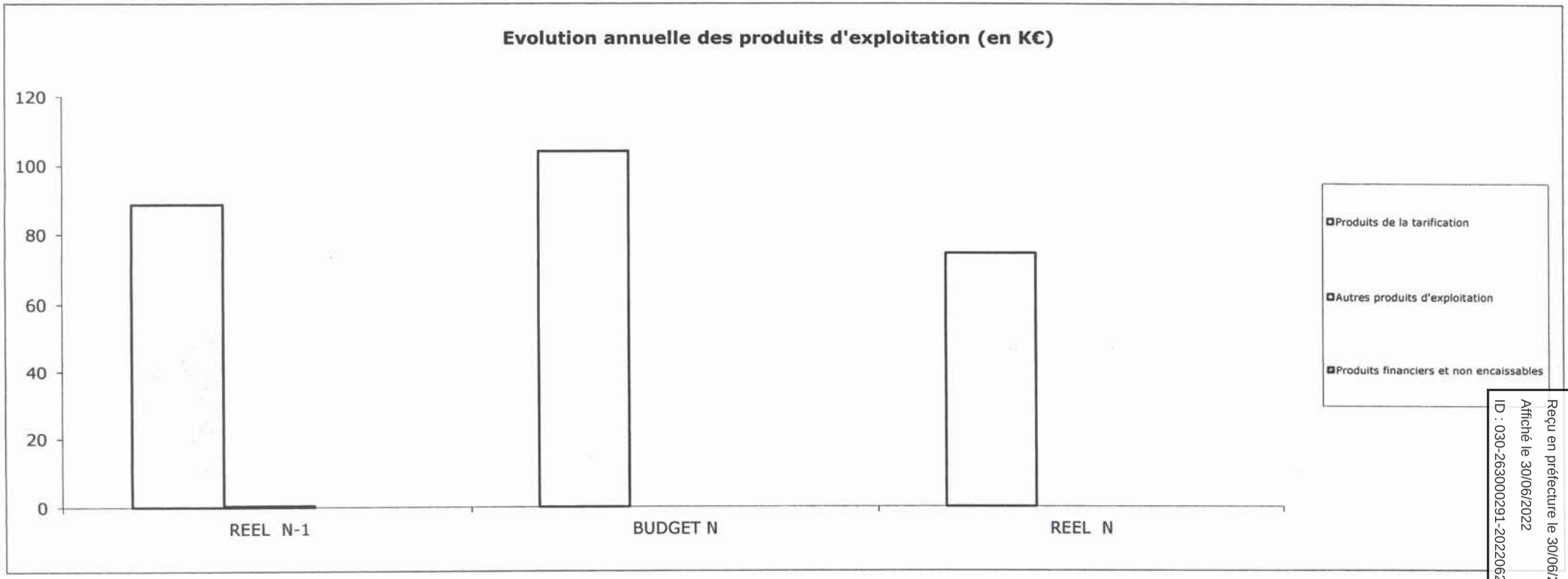
	REEL N	REPARTITION
Dépenses courantes (GR.I)	3,6	4%
Dépenses de personnel (GR.II)	77,2	89%
Dépenses de structure (GR.III)	5,7	7%
Total	**86,4**	



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

PRODUITS D'EXPLOITATION (en K€)

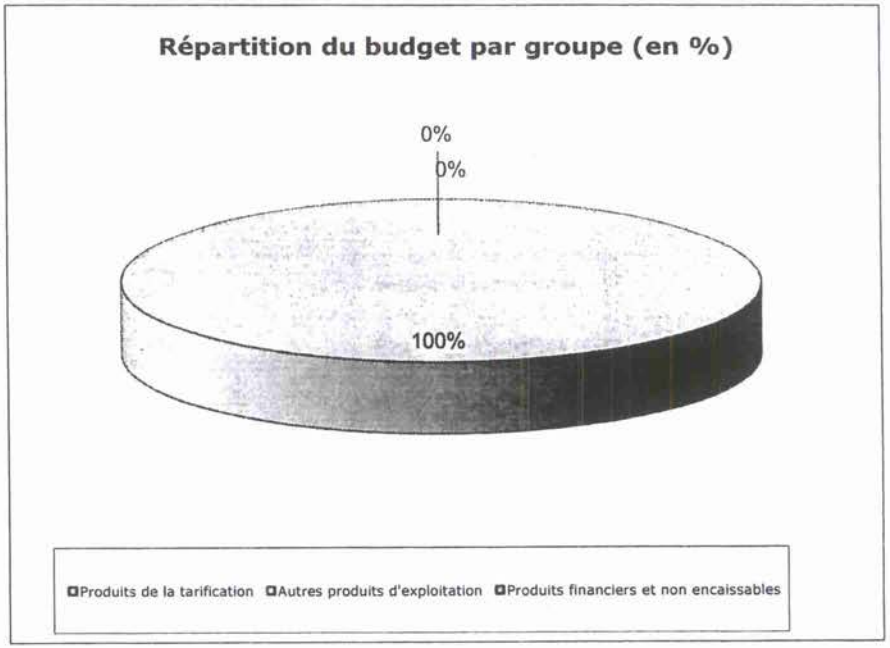
	REEL N-1	BUDGET N	REEL N
Produits de la tarification	88,8	103,9	74,4
Autres produits d'exploitation	0,4	0,0	0,0
Produits financiers et non encaissables	0,0	0,0	0,0
Total Produits d'exploitation (en K€)	**89,2**	**103,9**	**74,4**



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

PRODUITS D'EXPLOITATION (en K€)

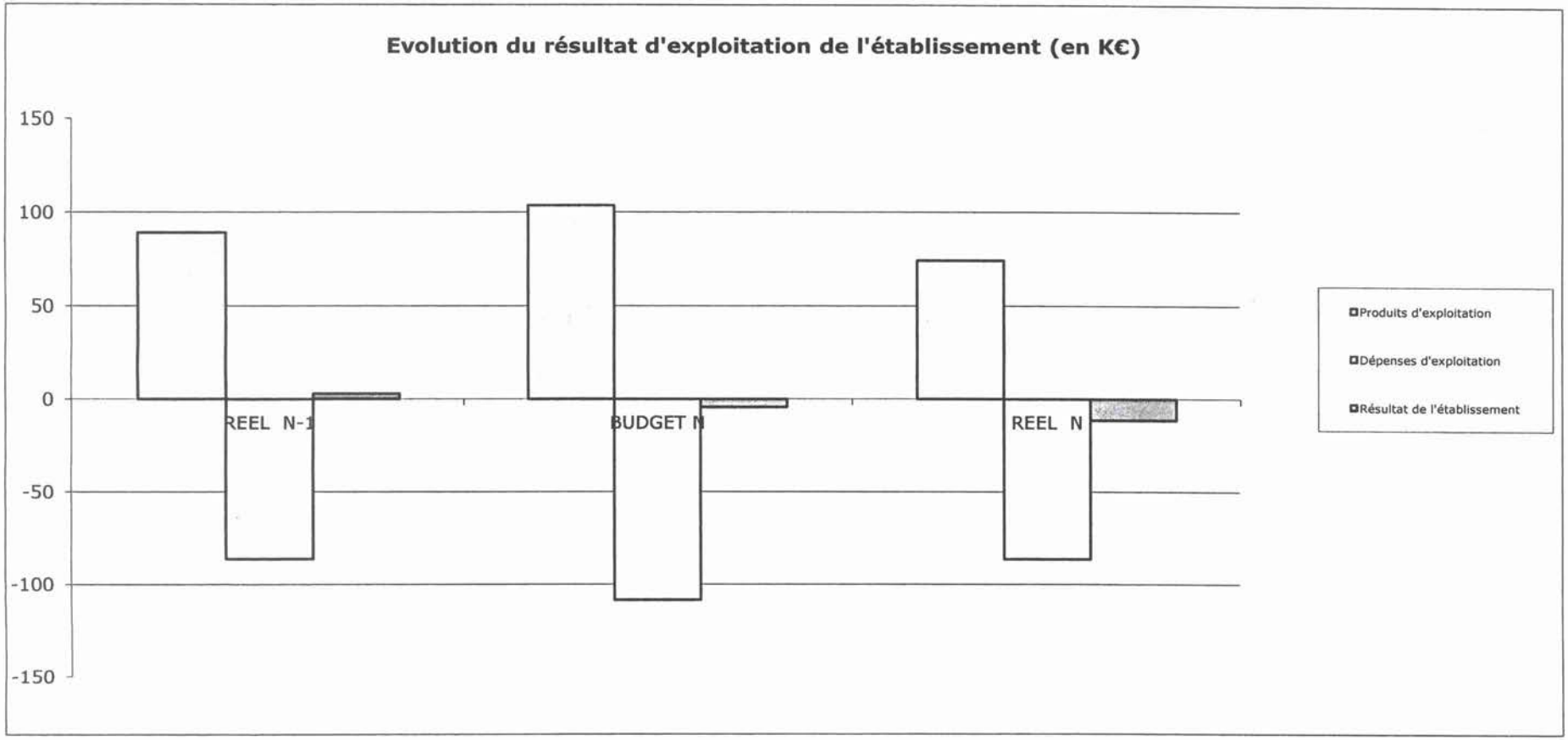
	REEL N	REPARTITION
Produits de la tarification	74,4	100%
Autres produits d'exploitation	0,0	0%
Produits financiers et non encaissables	0,0	0%
Total	**74,4**	



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

RESULTATS D'EXPLOITATION (en K€)

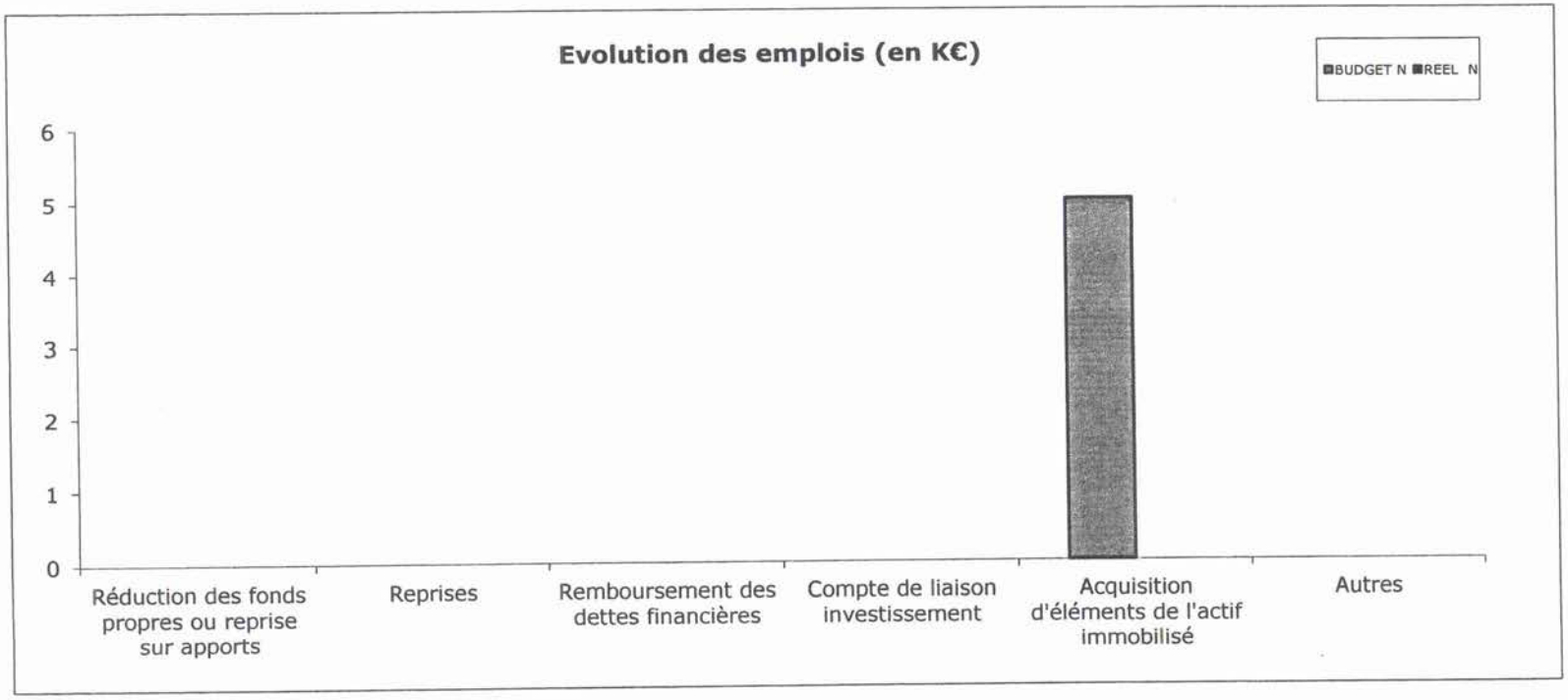
	RÉEL N-1	*BUDGET N*	*REEL N*
Produits d'exploitation	89,2	103,9	74,4
Dépenses d'exploitation	-86,2	-108,5	-86,4
Résultat de l'établissement	**3,0**	**-4,6**	**-12,0**



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

INVESTISSEMENT / EMPLOIS (en K€)

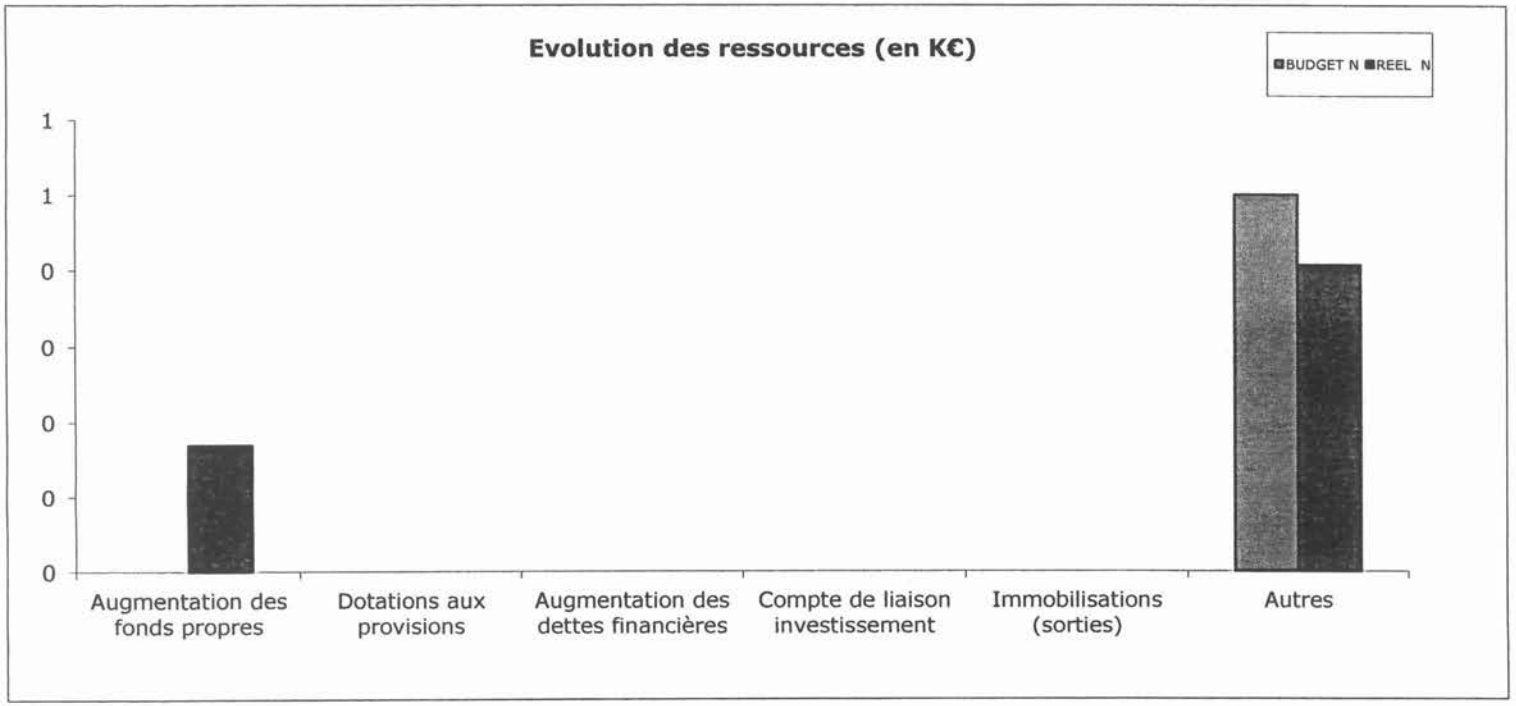
	BUDGET N	REEL N
Réduction des fonds propres ou reprise sur apports	0,0	0,0
Reprises	0,0	0,0
Remboursement des dettes financières	0,0	0,0
Compte de liaison investissement	0,0	0,0
Acquisition d'éléments de l'actif immobilisé	5,0	0,0
Autres	0,0	0,0
Total	**5,0**	**0,0**



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

INVESTISSEMENT / RESSOURCES (en K€)

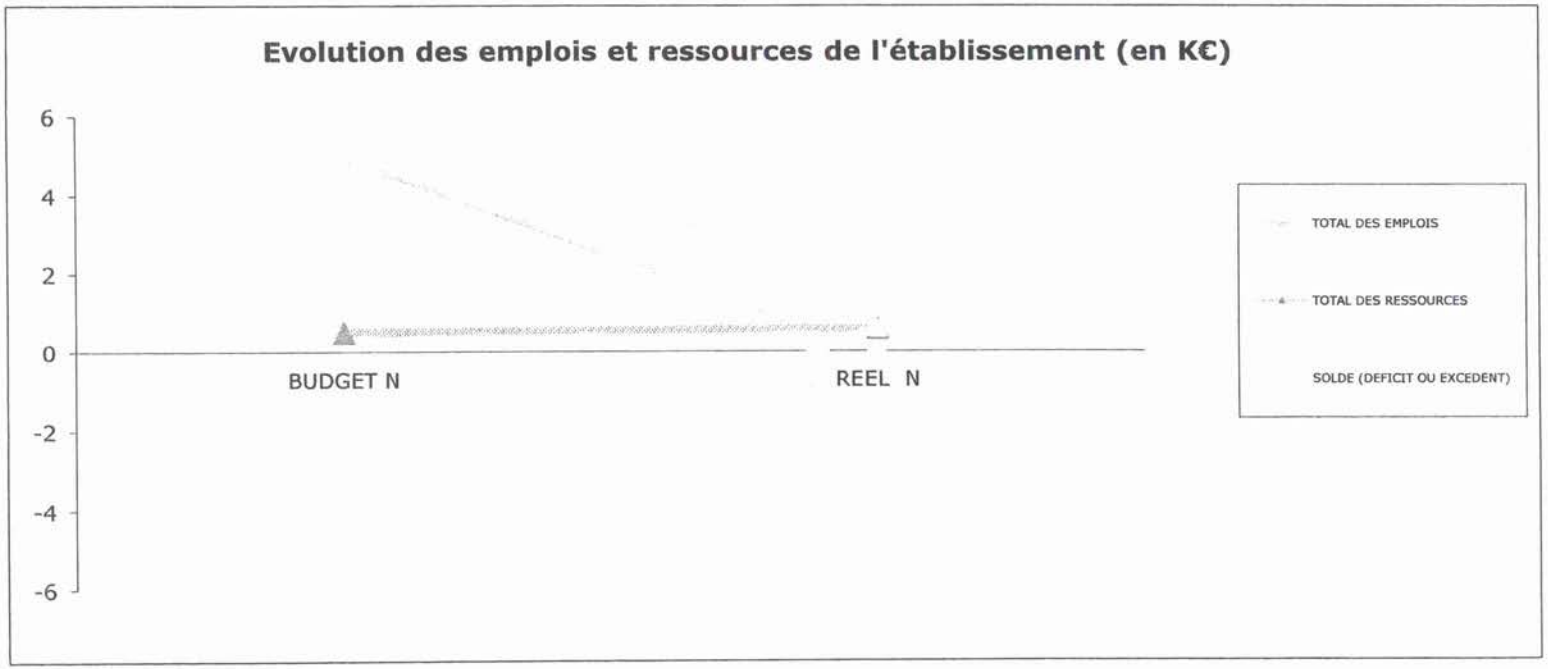
	BUDGET N	REEL N
Augmentation des fonds propres	0,0	0,2
Dotations aux provisions	0,0	0,0
Augmentation des dettes financières	0,0	0,0
Compte de liaison investissement	0,0	0,0
Immobilisations (sorties)	0,0	0,0
Autres	0,5	0,4
Total	**0,5**	**0,6**



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

INVESTISSEMENT / EMPLOIS ET RESSOURCES (en K€)

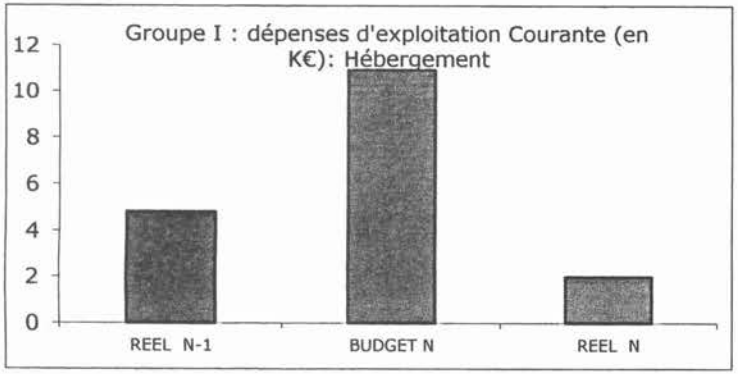
	BUDGET N	*REEL N*
TOTAL DES EMPLOIS	5,0	0,0
TOTAL DES RESSOURCES	0,5	0,6
SOLDE (DEFICIT OU EXCEDENT)	-4,5	0,6

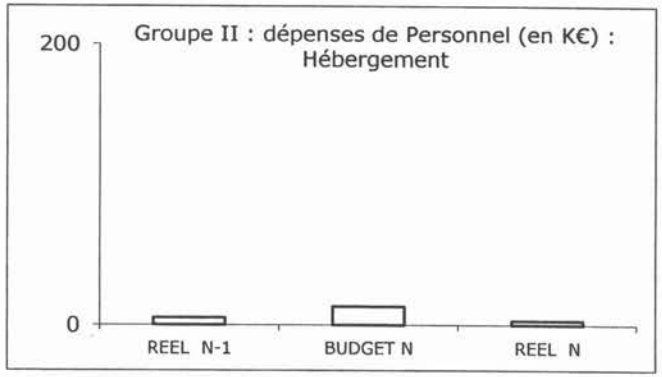


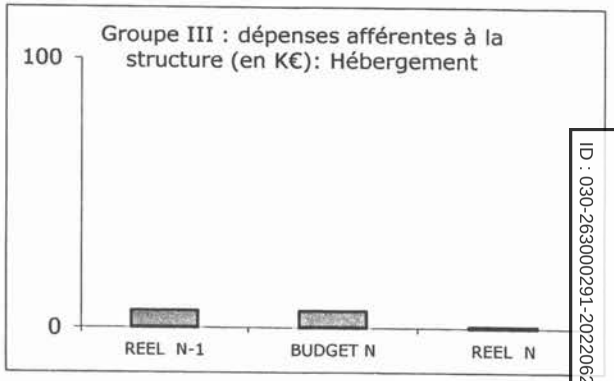
Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

DEPENSES D'EXPLOITATION (en K€): HEBERGEMENT

	REEL N-1	BUDGET N	REEL N
Achats	0,3	1,5	0,4
Services extérieurs	0,0	0,0	0,0
Autres services extérieurs	4,5	9,5	1,6
Total Groupe I de dépenses	**4,8**	**11,0**	**2,0**
Comptes 62	0,0	0,0	0,0
Comptes 63	0,1	0,0	0,0
Comptes 64	5,1	13,1	3,0
Total Groupe II de dépenses	**5,1**	**13,1**	**3,0**
Autres Comptes 61, 62 , 63	5,3	5,7	0,2
Autres Charges de gestion	0,0	0,0	0,0
Charges financières	0,0	0,0	0,0
Charges exceptionnelles	0,0	0,0	0,0
DAP	1,0	0,5	0,4
Total Groupe III de dépenses	**6,3**	**6,2**	**0,7**







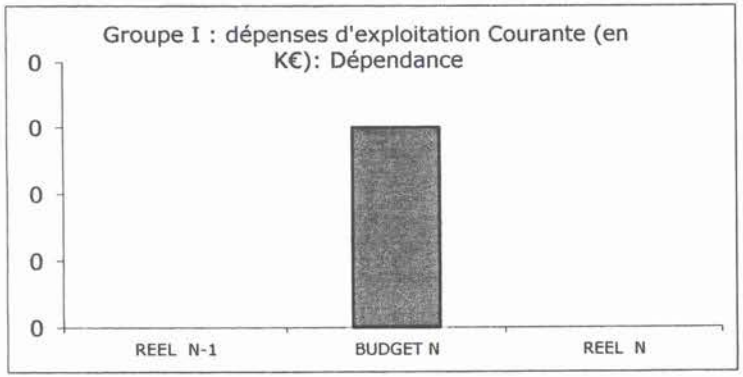
Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

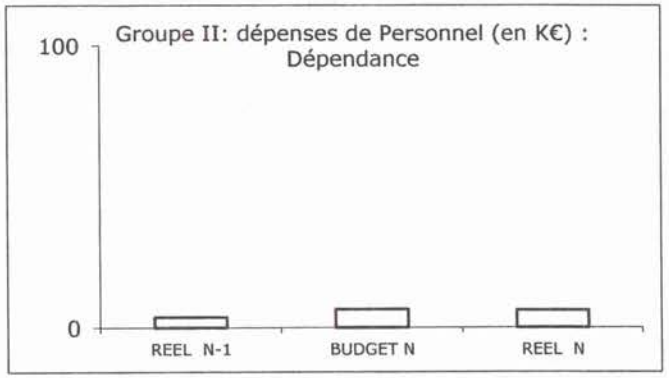
DEPENSES D'EXPLOITATION (en K€): DEPENDANCE

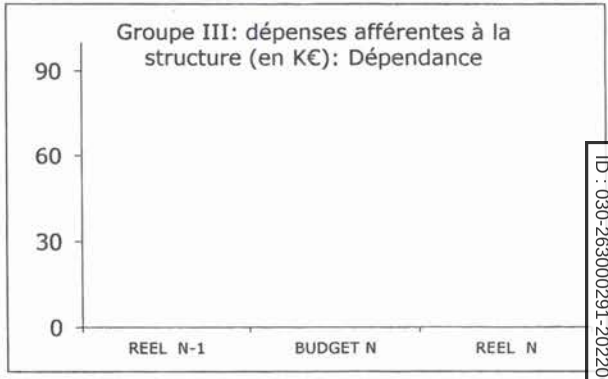
	REEL N-1	BUDGET N	REEL N
Achats	0,0	0,2	0,0
Services extérieurs	0,0	0,0	0,0
Autres services extérieurs	0,0	0,0	0,0
Total Groupe I de dépenses	**0,0**	**0,2**	**0,0**

Comptes 62	0,0	0,0	0,0
Comptes 63	0,0	0,0	0,0
Comptes 64	3,7	6,5	6,2
Total Groupe II de dépenses	**3,7**	**6,5**	**6,2**

Autres Comptes 61, 62 , 63	0,0	0,0	0,0
Autres Charges de gestion	0,0	0,0	0,0
Charges financières	0,0	0,0	0,0
Charges exceptionnelles	0,0	0,0	0,0
DAP	0,0	0,0	0,0
Total Groupe III de dépenses	**0,0**	**0,0**	**0,0**



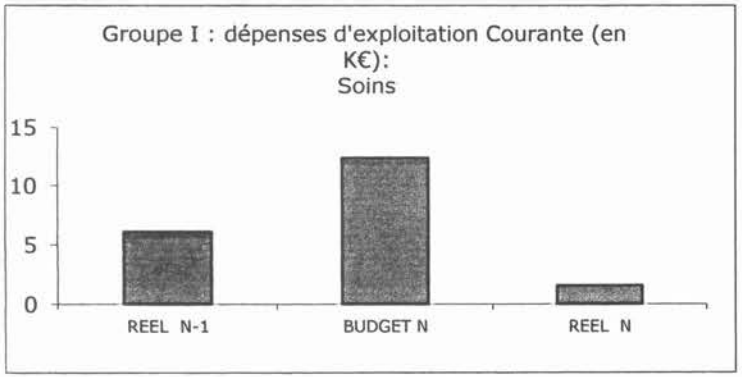


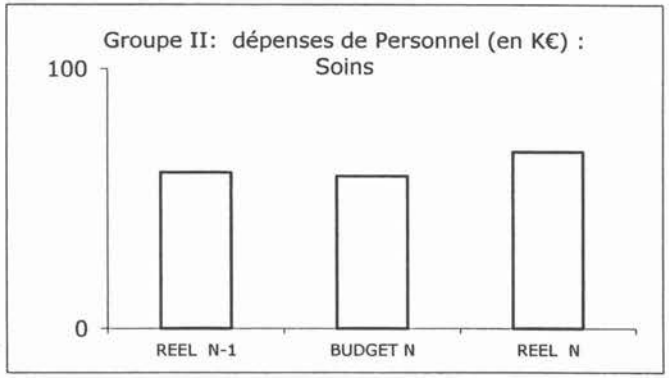


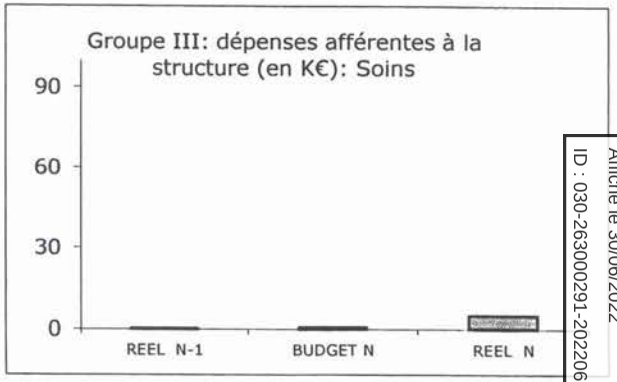
Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

DEPENSES D'EXPLOITATION (en K€): SOINS

	REEL N-2	BUDGET N	REEL N
Achats	0,5	0,4	0,5
Services extérieurs	0,0	0,0	0,0
Autres services extérieurs	5,6	12,0	1,1
Total Groupe I de dépenses	**6,1**	**12,4**	**1,6**
Comptes 62	0,1	0,0	0,0
Comptes 63	0,7	0,0	0,0
Comptes 64	59,0	58,3	68,0
Total Groupe II de dépenses	**59,8**	**58,3**	**68,0**
Autres Comptes 61, 62 , 63	0,0	0,4	5,0
Autres Charges de gestion	0,3	0,4	0,0
Charges financières	0,0	0,0	0,0
Charges exceptionnelles	0,0	0,0	0,0
DAP	0,0	0,0	0,0
Total Groupe III de dépenses	**0,3**	**0,8**	**5,0**



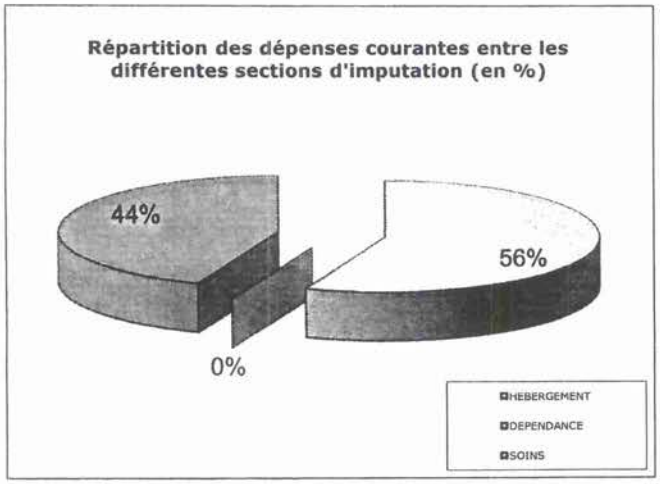


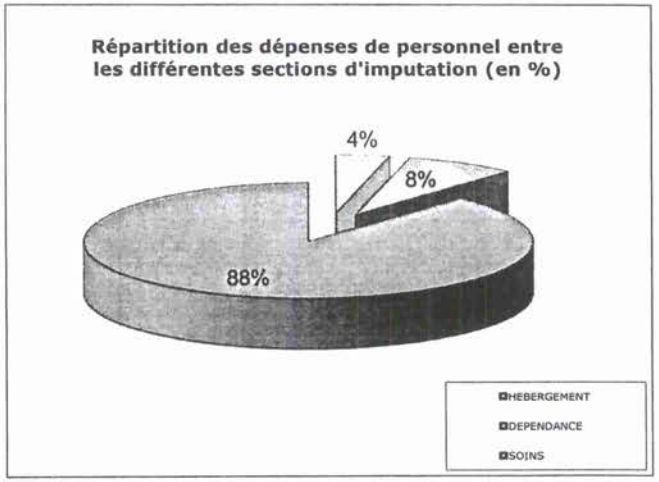


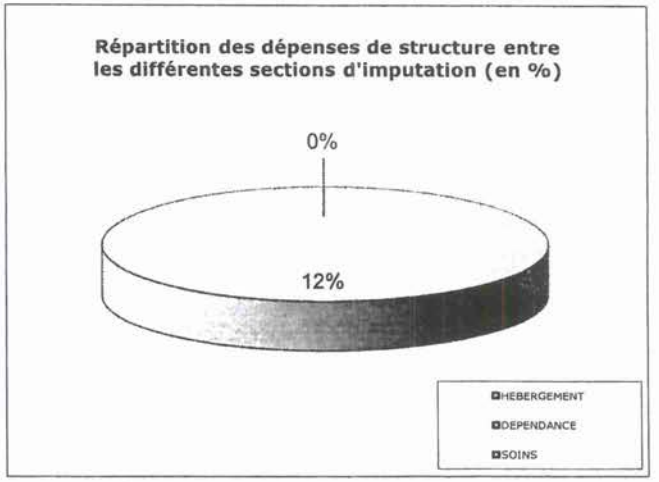
Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

REPARTITION DU BUDGET PROPOSE PAR SECTIONS D'IMPUTATION ET NATURE DE DEPENSES

	HEBERGEMENT	*DEPENDANCE*	*SOINS*
Répartit° des dépenses courantes	56%	0%	44%
Répartit° des dépenses de personnel	4%	8%	88%
Répartit° des dépenses de structure	12%	0%	0%



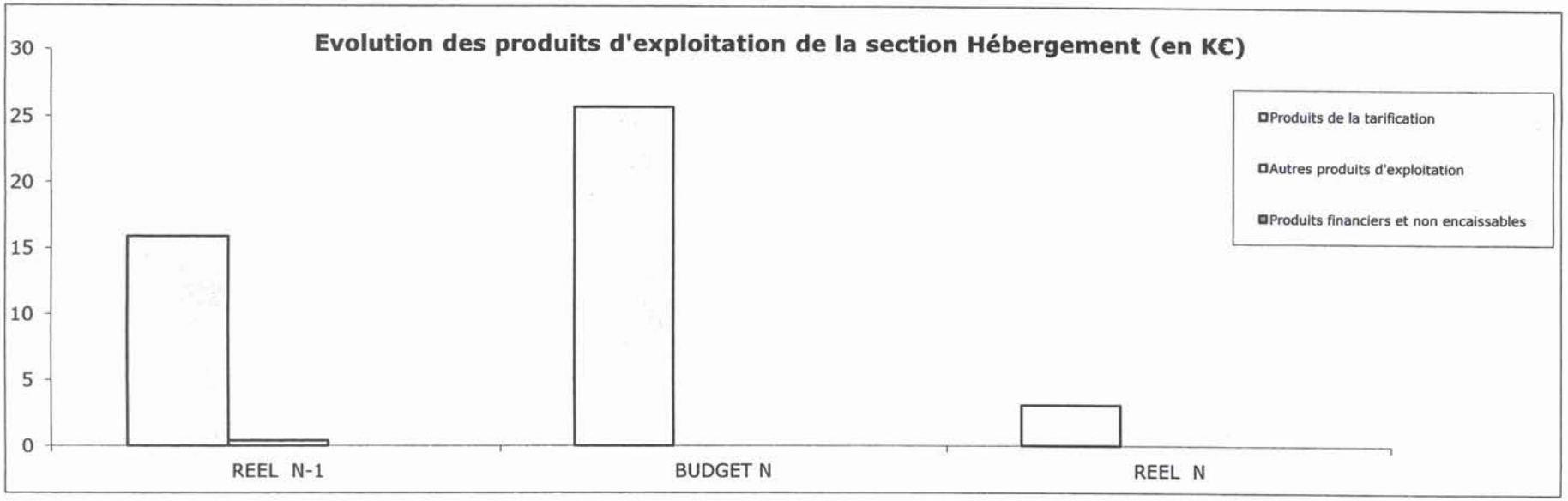




Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

PRODUITS D'EXPLOITATION (en K€) : HEBERGEMENT

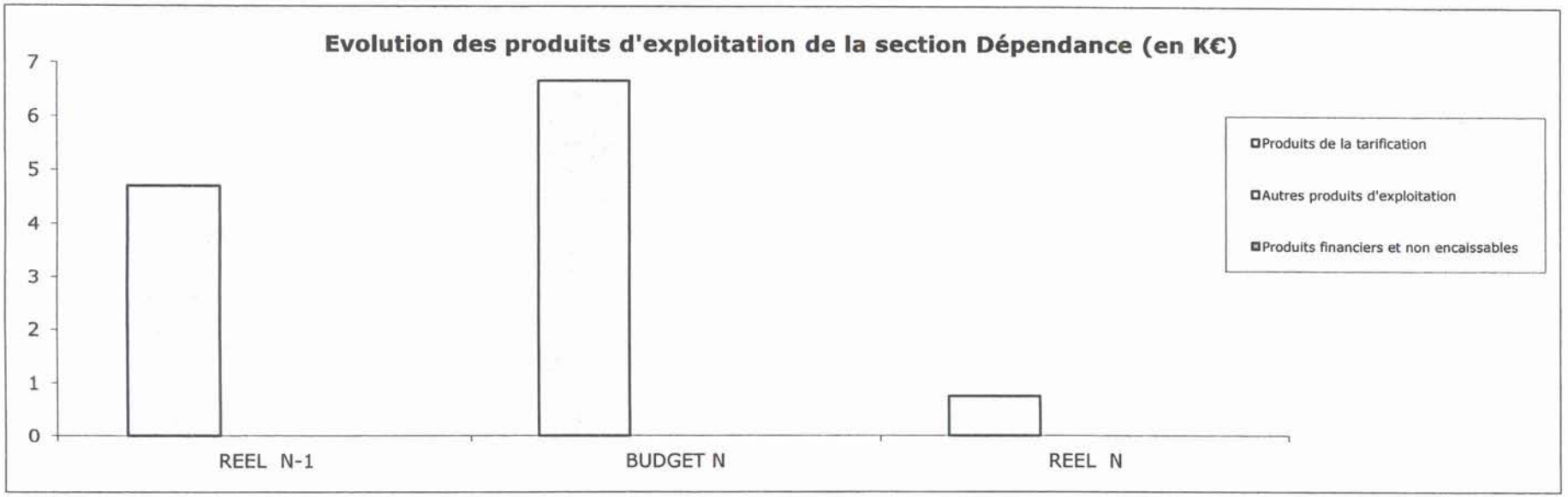
	REEL N-1	BUDGET N	REEL N
Produits de la tarification	15,9	25,7	3,1
Autres produits d'exploitation	0,4	0,0	0,0
Produits financiers et non encaissables	0,0	0,0	0,0
Total Produits d'exploitation (en K€)	**16,3**	**25,7**	**3,1**



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

PRODUITS D'EXPLOITATION (en K€) : DEPENDANCE

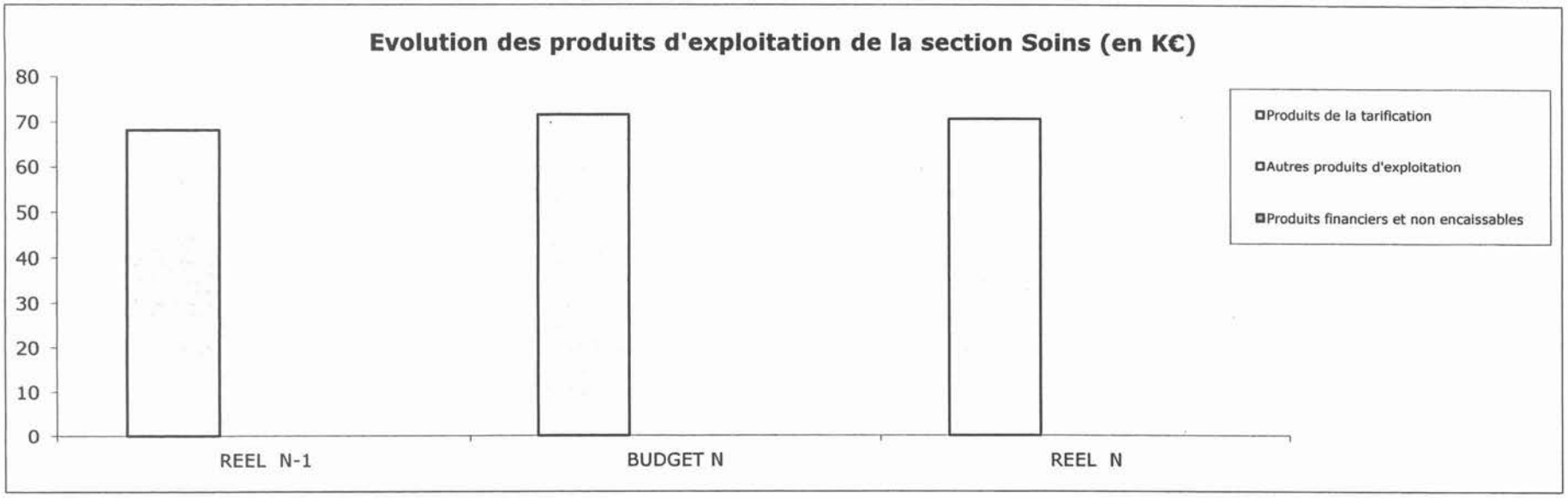
	REEL N-1	BUDGET N	REEL N
Produits de la tarification	4,7	6,7	0,8
Autres produits d'exploitation	0,0	0,0	0,0
Produits financiers et non encaissables	0,0	0,0	0,0
Total Produits d'exploitation (en K€)	**4,7**	**6,7**	**0,8**



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

PRODUITS D'EXPLOITATION (en K€) : SOINS

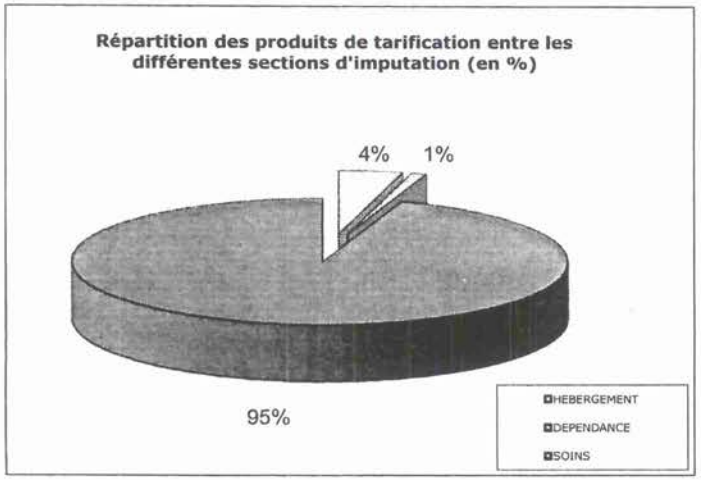
	REEL N-1	BUDGET N	REEL N
Produits de la tarification	68,2	71,5	70,6
Autres produits d'exploitation	0,0	0,0	0,0
Produits financiers et non encaissables	0,0	0,0	0,0
Total Produits d'exploitation (en K€)	**68,2**	**71,5**	**70,6**

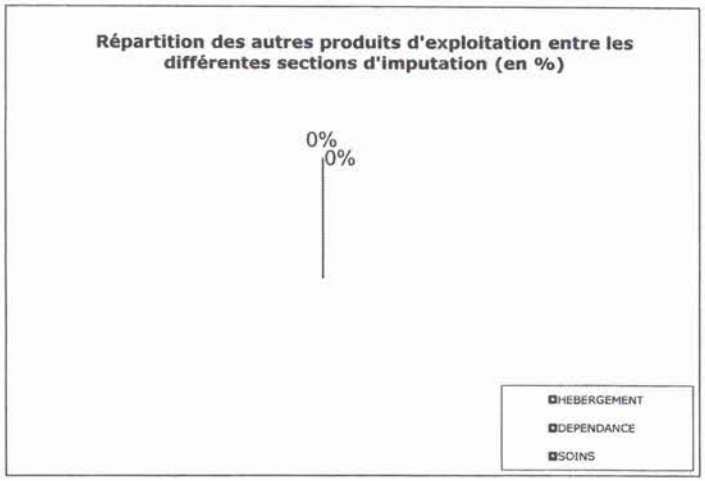


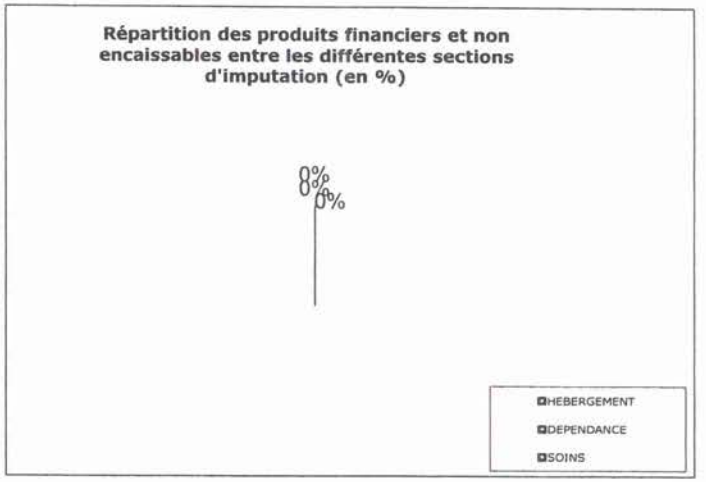
Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

REPARTITION DU BUDGET PROPOSE PAR SECTIONS D'IMPUTATION ET NATURE DE PRODUITS

	HEBERGEMENT	*DEPENDANCE*	*SOINS*
Répartit° des produits de tarification	4%	1%	95%
Répartit° des autres pdts d'exploitation	-	-	-
Répartit° des pdts financiers et non encais.	-	-	-



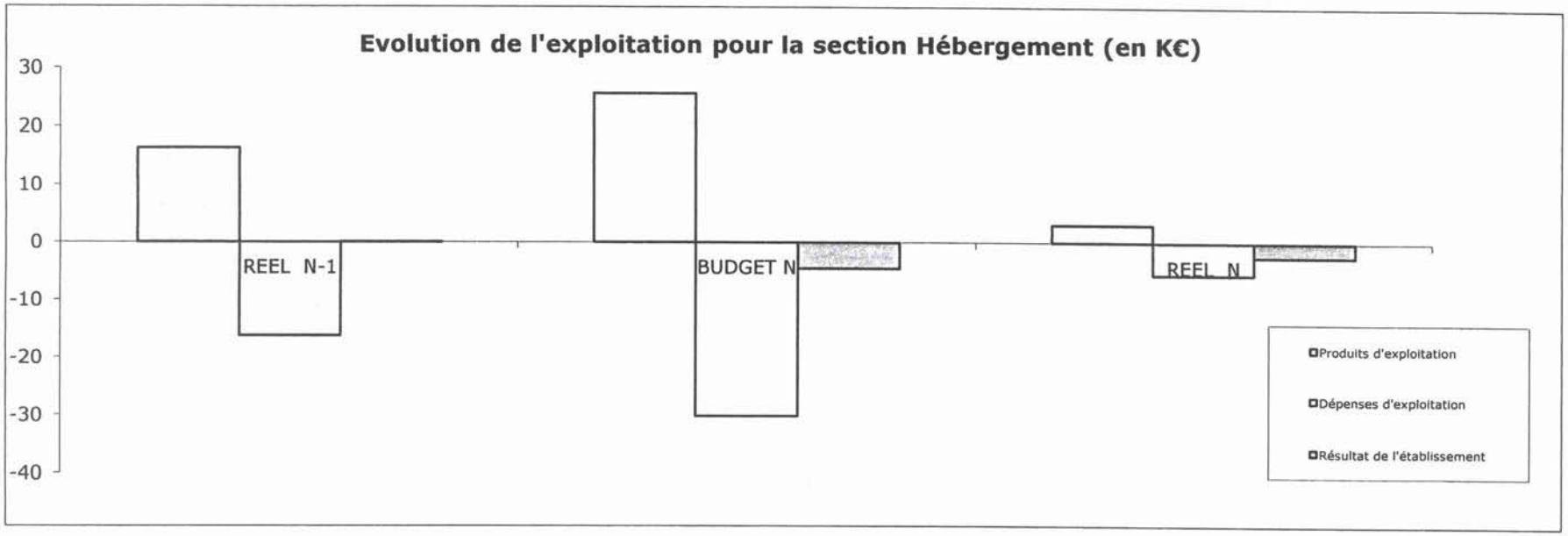




Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

RESULTATS D'EXPLOITATION (en K€): HEBERGEMENT

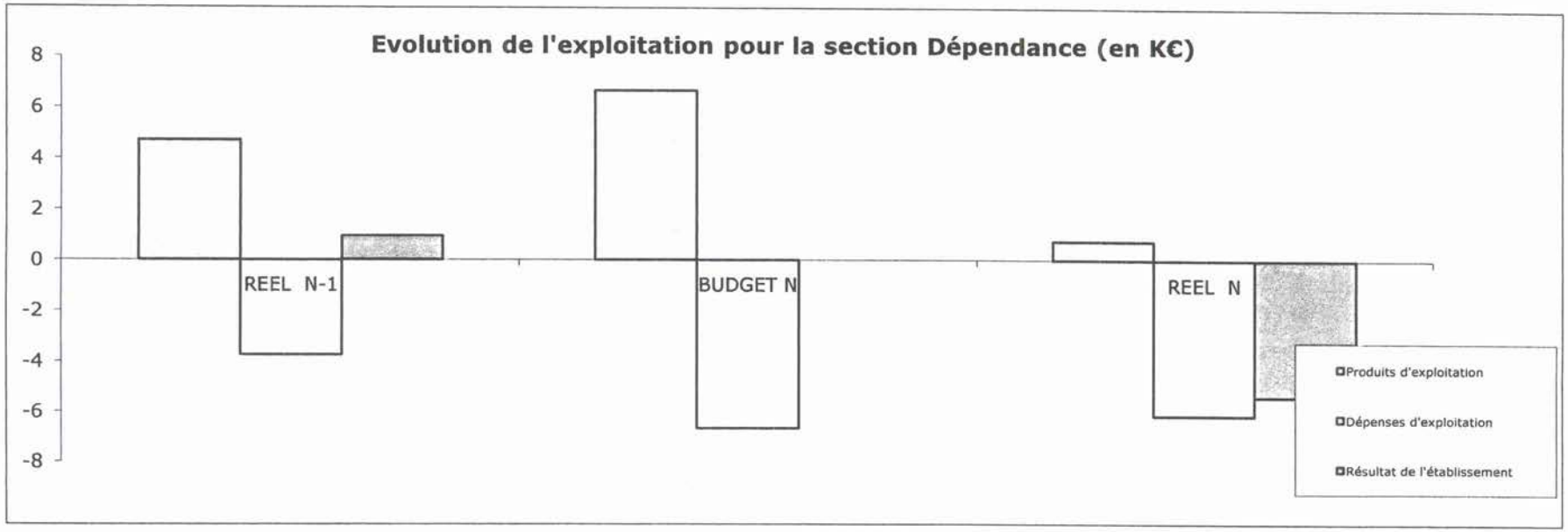
	REEL N-1	BUDGET N	REEL N
Produits d'exploitation	16,3	25,7	3,1
Dépenses d'exploitation	-16,2	-30,3	-5,6
Résultat de l'établissement	**0,1**	**-4,6**	**-2,5**



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

RESULTATS D'EXPLOITATION (en K€): DEPENDANCE

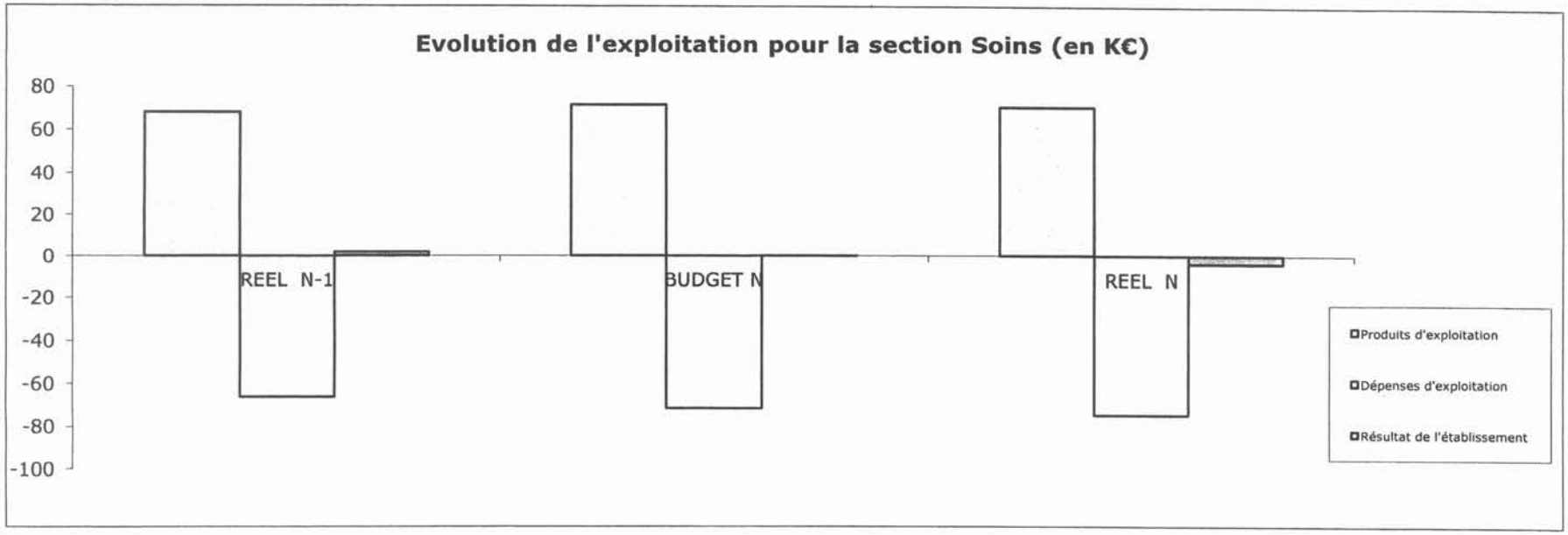
	REEL N-1	BUDGET N	REEL N
Produits d'exploitation	4,7	6,7	0,8
Dépenses d'exploitation	-3,7	-6,7	-6,2
Résultat de l'établissement	**1,0**	**0,0**	**-5,4**



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

RESULTATS D'EXPLOITATION (en K€): SOINS

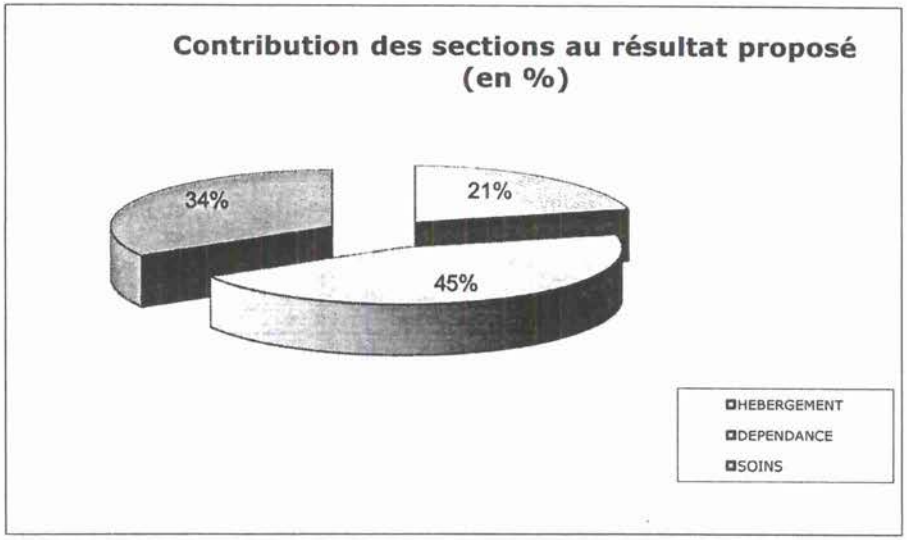
	REEL N-1	BUDGET N	REEL N
Produits d'exploitation	68,2	71,5	70,6
Dépenses d'exploitation	-66,2	-71,5	-74,6
Résultat de l'établissement	**2,0**	**0,0**	**-4,0**



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

REPARTITION DU RESULTAT DE L'ETABLISSEMENT PAR SECTIONS D'IMPUTATION

	HEBERGEMENT	*DEPENDANCE*	*SOINS*
Résultat de l'établissement	21%	45%	34%



Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

Envoyé en préfecture le 04/08/2022
Reçu en préfecture le 04/08/2022
Affiché le
ID : 030-263000291-20220802-CON_ADMI_DV-AU

CENTURY 21 IMPACT IMMOBILIER
18 Avenue du Général de Gaulle
30100 ALES

CONTRAT D'ADMINISTRATION DES VOLUMES 20 000 ET 17 000

LA DOLCE VITA

2 PLACE DES MARTYRS DE LA RESISTANCE
30100 ALES

CENTURY 21®
PARLONS DE VOUS, PARLONS BIENS

Envoyé en préfecture le 04/08/2022
Reçu en préfecture le 04/08/2022
Affiché le
ID : 030-263000291-20220802-CON_ADMI_DV-AU

CHARTE D'ENGAGEMENT DU RÉSEAU CENTURY 21®

ATTACHÉE AU PRÉSENT CONTRAT D'ADMINISTRATION

La politique de qualité mise en œuvre au sein du Réseau CENTURY 21 depuis de nombreuses années, nous permet aujourd'hui de concentrer la stratégie de notre entreprise sur le respect d'engagements écrits et vérifiables, dont la satisfaction des clients est l'objectif prioritaire.

Le mandataire s'engage à mettre en œuvre les actions suivantes afin de gérer l'Association Foncière Urbaine Libre dont les coordonnées et le Président sont indiqués en tête des présentes :

1. **Défendre vos intérêts :** la tarification de chaque contrat concernant l'association sera étudiée avec les Membres à chaque échéance contractuelle, en vue de son éventuel renouvellement.
2. **Assurer la visite de votre association :** un planning annuel de visites sera organisé par le Président et communiqué aux copropriétaires. Chaque visite fera l'objet d'un compte-rendu dont copie sera adressée aux membres.
3. **Gérer les charges au plus proche de vos intérêts :** nous nous engageons au respect d'un budget prévisionnel de charges qui fera l'objet, lors de l'assemblée générale, d'explications détaillées poste par poste.
4. **Ne jamais vous laisser sans nouvelles :** à chaque assemblée générale, nous vous ferons un compte-rendu détaillé des actions que nous aurons menées durant l'année. Nous joindrons à chaque convocation les explications concernant tous les postes ayant évolué de plus de 7 % sur l'exercice comptable de référence.
5. **Vous accompagner :** nous nous engageons par écrit sur les prestations particulières que vous souhaitez et vous proposons une tarification adaptée.
6. **Vous conseiller :** nous vous conseillons dans la recherche de financement adapté à la mise en œuvre de vos décisions. Nous mettons à votre disposition l'information juridique et fiscale utile à la gestion de votre patrimoine dans les meilleures conditions.
7. **Vous garantir la qualité des prestataires de services :** nous avons établi une charte OR pour laquelle chaque prestataire intervenant sur votre immeuble s'engage sur la qualité du service, la justesse de ses prix, sa réactivité, son respect de la réglementation et sur sa probité.

Dès lors où un manquement aura été avéré et confirmé en assemblée générale lors de l'approbation des comptes de l'exercice écoulé, le Président s'engage à rembourser 15 % des honoraires perçus durant l'année de référence.

Envoyé en préfecture le 04/08/2022
Reçu en préfecture le 04/08/2022
Affiché le
ID : 030-263000291-20220802-CON_ADMI_DV-AU

Mandat n° : .....

Contrat d'Administration des volumes 20000 et 17000 du bien immobilier sis à ALES (30100), place des Martyrs de la résistance

Préambule :

Un Etat Descriptif de Division et Règlement de Copropriété du 6 Juillet 2020 rédigé par Maitre Christine Champeyrache Serrano a été créé pour le volume 17000 sous le nom « DOLCE VITA »

Ce présent document prévoit la gestion et l'administration de ce volume par un syndic de copropriété bénévole ou professionnel ;
Le volume 17000, volume privatif, englobe les appartements du 3éme et 4éme étage.
Une clé de répartition a ainsi été créée pour déterminer les tantièmes de chaque lot de ce volume correspondant à la quote part de chacun pour la ventilation des charges correspondant au postes de dépenses du budget préparé et voté.

Suite à une scission du volume 15 000 (LOCAUX COMMERCIAUX), les volumes 20 000 et 21 000 ont été créés.

Le volume 20 000 a été cédé au CCAS.

Cependant, le volume 20 000 correspondant à une partie des locaux commerciaux du Rez-de-chaussée sera incorporé dans ce régime de copropriété dès la modification subséquente du règlement de copropriété.

Dans l'attente de cette modification, et afin de pouvoir incorporer le volume 20 000 dans le cadre de la répartition des charges communes existantes avec le volume 17000, un contrat d'administration a été élaboré afin de planifier cette gestion.

ARTICLE UN

Entre les soussignés parties :

1. **D'une part :**

Le Centre Communal d'Action Sociale, représenté par Monsieur Max ROUSTAN, en qualité de Président du Centre Communal d'Action Sociale 5ccas°, ayant son siège social au 5 Rue Baronnie, à Ales (30100), dûment habilité aux fins des présentes par délibération de Conseil d'Administration du CCAS en date du 24 juin 2022,

Envoyé en préfecture le 04/08/2022
Reçu en préfecture le 04/08/2022
Affiché le
ID : 030-263000291-20220802-CON_ADMI_DV-AU

Ci-après désigné le souscripteur ;

Et

La société SAS IMPACT IMMOBILIER désigné par l'assemblée générale en date du 06/05/2022

Ayant son siège social à l'adresse suivante 18 Avenue du Général de Gaulle à ALES (30100)
Représentée par Monsieur JEAN REMI POUILHE en qualité de PRESIDENT
Immatriculée au registre du commerce et des sociétés de NIMES, sous le numéro 393261615

Titulaire de la carte professionnelle mention Transaction sur immeubles et fonds de commerce * Gestion immobilière * Syndic de copropriété portant le numéro 3001 2016 000 011 110
délivrée le 18/04/2019 par LA CCI DU GARD
Titulaire d'un contrat d'assurance responsabilité civile professionnelle souscrit auprès de GAN ASSURANCES sous le numéro 941383179

Titulaire d'une garantie financière de 110 000.00 € auprès de CEGC sous le numéro 21419SYN191

Ci-après désigné le prestataire ;

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE DEUX – Contrat

Art. 2.1 – Durée et prise d'effet

La durée du présent contrat, est de 2 (deux) ans à compter du / / , date de prise d'effet des présentes.
Au-delà, ce contrat est renouvelable sur décision expresse.

Art. 2.2 – Résiliation

Le contrat peut être résilié à sa date anniversaire par le souscripteur, sous réserve d'une notification **TROIS MOIS** avant l'échéance, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, adressée au prestataire dont l'adresse est définie en première page de ce contrat, à l'exclusion de tout autre mode ou lieu.

Le présent contrat peut être également résilié avant sa date d'expiration normale dans les cas suivants :

1. Pour motif grave et légitime du prestataire porté à la connaissance du prestataire et de l'assemblée générale qui devra alors statuer à la majorité des voix exprimées par les membres présents ou représentés sur la gravité et la légitimité du motif,

2. En cas de disparition du site objet du contrat,

3. En cas de liquidation judiciaire ou faillite du souscripteur.

En cas de résiliation par le fait du souscripteur en dehors des conditions ci-dessus, celui-ci sera redevable au Prestataire d'une indemnité égale au prix total de la rémunération pour la période du contrat restant à courir, à titre de dommages et intérêts pour rupture anticipée en application de l'article 1149 du code civil, et suivants.

A défaut de paiement de cette indemnité contractuelle expressément acceptée par les parties dans les quinze jours de la résiliation, il sera fait application des dispositions de l'article 9 ci-après.

Envoyé en préfecture le 04/08/2022
Reçu en préfecture le 04/08/2022
Affiché le
ID : 030-263000291-20220802-CON_ADMI_DV-AU

ARTICLE TROIS – Engagement du prestataire

Art. 3.1 – Horaires du prestataire

Les heures ouvrables sont les suivantes : Du lundi au vendredi de 9H à 12H et de 14H à 18H.

Art. 3.2 – Mission de Gestion et d'administration – Gestion courante

Le prestataire s'engage dans la continuité de la gestion du volume 17000 pour lequel il est syndic à étendre sa mission à la gestion des équipements communs :

- Souscription d'un contrat d'assurance commun
- Souscription d'un contrat d'entretien VMC
- Souscription de tout contrat nécessaire à la bonne gestion des volumes 17 000 et 20 000
- Appels de provisions pour charges courantes adressés par trimestre d'avance
- Tenue de la comptabilité pour l'administration des dépenses communes aux volumes 20 000 et 17 000
- Paiement des factures courantes et répartition des dépenses entre chaque membre

Il est ici précisé que ces différents contrats, travaux d'entretien et/ou de remplacement seront votés lors des assemblées générales du volume 17 000. Le souscripteur prend acte de cette condition essentielle du contrat et accepte dès à présent sans aucun recours contre le syndic ou le syndicat des copropriétaires à régler toutes les charges relatives à la gestion des équipements communs selon les clés de répartition ci-annexées.

Ce contrat ne prévoit pas la gestion et la réception des parties communes du volume 20 000. Il ne prévoit pas la gestion de travaux lourds dans les volumes correspondants.

ARTICLE QUATRE – Obligation du souscripteur

Art. 4.1 – Respect des prescriptions du prestataire

- Assurance

Conformément à l'assemblée générale du 06/05/2022, le souscripteur accepte le contrat d'assurance voté.

- Entretien VMC

Conformément à l'assemblée générale du 06/05/2022, le souscripteur accepte le contrat d'entretien VMC voté.

- Travaux

Compte tenu des obligations de sécurité particulières du site, il est important que le souscripteur informe sans délai le prestataire avant l'exécution de tous travaux pouvant porter atteinte à la sécurité du site ou modifiant les caractéristiques de sécurité ou les équipements de sécurité du site.

Art. 4.2 – Conditions d'exécution des interventions du prestataire

Le souscripteur s'engage à fournir au prestataire le moyen d'accès aux locaux et, en général, à lui procurer les facilités nécessaires à l'exécution de sa mission dans les conditions et le temps impartis.
Le souscripteur est invité à assister aux opérations de vérification ou à s'y faire représenter par toute personne habilitée à y assister et à signer en son nom.

Envoyé en préfecture le 04/08/2022
Reçu en préfecture le 04/08/2022
Affiché le
ID : 030-263000291-20220802-CON_ADMI_DV-AU

Art. 4.3 – Empêchement – Délai de prévenance

En cas d'impossibilité pour le souscripteur de pouvoir satisfaire à ses obligations, pour une cause exceptionnelle indépendante de sa volonté, le souscripteur doit en informer le prestataire par courrier recommandé adressé au prestataire dont l'adresse est définie en première page de ce contrat, en respectant un délai de prévenant de huit jours minimum avant toute date prévue de vérification et de contrôle.
Faute de respecter de délai de prévenance, le prestataire facturera une indemnité forfaitaire prévue aux conditions particulières.

ARTICLE CINQ – Honoraires – Rémunération – Coût des prestations – Révision des prix

Art. 5.1 – Honoraires – Rémunération

Pour les tâches définies ci-dessus en gestion **courante** (mission d'administration), le prestataire aura droit aux honoraires annuels suivants dont le souscripteur sera l'unique redevable :

Soit 55€ T.T.C/trimestre

Pour les tâches hors gestion courante, il est précisé que pour le calcul des honoraires, le coût de la vacation horaire est fixé à 72 € TTC.
La vacation sera décomptée par heure déplacement compris. Toute heure commencée sera due.

Art. 5.2 – Révision des prix

Les honoraires seront débattus de gré à gré et votés chaque année en Assemblée Générale sans application d'une quelconque clause indiciaire.

Art. 5.3 – Prestations particulières – Missions

Gestion des sinistres	A la vacation
Procédure particulière	A la vacation
Travaux > 300 € TTC : suivi administratif et technique des travaux	5 % HT
Règlement des charges, frais de relance pour les propriétaires défaillants : • 1ère relance (15 jours après l'envoi de l'appel de charges) • **Lettre de mise en demeure** (15 jours après l'envoi de la 1ère relance) • Remise du dossier au contentieux • Suivi du dossier	 Non facturable 35 € TTC A la vacation
Etablissement de l'état daté en cas de mutation à la charge exclusive du vendeur	380 € TTC
Location de salle	Facturation au coût réel

ARTICLE SIX – Conditions et mode de paiement

Art. 6.1 – Conditions et mode de paiement

Pour les tâches en gestion courante :
Dans le cadre du fonctionnement du souscripteur, les dépenses font l'objet d'appels de fonds qui seront faits aux mêmes dates que ceux du volume 17000. Le prestataire sera réglé au même rythme que ces appels de fonds.
Pour les prestations particulières :
A la réception de la facture

Envoyé en préfecture le 04/08/2022
Reçu en préfecture le 04/08/2022
Affiché le
ID : 030-263000291-20220802-CON_ADMI_DV-AU

Art. 6.2 – Pénalités de retard

De convention expresse, le défaut de paiement à bonne date de la facture, la non-acceptation d'un effet ou le refus de l'honorer pour quelque cause que ce soit, entraîneront de plein droit sans qu'il soit besoin d'un rappel ou d'une mise en demeure, le paiement de pénalités de retard au taux d'intérêt légal en vigueur, majoré de 5%, exigible dès le lendemain de la date de règlement indiqué sur la facture.

ARTICLE SEPT – Sinistre responsabilité

Art. 7.1 – Défaillance

Encas de défaillance d'un équipement sur lequel s'applique des obligations de sécurité, lors d'un début d'incendie ayant eu des conséquences dommageables, le souscripteur doit en aviser le prestataire dans les 48 heures, par lettre recommandée avec avis de réception, adressée au prestataire dont l'adresse est définie en première page de ce contrat.

Art. 7.2 – Assurance de la responsabilité civile du prestataire

Le prestataire doit fournir au souscripteur sa police d'assurance attestant la prise en garantie des conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile pour les dommages corporels ou matériels causés aux tiers ou au personnel du souscripteur du faire de l'exécution du contrat.

ARTICLE HUIT – Contestations

En cas de contestation, les parties déclarent vouloir faire attribution de compétence exclusive auprès du Tribunal de la juridiction compétente du prestataire qui sera seul agréé, même dans le cas d'appel en garantie et de pluralité des défendeurs, à savoir le Tribunal de Grande Instance de NIMES

ARTICLE NEUF – Election de domicile

Pour l'entière exécution des présentes, les parties élisent domicile :
- Le souscripteur : en ses bureaux
- Le prestataire : en ses bureaux

Fait en deux exemplaires originaux remis à chaque partie.

A.....le - 2 AOUT 2022

Pour le Prestataire

Impact Immobilier
18, avenue du Général de Gaulle
30100 ALES
04 66 52 59 59
impactimmobilier@century21.fr
SAS au capital de 35 063 € - Siren 393 261 615 R.C.S. Nimes
Carte Prof. : Transaction gestion syndic
n° CPI 3001 2016 000 011 110 CCI
Garantie : CEGC 16 Rue Hoche
TSA 39999 92919 LA DEFENSE CEDEX
Transactions sans réception de fonds

Pour le Souscripteur

S 2
Centre Communal d'Action Sociale
Mairie d'Alès

Envoyé en préfecture le 04/08/2022
Reçu en préfecture le 04/08/2022
Affiché le
ID : 030-263000291-20220802-CON_ADMI_DV-AU

CHARTE OR FOURNISSEURS

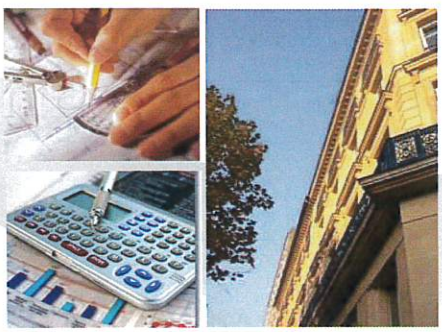
ATTACHÉE AU PRÉSENT CONTRAT D'ADMINISTRATION

La Charte Fournisseurs est un engagement de qualité et de probité dans les relations avec les entreprises.

La politique de qualité mise en œuvre au sein du Réseau CENTURY 21® centre notre action sur le respect d'engagements écrits et vérifiables, dont la satisfaction du client est l'objectif prioritaire.

C'est dans cet esprit que chaque agence Gestion Immobilière du Réseau CENTURY 21 et chaque Fournisseur prestataire de service s'engagent à mettre en œuvre une charte de qualité et de probité au profit du client, portant sur les points suivants :

1. Le Gestionnaire s'engage à œuvrer pour la modération des prix et la mise en concurrence par des entreprises proposées par le Conseil Syndical,
2. Tout technicien intervenant pour le compte du client sera porteur d'un ordre de mission écrit qu'il présentera à son arrivée sur place,
3. Le prestataire s'engage à intervenir dans les délais adaptés au degré d'urgence pour assurer le dépannage ou prendre les mesures conservatoires. Dans le cas, où il serait empêché de le faire, il en rendra compte immédiatement à l'agence CENTURY 21,
4. À l'issue de son intervention, le prestataire rendra compte à l'agence CENTURY 21 du bon accomplissement de sa mission en s'assurant que le chantier a été laissé propre au départ du technicien,
5. Le prestataire s'engage à communiquer ses attestations d'assurance responsabilité civile et responsabilité décennale en cours de validité, avec le libellé des principales garanties,
6. Le prestataire présentera une facture détaillée (accompagnée de l'ordre de service) présentant le coût horaire, le temps passé sur place, la date et la nature de l'intervention, la mention « chantier terminé » ou devis à établir. Dans ce cas, le devis sera transmis dans les plus brefs délais,
7. Si l'intervention s'avérait d'ordre privatif, les mesures conservatoires seraient prises, le résident concerné et l'agence CENTURY 21 avisés, et un devis établi sous 48 heures,
8. Le prestataire s'engage à reprendre toute malfaçon qui se révèlerait postérieurement à l'intervention, dans les 8 jours suivant la constatation de ladite malfaçon,
9. Le prestataire répondra dans les meilleurs délais aux demandes de devis qui devront être présentés détaillés dans leur descriptif et dans leur montant,
10. L'agence CENTURY 21 s'engage à régler chaque facture sous un délai maximum de 45 jours à compter de sa réception, dès lors que les travaux achevés n'ont fait l'objet d'aucune réserve,
11. Le prestataire et l'agence CENTURY 21 s'interdisent tout accord visant au versement de commissions occultes sur les travaux ainsi facturés.



Envoyé en préfecture le 04/08/2022
Reçu en préfecture le 04/08/2022
Affiché le
ID : 030-263000291-20220802-CON_ADMI_DV-AU

IMMEUBLE "DOLCE VITA"

Tableau de répartition

CHARGES V. M. C.													
N°	Désignation	Niveaux	Composition	Surfaces brutes	1ère Pondération nature	Surfaces pondérées partielles	2ème Pondérations situation	étage	Surfaces pondérées	3ème Pondération V.M.C.	Surfaces Pondérées	Charges V.M.C. en 10 000ème	N°
1	Appartement n°25 (T4)	3	*Appartement*	79,8	1	79,8	1,00	1,05	83,8	1,00	83,79	311	1
2	Appartement n°26 (T3)	3	*Appartement*	62,6	1	62,6	1,00	1,05	65,7	1,00	65,73	244	2
3	Appartement n°27 (T3)	3	*Appartement*	66,1	1	66,1	1,05	1,05	72,9	1,00	72,88	271	3
4	Appartement n°28 (T3)	3	*Appartement*	71,1	1	71,1	1,05	1,05	78,4	1,00	78,39	291	4
5	Appartement n°29 (T2)	3	*Appartement*	51,8	1	51,8	1,00	1,05	54,4	1,00	54,39	202	5
6	Appartement n°30 (T3)	3	*Appartement*	60,9	1	60,9	1,00	1,05	63,9	1,00	63,95	238	6
7	Appartement n°31 (T3)	3	*Appartement*	61,1	1	61,1	1,00	1,05	64,2	1,00	64,16	238	7
8	Appartement n°32 (T3)	3	*Appartement*	68,2	1	68,2	1,00	1,05	71,6	1,00	71,61	266	8
9	Appartement n°33 (T3)	3	*Appartement*	73,9	1	73,9	1,00	1,05	77,6	1,00	77,60	288	9
10	Appartement n°34 (T4)	4	*Appartement*	171,7	1	171,7	1,10	1,08	204,0	1,00	203,98	758	10
11	Appartement n°35 (T4)	4	*Appartement*	168,5	1	168,5	1,05	1,08	191,1	1,00	191,08	710	11
13	Foyer	0	*Foyer*	160,3	1	160,3	1,0	0,90	144,27	1,00	144,3	536	13
14	Appartement n°01 (T2) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	39,5	1	39,5	1,00	0,95	37,5	1,00	37,53	140	14
15	Appartement n°02 (T2) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	40,6	1	40,6	1,00	0,95	38,6	1,00	38,57	143	15
16	Appartement n°03 (T2) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	49,2	1	49,2	1,00	0,95	46,7	1,00	46,74	174	16
17	Appartement n°04 (T2) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	47,1	1	47,1	1,00	0,95	44,7	1,00	44,75	166	17
18	Appartement n°05 (T2) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	49,2	1	49,2	1,05	0,95	49,1	1,00	49,08	182	18
19	Appartement n°06 (T2) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	51,7	1	51,7	1,05	0,95	51,6	1,00	51,57	192	19
20	Appartement n°07 (T2) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	52,8	1	52,8	1,00	0,95	50,2	1,00	50,16	186	20
21	Appartement n°08 (T2) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	41,2	1	41,2	1,00	0,95	39,1	1,00	39,14	145	21
22	Appartement n°09 (T2) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	39,8	1	39,8	1,00	0,95	37,8	1,00	37,81	141	22
23	Appartement n°10 (T2) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	41,2	1	41,2	1,00	0,95	39,1	1,00	39,14	145	23
24	Appartement n°11 (T3) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	64,6	1	64,6	1,00	0,95	61,4	1,00	61,37	228	24
25	Appartement n°12 (T3) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	74,3	1	74,3	1,00	0,95	70,6	1,00	70,59	262	25
26	Appartement n°13 (T2) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	39,5	1	39,5	1,00	1,00	39,5	1,00	39,50	147	26
27	Appartement n°14 (T2) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	40,6	1	40,6	1,00	1,00	40,6	1,00	40,60	151	27
28	Appartement n°15 (T2) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	49,2	1	49,2	1,00	1,00	49,2	1,00	49,20	183	28
29	Appartement n°16 (T2) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	47,1	1	47,1	1,00	1,00	47,1	1,00	47,10	175	29
30	Appartement n°17 (T2) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	49,2	1	49,2	1,05	1,00	51,7	1,00	51,66	192	30
31	Appartement n°18 (T2) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	51,7	1	51,7	1,05	1,00	54,3	1,00	54,29	202	31
32	Appartement n°19 (T2) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	52,8	1	52,8	1,00	1,00	52,8	1,00	52,80	196	32
33	Appartement n°20 (T2) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	41,2	1	41,2	1,00	1,00	41,2	1,00	41,20	153	33
34	Appartement n°21 (T2) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	39,8	1	39,8	1,00	1,00	39,8	1,00	39,80	148	34
35	Appartement n°22 (T2) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	41,2	1	41,2	1,00	1,00	41,2	1,00	41,20	153	35
36	Appartement n°23 (T3) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	64,6	1	64,6	1,00	1,00	64,6	1,00	64,60	240	36
37	Appartement n°24 (T3) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	74,3	1	74,3	1,00	1,00	74,3	1,00	74,30	276	37
38	Locaux commerciaux	0	*Commerces*	133,0	1	133,0	1,0	0,90	119,7	1,0	119,70	445	38
39	Locaux commerciaux	0	*Commerces*	263,7	1	263,7	1,0	0,90	237,3	1,0	237,33	882	39
			TOTAL :	2675,1		2675,1			2691,5		2691,51	10000	

Envoyé en préfecture le 04/08/2022
Reçu en préfecture le 04/08/2022
Affiché le
ID : 030-263000291-20220802-CON_ADMI_DV-AU

Envoyé en préfecture le 04/08/2022
Reçu en préfecture le 04/08/2022
Affiché le
ID : 030-263000291-20220802-CON_ADMI_DV-AU

IMMEUBLE "DOLCE VITA"
Tableau de répartition

CHARGES GENERALES

N°	Désignation	Niveaux	Composition	Surfaces brutes	1er Pondération natura	Surfaces pondérées partielles	Surfaces pondérées totales	2ème Pondérations situation	étage	Surfaces pondérées finales	Tantièmes	Charges Générales en 10 000ème	N°
1	Appartement n°25 (T4)	3	*Appartement*	79,8	1	79,8	85,1	1,00	1,05	89,4	302,2	302	1
			Terrasse	15,2	0,35	5,3							
2	Appartement n°26 (T3)	3	*Appartement*	62,6	1	62,6	66,5	1,00	1,05	69,8	236,2	236	2
			Terrasse	11,2	0,35	3,9							
3	Appartement n°27 (T3)	3	*Appartement*	66,1	1	66,1	71,2	1,05	1,05	78,5	265,3	265	3
			Terrasse	14,5	0,35	5,1							
4	Appartement n°28 (T3)	3	*Appartement*	71,1	1	71,1	76,3	1,05	1,05	84,1	284,3	284	4
			Terrasse	14,8	0,35	5,2							
5	Appartement n°29 (T2)	3	*Appartement*	51,8	1	51,8	56,6	1,00	1,05	59,4	200,9	201	5
			Terrasse	13,7	0,35	4,8							
6	Appartement n°30 (T3)	3	*Appartement*	60,9	1	60,9	65,1	1,00	1,05	68,3	231,0	231	6
			Terrasse	11,9	0,35	4,2							
7	Appartement n°31 (T3)	3	*Appartement*	61,1	1	61,1	65,9	1,00	1,05	69,2	233,8	234	7
			Terrasse	13,6	0,35	4,8							
8	Appartement n°32 (T3)	3	*Appartement*	68,2	1	68,2	73,0	1,00	1,05	76,7	259,3	259	8
			Terrasse	13,8	0,35	4,8							
9	Appartement n°33 (T3)	3	*Appartement*	73,9	1	73,9	77,5	1,00	1,05	81,3	275,0	275	9
			Terrasse	10,2	0,35	3,6							
10	Appartement n°34 (T4)	4	*Appartement*	171,7	1	171,7	233,8	1,10	1,08	277,7	939,1	939	10
			Terrasses	177,4	0,35	62,1							
11	Appartement n°35 (T4)	4	*Appartement*	168,5	1	168,5	198,9	1,05	1,08	225,5	762,5	763	11
			Terrasses	86,8	0,35	30,4							
13	Foyer	0	*Foyer*	160,3	1	160,3	160,3	1,00	0,90	144,3	487,8	488	13
14	Appartement n°01 (T2) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	39,5	1	39,5	43,5	1,00	0,95	41,3	139,8	140	14
			Terrasse	11,5	0,35	4,0							
15	Appartement n°02 (T2) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	40,6	1	40,6	44,5	1,00	0,95	42,2	142,8	143	15
			Terrasse	11,0	0,35	3,9							
16	Appartement n°03 (T2) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	49,2	1	49,2	53,4	1,00	0,95	50,8	171,6	172	16
			Terrasse	12,1	0,35	4,2							
17	Appartement n°04 (T2) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	47,1	1	47,1	51,3	1,00	0,95	48,7	164,8	165	17
			Terrasse	12,0	0,35	4,2							
18	Appartement n°05 (T2) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	49,2	1	49,2	50,4	1,05	0,95	50,3	169,9	170	18
			Terrasse	3,4	0,35	1,2							
19	Appartement n°06 (T2) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	51,7	1	51,7	57,4	1,05	0,95	57,3	193,6	194	19
			Terrasse	16,3	0,35	5,7							
20	Appartement n°07 (T2) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	52,8	1	52,8	63,3	1,00	0,95	60,1	203,3	203	20
			Terrasse	30,0	0,35	10,5							
21	Appartement n°08 (T2) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	41,2	1	41,2	47,5	1,00	0,95	45,1	152,5	152	21
			Terrasse	17,9	0,35	6,3							
22	Appartement n°09 (T2) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	39,8	1	39,8	48,8	1,00	0,95	46,4	156,7	157	22
			Terrasse	25,7	0,35	9,0							
23	Appartement n°10 (T2) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	41,2	1	41,2	46,3	1,00	0,95	44,0	148,6	149	23
			Terrasse	14,5	0,35	5,1							
24	Appartement n°11 (T3) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	64,6	1	64,6	69,2	1,00	0,95	65,8	222,3	222	24
			Terrasse	13,2	0,35	4,6							
25	Appartement n°12 (T3) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	74,3	1	74,3	79,3	1,00	0,95	75,4	254,8	255	25
			Terrasse	14,4	0,35	5,0							
26	Appartement n°13 (T2) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	39,5	1	39,5	43,5	1,00	1,00	43,5	147,0	147	26
			Terrasse	11,4	0,35	4,0							
27	Appartement n°14 (T2) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	40,6	1	40,6	45,9	1,00	1,00	45,9	155,0	155	27
			Terrasse	15,0	0,35	5,3							
28	Appartement n°15 (T2) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	49,2	1	49,2	53,1	1,00	1,00	53,1	179,6	180	28
			Terrasse	11,2	0,35	3,9							
29	Appartement n°16 (T2) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	47,1	1	47,1	52,1	1,00	1,00	52,1	176,3	176	29
			Terrasse	14,4	0,35	5,0							
30	Appartement n°17 (T2) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	49,2	1	49,2	50,4	1,05	1,00	52,9	178,9	179	30
			Terrasse	3,4	0,35	1,2							
31	Appartement n°18 (T2) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	51,7	1	51,7	56,8	1,05	1,00	59,7	201,8	202	31
			Terrasse	14,7	0,35	5,1							
32	Appartement n°19 (T2) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	52,8	1	52,8	57,6	1,00	1,00	57,6	194,7	195	32
			Terrasse	13,7	0,35	4,8							
33	Appartement n°20 (T2) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	41,2	1	41,2	45,9	1,00	1,00	45,9	155,3	155	33
			Terrasse	13,5	0,35	4,7							
34	Appartement n°21 (T2) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	39,8	1	39,8	43,7	1,00	1,00	43,7	147,7	148	34
			Terrasse	11,1	0,35	3,9							
35	Appartement n°22 (T2) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	41,2	1	41,2	45,9	1,00	1,00	45,9	155,2	155	35
			Terrasse	13,4	0,35	4,7							
36	Appartement n°23 (T3) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	64,6	1	64,6	69,3	1,00	1,00	69,3	234,4	234	36
			Terrasse	13,5	0,35	4,7							
37	Appartement n°24 (T3) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	74,3	1	74,3	79,4	1,00	1,00	79,4	268,5	268	37
			Terrasse	14,6	0,35	5,1							
38	Locaux commerciaux	0	*Commerces*	133,0	1	133,0	133,0	1,00	0,90	119,7	404,7	405	38
39	Locaux commerciaux	0	*Commerces*	263,7	1	263,7	263,7	1,00	0,90	237,3	802,4	802	39
			TOTAL :	3390,1		2925,4	2925,4			2957,6	10000,0	10000	

Envoyé en préfecture le 04/08/2022
Reçu en préfecture le 04/08/2022
Affiché le
ID : 030-263000291-20220802-CON_ADMI_DV-AU

Envoyé en préfecture le 06/10/2022
Reçu en préfecture le 06/10/2022
Affiché le
ID : 030-263000291-20220906-CONV_EMSP22-AU

Centre HOSPITALIER Alès-Cévennes

CONVENTION DE PARTENARIAT RELATIVE AUX MODALITES D'INTERVENTION DES EQUIPES MOBILES DE SOINS DE SUPPORT SOINS PALLIATIFS ENVERS LES PATIENTS DU CCAS d'ALES

Entre
Le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès,
dont le siège est situé place de l'hôtel de ville, BP 50169, 30103 ALES CEDEX représenté par son Président, Monsieur Max ROUSTAN, dûment habilité à signer la présente convention par la délibération n° 22_03_50 en date du 24 juin 2022 ;
Ci- après dénommé « CCAS »

d'une part,

Et
Le Centre Hospitalier Alès-Cévennes
811 avenue du Docteur Jean Goubert - BP 20139
30103 Alès Cedex
Représenté par Monsieur Roman CENCIC - Directeur
Ci- après dénommé « CHAC »
N° SIREN : 263 000 176
N° SIRET : 263 000 176 10
N° DE DECLARATION D'ACTIVITE : 9130P084130

d'autre part,

Ci-après conjointement dénommés « les parties »

Exposé préalable

- ✓ Vu le code de la santé publique
- ✓ Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L. 312-7 et D. 311-38
- ✓ Vu la loi n°2016-87 du 02 février 2016 créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie, dite loi CLAEYS-LEONETTI,
- ✓ Vu l'ordonnance n° 2020-232 du 11 mars 2020 relative au régime des décisions prises en matière de santé, de prise en charge ou d'accompagnement social ou médico-social à l'égard des personnes majeures faisant l'objet d'une mesure de protection juridique,
- ✓ Vu la circulaire n° DHOS/O2/2008/99 du 25 mars 2008 relative à l'organisation des soins palliatifs,
- ✓ Vu le Schéma régional de santé 2018-2022 du Projet régional de santé et notamment le volet « Soins Palliatifs »,
- ✓ Vu le contrat pluriannuel d'objectif et de moyen du Service de Soins Infirmiers à Domicile du CCAS,
- ✓ Vu le règlement de fonctionnement du Service de Soins Infirmiers à Domicile du CCAS ;

Envoyé en préfecture le 06/10/2022
Reçu en préfecture le 06/10/2022
Affiché le
ID : 030-263000291-20220906-CONV_EMSP22-AU

Le Service Soins Infirmiers à Domicile (SSIAD) du CCAS de la Ville d'Alès cherche à éviter l'hospitalisation de ses bénéficiaires lors de la phase aiguë d'une affection pouvant être traitée à domicile, en assurant l'hygiène générale, les soins infirmiers et les concours nécessaires à l'accomplissement des actes essentiels de la vie ;

L'Equipe Mobile Soins de Support Soins Palliatifs (EMSP) du Centre Hospitalier permet à des patients nécessitant des soins complexes, continus et coordonnés, médicaux et paramédicaux de bénéficier d'une prise en charge continue de qualité et d'éviter, chaque fois que possible, des transferts vers un établissement de santé ;

Le SSIAD du CCAS et l'EMSP du Centre Hospitalier sont amenés à exercer, successivement ou dans le même temps, leurs activités complémentaires au domicile des mêmes personnes ;

Considérant que pour faire bénéficier d'un meilleur accompagnement aux personnes ayant besoin de soins palliatifs et désireuses de ne pas rejoindre un établissement de santé, il convient pour le Centre Hospitalier et le CCAS d'engager une procédure partenariale permettant de coordonner les actions de l'EMSP et du SSIAD lorsque ceux-ci interviennent dans un même domicile ;

Ceci étant exposé, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les règles de fonctionnement et d'organisation de la coopération établie entre les parties en vue d'assurer la continuité et la qualité de la prise en charge des patients à leur domicile, celle-ci s'exerce dans le cadre d'une complémentarité entre les activités menées par le Service Soins Infirmiers à Domicile (SSIAD) du CCAS et l'Equipe Mobile Soins de Support Soins Palliatifs (EMSP) du CHAC.

Elle définit donc les conditions dans lesquelles le CCAS et le CHAC unissent leurs actions pour permettre aux personnes malades nécessitant des soins palliatifs de continuer à séjourner à leur domicile.
A cet effet, le Service Soins Infirmiers à Domicile (SSIAD) du CCAS poursuivra ses missions au domicile des personnes recevant des soins palliatifs, tout en s'inscrivant dans la démarche palliative coordonnée par l'Equipe Mobile de Soins de Support Soins Palliatifs (EMSP) du CHAC.
Il est rappelé qu'eu égard à ses missions et à la présence des personnes recevant des soins palliatifs à leur domicile, le Service Soins Infirmiers à Domicile du CCAS ne peut en aucun cas être considéré comme étant le service porteur de la démarche palliative.

Chaque partie s'engage, selon ses propres capacités et contraintes, à prendre en charge, de manière privilégiée, tous les patients afin d'éviter toute rupture du continuum de soins au domicile du patient et une hospitalisation ou une ré-hospitalisation dans un établissement avec hébergement.

Envoyé en préfecture le 06/10/2022
Reçu en préfecture le 06/10/2022
Affiché le
ID : 030-263000291-20220906-CONV_EMSP22-AU

ARTICLE 2 : Engagements des équipes

Engagement du CCAS

Sauf contre-indication d'un professionnel de santé, le CCAS s'engage à poursuivre la prise en charge au domicile des personnes bénéficiant des actions de son Service Soins Infirmiers à Domicile, et ne désirant pas rejoindre un établissement de santé.

A ce titre, le SSIAD du CCAS poursuivra la prise en charge des personnes nécessitant des soins palliatifs, en collaboration et en coordonnant ses interventions avec la famille et l'EMSP du Centre Hospitalier.

Afin de permettre la bonne prise en charge de la personne nécessitant des soins palliatifs, le SSIAD coordonnera ses interventions avec l'EMSP, la famille ainsi que les autres acteurs appelés à intervenir.
Le SSIAD détermine le contenu de ses interventions en fonction des demandes de la personne recevant les soins ou de sa famille, ainsi que des prescriptions du médecin traitant.

Le CCAS organise librement les interventions de son SSIAD en fonction des besoins des patients, des prescriptions médicales et du plan de prise en charge. Il mène ses activités conformément aux dispositions du règlement de fonctionnement de son SSIAD.
Le CCAS met tout mettre en œuvre afin de faciliter le processus partenarial défini par la présente convention.

A ce titre, le CCAS s'engage à :

- définir, avec l'EMSP, une fiche de mission retraçant les modalités d'intervention et la fréquence d'intervention de son SSIAD ;
- préparer en amont des interventions de l'EMSP le dossier médical et de soins du résident et organiser la traçabilité écrite, le partage d'informations et la coordination des soins à l'issue des rencontres ;
- faciliter le transfert de compétences et de connaissances entre les équipes ;
- mettre en place le compagnonnage avec le patient et sa famille ;
- participer aux réunions de concertation et d'analyse de pratiques réalisées par l'EMSP ;
- mettre en place des temps de coordination permettant l'échange, le dialogue, la formation et la constitution de groupes de parole, notamment pour la gestion de cas cliniques complexes nécessitant une concertation multidisciplinaire.
- mettre en place une démarche pluridisciplinaire et inviter le personnel soignant à participer aux rencontres et aux formations afin de définir la démarche éthique liée à la fin de vie à mettre en œuvre au sein de l'établissement ;

Le SSIAD du CCAS ne peut effectuer aucune prescription médicale, il agit sur prescription médicale du médecin qui a en charge habituellement la personne malade (médecin traitant) et qui garde la direction et la responsabilité du traitement prescrit.

Dans le cadre de ses propres interventions, le SSIAD prendra en charge les éléments nécessaires aux soins (petit matériel) et aux déplacements.

Envoyé en préfecture le 06/10/2022
Reçu en préfecture le 06/10/2022
Affiché le
ID : 030-263000291-20220906-CONV_EMSP22-AU

Engagements de l'Equipe Mobile Soins de Support Soins Palliatifs du CHAC

Le rôle de l'équipe mobile est défini dans la circulaire N°DHOS/O2/2008/99 du 25 mars 2008 relative à l'organisation des soins palliatifs. Le médecin de l'équipe mobile n'a pas de rôle de prescription et l'infirmier de l'équipe mobile n'assure pas de soins infirmiers sauf en cas d'indisponibilité/urgences des libéraux lors de leur passage.

L'Equipe Mobile Soins de Support Soins Palliatifs s'engage à :

- Conseiller et soutenir les équipes selon les modalités suivantes : elle propose une aide à la réflexion et à la prise de décision.

- Accompagner le patient et les proches pendant la maladie ou après le décès.

- Proposer des formations aux personnels soignants et non soignants. Ces actions sont articulées avec les actions de formation des personnels de l'établissement prévues au projet d'établissement.

- Proposer une réflexion et analyse éthique dans le cadre de décision de situation de fin de vie complexe.

- Aider à la mise en œuvre d'une démarche et de procédures pour diffuser la culture palliative.

Les modalités de réponse et d'intervention de l'EMSP peuvent prendre des formes différentes selon la nature de la demande :

- une réponse orale ponctuelle (éventuellement par téléphone) à une demande technique simple (ex : renseignement social, ajustement de dose médicamenteuse, etc.) ;
- une analyse de la situation clinique qui peut impliquer : un entretien avec les soignants et médecins demandeurs ; la consultation du dossier ; éventuellement une consultation auprès du patient et / ou une rencontre des proches une concertation puis une synthèse avec l'équipe ; au terme de cette analyse de situation clinique, une transmission écrite est réalisée. Elle comporte une argumentation, des propositions d'actions, des objectifs de prise en charge, des propositions de suivi par l'EMSP.
- un soutien d'équipe ;
- une réunion d'aide au cheminement et à la décision éthique ;
- une collégialité médicale avec le médecin traitant ;
- un réajustement des recommandations à l'équipe référente (EMSP + SSIAD).

ARTICLE 3 : Intervention de l'Equipe Mobile Soins de Support Soins Palliatifs du CHAC

Dans la mesure du possible, il est fait appel à l'EMSP du CHAC dans une phase précoce du parcours de soins, afin d'anticiper les besoins dans la prise en charge et d'assurer l'appui de l'équipe du CCAS.

Ceci n'exclut pas cependant qu'une demande nouvelle puisse être effectuée pour un cas complexe jusque-là inconnu de l'EMSP. Ces modalités d'intervention sont organisées en accord avec les deux équipes.

Envoyé en préfecture le 06/10/2022
Reçu en préfecture le 06/10/2022
Affiché le
ID : 030-263000291-20220906-CONV_EMSP22-AU

L'EMSP peut intervenir à la demande de l'équipe du CCAS, après accord du médecin traitant. Elle peut aussi intervenir à la demande du médecin traitant, auquel cas elle s'assure que le CCAS prenant déjà en charge le patient est informé de son intervention.
Le consentement aux soins palliatifs est recueilli, dans les conditions prévues par le Code de la Santé Publique, par le médecin traitant lors de la présentation de la possibilité de rentrer dans une démarche palliative. Il est confirmé une fois que la mise en place concrète a été préparée. Le consentement est mentionné dans le dossier médical.

L'analyse de la demande est le premier temps de l'intervention ou le préalable à l'intervention de l'EMSP.
Elle porte sur :
- la pertinence de la demande ;
- l'identification de la problématique ;
- la définition des intervenants de l'EMSP

ARTICLE 4 : Responsabilités

Les règles d'assurance et de responsabilité concernant les membres de l'EMSP durant leurs interventions au sein du domicile des patients sont celles prévues à l'article L.1142-2 du Code de la Santé Publique.

La responsabilité des parties pourra être recherchée individuellement ou de façon collective, en cas de défaillance ou de faute commise dans le cadre de leurs obligations telles que définies à la présente.

Les parties signataires demeurent responsables des actes accomplis par leurs personnels propres, dans le cadre des soins apportés aux patients qu'elles prennent en charge.
Les actions, et le cas échéant le défaut de fonctionnement, de l'EMSP relèvent de la responsabilité exclusive du Centre Hospitalier. A cet effet, la responsabilité du CCAS ne pourra être recherchée par le Centre Hospitalier eu égard aux manques de l'EMSP dans l'exercice de ses missions auprès de la personne bénéficiant de soins palliatifs.

Le CCAS souscrira une garantie Responsabilité Civile garantissant l'ensemble des risques pouvant être supporté par les tiers du fait des activités du personnel paramédical de son Service de Soins Infirmiers à Domicile.

Le Centre Hospitalier souscrit annuellement à une assurance de responsabilité civile.

Les parties signataires s'engagent à informer leur assureur respectif de la présente convention.

ARTICLE 5 : Durée – Renouvellement – Résiliation

La présente convention est conclue pour une durée d'un an. Elle prend effet à compter de la date de sa signature.
Elle pourra faire l'objet de renouvellements successifs pour une même période d'un an, après accord écrit de l'ensemble des parties. Il est néanmoins convenu que la durée de la présente convention, renouvellements successifs compris, ne pourra pas excéder 4 ans.

Envoyé en préfecture le 06/10/2022
Reçu en préfecture le 06/10/2022
Affiché le
ID : 030-263000291-20220906-CONV_EMSP22-AU

La présente convention pourra être dénoncée à tout moment par l'une ou l'autre des parties sous réserve d'un préavis de deux mois adressé par lettre recommandée avec accusé de réception.
Les parties pourront en outre dénoncer la présente convention à tout moment, sous réserve d'un préavis de 5 jours, par courrier recommandé avec AR valant mise en demeure, en cas de non-respect des engagements réciproques.

ARTICLE 6 : Participation financière

La présente convention s'inscrit dans le cadre d'une démarche strictement partenariale. Elle est donc conclue à titre entièrement gracieux.

Les parties seront, chacune de leur côté, financées ou rémunérées selon les conditions de droit commun pour les actes réalisés au bénéfice des patients qu'elles prennent en charge et des actions qu'elles mènent au titre de la présente convention.

ARTICLE 7 : Conciliation

En cas de litige, il est convenu que les deux parties s'obligeront à rechercher sérieusement une solution amiable dans un délai raisonnable.
Cette conciliation ne pourra pas avoir pour effet de priver l'une ou l'autre des parties de l'exercice des voies de recours juridictionnels.

ARTICLE 8 : Litige

En cas de litige dans l'exécution des présentes, les parties saisiront la juridiction compétente en cas de non conciliation.

ARTICLE 9 : Avenant

Toute modification ou complément du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci avec l'accord des signataires.

DONT ACTE.

Le présent document est établi en 4 exemplaires originaux, dont deux pour le CCAS et 2 pour le CHAC.
Fait à Alès, 06/09/2022

Le Directeur du CHAC

Roman CENCIC

Le Président du CCAS

Centre Communal d'Action Sociale – Mairie d'Alès

Max ROUSTAN

Envoyé en préfecture le 13/09/2022
Reçu en préfecture le 13/09/2022
Affiché le
ID : 030-263000291-20220707-REP_CHDV-AU

CONVENTION DE RÉPARTITION DE CHARGES

Entre

Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de la Ville d'Alès, sis place de l'Hôtel de Ville, BP 50169 30103 ALES CEDEX représenté par son Président, Monsieur Max ROUSTAN, habilité aux fins des présentes par délibération N°20_02_09 en date du 18 juin 2020 donnant délégation de pouvoirs au Président en vertu des dispositions de l'article R123-21 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

D'une part,

Et

Les copropriétaires de l'immeuble dit « Dolce Vita », représentés par leur Syndic, CENTURY 21 IMPACT IMMOBILIER, sis à ALES (30100), 18 avenue du Général de Gaulle, pris en la personne de Monsieur Jean-Rémi POUILHE, habilité aux fins des présentes par l'assemblée générale en date du 06/05/2022,

Désignés aux présentes par le terme « les Copropriétaires »,

D'autre part,

Désignés conjointement aux présentes par le terme « les Parties »,

Envoyé en préfecture le 13/09/2022
Reçu en préfecture le 13/09/2022
Affiché le
ID : 030-263000291-20220707-REP_CHDV-AU

Lesquelles, préalablement à l'objet des présentes, ont exposé ce qui suit :

Par délibération n°11.06.13 du 19 décembre 2011, le Conseil Municipal de la Commune d'Alès a décidé de retenir le projet présenté par la Société ADIM PROVENCE pour la réalisation d'un projet de Complexe Urbain de la Place des Martyrs de la Résistance, incluant la réalisation des ouvrages et équipements suivants :

- Un parc de stationnement public composé de 450 places réparties sur deux niveaux ainsi que les aménagements extérieurs induits ;

- Un ensemble immobilier comprenant une surface affectée au logement, un établissement à vocation hôtelière, des locaux commerciaux ainsi qu'une résidence seniors comprenant 61 logements ;

- Une place publique de 4600 m².

Par délibération du 23 février 2013, le conseil Municipal de la commune d'Alès a autorisé le maire à signer l'ensemble des contrats et actes relatifs à la mise en œuvre du projet, à savoir :

- Une autorisation d'occupation du domaine public constitutive de droit réel passée conformément aux dispositions des articles L. 1311-5 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, en vue de la construction du parking ;

- Un bail non détachable de mise à disposition du parking au bénéfice de la Commune d'Alès ;

- Une promesse unilatérale de vente en vue de la cession d'un ensemble de volumes et droits à construire sur les parcelles cadastrées section BM, n°117, 118 et 119 ainsi que diverses dépendances du domaine public non cadastrées, à désaffecter et à déclasser. L'option d'achat pour cette promesse pouvait être levée soit globalement, soit volume par volume ;

- Des conventions pour la mise à disposition de places de stationnement dans le parking correspondant à des locations de longue durée de 15 ans ayant vocation à être transférées aux acquéreurs des volumes privés à construire.

La parc public de stationnement a été livré le 13 août 2015 à la commune d'Alès qui en assure depuis l'exploitation en régie.

L'option d'achat a été levée pour les volumes 2000, 4000, 5000 et 6000.
Ainsi ont été construits :
- Sur le lot de volume 2000, un établissement hôtelier et des établissements de restauration (bâtiment 1) ;
- Sur les lots de volume 4000, 5000 et 6000, des commerces et des logements (respectivement bâtiments C1, C2 et C3).

A ce jour, les bâtiments C1, C2 et C3 sont achevés et exploités.

En revanche, l'option d'achat n'a pas été levée pour l'acquisition du lot de volume initialement désigné sous le n°3000, correspondant à la résidence seniors, en sorte que ce volume est demeuré de propriété communale et s'est trouvé, par suite des modifications apportées à l'E.D.D.V., désigné sous les n° 10 000 et 11 000.

Envoyé en préfecture le 13/09/2022
Reçu en préfecture le 13/09/2022
Affiché le
ID : 030-263000291-20220707-REP_CHDV-AU

C'est dans la continuité et en vue de l'achèvement de l'opération ainsi décrite que la commune d'Alès a souhaité qu'un ensemble immobilier participant à l'attractivité du centre-ville et à l'amélioration du cadre et de la qualité de vie des ses habitants soit édifié au dessus et/ou aux abords du parc de stationnement public, sur les lots de volumes 10 000 et 11 000, comme cela était envisagé initialement.

En parallèle, le CCAS d'Alès s'est inscrit dans la poursuite de l'action générale de développement de l'indépendance des seniors en milieu urbain engagée depuis 2013 afin de permettre à la fois le maintien à domicile grâce à une offre de services adaptés et l'intégration au tissu social et économique local.

Dans cette perspective, le CCAS d'Alès a formulé le souhait de gérer un établissement social de type « résidence seniors » en milieu urbain, la place des Martyrs de la Résistance constituant un emplacement particulièrement adapté compte tenu de sa localisation au cœur du centre-ville Alésien.

Dans ce contexte, en s'appuyant sur son expérience, le CCAS a réalisé une étude de faisabilité et une étude de besoins qui a conduit à identifier la nécessité de répondre à la demande d'accueil de personnes âgées non éligibles et/ou non intéressées par les offres existantes (domiciles regroupés, résidence seniors en périphérie du centre-ville) et à définir sur ce site, une résidence seniors dont le programme serait le suivant :

- 24 logements dont 20 de type 2, d'une surface habitable moyenne de 45 m² chacun avec balcon et 4 de type 3 dont 2 de type « colocataire » d'une surface habitable d'environ 70 m² avec balcon, tous adaptés aux personnes à mobilité réduite ;

- Une salle commune de 150 m² environ qui intégrera un espace tisanerie.

Il est ainsi ressorti que les besoins en surface pour ce projet étaient en deçà des surfaces potentielles dont disposait la Commune d'Alès au titre des lots de volume 10 000 et 11 000.

Afin de valoriser cette assiette foncière et de favoriser la mixité intergénérationnelle, il a été convenu d'adjoindre à la résidence seniors une opération privée connexe comprenant, selon des répartitions laissées à l'initiative des candidats, des locaux commerciaux ou professionnels ainsi que des logements commerciaux ou professionnels ainsi que des logements conformément aux dispositions du règlement de la zone U1m du PLU et du code de l'urbanisme. Les besoins en stationnement des différents locaux étant satisfaits par l'intervention de conventions de longue durée au sein du parc public existant.

Compte tenu de la complexité des deux branches de ce projet et de l'indissociabilité physique des ouvrages à réaliser, l'ensemble immobilier intégrant la résidence seniors ayant vocation à être édifié sur la dalle haute du parking de la Place des Martyrs de la Résistance, permettant d'en achever l'étanchéité, et à intégrer le bâtiment servant d'accès piéton au parking, il est apparu nécessaire d'en coordonner la réalisation afin que l'opération puisse faire l'objet d'un pilotage unique.
La commune et le CCAS d'Alès se sont ainsi rapprochés pour conclure une convention de co-maîtrise d'ouvrage au sens de l'article 2-II de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 modifiée, relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée. Cette convention est intervenue entre les Parties le 19 avril 2017.

Par suite et sur cette base, un contrat de concession est intervenu entre la Commune et la Société MARRON PROMOTION, aux termes duquel ladite Société s'engage à édifier un ensemble immobilier comprenant une résidence seniors et une opération privée, étant précisé que la résidence seniors constitue un bien de retour pour la Commune dont elle deviendra propriétaire à sa réception.

Envoyé en préfecture le 13/09/2022
Reçu en préfecture le 13/09/2022
Affiché le
ID : 030-263000291-20220707-REP_CHDV-AU

A cet effet, un état descriptif de division-règlement de copropriété et une notice descriptive de copropriété ont été dressés et publiés par l'acquéreur.
Parallèlement le lot créé pour la résidence seniors, propriété de la Commune a été grevé de droits réels au profit de la Société MARRON PROMOTION en application des conditions fixées au Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et ce pour la durée du contrat de concession. Il est précisé ici, que ledit lot « résidence seniors » demeurant une dépendance du domaine public, ne peut être inclus à la copropriété qui n'intègre que les volumes privés de l'opération.

Le CCAS a également été substitué à la Commune d'Alès en qualité de Concédant au Contrat de Concession intervenu avec la Société MARRON PROMOTION par l'effet d'un avenant de substitution en date du 3 janvier 2020.

Le règlement de copropriété a ainsi été établi pour la partie privée de l'opération par acte du 6 Juillet 2020, il a alors été convenu que «*SECTION II- CHARGES SPECIALES, 2°REPARTITION Compte tenu de l'affectation des lots de volume 16 000 et 19 000 destinés à la création d'une résidence séniors et donc Etablissement public, il sera établi un compte particulier des charges ci-dessus définies par convention à intervenir entre la présente copropriété représentée par son syndic et l'établissement public (Résidence Sénior) propriétaire des lots de volume 16 000 et 19 000, dans la proportion que détiendra chacun des lots de volumes concernés dans ces éléments communs, dès la livraison du bâtiment.* »

C'est dans la poursuite de cet objectif que les Parties se sont rapprochées et ont convenu de ce qui suit :

Envoyé en préfecture le 13/09/2022
Reçu en préfecture le 13/09/2022
Affiché le
ID : 030-263000291-20220707-REP_CHDV-AU

ARTICLE 1. OBJET

Les lots de volume 16 000 et 19 000 ne sont pas situés dans la copropriété établie par le règlement de copropriété du 6 Juillet 2020, tel qu'indiqué en préambule.

Pour autant et tel qu'il a été dit audit règlement, le propriétaire des lots de volume publics, 16 000 et 19 000, participera aux charges de l'immeuble dans la proportion que détiendra chacun des lots de volumes concernés dans ces éléments communs, dès la livraison du bâtiment.

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de répartition des charges liées relatives à :
-l'entretien de la Ventilation Mécanique Contrôlée (VMC) de l'immeuble DOLCE VITA, développé ci-dessous à l'article 3 ;
-la consommation électrique de l'ascenseur de l'immeuble DOLCE VITA, développée ci-dessous à l'article 4 ;
-la couverture assurantielle globale de l'immeuble DOLCE VITA, développée ci-dessous à l'article 5 ;
-la consommation d'électricité et d'eau froide du bâtiment et des communs, développée ci-dessous à l'article 6 ;
- L'entretien et la maintenance de l'ascenseur de l'immeuble DOLCE VITA, développée ci-dessous à l'article 7 ;
- L'entretien et le maintien de la propreté de l'ascenseur de l'immeuble DOLCE VITA, développée ci-dessous à l'article 8

Des clefs de répartition des frais susmentionnés ont été établies et demeurent ci-attachées en annexes. (Annexe 1)

Seront également évoquées les modalités relatives :
-au budget prévisionnel développé ci-dessous à l'article 9.
-aux honoraires de gestion et d'administration de l'immeuble, développé ci-dessous à l'article 10.

ARTICLE 2. DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entrera en vigueur à compter de sa signature par les Parties pour une durée de deux ans à compter de sa signature.

La résiliation par l'une ou l'autre des Parties à la présente convention interviendra par lettre recommandée avec accusé de réception sous réserve d'un préavis de six mois.

En cas de vente ou de transfert du volume public, le CCAS s'engage à informer l'acquéreur ou le bénéficiaire d'un éventuel transfert de l'existence de la présente convention. Ce dernier se trouvera substitué au vendeur ou propriétaire dans les droits et obligations issus de la présente convention.
Le CCAS devra également en informer le syndic de la copropriété DOLCE VITA, au minimum 1 mois à l'avance, afin de solder la situation comptable du volume concerné.

Envoyé en préfecture le 13/09/2022
Reçu en préfecture le 13/09/2022
Affiché le
ID : 030-263000291-20220707-REP_CHDV-AU

ARTICLE 3. VENTILATION MÉCANIQUE CONTROLEE

Le CCAS contribuera aux appels de charges pour l'entretien de la VMC de l'immeuble DOLCE VITA pour une quote-part correspondant à la proportion que détiendra chacun des lots de volumes concernés dans ces éléments communs.

Cette quote-part correspond à 4 856/10 000des charges spéciales VMC.

ARTICLE 4. ASCENSEUR

Le CCAS contribuera aux appels de charges pour la consommation électrique de l'ascenseur de l'immeuble DOLCE VITA pour une quote-part correspondant à la proportion que détiendra chacun des lots de volumes concernés dans ces éléments communs.

Cette quote-part correspond à 4 669/10 000 des charges spéciales ASCENSEUR.

ARTICLE 5. ASSURANCES

Le CCAS contribuera aux appels de charges de l'immeuble DOLCE VITA pour une quote-part correspondant à la proportion des lots de volumes détenus dans l'immeuble.

Cette quote-part correspond à 4 804/10 000des charges communes générales BATIMENT.

ARTICLE 6. ELECTRICITE/ EAU FROIDE BATIMENT ET COMMUNS

Le CCAS contribuera aux appels de charges de l'immeuble DOLCE VITA pour une quote-part correspondant à la proportion des lots de volumes détenus dans l'immeuble.

Cette quote-part correspond à 5 092/10 000 des charges spéciales ESCALIERS

ARTICLE 7. BUDGET GÉNÉRAL PRÉVISIONNEL

Les futurs budgets prévisionnels seront préparés avec le conseil syndical de la copropriété DOLCE VITA en respectant un délai de convocation de 15 jours avant sa tenue et avec consultation du CCAS qui sera formellement convoqué, pour avis consultatif à cette réunion par voie électronique.
La convocation pour l'assemblée générale ordinaire de la copropriété LA DOLCE VITA interviendra *a minima* 3 semaines après.
Il est donc rappelé ici que les éventuelles remarques du CCAS ne pourront avoir lieu après cette réunion du conseil syndical.

Les Copropriétaires, représenté par leur syndic, conformément à la décision d'assemblée générale ordinaire à venir notifieront au CCAS le budget prévisionnel par lettre recommandée avec accusé de réception en même temps que le procès-verbal de cette dernière.

Envoyé en préfecture le 13/09/2022
Reçu en préfecture le 13/09/2022
Affiché le
ID : 030-263000291-20220707-REP_CHDV-AU

A compter de la réception dudit budget général prévisionnel, le CCAS disposera d'un délai d'un mois pour formuler ses observations. A défaut de réponse dans ce délai, il sera réputé avoir agréé ledit budget prévisionnel.

ARTICLE 8. REMUNERATION DE L'ADMINISTRATEUR

La mission d'administration des volumes 16 000 et 19 000 ci-dessus constitue une prestation de service éxécutée par le syndic. Les modalités de l'intervention de cette prestation seront établies entre les parties et intégrées à la présente convention par voie d'avenant. Ces honoraires seront débattus de gré à gré à chaque renouvellement de convention.

Pour les tâches hors gestion courante (gestion de sinistres, procédure particulière), il est précisé pour le calcul des honoraires, le coût de la vacation horaire à 72 € T.T.C.
Ces honoraires seront débattus de gré à gré avant chaque renouvellement de convention.
Il est ici précisé que les frais postaux liés aux envois de recommandés au CCAS seront à la charge de ce dernier.

ARTICLE 10. MODALITÉS DE PAIEMENT

Le CCAS versera trimestriellement aux Copropriétaires une provision pour charges fixée pour l'année.
Le dernier trimestre 2022 s'élève à la somme de 1823.94 euros.

Cette provision sera versée à la date du premier de chaque trimestre, sur présentation d'une facture à faire parvenir au CCAS, par lettre recommandée avec accusé de réception et déposée sur la plateforme Chorus Pro, au moins deux mois avant la date d'échéance de la facture.

Également dans le délai de deux mois avant la date d'échéance de la facture annuelle relative à la provision pour charges, le syndic gestionnaire désigné par les Copropriétaires adressera au CCAS, par lettre recommandée avec accusé de réception, un bilan des charges dues pour l'année précédente, accompagné de l'ensemble des factures et justificatifs correspondants.

Le CCAS disposera d'un délai d'un mois à compter de la réception de ce bilan pour formuler ses observations ou faire part de sa décision d'agrément. A défaut de réponse dans ce délai, il sera réputé avoir agréé ledit budget prévisionnel.
Une fois intervenu l'agrément du CCAS, qu'il soit tacite ou exprès, les Copropriétaires lui adresseront, le cas échéant, la facture correspondante.

Dans tous les cas pour lesquels les Copropriétaires doivent adresser une facture au CCAS aux fins de mise en paiement, cette dernière devra systématiquement être dématérialisée et transmise après intervention de l'agrément du CCAS *via* la plateforme Chorus Pro en indiquant les références précises des sommes facturées.

ARTICLE 10. ETENDUE DE LA MISSION

Il est ici précisé que ces différents contrats, travaux d'entretien, remplacement seront votés lors des assemblées générales du volume 17000. Le CCAS prend acte de cette condition essentielle du contrat

Envoyé en préfecture le 13/09/2022
Reçu en préfecture le 13/09/2022
Affiché le
ID : 030-263000291-20220707-REP_CHDV-AU

et accepte dès à présent de régler toutes les charges relatives à la gestion des équipements communs lui incombant tels que listés aux articles 3 à 6 de la présente.

Le syndic précise également que dans le cadre de sa mission, tel qu'évoqué dans la loi 65-557 du 10 juillet 1965, article 18 que :

« Indépendamment des pouvoirs qui lui sont conférés par d'autres dispositions de la présente loi ou par une délibération spéciale de l'assemblée générale, le syndic est chargé, dans les conditions qui seront éventuellement définies par le décret prévu à l'article 47 ci-dessous :

'administrer l'immeuble, de pourvoir à sa conservation, à sa garde et à son entretien et, en cas d'urgence, de faire procéder de sa propre initiative à l'exécution de tous travaux nécessaires à la sauvegarde de celui-ci ; »

Le CCAS prend acte de cette condition.

Compte tenu de la nature de ce contrat visant à articuler la gestion des équipements communs entre le volume 17000 et les volumes 16000/19000, le syndic rappelle qu'il ne sera pas en charge des éventuelles actions en garantie qui pourraient intervenir uniquement pour les volumes 16000/19000.

ARTICLE 11. LIEU DE REUNION

D'un commun accord entre les parties, le CCAS pourra mettre à disposition une fois par an, le foyer sis au rez-de-chaussée de l'immeuble pour accueillir l'assemblée générale des copropriétaires du volume 17000.
Le choix de la date sera validé conjointement avec le CCAS.

ARTICLE 12. MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention doit être approuvée dans les mêmes termes par l'ensemble des Parties et devra ainsi intervenir par voie d'avenant à la présente.

ARTICLE 13. NULLITÉ – EFFET RELATIF

Si l'une des stipulations de la présente convention était tenue pour non valide ou déclarée comme telle en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations conserveront toutes leurs fins et toute leur portée.

ARTICLE 14. CONCILIATION

En cas de litige né de l'interprétation, de l'exécution ou de la rupture de la présente convention, il est convenu qu'avant d'introduire un recours contentieux, les parties s'obligeront à rechercher sérieusement une solution amiable dans un délai raisonnable.
Cette conciliation ne pourra pas avoir pour effet de priver l'une ou l'autre des parties de l'exercice des voies de recours juridictionnels.

ARTICLE 15. ÉLECTION DE DOMICILE

Envoyé en préfecture le 13/09/2022
Reçu en préfecture le 13/09/2022
Affiché le
ID : 030-263000291-20220707-REP_CHDV-AU

Pour toute correspondance, envoi des pièces ainsi que plus généralement pour l'exécution de la présente, domicile est élu aux sièges respectifs des parties, ainsi qu'indiqué en entête.

Fait à Alès, le 07/07/2022

Pour le CCAS de la Ville d'Alès

Le Président

Max ROUSTAN

Centre Communal d'Action Sociale
Mairie d'Alès
S 2

Pour les Copropriétaires de l'immeuble Dolce Vita

Le Syndic

CENTURY 21 IMPACT IMMOBILIER

Impact Immobilier
18, avenue du Général de Gaulle
30100 ALÈS
04 66 52 59 59
impactimmobilier@century21.fr

S.A.S au capital de 35 063 € - Siren 393 261 615 R.C.S. Nîmes
Carte Prof. : Transaction gestion syndic
n° CPI 3001 2016 000 011 110 CCI
Garantie : CEGC 16 Rue Hoche
TSA 39999 92919 LA DEFENSE CEDEX
Transactions sans réception de fonds

Envoyé en préfecture le 13/09/2022
Reçu en préfecture le 13/09/2022
Affiché le
ID : 030-263000291-20220707-REP_CHDV-AU

Envoyé en préfecture le 13/09/2022
Reçu en préfecture le 13/09/2022
Affiché le
ID : 030-263000291-20220707-REP_CHDV-AU

IMMEUBLE "DOLCE VITA"
Tableau de répartition

CHARGES GENERALES

N°	Désignation	Niveaux	Composition	Surfaces brutes	1ère Pondération nature	Surfaces pondérées partielles	Surfaces pondérées totales	2ème Pondérations situation	étage	Surfaces pondérées finales	Tantièmes	Charges Générales en 10 000ème	N°
1	Appartement n°25 (T4)	3	*Appartement*	79.8	1	79.8	85.1	1.00	1.05	89.4	302.2	302	1
			Terrasse	15.2	0.35	5.3							
2	Appartement n°26 (T3)	3	*Appartement*	62.6	1	62.6	66.5	1.00	1.05	69.8	236.2	236	2
			Terrasse	11.2	0.35	3.9							
3	Appartement n°27 (T3)	3	*Appartement*	66.1	1	66.1	71.2	1.05	1.05	78.5	265.3	265	3
			Terrasse	14.5	0.35	5.1							
4	Appartement n°28 (T3)	3	*Appartement*	71.1	1	71.1	76.3	1.05	1.05	84.1	284.3	284	4
			Terrasse	14.8	0.35	5.2							
5	Appartement n°29 (T2)	3	*Appartement*	51.8	1	51.8	56.6	1.00	1.05	59.4	200.9	201	5
			Terrasse	13.7	0.35	4.8							
6	Appartement n°30 (T3)	3	*Appartement*	60.9	1	60.9	65.1	1.00	1.05	68.3	231.0	231	6
			Terrasse	11.9	0.35	4.2							
7	Appartement n°31 (T3)	3	*Appartement*	61.1	1	61.1	65.9	1.00	1.05	69.2	233.8	234	7
			Terrasse	13.6	0.35	4.8							
8	Appartement n°32 (T3)	3	*Appartement*	68.2	1	68.2	73.0	1.00	1.05	76.7	259.3	259	8
			Terrasse	13.8	0.35	4.8							
9	Appartement n°33 (T3)	3	*Appartement*	73.9	1	73.9	77.5	1.00	1.05	81.3	275.0	275	9
			Terrasse	10.2	0.35	3.6							
10	Appartement n°34 (T4)	4	*Appartement*	171.7	1	171.7	233.8	1.10	1.08	277.7	939.1	939	10
			Terrasses	177.4	0.35	62.1							
11	Appartement n°35 (T4)	4	*Appartement*	168.5	1	168.5	198.9	1.05	1.08	225.5	762.5	763	11
			Terrasses	86.8	0.35	30.4							
12	Locaux commerciaux	0	*Commerces*	396.7	1	396.7	396.7	1.00	0.90	357.0	1207.2	1207	12
13	Foyer	0	*Foyer*	160.3	1	160.3	160.3	1.00	0.90	144.3	487.8	488	13
14	Appartement n°01 (T2) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	39.5	1	39.5	43.5	1.00	0.95	41.3	139.8	140	14
			Terrasse	11.5	0.35	4.0							
15	Appartement n°02 (T2) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	40.6	1	40.6	44.5	1.00	0.95	42.2	142.8	143	15
			Terrasse	11.0	0.35	3.9							
16	Appartement n°03 (T2) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	49.2	1	49.2	53.4	1.00	0.95	50.8	171.6	172	16
			Terrasse	12.1	0.35	4.2							
17	Appartement n°04 (T2) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	47.1	1	47.1	51.3	1.00	0.95	48.7	164.8	165	17
			Terrasse	12.0	0.35	4.2							
18	Appartement n°05 (T2) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	49.2	1	49.2	50.4	1.05	0.95	50.3	169.9	170	18
			Terrasse	3.4	0.35	1.2							
19	Appartement n°06 (T2) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	51.7	1	51.7	57.4	1.05	0.95	57.3	193.6	194	19
			Terrasse	16.3	0.35	5.7							
20	Appartement n°07 (T2) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	52.8	1	52.8	63.3	1.00	0.95	60.1	203.3	203	20
			Terrasse	30.0	0.35	10.5							
21	Appartement n°08 (T2) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	41.2	1	41.2	47.5	1.00	0.95	45.1	152.5	152	21
			Terrasse	17.9	0.35	6.3							
22	Appartement n°09 (T2) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	39.8	1	39.8	48.8	1.00	0.95	46.4	156.7	157	22
			Terrasse	25.7	0.35	9.0							
23	Appartement n°10 (T2) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	41.2	1	41.2	46.3	1.00	0.95	44.0	148.6	149	23
			Terrasse	14.5	0.35	5.1							
24	Appartement n°11 (T3) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	64.6	1	64.6	69.2	1.00	0.95	65.8	222.3	222	24
			Terrasse	13.2	0.35	4.6							
25	Appartement n°12 (T3) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	74.3	1	74.3	79.3	1.00	0.95	75.4	254.8	255	25
			Terrasse	14.4	0.35	5.0							
26	Appartement n°13 (T2) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	39.5	1	39.5	43.5	1.00	1.00	43.5	147.0	147	26
			Terrasse	11.4	0.35	4.0							
27	Appartement n°14 (T2) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	40.6	1	40.6	45.9	1.00	1.00	45.9	155.0	155	27
			Terrasse	15.0	0.35	5.3							
28	Appartement n°15 (T2) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	49.2	1	49.2	53.1	1.00	1.00	53.1	179.6	180	28
			Terrasse	11.2	0.35	3.9							
29	Appartement n°16 (T2) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	47.1	1	47.1	52.1	1.00	1.00	52.1	176.3	176	29
			Terrasse	14.4	0.35	5.0							
30	Appartement n°17 (T2) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	49.2	1	49.2	50.4	1.05	1.00	52.9	178.9	179	30
			Terrasse	3.4	0.35	1.2							
31	Appartement n°18 (T2) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	51.7	1	51.7	56.8	1.05	1.00	59.7	201.8	202	31
			Terrasse	14.7	0.35	5.1							
32	Appartement n°19 (T2) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	52.8	1	52.8	57.6	1.00	1.00	57.6	194.7	195	32
			Terrasse	13.7	0.35	4.8							
33	Appartement n°20 (T2) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	41.2	1	41.2	45.9	1.00	1.00	45.9	155.3	155	33
			Terrasse	13.5	0.35	4.7							
34	Appartement n°21 (T2) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	39.8	1	39.8	43.7	1.00	1.00	43.7	147.7	148	34
			Terrasse	11.1	0.35	3.9							
35	Appartement n°22 (T2) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	41.2	1	41.2	45.9	1.00	1.00	45.9	155.2	155	35
			Terrasse	13.4	0.35	4.7							
36	Appartement n°23 (T3) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	64.6	1	64.6	69.3	1.00	1.00	69.3	234.4	234	36
			Terrasse	13.5	0.35	4.7							
37	Appartement n°24 (T3) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	74.3	1	74.3	79.4	1.00	1.00	79.4	268.5	268	37
			Terrasse	14.6	0.35	5.1							
			TOTAL :	3390.1		2925.4	2925.4			2957.6	10000.0	10000	

Envoyé en préfecture le 13/09/2022
Reçu en préfecture le 13/09/2022
Affiché le
ID : 030-263000291-20220707-REP_CHDV-AU

IMMEUBLE "DOLCE VITA"

Tableau de répartition

CHARGES D'ASCENCEUR

N°	Désignation	Niveaux	Composition	Surfaces brutes	1re Pondération nature	Surfaces pondérées partielles	2me Pondérations situation	étage	Surfaces pondérées	3re Pondération Ascenceur	Surface Pondérée	Charges d'ASCENCEUR en 10 000ème	N°
1	Appartement n°25 (T4)	3	*Appartement*	79.8	1	79.8	1.00	1.05	83.8	1.34	112.28	415	1
2	Appartement n°26 (T3)	3	*Appartement*	62.6	1	62.6	1.00	1.05	65.7	1.34	88.08	325	2
3	Appartement n°27 (T3)	3	*Appartement*	66.1	1	66.1	1.05	1.05	72.9	1.34	97.65	361	3
4	Appartement n°28 (T3)	3	*Appartement*	71.1	1	71.1	1.05	1.05	78.4	1.34	105.04	388	4
5	Appartement n°29 (T2)	3	*Appartement*	51.8	1	51.8	1.00	1.05	54.4	1.34	72.88	269	5
6	Appartement n°30 (T3)	3	*Appartement*	60.9	1	60.9	1.00	1.05	63.9	1.34	85.69	316	6
7	Appartement n°31 (T3)	3	*Appartement*	61.1	1	61.1	1.00	1.05	64.2	1.34	85.97	317	7
8	Appartement n°32 (T3)	3	*Appartement*	68.2	1	68.2	1.00	1.05	71.6	1.34	95.96	354	8
9	Appartement n°33 (T3)	3	*Appartement*	73.9	1	73.9	1.00	1.05	77.6	1.34	103.98	384	9
10	Appartement n°34 (T4)	4	*Appartement*	171.7	1	171.7	1.10	1.08	204.0	1.51	308.01	1137	10
11	Appartement n°35 (T4)	4	*Appartement*	168.5	1	168.5	1.05	1.08	191.1	1.51	288.53	1065	11
14	Appartement n°01 (T2) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	39.5	1	39.5	1.00	0.95	37.5	1	37.53	139	14
15	Appartement n°02 (T2) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	40.6	1	40.6	1.00	0.95	38.6	1	38.57	142	15
16	Appartement n°03 (T2) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	49.2	1	49.2	1.00	0.95	46.7	1	46.74	173	16
17	Appartement n°04 (T2) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	47.1	1	47.1	1.00	0.95	44.7	1	44.75	165	17
18	Appartement n°05 (T2) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	49.2	1	49.2	1.05	0.95	49.1	1	49.08	181	18
19	Appartement n°06 (T2) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	51.7	1	51.7	1.05	0.95	51.6	1	51.57	190	19
20	Appartement n°07 (T2) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	52.8	1	52.8	1.00	0.95	50.2	1	50.16	185	20
21	Appartement n°08 (T2) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	41.2	1	41.2	1.00	0.95	39.1	1	39.14	145	21
22	Appartement n°09 (T2) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	39.8	1	39.8	1.00	0.95	37.8	1	37.81	140	22
23	Appartement n°10 (T2) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	41.2	1	41.2	1.00	0.95	39.1	1	39.14	145	23
24	Appartement n°11 (T3) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	64.6	1	64.6	1.00	0.95	61.4	1	61.37	227	24
25	Appartement n°12 (T3) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	74.3	1	74.3	1.00	0.95	70.6	1	70.59	261	25
26	Appartement n°13 (T2) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	39.5	1	39.5	1.00	1.00	39.5	1.17	46.22	171	26
27	Appartement n°14 (T2) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	40.6	1	40.6	1.00	1.00	40.6	1.17	47.50	175	27
28	Appartement n°15 (T2) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	49.2	1	49.2	1.00	1.00	49.2	1.17	57.56	213	28
29	Appartement n°16 (T2) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	47.1	1	47.1	1.00	1.00	47.1	1.17	55.11	203	29
30	Appartement n°17 (T2) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	49.2	1	49.2	1.05	1.00	51.7	1.17	60.44	223	30
31	Appartement n°18 (T2) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	51.7	1	51.7	1.05	1.00	54.3	1.17	63.51	235	31
32	Appartement n°19 (T2) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	52.8	1	52.8	1.00	1.00	52.8	1.17	61.78	228	32
33	Appartement n°20 (T2) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	41.2	1	41.2	1.00	1.00	41.2	1.17	48.20	178	33
34	Appartement n°21 (T2) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	39.8	1	39.8	1.00	1.00	39.8	1.17	46.57	172	34
35	Appartement n°22 (T2) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	41.2	1	41.2	1.00	1.00	41.2	1.17	48.20	178	35
36	Appartement n°23 (T3) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	64.6	1	64.6	1.00	1.00	64.6	1.17	75.58	279	36
37	Appartement n°24 (T3) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	74.3	1	74.3	1.00	1.00	74.3	1.17	86.93	321	37
			TOTAL :	2118.1		2118.1			2190.2		2708.10	10000	

Envoyé en préfecture le 13/09/2022
Reçu en préfecture le 13/09/2022
Affiché le
ID : 030-263000291-20220707-REP_CHDV-AU

IMMEUBLE "DOLCE VITA"

Tableau de répartition

CHARGES D'ESCALIERS

N°	Désignation	Niveaux	Composition	Surfaces brutes	1re Pondération nature	Surfaces pondérées partielles	2me Pondérations situation	étage	Surfaces pondérées	3re Pondération Escaliers	Surfaces Pondérées	Charges d'ESCALIERS en 10 000ème	N°
1	Appartement n°25 (T4)	3	*Appartement*	79.8	1	79.8	1.00	1.05	83.8	1.10	92.17	394	1
2	Appartement n°26 (T3)	3	*Appartement*	62.6	1	62.6	1.00	1.05	65.7	1.10	72.30	309	2
3	Appartement n°27 (T3)	3	*Appartement*	66.1	1	66.1	1.05	1.05	72.9	1.10	80.16	342	3
4	Appartement n°28 (T3)	3	*Appartement*	71.1	1	71.1	1.05	1.05	78.4	1.10	86.23	368	4
5	Appartement n°29 (T2)	3	*Appartement*	51.8	1	51.8	1.00	1.05	54.4	1.10	59.83	255	5
6	Appartement n°30 (T3)	3	*Appartement*	60.9	1	60.9	1.00	1.05	63.9	1.10	70.34	300	6
7	Appartement n°31 (T3)	3	*Appartement*	61.1	1	61.1	1.00	1.05	64.2	1.10	70.57	301	7
8	Appartement n°32 (T3)	3	*Appartement*	68.2	1	68.2	1.00	1.05	71.6	1.10	78.77	336	8
9	Appartement n°33 (T3)	3	*Appartement*	73.9	1	73.9	1.00	1.05	77.6	1.10	85.35	364	9
10	Appartement n°34 (T4)	4	*Appartement*	171.7	1	171.7	1.10	1.08	204.0	1.15	234.58	1001	10
11	Appartement n°35 (T4)	4	*Appartement*	168.5	1	168.5	1.05	1.08	191.1	1.15	219.74	938	11
14	Appartement n°01 (T2) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	39.5	1	39.5	1.00	0.95	37.5	1.00	37.53	160	14
15	Appartement n°02 (T2) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	40.6	1	40.6	1.00	0.95	38.6	1.00	38.57	165	15
16	Appartement n°03 (T2) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	49.2	1	49.2	1.00	0.95	46.7	1.00	46.74	200	16
17	Appartement n°04 (T2) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	47.1	1	47.1	1.00	0.95	44.7	1.00	44.75	191	17
18	Appartement n°05 (T2) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	49.2	1	49.2	1.05	0.95	49.1	1.00	49.08	210	18
19	Appartement n°06 (T2) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	51.7	1	51.7	1.05	0.95	51.6	1.00	51.57	220	19
20	Appartement n°07 (T2) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	52.8	1	52.8	1.00	0.95	50.2	1.00	50.16	214	20
21	Appartement n°08 (T2) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	41.2	1	41.2	1.00	0.95	39.1	1.00	39.14	167	21
22	Appartement n°09 (T2) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	39.8	1	39.8	1.00	0.95	37.8	1.00	37.81	161	22
23	Appartement n°10 (T2) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	41.2	1	41.2	1.00	0.95	39.1	1.00	39.14	167	23
24	Appartement n°11 (T3) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	64.6	1	64.6	1.00	0.95	61.4	1.00	61.37	262	24
25	Appartement n°12 (T3) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	74.3	1	74.3	1.00	0.95	70.6	1.00	70.59	301	25
26	Appartement n°13 (T2) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	39.5	1	39.5	1.00	1.00	39.5	1.05	41.48	177	26
27	Appartement n°14 (T2) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	40.6	1	40.6	1.00	1.00	40.6	1.05	42.63	182	27
28	Appartement n°15 (T2) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	49.2	1	49.2	1.00	1.00	49.2	1.05	51.66	221	28
29	Appartement n°16 (T2) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	47.1	1	47.1	1.00	1.00	47.1	1.05	49.46	211	29
30	Appartement n°17 (T2) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	49.2	1	49.2	1.05	1.00	51.7	1.05	54.24	232	30
31	Appartement n°18 (T2) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	51.7	1	51.7	1.05	1.00	54.3	1.05	57.00	243	31
32	Appartement n°19 (T2) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	52.8	1	52.8	1.00	1.00	52.8	1.05	55.44	237	32
33	Appartement n°20 (T2) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	41.2	1	41.2	1.00	1.00	41.2	1.05	43.26	185	33
34	Appartement n°21 (T2) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	39.8	1	39.8	1.00	1.00	39.8	1.05	41.79	178	34
35	Appartement n°22 (T2) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	41.2	1	41.2	1.00	1.00	41.2	1.05	43.26	185	35
36	Appartement n°23 (T3) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	64.6	1	64.6	1.00	1.00	64.6	1.05	67.83	290	36
37	Appartement n°24 (T3) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	74.3	1	74.3	1.00	1.00	74.3	1.05	78.02	333	37
	TOTAL :			2118.1		2118.1			2190.2		2342.53	10000	

Envoyé en préfecture le 13/09/2022
Reçu en préfecture le 13/09/2022
Affiché le
ID : 030-263000291-20220707-REP_CHDV-AU

IMMEUBLE "DOLCE VITA"

Tableau de répartition

CHARGES V. M. C.													
N°	Désignation	Niveaux	Composition	Surfaces brutes	1re Pondération nature	Surfaces pondérées partielles	2me Pondérations situation	étage	Surfaces pondérées	3re Pondération V.M.C.	Surfaces Pondérées	Charges V.M.C. en 10 000ème	N°
1	Appartement n°25 (T4)	3	*Appartement*	79.8	1	79.8	1.00	1.05	83.8	1.00	83.79	311	1
2	Appartement n°26 (T3)	3	*Appartement*	62.6	1	62.6	1.00	1.05	65.7	1.00	65.73	244	2
3	Appartement n°27 (T3)	3	*Appartement*	66.1	1	66.1	1.05	1.05	72.9	1.00	72.88	271	3
4	Appartement n°28 (T3)	3	*Appartement*	71.1	1	71.1	1.05	1.05	78.4	1.00	78.39	291	4
5	Appartement n°29 (T2)	3	*Appartement*	51.8	1	51.8	1.00	1.05	54.4	1.00	54.39	202	5
6	Appartement n°30 (T3)	3	*Appartement*	60.9	1	60.9	1.00	1.05	63.9	1.00	63.95	238	6
7	Appartement n°31 (T3)	3	*Appartement*	61.1	1	61.1	1.00	1.05	64.2	1.00	64.16	238	7
8	Appartement n°32 (T3)	3	*Appartement*	68.2	1	68.2	1.00	1.05	71.6	1.00	71.61	266	8
9	Appartement n°33 (T3)	3	*Appartement*	73.9	1	73.9	1.00	1.05	77.6	1.00	77.60	288	9
10	Appartement n°34 (T4)	4	*Appartement*	171.7	1	171.7	1.10	1.08	204.0	1.00	203.98	758	10
11	Appartement n°35 (T4)	4	*Appartement*	168.5	1	168.5	1.05	1.08	191.1	1.00	191.08	710	11
12	Locaux commerciaux	0	*Commerces*	396.7	1	396.7	1.0	0.90	357.03	1.00	357.0	1327	12
13	Foyer	0	*Foyer*	160.3	1	160.3	1.0	0.90	144.27	1.00	144.3	536	13
14	Appartement n°01 (T2) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	39.5	1	39.5	1.00	0.95	37.5	1.00	37.53	140	14
15	Appartement n°02 (T2) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	40.6	1	40.6	1.00	0.95	38.6	1.00	38.57	143	15
16	Appartement n°03 (T2) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	49.2	1	49.2	1.00	0.95	46.7	1.00	46.74	174	16
17	Appartement n°04 (T2) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	47.1	1	47.1	1.00	0.95	44.7	1.00	44.75	166	17
18	Appartement n°05 (T2) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	49.2	1	49.2	1.05	0.95	49.1	1.00	49.08	182	18
19	Appartement n°06 (T2) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	51.7	1	51.7	1.05	0.95	51.6	1.00	51.57	192	19
20	Appartement n°07 (T2) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	52.8	1	52.8	1.00	0.95	50.2	1.00	50.16	186	20
21	Appartement n°08 (T2) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	41.2	1	41.2	1.00	0.95	39.1	1.00	39.14	145	21
22	Appartement n°09 (T2) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	39.8	1	39.8	1.00	0.95	37.8	1.00	37.81	141	22
23	Appartement n°10 (T2) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	41.2	1	41.2	1.00	0.95	39.1	1.00	39.14	145	23
24	Appartement n°11 (T3) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	64.6	1	64.6	1.00	0.95	61.4	1.00	61.37	228	24
25	Appartement n°12 (T3) "Résidence Séniors"	1	*Appartement*	74.3	1	74.3	1.00	0.95	70.6	1.00	70.59	262	25
26	Appartement n°13 (T2) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	39.5	1	39.5	1.00	1.00	39.5	1.00	39.50	147	26
27	Appartement n°14 (T2) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	40.6	1	40.6	1.00	1.00	40.6	1.00	40.60	151	27
28	Appartement n°15 (T2) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	49.2	1	49.2	1.00	1.00	49.2	1.00	49.20	183	28
29	Appartement n°16 (T2) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	47.1	1	47.1	1.00	1.00	47.1	1.00	47.10	175	29
30	Appartement n°17 (T2) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	49.2	1	49.2	1.05	1.00	51.7	1.00	51.66	192	30
31	Appartement n°18 (T2) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	51.7	1	51.7	1.05	1.00	54.3	1.00	54.29	202	31
32	Appartement n°19 (T2) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	52.8	1	52.8	1.00	1.00	52.8	1.00	52.80	196	32
33	Appartement n°20 (T2) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	41.2	1	41.2	1.00	1.00	41.2	1.00	41.20	153	33
34	Appartement n°21 (T2) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	39.8	1	39.8	1.00	1.00	39.8	1.00	39.80	148	34
35	Appartement n°22 (T2) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	41.2	1	41.2	1.00	1.00	41.2	1.00	41.20	153	35
36	Appartement n°23 (T3) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	64.6	1	64.6	1.00	1.00	64.6	1.00	64.60	240	36
37	Appartement n°24 (T3) "Résidence Séniors"	2	*Appartement*	74.3	1	74.3	1.00	1.00	74.3	1.00	74.30	276	37
	TOTAL :			2675.1		2675.1			2691.5		2691.51	10000	

Envoyé en préfecture le 16/08/2022
Reçu en préfecture le 16/08/2022
Affiché le
ID : 030-263000291-20220706-CON_OGECNDAME22-AU

CCAS
centre communal d'action sociale - ville d'Alès

Affaire suivie par : Laure TICHET
Tél. : 04.66.54.23.20

CONVENTION DE PARTENARIAT

AIDE SOCIALE POUR LA RESTAURATION SCOLAIRE

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès,
dont le siège est situé 5 rue Baronnie 30100 Alès, SIRET 26300029100116,
représenté par son Président en exercice, Monsieur Max ROUSTAN, dûment autorisé à signer la présente et agissant au nom et pour le compte du Centre communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès,

et désigné sous le terme « CCAS » ;

d'une part,

ET

L'Organisme de Gestion de l'Enseignement Catholique Ecole Notre-Dame,
dont le siège social est situé 44 rue Soubeyranne 30100 Alès, SIRET 33928911800012,
représenté par sa Présidente, Alexandra LAGULHON, dûment autorisée à signer la présente,

et désigné sous les termes « association » ou « OGEC » ;

d'autre part,

Ci-après conjointement désignés sous le terme « les parties ».

Envoyé en préfecture le 16/08/2022
Reçu en préfecture le 16/08/2022
Affiché le
ID : 030-263000291-20220706-CON_OGECNDAME22-AU

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

EXPOSE PREALABLE :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu la loi du 1er juillet 1901 sur le contrat d'association ;

Vu les statuts de l'OGEC Notre-Dame, association loi 1901 ;

Considérant que le conseil d'administration du Centre d'Action Sociale de la Ville d'Alès par délibérations N°22-03-48 en date du 24 JUIN 2022 a décidé de reconduire l'aide à la restauration scolaire accordée aux familles à revenus modestes dont les enfants sont scolarisés dans les écoles maternelles et primaires présentes sur la Ville d'Alès ;

Considérant que l'aide à destination des familles concernées se matérialise par la diminution immédiate du montant de la restauration scolaire par le gestionnaires de la cantine, moyennant versement à sa destination par le CCAS de la part du repas financièrement prise en charge ;

Considérant néanmoins que pour permettre le versement de l'aide à la restauration scolaire, il convient de conclure une convention entre le CCAS et les personnes publiques ou privées gestionnaires de cantine désireuses de s'inscrire dans cette démarche sociale ;

Considérant que l'organisme de gestion de l'enseignement catholique Notre Dame, présent sur le territoire communal, a sollicité le CCAS, afin de permettre à ses familles d'enfants scolarisés dans son école maternelle et primaire de bénéficier de l'aide sociale à la restauration scolaire ;

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le CCAS et l'OGEC unissent leurs efforts pour venir en aide aux familles à revenus modestes, en participant au coût de la cantine de leur(s) enfant(s).

Cette convention se traduira par le versement mensuel d'une aide financière, proportionnée aux revenus de chaque famille, par le CCAS à l'OGEC.

L'OGEC, de son côté, procédera à la réduction du tarif de sa cantine pour le ou les enfants de famille(s) bénéficiaire(s) de l'aide scolaire attribuée par le CCAS.
Cette réduction immédiate et journalière permettra à ces familles de payer le prix réel du repas à la cantine, sans qu'un versement antérieur ou postérieur à leur destination n'intervienne de la part du CCAS.

ARTICLE 2 : Durée de la convention

La présente convention prendra effet à compter du 1er septembre 2022 pour arriver à échéance au 15 juillet 2023.

ARTICLE 3 : Obligations du CCAS

Envoyé en préfecture le 16/08/2022
Reçu en préfecture le 16/08/2022
Affiché le
ID : 030-263000291-20220706-CON_OGECNDAME22-AU

3-1: Concours financier

Le CCAS instruira les demandes et versera l'aide à la restauration scolaire des familles d'enfants scolarisés dans les écoles de l'OGEC en fonction de quotients familiaux.
Les modalités particulières de calcul du quotient familial et des subventions par repas versées au profit des familles sont fixées par délibération du conseil d'administration du CCAS.

Toute modification générale des montants de l'aide sociale donnera lieu à délibération du conseil d'administration du CCAS et fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

cf. ANNEXE 1 LA DELIBERATION N°22-03-48 en date du 24 JUIN 2022 DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CCAS PORTANT AIDE SOCIALE POUR LA RESTAURATION SCOLAIRE POUR L'ANNEE 2022-2023

3-2 : Modalités d'information

Après instruction des demandes, le CCAS informera l'OGEC et la famille concernée de l'obtention de l'aide à la restauration scolaire et de son montant.
En fonction de la part prise en charge par le CCAS, L'OGEC procédera sans délai à la réduction du tarif de la cantine pour la famille attributaire de l'aide.

En cas de modification de la part prise en charge par le CCAS, celui-ci informera par tous moyens à sa convenance l'OGEC, qui procédera sans délai à la variation du prix de revient du repas à la famille.

3-3: Modalités de versement

Il est préalablement rappelé que le versement de l'aide à la restauration scolaire par le CCAS à l'OGEC est soumise à la satisfaction de l'ensemble des obligations énoncées à la présente convention.

Sur présentation d'un justificatif mensuel prévu à l'article 4, le CCAS procédera au versement à l'OGEC de la part de l'ensemble des repas objet d'une aide à la restauration scolaire.
Il est entendu qu'aucun versement de l'aide à la restauration scolaire ne sera effectué sans transmission du justificatif mensuel détaillé susmentionné.

ARTICLE 4 : Obligations de l'OGEC

4-1 : Tarification de la cantine

L'OGEC s'engage à appliquer le montant de l'aide à la restauration scolaire prise en charge par le CCAS, et dont les modalités de calcul sont énoncées dans la délibération mise en *ANNEXE 1* de la présente convention.

L'OGEC s'engage, à compter de la présentation par le bénéficiaire d'une attestation ou d'un certificat du CCAS et dans la limite du montant pris en charge par ce-dernier, à appliquer la déduction du prix de la cantine pour la famille bénéficiaire de l'aide à la restauration scolaire.
Le CCAS ne sera en aucun cas responsable, et ne fera donc ses frais, des erreurs de tarification du repas induites par une mauvaise déduction par l'OGEC de l'aide à la restauration scolaire.

L'OGEC s'engage à restituer au CCAS les aides à la restauration scolaire perçues si leur utilisation prévue par la présente convention n'était pas respectée.

Envoyé en préfecture le 16/08/2022
Reçu en préfecture le 16/08/2022
Affiché le
ID : 030-263000291-20220706-CON_OGECNDAME22-AU

4- 2 : Présentation et contrôle des listes

L'OGEC présentera un justificatif mensuel au CCAS rendant compte de la présence en cantine de chaque élève dont la famille est bénéficiaire de l'aide à la restauration scolaire. A ce titre, le justificatif mensuel énoncera le nombre de repas en cantine de ces élèves, étant entendu que les mercredis, week-ends et autres jours fériés ne pourront entrer dans le décompte, sauf autorisation expresse et préalable de la part du CCAS.

Le CCAS pourra par ailleurs effectuer tout contrôle ou investigations qu'il juge nécessaire, et notamment avoir accès aux listes de présence en classe, afin de s'assurer du repas en cantine aux jours indiqués d'élèves dont les familles bénéficient de l'aide à la restauration scolaire.

ARTICLE 5 : Autres obligations

Chaque structure garde sa spécificité, son identité et sa gestion.

ARTICLE 6 : Assurances/ Responsabilités

L'OGEC remplit ses missions dans le respect des législations et réglementations en vigueur.
Les activités de l'OGEC sont placées sous sa responsabilité exclusive. La responsabilité du CCAS ne saura en aucun cas être recherchée du fait des manques de l'OGEC vis-à-vis de ses obligations.

L'OGEC, par la signature de la présente, affirme avoir souscrit durant toute la période de la convention, toutes les polices d'assurances nécessaires garantissant les risques pouvant résulter de ses activités.

ARTICLE 7 : Avenant

Toute modification ou complément du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci avec l'accord des signataires.

ARTICLE 8 : Résiliation

Il est expressément convenu qu'en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, le CCAS se réserve le droit de résilier unilatéralement cette convention par lettre recommandée avec AR valant mise en demeure.
Il en est de même pour ce qui concerne les cas de force majeure ou de troubles à l'ordre public.
La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'OGEC.

Par ailleurs, les parties auront chacune la possibilité de résilier de plein droit la présente convention, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir sous réserve respective d'un préavis de 1 mois suivant la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 9 : Conciliation

En cas de litige né de l'interprétation, de l'exécution ou de la rupture de la présente convention, il est convenu qu'avant d'introduire un recours contentieux, les parties s'obligeront à rechercher sérieusement une solution amiable dans un délai raisonnable.

Cette conciliation ne pourra pas avoir pour effet de priver l'une ou l'autre des parties de l'exercice

Envoyé en préfecture le 16/08/2022
Reçu en préfecture le 16/08/2022
Affiché le
ID : 030-263000291-20220706-CON_OGECNDAME22-AU

des voies de recours juridictionnels.

ARTICLE 10 : Litiges

En cas de litige dans l'exécution des présentes, les parties saisiront la juridiction compétente en cas de non conciliation.

ARTICLE 11 : Sanctions

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit du CCAS, celui-ci pourra exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir préalablement entendu ses représentants.
Le CCAS en informe l'OGEC par lettre recommandée avec accusé de réception.

DONT ACTE.

La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux, soit 1 pour l'OGEC et 1 pour le CCAS.

Fait à Alès
Le 6/7/2022

Le Président de l'OGEC

ALEXANDRA LAGJLHON

Le Président du CCAS

Centre Communal d'Action Sociale – Mairie d'Alès

Max ROUSTAN

Envoyé en préfecture le 16/08/2022
Reçu en préfecture le 16/08/2022
Affiché le
ID : 030-263000291-20220713-CON_OGECTAISSON-AU

CCAS
centre communal d'action sociale - ville d'Alès

Affaire suivie par : Laure TICHET
Tél. : 04.66.54.23.20

CONVENTION DE PARTENARIAT

AIDE SOCIALE POUR LA RESTAURATION SCOLAIRE

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès,
dont le siège est situé 5 rue Baronnie 30100 Alès, SIRET 26300029100116,
représenté par son Président en exercice, Monsieur Max ROUSTAN, dûment autorisé à signer la présente et agissant au nom et pour le compte du Centre Communal d'Action Sociale de la Ville d'Alès,

et désigné sous le terme « CCAS » ;

d'une part,

ET

L'Organisme de Gestion de l'Enseignement Catholique Taisson,
dont le siège social est situé 17 rue Taisson 30100 Alès, SIRET 77557841200014,
représenté par sa Présidente, Madame Valérie BERGER, dûment autorisée à signer la présente,

pour le compte de son école primaire Taisson (SIRET 775 578 412 00055) et son école primaire Saint Éloi (SIRET 775 578 412 00063),

et désigné sous les termes « association » ou « OGEC » ;

d'autre part,

Ci-après conjointement désignés sous le terme « les parties ».

Envoyé en préfecture le 16/08/2022
Reçu en préfecture le 16/08/2022
Affiché le
ID : 030-263000291-20220713-CON_OGECTAISSON-AU

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

EXPOSE PREALABLE :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu la délibération n°22_03_48 du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de la ville d'Alès en date du 24 juin 2022 portant sur l'aide sociale pour la restauration scolaire – année 2022-2023 ;

Vu les statuts de l'OGEC Taisson, association loi 1901 ;

Considérant que le conseil d'administration du Centre d'Action Sociale de la Ville d'Alès, par la délibération susvisée, a décidé de reconduire l'aide à la restauration scolaire accordée aux familles à revenus modestes dont les enfants sont scolarisés dans les écoles maternelles et primaires de la Ville d'Alès ;

Considérant que l'aide à destination des familles concernées se matérialise par la diminution immédiate du montant de la restauration scolaire par le gestionnaires de la cantine, moyennant versement à sa destination par le CCAS de la part du repas financièrement prise en charge ;

Considérant néanmoins que pour permettre le versement de l'aide à la restauration scolaire, il convient de conclure une convention entre le CCAS et les personnes publiques ou privées gestionnaires de cantine désireuses de s'inscrire dans cette démarche sociale ;

Considérant que l'organisme de gestion de l'enseignement catholique Taisson présent sur le territoire communal, a sollicité le CCAS, afin de permettre aux familles d'enfants scolarisés dans son école primaire Taisson, 6 rue de la roque, ou son école primaire Saint Éloi, 4 place de l'église de Tamaris, de bénéficier de l'aide sociale à la restauration scolaire ;

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le CCAS et l'OGEC unissent leurs efforts pour venir en aide aux familles à revenus modestes, en participant au coût de la cantine de leur(s) enfant(s).

Cette convention se traduira par le versement mensuel d'une aide financière, proportionnée aux revenus de chaque famille, par le CCAS à l'OGEC.

L'OGEC, de son côté, procédera à la réduction du tarif de sa cantine pour le ou les enfants de famille(s) bénéficiaire(s) de l'aide à la restauration scolaire attribuée par le CCAS.
Cette réduction immédiate et journalière permettra à ces familles de payer le prix réduit du repas à la cantine, sans qu'un versement antérieur ou postérieur à leur destination n'intervienne de la part du CCAS. En prenant en compte le prix réduit réglé par les familles et l'aide financière du CCAS à l'association, le prix réel du repas est cependant réglé à l'OGEC.

Envoyé en préfecture le 16/08/2022
Reçu en préfecture le 16/08/2022
Affiché le
ID : 030-263000291-20220713-CON_OGECTAISSON-AU

ARTICLE 2 : Durée de la convention

La présente convention prendra effet à compter du 29 août 2022 pour arriver à échéance au 15 juillet 2023.

ARTICLE 3 : Obligations du CCAS

3-1: Concours financier

Le CCAS instruira les demandes et versera l'aide à la restauration scolaire des familles d'enfants scolarisés dans les écoles de l'OGEC en fonction de quotients familiaux.
Les modalités particulières de calcul du quotient familial et des subventions par repas versées au profit des familles sont fixées par délibération du conseil d'administration du CCAS.
Cf en annexe la délibération n°22_03_48 du conseil d'administration du CCAS en date du 24 juin 2022 portant sur l'aide sociale pour la restauration scolaire pour l'année 2022-2023

Toute modification générale des montants de l'aide sociale donnera lieu à délibération du conseil d'administration du CCAS et fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

3-2 : Modalités d'information

Après instruction des demandes, le CCAS informera l'OGEC et la famille concernée de l'obtention de l'aide à la restauration scolaire et de son montant.
En fonction de la part prise en charge par le CCAS, L'OGEC procédera sans délai à la réduction du tarif de la cantine pour la famille attributaire de l'aide.

En cas de modification de la part prise en charge par le CCAS, celui-ci informera par tous moyens à sa convenance l'OGEC, qui procédera sans délai à la variation du prix du repas facturé à la famille.

3-3: Modalités de versement

Il est préalablement rappelé que le versement de l'aide à la restauration scolaire par le CCAS à l'OGEC est soumise à la satisfaction de l'ensemble des obligations énoncées à la présente convention.

Sur présentation du justificatif mensuel prévu à l'article 4, le CCAS procédera au versement à l'OGEC de la part de l'ensemble des repas objet d'une aide à la restauration scolaire.
Il est entendu qu'aucun versement de l'aide à la restauration scolaire ne sera effectué sans transmission du justificatif mensuel détaillé susmentionné.

ARTICLE 4 : Obligations de l'OGEC

4-1 : Tarification de la cantine

L'OGEC s'engage à appliquer le montant de l'aide à la restauration scolaire prise en charge par le CCAS, et dont les modalités de calcul sont énoncées dans la délibération mise en *ANNEXE 1* de la présente convention.

L'OGEC s'engage, à compter de la présentation par le bénéficiaire d'une attestation ou d'un

Envoyé en préfecture le 16/08/2022
Reçu en préfecture le 16/08/2022
Affiché le
ID : 030-263000291-20220713-CON_OGECTAISSON-AU

certificat du CCAS et dans la limite du montant pris en charge par ce dernier, à appliquer la déduction du prix de la cantine pour la famille bénéficiaire de l'aide à la restauration scolaire.
Le CCAS ne sera en aucun cas responsable, et ne fera donc ses frais, des erreurs de tarification du repas induites par une mauvaise déduction par l'OGEC de l'aide à la restauration scolaire.

L'OGEC s'engage à restituer au CCAS les aides à la restauration scolaire perçues si leur utilisation prévue par la présente convention n'était pas respectée.

4- 2 : Présentation et contrôle des listes

L'OGEC présentera un justificatif mensuel au CCAS rendant compte de la présence en cantine de chaque élève dont la famille est bénéficiaire de l'aide à la restauration scolaire. A ce titre, le justificatif mensuel énoncera le nombre de repas en cantine de ces élèves, étant entendu que les mercredis, week-ends et autres jours fériés ne pourront entrer dans le décompte, sauf autorisation expresse et préalable de la part du CCAS.

Le CCAS pourra par ailleurs effectuer tout contrôle ou investigations qu'il juge nécessaire, et notamment avoir accès aux listes de présence en classe, afin de s'assurer du repas en cantine aux jours indiqués d'élèves dont les familles bénéficient de l'aide à la restauration scolaire.

ARTICLE 5 : Autres obligations

Chaque structure garde sa spécificité, son identité et sa gestion.

ARTICLE 6 : Assurances/ Responsabilités

L'OGEC remplit ses missions dans le respect des législations et réglementations en vigueur.
Les activités de l'OGEC sont placées sous sa responsabilité exclusive. La responsabilité du CCAS ne saura en aucun cas être recherchée du fait des manques de l'OGEC vis-à-vis de ses obligations.

L'OGEC, par la signature de la présente, affirme avoir souscrit durant toute la période de la convention, toutes les polices d'assurances nécessaires garantissant les risques pouvant résulter de ses activités.

ARTICLE 7 : Avenant

Toute modification ou complément du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant à celle-ci avec l'accord des signataires.

ARTICLE 8 : Résiliation

Il est expressément convenu qu'en cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, le CCAS se réserve le droit de résilier unilatéralement cette convention par lettre recommandée avec AR valant mise en demeure.
Il en est de même pour ce qui concerne les cas de force majeure ou de troubles à l'ordre public.
Pour ces motifs de résiliation, un préavis d'une semaine sera respecté à compter de la réception de la lettre de résiliation.

Envoyé en préfecture le 16/08/2022
Reçu en préfecture le 16/08/2022
Affiché le
ID : 030-263000291-20220713-CON_OGECTAISSON-AU

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'OGEC.

Par ailleurs, les parties auront chacune la possibilité de résilier de plein droit la présente convention, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir sous réserve respective d'un préavis de 1 mois suivant la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 9 : Conciliation

En cas de litige né de l'interprétation, de l'exécution ou de la rupture de la présente convention, il est convenu qu'avant d'introduire un recours contentieux, les parties s'obligeront à rechercher sérieusement une solution amiable dans un délai raisonnable.

Cette conciliation ne pourra pas avoir pour effet de priver l'une ou l'autre des parties de l'exercice des voies de recours juridictionnels.

ARTICLE 10 : Litiges

En cas de litige dans l'exécution des présentes, les parties saisiront la juridiction compétente en cas de non conciliation.

ARTICLE 11 : Sanctions

En cas d'inexécution, de modification substantielle ou en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit du CCAS, celui-ci pourra exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir préalablement entendu ses représentants.
Le CCAS en informe l'OGEC par lettre recommandée avec accusé de réception.

DONT ACTE.

La présente convention est établie en 2 exemplaires originaux, soit 1 pour l'OGEC et 1 pour le CCAS.

Fait à Alès
Le 13/07/2022

Pour l'Organisme de Gestion de l'Enseignement Catholique Taisson

La Présidente

Valérie BERGER

O.G.E.C. TAISSON
17, Rue Taisson
30100 ALES
Tél. 04 66 52 23 01
N° SIRET 775 578 412 00014 - Code APE 8531 Z

Pour le CCAS de la ville d'Alès

Le Président

Max ROUSTAN

Centre Communal d'Action Sociale - Mairie d'Alès

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_54-DE

CCAS
centre communal d'action sociale - ville d'Alès

LE TEMPS DE TRAVAIL

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_54-DE

PRÉAMBULE....3

LE TEMPS DE TRAVAIL....4

Article 1 : Travail effectif....4

Article 2 : Durée annuelle du temps de travail effectif....4

Article 3 : Les garanties minimales....5

Article 4 : Le temps de travail et ses cycles....6

Article 5 : Les agents à temps non complet....8

Article 6 : L'annualisation....8

Article 7 : La saisonnalité....9

Article 8 : Les horaires fixes et variables....9

Article 9 : Les contraintes particulières....9

LES TEMPS D'ABSENCE....10

Article 10 : Congés annuels....10

Article 11 : Les jours ARTT et les jours cadres....12

Article 12 : Le compte épargne temps....13

Article 13 : Récupération....14

Article 14 : Les autorisations spéciales d'absences....14

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_54-DE

Préambule

La loi 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique impose aux collectivités l'adoption de lignes directrices de gestion dont un volet important concerne le temps de travail.

Le passage aux 1607h induit par la loi de transformation est l'occasion d'adopter un règlement du temps de travail commun à tous les services. Il convient d'adapter les modalités d'aménagement du temps de travail, et les faire évoluer dans le respect du cadre réglementaire, et dans un souci de meilleure adaptation aux besoins de la population.

Ainsi, ce nouveau règlement poursuit les objectifs principaux suivants :

- Définir le temps de travail
- Définir les modalités d'organisation et de gestion du temps de travail dans l'ensemble des services

Le présent règlement concerne l'ensemble des agents du CCAS de la Ville d'Alès, stagiaires, titulaires et contractuels et entre en vigueur le 1er janvier 2023 après avis du Comité Technique du 14 juin 2022.

Il peut être revu en fonction des évolutions législatives et réglementaires applicables à la Fonction Publique Territoriale dans le cadre du dialogue social.

Un comité d'évaluation du temps de travail sera mis en place pour s'assurer de la bonne mise en œuvre de la réforme et procéder aux ajustements nécessaires.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_54-DE

Le temps de travail

Article 1 : Travail effectif

Le temps de travail effectif s'entend comme le temps pendant lequel les agents sont à la disposition de l'employeur et doivent se conformer à ses directives sans pouvoir vaquer librement à leurs occupations personnelles.
Est inclus notamment dans le temps de travail effectif :

- le temps de réunion
- le temps passé en mission (déplacement professionnel et de formation) : l'agent est en mission lorsqu'il est en service et qu'il se déplace, dans ou hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale, pour l'exécution du service
- le temps d'intervention durant une astreinte ainsi que le temps de trajet entre le domicile et le lieu de l'intervention
- le temps d'habillage et de déshabillage

Est exclu notamment dans le temps de travail effectif :

- la pause méridienne dans la mesure où les agents peuvent vaquer à leurs occupations personnelles durant cette pause
- le temps de trajet entre le domicile et le lieu de travail
- les périodes d'astreinte (lorsque l'agent n'est pas en intervention)
- les temps de trajet pour se rendre en mission (en dehors du cycle de travail) ou en formation

Article 2 : Durée annuelle du temps de travail effectif

Durée de référence

La durée de référence du travail effectif est fixée à 35h par semaine.

Le décompte du temps de travail est réalisé sur la base d'une durée annuelle de travail effectif de 1 607 heures, heures supplémentaires non comprises.
La durée annuelle légale est calculée de la manière suivante :

Jours dans l'année	365 jours
Repos hebdomadaires	**-** 104
Jours fériés (moyenne)	**-** 8
Jours de congés	**-** 25
Jours travaillés par an	**=** 228
Nombre d'heures travaillées par an	228 x 7 = 1596 h arrondies à 1600 h
Journée de solidarité	**+** 7 h
Total d'heures travaillées par an	**=** 1607 heures (229 jours travaillés)

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_54-DE

Dérogation

L'article 2 du décret n°2011-623 du 12 juillet 2001, modifié par décret n°2011-184 du 15 février 2011, permet de tenir compte de sujétions liées à la nature des missions et à la définition des cycles de travail qui en résultent, et notamment en cas de travail de nuit, de travail le dimanche, de travail en horaires décalés, de travail en équipes, de modulation importante du cycle de travail ou de travaux pénibles ou dangereux.

Une étude a été menée au sein de la DRH avec l'ensemble des acteurs de la prévention (conseillers prévention, ACFI, médecin et infirmière du travail) sur les critères de pénibilité. A l'issue de ce travail, il est accordé les dérogations suivantes sur la base des missions exercées :

Service	Emplois	Nombre d'heures annuel après dérogation
Maintien à domicile	- Aide ménagère - Auxiliaire de vie	1 572 heures

Ces dérogations s'entendent pour un temps plein. Elles seront calculées au prorata temporis si l'agent n'occupe pas un poste à temps plein.
Un observatoire de la pénibilité va être mis en place afin d'évaluer les dérogations possibles en fonction des critères de pénibilité.

Concernant le travail du dimanche, une dérogation est accordée sur la base de 1h travaillée comptabilisée 1h30. Ce principe permet de tenir compte de la réalité du terrain, des disparités des services concernés, et ainsi d'éviter un abattement forfaitaire qui serait supérieur à ce qui est réellement pratiqué.

Article 3 : Les garanties minimales

Durée maximale quotidienne	**10h**
Durée maximale hebdomadaire	48h maximum 44h en moyenne sur une période quelconque de 12 semaines consécutives
Amplitude maximale de la journée de travail	12h
Repos minimum journalier	11h
Repos minimum hebdomadaire	35h comprenant en principe le dimanche
Pause *	20 minutes pour une période de 6h de travail consécutif
Pause méridienne *	45 minutes minimum
Travail de nuit	Période comprise entre 22h et 5h

Il n'est possible de déroger à ces garanties minimales que lorsque les circonstances le justifient et pour une période limitée, par décision du responsable de service qui en informe immédiatement la DRH.
***Pause :** Les agents peuvent prendre 20 minutes de pause après un travail de 6h consécutif. Cette pause ne peut pas être prise à la fin de la journée de travail (pour terminer plus tôt). Elle n'est pas décomptée du temps de travail.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_54-DE

***Pause méridienne :** Les agents qui ne sont pas en horaire continu ont droit à une pause méridienne de minimum 45 minutes. Cette pause est décomptée du temps de travail puisque les agents ne sont pas à disposition de l'employeur et peuvent vaquer à leur occupation.

Article 4 : Le temps de travail et ses cycles

Temps de travail

L'établissement Public a fait le choix de distinguer le temps de travail des agents et celui des cadres.

→ Afin de mieux répondre aux besoins des usagers, et gagner en efficience des services publics, le temps de travail des agents à temps complet est de **36h30 hebdomadaire** organisé sur une base de 5 jours travaillés par semaine. La proratisation est réalisée selon la quotité de temps de travail, c'est-à-dire qu'un agent à temps partiel ou à temps non complet voit son temps de travail hebdomadaire diminué.

→ Les cadres bénéficient de dispositions particulières, conformément à l'article 10 du décret du 25/08/00, modifié par décret n° 2011-184 du 15 février 2011, prévoit que les cadres peuvent bénéficier de dispositions spécifiques, appelées « Forfait cadre ». Leur temps de travail hebdomadaire n'est pas défini (il correspond néanmoins à 37h hebdomadaire minimum). Seuls les jours de présence sont comptabilisés.

Les bénéficiaires du forfait cadre sont les suivants :

- → DGA
- → Directeur
- → Responsable de département
- → Responsable de service
- → Responsable de secteur

		Cadres	Agents
Jours dans l'année		365 jours	365 jours
Repos hebdomadaires	-	104	104
Jours fériés (moyenne)	-	8	8
Jours de congés	-	25	25
Jours travaillés par an	=	228	228
Journée de solidarité	=	229	229
Jours cadre / RTT	-	13	9
Temps de travail hebdo		Non décompté	36h30
Total jours travaillés	=	**216**	**220**

Cycle de travail

Le travail des agents est organisé selon des périodes de référence dénommées cycles de travail. Ces cycles de travail ne concernent pas les cadres.
Les horaires de travail sont définis à l'intérieur d'un cycle qui peut être soit mensuel, annuel ou cycle variable selon la saisonnalité. Le cycle de travail détermine les **amplitudes**

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_54-DE

maximales du fonctionnement des services. Les horaires des agents s'inscrivent à l'intérieur de ces cycles.
Ces bornes ne sont pas les horaires des agents.

Nature activité	Fréquence	Bornes hebdomadaires	Bornes horaires
Accueil du public	Hebdomadaire	Lundi au samedi	8h à 18h
Technique	Saisonnalité	Lundi au dimanche	5h à 20h
Jeunesse	Annualisation	Lundi au samedi	6h à 19h30
Enfance	Hebdomadaire	Lundi au vendredi	6h à 19h30
Administratif	Hebdomadaire	Lundi au vendredi	8h à 18h Plage fixe : 9h à 11h30 et de 14h à 16h30 Plage variable : 8h-9h ; 11h30-14h et 16h30-18h
Culture et Sport	Hebdomadaire	Lundi au dimanche	7h à 22h30
Médico-social	Hebdomadaire	Lundi au dimanche	7h30 à 20h30
Sécurité/Gardien/ Concierge	Hebdomadaire	Lundi au dimanche	24h/24
Enseignement artistique	Statut particulier	Lundi au samedi	9h à 22h

Par principe, le temps supplémentaire effectué à l'intérieur des bornes n'ouvre pas droit à des heures supplémentaires. Les heures effectuées au-delà de la borne hebdomadaire réglementaire sont considérées comme des heures supplémentaires sur demande expresse de la hiérarchie, validée en amont. Un aménagement des horaires de travail doit être privilégié pour récupérer ce temps supplémentaire.
Les bornes horaires ne s'appliquent pas aux cadres de la collectivité puisqu'ils sont en forfait.
En cas de changement de service, les agents adoptent le cycle de leurs nouvelles fonctions, et les horaires correspondants.

Les heures supplémentaires

A titre exceptionnel, les agents à temps complet peuvent être amenés à effectuer des heures supplémentaires, sur validation de la DGA Ressources ou Directeur Général.
Ces heures supplémentaires sont réalisées à la demande du responsable, et au-delà des bornes du cycle de travail.
Pour le cycle hebdomadaire et le cycle de saisonnalité, les heures supplémentaires se calculent mensuellement.
Pour le cycle d'annualisation, les heures supplémentaires se calculent au-delà du contingent annuel.
Ces heures peuvent être récupérées ou payées, selon la volonté de l'agent, à l'exception des agents relevant de la catégorie A et/ou du forfait cadre. La récupération des heures reste la priorité.
La récupération de ces heures doit intervenir dans les 3 mois qui suivent leur réalisation.
Le nombre d'heures supplémentaires pour un agent à temps complet ne peut excéder 25 heures par mois, ni 13 heures par semaine.
Des dérogations peuvent intervenir pour une période limitée lorsque des circonstances exceptionnelles le justifient.
Pour les agents à temps partiel, ce contingent mensuel de 25 heures est proratisé en fonction de leur quotité de travail. Les heures supplémentaires ne font pas l'objet de majoration.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_54-DE

Article 5 : Les agents à temps non complet

Temps de travail	Durée hebdomadaire	Jours de CNG
Base	35h	25 j
Agent à 88.57%	31h	22.5j
Agent à 85.72%	30h	21.5j
Agent à 80%	28h	20j
Agent à 74.29%	26h	18.5j
Agent à 57.15%	20h	14.5j
Agent à 25%	8h45	6.5j

Les jours d'ARTT

Les agents à temps non complet n'étant par définition pas sur des cycles d'une durée supérieure à 35h, ils ne peuvent bénéficier de jours d'ARTT.

Les heures complémentaires

Les heures effectuées en plus du temps non complet sont des heures complémentaires, jusqu'à hauteur d'un temps complet. Au-delà du temps complet, ces heures sont considérées comme des heures supplémentaires. Les heures complémentaires ne font pas l'objet de majoration.
Les heures complémentaires sont, au choix de l'agent, payées ou récupérées, sur demande expresse de l'agent, en fonction des nécessités de service.

Article 6 : L'annualisation

L'**annualisation** permet d'organiser le travail en cycles de durées diversifiées sur l'année. Les règles de gestion sont les suivantes :

- **Rémunération :** Le décompte est réalisé sur la base d'une durée annuelle de 1607 heures. La référence à la durée hebdomadaire permet de rémunérer l'agent de manière constante sur l'année civile.
- **Planning de l'agent :** Chaque responsable de service concerné par l'annualisation notifiera à chaque agent en début de période (fin août ou fin décembre selon le calendrier d'annualisation retenu) un planning annuel dans lequel il sera précisé les périodes de travail, les périodes de repos compensateur et les congés annuels. Afin de pouvoir établir ce planning, l'agent devra remettre à son N+1 ses demandes de congés annuels selon les délais fixés dans son service.
- **Les absences :** Les périodes pendant lesquelles l'agent est placé en congé pour raison de santé, sont comptabilisées comme du temps de travail effectif. L'agent est considéré comme ayant accompli les heures prévues sur son planning de travail annuel. Lors d'une autorisation spéciale d'absence, les heures prévues sur son planning de travail annuel sont considérées comme ayant été effectuées.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_54-DE

Article 7 : La saisonnalité

La saisonnalité est une organisation du temps de travail qui répond à des périodes de forte activité alternant avec des périodes de plus faible intensité. Les agents ont donc un planning annuel fourni par les supérieurs hiérarchiques afin de déterminer les horaires des semaines tenant compte des périodes de plus forte activité et de celles d'activité plus modérée, pouvant ainsi engendrer des variations de la durée quotidienne de travail entre 5h et 8h

Article 8 : Les horaires fixes et variables

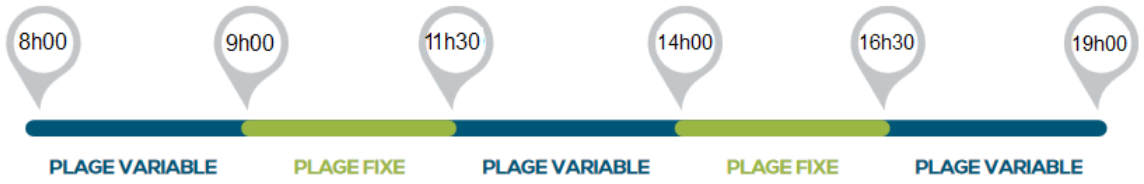
Fonctionnement en horaires fixes

Le fonctionnement en horaires fixes oblige les agents à se conformer aux horaires d'arrivée et de départ définis dans les horaires de fonctionnement des services.
Ces horaires peuvent être modifiés :

- Si les contraintes de service le justifient et sur avis préalable du CT
- De manière exceptionnelle, pour la réalisation de travaux supplémentaires sur demande du chef de service.

Fonctionnement en horaires variables

L'instauration d'un système d'horaires variables donne aux agents la possibilité de moduler leurs horaires de début et de fin de journée de travail.
En cas de dépassement des horaires habituels, les heures effectuées en complément doivent être récupérées uniquement sur les plages variables précisées ci-dessous. **Elles ne peuvent être cumulées pour donner droit à des demi-journées ou journées de congés supplémentaires.**
L'organisation des horaires variables est déterminée en tenant compte des missions des services ainsi que des heures d'affluence du public. Les plages fixes et variables sont définies ainsi :



Article 9 : Les contraintes particulières

Astreintes

Une période d'astreinte est une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration.
Pour les agents techniques, les astreintes sont indemnisées selon la délibération en vigueur et ne peuvent pas être récupérées.
Un règlement des astreintes sera établi et détaillera les différentes dispositions applicables aux agents.
Ces astreintes doivent respecter les cycles et les garanties minimales.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_54-DE

Concierge

Un règlement des concierges sera établi et détaillera les différentes dispositions applicables aux agents concernés.

Le régime d'équivalence

Le régime d'équivalence constitue un mode spécifique de détermination du temps de travail effectif.
Il vise à prévoir la rémunération de certaines professions pendant des périodes d'inaction où l'agent est néanmoins sur son lieu de travail. En effet, certaines professions ont un caractère intermittent : si elles ne sont pas toujours en travail « actif », elles doivent cependant rester à la disposition de l'employeur. Ces professions travaillent et sont rémunérées pour 36h30 en ayant un temps de présence supérieur.
Au sein du CCAS de la Ville d'Alès, les agents concernés par ce régime sont les veilleurs de nuit.

Les temps d'absence

Article 10 : Congés annuels

Base règlementaire

Les agents bénéficient d'une durée annuelle égale à 5 fois ses obligations hebdomadaires de service pour une année civile. Par exemple, si les agents travaillent 5 jours par semaine : 5 x 5 = 25 jours.

Une proratisation s'applique pour les agents à temps partiel :

Nombre de jours de congés	Base de 5 jours travaillés
Agent à temps complet	25 j
Agent à temps partiel 90%	22.5 j
Agent à temps partiel 80%	20 j
Agent à temps partiel 70%	17.5 j
Agent à temps partiel 60%	15 j
Agent à temps partiel 50%	12.5 j

Les jours de congés annuels doivent être posés à l'intérieur de la période de référence c'est-à-dire du 1er janvier au 31 décembre de l'année sauf nécessité absolue de service et à la demande de l'autorité, validée par le DG et la DGA ressource.
Les agents devront établir un planning prévisionnel pour l'année civile et le transmettre dès le mois de janvier à leur responsable.
Au terme de cette période, les congés restants pourront à la demande de l'agent être versés sur le compte épargne temps ou à défaut perdus.
Le report des congés annuels n'est pas possible sauf pour les agents absents pour raison de santé. Ces agents ont droit au report de jours de congés annuels non pris en raison de leur absence, dans la limite de 4 semaines sur une période de 15 mois maximum.
Un agent à temps complet a l'obligation de poser 20 jours minimum de congés annuels par an.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_54-DE

Dons de jours de congé

Tout agent (fonctionnaire ou contractuel de droit public) peut renoncer anonymement et sans contrepartie à des jours de repos non pris.
Les jours qui peuvent faire l'objet d'un don :

- les jours d'aménagement et de réduction du temps de travail (ARTT)
- les jours épargnés sur le compte épargne temps
- le congé annuel dans la limite de 5 jours pour un temps complet.

L'agent bénéficiaire doit relever du même employeur que l'agent donateur et se trouver dans l'une des trois situations suivantes :
- Soit assumer la charge d'un enfant âgé de moins de 20 ans atteint d'une maladie, handicap ou victime d'un accident d'une particularité grave
- Soit venir en aide à une personne atteinte d'une perte d'autonomie d'une particulière gravité ou présentant un handicap : conjoint, concubin, partenaire de PACS, ascendant, descendant.
- Soit pour le décès d'un enfant de moins de 25 ans

Jour de fractionnement

Les jours de fractionnement ne rentrent pas dans le calcul des 1607 heures et viennent donc réduire la durée individuelle de travail effectif.

L'attribution de ces jours ne se fait pas automatiquement, l'agent doit prendre des congés entre le 1er novembre et le 30 avril pour pouvoir en bénéficier.

- L'agent a droit à 1 jour supplémentaire : s'il a pris 5, 6 ou 7 jours pendant cette période

- L'agent a droit à 2 jours supplémentaires : s'il a pris 8 jours ou plus pendant cette période

Aucun report ni dépôt sur le CET n'est possible pour ces jours-là.
Les jours de fractionnement ne sont pas proratisés en fonction du temps de travail des agents.

Interruption des congés annuels pour maladie

Lorsque le congé annuel est interrompu par la maladie, la fraction du congé annuel non utilisée du fait de la maladie est préservée et peut être reportée dans l'année civile en cours.
La date initialement prévue pour le retour de l'agent n'est pas modifiée.
La prolongation du congé annuel pour prendre en compte le temps de la maladie est soumise à autorisation de l'administration et n'est donc pas automatique.

- Si l'absence pour maladie est incluse dans la période de congés annuels, l'agent sera à nouveau placé en congé annuel à l'issue de sa maladie, jusqu'au terme initialement fixé pour son retour.
- Si l'absence pour maladie dépasse la période prévue pour le congé annuel, l'agent reprendra ses fonctions à l'issue de l'arrêt maladie. Il a également la possibilité, après accord de sa hiérarchie et production d'un certificat médical de reprise, de prendre la partie non-utilisée de ses congés annuels.
- Il en est de même si l'arrêt maladie précède la date prévue pour le départ en congés annuels.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_54-DE

Planification des absences

Les congés annuels font l'objet d'un planning prévisionnel en début d'année afin d'assurer la continuité du service public.
Pour les agents annualisés, un planning sera établi pour l'année où il sera précisé les périodes de travail, les périodes de repos compensateur et les congés annuels.

Jours fériés

Un forfait de 8 jours est décompté pour la détermination du nombre d'heures travaillées.
En vertu des usages, les jours fériés sont chômés sauf pour certains services pour lesquels les caractéristiques particulières de l'activité le justifient.
Les jours fériés ne sont pas récupérables lorsqu'ils tombent un jour où l'agent ne travaille pas, en raison de son temps partiel ou de l'organisation du service.
Le 1er mai est un jour férié et chômé pour les agents. Dans les services qui, en raison de la nature de leur activité, ne peuvent interrompre leur travail, les agents présents le 1er mai ont droit, en plus du salaire correspondant au travail accompli, à une indemnité égale au montant de ce salaire.

Article 11 : Les jours ARTT et les jours cadres

Les jours d'ARTT

Le cycle de travail des agents du CCAS de la Ville d'Alès dépasse les 35 heures puisqu'il est fixé à 36h30 hebdomadaire. La durée annuelle du travail dépasse donc les 1607 heures, des jours d'Aménagement et de Réduction du Temps de Travail (ARTT) sont accordés.
Les jours d'ARTT sont accordés sur service fait par année civile du 1er janvier au 31 décembre de l'année en cours, aux agents à temps complet et à temps partiel.
Ces derniers ont un crédit de jours ARTT proratisés en fonction de leur temps de travail.
Pour rappel, les agents à temps non complet n'ont pas droit aux ARTT.
Les jours de ARTT non pris au 31 décembre peuvent être épargnés par l'agent sur le CET. A défaut, ils sont perdus.

Quotité de temps de travail	Jours d'ARTT
Agent à 100%	9
Agent à 90%	8.5
Agent à 80%	7.5
Agent à 70%	6.5
Agent à 60%	5.5
Agent à 50%	4.5

Les jours de ARTT sont proratisés selon le temps de travail de l'agent mais ils sont arrondis à la demi-journée supérieure.

Certains jours ne sont pas comptés comme des jours travaillés, ils n'ouvrent pas droit à des jours de ARTT :
- Les congés pour raison de santé sauf les congés de maternité et paternité.
- Les autorisations spéciales d'absence pour évènements familiaux

Règle de calcul
N1 = le nombre de jour travaillés (229 jours pour un agent à temps complet)
N2 = le nombre de jour ARTT généré par an pour un temps complet : 9 jours
N1/N2 = 25.4 arrondis à 26 jours

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_54-DE

	Nombre de jours d'absence	Jours d'ARTT en moins
Agent à 100%	26	1
	52	2
	78	3
	…	…

	Nombre de jours d'absence	Jours d'ARTT en moins
Agent à 80%	25	1
	50	2
	75	3
	…	…

Les jours cadre

Les jours cadres sont accordés sur année civile du 1er janvier au 31 décembre de l'année en cours, aux encadrants à temps complet et à temps partiel.
Ces derniers ont un crédit de jours cadre proratisés en fonction de leur temps de travail.
Les jours d'ARTT non pris au 31 décembre peuvent être épargnés par l'agent sur le CET. A défaut, ils sont perdus.

Quotité du temps de travail	Jours cadre
Agent à 100%	13
Agent à 90%	12
Agent à 80%	10.5
Agent à 70%	9.5
Agent à 60%	8
Agent à 50%	6.5

Règle de calcul

N1 = le nombre de jour travaillés (229 jours pour un agent à temps complet)
N2 = le nombre de jour cadre généré par an pour un temps complet : 13 jours
N1/N2 = 17.6 arrondis à 18 jours

	Nombre de jours d'absence	Jours d'ARTT en moins
Agent à 100%	18	1
	36	2
	54	3
	…	…

	Nombre de jours d'absence	Jours d'ARTT en moins
Agent à 80%	15	1
	30	2
	45	3
	…	…

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_54-DE

Article 12 : Le compte épargne temps

Bénéficiaires

1) Fonctionnaires titulaires occupant un emploi à temps complet ou à temps partiel, qui sont employés de manière continue et ont accompli au moins une année de service
2) Aux agents contractuels de droit public qui exercent leurs fonctions au sein d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public local, qui sont employés de manière continue et ont accompli au moins une année de service

Le fonctionnaire stagiaire ne peut ouvrir de CET et ne peut ni utiliser ou accumuler de nouveaux pendant la période de stage.

Alimentation du compte

Il peut être alimenté dans la limite de 60 jours par :

- → des jours de congés annuels sans que le nombre de jours pris dans l'année civile par un agent à temps complet soit inférieur à 20 jours (ce nombre de jours est proratisé en fonction de leur temps de travail pour les agents à temps non complet et à temps partiel)
- → des ARTT

L'alimentation du compte épargne temps s'effectue chaque année au plus tard le 15 janvier de l'année N+1. Les jours épargnés ne peuvent être utilisés que sous forme de congés. L'agent conserve ses congés épargnés en cas de mutation, détachement, mise à disposition, disponibilité ou congé parental.

Article 13 : Récupération

Si les agents souhaitent récupérer leurs heures, il y a deux règles qui s'appliquent :

- Si ce sont des heures effectuées en semaine, l'agent récupère 1h pour 1h travaillée.
- Si ce sont des heures effectuées le dimanche et les jours fériés, l'agent récupère 1h30 pour 1h travaillée.

Article 14 : Les autorisations spéciales d'absences

Les principes généraux

L'autorisation spéciale d'absence ne constitue pas un droit pour les agents. L'autorité territoriale peut refuser une autorisation spéciale d'absence pour des motifs tenant aux nécessités du fonctionnement normal du service : il revient aux encadrants de juger de leur opportunité en prenant en compte la continuité du service. Tout refus doit être motivé.
Elles ne peuvent être accordées que dans la mesure où l'agent aurait dû être présent pour assurer ses fonctions, en conséquence, **aucune autorisation d'absence (sauf congé de naissance ou adoption) ne peut être accordée pendant un congé annuel ou maladie, ni en interrompre le déroulement** : ainsi, en cas d'événement familial imprévisible, un agent ne peut interrompre son congé annuel ou son congé maladie pour être placé en autorisation d'absence.
Le décompte de ces absences est effectué par année civile. Les jours non utilisés au titre d'une année ne peuvent être reportés sur l'année suivante.
La présentation du justificatif est obligatoire. A défaut de transmission dans un délai de 15 jours, l'ASA sera automatiquement requalifiée en congé annuel.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_54-DE

Les bénéficiaires

- Les fonctionnaires en activité
- Les fonctionnaires stagiaires
- Les agents contractuels (droit public et droit privé)

A l'exclusion des agents saisonniers.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_54-DE

Autorisations d'absence liées à des motifs familiaux

Évènement	*Critères/Conditions*	*Durée*	***Justificatif***
Mariage	Agent	5 jours ouvrables A prendre dans les 15 jours qui entourent l'évènement sauf dérogation accordée par le directeur pour nécessité de service.	Présenter l'acte de mariage.
	Père/mère Enfant Beau-fils/belle-fille	3 jours ouvrables A prendre autour de l'évènement	Présenter l'acte de mariage en précisant le lien de parenté.
	Beau-père/belle-mère (parents du conjoint ou remariage) Frère/sœur Oncle/tante Neveu/nièce Beau-frère/ belle-sœur Demi-frère/demi-sœur,	1 jour ouvrable A prendre autour de l'évènement	
PACS	Agent	5 jours ouvrables Jours à prendre dans les 15 jours qui entourent l'évènement sauf dérogation accordée par le directeur pour nécessité de service.	Présenter l'attestation de PACS.
Décès	Du conjoint (PACS, mariage ou concubin) Père / mère	3 jours ouvrables Délai de route : - 24h pour un trajet de 200km à 400km - 48h pour un trajet de plus de 400km	Présenter l'acte de décès. Possibilité de fractionner les jours
	Enfant de plus de 25 ans	5 jours ouvrables	
	Enfant âge de moins de 25 ans ou une personne âgée de moins de 25 ans dont le fonctionnaire a la charge effective et permanente	7 jours ouvrés à prendre autour de l'évènement + 8 jours qui peuvent être fractionnés et pris dans un délai d'un an à compter du décès	
	Beau-père/belle-mère (parents du conjoint ou remariage) Frère/sœur Oncle/tante	1 jour ouvrable A prendre autour de l'évènement	Présenter l'acte de décès en précisant le lien de parenté.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_54-DE

	Neveu/nièce Beau-frère/ belle-sœur Demi-frère/demi-sœur Grands-parents uniquement de l'agent Petits enfants de l'agent		
Hospitalisation	Conjoint (mariage, PACS) Père/mère de l'agent Enfant de l'agent	3 jours (ouvrables) pour hospitalisation d'au moins 7 jours consécutifs Jours d'ASA éventuellement non consécutifs et demies-journées possible.	Présenter un bulletin de situation en précisant le lien de parenté.
	Grands-parents de l'agent Beau-père/belle-mère Frère/sœur Beau-frère/belle-sœur Demi-frère/demi-sœur Neveu/nièce	1 jour (ouvrables) pour hospitalisation d'au moins 7 jours consécutifs Jours d'ASA éventuellement non consécutifs et demies-journées possible.	
Garde pour soigner un enfant malade jusqu'au 16 ans de l'enfant sauf l'enfant qui a une reconnaissance MDPH	Agent à temps complet	6 jours	Autorisation accordée sous réserve des nécessités de service. Présenter un certificat médical délivré par un médecin attestant de la nécessité de la présence de l'agent auprès de son enfant. Autorisation accordée jusqu'à la veille des 16 ans de l'enfant mais pas de limite d'âge pour les enfants handicapés. Le nombre de jours est accordé par famille quel que soit le nombre d'enfants. Autorisation accordée par année civile, sans report possible d'une année sur l'autre.
	Agent à temps partiel ou à temps non complet	Durée des obligations hebdomadaires de service + 1 jour x quotité de temps de travail de l'agent	
	Agent assumant seul la charge de l'enfant ou si le conjoint est à la recherche d'un emploi ou si le conjoint ne bénéficie pas d'ASA	12 jours	
	Couple d'agents publics	12 jours répartis entre eux à leur convenance compte tenu de leur quotité de temps de travail respectif.	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_54-DE

Autorisations d'absence liées à la maternité

Objet	*Durée*	*Justificatif*
Aménagement des horaires de travail pour les femmes enceintes	1 heure maximum par jour (non cumulable) A compter du 3ème mois de grossesse sur avis du médecin de prévention	A compter du 3ème mois de grossesse sur avis du médecin de prévention.
Allaitement	1 heure par jour à prendre en 2 fois	Certificat médical attestant de l'allaitement maternel. Autorisation susceptible d'être accordée en raison de la proximité du lieu où se trouve l'enfant et sous réserve des nécessités de service.
Examens médicaux obligatoires (7 examens prénataux, 1 examen postnatal)	Durée des séances	Présenter la convocation aux examens médicaux.
Séances préparatoires à l'accouchement par la méthode psycho-prophylactique (accouchement sans douleur)	Durée des séances	Autorisation accordée sur avis du médecin du travail au vue des pièces justificatives - lorsque ces séances ne peuvent avoir lieu en dehors des heures de service.
Assistance médicale à la procréation (PMA)	Agent : Durée des actes médicaux Conjoint : max de 3 actes médicaux	

Autorisations d'absence liées à des événements de la vie courante

Objet	*Durée*	*Observations*	*Justificatif*
Rentrée scolaire	Agent	Autorisation de commencer 1 heure après la rentrée de classe jusqu'en	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_54-DE

		6ème	
Don du sang	1h	1h	Présenter une pièce justificative

Autorisations d'absence liées à des motifs civiques

Objet	*Durée*	*Justificatif*
Juré d'assises (autorisation de droit)	Durée des séances	Présenter une pièce justificative
Mandat mutualiste	Durée de la séance du conseil d'administration d'une mutuelle, union ou fédération	Présenter une pièce justificative
Membres des commissions d'agrément des familles candidates à l'adoption	Durée des réunions	Présenter une pièce justificative
Représentants de parent d'élève : **- réunions des comités de parents dans les écoles maternelles et élémentaires et conseils d'école** **- réunions des commissions permanentes, des conseils de classe et d'administration dans les collèges, lycées et d'établissements d'éducation spéciale** **- agents désignés pour assurer dans le cadre d'une commission spéciale placée sous l'autorité d'un directeur d'école, l'organisation et le bon déroulement des élections des représentants des parents d'élèves aux conseils d'école**	Durée de la réunion	Présenter une pièce justificative
Élections prud'homales (assesseur, délégué de liste, membre de la commission électorale, mandataire de liste)	Jour du scrutin	Présenter une pièce justificative
Élections aux organismes de Sécurité Sociale (assesseur, délégué de liste)	Jour du scrutin	Présenter une pièce justificative
Formation initiale des agents « sapeurs-pompiers volontaires »	30 jours minimum répartis au cours	Présenter une pièce justificative du

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_54-DE

	des trois premières années de l'engagement dont au moins 10 jours la première année	chef de corps (convocation + attestation de présence)
Formation de perfectionnement des agents « sapeurs-pompiers volontaires »	5 jours au moins par an	Présenter une pièce justificative du chef de corps (convocation + attestation de présence)
Missions de « sapeurs-pompiers volontaires »	Durée de l'intervention	Présenter une pièce justificative du chef de corps
Missions de « gendarmes réservistes »	15 jours sous réserve de la continuité de service	Fournir le contrat d'engagement en cours. Présenter la convocation accompagnée de la demande au minimum 30 jours avant la date souhaitée.

Autorisations d'absence liées à des mandats électifs

Objet	***Durée***	***Justificatif***
Mandat électif : 1) Autorisations d'absence accordées aux agents membres des conseils municipaux, des conseil d'EPCI pour se rendre et participer aux réunions des assemblées délibérantes 2) Crédit d'heures accordé pour disposer du temps nécessaire à l'administration de la commune ou de l'EPCI et à la préparation des réunions.	Le temps d'absence cumulé résultant des autorisations d'absence et du crédit d'heures ne peut dépasser pour une année civile la moitié de la durée légale du temps de travail (soit la moitié de 1607 heures, soit 803,50 heures) En cas de travail à temps partiel, ce crédit d'heures est réduit proportionnellement à la réduction du temps de travail prévue. Le crédit d'heures ne peut être reporté d'un trimestre sur l'autre.	Autorisation accordée après information par l'élu de son employeur, par écrit, 3 jours au moins avant son absence, en précisant la date, la durée, ainsi que le crédit d'heures restant pour le trimestre en cours.

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_54-DE

Crédit d'heures pour les Maires		
Ville d'au moins 10 000 hab	140 h / trimestre	
De moins de 10 000 hab	105 h / trimestre	
Crédit d'heures pour les Adjoints		
→ Ville d'au moins 30 000 hab	→ 140 h / trimestre	
→ Ville de 10 000 à 29 999 hab	→ 105 h / trimestre	
→ Ville de moins de 10 000 hab	→ 52 h / trimestre	
Crédit d'heures pour les Conseillers municipaux		
- Ville d'au moins 100 000 hab	→ 52h30 / trimestre	
- Ville de 30 000 à 99 999 hab	→ 35h / trimestre	
- Ville de 10 000 à 29 999 hab	→ 21h / trimestre	
- Ville de 3 500 à 9 999 hab	→ 10h30 / trimestre	
- Ville de moins de 3 500 hab	→ 7h / trimestre	
Crédit d'heures pour les Présidents, vice-présidents, membres d'un EPCI suivants **1. Syndicats de communes** **2. Syndicats mixtes** **4. Communautés de communes,** **5. Communautés urbaines,** **6. Communauté d'agglomération**	- Si pas d'exercice de mandat municipal, les présidents, vice-présidents et membres des EPCI sont assimilés respectivement aux maires, adjoints et conseillers municipaux de la commune la plus peuplée de l'EPCI - Si exercice d'un mandat municipal = droit au crédit d'heures ouvert au titre de ce mandat Les présidents, vice-présidents et membres de ces EPCI sont assimilés respectivement aux maires, adjoints et conseillers	

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_54-DE

7. Métropole	municipaux d'une commune dont la population serait égale à celle de l'ensemble des communes composant l'EPCI	
Droit à la formation pour les élus qui ont la qualité de salarié	18 jours par élu, par mandat, quel que soit le nombre de mandats détenus	

Autorisations d'absence liées à des motifs syndicaux

Objet	*Durée*	*Justificatif*
Participation à des congrès ou des réunions d'organismes directeurs de syndicats, quel que soit le niveau de ces syndicats	10 jours Cette limite peut être portée à 20 jours par an lorsque l'agent est appelé à participer aux congrès internationaux, ou aux réunions des organismes directeurs des organisations syndicales internationales, des syndicats nationaux, des confédérations, des fédérations, des unions régionales et des unions départementales de syndicats.	Présenter une pièce justificative originale et signée par l'organisation syndicale.
Participation aux réunions d'un niveau inférieur à celui du département	Autorisations délivrées dans la limite d'un contingent global d'autorisations spéciales d'absence déterminé chaque année	Présenter une pièce justificative originale et signée par l'organisation syndicale.
Organismes paritaires statutaires	0,5 jour pour préparer la réunion 0,5 jour pour assister à la réunion	Présenter la convocation originale et signée par l'organisation syndicale.
Décharge mensuelle d'activité du service	Ces décharges sont calculées en fonction du résultat des élections. Seules les personnes désignées par l'organisation syndicale peuvent bénéficier de décharges d'activité de service. Elles doivent présenter leur titre de congé au moins 3 jours avant à l'avance à leur chef de service.	Présenter un titre de congé au moins 3 jours à l'avance à leur chef de service. Autorisation subordonnée aux nécessités de service.
Congé pour formation syndicale	Il est accordé dans la limite de 5% de l'effectif total de la	Présenter la convocation au moins 1

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_54-DE

	collectivité. Ce congé ne peut être accordé que pour effectuer un stage ou suivre une session que dans l'un des centres ou instituts qui figurent sur la liste arrêtée chaque année par le ministre chargé des collectivités territoriales. La demande doit être formulée par écrit auprès de l'autorité territoriale au moins 1 mois avant le début du stage. Cette demande peut être rejetée au plus tard le 15ème jour avant le début de la session. Toute acceptation devra faire l'objet d'un justificatif en retour à la DRH (attestation de présence)	mois avant le début du stage. Elle peut être rejetée au plus tard le 15ème jour avant le début de la session. Fournir l'attestation de présence au retour de formation.
Réunion d'information syndicale	Chaque agent a le droit de participer chaque mois ou chaque deux mois à ces réunions Les syndicats organisateurs doivent formuler une demande préalable, auprès de l'autorité territoriale, une semaine au moins avant la date prévue de la réunion. La durée de ces réunions est en principe d'une heure par mois. Une même organisation syndicale peut regrouper plusieurs de ces heures mensuelles d'information par trimestre.	

ARRETE - SIGNATURES

LE PRESIDENT

DATE DE CONVOCATION **07/06/2022**

DELIBERE PAR L'ASSEMBLEE DELIBERANTE REUNIE EN SESSION ORDINAIRE

A ALES, le **24/06/2022**

Présenté par le Président,

A ALES, le **24/06/2022**

Les membres du Conseil d'Administration,

Centre Communal d'Action Sociale — Mairie d'Alès

Mme Michèle VEYRET Vice-Présidente

Nombre de membres en exercice	17
Nombre de membres présents	13
Nombre de procurations	1
Nombres de suffrages exprimés	14

VOTES

Pour	14
Contre	0
Abstentions	0

CAYRIER Hélène		**CASTANET Danielle**	
MASSON J.Régis		**BOSSEUR Alain**	
MAZUC Bruno		**BOUTEILLER Lydie**	
PEYRIC M.Christine		**GUYOT Martine**	
RIVENQ Christophe		**MASSAL Chantal**	
SUAU J.Michel		**REYNAUD Alain**	
VEAU-VEYRET M.José		**VOIRIN Josiane**	
BERARD Cécile			

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE

ARRETE - SIGNATURES

LE PRESIDENT

DATE DE CONVOCATION **07/06/2022**

DELIBERE PAR L'ASSEMBLEE DELIBERANTE REUNIE EN SESSION ORDINAIRE

A ALES, le **24/06/2022**

Présenté par le Président,

A ALES, le **24/06/2022**

Les membres du Conseil d'Administration,

Centre Communal d'Action Sociale – Mairie d'Alès

Mme Michèle VEYRET Vice-Présidente

Nombre de membres en exercice	17
Nombre de membres présents	13
Nombre de procurations	1
Nombres de suffrages exprimés	14

VOTES

Pour	13
Contre	1
Abstentions	0

CAYRIER Hélène		**CASTANET Danielle**	—
MASSON J.Régis		**BOSSEUR Alain**	
MAZUC Bruno		**BOUTEILLER Lydie**	
PEYRIC M.Christine		**GUYOT Martine**	
RIVENQ Christophe	—	**MASSAL Chantal**	
SUAU J.Michel		**REYNAUD Alain**	
VEAU-VEYRET M.José		**VOIRIN Josiane**	
BERARD Cécile			

Envoyé en préfecture le 30/06/2022
Reçu en préfecture le 30/06/2022
Affiché le 30/06/2022
ID : 030-263000291-20220624-22_03_22-DE